THE LIBRARY OF CONGRESS

THE LIBRARY OF CONGRESS

PRÉCIS D'HISTOIRE

D'ANGLETERRE, D'ÉCOSSE ET D'IRLANDE.

Paris.—Typographie de Firmin Didot frères, rue Jacob, 56.

Précis d'histoire d'angleterre

PRÉCIS D'HISTOIRE
D'ANGLETERRE,
D'ÉCOSSE ET D'IRLANDE,

OU

HISTOIRE DU ROYAUME-UNI
DE LA GRANDE-BRETAGNE,

DEPUIS LES TEMPS LES PLUS RECULÉS
JUSQU'A NOS JOURS.

PAR P. ROLAND,

AUTEUR DE L'HISTOIRE DE FRANCE ABRÉGÉE ET DE L'HISTOIRE D'ANGLETERRE.

PARIS,

FIRMIN DIDOT FRÈRES, LIBRAIRES,
IMPRIMEURS DE L'INSTITUT DE FRANCE,
RUE JACOB, 56.

1844.

DA32
.R745

104837
01

PRÉFACE.

L'utilité d'un travail de la nature de celui-ci, destiné à enseigner à la jeunesse de France les éléments de l'histoire d'Angleterre, n'a pas besoin d'être démontrée.

L'homme ne vit pas uniquement d'une vie matérielle, les petits enfants le savent; s'il habite l'espace, il habite aussi le temps. Sa patrie n'est pas seulement le pays où il apprend à connaître et à bénir les lois de Dieu, mais encore le siècle où il voit sa mère lui sourire, et où il doit goûter le bonheur d'embrasser ses enfants.

Un homme qui serait né dans une cage étroite et obscure et qui y mourrait sans avoir entrevu le soleil ni la mer, sans avoir entendu parler ni des campagnes verdoyantes, ni des villes populeuses, ni des merveilles de l'industrie et des arts, aurait-il vécu?

Il ne vit guère plus celui qui ignore entièrement les premiers éléments de l'histoire et tous les trésors de la tradition humaine, alors même que le monde tout entier s'est ouvert devant ses pas, et que toutes les terres et toutes les mers ont passé sous ses yeux. On peut dire qu'il ne connaît même pas ce siècle présent qu'il voit s'agiter confusément autour de lui et partout, dépourvu qu'il est de tout moyen de le comparer aux autres siècles. De la patrie qu'il croit connaître et aimer, il n'aime que le corps, il ne connaît que l'enveloppe extérieure et visible; l'ame lui échappe; il ne sait rien de la véritable vie de sa nation; il reste étranger à ses souvenirs comme à ses espérances.

Après l'histoire de la patrie, celle du peuple dont les destinées ont le plus influé sur la fortune de notre peuple doit naturellement fixer notre attention. En France, après l'histoire nationale et l'histoire ancienne, c'est surtout l'histoire d'Angleterre qu'il importe d'étudier et de bien connaître.

Mais si l'importance de cette science est incontestable, la meilleure méthode à suivre pour l'enseigner à la jeunesse peut paraître incertaine. Voici le plan que nous nous sommes proposé dans ce travail; on jugera jusqu'à quel point nous l'avons suivi et avec quel résultat plus ou moins favorable.

La philosophie de l'histoire, étant encore loin d'arriver à des résultats d'une pleine évidence, nous avons dû, dans un ouvrage destiné à des esprits sans maturité et naïvement crédules, n'user de ses affirmations hardies qu'avec la plus grande réserve.

Il nous a semblé que pour bien comprendre l'Angleterre, pour se rendre compte de sa vie, il fallait suivre non-seulement son histoire monarchique, *royale* pour ainsi dire, telle qu'on a coutume de la faire, telle que jadis nous l'avons nous-même écrite, mais encore l'histoire détaillée de chacune des trois grandes divisions de ce pays. C'est, à notre avis, la seule manière d'éclairer, de bien comprendre, et l'Angleterre en elle-même, et l'Angleterre vis-à-vis de la France; de se rendre compte des éléments sympathiques ou antipathiques que nous avons tour à tour ou simultanément rencontrés dans ce pays, souvent rival, rarement ami. Si nous parvenions à faire bien voir quels sont ces éléments divers, nous croirions avoir été utile à notre patrie, à l'Angleterre elle-même : « On devient indulgent à mesure qu'on comprend » a dit une femme de génie; et plus récemment, un jeune philosophe écrivait : « Un « degré d'intelligence de plus et l'égoïsme deviendra la cha- « rité. » L'histoire doit amener les peuples à se bien comprendre, c'est là son but le plus élevé.

Nous avons donc refait notre premier ouvrage sur un plan entièrement nouveau.

Voulant faire un livre destiné surtout aux jeunes gens qui réfléchissent, mais qu'on pût laisser sans inconvénient entre les mains de leurs sœurs et de leurs plus jeunes frères, nous avons négligé dans notre récit avec une attention sévère, mais sans affectation, tout ce qu'une mère tendre, parlant à sa fille, aurait laissé dans l'ombre.

Nous avons de plus retranché hardiment cette multitude de faits sans conséquence et de détails sans intérêt qui encombrent la mémoire sans éclairer l'intelligence, sans orner l'esprit ni féconder le cœur. Nous nous sommes de préférence attachée aux époques capitales et aux traits les plus caractéristiques de chacune de ces époques. Nous avons pris garde de ne pas sacrifier la connaissance des mœurs au récit des batailles, ni l'histoire de la nation à la biographie des rois. Nous avons essayé de faire voir l'unité, la continuité de la vie de l'Angleterre alors même qu'elle était divisée en nations ennemies, et de montrer le rapport caché des événements en apparence les plus divers dans leur succession providentielle. Sans ce rapport merveilleux, essentiel à connaître, l'histoire dépouillée de sa vie n'est plus qu'un froid catalogue de noms plus ou moins sonores, de dates plus ou moins insignifiantes.

Nous nous sommes attachée à choisir nos guides parmi les meilleurs historiens, et nous l'avons fait pour chaque époque avec un soin sévère. Pour les temps anciens, nous avons suivi Strabon, César, Tacite; pour le moyen âge et pour les temps modernes, MM. Augustin Thierry, Lingard, Mackintosh, Hume, Spenser, Hallam, Guizot, Walter Scott, Th. Moore, Gordon, G. de Beaumont, etc.

Le naturel du récit, la correction, la clarté du style, la précision, une élégante simplicité, voilà les qualités littéraires que nous nous sommes efforcée d'atteindre sans cesse, celles que nous voudrions pouvoir nous flatter d'avoir réunies quelquefois.

En écrivant l'histoire d'Angleterre, nous n'avons pas oublié que nous l'écrivions pour la jeunesse de France. Nous avons

à dessein donné à certaines parties de cette histoire, telles que le récit des invasions en France, plus d'importance qu'on ne le fait ordinairement en Angleterre.

Nous aurions pu, avec vérité, donner pour épigraphe à notre livre ces bonnes paroles de Bernardin de Saint-Pierre : « Celui « qui ne se rattache pas à sa patrie, qui sépare sa patrie du « genre humain, et le genre humain de Dieu, celui-là ne con- « naît pas plus les lois de la politique que celui qui, se faisant « une physique pour lui seul, et séparant ses relations person- « nelles d'avec les éléments, la terre et le soleil, n'aurait pas « pénétré les lois de la nature. »

HISTOIRE
D'ANGLETERRE,
D'ÉCOSSE ET D'IRLANDE,

OU

HISTOIRE DU ROYAUME-UNI
DE LA GRANDE-BRETAGNE.

INTRODUCTION.

Il n'est pas de pays dont l'histoire nous intéresse plus, ou dont l'existence politique soit plus intimement liée à la nôtre, que l'Angleterre. De longues et fréquentes guerres, des traités destinés à les finir par une alliance fraternelle et durable, rapprochent à chaque instant, dans l'histoire européenne, le nom des deux pays, placés à l'avant-garde de la civilisation, et qui semblent destinés par la Providence à la répandre sur le monde entier. Un étroit bras de mer les sépare et sert à la fois de limite et de voie de communication; et si, en entourant l'Angleterre, non-seulement des eaux de l'Océan comme d'une ceinture, mais encore d'inexpugnables rochers qui en font une véritable for-

teresse, Dieu a semblé interdire à la France toute pensée d'envahissement, il a en même temps ouvert, sur les côtes des deux pays, d'innombrables ports qui peuvent être considérés comme d'hospitalières invitations.

Les *Iles Britanniques*, royaume de la GRANDE-BRETAGNE ou d'*Angleterre*, sont situées à l'extrémité nord-est de l'océan Atlantique. Les mers qui les avoisinent sont toutes dangereuses, circonstance à laquelle les Anglais doivent la supériorité maritime qu'ils ont sur tous les peuples européens, les Grecs de l'Archipel exceptés peut-être. Les pays voisins de l'Angleterre sont la France au sud-est, le Danemark, la Norwége et la Hollande à l'est. A l'ouest et au nord, les Anglais sont comme isolés du reste du monde, et les Islandais sont le peuple le plus rapproché d'eux.

L'ANGLETERRE ou Royaume-Uni de la GRANDE BRETAGNE, tel qu'il est aujourd'hui constitué, réunit la grande île triangulaire connue des anciens sous le nom de *Britannia* (*Angleterre* et *Écosse*), l'île d'*Irlande*, moins grande que la première, dont elle est séparée par le canal de Saint-Georges, et une foule de petites îles plus ou moins voisines des deux premières, et dont les principales sont :

Autour de l'Angleterre proprement dite : l'île de Man, au milieu de la mer d'Irlande, possession féodale des ducs d'Athol, jusqu'en 1765; l'île Walney, l'île d'Anglesea avec Holy-Head, lieu de prédilection des druides, aujourd'hui célèbre par ses mines de cuivre, et unie à l'Angleterre par un pont suspendu qui traverse l'étroit bras de mer qui l'en sépare; le petit archipel des Sorlingues ou îles Scilly, composé de cent quarante-cinq îlots, dont six seulement sont habités, l'île de Wight, et l'île Sheepy;

Sur les côtes d'Écosse : les Orcades, archipel de trente îles, et les Shetland, au nombre de quatre-vingt-six; l'archipel des Hébrides, qui n'a pas moins

de trois cents îles, et les îles d'Arran et de Bute, à l'embouchure de la Clyde.

Les côtes d'Irlande n'ont que des îles de peu d'importance, dont les principales sont : Rachlin, North-Arran et le petit archipel de South-Arran.

Trois autres petites îles qui se trouvent presque sur nos côtes : Origny ou Alderney, Jersey et Guernesey, semblent pour ainsi dire les premières de ces immenses possessions qui rendent l'Angleterre présente et puissante par tout le monde. Restées françaises par le langage, les mœurs et les lois, ces trois îles sont en quelque sorte organisées en république, et aucun acte du parlement anglais n'y peut avoir force de loi, s'il n'a reçu l'approbation des magistrats du pays.

D'immenses colonies en Asie, en Amérique, en Afrique, dans l'Océanie, et plusieurs îles de la Méditerranée, sont aussi devenues les annexes d'une île de l'Océan ; mais l'histoire de ces possessions n'étant pas, à proprement parler, celle de l'Angleterre, nous ne pouvons guère nous occuper d'elles que pour signaler l'époque de leur conquête.

Le royaume britannique proprement dit (l'Angleterre, l'Écosse, l'Irlande et les petites îles voisines) ne fut pas toujours réuni en un même État, comme nous aurons occasion de le faire voir dans le cours de cette histoire; mais il nous a semblé nécessaire d'indiquer, en commençant, et ses limites actuelles et ses divisions géographiques et politiques. Nous remarquerons toutefois qu'outre la distinction encore aujourd'hui reconnaissable des races diverses qui ont, soit successivement, soit simultanément, occupé cette terre, tant de fois conquise ou envahie; outre les divisions physiques que semble lui avoir imposées la nature, en séparant de la grande île l'Irlande, qui paraît destinée à faire un État à part; et d'une façon presque aussi tranchée, l'Écosse de l'Angleterre par les

monts Grampiens et le golfe de Solway; la religion, les mœurs, la langue, les intérêts politiques ou commerciaux de ces trois parties d'une même monarchie, sont si distincts, si divers, que l'Angleterre ne peut, en aucune sorte, être considérée, jusqu'ici du moins, comme formant un tout homogène, comme la France, par exemple, agglomération de provinces jadis indépendantes les unes des autres, mais aujourd'hui véritablement réunies ; France avant d'être Normandie, Alsace ou Provence, et ayant même consenti à perdre ces vieux noms, qui n'ont pour ainsi dire plus de signification. L'Irlande au contraire est Irlande, avant d'être Angleterre, et même contre l'Angleterre; et le *jacobisme*, toujours subsistant en Écosse, alors que les Stuarts, race éteinte, n'ont plus même de représentant, est, ce nous semble, une protestation d'indépendance nationale plutôt que politique, dont aucune des provinces françaises ne fournirait d'exemple aujourd'hui.

Voici les subdivisions des trois pays qui constituent le Royaume-Uni de la GRANDE-BRETAGNE.

L'*Angleterre*, qui comprend le pays de Galles, se divise en quarante comtés (*shires*), juridictions plus semblables à nos anciennes provinces qu'à nos départements, régis par un magistrat appelé *shériff*, chargé à la fois du gouvernement du comté et de l'administration de la justice. L'*Écosse* est divisée en trente-trois comtés, et n'est réunie à l'Angleterre que depuis l'avénement des Stuarts. L'*Irlande*, autrefois indépendante, aujourd'hui gouvernée par un vice-roi, et récemment émancipée, est divisée en quatre provinces subdivisées en trente-deux comtés.

Les trois pays que nous venons de nommer sont, comme nous l'avons dit, habités par des peuples d'origine différente, qui, jusqu'à nos jours, ont conservé fortement l'empreinte de cette diversité de race dans

leurs traits, dans leurs mœurs et dans leur langue. Les religions professées par ces peuples sont diverses comme leur origine.

1° L'habitant de l'*Angleterre* proprement dite, l'Anglais, beau, grand et blond, sort de quatre peuples différents, les Bretons, les Angles, les Saxons et les Normands, nations germaniques, à l'exception des Bretons dont l'origine est celtique, mais qu'on ne retrouve plus guère que dans la principauté de Galles.

Tout le monde sait que l'idiome qu'on parle encore aujourd'hui dans le pays de Galles est presque identiquement le même que celui qui est resté en usage au fond de notre Bretagne, dans cette terre appelée la *Cornouaille*, nom qui correspond parfaitement à celui de *Cornwal*, que porte la pointe extrême de l'Angleterre.

L'Anglais est un peuple marchand; mais nulle part, peut-être, l'aristocratie n'a de plus profondes racines que chez lui. Ajoutons qu'elle s'y trouve combinée avec l'esprit de liberté, et que la royauté y a presque toujours été moins puissante que dans le reste de l'Europe. La religion dominante est le protestantisme anglican, sorte de terme moyen entre le véritable protestantisme et le catholicisme. Le roi est chef de l'Église : ce qui n'empêche pas que le protestantisme ne se subdivise en un nombre presque infini de sectes, dont la plus puissante aujourd'hui, en dehors du culte anglican, la plus remuante, celle qui fait le plus de prosélytes, est peut-être la secte des méthodistes.

2° L'*Écosse*, divisée en haute et basse Écosse, est habitée par deux peuples d'origine différente : celui de la basse Écosse appartient aux mêmes races que la population de l'Angleterre; celui de la haute Écosse, d'origine celtique, est le seul reste aujourd'hui subsistant dans sa pureté native, de ces Galls ou Gaëls qui furent les aînés de tous les habitants de l'Europe. Jus-

qu'à nos jours, l'Écossais des montagnes (*Highlander*) a conservé, avec la haute taille, les cheveux blonds et les yeux bleus de la race gaëlique, le langage, et, sauf de légères modifications, le costume de l'antique famille à laquelle il appartient. La toque bleue, le jupon (*kilt*), le manteau (*plaid*), faits l'un et l'autre d'une étoffe de laine à carreaux appelée *tartan*, ont été transmis aux Écossais par les vieux Gaëls, aussi bien que l'organisation par *clans*, première ébauche de tout ordre social, dernier reste de la civilisation primitive, que l'historien et le philosophe retrouvent avec étonnement subsistant encore dans un coin de l'Europe au XIXe siècle, quand sont tombées tant de formes politiques moins vieilles et qui semblent plus parfaites.

Peu avancé en civilisation, le peuple écossais, et par ce mot ce sont les *Highlanders* que nous désignons particulièrement, le peuple écossais n'est nullement abruti : toujours en lutte avec la nature sauvage de son pays de montagnes, cette vie lui donne une immense énergie, l'habitue aux plus grandes privations; guerrier et pasteur, il est religieux jusqu'à la superstition; sa moralité est de l'innocence plutôt que de la vertu, c'est un robuste enfant, ce n'est pas un homme.

L'Écossais possède une poésie et une musique originales pour lesquelles il est passionné; Walter Scott est son dernier barde, en même temps que son Homère et son Hérodote.

La religion dominante en Écosse est le presbytérianisme; mais là plus encore qu'en Angleterre se montrent une foule de sectes différentes, de la multiplicité desquelles rien chez nous ne peut donner une idée.

3° L'*Irlande, la verte Erinn, la belle Émeraude, première fleur de la terre, première perle des eaux*, comme l'appellent ses bardes, fut jetée sur l'Océan, auprès de l'Angleterre, à laquelle elle a semblé jus-

qu'ici liée fatalement, et comme une esclave, plutôt que véritablement unie. Ses rivages élevés vers les bords semblaient la défendre des invasions, mieux encore que l'Angleterre, mais ni les rivages élevés de l'Irlande, ni son esprit d'indépendance, n'ont suffi à empêcher sa conquête, et depuis le règne de Henri II, qui le premier des rois d'Angleterre posa un pied vainqueur sur cette île malheureuse, jusqu'à nos jours, on l'a vue se débattre dans les convulsions d'une lutte désespérée où elle n'a pu encore trouver la liberté.

D'origine celtique, comme les Écossais des montagnes dont il est la souche; venu probablement des populations celtes du nord de l'Espagne, en un mot Celtibère, le peuple irlandais s'est beaucoup plus modifié que les *Highlanders*, soit par l'influence d'un climat plus doux, soit par celle du catholicisme, religion moins dure que le presbytérianisme.

Extrême dans ses affections, l'Irlandais n'a ni solidité, ni profondeur dans l'esprit; les qualités distinctives de son caractère sont la gaieté, l'amabilité et la vanité. Il parle la langue erse, dialecte celtique comme celui des montagnards écossais, mais encore plus éloigné que celui-ci de la langue anglaise.

Le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne (l'Angleterre, l'Écosse, l'Irlande et les petites îles dont nous avons parlé plus haut) offre une population de plus de 20,000,000 d'habitants, répartis sur un territoire de 14,900 lieues carrées.

Ajoutons quelques mots sur la constitution politique de l'Angleterre, constitution fortement enracinée dans le sol et formée par une longue suite de siècles; sur les beaux-arts, sur les sciences, et enfin sur la littérature d'un pays qui a si souvent emprunté à notre France, à laquelle il a aussi beaucoup rendu dans ces derniers temps.

L'Angleterre, proprement dite, est la patrie de la monarchie représentative, qu'on y trouve installée de temps immémorial; le roi, chef de l'État et de l'Église, ne peut rien changer à la constitution, ni prendre aucune détermination importante sans le consentement du parlement, composé de deux chambres (*houses*), la chambre des pairs ou des lords, appelée aussi chambre haute, et la chambre des communes ou chambre basse, dont les membres sont élus par le peuple. Ces deux chambres doivent consentir l'impôt pour qu'il puisse être levé légalement, et, lorsqu'elles l'ont refusé et que les ministres du roi ont voulu le percevoir, contrairement à la constitution, il s'est trouvé des hommes assez hardis pour ne pas le payer, et provoquer ainsi le renversement de l'imprudent monarque qui violait la constitution.

Le ministère est choisi par le roi, et seul responsable des actes du gouvernement. La personne du roi est inviolable. La couronne est héréditaire par droit de primogéniture, à moins que le roi laissant des fils et des filles, celles-ci ne soient les aînées, auquel cas le fils hérite de la couronne au préjudice de ses sœurs. A défaut d'héritier mâle, la couronne d'Angleterre est héréditaire aux femmes, et toujours on choisit pour successeur du roi son plus proche parent. De plus, lorsque la couronne tombe entre les mains d'une femme, la loi veut que cette femme seule soit reine, et que son mari ne soit que simple gentilhomme dans le royaume; coutume qui fut intervertie une seule fois à l'avénement de Guillaume III. Nous aurons plusieurs occasions de parler du règne des femmes en Angleterre, et nous verrons un roi d'Espagne, fils du puissant Charles-Quint, *dans les États duquel le soleil ne se couchait jamais*, simple sujet dans le royaume de sa femme Marie.

Aujourd'hui on se demande avec inquiétude si la

constitution anglaise répond encore aux besoins du peuple qu'elle régit; des réformes ont été tentées, des réformes plus radicales et démocratiques sont sollicitées chaque jour, particulièrement par les représentants de l'Irlande, et par la chambre des communes, élément jeune et plébéien des trois pouvoirs qui forment le gouvernement de l'Angleterre; mais la tâche de l'historien n'est pas précisément de chercher à pénétrer ce qui suivra ces grands mouvements des peuples qu'il doit se borner à raconter.

Les beaux-arts n'ont été florissants en Angleterre, jusqu'au siècle dernier, que sous une seule forme, l'architecture; mais là leur gloire a été éclatante aussi bien que celle de la littérature et surtout de la poésie, que nous nous efforcerons de faire connaître à nos lecteurs, autant que nous le permettront les bornes fort restreintes que nous nous sommes imposées. Quelques noms sont aujourd'hui populaires chez nous et par toute l'Europe; mais à côté de Bacon, de Shakspeare, de Milton, d'Inigo Jones, de Lawrence et de Haendel, qui, d'origine germanique, n'en doit pas moins être considéré comme appartenant à l'Angleterre, combien de noms oubliés et dignes d'être connus chez nous! Fait-on l'histoire d'un peuple, si on néglige celle de ses progrès dans les sciences et dans les arts, qui fait autant, et plus, partie de sa vie propre peut-être, que les nomenclatures de rois, les changements de dynastie, les siéges et les combats auxquels on a si souvent réduit l'histoire?

LIVRE PREMIER.

CHAPITRE PREMIER.

Les Bretons avant l'invasion romaine. — Invasions de César. — Cassibelan. — Caractacus. — Boadicée. — La Grande-Bretagne, depuis César jusqu'à Agricola. — Agricola. — Division romaine de la Bretagne. — Carausius. — Alæctus. — Constance. — Christianisme. — La Bretagne secoue le joug de Rome.

De l'an 55 *avant J. C. à l'an* 450 *de notre ère.*

Les notions qui nous restent sur les anciens habitants de la Grande-Bretagne sont peu nombreuses, et ne remontent guère qu'à l'invasion romaine. C'est à leurs ennemis seuls qu'on doit presque tout ce qu'on sait des Bretons : ils professaient le culte des druides, qui défendait d'écrire l'histoire, mal conservée dans la tradition et dans quelques chants qui ont dû disparaître en grande partie lorsque ces peuples, subjugués et détruits, eurent perdu leur nationalité.

Selon d'anciennes traditions, la grande île d'Angleterre fut nommée d'abord la *Contrée aux vertes collines*, puis l'*Ile de miel*, et enfin l'*Ile de Bryt* ou de *Prydain*. Ce dernier mot paraît être l'étymologie du nom de Bretagne. Elle était divisée naturellement en trois régions, auxquelles on applique des noms différents : la partie du nord, aujourd'hui la haute Écosse,

se nommait *Al-Ben*, c'est-à-dire la région des montagnes; la partie occidentale, qui correspond au pays de Galles, s'appelait *Kymru;* la région du sud et de l'orient, l'Angleterre proprement dite, portait le nom de *Loëgr*. Ces deux dernières dénominations provenaient du nom des peuples qui habitaient ces contrées, les *Kymrys* et les *Loegrys*, dont les Romains firent Cambriens et Logriens.

Les Cambriens se vantaient d'être le peuple le plus anciennement établi dans l'île, où leurs pères, venant des extrémités orientales de l'Europe, n'avaient, disaient-ils, trouvé que des bœufs et des ours; mais des ruines particulières restées sur le territoire de la Grande-Bretagne semblent attester qu'elle était habitée avant l'invasion kymryque. Les hommes qui ont laissé ces monuments, et qui peut-être étaient autochthones, furent probablement chassés ou détruits par les envahisseurs. Une partie gagna l'île d'Érin (l'Irlande), déjà occupée par une population apparemment celtibérienne, et les autres îles de l'ouest, habitées peut-être par des hommes de la même race; les autres se réfugièrent dans les montagnes du nord (aujourd'hui la haute Écosse).

Les Logriens vinrent plus tard que les Cambriens; ils émigrèrent de la côte sud-ouest des Gaules, et leur origine était la même que celle des Cambriens qu'ils refoulèrent sur les bords de la mer occidentale, auxquels ceux-ci donnèrent le nom de Kymru ou *Cambrie*. Il paraît que cette émigration de Logriens fut suivie d'un troisième ban de colons parlant la même langue et ayant avec eux une origine commune. Ceux-ci venaient de la partie de la Gaule occidentale qui s'appelle encore Bretagne, et c'est à eux que les annales et les poëmes nationaux attribuent spécialement le nom de Bretons. On ne sait trop quel fut le premier lieu de leur établissement. Plus tard

encore, vinrent des Belges, qui, sous le nom de Fir-Bolgs, s'établirent aussi en Irlande; puis des Coraniens, hommes de race teutonique; et c'est de tous ces peuples réunis que se formait, à la venue de César, ce qu'il nomme les Bretons.

C'est à César que nous devons les premières notions positives qui nous restent sur l'île de Bretagne; avant lui, on parlait vaguement d'îles situées au nord-ouest de la Gaule, que l'on désignait sous le nom de Cassitérides (îles fournissant l'étain), et les Massaliotes et les Phéniciens venaient s'y approvisionner de cette denrée qu'ils revendaient aux autres nations. Aristote avait parlé, dans son *Traité du monde*, composé plus de trois siècles avant notre ère, des Iles Britanniques, dont il avait désigné les deux plus grandes sous le nom d'Albion (l'Angleterre), et d'Ierne (l'Irlande).

L'an 55 avant notre ère, Jules-César, conquérant des Gaules, ayant aperçu, des côtes septentrionales de ce pays, les blanches falaises qui défendent l'Angleterre, résolut de la ranger sous le joug de Rome, et bientôt des légions romaines débarquèrent à la pointe orientale qui porte aujourd'hui le nom de pays de Kent. Ici, nous laisserons parler César lui-même, en faisant remarquer qu'on doit se défier jusqu'à un certain point de l'exactitude de ses observations faites avec des préventions d'ennemi et surtout de Romain :

« Les Bretons avaient secouru les Gaulois dans « presque toutes leurs guerres contre les Romains; « César résolut de faire une descente dans leur île. « Cette île était à peu près inconnue aux Gaulois, et « des marchands seuls avaient osé l'approcher. Ces « marchands eux-mêmes n'avaient guère visité que la « côte, et César ne put apprendre d'eux ni quelle était « la grandeur de l'île, ni le nombre et la force des « peuples qui l'habitaient. . . . . .

« Instruits par les marchands du projet de descente

« de César, les Bretons lui envoyèrent des députés « chargés de lui promettre obéissance et de lui offrir « des otages. »

Mais il paraît que quelques peuples seulement avaient envoyé ces députés; car, à son arrivée, César trouva la côte garnie de soldats en armes prêts à défendre les abords de l'île. Ces soldats barbares firent une vigoureuse résistance et surent admirablement profiter des avantages de leur position insulaire et de l'ignorance où se trouvaient les Romains sur l'état des mers qui environnaient leurs îles. César nous apprend que les Bretons étaient ou couverts de peaux d'animaux, ou absolument nus; leur corps, souvent tatoué, était en outre peint d'une couleur de vert-de-mer qui leur donnait l'aspect le plus sauvage. Ils durent probablement à cette dernière circonstance le nom de Pictes, que nous verrons plus tard figurer dans l'histoire. Ils se rasaient le visage et ne conservaient que des moustaches; leurs cheveux étaient longs et flottants. Leur civilisation était peu avancée; mais ils étaient habiles dans l'art de la guerre. Leurs armes étaient la lance, l'arbalète et le javelot. César ne dit pas s'ils se servaient du bouclier comme les autres Gaulois; mais comme rien dans leur armure ne semble l'étonner, on en peut conclure qu'elle était pareille en tout à celle de leurs voisins, assez semblable elle-même à l'armure des Romains. César fait aussi mention de chars de guerre dont se servaient les insulaires, chars qui portèrent plus d'une fois le désordre dans son armée, et dont nous lui empruntons la description :

« Ils avaient des chariots sur lesquels ils étaient « montés, et avec lesquels ils couraient çà et là en lan- « çant des traits. La crainte des chevaux et le bruit « des roues mettaient souvent les rangs en désordre, « et lorsque les Bretons avaient pénétré dans les es- « cadrons, ils quittaient leurs chariots et combattaient

« à pied. Alors les conducteurs s'écartaient un peu « et se plaçaient loin de la mêlée, mais à portée de « leurs maîtres qui remontaient sur leurs chariots lors- « qu'ils se trouvaient trop pressés. Ainsi, ces barbares « ont l'agilité de la cavalerie et la fermeté de l'infan- « terie, et un exercice continuel les a si bien dressés à « ce manége, qu'ils peuvent arrêter court dans une « descente, tourner à droite et à gauche, courir sur le « timon, se tenir fermes sur le cou de leurs chevaux, « et de là se rejeter très-promptement dans leurs « chariots. »

Lorsque César arriva dans l'île de Bretagne, elle était divisée en une multitude de petites tribus indépendantes dont les Romains nous ont conservé plus de quarante noms. Le conquérant ne porta ses armes qu'à quelques lieues dans l'intérieur du pays, sur la côte sud, et les peuples qu'il subjugua ne le furent qu'imparfaitement. Dans ces guerres, les Romains luttèrent de cruauté avec ceux qu'ils appelaient des barbares.

Peu de noms bretons surgissent au milieu des récits de leur ennemi, mais nous n'omettrons pas de mentionner celui de Cassibelan ou Cassivellanus, roi de Cassie, qui, à la tête du parti patriotique, fit de sublimes efforts pour repousser les envahisseurs. Cassibelan se montra général habile dans cette guerre, où il eut à lutter contre le plus grand capitaine de la république romaine; réduit à ses seules forces, le Breton faisait encore d'héroïques efforts, lorsque la trahison vint au secours de César. Madrubatius, roi des Trinobantes, autrefois allié et maintenant ennemi de Cassibelan, Madrubatius, qui servait César contre la liberté de sa patrie et se trouvait dans l'armée du conquérant, donna aux Romains les moyens de vaincre les patriotes bretons, et Cassibelan fut contraint de payer un tribut.

César, obligé de retourner dans la Gaule, puis à Rome, abandonna l'île dont il avait à peine soumis une partie, et qui sut bientôt recouvrer sa liberté. Depuis César jusqu'au règne de Claude (de l'an 41 à l'an 50 de notre ère) les Bretons conservèrent leur indépendance. Trois fois Auguste avait manifesté le désir de réunir la Bretagne à l'empire; mais ce désir du grand empereur n'avait été suivi d'aucune tentative de réalisation.

Tibère, qui trouvait l'empire trop étendu, imita ce qu'il appelait la prudence d'Auguste. Caligula prétendit posséder la Bretagne, et pour preuve de sa souveraineté, fit fouetter, à Gessoriacum (Boulogne-sur-Mer), les flots de cet Océan, qui baignait également les côtes de la Gaule et celles de la Bretagne. Les soldats, contraints par l'empereur d'emporter des trophées de la victoire, revinrent chargés de coquillages. Un phare fut élevé en souvenir de cette ridicule expédition, pour laquelle Caligula se décerna à lui-même les honneurs du triomphe.

Les Bretons eurent encore à subir les horreurs de l'invasion en 43, et ce fut la trahison d'un de leurs compatriotes qui attira sur eux les armes des Romains. Les chefs des Bretons, Caractacus et Togidumnus, firent d'inutiles prodiges de valeur, et le premier, livré aux Romains par sa belle-mère Cartismandua, alla à Rome orner le triomphe de l'empereur. La renommée de Caractacus était grande; il avait, pendant neuf années de lutte, coûté bien du sang aux Romains; ils le distinguèrent de la foule des princes qui, à différentes époques, avaient suivi le char triomphal des empereurs. On dit que Claude traita noblement Caractacus, et que même il lui donna le gouvernement d'une partie de la Bretagne. Plautius, Ostorius Scapula, Aulus Didius, Veranius, Suetonius Paulinius, Tupilianus, Trebellinus Bolanus, Petilius Cerealis et

Julius Frontestus se succédèrent ensuite dans le gouvernement de la Bretagne devenue province romaine. Tous eurent à lutter contre les indigènes, et on doit signaler l'héroïsme de la reine Boadicée, qui souleva presque tous les Bretons contre le joug impérial. Elle harcelait depuis longtemps les Romains, lorsque ceux-ci surent amener les Bretons à une bataille générale, où la supériorité de leurs forces et de leur discipline leur assurait une victoire d'autant plus facile que la jeunesse bretonne avait été transportée de force dans les contrées étrangères. La victoire fut chèrement disputée pourtant. Les Bretons vinrent au combat réunis autour de leurs chefs; les femmes et les enfants, placés à l'arrière-garde sur une longue file de chariots, les excitaient en frappant l'air de leurs cris. Immobiles et silencieux, les Romains les laissent approcher; puis, s'élançant en bataillon triangulaire, ils renversent tout ce qui se trouve sur leur passage. Vainqueurs après une longue bataille, les Romains ne firent aucun quartier; les Bretons perdirent quatre-vingt mille hommes, et l'héroïque Boadicée s'empoisonna, ne voulant pas survivre à sa défaite.

A l'arrivée d'Agricola, beau-père du grand historien Tacite, et qu'ils eurent quelque temps pour gouverneur, les Bretons n'étaient qu'imparfaitement soumis aux Romains, et, toujours prêts à la guerre, ils vivaient encore dans un état presque sauvage. Pour les accoutumer à la paix et au repos, Agricola les amena à construire des temples, des places publiques et des maisons; il y réussit par ses exhortations, par quelques avances des deniers publics, et surtout par les louanges et les honneurs dont il comblait ceux qui se livraient à ces travaux, en même temps qu'il reprochait aux autres leur inaction. Les rivalités de gloire lui tenaient lieu de contrainte. Il ne manqua pas, non plus, de faire instruire dans les lettres et les

beaux-arts les enfants des chefs, et il leur insinuait qu'il préférait l'esprit naturel des Bretons aux talents acquis des Gaulois. Bientôt des hommes qui, à son arrivée, ne voulaient pas même se servir de la langue latine, se piquèrent de la parler avec grâce; les Bretons prirent les manières romaines; la toge devint à la mode, et ils en vinrent insensiblement à adopter toute la civilisation de leurs vainqueurs.

Mais les arts de la paix ne suffirent pas pour les amener à la soumission. Agricola fut souvent obligé d'employer les armes; il fit huit campagnes consécutives, soit contre les nations déjà subjuguées, soit contre de nouveaux peuples, parmi lesquels on doit mentionner les Calédoniens (habitants de l'Écosse), qui, vaincus par la discipline et les armes supérieures des Romains, ne perdirent pas courage et ne se soumirent jamais. L'exemple des Calédoniens et leur résistance désespérée redonnèrent quelque espoir aux autres habitants de la Bretagne. Oubliant les haines qui, jusque-là, avaient servi leurs ennemis en les divisant, ils se réunirent pour une défense commune, et, dans sa huitième campagne, le préfet eut à combattre plus de trente mille Bretons. Il remporta une victoire que les Romains purent croire décisive, victoire après laquelle il ordonna au commandant de la flotte de faire le tour de l'île. Il avait fait monter sur les vaisseaux une partie de ses troupes, et cette expédition porta la terreur chez les nations insoumises, en même temps que le général victorieux, pour frapper plus encore les Bretons, revenant lentement du lieu témoin de sa victoire, traversait à cheval la Bretagne à la tête de son armée triomphante.

L'habile Agricola, dont les conquêtes s'arrêtèrent au pied des monts Grampiens, aurait peut-être achevé la soumission de la Bretagne; mais ses succès portèrent ombrage à l'empereur Domitien; il fut rappelé

à Rome, et la civilisation de l'Angleterre fut reculée de plusieurs siècles.

Cependant la puissance romaine se maintint quelque temps solidement établie dans la Grande-Bretagne, et voici l'esquisse abrégée du système de gouvernement qu'y avaient établi les conquérants. Un gouverneur, qui portait le titre de préfet ou celui de propréteur, exerçait un pouvoir suprême sur toute l'île; il avait sous lui un procurateur ou questeur chargé de lever les taxes et d'administrer les revenus de la province. Souvent le dernier de ces fonctionnaires était l'espion de l'autre et rapportait à l'empereur tout ce que faisait le préfet, mais d'ordinaire tous deux s'entendaient pour opprimer les provinces : d'anciennes poésies bretonnes expriment ainsi la rigueur et le caractère de cette oppression : « Anciennement nous n'étions soumis qu'à « un roi; mais aujourd'hui nous sommes sous l'empire « de deux tyrans : le président qui insulte nos per- « sonnes, et l'intendant qui s'empare de nos biens. »

A l'époque de leur plus grande puissance sur la Bretagne, les Romains la divisèrent en provinces d'une étendue irrégulière, gouvernées par des préteurs choisis par le préfet. Ces provinces portaient les noms de *Britannia prima*, *Britannia secunda*, *Flavia cæsariensis*, *Maxima cæsariensis*, *Valencia* et *Vespasiana*. Cette sixième province ne resta que fort peu de temps au pouvoir des Romains. Toutes étaient comprises dans la partie appelée *Britannia romana*, par opposition à la *Britannia barbara*, partie insoumise. La *Britannia romana*, l'Angleterre proprement dite et le pays de Galles, était habitée par différents peuples, dont nous donnons ici le tableau, avec les noms de leurs capitales et ceux des villes modernes auxquelles elles correspondent.

PEUPLES DE LA BRITANNIA ROMANA.

	PEUPLES.	CAPITALES.	VILLES MODERNES.
PEUPLES DU NORD.	Damnii.	Colanium.	Rien ne répond aux quatre premières.
	Maœtæ.	Alta Castra.	
	Navantæ.	Rerigonium.	
	Selgovæ.	Trimontium.	
	Ottatini.	Segedunum.	Seton.
	Parisii.	Petuaria.	Beverley.
	Brigantes.	Eboracum.	York.
PEUPLES DU CENTRE.	Ordovices.	Seguntium.	.....
	Cornavii.	Deva.	Chester.
	Contani.	Lindum.	Lincoln.
	Dematæ.	Maridunum.	Caer-Marten.
	Silures.	Isca.	Caer-Leon.
	Dobuni.	Clevum.	Glocester.
	Catycuchlani.	Durocobriva.	Herfort.
	Trinobantes.	Londinium.	Londres.
	Iceni.	Venta.	Caster.
PEUPLES DU SUD.	Dumnonii.	Isco.	Echester.
	Durotriges.	Durnovaria.	Dorchester.
	Belgæ.	Magnus-Portus.	Portsmouth.
	Atrebates.	Colva.	Wallingford.
	Regni.	Noviomagnus.	Woncotte.
	Cantii.	Durovernum.	Cantorbery.

Les Calédoniens, c'est-à-dire les Écossais d'au delà les monts Grampiens (*les Highlanders*), souvent repoussés par Agricola, comme nous l'avons dit plus haut, n'étaient pas subjugués, et, l'an 120 de notre ère, l'état de la Bretagne exigea la présence de l'empereur Adrien. L'histoire est muette sur ses exploits et sur la défense des Gaëls; mais on voit, de la baie de Solway à l'embouchure de la Tyne, les traces d'un mur fortifié, de soixante milles environ, nommé aujourd'hui

encore *mur d'Adrien* (Vallum Adriani), que cet empereur fit élever pour servir de rempart contre les invasions des Calédoniens. La tranquillité, rétablie par Adrien, fut souvent troublée sous le règne de son successeur Antonin. Quelques tribus subjuguées reconquirent leur indépendance, et un nouveau mur fut élevé du Forth à la Clyde. Tous les ans les Calédoniens attaquaient cette muraille, qu'ils forçaient souvent, et la fatigue des légions qui finirent par murmurer en se voyant ainsi harcelées sans relâche, inspira à Rome des craintes sérieuses pour la sûreté de la Bretagne.

De plus, le gouvernement de cette île donnait à celui qui en était investi une puissance qui devait alarmer les empereurs. Sévère le partagea entre deux préfets qui, se trouvant trop faibles pour s'opposer aux incursions des Calédoniens et des autres tribus indépendantes, leur achetèrent la paix; expédient qui, en leur procurant un repos temporaire, n'était propre qu'à provoquer de nouvelles entreprises. En 207, l'état de la province nécessita la présence de l'empereur, et Sévère y arriva en personne avec des troupes nombreuses. Dans cette expédition, les Romains perdirent cinquante mille soldats, et n'eurent d'autre avantage que l'abandon nominal d'une partie du territoire occupé par les Bretons. Sévère fit élever une troisième muraille fortifiée, et il venait d'envoyer une nouvelle armée pour exterminer les nations rebelles, lorsqu'il mourut à York, où il faisait sa résidence.

Aussitôt après la mort de Sévère, son fils Caracalla licencia l'armée et quitta la Bretagne pour retourner à Rome, où il voulait disputer la pourpre à son frère Géta. A partir de ce moment, l'histoire se tait sur la Bretagne pendant soixante et dix années, et nous profiterons de cette interruption pour dire quel avait été l'état civil des Bretons sous la domination romaine.

Complétement exclus de toute participation aux affaires, les Bretons virent la race de leurs princes s'éteindre ou se confondre avec le peuple. Puis, pour achever de rendre complet leur asservissement, les Romains enrôlèrent dans leurs légions les plus jeunes et les plus braves d'entre eux, et quand ils les eurent pliés à leur discipline militaire, ils les envoyèrent sur le continent et jusque dans les provinces les plus reculées de l'empire, où leur valeur leur mérita le glorieux surnom de *jeunes Bretons invaincus*. Les Romains s'assurèrent enfin leur conquête, en donnant aux Bretons, ainsi privés de leur indépendance nationale, le célèbre corps de droit romain, impérissable monument de justice et de sagesse.

En 284, les incursions des Saxons et des Danois obligèrent Rome d'instituer un comte ou gouverneur des rivages, chargé de réprimer les brigandages de ces pirates. Le premier de ces comtes, Carausius, sut se rendre indépendant, et s'emparant de la Bretagne et d'une partie de la Gaule, il prit audacieusement le titre d'Auguste. Carausius repoussa les Calédoniens et déploya de grands talents pendant les huit années que dura son règne, auquel la trahison mit fin. Il fut assassiné par les ordres d'Allæctus, son ministre, qui lui succéda. Mais Allæctus était loin d'avoir les talents de Carausius, et la Bretagne lui fut enlevée, au bout de trois ans, par le césar Constance, qui y rétablit l'autorité impériale au nom des empereurs Dioclétien et Maximien.

Nous sommes arrivés depuis longtemps à l'un des plus grands faits que présente l'histoire, l'établissement du christianisme. A des religions de sang, à des cultes impurs, succèdent les notions les plus élevées sur Dieu et la morale. Jusqu'à la venue du Christ, l'homme avait adoré, dans ce qu'on nommait le monde civilisé, la force et la beauté physique; parmi les barbares,

c'était encore la force, puis la vengeance, le meurtre, la haine. On avait divinisé les éléments, on avait également divinisé les passions humaines. La plupart des religions contenaient la croyance confuse de l'immortalité de l'âme, et faisaient la vie future semblable à la vie actuelle, moins ses contrariétés et ses douleurs. On ne sait rien de positif sur les idées des druides à cet égard, ni en général sur leur religion ; mais ceux qui croyaient être agréables à leur dieu en lui offrant des sacrifices humains s'étaient fait probablement un paradis digne de leur sombre divinité, et leur religion devait bien peu se rapprocher de celle dont la première loi est : *Aimez-vous tous comme des frères.*

Le christianisme s'introduisit de bonne heure en Bretagne. Il y fut sans doute importé par les Romains, et la religion des faibles et des opprimés ne tarda pas à faire de rapides progrès dans cette île accablée sous un joug de fer. On ignore l'époque précise où elle y fut introduite; mais, dès les premiers siècles, il existait des chrétiens en Bretagne, et, au IIe siècle, la foi nouvelle avait pénétré même dans les tribus indépendantes du nord. Une hiérarchie ecclésiastique régulière avait été instituée en Bretagne avant la fin du IIIe siècle, et dans l'un des premiers conciles occidentaux, celui d'Arles, tenu en 314, on trouve le nom de trois évêques bretons : celui d'York, dont relevait la province *Maxima;* celui de Londres, dans la juridiction duquel était la province *Flavia*; enfin celui de Richborough, qui gouvernait spirituellement la *Britannia prima.* Il paraît que dès lors les chrétiens étaient nombreux dans l'île, et ce fut probablement à leur éloignement du siége de l'empire qu'ils durent d'éviter pendant assez longtemps les persécutions.

Au commencement du IVe siècle, Dioclétien et Maximien, les plus ardents persécuteurs du christianisme, ordonnèrent la destruction des églises dans

toutes les provinces de l'empire, et déclarèrent punissable de mort le refus d'adorer les dieux du paganisme. Constance, qui gouvernait alors la province de Bretagne, fit ce qu'il put pour adoucir l'exécution des édits impériaux; cependant plusieurs églises furent rasées, et beaucoup de chrétiens se virent obligés de chercher un refuge dans les forêts et les montagnes, tandis que d'autres supportèrent la torture et la mort plutôt que de renoncer à leur foi. La mémoire de saint Alban, le premier martyr de la Bretagne, fut longtemps honorée dans sa patrie et dans les pays environnants.

Quelques lâches chrétiens avaient ostensiblement abandonné leur culte, lorsque l'avénement de Constance et de Galère leur rendit la liberté de professer publiquement une religion qui, persécutée d'abord, puis tolérée, et peut-être protégée sous ces deux empereurs, devait revêtir la pourpre avec leur successeur Constantin, et devenir trop souvent persécutrice à son tour.

La Bretagne fut paisible pendant les règnes de l'empereur Constatin et de ses fils; mais nous devons remarquer ici qu'à dater de cette époque, le nom de Calédoniens disparaît et est remplacé par les noms de Scots et de Pictes qui, appliqués aux habitants de la haute Écosse, subsistent jusqu'au XIIe siècle. La conjecture la plus probable à cet égard est que les Scots, tribus irlandaises, et les Pictes, tribus bretonnes, non soumises aux Romains, émigrèrent ou se réfugièrent au delà du mur d'Adrien, où, se mêlant aux Calédoniens, soit par des guerres, soit pacifiquement, ils ne formèrent bientôt plus qu'un même peuple avec les anciens Gaëls, qui finirent par être désignés par leur nom (Scots) au lieu de l'être par celui de Calédoniens que leur avaient donné les Romains. Les Scots venus d'Irlande semblent s'être d'abord établis dans le

comté d'Argyle, où ils étaient arrivés par le nord de l'Irlande; les Pictes habitaient les côtes orientales de l'Écosse, depuis l'embouchure du Forth du côté du midi, jusqu'à l'extrémité de l'île, vers le nord.

L'an 360, les Pictes (ce nom leur fut probablement donné à cause des peintures dont ils se couvraient le corps) et les Écossais des montagnes (les *Highlanders*) pénétrèrent dans la Bretagne romaine, et cette première incursion, qui leur fit connaître l'état de faiblesse où étaient tombés ces Romains si redoutables à leurs ancêtres, fut suivie de plusieurs invasions successives dont ils revinrent victorieux et chargés de dépouilles. A chaque expédition, ils entraient plus avant dans la province romaine qu'ils ravageaient, et leurs invasions durèrent avec des fortunes diverses, selon le plus ou le moins d'habileté des gouverneurs de la Bretagne, jusqu'au moment où la puissance romaine succomba sous son propre poids autant que sous les armes des hordes du Nord.

Pendant les dernières convulsions de l'empire, les Bretons de la *Britannia romana*, fatigués des ravages de leurs voisins du Nord, avaient fréquemment sollicité les secours de l'empire; n'en recevant pas, ils résolurent de repousser une autorité incapable de les protéger : en conséquence, ils déposèrent les magistrats romains, proclamèrent leur indépendance, prirent les armes, et, dans leur ardeur de liberté, chassèrent en même temps de leur territoire les barbares et les Romains. Ceci se passait dans la première moitié du ve siècle, au moment où Rome concentrait vainement toutes ses forces pour repousser Ethel ou Attila, héros du Nord; que, dans sa terreur, le Sud surnomma le *fléau de Dieu*.

Avec la puissance romaine disparurent les institutions fondées par elle; l'autorité des chefs de tribu reparut, et ils reprirent la place des magistrats romains.

D'anciennes généalogies désignèrent à l'élection les candidats propres à devenir chefs de canton et de famille, mots synonymes dans la langue des Bretons, où l'organisation politique était encore fondée sur les liens de parenté. Une seule famille, un seul *clan* occupait telle ou telle partie du sol, et personne n'en pouvait posséder la moindre parcelle sans être membre du clan. C'était donc une fédération de petites souverainetés à la fois électives et héréditaires, au-dessus de laquelle les Bretons affranchis élevèrent une haute souveraineté publique. Ils créèrent un chef des chefs, un roi du pays, et ce roi fut électif. La création de cette magistrature, par laquelle les Bretons avaient espéré acquérir de la force, contribua à leur perte par les rivalités qu'elle excita non-seulement entre les hommes, mais encore entre les peuples. A la faveur des guerres intestines soulevées par ces rivalités, les Pictes et les Calédoniens forçant les deux grands murs bâtis par les Romains, portèrent de nouveau le ravage dans la Bretagne, et les Bretons, ayant imploré en vain le secours des Romains contre ces terribles voisins, eurent bientôt recours aux Saxons qui, d'abord auxiliaires, s'emparèrent enfin du pays (449?).

CHAPITRE II.

Écosse, Irlande, jusqu'à l'introduction du christianisme. — Littérature, sciences et arts dans les Iles britanniques, jusqu'à l'invasion de l'Angleterre par les Saxons.

Les Écossais ont porté aussi loin qu'aucun autre peuple leurs prétentions à une ancienne origine, et ils les appuient et sur de vieilles légendes et sur les chants de leurs bardes, chants qui, comme on le verra plus tard, leur furent, pour la plupart, apportés par les Scots Irlandais. Mais l'histoire d'Écosse est extrêmement obscure à l'origine, et cette obscurité qui s'étend jusqu'au milieu du IXe siècle, est bien plus profonde encore que celle des premiers temps de l'Irlande.

Selon les chroniqueurs, Scota, fille de Pharaon, débarqua en Écosse au temps de Moïse, et elle y fonda une colonie dont les habitants prirent d'elle le nom de *Scots*.

Remarquons ici ce fait, que les Anglais, issus des conquérants normands partis des côtes de France, s'attribuent une origine grecque ou du moins troyenne, et prétendent sortir de Brutus, petit-fils d'Énée, comme les Français font remonter leur origine à Francion ou à Pâris, fils de Priam, tandis qu'Écossais et Irlandais vont chercher leurs racines dans la Bible, et reconnaissent pour mère, les premiers une fille des Pharaons d'Égypte, les seconds une nièce de Noé.

Arrivés à l'époque chrétienne, c'est de l'apôtre saint

André, l'un des douze disciples de Jésus, que les Écossais prétendent avoir reçu le christianisme; ce qui prouve qu'on ne sait pas au juste l'époque de son introduction en Écosse, qui ne semble pas remonter plus haut que le ve siècle.

En résumé donc, ce qui est relatif à l'Écosse, avant l'invasion des Scots irlandais (503), à laquelle nous ne sommes pas encore arrivés, est à peu près ignoré, sauf les guerres des Calédoniens contre les Romains, et ces guerres sont si étroitement liées à l'histoire d'Angleterre, qu'elles ont dû trouver place dans notre récit.

Quant à l'Irlande, dont les habitants prétendent à une plus haute antiquité qu'aucune autre nation civilisée de l'Europe, si on ne veut pas adopter les fabuleuses traditions de ses bardes, on est presque réduit à des conjectures, par cela même qu'elle ne fut pas conquise par les Romains, desquels nous sont venues toutes les notions que nous avons sur les anciens Bretons. Cependant l'île d'Ierne fut certainement connue des Latins comme des Grecs, et on en trouve des descriptions assez complètes dans Strabon, Pomponius Méla, Solin, et surtout dans Ptolémée, géographe du IIe siècle, qui a marqué les noms et les situations de quelques tribus du peuple irlandais. Du reste, aucun de ces écrivains n'a parlé en détail des mœurs particulières aux Irlandais, qu'ils traitent de barbares, épithète qu'ils attachaient à tout ce qui n'était pas grec ou romain. On croit que le nom d'Iri, Erin, Eri, Iere ou Ierne, appliqué à l'Irlande par les anciens auteurs, venait d'un mot celtique qui indiquait sa situation occidentale relativement à l'Europe. Le nom de *Scotia*, qu'elle a conservé jusqu'au xe siècle, lui fut certainement donné par les populations celtibères (Scots) qui vinrent l'habiter et dont nous aurons occasion de parler.

Mais faute de pouvoir arriver à la vérité positive,

résumons rapidement les chants des poëtes (*bardes*), les récits des historiens généalogistes (*seanachies*), chargés de conserver le souvenir des grandes familles et la tradition des tribus et des localités; les contes populaires (*mabinogion*), dont quelques-uns nous ont été transmis, et qui furent composés, à une époque fort reculée, par des poëtes chroniqueurs qui semblent avoir été aux bardes irlandais, ou plutôt scots, ce que les *meister-saenger* allemands furent au moyen âge aux *minne-saenger;* enfin les collections de lois bréhonnes, qui nous permettent d'entrevoir au loin, quoique vaguement, l'histoire primitive des Scots.

Ces diverses traditions, répétées par les moines du moyen âge, font naïvement remonter l'histoire de l'Irlande aux premiers siècles du monde, et précisent une série régulière d'époques, marquées chacune par l'arrivée de quelque nouvelle colonie sur les rivages de cette île.

Quelque temps avant le déluge, une nièce de Noé, Cesara (*Ké-as-ire* ou *Ké-as-aire*), qui, selon eux, avait épousé son père, Bath, arriva avec une colonie sur la côte irlandaise, et ils ne comptent pas moins de cinq ou six troupes diverses d'aventuriers par lesquels l'île fut depuis lors et successivement conquise et peuplée.

Quatre cents ans environ après le déluge, l'Irlande est envahie par Partholan ou Bartholam, descendant de Japhet, qui débarqua à Imbersceine, dans le comté de Kerry « le 14 mai, un mercredi. » Trois cents ans après l'établissement de cette nouvelle colonie, la peste enleva toute la race de Partholan, c'est-à-dire les nouveaux colons.

Vers le temps du patriarche Jacob, une seconde colonie succéda à la première, et ces nouveaux envahisseurs, qui de leur chef, Nemed ou Némédius, prirent le nom de Némédiens, livrèrent de terribles combats aux pirates fomoriens qui infestaient les côtes

de l'île. En rapprochant un peu la date, la critique historique a cru découvrir sous ces Fomoriens des marchands carthaginois qui avaient établi des comptoirs en Irlande.

Du reste, les vieilles lois de l'Irlande connues vulgairement sous le nom de *lois bréhonnes*, et dont le nom antique est *Nemeah*, se rapportent à cette seconde invasion; ce qui a fait penser à certains érudits, partisans du système étrange qui réduit presque toute l'histoire traditionnelle en symboles, que le héros Nemed n'était rien de plus que la personnification de la législation, une divinité des anciens Irlandais aussi bien que Cesara.

La troisième colonie, celle des *Fir-Bolgs* (probablement *Belges*), qu'on retrouve aussi à l'origine de l'histoire d'Angleterre, imposa, dit-on, pour la première fois aux Irlandais le joug de la royauté, et divisant l'île en cinq parts ou provinces, y établit une sorte de gouvernement pentarchique qui subsista jusqu'au XIIe siècle de notre ère. Les bardes racontent ainsi les commencements de cette organisation : Dala, chef des Fir-Bolgs qui émigrèrent en Irlande plusieurs siècles avant notre ère, avait cinq fils qui se partagèrent le royaume. Ils placèrent une pierre au centre de l'île, à l'endroit où les cinq provinces venaient se réunir, et cette pierre fut nommée, comme jadis l'Etna pour la Sicile, *le nombril de l'Irlande.*

Les fils de Dala régnaient à peine depuis quarante années, lorsqu'ils furent dépossédés de leur souveraineté par les Tuatha-de-Danaans, nécromanciens, ou plutôt mages ou druides, venant on ne sait d'où, mais ayant, selon la tradition, séjourné tour à tour en Grèce, en Danemark, en Norwége, et plus récemment en Écosse. Le chef de ces Tuatha-de-Danaans est nommé par les bardes Nuad ou Nemed *à la main d'argent.* Après une complète défaite, les Belges (Fir-

Bolgs) se retirèrent dans l'île de Man, dans la contrée d'Arran et dans les Hébrides, et les Tuatha-de-Danaans, magiciens et prêtres, restèrent seuls maîtres du pays, où, abolissant la royauté, ils établirent un gouvernement théocratique.

L'Irlande resta pendant deux siècles environ sous la domination des Tuatha-de-Danaans, et cette caste sacerdotale l'avait, ce semble, amenée à un assez haut point de civilisation, quand une autre expédition partie des côtes d'Espagne, et qui semble être descendue de ces anciens Némédiens ou Scots chassés par les Tuatha-de-Danaans, envahit l'Irlande, qui de l'ère sacerdotale passa alors à l'ère héroïque. L'ancienne civilisation hiératique disparut pour faire place à la barbarie; mais son éclipse ne fut que momentanée, et bientôt les Tuatha-de-Danaans ou druides surent établir une hiérarchie qu'ils eurent l'habileté de recruter dans les rangs des Scots. C'est à cette époque qu'on voit l'institution des bardes jeter son plus grand éclat; c'est alors que ces poëtes-musiciens s'affilient aux druides.

La nouvelle colonie dont nous venons de parler, la sixième, porte le nom de colonie des Milésiens (*Mileadh*), des Fins, ou des Scots. Elle domina durant un long espace de temps, et, rétablissant l'ancienne royauté, fournit à l'Irlande des rois désignés sous le nom générique de rois scots, ou milésiens. Les bardes, qui racontent très au long et fort en détail les exploits de cette race choisie, dont tout le monde, de leur temps, prétendait descendre en Irlande, la font ensuite émigrer en divers pays, trouvant moyen de la rattacher, soit par des alliances, soit par des relations d'amitié, durant son long séjour en Égypte, à la plupart des héros de l'Écriture sainte. Ils la conduisent enfin, par un itinéraire qui n'est pas très-clair, en Espagne, où elle délivre le pays des Goths qui l'avaient envahi, et devient dominante.

Cependant une prophétie ayant annoncé à cette race qu'une île de l'Océan devait être son lieu de repos définitif, les deux fils de son grand chef, Milésius, équipèrent une flotte de trente vaisseaux, avec laquelle, partant des côtes de la Galice, ils firent voile pour l'Irlande, treize cents ans avant la naissance de Jésus-Christ, d'après quelques chroniqueurs, huit cents ans seulement selon d'autres; ce qui fait encore une assez jolie antiquité. Ce fut, selon les calculs les plus modérés des bardes, l'an du monde 2934, *un jeudi*, 1er *mai*, que ces nouveaux émigrants, débarqués à Imbersceine, aujourd'hui la baie de Bantry, remportèrent sur les Tuatha-de-Danaans une grande victoire, qui leur assura pendant un très-long temps la domination de l'Irlande, où ils régnèrent sous le nom de Scots ou de Milésiens.

Au milieu de tout ce fatras, singulièrement compliqué par l'érudition des moines du moyen âge qui nous l'ont transmis, et qui se sont efforcés de faire concorder avec la Bible les récits des bardes druides, on voit apparaître de nouveaux envahisseurs, les Pictes, que plus tard nous retrouverons en Écosse, et qui jamais, ce semble, ne se confondirent avec la masse nationale de l'Irlande, étant peut-être venus d'Écosse, et probablement de race gaëlique.

Aux Pictes succèdent des Gaulois armoricains, pirates qui s'emparent de la partie de l'Irlande connue sous le nom de Leinster, où ils arrivèrent tout directement, et dont ils n'étaient éloignés que de 150 lieues au plus. Cette dernière invasion, qui sans doute en résume plusieurs autres de celles que nous avons citées, dut avoir lieu soit au temps de Jules-César, soit peu après sa mort, quoique les chroniqueurs lui assignent une date beaucoup plus reculée.

Sans doute la critique historique, et à son défaut le simple bon sens, suffit à démontrer tout ce qu'il y a

de faux ou du moins d'étrangement exagéré dans les prétentions d'antiquité des Irlandais, qui du reste en font assez bon marché eux-mêmes, comme l'atteste l'histoire d'Irlande de M. Thomas Moore, dont nous avons dû nous aider dans notre récit, quoique, à notre grand regret, nous l'ayons trouvée insuffisante. Cependant nous n'avons cru devoir omettre complétement ni les fables des bardes, ni les annales des Seanachies, qui nous semblent faire partie de l'histoire d'Irlande. Les récits de Tite-Live, aussi symboliques, pour ne pas dire aussi mensongers pour la plupart, trouveront toujours place, malgré les solides critiques de Niebuhr, à la tête de l'histoire romaine, de quelque façon qu'on veuille l'écrire.

En resserrant les dates et les faits, on arrive à ce que nous avons dit dans notre introduction : à savoir, que la population primitive de l'Irlande fut probablement celtibère. L'invasion des Fir-Bolgs ou Belges, et celle des Tuatha-de-Danaans, sont des faits acquis à l'histoire, et Gaul, fils de Morni, l'un des héros d'Ossian ou Oisan, comme le nomment les Irlandais, était, dit-on, du sang royal des Tuatha-de-Danaans; mais il faut reporter les premières invasions à trois ou quatre cents ans avant l'ère chrétienne au plus ; et celle des Scots Milésiens à cent ans environ avant Jésus-Christ; ce qui est démontré, dit-on, et par la carte que Ptolémée nous a laissée de l'Hibernie, et par certains passages d'une pièce historique d'une haute importance pour l'histoire d'Irlande, la Confession de saint Patrice, son premier apôtre.

Après avoir rapidement parcouru les âges fabuleux, théocratiques et héroïques de l'histoire d'Irlande, nous ferons comme ont coutume de faire les historiens sérieux de la France, qui, sans trop insister sur Pharamond et ses trois successeurs, se hâtent d'arriver à Clovis, dont l'histoire est loin encore d'être sans nuages.

Le Clovis de l'Irlande, c'est saint Patrick ou Patrice, son premier apôtre; nous ne pouvons cependant nous dispenser, à défaut de liste chronologique, de dire quelques mots de ce qui, selon les chroniqueurs irlandais, se passa en Irlande depuis l'établissement de la colonie des Scots Milésiens jusqu'à la mission du grand homme qui devait convertir en *Ile sainte* l'*Ile sacrée* des druides.

Après la victoire des fils de Milésius, Héber et Hérémon, ces deux frères s'étaient partagé le royaume; l'aîné avait eu le Leinster et le Munster, le cadet l'Ulster et le Connaught : un troisième frère, Amergin, fut nommé archibarde, et comme tel dut présider aux départements de la jurisprudence et de la poésie qui embrassait l'histoire, et à ceux de la philosophie et de la religion. Mais les trois frères ne tardèrent pas à être mécontents de leur partage; ils en vinrent aux mains, et Hérémon survécut seul.

C'est, dit-on, sous le règne de ce prince que les Pictes débarquèrent en Irlande, où ils essayèrent de s'établir. Repoussés par les Scots ou Milésiens, ils obtinrent pourtant en mariage quelques femmes de leur race, qu'ils emmenèrent sous cette condition solennellement jurée, que si les Pictes conquéraient des terres, la royauté en serait à jamais héréditaire aux descendants de la ligne féminine. Après quoi, accompagnés des femmes qu'on leur avait accordées, ils firent voile pour les îles situées sur les côtes d'Écosse, où ils s'établirent.

L'histoire des successeurs d'Hérémon n'offre rien de remarquable jusqu'au règne de Tighernmas, sous lequel l'or fut pour la première fois travaillé en Irlande; Tighernmas fut, dit-on, frappé de mort, ainsi qu'un grand nombre de ses sujets qui offraient avec lui un sacrifice à une idole monstrueuse.

Achy, successeur immédiat de Tighernmas, pro-

mulgua une loi somptuaire qui fixait le nombre des couleurs qui devaient distinguer les différentes classes de la société. Les bardes et les savants (*ollamhs*) avaient le premier rang dans cette hiérarchie après le roi. Il leur était accordé six couleurs ; le roi n'en avait qu'une de plus, sept ; les nobles guerriers ou chevaliers en portaient cinq ; les officiers préposés à la garde de certaines maisons toujours ouvertes, asiles hospitaliers souvent mentionnés dans les lois bréhonnes, en avaient quatre ; les commandants des bataillons trois ; les officiers de rang inférieur deux ; enfin les plébéiens une seule. Il paraît du reste que cette distinction par les couleurs était en usage et chez plusieurs nations de l'antiquité et parmi tous les peuples celtiques. Il est probable que c'est de cette ancienne loi somptuaire des Scots d'Irlande qu'est venu le plaid bariolé des Écossais des montagnes leurs descendants, qui, ainsi qu'il arrive souvent, ont conservé certaines coutumes de la métropole, alors même que celle-ci les avait abandonnées.

Parmi les petits rois d'Irlande que nous devons omettre presque tous, Ollamh Fodhla (*le roi sage*), dont la vie est entourée de moins de nuages que celle de ses prédécesseurs et de ses successeurs, fut le grand législateur des anciens Irlandais. On lui dut l'institution du Grand-Fès ou convention nationale qui se tenait tous les trois ans à la résidence royale de Tara, espèce d'états généraux où les trois ordres qui composaient la société politique, le roi, les druides, bardes ou Ollamhs, formant le corps des savants, et les plébéiens, étaient convoqués pour faire les lois. Dans ces assemblées on examinait aussi les divers documents publics du royaume, et on mettait en ordre les matériaux historiques. Le résultat des délibérations du Grand-Fès était porté sur un registre national, appelé Psautier de Tara. Il est impos-

sible de ne pas reconnaître aujourd'hui dans l'institution du Grand-Fès, un véritable gouvernement représentatif, tel du moins que le comportait une époque aussi reculée. Remarquons que cette coutume de conserver l'histoire dans un livre public, observée dans un grand nombre de contrées orientales, a subsisté fort tard en Irlande. Remarquons aussi qu'au temps d'Ollamh Fodhla, fut établi chez les Scots un autre usage tout oriental qui s'est conservé jusqu'à une époque très-récente, usage par lequel le fils devait suivre la profession de son père, particulièrement dans les fonctions élevées de héraut, de médecin, de barde, de musicien. Ollamh Fodhla institua aussi à Tara une école d'instruction générale, qui fut longtemps célèbre sous le nom de *Collége des Savants.*

Une longue suite de rois scots, dont la plupart moururent assassinés, se succèdent sur le trône d'Irlande jusqu'à l'avénement de Kimbaoth (environ 200 ans avant J. C.), que les chroniqueurs appellent pompeusement le premier roi véritablement historique de l'Irlande, et qui, selon les bardes, était le soixante-quinzième roi d'Irlande et le cinquante-septième monarque de race milésienne. Kimbaoth fit construire le magnifique palais d'Émania, illustré par les chants des bardes, et pour lequel les rois scots abandonnèrent leur résidence de Tara.

Le règne de Hugony *le Grand* serait, au point de vue politique, une époque plus remarquable encore. Ce monarque détruisit momentanément la pentarchie, et obtint des quatre autres rois provinciaux une renonciation en faveur de sa famille. Les cinq royaumes furent convertis en vingt-cinq provinces, et lorsque les quatre rois dépouillés revendiquèrent leurs droits, cette organisation nouvelle était assez forte déjà pour subsister à côté de l'ancienne qu'elle modifiait heureusement, en donnant à l'Irlande plus d'unité qu'elle n'en avait eu jusque-là.

Après Hugony, il faut aller jusqu'au commencement de l'ère chrétienne pour trouver un règne digne d'être mentionné; celui de Conary *le Grand.* Mais le grand homme de cette époque, son héros, ce n'est pas le roi, c'est Cuchullin tant célébré par Ossian, prêtre, barde et guerrier, dont la mort eut lieu dans la seconde année de notre ère. Un autre événement qui se passe dans le même temps, mérite aussi d'être remarqué, c'est le soulèvement du peuple contre les bardes, les druides et les savants qui formaient le principal ordre de l'État, et qui se virent obligés d'abandonner une partie de leurs priviléges pour sauver le reste.

Bien que les historiens romains ne fournissent qu'à peine quelques mots sur l'Irlande, nous trouvons cependant consigné dans Tacite, que du temps où Agricola gouvernait l'Angleterre, l'île d'Erin avait pour monarque, probablement pour roi principal, comme dans la suite nous en verrons presque toujours un, un prince nommé Chrimthan, qui aida les Pictes dans leur héroïque défense contre les légions romaines.

Un usurpateur plébéien succéda à Chrimthan, et l'Irlande devint une arène baignée de sang. Les plébéiens n'étaient autres que les descendants des anciens habitants de l'Irlande, subjugués et tenus dans une position dépendante par les Scots Milésiens, comme nous verrons plus tard, en Angleterre, les Saxons asservis par les Normands. La révolte de ces pauvres opprimés éclata d'abord dans le Connaught, presque tout peuplé de descendants des Fir-Bolgs; et dans une grande assemblée publique qui fut tenue à Magh-Cru (le champ du sang), tous les princes et les chefs milésiens qui s'y trouvaient réunis furent massacrés sans exception. Du Connaught la révolte s'étendit à toute l'Irlande, et les opprimés révoltés élurent pour roi un homme de leur race, de leur condition,

le plébéien Carbre-Cat-Can, dont le règne, qui dura cinq années, ne finit qu'à sa mort.

Moran, fils de Carbre-Cat-Can, eût pu, s'il l'eût voulu, succéder à son père; mais il préféra rendre la couronne à Feredach, fils de Chrimthan, en se réservant pour lui-même l'office de grand juge, qui le mit à même de faire un bien immense à son pays, en sorte que, pendant plusieurs siècles, le nom de Moran fut synonyme en Irlande des titres de clément et d'équitable, et que, grâce à ce grand homme, le monarque qu'il avait replacé sur le trône, et dont il resta le conseil, acquit le surnom de *juste*.

Une seconde révolte populaire plus furieuse que la première eut lieu sous Fiach, fils de Feredach; le roi fut tué, et son fils Tuathal se vit obligé de se réfugier près de son aïeul maternel le roi des Pictes, qui lui fournit bientôt un corps de troupes, à la tête duquel il reparut dans son royaume, où le rappelait une partie de ses sujets.

Quand la révolte fut tout à fait éteinte (environ l'an 130 de notre ère), Tuathal, que ses sujets avaient surnommé *le Bienvenu*, convoqua l'assemblée des états à Tara, selon l'ancienne coutume. Dans cette assemblée, on réforma les lois et on jura de les observer à tout jamais; ce qui n'empêcha pas de les violer, même avant la mort de Tuathal, sous le règne duquel furent établies des cours de juridiction municipale pour connaître des affaires des marchands et des artisans; institution qui semble annoncer que le commerce intérieur était alors en Irlande dans un état assez avancé. Remarquons toutefois ce fait, qu'à cette époque aucun individu de race milésienne n'avait encore daigné s'occuper de négoce, et que toutes les professions mécaniques étaient exercées par les races conquises.

En 164, sous le règne de Feidlim, surnommé *le Législateur*, fut abolie la loi barbare du talion, qui, jus-

que-là en vigueur en Irlande, fut remplacée par une loi d'amendes et de compensations.

A Feidlim succéda son fils Con-des-Cent-Batailles, dont le surnom indique assez le règne sanglant. De la famille de ce héros descendit cette race de chefs qui, sous le nom de rois dalriadiques, fournit à l'Écosse ses premiers rois, comme nous le verrons par la suite.

Le plus accompli de tous les princes milésiens fut Cormac-Ulfadha, qui vécut vers le milieu du IIIe siècle. Législateur, guerrier et savant, ce monarque fonda à Tara trois académies, consacrées l'une à l'enseignement de l'art de la guerre, l'autre à l'enseignement de l'histoire, la troisième à celui de la jurisprudence. Cormac était encore dans toute la force de l'âge; il était chéri de sa nation, à laquelle il avait rendu d'immenses services, à laquelle il pouvait en rendre encore, lorsqu'en vertu d'une ancienne loi du pays, qui interdisait à tout individu frappé d'un défaut physique de porter la couronne, il se vit forcé d'abdiquer. Le monarque avait perdu un œil par accident.

Quelques auteurs chrétiens ont prétendu que Cormac avait, sinon embrassé le christianisme, du moins abandonné l'antique religion du pays, et ils expliquent par ce fait les tracasseries que lui suscitèrent pendant tout le cours de son règne les druides, qui peut-être mirent une rigueur extraordinaire à le faire abdiquer en vertu de l'ancienne loi. Cormac fit faire une révision générale des annales du royaume, auxquelles il fit ajouter, dit-on, un tableau synchronique des rois de l'Europe.

Sous le successeur de Cormac, Ulfadha Corman, des additions considérables furent faites à l'antique corps de lois, ou plutôt au recueil d'axiomes de jurisprudence connu sous le titre de *Jugements célestes*.

Fin-Mac-Cumhal ou Fingal, gendre de Cormac, célébré dans les chants d'Ossian dont il fut le père, aida

puissamment le nouveau roi dans cette entreprise. Fingal, qui fut barde et guerrier aussi bien que législateur, mourut, dit-on, de la main d'un assassin (273); il laissait deux fils, le fameux Ossian, et Osgar (*Oscar*), que célèbrent les chants de son frère.

Quant à Cormac-Ulfadha, il finit sa vie dans une pauvre cabane, où il composa plusieurs ouvrages, et entre autres un poëme sur *les vertus du nombre trois*, et *l'Avis à un roi*, destiné à son fils Carbre; écrit qui a subsisté jusqu'au XVIIe siècle.

Sous le règne de Carbre la milice irlandaise (*Fianna-Erinn*), dont les exploits ont tant été célébrés par les bardes, fut détruite par suite de dissensions qui, élevées dans son sein, semblaient menacer la sûreté de l'État. Toute cette époque héroïque de l'Irlande a été plus tard transportée en Écosse, dans les chants des Scots partis d'Irlande, et l'Ossian de Macpherson n'a pas peu contribué à embrouiller encore l'histoire des deux pays. Ossian et tout ce qu'il raconte se rapporte aux Scots milésiens d'Irlande, et la légende et la tradition sont bien plus complètes en ce pays qu'en Écosse, où Macpherson a recueilli les fragments, ou plutôt trouvé le prétexte des poëmes qu'il a fabriqués ou arrangés à sa façon, et donnés comme la traduction des chants originaux d'Ossian.

Depuis le héros Fingal jusqu'à la mission de saint Patrice, apôtre de l'Irlande, ce malheureux pays n'offre plus que des scènes de violence, sans intérêt, et dont la suite est fort embrouillée. Sous Nial-des-Neuf-Otages (398?), prince de la race milésienne, les Irlandais, que les Scots de l'*Albanie* (un des anciens noms de l'Écosse) avaient appelés à leur aide, tentèrent, avec les Pictes et les Scots, d'envahir la Grande-Bretagne, alors gouvernée par Stilicon. Après avoir ravagé la partie romaine de ce pays, Nial-des-Neuf-Otages porta ses armes jusque dans la Gaule, où il fut tué

par une flèche empoisonnée près de Portus-Iccius (peut-être Boulogne). Ce fut dans cette expédition de pirates, qui avait le pillage pour objet, que les Irlandais ramenèrent chez eux, comme esclave, un jeune homme que la Providence destinait à être leur apôtre, saint Patrice, l'un des plus grands hommes que présente l'histoire des premiers temps du christianisme.

A Nial-des-Neuf-Otages succéda Dathy (406), qui, comme son prédécesseur, envahit les côtes de la Gaule; puis, poussant plus loin sa course aventureuse, se fraya un passage jusqu'au pied des Alpes, où il fut, dit-on, frappé de la foudre. Dathy clôt l'ère païenne de l'Irlande, première époque de son histoire; après lui, nous entrerons dans la période chrétienne, qui commence à l'apôtre Patrice.

Ici se termine la première période de l'histoire de la Grande-Bretagne, celle de la domination romaine; mais pour la compléter, pour la clore, pour la bien connaître, il nous faut jeter un rapide coup d'œil sur l'état des lettres, des sciences et des arts, durant ce laps de plus de quatre cents années.

Littérature, sciences et arts en Angleterre, en Écosse et en Irlande. — La Grande-Bretagne ne connaissait probablement pas l'usage de l'écriture lorsque les Romains y arrivèrent, et on sait que le pur druidisme interdisait la transmission de l'histoire autrement que par la tradition orale. Cette tradition était conservée en Angleterre, comme en Irlande, par le collége des bardes; mais elle semble avoir été recueillie moins soigneusement par les bardes bretons, qui d'ailleurs disparurent bien plutôt de l'Angleterre que les bardes scots ne disparurent de l'Irlande.

Quant à la musique, nous trouvons ce qui suit dans un auteur anglais [1], peut-être quelque peu partial pour son pays : « Les anciens Bretons aimaient également

[1] Stafford, *Hist. de la musique.*

« la musique vocale et instrumentale. On rapporte que « la musique de ce peuple avait tant de pouvoir sur « l'âme, que lorsque deux armées étaient en présence, « au moment d'engager un combat furieux, les bardes, « se plaçant entre elles, faisaient entendre des sons si « mélodieux, qu'ils apaisaient la rage des guerriers, et « prévenaient l'effusion du sang. Les bardes occupaient « un rang élevé à la cour des princes, qui eux-mêmes « devaient savoir chanter au son de la harpe, instru- « ment favori de cette époque.

« Après leur conversion au christianisme, les Bre- « tons adoptèrent les rites et les cérémonies, et par « conséquent la musique d'église, telle qu'elle existaït « avant que le chant grégorien y fût introduit.... Outre « les bardes, divisés en quatre classes chez les anciens « Bretons, il y avait des poëtes et des musiciens am- « bulants qui jouaient d'une sorte de violon à trois « cordes, et du tambourin. »

L'industrie paraît avoir été assez avancée chez les anciens Bretons, du moins en ce qui regardait les machines de guerre, à en juger par les descriptions que nous en ont laissées César, et Tacite dans sa *Vie d'Agricola*. Nous avons dit qu'Agricola s'efforça de donner aux Bretons conquis les arts et la civilisation romaine, et qu'il y réussit en partie.

Les monuments celtiques de l'Angleterre, remontant la plupart aux temps antérieurs à la conquête romaine, sont de plusieurs sortes :

Pierres levées (*menhirs*, *peulvans*, *pierres fiches*), pierres brutes de forme allongée, et d'une hauteur qui varie de quatre pieds à vingt, implantées verticalement dans la terre comme des bornes, tantôt par la pointe, et formant une sorte de pivot, tantôt au contraire reposant sur une large base comme des pyramides. Les menhirs sont ou réunis en groupes plus ou moins considérables, ou isolés; quelquefois ran-

gés symétriquement, d'autres fois dans une sorte de confusion. En Angleterre, en Écosse et dans les îles Orcades, on trouve beaucoup de ces pierres sur l'usage desquelles les savants ne peuvent s'accorder, les regardant les uns comme des monuments funèbres, les autres comme des idoles.

Pierres posées, blocs plus ou moins considérables et de formes irrégulières, simplement posés sur le sol, au lieu d'être implantés.

Pierres branlantes (*rocking stones*), masses très-pesantes, superposées à d'autres, et placées en équilibre, de manière qu'une force légère puisse les faire mouvoir. Ces derniers monuments, dont quelques-uns semblent naturels, paraissent avoir été consacrés à l'art divinatoire. Quelques savants pensent que les prêtres les mettaient en mouvement, et du nombre et de la nature de leurs oscillations tiraient des présages pour l'avenir. D'autres regardent comme des idoles ces pierres dont on trouve beaucoup en Angleterre, en Écosse et en Irlande.

Des *pierres non mobiles*, de formes singulières, ordinairement isolées, dont quelques-unes semblent avoir été grossièrement façonnées; orbiculaires ou carrées, reposant sur une base fort étroite, présentant pour la plupart une sorte de bassin ou de cavité à sa partie supérieure. Cette dernière sorte de monument, au dire des antiquaires, n'a été trouvée qu'en Angleterre. Quelques-unes de ces pierres ont la figure d'un cône renversé; d'autres, munies de renflements et portées sur une base étroite, semblent des vases sur leur pédicule.

Trilithes ou *lichavens*, assemblage de trois pierres, dont deux verticales et une horizontale, présentant la figure d'une porte, et qui semblent avoir été des autels d'oblation.

Dolmens ou *cromlechs*, autels druidiques; assem-

blage de pierres dont le nombre varie, mais offrant toujours des formes à peu près semblables. Des rigoles et des cavités grossièrement creusées à la surface de ces pierres ont semblé aux antiquaires destinées à recevoir le sang des victimes. Les dolmens varient dans leur hauteur d'un à sept pieds, et dans leur étendue de trois à vingt-cinq. Cette sorte de monuments très-commune en Angleterre est souvent accompagnée d'un ou de plusieurs *peulvans*.

Allées couvertes ou *grottes des fées*, grandes loges ou galeries plus ou moins profondes, dont les parois sont formées de pierres brutes, contiguës, placées sur le champ, qui supportent un toit horizontal formé de grandes dalles et de quartiers de rochers grossièrement ajustés.

Enceintes circulaires presque toujours, ou du moins affectant des figures symétriques, l'ellipse, le demi-cercle, le carré long, etc. : ces enceintes, formées d'un nombre irrégulier de pierres, sont plus grandes en Écosse, et surtout en Angleterre, que dans aucune partie de la France. Il y en a qui offrent plusieurs enceintes contiguës les unes aux autres ; la plupart ont des entrées dirigées vers les quatre points cardinaux, et quelquefois des avenues de pierres alignées sur ces entrées. Souvent au milieu de ces cercles ou enceintes s'élèvent des pierres plus hautes que celles du tour; parfois ce sont des dolmens. Presque toujours un fossé règne à l'entour de ces enceintes.

Autres *enceintes* de grandeurs variables, formées de pierres et de cailloux mêlés ensemble. Ces enceintes, qu'on a souvent prises pour des camps, et dont l'Angleterre et l'Écosse présentent un bien plus grand nombre que le continent, furent probablement des temples druidiques.

Tumulus (*barrows*), ou tombeaux, amas de terre et de cailloux de formes variées, en boule (les plus

communs en Angleterre), larges, allongés, coniques, jumeaux, en cloche, etc. Les *tumulus* anglais, plus nombreux que ceux du continent, présentent certaines particularités qu'on ne retrouve pas dans ces derniers.

On croit que l'usage d'élever des tumulus n'a été entièrement abandonné en Angleterre que vers la fin du VIIIe siècle, alors que saint Cuthbert, archevêque de Canterbury, obtint une loi pour établir des cimetières dans les villes. Cependant on doit remarquer qu'en général, en Angleterre comme en France, la plupart des tumulus semblent dater d'avant l'invasion.

Voilà à peu près tout ce qui est resté de l'architecture religieuse des anciens Bretons. Quant à l'architecture militaire, quelques antiquaires anglais font remonter à une époque antérieure à la domination romaine, de petites forteresses observées dans diverses parties de l'Angleterre, qu'ils regardent comme les lieux de résidence des anciens chefs bretons.

Pour l'architecture civile, on en est réduit à des conjectures. Les maisons des anciens Bretons semblent avoir été exclusivement construites de bois, d'argile et de roseaux.

On n'a découvert qu'assez récemment en Écosse et en Angleterre des espèces de souterrains qu'on croit d'origine celtique, et qui semblent avoir été destinés à servir de silos ou de lieux de retraite.

Comme trace de leur passage, les Romains n'ont guère laissé en Angleterre que des routes et des murs; ils semblent n'avoir jamais bien sérieusement désiré s'établir sur cette terre, où ils n'ont pas laissé, comme dans notre France, des arcs de triomphe, des temples, des palais. Les plus importants de leurs travaux dans la Grande-Bretagne sont des murs, dont nous citerons les principaux, élevés contre les Calédoniens.

Mur d'Agricola (80), reliant une chaîne de montagnes. Agricola fit construire en outre une chaîne de forteresses entre le Forth et la Clyde pour arrêter les ravages des Calédoniens.

Adrien (121) fit creuser un profond fossé, et éleva d'une mer à l'autre un rempart pour la sûreté de la province romaine : cet ouvrage prodigieux s'étendait à peu près en ligne droite du golfe de Solway à l'embouchure de la Tyne.

Le mur de Sévère, qui fut élevé dans le IIIe siècle, et dont on voit encore des traces, s'étendait de l'embouchure de la Tyne à Boulnes, sur le golfe de Solway; il était construit en pierres fortement cimentées, et défendu au nord par un large fossé. Sa hauteur était de 12 pieds, non compris le parapet, sa largeur de 8 pieds. De nombreuses forteresses avaient été élevées le long de ce rempart.

L'Irlande, où le druidisme était, ce semble, plus fortement empreint de magisme oriental qu'en Écosse et en Angleterre, paraît avoir précédé ces deux pays dans les voies de la civilisation, des lettres et des beaux-arts. Comme nous l'avons dit, Ossian est véritablement originaire de ce pays, et les chants du barde y ont une bien plus haute perfection qu'en Écosse, quoiqu'ils y conservent le même caractère rêveur, la même mythologie.

L'écriture était certainement connue dans l'île d'Erin avant l'introduction du christianisme, et des inscriptions trouvées sur des monuments fort antérieurs au IVe siècle, en sont une preuve irréfragable. Quant aux monuments de l'architecture, leurs ruines sont nombreuses encore, et plusieurs offrent un caractère oriental des plus prononcés. A côté des pierres en cercle, des monticules sacrés, des cromlechs, etc., qu'on retrouve dans tous les pays celtiques, on voit en Irlande les colonnes brutes adorées par les Phéniciens, comme

symbole du soleil, de grossiers simulacres humains inconnus aux druides occidentaux; de curieuses cavernes creusées de main d'homme, et dont la plus importante, qui se trouve près de Drogheda, renfermait dans son sein un obélisque pyramidal; enfin des temples à colonnes ou *tours rondes,* monuments de peu de diamètre, élevés souvent à une hauteur prodigieuse, qui ont eu l'honneur d'inspirer aux archéologues les systèmes les plus étranges et les plus opposés, puisque les uns en font de simples beffrois ou des fanaux, d'autres des *inclusoires* destinés à renfermer, soit de grands coupables, soit de pieux cénobites dans le genre des Pierre ou des Siméon Stylite, d'autres des oratoires, des lieux de station durant les pieux pèlerinages, etc. Mais l'opinion la plus raisonnable sur ces tours rondes, est, ce nous semble, celle qui en fait des *pyrées*, ou temples du feu, le culte du feu ou des Cabires ayant indubitablement été en vigueur chez les Irlandais avant l'introduction du christianisme. Ces pyrées ont sans doute aussi servi d'observatoires astronomiques, le culte du soleil ayant conduit à l'étude des phénomènes célestes partout où il a été en honneur. Un fait qui vient à l'appui de cette opinion, c'est que ces tours, auxquelles les vieux historiens donnent souvent le nom d'*indicateurs célestes*, sont, sauf quelques différences dans les ornements, semblables à celles qu'on a découvertes dans l'Inde, et notamment près de Bhaugulpore, dans un lieu qu'on sait avoir appartenu aux anciens adorateurs du feu, et pour lequel les Parsis modernes ont aujourd'hui encore une vénération particulière. Ces temples-colonnes de l'Irlande ont souvent quarante mètres d'élévation; quelques-uns sont d'un très-belle conservation, d'autres gisent en ruines; un plus grand nombre, dont l'existence est attestée par les historiens, a complétement disparu du sol. Près de ces colonnes, ou dans

leurs débris, on a trouvé des figures rayonnantes connues dans l'Orient sous le nom de Mithra, des croissants d'or, des trompettes de forme singulière, objets qui semblent tous se rapporter au culte du feu, ou plutôt des astres. Mais les bosquets qui jadis couvraient l'île et étaient les vrais temples des druides occidentaux, comme le chêne était leur idole, la véritable représentation de leur dieu, ont depuis longtemps disparu de l'Irlande, qui ne peut plus être *la verte Erin* que dans le souvenir ou dans les chants des poëtes.

CHAPITRE III.

Angleterre. —Vortigère. — Hengist et Horsa. — Invasions saxonnes. — Fondation des royaumes d'Est-Anglie, de Northumbrie et de Mercie — État religieux de l'Angleterre à cette époque. — Bretwaldas. — Invasions danoises. — Les Danois s'établissent en Angleterre. — Alfred. — Édouard l'Ancien. — Athelstan. — Edmond Ier. — Edred. — Edwy. — Edgar. — Édouard le Martyr. — Ethelred II. — Edmond II. — Invasion danoise. — Les rois anglo-saxons sont remplacés par les chefs danois.

De l'an 449 *à l'an* 1017.

Et maintenant reprenant l'histoire où nous l'avons laissée, voyons un peu quels étaient ces Saxons que les Bretons avaient imprudemment appelés à leur secours contre les Pictes et les Scots, lorsque les Romains, obligés de se retirer de la Bretagne, ne purent plus leur prêter secours contre leurs terribles voisins du nord.

Germains d'origine, les Saxons habitaient la Saxe, à laquelle ils avaient donné leur nom qui veut dire

hommes aux grands couteaux. Ils faisaient le métier de pirates et ravageaient les côtes de la Bretagne, lorsque Guorteyrn ou Vortigère, qui en était le chef suprême, se détermina à faire repousser les Pictes et les Scots par des troupes étrangères qu'on solderait en terres ou en argent.

Au moment où Vortigère prenait cette fatale résolution, l'an 449, le hasard amena sur la côte de Bretagne trois vaisseaux de corsaires saxons commandés par Hengst ou Hengist et par son frère Horse ou Horsa [1]. Vortigère leur fit proposer un engagement militaire pour eux et pour une armée de leur pays, et les pirates promirent de fournir un corps de troupes considérable, pour lequel ils stipulèrent la propriété de la petite île de Thanet. Peu de temps après, les troupes saxonnes arrivèrent et colonisèrent cette île qu'elles se partagèrent sous le commandement d'Hengist et d'Horsa.

Les Saxons combattirent vaillamment les Pictes et les Scots; mais enfin la mésintelligence éclata entre les Bretons et leurs auxiliaires. Ceux-ci ayant demandé un accroissement de territoire qui leur fut refusé, appelèrent à leur aide de nouvelles bandes de Saxons, puis s'alliant aux Pictes contre lesquels ils avaient combattu, ils chassèrent les Bretons d'une partie de l'île dont ils s'emparèrent et à laquelle ils donnèrent le nom de Kent (477). Certains chroniqueurs racontent d'une autre façon, toute romanesque, l'origine de ce premier royaume de l'heptarchie saxonne. Ils rapportent qu'Hengist invita le chef breton à un superbe festin, dans lequel il avait placé à dessein près de Vortigère, sa fille, la belle Saxonne Rowena; que le Breton s'éprit de la jeune fille, ainsi que l'avait prévu le rusé pirate, et qu'il la demanda en

[1] Hengst veut dire étalon; Horsa, cheval en général.

mariage à son père. Celui-ci, profitant de l'amour du roi, se fit donner en échange de son consentement le pays de Kent; présent fatal qui devait amener la ruine des Bretons, en attirant dans l'île de nouveaux Saxons, toujours plus redoutables à mesure que leurs établissements augmentaient en étendue et en importance, et qui d'auxiliaires ne devaient pas tarder à devenir ennemis.

Vers le temps de l'établissement d'Hengist et d'Horsa dans le pays de Kent, un autre chef de pirates saxons, nommé Ælle[1], amena de la mère patrie de nouveaux colons qu'il établit au midi du territoire de Kent, où il fonda le royaume des Saxons du sud ou Sussex (495). Puis Kerdic ou Cerdic parut avec une armée de Saxons plus considérable que toutes celles qui étaient jusqu'alors venues en Bretagne, et, s'établissant sur la côte méridionale à l'ouest des Saxons du sud, il y fonda le royaume de Saxe occidentale ou Wessex, d'où il s'étendit jusqu'à la Saverne. Là, il se vit arrêté par les Cambriens ou Kimris réfugiés dans le pays de Galles. En 530, d'autres émigrés s'emparèrent de la ville de Londin ou Londres, dont ils firent la capitale d'un nouveau royaume, qu'ils appelèrent royaume de Saxe orientale ou d'Essex.

On ne sait que peu de choses sur les Bretons pendant ces temps d'oppression. Quelques-uns résistèrent valeureusement; mais les historiens contemporains, tous saxons, se sont gardés de raconter leurs nobles efforts. Peu de noms surgissent au milieu de leurs récits; cependant on ne doit pas oublier celui d'Arthur, roi chrétien de la Cornouaille, auquel les romanciers ont fait une renommée qui ne le cède en rien à celle des Roland et des Cid. En laissant de côté des fables qui servent au moins à prouver ce que ce prince

[1] Ælle veut dire *très-grand*.

fut dans l'esprit de ses contemporains, on trouve qu'il vainquit les Saxons dans plusieurs batailles et qu'il sut défendre contre eux l'indépendance de son petit royaume. Comme il arriva pour plusieurs héros du moyen âge, le peuple ne voulut pas croire à la mort d'Arthur tué en combat singulier, et, pendant plusieurs siècles, les Bretons gémissant sous le joug de l'étranger, attendirent, pleins de foi, le retour de ce prince qui devait les délivrer : touchante illusion, l'un des plus nobles hommages qu'un peuple puisse rendre à un grand homme, et dont on a vu se renouveler l'exemple de nos jours, pour le dernier héros qu'ait produit le vieux monde peut-être.

Les Bretons étaient déjà en grande partie convertis au christianisme à l'époque de l'établissement des Saxons dans leur île : ceux-ci suivaient encore le culte d'Odin, culte farouche qui prescrivait comme des vertus la haine et la vengeance. Les malheureux Bretons se virent accablés de toutes sortes de maux par leurs envahisseurs, et le culte chrétien disparut presque complétement de l'île avec ces pauvres opprimés, traqués comme des bêtes fauves, ou bien encore traîtreusement massacrés dans des assemblées publiques où ils s'étaient vus convoqués sous prétexte de discuter les intérêts du pays avec les chefs saxons.

Les émigrations de Saxons furent suivies de celle des Angles, peuple voisin de la mer Baltique, qui, après avoir tenté quelques invasions sur la côte nord-est de la Bretagne, y arriva en masse sous la conduite d'un chef nommé Ide [1]. Les Angles firent alliance avec les Pictes. Un chef breton, nommé Urien, déploya le plus grand courage dans les combats qu'il leur livra, ce qui n'empêcha pas la cause bretonne d'être encore vaincue (560), dans une grande bataille où

[1] Ide veut dire *heureux*.

périrent beaucoup de chefs portant le collier d'or, marque du haut commandement chez les Bretons. Les Angles s'établirent dans la contrée orientale, et les Bretons vaincus, mais non soumis, se réfugièrent dans le pays de Galles.

Les Saxons avaient fondé, sur le territoire de la Bretagne, quatre colonies qu'ils décoraient du titre de royaumes : les Angles en établirent trois qui prirent les noms d'Estanglie, de Northumbrie et de Mercie. Ce sont ces différents royaumes qui sont désignés sous le nom d'Heptarchie (*les sept royaumes*).

Cependant les races celtique, kimrique et gaëlique ne disparurent pas complétement même de la Bretagne proprement dite, après l'établissement des Saxons et des Angles; elles conservèrent la Cornouaille, la plus grande partie du pays de Galles, le Cumberland et quelques autres parties de territoire où elles se défendirent vaillamment.

De leur côté, les Pictes et les Scots, qui avaient fini par s'allier contre les Bretons avec les Saxons que ceux-ci étaient venus défendre de leurs invasions, les Pictes et les Scots, établis dans la Calédonie à côté des vieux Gaëls, conservèrent aussi leur indépendance, en sorte que l'île fut loin d'être entièrement soumise aux hommes de race germanique.

L'Irlande ne fut pas plus effleurée par les invasions des Angles et des Saxons qu'elle ne l'avait été par la conquête romaine; une révolution pacifique s'opérait sans convulsions dans son sein, et cette révolution bienfaisante était due au christianisme, dont elle allait devenir pour ainsi dire le sanctuaire dans le Nord; sa piété allait la faire surnommer la *Terre des Saints*, et jusqu'à nos jours on la verra, au milieu des schismes et des hérésies dont l'Angleterre, sa voisine et de bonne heure sa reine, fut le théâtre, conserver l'orthodoxie catholique représentée par Rome.

Ces courtes réflexions nous amènent tout naturellement à jeter un coup d'œil sur l'état religieux de la Grande-Bretagne à l'époque où nous sommes arrivés. Chrétienne depuis plusieurs siècles, elle se vit conquise par des peuples idolâtres, contre lesquels la haine religieuse s'unit à la haine nationale.

En proie à l'invasion étrangère durant tout le cours du VIe siècle, les Bretons ne cessaient pas pour cela de se livrer aux disputes théologiques, pour lesquelles ils étaient passionnés. De ces disputes naquirent des hérésies, dont la plus fameuse fut celle de Pélage. Moine et docteur, Pélage avait proclamé, comme les anciens stoïciens, le principe du libre arbitre. Sa doctrine portait que l'homme pouvait s'élever de lui-même à la plus haute vertu, sans le secours de la grâce. Le pélagianisme était un noble réveil de la liberté, du moi humain à peu près étouffé par l'humilité chrétienne; par malheur, cette énergique doctrine entraînait logiquement avec soi la négation du péché originel, et par suite celle de la nécessité du baptême et même de la rédemption : par conséquent elle attaquait le christianisme. Elle fut condamnée et devait l'être, non parce qu'elle compta parmi ses adversaires et le grand saint Augustin et l'illustre saint Jérôme, mais parce que le christianisme, qu'elle sapait jusqu'en ses fondements, était la seule chance de salut qu'eût alors l'humanité, et que l'humanité ne pouvait périr. Mais pendant longtemps et jusqu'à nos jours la doctrine de Pélage a soulevé de nobles et puissantes sympathies, même parmi les âmes les plus véritablement chrétiennes.

En même temps que les doctrines hardies du moine Pélage semblaient ébranler le christianisme, presque tous les évêques bretons déclinaient la suprématie de Rome, et ceci fut un des motifs qui portèrent le pape Grégoire III, surnommé *le Grand*, à tenter de con-

vertir les Saxons barbares, dont il espérait se servir contre les hérétiques et les schismatiques d'Angleterre. A cet effet, il envoya dans la Grande-Bretagne une mission sous les ordres du moine Augustin; et les Saxons étaient à peine chrétiens de nom, lorsque le légat du pape les fit marcher contre les Bretons hérétiques, dont ils firent un épouvantable carnage. On les vit tuer de sang-froid des moines agenouillés près du champ de bataille, où ils priaient pour les leurs: « Puisqu'ils invoquent leur dieu en faveur de mes en-« nemis, dit le chef barbare, ils combattent contre « moi, » et il donna ordre d'assassiner deux cents hommes qui ne se défendaient même pas. On ne voit nulle part qu'Augustin se soit opposé au massacre, et sa mémoire doit en rester entachée, quoiqu'il ne le prévît peut-être pas lorsqu'il appela au secours de l'orthodoxie, contre les Bretons pélagiens ou schismatiques, les Saxons, presque idolâtres encore.

Nous ne ferons pas l'histoire des rois de l'Heptarchie, dont la plupart n'ont aucune signification historique. Nous nous contenterons de remarquer que, pendant toute sa durée, un des États saxons exerça généralement une sorte d'ascendant sur les autres: c'était, ce semble, une autorité irrégulière et variable; mais le prince qui en jouissait avait un titre distinct dans la langue anglo-saxonne : on le nommait *bretwalda*, ou chef des Bretons; car les Saxons vainqueurs avaient fini par prendre le nom du peuple qu'ils avaient vaincu ou plutôt du pays dont ils s'étaient emparés. Sept chefs saxons furent successivement revêtus de cette dignité de *bretwalda;* les quatre premiers furent pris tour à tour dans quatre royaumes différents de l'Heptarchie; les trois derniers étaient rois de Northumbrie, ce qui semble un pas fait vers une magistrature suprême, régulière et héréditaire. Voici, du reste, le nom de ces sept *bretwaldas*, avec la date de leur avénement et le nom de la contrée sur laquelle ils régnaient :

480. Ælla, le chef dont nous avons déjà parlé, qui fonda le royaume de Sussex. — 568. Ceawlin, roi d'Essex. — 593. Ethelbert, roi de Kent, à la cour duquel vinrent d'abord les missionnaires envoyés par Grégoire III. — 616. Redwald, roi d'Estanglie. — 616, Edwin; 634, Oswad; 642, Oswio; tous trois rois du Northumberland.

Oswio fut tué dans une des nombreuses batailles que se livraient les petits souverains saxons, bretons et autres qui s'étaient partagé le territoire de la Grande-Bretagne, appelée dès lors Angleterre, nom qui lui vint des Angles, les plus faibles de ses envahisseurs. Avec Oswio, disparurent, en 670, le titre et l'autorité de bretwalda, magistrature qui n'avait pas duré moins de cent quatre-vingt-dix ans.

Après la mort de ce dernier chef suprême, on compte des rois de Kent, de Northumbrie, d'Estanglie, de Mercie, d'Essex, de Sussex et de Wessex. Nous ne nous occuperons pas de tous ces petits princes qui n'ont guère plus d'importance que nos anciens seigneurs féodaux. Si quelques-uns ont été véritablement grands, si leurs règnes ont eu quelque valeur historique, ils trouveront naturellement place dans notre récit.

Hengist et Horsa avaient fondé, depuis plus de trois cents ans, la domination saxonne, et les petits rois de l'Heptarchie se livraient entre eux des guerres presque continuelles, lorsque de nouveaux pirates débarquèrent sur une terre qui semblait, en dépit de la mer qui l'environne, destinée à devenir l'éternelle proie des conquérants. Des hommes inconnus vinrent, l'an 787, aborder avec trois vaisseaux sur la côte orientale. Ils pillèrent et ravagèrent les habitations voisines de la mer, après quoi, remontant sur leurs vaisseaux, ils partirent chargés de butin. C'étaient des Danois ou des Normands (*Northmenn*, hommes du Nord, ancien

nom national des Norwégiens, qu'on appelait aussi Scandinaves); ils avaient une origine commune avec les Saxons, de la langue desquels leur idiome différait peu.

Plusieurs expéditions semblables à celle dont nous venons de parler se succédèrent jusqu'à l'an 835; mais à cette époque ce ne furent plus quelques pirates venant chercher du butin, mais une puissante armée de Danois et de Normands qui débarqua en Angleterre. Repoussés encore, ils revinrent en 838, en si grand nombre cette fois, qu'aucune force ne put les empêcher de pénétrer au cœur de l'Angleterre.

Cependant les Scandinaves se contentèrent de piller jusqu'en 867, époque où ils établirent leur première colonie sur le territoire de la Northumbrie ou Northumberland, dont ils tuèrent ou bannirent les chefs, en épargnant le reste des habitants qui devinrent serfs ou tributaires. La défense des Anglo-Saxons fut désespérée : ils étaient devenus catholiques zélés; les nouveaux envahisseurs étaient encore idolâtres : la guerre fut donc religieuse en même temps que patriotique, et les évêques, les prêtres et les moines marchèrent eux-mêmes au combat.

Tous les rois de l'Heptarchie avaient été tués ou chassés par les Danois, qui s'emparèrent de la presque totalité des terres des Saxons. Les Bretons, réfugiés dans le nord et dans le pays de Galles, se joignirent aux nouveaux envahisseurs, avec l'aide desquels ils espéraient repousser leurs oppresseurs; mais cette attente fut trompée, et ils virent bien qu'ils n'avaient fait que changer d'ennemis quand une fois les Danois se furent établis sur le territoire anglais.

Au milieu des désastres de l'Angleterre s'éleva un homme auquel il ne manqua peut-être qu'un plus vaste théâtre pour acquérir une renommée égale à celle du puissant Charlemagne. Alfred ou Elfred,

troisième fils d'Ethelwolf (roi du Wessex), et d'Osberga, noble dame saxonne, naquit à Wantage, dans le comté de Berks, l'an 849. A l'âge de cinq ans, il fut envoyé à Rome avec une ambassade. Quelques années après, son père le conduisit en pèlerinage dans cette ville, et à son retour il passa par Paris, où, Osberga étant morte depuis quelque temps, le monarque saxon prit pour femme la princesse Judith, fille de Charles le Chauve. Les voyages dont nous venons de parler aidèrent sans doute à développer l'intelligence du jeune Alfred; mais la société de sa belle-mère, femme bonne et éclairée, fut, on n'en peut douter, d'un grand secours au jeune prince.

Quoi qu'il en soit, Alfred, qui plus tard devait mériter le surnom de *Sage* ou de *Savant*, ne savait pas encore lire à douze ans. Son biographe raconte qu'un jour la reine Judith, tenant en main un beau volume de chants saxons, magnifiquement relié et orné de ces gracieuses miniatures qui enrichissent les manuscrits du moyen âge, dit aux enfants de son époux rangés autour d'elle, prêtant l'oreille à ses chants, regardant les miniatures et admirant avec ravissement les beaux caractères du livre : « Je donnerai ce livre à celui d'entre vous qui apprendra le premier à lire. — Le promettez-vous? demanda vivement Alfred qui était le plus jeune. — Oui, » répondit Judith en souriant. L'enfant prit le livre des mains de sa belle-mère, et courant à un maître d'école, apprit en peu de temps à le lire, et en devint possesseur. A partir de ce jour, la grande âme du jeune prince fut animée par l'amour des lettres, sans que cette passion lui fît rien perdre de sa mâle vigueur, comme il le prouva par la suite.

La réputation de valeur d'Alfred était telle, qu'après la mort de son frère aîné, qui, selon la loi saxonne, avait succédé à leur père, il fut nommé roi (871) au détriment de ses neveux; du reste, l'exemple de sem-

blables élections n'était pas rare dans ce temps où les États mal affermis craignaient les troubles d'une minorité. Lorsqu'il monta sur le trône du Wessex, Alfred avait vingt-deux ans à peine.

Depuis quelques années seulement ce grand homme était roi, lorsque les pirates danois qui ravageaient l'Angleterre envahirent son petit royaume (vers 876). Jusque-là Alfred avait brillé surtout dans les arts de la paix, et, loin d'être chéri de son peuple, il en était haï et presque méprisé à cause de ses qualités mêmes. Ainsi ce prince avait une grande culture littéraire, tandis que les Anglo-Saxons ne regardaient les lettres que comme une occupation de moine. Rendant la justice avec une inflexible impartialité, il avait fait pendre plusieurs magistrats prévaricateurs, et son peuple, plus avide d'indépendance que de justice, n'avait considéré ces exécutions que comme des actes arbitraires qui avaient coûté la vie à des hommes libres. De plus, Alfred passait pour n'aimer que les gens d'un esprit cultivé, qui ne se trouvaient guère alors que dans les monastères. Il était donc presque également haï des grands et des petits : des premiers, à cause de sa sévère équité, qu'ils craignaient ; des seconds, pour la froideur avec laquelle il accueillait des suppliques souvent dénuées de fondement : aussi se trouva-t-il presque seul lorsqu'il fit appel à son peuple.

Alfred fut forcé de faire deux traités désavantageux avec les envahisseurs ; ces traités ne furent même pas observés par des hommes habitués à les violer tous, et les Danois, couvrant tout le pays, obligèrent les Saxons à s'exiler outre-mer ou à se soumettre à leur joug. Tous prirent prirent l'un ou l'autre de ces deux partis, *tous*, *excepté le roi Alfred*, dit le chroniqueur. Abandonné des siens, le monarque erra longtemps dans les bois et dans les vallées ; puis, ayant rassemblé quelques hommes dont il n'était pas connu, il en forma

une bande à la tête de laquelle il harcela et pilla également les Danois et les lâches Saxons qui s'étaient soumis à eux. Un marécage entouré de bois et de fondrières fut son lieu de refuge, et il y vécut quelque temps dans la misère et l'abandon, cachant soigneusement son rang et déguisé de telle sorte, qu'on raconte qu'un jour la femme d'un pâtre, qui le nourrissait sans le connaître, le gronda durement de la négligence qu'il avait apportée dans la cuisson de certains gâteaux qu'elle l'avait chargé de surveiller. Mais dans cet état d'oubli, Alfred ne cessait pas de ranimer secrètement les espérances de ses partisans et de s'occuper des moyens de vaincre ses ennemis.

Après avoir mené pendant six mois cette vie de proscrit, l'ancien roi de Wessex résolut de faire un appel à tout le pays de l'ouest et de combattre les Danois sous l'étendard anglo-saxon. S'étant donc assuré qu'il pouvait réunir autour de lui un assez grand nombre d'hommes, et décidé à attaquer les Danois, il voulut d'abord connaître leur force. Déguisé en joueur de harpe, il pénétra dans le camp ennemi, qu'il divertit par ses chansons en même temps qu'il remarquait soigneusement quels en étaient les côtés faibles. Il sortit après s'être longtemps promené de tente en tente; et aussitôt après il fit un appel aux Saxons, et particulièrement à ses sujets, qui, depuis longtemps, comparant sa domination à la tyrannie des pirates danois, en étaient venus à regretter amèrement le roi qu'ils avaient abandonné.

Les Saxons arrivèrent au lieu du rendez-vous que leur avait assigné Alfred, dont bientôt les Danois virent flotter la bannière. Le camp fut attaqué, et, selon les expressions de la chronique, *Alfred resta maître du champ de carnage.* Les Danois vaincus se dispersèrent pour ne plus se rallier, et leur chef, nommé Gothrun, promit de se faire chrétien et de se retirer sur les

côtes de l'est. Alfred, qui n'était pas assez fort pour combattre à outrance, accorda la paix à ces conditions, et servit lui-même de parrain à Gothrun, qui se fit baptiser avec un grand nombre des siens. La guerre ne cessa point pourtant; d'autres Danois la continuèrent dans une autre partie du royaume de Wessex. Alfred chassa encore ces ennemis, ainsi que ceux qui occupaient les royaumes de Sussex et de Kent, qui, délivrés par lui, le reconnurent pour roi. Ces trois royaumes réunis étaient tout ce qui restait aux Saxons de leur ancienne Heptarchie.

Alfred s'occupa bientôt de régulariser le gouvernement de ses États, et surtout d'y organiser l'administration de la justice. C'est dans les lois qu'il promulgua qu'on trouve les plus anciennes traces du jugement par jurés, qui semble cependant n'être qu'une antique institution remise alors en vigueur. Dans la suite du règne d'Alfred, les Anglo-Saxons éprouvèrent de la part des Danois plus de troubles et de vexations qu'ils n'eurent à craindre de véritables dangers. Pendant les quinze années qui suivirent le rétablissement de ce prince, l'Angleterre, où il exerçait une suprématie réelle, quoique simple roi de Wessex, jouit d'un repos universel. Mais pendant quatre années de la dernière partie de son règne, Alfred eut à subir de formidables attaques de la part de Hastings, le plus renommé des héros pirates, *Roi de la mer*, dont nous aurons prochainement occasion de parler.

Le *grand* Alfred, car nul roi ne mérita mieux ce titre, se montra aussi bon administrateur qu'habile guerrier; aucun des besoins de son royaume n'échappa à son œil clairvoyant. Pour se défendre contre les pirates, il fit construire des navires deux fois aussi longs que ceux de ses ennemis, meilleurs voiliers et ayant moins de roulis, et il fonda véritablement une marine. Il inventa des moyens de mesurer le temps,

afin d'en mieux profiter en lui donnant un emploi régulier. Il rassembla des savants, comme l'avait fait Charlemagne, qu'il semble avoir pris pour modèle; et, enviant leur science, on le vit, à l'âge de trente-huit ans, apprendre le latin assez bien pour traduire en langue saxonne l'histoire ecclésiastique de Bède le Vénérable; comme Charlemagne, fournissant généreusement à son peuple les plus amples moyens d'instruction que présentât le temps où il vivait, Alfred, pour donner aux nobles l'envie de profiter des avantages de la science, refusait d'avancer les ignorants, quels que fussent d'ailleurs leur rang et leurs autres mérites.

Les vertus privées d'Alfred étaient au niveau de ses qualités comme roi. Son biographe l'appelle *le diseur de vérités*. A l'amour de la vérité, il joignait le culte de la justice, et une piété aussi douce qu'éclairée et solide. Enfin, il fut poëte et prosateur distingué, et trouva le temps, dans le cours d'une vie si pleine, si occupée, et au milieu des maladies les plus douloureuses que sa faible constitution, et peut-être aussi ce qu'il avait souffert durant sa retraite dans les marécages, lui occasionnèrent, de cultiver les beaux-arts et les lettres, auxquelles il a fourni de curieux monuments dont nous aurons occasion de parler. Dans tous les temps et dans tous les pays, un prince comme Alfred serait un véritable prodige; combien ne doit-il pas exciter notre admiration dans un siècle et au milieu d'une nation presque barbare, déchirée par des guerres civiles et étrangères! Ce grand homme mourut le 26 octobre 901, âgé de cinquante-trois ans, dans la trentième année de son règne, qui est certainement le point le plus brillant, le plus lumineux de l'histoire du moyen âge après le règne de Charlemagne.

A la mort d'Alfred, les Anglo-Saxons élurent pour roi son fils Édouard, qui s'était distingué dans la guerre

contre Hastings : n'oublions pas de faire observer que les rois saxons étaient élus par le peuple, quoique toujours choisis dans la même famille. Édouard, qu'on surnomme l'Ancien pour le distinguer d'Édouard le Confesseur, reconquit les côtes de l'est, et enferma les Danois dans leurs terres du nord par une ligne de forteresses.

Athelstan, qui succéda à Édouard en 925, réunit la Northumbrie aux royaumes d'Alfred et d'Édouard; il soumit le pays de Galles au tribut; enfin, après de nombreuses victoires, il reçut le serment de fidélité de tous les princes écossais, cambriens et bretons, et prit le titre de roi d'Angleterre. Les Danois se liguèrent avec les Écossais et les Bretons pour secouer le joug que leur avait imposé Athelstan; mais les confédérés furent vaincus, et Athelstan put avec raison se vanter d'avoir soumis dans l'île de Bretagne, dont il faut toujours séparer la haute Écosse, tous les peuples étrangers à la race saxonne.

Edmond Ier succéda à Athelstan en 941, et son règne, moins glorieux que celui de son prédécesseur, n'en fut guère que la continuation.

Edred succéda à Edmond en 948. A sa mort, on élut roi son neveu Edwy, surnommé le *Bel Edwy*, que ses débauches et sa tyrannie firent chasser en 959.

Edgar, frère d'Edwy, fut élu roi à sa place. L'Angleterre dut à ce prince la destruction des loups qui la ravageaient. Au lieu du tribut que ses prédécesseurs avaient imposé aux Gallois, dont le pays, couvert de forêts, était le repaire des bêtes fauves, Edgar exigea d'eux un présent annuel de trois cents têtes de loups. Quatre ans après, les loups avaient complétement disparu de l'île.

Le fils d'Edgar, Édouard, auquel on a gratuitement donné le surnom de *Martyr*, monta sur le trône en 975, à peine âgé de quatorze ans. Quatre ans après

son avénement, il fut assassiné par ordre de sa belle-mère, qui, par ce crime, assura la couronne à son propre fils.

Éthelred, frère d'Édouard, qui n'avait que dix ans lorsque son frère mourut, eut un règne long et déplorable, pendant lequel les Danois recommencèrent leurs excursions en Angleterre. On s'en défit d'abord à prix d'argent. Ils revinrent l'année suivante, espérant obtenir les mêmes avantages; mais on avait préparé une armée pour les recevoir : malheureusement cette armée était commandée par un traître ligué secrètement avec les hommes du Nord, et ceux-ci, avertis par lui, prirent la fuite avant le combat. Les Danois continuèrent leurs ravages, et, en 994, deux chefs plus puissants que tous ceux qui avaient paru jusque-là en Angleterre, Sweyn, roi de Danemark, et Olaf ou Olave, roi de Norwége, parurent sur les côtes de l'île. Le faible Éthelred offrit encore de l'argent et des cantonnements aux pirates, qui lui accordèrent la paix à ces conditions. Sweyn s'établit sur le territoire qui lui avait été assigné; une nouvelle somme d'argent l'en chassa. Mais ces traités à prix d'argent étaient des expédients ruineux qui ne faisaient qu'attirer d'autres barbares, et donner de nouvelles forces à ceux dont on croyait se défaire.

CHAPITRE IV.

Monarchie danoise. — Canut, Hard-Canut, Godwin, Alfred, Édouard le Confesseur. — Les courtisans normands. — Luttes de Godwin et des Normands. — Godwin meurt, et est remplacé par son fils Harold.

De l'an 994 *à l'an* 1066.

Les Danois étaient désormais établis dans l'île, et vers la fin du xe siècle, ils se firent presque tous chrétiens, sans renoncer pour cela à leurs habitudes de rapine, outrageant les femmes des Saxons, et les tuant eux-mêmes quand l'occasion s'en présentait. Cette oppression porta enfin ses fruits, et au même jour, à la même heure, les Danois, attaqués à l'improviste, furent tous égorgés, sans qu'on épargnât ni les femmes ni les enfants au berceau. Ce massacre, qui eut lieu l'an 1003, ne s'étendit qu'aux provinces du sud, et fut vengé par Sweyn, roi de Danemark, que nous avons déjà vu figurer dans de précédentes invasions.

Sweyn, qui débarqua en Angleterre en 1004, y mit tout à feu et à sang, et le misérable Éthelred et ses conseillers n'eurent pas honte de lui offrir encore de l'argent pour prix d'une ignominieuse paix. Au milieu de la lâcheté générale, surgit un noble exemple de patriotisme, et ce fut le clergé qui le donna. Le siége archiépiscopal de Canterbury était occupé par le Saxon Elf-eg ou Elphège, qui, fait prisonnier par les Danois, semblait décidé à rester perpétuellement dans les chaînes plutôt que d'offrir une rançon aux ennemis

de sa patrie. Fatigués de sa patience, les Danois lui proposèrent de lui rendre la liberté moyennant trois mille livres, s'il promettait d'engager Éthelred à leur en donner douze mille. « Je ne possède point tant d'ar-« gent, répondit le prélat saxon, et je ne veux rien « prendre à qui que ce soit, ni rien conseiller à mon « chef qui soit contre l'honneur de mon pays. » Après cette courageuse réponse, Elphège fut reconduit en prison, où les Danois vinrent souvent le solliciter de racheter sa liberté. « Vous me pressez en vain, répon-« dit-il; je ne suis pas homme à fournir de la chair de « chrétien aux dents païennes, à vous livrer ce que « les pauvres ont amassé pour vivre. » Et le noble prêtre supportait sans murmure une captivité que les Danois s'efforçaient de rendre plus dure de jour en jour.

Les ennemis d'Elphège perdirent enfin patience; ils le firent venir à la suite d'une orgie, et s'écrièrent en le voyant : « De l'or, évêque; donne-nous de l'or, ou « nous allons te faire jouer un rôle qui te rendra fa-« meux dans le monde. » Elphège, resté inébranlable, tomba sous les coups des Danois. Les Anglo-Saxons rachetèrent à prix d'or le cadavre de celui qu'ils considéraient comme un saint, et qui doit être vénéré comme un martyr de la plus noble des causes, celle de la patrie et de la liberté.

La lâcheté d'Éthelred reçut sa récompense. Le peuple anglo-saxon, qui méprisait son roi, aima mieux passer d'un seul coup sous la domination danoise que de lutter douloureusement contre un sort inévitable. Quelques provinces du centre de l'Angleterre se rendirent volontairement aux Danois en 1013, et bientôt Sweyn prit le titre de roi de toute l'Angleterre, sans qu'une seule épée sortît du fourreau pour le lui disputer.

Au bout d'un an, Sweyn étant mort, les Anglo-

Saxons rappelèrent leur ancien roi, qu'ils commençaient à regretter, et Éthelred leur envoya son fils Édmond, qui fut élu roi à la mort de son père, l'an 1016. Mais désormais la race saxonne devait disparaître de l'histoire, et les vainqueurs des vieux Bretons, vaincus à leur tour, firent place à un peuple nouveau, destiné lui-même à disparaître bientôt.

A la mort de Sweyn, ses soldats proclamèrent roi son fils Knut ou Canut, qui eut à lutter contre Éthelred, et surtout contre le fils de ce prince, Edmond, surnommé *Côte de fer*. Ces deux rois saxons reprirent quelques-unes des terres occupées par les Danois, et régnèrent sur une partie de l'Angleterre, dont Canut, qui était en même temps souverain du Danemark, possédait une autre partie. Ce partage donna lieu à des guerres cruelles, qui durèrent jusqu'à la mort d'Edmond, arrivée en 1016, époque où Canut, proclamé roi d'Angleterre, bannit tous ceux qu'il considérait comme ses ennemis, et surtout les parents des derniers rois. Parmi les magistrats qui furent alors chassés, on en trouve un que les chroniqueurs qualifient de *roi des paysans*, sans qu'on sache au juste quelles étaient ses attributions.

Canut sut s'attirer la protection du clergé par ses largesses; et, malgré sa tyrannie, les moines qu'il combla de dons, et qui alors écrivaient seuls l'histoire, lui ont décerné le surnom de *grand*, sans tenir compte des larmes versées par le peuple opprimé sous son joug de fer.

L'empire de Canut, qui s'étendait sur les royaumes d'Angleterre, de Danemark et de Norwége, et généralement sur tout le pays situé au nord de la mer Baltique, cet empire si vaste fut démembré à sa mort, et les Danois d'Angleterre élurent pour roi un des fils de Canut, nommé Harold, tandis que le monarque danois avait désigné pour son successeur un autre de

ses fils nommé Hard-Canut, c'est-à-dire Canut *le Dur* ou *le Fort*. Hard-Canut réclama son héritage, et les Anglais fomentèrent autant qu'ils le purent la division entre les Danois établis sur leur territoire. Ceux-ci se partagèrent en deux camps. Le nord de l'Angleterre se déclara pour Harold et le sud pour Canut; mais la lutte engagée sous le nom de ces deux princes était au fond la lutte des Danois et celle des Anglo-Saxons, et, dans cette lutte, Canut, roi de Danemark, était celui auquel se rattachaient les derniers.

Le Wessex était alors gouverné par Godwin, comte de Kent, qui, de simple paysan, s'était élevé au plus haut rang par une de ces fortunes dont l'histoire n'offre que de rares exemples, et qui, trop souvent, sont justifiées par des talents plutôt que par des vertus. Ceci ne semble pas avoir été le cas pour Godwin, dont, à travers les récits contradictoires des chroniqueurs, nous croyons entrevoir que les qualités morales égalèrent l'habileté. Le noble patriote se mit à la tête des partisans de Canut, qu'il fit reconnaître roi par toute la population du sud, tandis que celle du nord jurait fidélité au roi Harold.

Cependant Elfnoth, évêque de Canterbury, ayant refusé de sacrer un monarque étranger, Harold se couronna de sa propre main, et soit par suite du refus de l'évêque, soit pour toute autre cause, il prit le christianisme en horreur, quoiqu'il ne paraisse pas qu'il ait persécuté les chrétiens.

Le parti de Canut, qui, comme nous l'avons dit, était le parti national, fut obligé de se soumettre et d'ajourner son affranchissement. Un des fils d'Éthelred vint en Angleterre avec l'espérance de soulever en sa faveur le parti anglo-saxon. Il vit Godwin, véritable chef de ce parti; Godwin, qui aurait pu prendre la couronne pour lui-même, et dont le cœur nourrissait la noble ambition de la donner au plus digne. Ce chef

patriote trouva le jeune Alfred entouré de chevaliers français qu'il avait amenés de Normandie, et comprenant que le prince, élevé dans une cour étrangère, n'était pas plus Anglais que les Danois, il dédaigna de faire une révolution par laquelle le peuple anglais aurait changé d'oppresseur sans recouvrer sa nationalité. Alfred, abandonné par Godwin, fut fait prisonnier par les Danois, et condamné à perdre la vue comme violateur de la paix de l'Angleterre : il périt des suites de son supplice.

Harold mourut l'an 1040, et les Anglo-Saxons se réunirent aux Danois pour élire Canut à sa place.

Rien ne peut être comparé à la cruauté de ce dernier prince, si ce n'est peut-être son avarice. Sous son règne, les Anglais eurent à subir la plus lourde oppression sous laquelle ils eussent encore gémi : chaque Danois devint un tyran, et il n'y eut aucun recours contre ce peuple de despotes. Les Anglais seuls payaient les impôts, et quand par hasard le roi prenait pour logement la maison d'un Danois, celui-ci était indemnisé à leurs dépens. La maison du Saxon était l'hôtellerie du Danois, qui y prenait gratuitement, et comme de droit, le feu, la table et le lit; insultant la femme à son plaisir, et forçant le chef de famille à se tenir debout devant lui : si ce dernier, poussé à bout, se vengeait de tant d'outrages, il se voyait mis hors la loi et n'échappait à la mort que pour mener la triste vie du proscrit.

L'oppression devint trop lourde enfin. A la mort de Canut, arrivée en 1041, les Saxons se soulevèrent, et sous la conduite d'un chef nommé Hown, ils attaquèrent les Danois. Godwin et son fils Harold ne tardèrent pas à lever, de leur côté, l'étendard de l'indépendance nationale, et les Danois, chassés de ville en ville, se virent obligés de remonter sur leurs vaisseaux et d'aller chercher un refuge dans leur mère patrie.

L'Angleterre fut à jamais délivrée d'eux, et le patriote Godwin, véritable promoteur d'une insurrection qu'il avait faite au nom de la liberté, assembla le grand conseil national, qui, à son instigation, élut pour roi le dernier fils d'Éthelred, Édouard, frère du malheureux Alfred, élevé, comme lui, à la cour de son oncle, le duc de Normandie. Édouard, qui se rappelait ce qui était arrivé à son frère, eut l'habileté de venir en Angleterre avec peu d'hommes étrangers, et de choisir pour épouse la fille de Godwin, la belle Édith, jeune, instruite dans les lettres, et pleine de modestie et de douceur, dit la chronique.

A l'avénement d'Édouard, qu'on a surnommé *le Confesseur* à cause de sa grande piété, les lois danoises disparurent et firent place aux vieilles lois saxonnes. Les Danois peu nombreux qui étaient restés sur le territoire anglais étaient des hommes paisibles qui, se soumettant à ces lois, furent traités comme les Saxons eux-mêmes. L'Angleterre respira un moment; mais le calme dont elle jouit n'était que le précurseur du plus terrible orage, de la conquête la plus complète qu'elle eût jamais subie.

Le roi Édouard, fils d'Éthelred, appartenait au sang normand par sa mère Emma, sœur du duc de Normandie. Élevé à la cour de son oncle, il rapportait en Angleterre des mœurs, un langage étranger et de vives sympathies pour le pays où il avait passé sa jeunesse. Ceux qui l'avaient accueilli dans son malheur devinrent ses favoris, et, dit un chroniqueur « quiconque « sollicitait en langue normande, était sûr d'être écouté. » Bientôt toutes les charges militaires, politiques et ecclésiastiques furent au pouvoir des Normands. Les courtisans saxons changèrent leurs mœurs et leurs vêtements pour adopter ceux des Normands, et tous les usages nationaux furent dédaignés et abandonnés au bas peuple. Ainsi se préparait la conquête nor-

mande, ainsi disparaissait peu à peu la nationalité tant de fois changée dans un pays si souvent conquis. Cependant quelques Anglais restaient fidèles aux antiques usages, et à leur tête se montrait Godwin, le vieux chef du parti national, qui sembla oublier les liens qui l'unissaient à son royal gendre pour se souvenir que, né Saxon et sorti du peuple, il devait secourir le peuple, et continuer de consacrer sa vie à la défense de son pays.

Bientôt les Normands, forts de la protection du roi, ne mirent plus de bornes à leur insolence, et lorsque les Anglais se plaignirent de leurs outrages, ils ne tardèrent pas à s'apercevoir que le faible roi protégeait juridiquement les étrangers contre ceux qu'ils opprimaient. Godwin soutint courageusement ses concitoyens, et le roi, fatigué des remontrances qu'il lui adressait, le fit citer à comparaître devant un grand conseil, pour y répondre de ce qu'on appelait sa désobéissance et sa rébellion.

Le patriote se préparait à se rendre à la citation, lorsqu'il apprit que, sans avoir égard à son innocence, on prononcerait un arrêt de bannissement contre lui et ses quatre fils. Alors le vieux chef résolut d'opposer sa popularité aux manœuvres de ses ennemis, et levant une armée, il se mit à sa tête, et fit demander au roi que plusieurs Normands, coupables d'exactions, fussent livrés au jugement de la nation. Édouard leva des troupes qu'il fit marcher contre celles de Godwin, et le roi et le chef du parti national traitèrent de puissance à puissance, jusqu'à ce qu'enfin Édouard, devenu le plus fort, fit condamner au bannissement Godwin et ses fils, qui allèrent chercher refuge à l'étranger, tandis que la malheureuse reine était emprisonnée dans un cloître comme fille et sœur des proscrits.

Les Normands purent croire leur triomphe com-

plet; car, après l'expulsion de Godwin, ils occupèrent le petit nombre de places qui jusque-là étaient restées entre les mains des Anglais. Le jeune duc des Normands, Guillaume, vint faire visite à son royal parent, et il put, selon l'expression d'un grand historien, « croire un moment qu'il n'avait pas quitté sa propre « terre, » tant il trouva de Normands établis sur le territoire anglais.

Cependant Godwin, dans l'exil, n'oubliait pas les intérêts de son pays. Un an après son expulsion, il reparut en Angleterre, où il fut bientôt à la tête d'une armée nationale. Avant de tirer une seule flèche, il envoya un message au roi pour lui exposer ses griefs, et celui-ci se décida à revoir la sentence qui l'avait condamné à l'exil. Bientôt Édouard et Godwin firent la paix, ils se donnèrent réciproquement des otages de leur foi, et on retira la reine Édith du couvent où elle avait été enfermée.

Au premier bruit de cette réconciliation, les Normands prirent la fuite. Un grand conseil national les bannit tous comme ennemis de la paix publique, fauteurs de discordes et calomniateurs des Anglais près de leur roi. La reine ne reprit pas seule sa place, il en fut de même de tous les Anglais qui avaient été chassés injustement de leurs charges données aux étrangers. Un an après cette victoire (1053), Godwin mourut subitement, frappé de mal pendant un banquet, peut-être empoisonné, et son fils Harold se mit à sa place à la tête du parti national.

L'histoire offre peu de caractères aussi attachants que celui d'Harold; mais l'Angleterre était destinée par la Providence à tomber sous le joug des Normands, et les vertus mêmes d'Harold servirent dans son audacieuse entreprise l'astucieux duc Guillaume. Deux des parents de Godwin, donnés en otage à Édouard, avaient été envoyés en garde au duc de Normandie;

Harold demanda au roi la permission d'aller les chercher pour les ramener en Angleterre. Édouard craignait les résultats de ce voyage, qui, effectivement, comme on le verra, aida puissamment le duc de Normandie dans l'exécution des projets qu'il avait depuis longtemps formés sur l'Angleterre. Il s'opposa longtemps au fatal voyage d'Harold, qu'il permit enfin.

Guillaume fit un excellent accueil à Harold; mais un jour où il lui marquait plus d'affection encore que de coutume, il lui dit confidentiellement que, dans le temps où Édouard, chassé d'Angleterre par les Danois, était l'hôte de son père, le duc de Normandie, il lui avait promis à lui-même de le faire son héritier si jamais il devenait roi d'Angleterre. « Harold, ajouta-« t-il, j'aimerais que tu m'aidasses à réaliser cette pro-« messe. » Harold, étonné, murmura quelques paroles qui semblèrent une adhésion à Guillaume, qui bientôt trouva moyen de lui faire jurer qu'il l'aiderait à obtenir le royaume d'Angleterre après la mort d'Édouard. Harold n'avait cru jurer que sur l'Évangile, ce qui, dans ce temps, était considéré comme l'un des serments les moins redoutables qu'on pût faire; mais l'astucieux Normand avait fait mettre sous l'autel où le livre était posé une cuve remplie de reliques; en sorte qu'Harold, qui croyait ne prêter qu'un serment simple, que peut-être il se réservait de violer, selon un abus trop fréquent dans ce temps, où ce n'était pas toujours par loyauté qu'on tenait son serment, mais le plus souvent par crainte du châtiment divin que pouvait entraîner sa violation; en sorte, disons-nous, qu'Harold vit avec terreur qu'il avait juré sur des reliques, dont quelques-unes avaient, dans les idées superstitieuses du temps, la propriété de punir immanquablement l'infraction du serment prêté sur elles.

Édouard cessa de vivre peu de temps après le fatal voyage d'Harold en Normandie; il ne laissait pas d'en-

fants; et comme il déclara en mourant qu'Harold était l'homme qu'il croyait le plus digne de lui succéder, celui-ci fut élu roi et sacré en 1066, le lendemain même du jour où mourut Édouard.

Harold est le dernier Saxon qui ait régné sur l'Angleterre, et son règne n'ayant été qu'une lutte héroïque contre Guillaume, les événements en trouveront naturellement place dans le récit de la conquête de l'Angleterre par les Normands; toutefois, nous ne nous séparerons pas des anciens possesseurs de la vieille Bretagne sans jeter un rapide coup d'œil sur l'époque que nous venons de parcourir, en ajoutant à ce que nous avons dit quelques détails sur la constitution politique et sur les lois, sur l'état des mœurs, sur la littérature, les arts et les sciences d'un pays alors si voisin encore de la barbarie, et qui depuis s'est mis, avec la France, à la tête de la civilisation européenne. Mais nous devons d'abord, retournant de plusieurs siècles en arrière, voir ce qui se passa en Écosse et en Irlande durant la longue et orageuse période que nous venons de parcourir.

CHAPITRE V.

L'Écosse et l'Irlande pendant la période saxonne. — Influence du clergé catholique dans les trois royaumes. — État des lettres, des sciences et des arts.

De l'an 547 à l'an 1066.

Écosse, *de* 547 *à* 1056. — L'Écosse ne fut pas complétement soumise au joug saxon, mais elle ne sut pas non plus s'y soustraire entièrement. Ide, fonda-

teur scandinave du royaume de Northumbrie (547), réunit, pendant un certain temps, le Theviot-dale, (la vallée du Théviot), le comté de Berwick et la presque totalité des trois Lothians sous un même sceptre, avec le Northumberland. A l'époque où s'opéra cette réunion qui ne dura guère, l'Écosse, telle que nous la connaissons, était divisée en cinq parties distinctes, habitées par des nations diverses. Tout le district montagneux, qui s'étend sous le nom de comté d'Argyle jusqu'à l'embouchure de la Clyde, était occupé par une colonie de Scots irlandais, venus de l'Ulster, qui, après avoir essayé plusieurs fois de s'établir sur les côtes du comté d'Argyle, s'y étaient enfin fixés vers l'an 503, où, s'accroissant par de nouvelles émigrations de Scots irlandais, ils formèrent enfin une véritable nation, la nation des Scots, dont nous avons fait *Écossais*. La vallée de la Clyde (*Clydesdale*), les comtés de Peeble, de Selkirk et une partie de celui de Roxburgh, formant ce qu'on appelait le royaume de Strath-Clyde, étaient habités par des Bretons, qui y avaient pris refuge contre les invasions romaines. Le Galloway était occupé par une race mixte, composée de Scots irlandais et de Pictes. Ces mêmes Pictes, qui semblent avoir été le peuple le plus nombreux en Écosse, occupaient encore les comtés de Fife, d'Angus, de Stirling et de Perth, et la plupart des comtés du nord-est, quoique dans quelques-uns de ces derniers il y eût des établissements de Scandinaves indépendants; enfin cette partie du pays soumise à la domination saxonne, dont nous avons précédemment parlé. Des monuments de cette domination restent encore sur la terre d'Écosse et notamment le nom de la capitale actuelle, d'Édimbourg, qui n'est autre que le nom germanique Edwinsburgh (château d'Edwin), qui fut donné à une forteresse qu'Edwin, roi de Northumbrie (de 617 à 633), fit élever sur les

rives du Forth. De longues et cruelles guerres eurent lieu entre les Saxons et les Écossais leurs voisins, et surtout entre les Scots et les Pictes, habitant l'Écosse les uns et les autres, et les luttes de ceux-ci durèrent acharnées jusqu'au jour où Aycha IV, roi des Scots, ayant épousé Urgaria, sœur du roi des Pictes, leur petit-fils, Kenneth-Mac-Alpine, réunit sur son front les deux couronnes qu'il réclamait, l'une du chef de son père, l'autre de celui de sa mère. De terribles batailles le firent roi, dit-on, et ses droits furent cimentés du sang des malheureux Pictes : ce qui est certain, c'est que le nom de ce dernier peuple disparaît complétement de l'histoire à partir du triomphe de Kenneth-Mac-Alpine, tandis que le roi des Scots et son peuple y occupent une grande place.

Lorsque Kenneth-Mac-Alpine (842) eut réuni sur sa tête la couronne des Pictes et celle des Scots, il repoussa les Saxons, et pour la première fois la terre qu'il occupait porte dans l'histoire le nom d'Écosse (*Scotland*). Kenneth peut être considéré comme le premier roi d'Écosse, étant le premier qui ait possédé un territoire assez étendu pour mériter le titre de royaume. Cependant les amateurs d'arbres généalogiques et de longues dynasties ne le comptent que comme le vingt-neuvième des rois des Scots irlandais venus dans la Calédonie, sous la conduite de Fergus, fils d'Éric, vers l'an 503. Les chroniqueurs ajoutent à la longue et fabuleuse histoire de Kenneth-Mac-Alpine que ce prince fut législateur, ce qui est bien possible, quoique les lois publiées sous son nom soient évidemment apocryphes.

Les descendants de Kenneth offrent une sombre et insignifiante procession de princes, dont les règnes successifs n'offrent qu'une monotone suite de crimes, de scènes de carnage, d'horreurs qui n'ont guère plus de moralité ou de résultats qu'une guerre d'éperviers

et de corbeaux. Nommons donc ici ces petits rois, sans nous arrêter lorsqu'ils ne pourront nous fournir quelques remarques capables d'éclairer l'histoire si embrouillée de ces temps barbares.

Kenneth eut pour successeur son frère Donald (859) à l'exclusion de son propre fils. L'héritage en ligne collatérale était en usage chez les Pictes et chez les Scots comme chez les Anglo-Saxons, pour prévenir les dangers qu'eussent pu amener de trop fréquentes minorités.

Constantin, fils de Kenneth, succéda à son tour à son oncle Donald, et, après sa mort, il eut lui-même pour successeurs Aodh, Locha et Grig, qui régnèrent conjointement. Après eux viennent Donald IV et Constantin III, qui forma avec le pirate Anlaf, *roi de la mer*, une confédération pour envahir l'Angleterre. Constantin et Anlaf furent vaincus, et échappé au carnage comme par miracle, le premier se retira dans un cloître (952), où il mourut.

Son successeur, Malcolm, le premier d'un nom célèbre dans les annales écossaises, ajouta à son territoire le Westmoreland et le Cumberland, qu'il reçut d'Edmond l'Ancien, à cette condition de devenir son allié, et de l'aider à défendre son royaume par terre et par mer.

On ne sait presque rien d'Induf et de Duff, qui succédèrent à Malcolm au trône d'Écosse; Culen, qui vint après eux, périt en 970 dans un soulèvement que causa l'outrage fait à une femme bretonne.

Kenneth III, fils de Malcolm Ier, monta alors sur le trône, soumit les Bretons du Strath-Clyde, et ajouta ainsi une province à son royaume. Sous le règne de ce prince, les Danois se présentèrent à l'embouchure du Tay. Kenneth marcha à leur rencontre, et remporta une victoire qu'attestent encore des pierres monumentales et des monticules qu'on voit au lieu même

où fut livrée la bataille, et sous lesquels des fouilles ont fait découvrir les armures et les ossements de ceux qui périrent dans cette journée (970). Kenneth mourut, à quelque temps de là, victime de la trahison d'une femme qui voulut venger sur lui la mort de son fils, qui pourtant avait été condamné légalement.

Après la mort de Kenneth III, les fils de deux de ses prédécesseurs se disputèrent la couronne d'Écosse. L'un des deux prétendants, Constantin IV, qui avait pris le titre de roi, périt en 995 dans une bataille. Son compétiteur, Kenneth IV, fils de Duff, fut à son tour détrôné et tué par Malcolm II, fils de Kenneth III. Cette guerre de succession, qui finit en 1003, n'avait pas duré moins de huit années pendant lesquelles le sang écossais avait coulé par torrents.

Malcolm II, prince habile et renommé, eut la gloire, quand presque toute l'Europe occidentale courbait la tête sous le joug des pirates du Nord, de repousser plusieurs fois les invasions des Northmen, et de les chasser définitivement des côtes et du sol de l'Écosse, où sous ses prédécesseurs, ils avaient déjà fait quelques établissements. La renommée de Malcolm lui valut une augmentation de territoire assez considérable; le comte du Northumberland lui céda ou mit sous sa protection (1020) le riche district du Lothian, le comté de Bervick et la partie inférieure de la vallée du Teviot (*Teviotdale*). La seule condition qui fut mise à cette cession importante, fut celle d'une amitié perpétuelle, qui plus tard se convertit en une prestation d'hommage des rois d'Écosse envers les rois d'Angleterre.

Malcolm, qui mourut paisiblement (1033), eut pour successeur ce Duncan, sur lequel Shakspeare a versé à pleines mains toutes les merveilles de sa poésie. Qui n'a lu Macbeth? et qui ne sent en voyant l'un près de l'autre ces deux noms, se réveiller en soi le sou-

venir de l'un des chefs-d'œuvre de l'esprit humain? Toutefois, sans se laisser éblouir par le prestige poétique qui l'entoure, l'historien doit rechercher ce qu'il y a d'importance réelle dans la légende empruntée à l'obscur chroniqueur Holinshed par l'immortel Shakspeare.

Duncan, petit-fils de Malcolm II par sa mère, monta sur le trône à la mort de son aïeul Malcolm (1033), et ne régna que six ans. Macbeth, qui était également petit-fils de Malcolm II par sa mère, disputa le trône à son parent. La femme de Macbeth, l'ambitieuse Graoch, qui le poussa au crime, avait, dit-on, de mortelles injures à venger sur Duncan. Voilà ce que Shakspeare a trouvé dans la légende ou dans l'histoire qui lui fournit aussi la merveilleuse apparition des trois sorcières qui saluèrent successivement Macbeth des noms de thane (ancien titre correspondant à celui de comte) de Cromarty, thane de Moray, et enfin de roi d'Écosse.

Mais Macbeth ne viola pas les lois de l'hospitalité, en assassinant Duncan dans sa propre maison et durant son sommeil; Duncan périt dans un combat à un endroit nommé Bothgowan, ou la maison du forgeron, près d'Elgin. Sa mort fut un acte de violence tout à fait dans les mœurs du temps, et on doit ajouter que Macbeth avait au trône des droits au moins égaux à ceux de Duncan, et que celui que Shakspeare a flétri comme un odieux tyran fut un roi ferme et équitable jusqu'au jour où le fils de Duncan marcha contre lui à la tête d'un parti puissant. Menacé dans une royauté qu'il n'avait pas craint d'acheter au prix du sang, Macbeth se crut entouré de traîtres, et sévissant contre plusieurs de ses nobles, il se les aliéna tous. Attaqué près de son château de Dunsinane, il crut, en voyant approcher les soldats de son rival couverts de branches d'arbres destinées à les garantir des ardeurs du

soleil, voir se réaliser une vieille prophétie qui lui annonçait sa perte le jour où la forêt de Birnam marcherait contre lui. Vaincu, il parvint pourtant à s'échapper, mais il fut rejoint par l'armée de Malcolm, et tué à Lumphananan, en 1056.

Toutefois l'histoire aura beau réclamer, Macbeth restera dans l'imagination ce que l'a fait Shakspeare, usurpateur sacrilége, aussi bien que tyran lâche et superstitieux.

Ce prince avait un fils, surnommé *Luach* ou *le Simple*, qui essaya de saisir la souveraineté après la mort de son père, et fut enfin tué à Essie, dans le Strath-Bogie, peu de temps après Macbeth (1056).

Irlande. — De l'Écosse, nos yeux se reportent naturellement sur l'Irlande. Nous avons retracé les traits importants de son histoire fabuleuse et héroïque, il nous reste maintenant à marquer les principaux événements qui se passèrent dans cette partie de la Grande-Bretagne, depuis l'introduction du christianisme jusqu'à la conquête de l'Angleterre par les Normands; c'est-à-dire, durant un espace d'environ six cents années.

Le fait qui va désormais signaler cette histoire, c'est l'introduction du christianisme, et le premier grand homme que nous rencontrons sur la terre des anciens Tuatha-de-Danaans, c'est Patrice, le saint apôtre de l'Irlande. A l'époque de l'apparition du christianisme dans l'île d'Érin, les prêtres, druides ou mages orientaux, y étaient encore tout-puissants; organisés en collége, ils étaient révérés d'une façon toute particulière dans la Gaule entière, qui donnait à l'île d'Érin le nom d'*Ile sacrée*. Le christianisme n'eut donc pas à vaincre en Irlande une religion entamée déjà par le polythéisme romain, ou ce polythéisme lui-même, mal établi encore et déjà usé par un scepticisme corrupteur, ainsi qu'il arriva dans presque tout

le reste du monde, où Rome avait porté sa religion avec ses armes; mais bien un peuple attaché opiniâtrément à d'anciennes coutumes, des prêtres, croyants encore peut-être, et avides d'un pouvoir qu'ils ne pouvaient conserver qu'à l'abri de l'antique superstition, enfin des mœurs barbares totalement opposées à l'esprit de la foi nouvelle, considérées jusque-là comme héroïques et célébrées par les bardes. Nous verrons comment saint Patrice accomplit presque seul sa sainte mission, et comment l'Irlande fut plus complétement convertie que le reste de la Grande-Bretagne.

Patrick ou Patrice, l'apôtre de l'Irlande, était, à ce qu'il paraît, originaire de la Bretagne armorique, et on fixe la date de sa naissance à l'an 387 de notre ère. Fait prisonnier vers 403 par des pirates irlandais, il fut emmené par eux dans leur pays, et vendu comme esclave à un cultivateur nommé Milcho, qui le fit gardien de ses troupeaux. Or, le jeune Patrice qui avait seize ans lorsqu'il fut fait prisonnier, avait été élevé dans la foi chrétienne; il lui resta fidèle, et priant Dieu dans la solitude, sa piété prit le caractère le plus marqué d'exaltation mystique. Ayant recouvré sa liberté après sept années d'esclavage, laps de temps au bout duquel l'esclave des Scots devenait légalement libre, il revint dans sa patrie, où il ne tarda guère à embrasser la vie religieuse et entra au monastère de Saint-Martin de Tours.

Or, l'esprit du jeune chrétien était vivement frappé du souvenir des pauvres idolâtres d'Irlande; il les voyait en songe, et dans la veille même il avait de véritables visions dans lesquelles il les entendait s'écrier : « Nous t'en supplions, saint jeune homme, viens et demeure encore parmi nous! » Diverses missions dont il fut chargé le détournèrent de cette Irlande vers laquelle le portaient tous ses vœux, jusqu'au jour où, ayant été sacré évêque, il fut libre de

choisir ceux qu'il devait prêcher. Autorisé par le pape, il débarqua pour la seconde fois en Irlande en 432, âgé d'environ quarante-cinq ans.

Patrice avait essayé vainement de convertir son ancien maître et les autres Irlandais qu'il avait connus, lorsque la veille de Pâques, s'étant peut-être sans le savoir mis en contravention à la loi religieuse du pays en allumant le feu pascal dans un moment où les rites de l'île ordonnaient que tous les feux fussent éteints, l'apôtre fut conduit devant le roi Léogaire. Celui-ci avait demandé à ses prêtres quel était l'audacieux qui avait osé violer une loi sacrée, ce que signifiait cette violation, et ceux-ci lui avaient donné cette réponse : « Le feu qui vient d'être allumé sous nos yeux, à moins qu'on ne l'éteigne cette nuit, durera à jamais, il s'élèvera au-dessus de tous les feux de nos anciens rites et celui qui l'a allumé détruira votre royaume. » Épouvanté autant que frappé de colère, le roi envoya sur-le-champ des messagers chargés de sommer l'apôtre de comparaître devant lui. Les princes s'assirent en cercle sur l'herbe, comme c'était leur coutume lorsqu'ils étaient juges, et dans cette posture, ils attendirent le délinquant qu'on était allé cherché. On dit que lorsque l'apôtre arriva, l'un d'eux, Here, fils de Dego, frappé de son aspect vénérable, se leva pour le saluer.

Sans se laisser intimider par le mécontentement évident des autres chefs au milieu desquels il se trouvait, le saint apôtre exposa sa mission et sut obtenir la permission de prêcher le lendemain devant le roi et les chefs assemblés; après quoi, il soutint contre les mages ou druides les plus renommés pour leur science, une controverse dans laquelle la victoire lui resta. Le chef des bardes, l'archipoëte Dubtach, fut le premier qui se convertit, dit-on; le roi et la reine suivirent de près, selon quelques chroniqueurs, et Patrice reçut

la permission de prêcher la foi nouvelle, sous cette seule condition de n'enfreindre ni les lois ni la paix du royaume. Le christianisme trouva de nombreux prosélytes parmi les femmes, les faibles et les opprimés; les grands ne vinrent que plus tard. Les deux filles du roi Léogaire, Ethnea et Fethlimia, ne furent pas des dernières à se convertir. Un jour, elles rencontrèrent dans une plaine du Connaught, Patrice qui célébrait la messe entouré de ses diacres. Surprises de voir au milieu d'un bocage, près d'une source où elles étaient venues pour se baigner, des hommes vénérables vêtus de longues robes blanches (probablement des aubes) et portant des livres dans leurs mains, elles les prirent pour des êtres d'une essence supérieure, les questionnèrent, et, subjuguées par leur science et leur douceur, embrassèrent à l'heure même la foi qu'ils leur annonçaient. Peu après, les deux jeunes princesses entrèrent en religion.

Mais Patrice ne bornait pas sa sainte mission à de si faciles conversions; un jour, de ses propres mains il renversa au milieu d'un sacrifice l'horrible idole à laquelle les druides irlandais, comme jadis les adorateurs de Moloch, sacrifiaient des victimes humaines, et bientôt une église chrétienne s'éleva au lieu même où avait coulé le sang. Enfin, dans un assez court espace de temps, saint Patrice convertit presque toute l'Irlande, sans qu'il en coûtât la vie à aucun homme qu'à un pauvre serviteur nommé Odran, qui se fit tuer volontairement par un fanatique, auquel il laissa croire qu'il était le saint que celui-ci voulait assassiner.

Une fois sa mission apostolique accomplie, Patrice fonda en Irlande la hiérarchie religieuse; il y établit plusieurs évêchés, et plaça son siége primatial à Armagh, qu'il ne quitta plus guère que pour aller à un lieu de retraite nommé Sabhul, où il mourut à l'âge de soixante-dix-huit ans (493).

Tout le clergé d'Irlande se réunit pour célébrer les obsèques de cet illustre apôtre, qui durèrent plusieurs jours; son siége primatial fut après lui occupé par son disciple Benignus, qu'il avait lui-même désigné, et à partir de ce moment l'Irlande véritablement chrétienne eut dans le monde catholique le nom d'*Ile des Saints*, qui remplaçait, comme nous l'avons dit, son surnom d'*Ile sacrée*. La mission de Patrice fut un chef-d'œuvre d'intelligence aussi bien que de courage et de foi. On vit l'apôtre permettre aux néophytes tout ce qui, dans leur ancien culte, dans leurs cérémonies sacrées, n'allait pas contre l'esprit du christianisme. Cette condescendance du saint a laissé jusqu'à nos jours dans le rite irlandais certaines pratiques, superstitieuses si l'on veut, mais touchantes à coup sûr pour celui qui sait comment elles s'y sont conservées.

Le rapide succès de la mission de saint Patrice est peut-être sans exemple, et nulle part autant qu'en Irlande la foi nouvelle n'influa sur les mœurs des nouveaux convertis, si l'on en croit les annalistes. A partir de l'introduction du christianisme, l'histoire de cette île prend un caractère nouveau; au lieu des querelles furieuses entre les rois et les chefs, qui en formaient auparavant l'action principale et l'intérêt, l'œil se repose sur les triomphes purs et paisibles de la religion. D'illustres saints, hommes ou femmes, brillent à la place des grands guerriers, l'épée cède non à la toge, mais au froc et au voile; et la solitaire cellule des pieux reclus devient la scène de la renommée. Remarquons toutefois que presque tous les récits qui nous restent sur ces temps ont été tracés par la main des moines qui, moralistes chrétiens, groupent habilement sur le premier plan les saints aux vertus pacifiques; et que si nous regardons attentivement le fond du tableau, il nous présentera confusément,

mais visibles pourtant, des scènes de sang et de carnage, l'appel constant au glaive, la chute et l'élévation subites des rois. Faisons toutefois comme les annalistes de ce temps, et tenons un peu ces choses dans l'ombre, car celles qui sont véritablement grandes et vivantes sont bien celles qu'ils ont fait ressortir; les autres n'étant que les dernières convulsions, le râle de la barbarie expirante.

On dispute encore aujourd'hui sur cette question de savoir si Pélage fut Irlandais ou Breton, et si le monastère du fond duquel il envoya à Rome son audacieux défi, fut Bangor, dans le pays de Galles, ou Banchor, près de Carrikfergus, en Irlande. Ce qui est certain, c'est que son disciple Celestius était Scot irlandais. Celestius, moine rêveur, intelligent et mystique, fut à Pélage ce que Mélanchton fut à Luther. Du reste, Pélage et Celestius étaient l'un et l'autre chrétiens et hérésiarques avant l'époque que, d'après les meilleures autorités, nous avons cru pouvoir assigner à la conversion de l'Irlande.

Saint Patrice avait couvert de monastères et d'églises la vieille île des druides orientaux : des hommes pieux continuèrent sa mission après sa mort, et parmi eux les Irlandais citent Benignus, Declan et Ibar, disciples de saint Patrice, et l'évêque Secundinus, auquel la liturgie est redevable d'une hymne en l'honneur de saint Patrice.

Au commencement du VIe siècle, le christianisme était presque devenu la religion universelle de l'île d'Erin, et avant le VIIe, l'église d'Irlande s'honorait de saints nombreux dont nous citerons quelques-uns.

Saint Columba ou Columbkill, qu'on a souvent confondu avec saint Colomban, fut tellement mêlé aux affaires publiques de son pays et à celles des Scots de la Calédonie, qu'il convertit au christianisme, qu'une biographie complète de ce grand homme suf-

firait à bien montrer l'histoire de l'Irlande de son temps. Par malheur, la biographie n'étant ici que la légende, présente presque autant d'incertitude et d'obscurité que l'histoire civile de ce temps.

Columbkill naquit en 519; son père était de race royale, sa mère était née princesse. Nommé Crimthan à sa naissance, la douceur et la simplicité de son caractère le firent bientôt appeler Columba, qui dans la suite devint Columbkill. Columba fut élevé au séminaire, et il n'avait pas plus de vingt-cinq ans lorsqu'il fonda le monastère de Doire-Calgach, dont la ville de Derry a pris son nom. Il fonda encore un autre monastère; puis, avide de choses difficiles, il résolut de porter la foi chrétienne aux Pictes restés idolâtres. Il commença par fonder un monastère dans la petite île d'Iona, où il s'établit avec douze disciples; puis il se rendit à la cour du rois des Scots des montagnes, son parent. Il passa de là chez les Pictes, où, trouvant les portes de la demeure du roi fermées au bruit de son arrivée, il les ouvrit d'un signe de croix, dit la légende. Le bruit de ce miracle attira le roi, qui en dépit des druides voulut voir le saint et ne tarda pas à se faire chrétien.

Les travaux apostoliques de Columbkill le conduisirent aux îles occidentales, qu'il convertit; et il paraît qu'il étendit ses soins vigilants aux affaires temporelles du royaume des Scots, et qu'il eut la gloire de convertir quelques Saxons. Le roi des Scots calédoniens étant mort pendant la mission de Columbkill, celui-ci fut choisi pour inaugurer le nouveau roi.

Saint Columba s'éteignit doucement dans sa soixante-seizième année, et la légende rapporte qu'il avait été miraculeusement prévenu de sa mort. Le nom de Columbkill, que Columba reçut de ses contemporains, et qui veut dire Colombe des églises, lui fut donné à cause du grand nombre d'églises qu'il avait fait bâtir.

Comme nous l'avons dit, on a souvent confondu Columbkill avec un autre Irlandais bien connu dans l'histoire, et qui en France et en Italie fit de puissants efforts pour établir régulièrement les ordres religieux; mais saint Columban ne naquit qu'en 559, c'est-à-dire, quarante ans environ après Columbkill. Columban peut être considéré comme le type du missionnaire; mais comme son action ne s'exerça pas dans son pays, mais bien en Gaule, nous ne devons nous occuper ici de lui que pour ne pas priver l'Irlande de l'éclat qu'un grand homme jette toujours sur sa patrie. Columban mourut en Italie en 615, « objet, dit M. Guizot, de la vénération de tous les peuples au milieu desquels il avait promené son orageuse activité. »

L'institution des couvents de femmes en Irlande date de la fin du ve siècle, et fut due à sainte Brigide. L'ordre qu'elle institua eut bientôt étendu ses branches sur tout le pays. Brigide est une des gloires religieuses de l'Irlande; elle est la patronne de cette île comme saint Patrice est son patron, et dans le culte qu'on lui rend, on trouve, comme dans celui de l'apôtre, certaines cérémonies bizarres, restes de l'ancienne idolâtrie. Brigide mourut, en 525, au monastère de Kildare, qu'elle avait fondé; elle avait alors 74 ans. Aux noms de saint Patrice, de Columbkill et de Brigide, les Irlandais en ajoutent beaucoup d'autres dignes de vénération, que les bornes de cet ouvrage nous obligent d'omettre.

Après nous être occupés de l'histoire religieuse de l'Irlande, rentrons dans son histoire politique, et disons quelques mots de la constitution irlandaise, constitution qui se perd dans la nuit des temps, et dura avec peu ou point de modifications jusqu'à la conquête d'Henri II.

L'Irlande était divisée en un certain nombre de petites royautés, dont les chefs respectifs étaient tous

soumis de nom, mais presque jamais de fait, à un monarque suprême, *armriagh*. Les couronnes étaient à la fois héréditaires et électives, la constitution ne reconnaissant pas le droit de primogéniture. Le successeur du roi suprême, le *roydamna*, était choisi du vivant de celui-ci, et investi des hautes fonctions de chef de l'armée et principal juge, ce qui se répétait dans chacune des petites principautés. On voit combien d'éléments de guerre contenait ce système; et on ne s'étonnera pas que la malheureuse Irlande, livrée en raison même des vices de sa constitution à l'anarchie et à la guerre civile, soit devenue une facile proie pour les hommes du Nord.

Ces formidables pirates visitèrent, dit-on, les rivages de l'Irlande en 787; mais ce n'est que huit ans plus tard qu'on leur voit y prendre terre, et leur premier exploit fut la dévastation de la petite île de Rachlin (795). Le roi suprême qui à cette époque régnait sur l'Irlande, était Aidus ou Ædan, durant le règne duquel les pirates firent plusieurs descentes sur la côte nord-ouest, dévastèrent l'île d'Iona, et ravagèrent les monastères, dont non-seulement ils emportèrent les riches dépouilles, mais dont ils massacrèrent les moines en mettant le feu aux édifices.

Soit que l'esprit du christianisme eût amolli les Irlandais en adoucissant leurs mœurs, soit que la stupeur les empêchât de courir aux armes, ils ne firent d'abord presque aucune défense; mais dès l'année 810, ils avaient déjà plusieurs fois repoussé les envahisseurs, qui furent chassés en 812. La rage des Danois contre les Irlandais venait-elle, comme le prétendent certains historiens, de l'alliance qu'avait conclue le roi d'Irlande avec Charlemagne, alliance dont ils ne peuvent alléguer d'autre preuve que celle que leur fournit une vieille tapisserie de Versailles, où le roi d'Irlande, reconnaissable à sa harpe, se trouve mêlé à un

groupe de princes qui entourent le grand homme et qui tous furent alliés de Charlemagne?

L'invasion des pirates danois, la domination tyrannique de leur chef Turgesius, n'offrent à l'œil qu'une monotone suite de pillages, de massacres et de dévastations. Cette domination, qui dura trente années, ne s'exerça pas absolument sans résistance pourtant; mais il est triste de remarquer que le seul nom national qui surgisse de cet abîme de maux est celui de Feidlim, roi de Cashel, et que ce prince usa sa bravoure et ses talents dans la guerre civile, au profit d'une ambition égoïste, au lieu de les employer à repousser l'ennemi étranger.

L'année 837 vit arriver en Irlande un renfort de troupes danoises, et la rage de ces nouveaux venus tomba encore sur les églises, sur les moines et sur les monastères, où ils trouvaient un butin assuré, s'emparant des vases sacrés, et profanant les saints reliquaires, dont ils emportaient soigneusement l'or et les pierreries. Turgesius mourut assassiné en 844; sa mort fut le signal d'un soulèvement général des Irlandais, et les pirates se virent en peu de jours exterminés ou obligés de remonter sur leurs vaisseaux, d'où quelques-uns regagnèrent à grand'peine leur pays natal.

Mais les Irlandais se réjouirent trop tôt d'une délivrance qui ne devait être que momentanée. Les Danois revinrent en force en 849, et l'Irlande, lasse de combattre, traita lâchement avec eux et acheta leur retraite.

L'an 853, trois chefs norwégiens, Anlaf, Ivar et Sitric, s'emparèrent des trois grandes villes maritimes de l'Irlande : Dublin, Limerick et Waterford; ils s'y établirent, et de là levèrent tribut sur toute l'île, qui n'en continuait pas moins à avoir ses rois, dont les annalistes enregistrent complaisamment les noms insignifiants et les petites guerres intestines.

Les Danois furent encore une fois momentanément expulsés de Dublin au commencement du xe siècle; mais ils y revinrent bientôt, et s'y virent établis plus solidement que jamais, lorsqu'en 948, leur chef Anlaf reçut le baptême. Il ne semble pas du reste que ce changement de religion ait diminué la barbarie des Danois; chrétiens de nom, on les voit commettre les mêmes exactions, les mêmes crimes. Le peuple, les églises, les monastères, subissent également leurs rapines et leurs cruautés, qu'ils croient racheter en fondant de nouvelles églises, de nouveaux monastères. Ceux qui ne se sont pas faits chrétiens, et le nombre en est grand, dévastent de leur côté avec une double rage les saints édifices, et y mettant le feu, donnent la mort aux prêtres sans défense qui les habitent: Probus, historien de saint Patrice, périt de cette mort misérable avec un grand nombre de ses frères, dans l'incendie de l'église de Slane (950), et on cite des destructions de monastères, où plusieurs milliers de moines furent dévorés à la fois par les flammes.

Cependant les pirates danois établis sur la terre d'Irlande étaient divisés entre eux, et si un homme véritablement digne de ce nom se fût levé, ils eussent été à l'instant même repoussés du sol qu'ils avaient envahi. Mais quand les Irlandais prenaient les armes, c'était pour se combattre les uns les autres, au profit de la misérable ambition de quelque chieftain, et peu d'hommes surent s'élever au-dessus de cette honteuse vanité. Mukertach, roi principal d'Irlande (926), vécut trop peu de temps pour affranchir son pays du joug, mais battit maintes fois les Danois, et fit prisonnier un de leurs chefs, Sitric.

Brian-Boru, un des nombreux fils de Kennedy, roi du Munster, était âgé de trente-quatre ans environ, lorsque son frère Mahon monta sur le trône. Les deux frères avaient déjà maintes fois inquiété les Danois

et empêché leurs pillages, quand l'aîné devint roi : ils continuèrent vaillamment l'œuvre d'affranchissement, remportant de fréquentes victoires, dans lesquelles 3,000 Danois restèrent parfois sur un seul champ de bataille.

Mahon fut tué en trahison par un chef irlandais, l'an 976, et son frère lui succéda sur le trône du Munster ; cependant il n'était pas chef suprême, et ce haut rang appartenait à Malachy, roi du Leinster, qui de son côté gagnait d'importantes victoires sur les Danois.

Après avoir vengé la mort de son frère, Brian continua l'œuvre de délivrance que tous deux s'étaient donnée pour tâche, et vers l'an 982, toute la partie sud de l'Irlande était à peu près affranchie de la domination danoise.

Mais pendant que Brian délivrait ainsi son pays du joug étranger, Malachy, roi du Leinster, lui suscitait la guerre. Le Leinster fut soumis par le héros, et dut lui payer un tribut, d'où lui vint son nom de Boru, puis on le vit poursuivre ses victoires sur les Danois, qu'il assiégea dans Dublin (989), qu'il soumit et força de lui payer tribut.

Brian Boru vainquit de nouveau les Danois à Dublin en 994, et l'an 997 il fit la paix avec le roi du Leinster. Tous deux se réunirent contre l'envahisseur, et ensemble ils remportèrent une grande victoire sur les Danois en 1000.

Mais Brian aspirait désormais au rang suprême, il voulait être roi des rois d'Irlande, et l'année 1001 le vit accomplir cet ambitieux projet. Parvenu à la souveraineté suprême, Brian soumit l'île entière à son pouvoir, y compris les chefs danois, qu'il amena à lui payer tribut. L'an 1013, les Irlandais du Leinster s'allièrent avec les Danois ; la paix qui avait duré douze années, fut troublée de nouveau, et Brian dut reprendre les armes. Les pirates du Nord, appelés sans

doute par les Danois d'Irlande, tentèrent une nouvelle invasion; il s'ensuivit une terrible bataille à Clontarf dans la plaine de Dublin. Des calculs modérés portent à 6,000 le nombre des hommes qui succombèrent des deux côtés dans cette journée où périt Brian Boru, tué traîtreusement après la bataille tandis que, retiré dans sa tente, il priait pour son fils qu'il venait de voir périr sous ses yeux.

Avant de mourir, Brian avait vaincu; ses funérailles furent une sorte de triomphe. Mais les Danois n'étaient pas chassés de l'Irlande; et jusqu'à l'an 1070, où ils reconnurent pour roi un chef irlandais nommé Murchad, on ne peut pas les regarder comme véritablement soumis.

Suspendant ici pour un moment l'histoire politique des trois royaumes de la Grande-Bretagne, examinons quel fut l'état des lettres, des sciences et des arts pendant la période de 600 années qui s'écoula entre la conquête des Saxons et celle des Normands.

Littérature, sciences et arts, *de* 450 *à* 1066. — Comme nous l'avons dit précédemment, jusqu'à l'époque de l'invasion saxonne, la Bretagne n'a pas d'historiens nationaux, et le peu que nous savons d'elle, nous a été transmis par les Romains ou par des écrivains postérieurs qui ont reconstruit, à l'aide des chants des bardes et des traditions populaires, une histoire souvent fabuleuse.

Les Saxons ont laissé de nombreux monuments historiques, parmi lesquels nous citerons l'*Histoire d'Angleterre,* de Bède le Vénérable, qui vécut de 672 à 735. Sous ce nom d'Histoire sacrée ou ecclésiastique, qu'il a en commun avec Grégoire de Tours, Orderic Vital et tant d'autres chroniqueurs, Bède a fait une véritable histoire d'Angleterre.

Avant lui on cite les écrivains : Gildas, qui vivait au VIe siècle et dont on a une *Histoire d'Angleterre* et

une *Épître satirique sur les princes et les ecclésiastiques*, Nennius, saint Dunstan, auteur de *la Concorde des règles*, le roi Alfred, duquel on a un curieux *Corps de lois* rédigé en saxon; en outre, des traductions du latin en saxon de Boëce, de Bède, de Paul-Orose; et enfin, un admirable testament.

La *Biographie du roi Alfred* par Asser, qui fut son chapelain, est un précieux morceau d'histoire qui date du xe siècle. Il faut enfin ajouter à ces quelques ouvrages les légendes de saints, dont quelques-unes offrent le plus grand intérêt, soit historique, soit littéraire.

Au temps de la domination saxonne remontent les *Triades*, poëmes gallois qui ont une très-haute antiquité, quoique leur forme actuelle ne date que du IXe ou même du XIe siècle, et les légendes sur Arthur, roi de Cornouaille, qui ont servi de base aux romans et aux poëmes dont ce prince et les chevaliers de la Table ronde sont les héros.

Les Saxons ont aussi laissé des chants nationaux, et dans plusieurs de ces chants, postérieurs à l'invasion danoise, les descendants d'Hengist et d'Horsa, vaincus à leur tour et devenus serfs sur la terre qu'ils avaient jadis conquise, gémissent douloureusement sous le joug étranger, comme les pauvres Bretons avaient gémi sous le leur.

Mais le plus fameux des poëmes anglo-saxons est celui de Cœdmon, moine du VIIIe siècle; *La Création*, dont il nous est resté de nombreux fragments, qui souvent, dit-on, semblent traduits vers pour vers par Milton dans son admirable *Paradis perdu*.

L'Occident reconnaît pour l'un des fondateurs de la scolastique, l'Anglais Alcuin, qui vécut à la cour de Charlemagne.

Remarquons ici que les deux fameuses universités de Cambridge et d'Oxford furent réellement fondées

par les Anglo-Saxons, sous le simple titre d'écoles, la première dans le VIIe siècle, la seconde dans le IXe par le grand Alfred.

Les Danois n'occupèrent que peu de temps le sol anglais, où leur passage a été constaté, non par leurs propres historiens, mais par ceux de la nation saxonne.

Les monuments de l'architecture abondent sur le territoire anglais, et il n'est pas toujours facile d'assigner l'époque de leur origine. Outre les monuments druidiques dont nous avons précédemment parlé, on trouve en Angleterre plusieurs de ces énormes constructions attribuées aux Pélasges dans la Grèce et dans l'Italie, et que presque partout le peuple appelle *Œuvre des géants;* mais les Saxons semblent n'avoir laissé que très-peu de monuments d'architecture.

Jusqu'au VIIIe siècle, peut-être même jusqu'à la conquête normande, les arts furent moins florissants en Angleterre que chez nous. Souvent les Anglo-Saxons avaient recours à des artistes français, surtout normands. Le monastère de Vermouth, bâti vers 675, fut construit par des ouvriers français ainsi que la célèbre cathédrale d'Hexham (673); et ceci peut servir à expliquer le peu de différence qui existe entre les constructions normandes du temps de la conquête et les constructions saxonnes antérieures à cette conquête; ressemblance qui a fait penser à beaucoup d'archéologues qu'il n'y avait en Angleterre d'autres monuments saxons que des monuments en bois dont rien ne subsiste plus, et attribuer aux conquérants des œuvres aujourd'hui reconnues pour saxonnes.

Quant à la peinture, l'art en était encore presque inconnu à l'Occident, si ce n'est pour les enluminures des manuscrits, et les Saxons ont laissé en ce genre quelques monuments véritablement incomparables. Les tapisseries étaient aussi en quelque sorte un genre

de peinture, et les femmes anglo-saxonnes y excellaient, comme les moines dans les enluminures.

La musique des vieux Bretons se conserva dans le pays de Galles où les bardes s'étaient réfugiés; et dès le milieu du VIIe siècle, on voit ces bardes tenir un *Eisteddwood* (fête musicale) pour établir les règles de la poésie et de la musique.

Les Saxons apportèrent en Angleterre leur musique. Le caractère de leurs airs nationaux contrastait fortement avec la musique des Celtes. Les mélodies des Saxons se distinguent par une sensibilité et une énergie qui va droit à l'âme, de la musique des Celtes ardente, impétueuse, et pleine d'une sorte de mélancolie sauvage.

On assigne souvent une origine orientale à la musique écossaise et à la musique irlandaise, qui ne se modifièrent guère pendant le laps de temps que nous venons de parcourir. Cette musique semble spécialement composée pour la cornemuse, instrument national des Écossais.

Le chant grégorien s'introduisit de bonne heure dans les églises saxonnes; des écoles de musique furent établies dans un grand nombre de monastères.

L'orgue a été introduit dans les églises d'Angleterre plus tôt qu'en France. Chez nous il semble n'avoir été connu que vers le XIIe siècle, tandis qu'en Angleterre il y en avait dès le Xe. Le premier dont il soit fait mention est celui de Westminster, qui avait 400 tuyaux et 26 soufflets, qui, pour être mis en mouvement, requéraient l'emploi de 70 hommes vigoureux.

Parmi les musiciens de l'époque saxonne, nous choisirons, au milieu des noms d'ecclésiastiques nombreux, ceux de Bède le Vénérable et de saint Dunstan. Le roi Alfred, qui jouait de la harpe avec talent, fonda, dit-on, une chaire de musique à l'université d'Oxford.

Bon nombre de mots de la langue des vieux Bretons, le celtique, passèrent dans l'idiome saxon, avec lequel ils se combinèrent. L'invasion scandinave vint ajouter de nouveaux éléments à une langue qui ramassait de tous côtés les mots de son dictionnaire.

Les chefs saxons avaient le titre et les attributions des rois. Les premiers de ces chefs étaient considérés par leur peuple comme les descendants d'Odin, le Jupiter de la mythologie scandinave, qui resta pour eux le type du héros guerrier, et dont ils s'appelèrent encore les fils lorsqu'ils furent devenus chrétiens. Les rois, tout-puissants en temps de guerre, étaient, pendant la paix, obligés de soumettre toutes leurs décisions à un conseil national appelé *wittena-gemot* (*assemblée des sages*), et composé des évêques, des comtes (*eorls*), de quelques seigneurs (*thanes*) et de tous les grands propriétaires. Son consentement était indispensable à la validité des lois ; mais il paraît qu'outre le wittena-gemot il y avait une assemblée populaire qui, par ses acclamations, consacrait la loi.

Les habitants de l'Angleterre, divisés en hommes libres et en esclaves, étaient subdivisés en un assez grand nombre de classes qu'il n'est pas aujourd'hui facile de reconnaître.

La punition des crimes était rachetable par une amende proportionnée à la qualité de la partie lésée.

Telles sont, à peu près, les seules notions qui nous restent sur les mœurs et la constitution des Saxons, notions incertaines qui, depuis longues années, offrent de nombreux sujets de débat aux historiens, aux publicistes et aux archéologues.

Nous ne savons véritablement trop si on peut dire que durant l'époque que nous venons de traverser, les Écossais aient eu réellement une littérature et des beaux-arts; et déjà n'avons-nous pas parlé de leur mélancolique musique, de leur vague et rêveuse poésie,

auxquelles on peut à peine joindre quelques grossières ébauches d'architecture, châteaux forts ou monastères; quelques églises le plus souvent de bois et d'argile, enfin quelques légendes de saints, des annales de monastères à peine ébauchées, et des traditions recueillies beaucoup plus tard par les chroniqueurs indigènes ou anglais?

Quant à l'Irlande, c'est autre chose; les chants de ses bardes, qui restèrent fortement organisés en colléges, à une époque de beaucoup postérieure à celle à laquelle nous sommes arrivés; les récits historiques des *seanachies*, les écrivains ecclésiastiques qui y abondent depuis la mission de saint Patrick, lui forment une littérature très-riche et très-digne d'attention, par malheur encore ensevelie en grande partie sous la poussière des bibliothèques.

Columban, dont les historiens français nous ont conservé d'éloquents discours, et dont l'Église d'Irlande chante encore les hymnes sacrées, fut, on le sait, savant dans le grec et dans l'hébreu, en même temps que poëte et orateur. Un moine irlandais du nom de Virgile devance dans ses savants écrits la découverte de la forme sphérique de la terre. Les annalistes, et particulièrement Tigernach, ont aussi conservé des pièces de vers de ce temps, et parmi elles quelques distiques de l'archipoëte Dubtach, un des premiers Irlandais convertis par Patrice. Un autre Irlandais, Sedulius, prenait place parmi les derniers poëtes classiques latins. Enfin on cite les noms irlandais des poëtes royaux ou *filea*, Fotadh, Maolmura, Flann-Mac-Lonan, surnommé le *Virgile de la nation des Scots*, de Cormac, roi du Munster, auteur d'un livre encore existant au XVIIIe siècle et fameux sous le nom de *Psautier de Cashel;* et on sait d'une manière certaine que la rime était en usage parmi les poëtes irlandais, qui s'en servaient, soit qu'ils écrivissent dans

leur langue maternelle, soit qu'ils composassent en latin.

Mais le plus justement célèbre des Irlandais dans la période que nous venons de parcourir, est Jean Scot ou Érigène (IXe siècle), qui vécut à la cour de Charles le Chauve. Le plus important des ouvrages de Jean Scot a pour titre *De la nature des choses, ou de la division des natures.*

Les auteurs des Vies de saints, tels que Probus ou Coenachair, dont la Vie de saint Patrice est un excellent morceau d'histoire, et l'auteur de la Vie de saint Columbkill, dont on peut faire le même éloge, sont véritablement à cette époque les historiens de l'Irlande. Ajoutons que dès avant le temps où nous sommes arrivés, la science, aussi bien que la piété des monastères irlandais, était universellement renommée, et que les moines de ce pays avaient fondé sur le continent divers couvents devenus fameux.

La musique instrumentale semble avoir presque toujours accompagné le chant chez les Irlandais, et la harpe ou *cruit,* qui figure dans les armes d'Irlande, mais dont on ne sait pas précisément la forme, fut introduite, sinon inventée, dans l'île d'Erin, à une époque très-reculée. Des airs connus sous le nom de mélodies irlandaises, sont probablement aussi d'une date fort ancienne. La musique d'église d'Irlande avait une grande réputation dès le VIIe siècle.

Il paraît que l'architecture en pierre, dont il reste de si beaux et si solides monuments sur le sol de l'antique Irlande, avait disparu de ce pays longtemps avant la mission de Patrice, et il ne paraît pas qu'elle y ait reparu jusqu'au XIIe siècle, si ce n'est dans l'érection de quelques petits oratoires, élevés par de pieux pèlerins au retour de leurs longs voyages. Les bâtiments semblent alors, et quelle que fût leur étendue, avoir été exclusivement construits en bois, en roseaux et en

argile, et on pourrait citer à l'appui de cette opinion, les incendies tant de fois renouvelés par les Danois, de ces monastères dont plusieurs contenaient jusqu'à trois mille moines, et que chaque fois il fallait reconstruire à neuf, ce qui n'eût pas été nécessaire s'ils eussent été élevés en pierre.

Les légendaires nous disent des merveilles du talent des lapidaires, des peintres et des ouvriers en métaux de ce temps barbare; mais on sait combien les peuples enfants s'émerveillent de peu, et l'admirable crosse de saint Patrice, la châsse du tombeau de sainte Brigide n'étaient probablement des chefs-d'œuvre que comparativement aux grossiers travaux des artisans de ce temps.

Nous ne terminerons pas ce rapide aperçu sans parler du corps de lois connu sous le nom de Lois Bréhonnes. Ces lois, qui tirent, dit-on, leur nom des anciens juges ou législateurs nommés Bréhons, semblent avoir été longtemps non écrites et conservées par la tradition. Pour arriver aux degrés élevés dans les colléges des bardes, ceux-ci étaient obligés d'apprendre ces lois par cœur, afin d'aider, le cas échéant, la mémoire défaillante des juges. Il paraît que ces lois, qui sont aujourd'hui bien connues, furent recueillies, mises en ordre, et écrites vers le VIIe siècle.

Et maintenant, suspendant ici cette esquisse, reprenons le récit des faits, et entrons dans ce qu'on regarde comme étant plus spécialement l'histoire de la Grande-Bretagne : non sans remarquer toutefois que c'est sur le territoire de notre France que naquit le héros qui commence cette histoire, et qui sut à la fois conquérir l'Angleterre et lui donner une puissante nationalité.

LIVRE DEUXIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

Origine des Normands. — Harold. — Invasion norwégienne. — Tostig. — Invasion normande. — Bataille d'Hastings. — Destruction de la nationalité anglo-saxonne.

1066.

La conquête de l'Angleterre par le duc de Normandie est le fait le plus important de l'histoire de la Grande-Bretagne. Elle ne fut pas seulement un changement de dynastie; elle bouleversa complétement la constitution et les mœurs du pays sur lequel elle s'étendit, et s'empara même de la langue, qui, pendant longtemps, fut remplacée par le français dans les actes publics, et qui aujourd'hui encore est bien plus française que saxonne. Il est donc important de savoir quels étaient ces Normands qui allaient renouveler d'une façon si complète et si radicale la société anglo-saxonne, et quels furent les éléments qui les aidèrent, soit dans le pays, soit en dehors du pays, à opérer leur merveilleuse conquête.

Les hommes du nord (*north-men; men*, hommes, *north,* le nord), les pirates scandinaves s'étaient établis en France vers le commencement du xe siècle,

et le roi Charles le Simple leur avait cédé la Neustrie, dont ils changèrent le nom en celui de Normandie. Cette province était entre leurs mains depuis plus de cent cinquante ans, et portait le titre de duché, lorsque Guillaume le Bâtard, un de ses ducs, prétendit avoir des droits sur la couronne d'Angleterre, dévolue à Harold, fils de Godwin.

Nous avons vu se préparer la conquête en Angleterre, par l'invasion lente des favoris normands du roi Édouard, par le malencontreux voyage d'Harold en Normandie, et par le serment que lui fit faire le duc Guillaume.

Guillaume était trop fin, trop habile pour ne pas chercher à s'assurer les secours ou du moins la neutralité des puissances continentales, que pouvait alarmer une entreprise si audacieuse, et dont la réussite devait donner tant de puissance à celui qui l'avait conçue.

Fort du serment qu'il avait obtenu d'Harold, et que celui-ci ne semblait nullement disposé à tenir, Guillaume s'adressa d'abord au pape, auquel il fit demander par l'entremise de Lanfranc, moine lombard, établi en Normandie, et en crédit à la cour du duc, de se déclarer publiquement en faveur de son entreprise.

Le prélat, qui alors occupait le saint-siége, était Alexandre II, créature de cet Hildebrand, qui devait amener tous les rois de la chrétienté à n'être plus traités par le pape que comme des officiers dépendants et amovibles. Hildebrand comprit le pouvoir que l'Église aurait sur un roi d'Angleterre reconnu et pour ainsi dire sacré par elle. D'ailleurs il n'oubliait pas que c'était au sein de l'église anglo-saxonne qu'avait pris naissance l'hérésie de Pélage, et comme les Normands s'étaient jusque-là montrés orthodoxes, le pape n'hésita pas à se déclarer pour le duc Guillaume. Vaine-

ment Harold essaya par des explications d'atténuer son parjure; le peuple anglais lui-même recula d'épouvante à l'idée de son manque de foi, et quand Rome lança sur le jeune roi les foudres de l'excommunication, peu de patriotes osèrent se ranger sous l'étendard d'Harold, qui avait fait la faute impardonnable, au point de vue politique, de ne pas en appeler au pape pour être relevé de son serment.

Un diplôme pontifical fut donc envoyé à Guillaume, nommé roi d'Angleterre par le saint-siége; et en reconnaissant la justice, la légitimité des droits du Normand, le pape lui faisait don d'un étendard bénit et d'un anneau contenant un cheveu de saint Pierre, d'autres disent une mèche de ses propres cheveux, en signe d'affection personnelle.

Après s'être assuré du pape, Guillaume s'adressa au roi de France, auquel il demanda des secours. Philippe Ier, qui craignait de voir s'accroître encore la puissance d'un vassal déjà trop redoutable, refusa avec réserve, et il en fut de même du comte de Flandre, qui ne désirait nullement voir s'agrandir son belliqueux voisin.

Guillaume ne trouva pas non plus les Normands très-favorables à son entreprise; il eut peine à les décider à l'accompagner; et, pour y parvenir, il promit des terres à tous les gentilshommes qui le suivraient; puis il fit publier à son de trompe, dans les contrées voisines de son duché, qu'il offrait une forte solde et le pillage de l'Angleterre à tout homme robuste et de haute taille qui voudrait le servir de la lance, de l'épée ou de l'arbalète. Tous les aventuriers de l'Europe accoururent à cet appel; tous firent leurs conditions, et Guillaume n'en refusa aucun.

Parmi les nombreux chevaliers avides de gloire et de conquête, qui se rangèrent sous l'étendard du duc de Normandie, on remarque un Alain, fils du duc de

Bretagne, regardé comme la tige première de la maison de Stuart, que nous verrons plus tard monter sur le trône d'Écosse et sur celui d'Angleterre.

Guillaume, en apprenant l'avénement d'Harold, élu roi d'Angleterre (6 janv. 1066) par le *Wittenagemot* et couronné, envoya immédiatement vers son compétiteur un ambassadeur chargé de le sommer, en ces termes, de lui céder le trône : « Guillaume, duc de « Normandie, te rappelle le serment que tu lui as juré « de ta bouche et de ta main sur de bons et saints « reliquaires. » Harold répondit au message : « Il est « vrai que j'ai fait un serment à Guillaume; mais je « l'ai fait me trouvant sous sa force; j'ai promis ce qui « ne m'appartenait pas; car ma royauté n'est point à « moi, et je ne saurais m'en démettre sans la volonté « du pays.... » L'ambassadeur porta la réponse d'Harold à Guillaume, qui répliqua par un second message dans lequel il reprochait au jeune roi d'Angleterre son parjure, et le sommait de nouveau de tenir son serment. Harold n'ayant pas fait droit à ce second message, Guillaume jura que, dans l'année, il viendrait punir son manque de foi.

Le printemps de l'année 1066 fut employé à la construction des vaisseaux qui devaient transporter en Angleterre l'armée du duc de Normandie. Le lieu de rendez-vous fut fixé à l'embouchure de la Dive, petite rivière qui se jette dans l'Océan entre la Seine et l'Orne. Les vents contrarièrent longtemps les projets de Guillaume. Pendant la traversée, le vaisseau qui le portait se trouva séparé du reste de la flotte, et le duc n'eut pas trop de tout son courage pour vaincre la tristesse et le découragement de ses soldats.

Cependant, au moment même où l'Angleterre était menacée par le duc de Normandie, elle se vit assaillie par un ennemi sur lequel elle ne comptait pas. Une flotte conduite par le roi de Norwége fit voile vers le

rivage oriental de l'Écosse, où elle se combina avec une autre flotte commandée par Tostig, l'un des fils du patriote Godwin, qui, pour venger les souffrances d'une ambition que son frère, le roi d'Angleterre, n'avait pas pu ou n'avait pas voulu satisfaire, ne craignit pas d'appeler les étrangers dans son pays.

Le roi d'Angleterre se préparait à repousser Guillaume, lorsqu'il apprit qu'une partie de son royaume était envahie par les Norwégiens. Ne voyant pas arriver la flotte normande, il abandonna la côte qu'il gardait et marcha contre les Scandinaves. Tout à coup ceux-ci aperçurent un nuage de poussière qui s'élevait à quelque distance d'eux, et le roi de Norwége demanda à Tostig ce que ce pouvait être : le Saxon répondit que ce ne pouvait être que des Anglais qui venaient demander grâce, et lorsque l'armée d'Harold arriva, elle surprit l'armée norwégienne qui, à cause de la chaleur, s'était dépouillée de ses armes. Le roi scandinave ne se découragea pas pourtant, il déploya son étendard qu'il appelait *le ravageur du monde*, et, parcourant les rangs, monté sur son cheval noir, il chanta, selon la coutume de son pays, des vers improvisés dont il nous est resté ce fragment : « Combattons, marchons, quoique sans cuirasses, sous « le tranchant du fer bleuâtre ; nos casques brillent au « soleil, c'est assez pour des gens de cœur ! »

Avant de commencer le combat, Harold envoya des messagers offrir à son frère Tostig la paix et ses anciens honneurs. « Voilà de bonnes paroles, dit Tostig; « mais qu'y aura-t-il pour mon fidèle allié, le roi de « Norwége ? — Il aura, reprit le messager, sept pieds « de terre anglaise ou un peu plus, car sa taille passe « celle des autres hommes. — Dis donc à mon frère, « répondit Tostig, qu'il n'y aura jamais qu'un men- « teur qui puisse raconter que le fils de Godwin a dé- « laissé le fils de Sigurd (le roi de Norwége). »

Harold livra la bataille, et l'armée norwégienne, complétement défaite, perdit Tostig, la plupart de ses chefs, et même son roi, nommé Harold comme le monarque anglais. Ce dernier lui offrit la paix qu'elle accepta, et Olaf, le fils du roi mort, remonta sur ses vaisseaux pour retourner en Norwége avec les débris de l'armée scandinave.

Trois jours après cette victoire d'Harold, le 28 septembre 1066, les troupes normandes entrèrent sans résistance dans la baie de Pevensey, sur la côte sud-est de l'Angleterre, tandis qu'Harold se trouvait encore dans le nord, où il venait de combattre. Guillaume eut donc tout le temps d'opérer son débarquement; de camper, de jeter des retranchements autour de son camp, et même de prendre possession de la ville d'Hastings, et de la mettre en état de défense, avant que son rival pût en rien l'inquiéter.

On raconte que lorsque toute l'armée étant débarquée, le duc de Normandie descendit le dernier sur la terre d'Angleterre, son pied ayant glissé au moment même où il touchait le sol, il tomba. « Dieu nous « garde, s'écrièrent quelques voix, voilà un mauvais « signe! » mais que, sans se troubler, l'audacieux Normand se releva en disant d'une voix ferme : « Qu'a- « vez-vous? quelle chose vous étonne? J'ai saisi cette « terre de mes mains, et, par la splendeur de Dieu, « aussi loin qu'elle puisse s'étendre, elle est à moi, « elle est à vous! » Le calme du duc rendit l'assurance à son armée, qui se mit en marche vers la ville d'Hastings, peu distante de Pevensey, dont elle s'empara, comme nous l'avons dit.

Harold, vainqueur des Norwégiens, n'eut pas plutôt appris le débarquement du duc de Normandie, qu'il se mit en marche pour aller à sa rencontre. Il pressait le pas, pour éviter à ses sujets les ravages des terribles Normands devant lesquels tout fuyait, et il

ne voulut pas attendre les troupes que devaient lui amener les gouverneurs de différentes provinces, en sorte qu'il se présenta devant Guillaume avec une armée quatre fois moins considérable que celle du duc. Ajoutons à ce désavantage réel, que le parjure d'Harold, son excommunication, faisaient hésiter ceux-là même qui le suivaient par affection; qu'il avait excité de nouvelles préventions en s'appropriant tout le butin de la dernière victoire, que sans doute il comptait employer aux besoins de la guerre; qu'enfin la mort de son frère le rebelle Tostig, tué dans la bataille, lui était imputée à crime, et lui donnait un vernis de fratricide qui venait s'ajouter à la honte du parjure.

Cependant, presque abandonné de tous, Harold ne s'abandonna pas lui-même, et déploya au contraire une habileté et une énergie dignes d'un meilleur succès. Mais de tristes pressentiments l'assaillaient; et lorsque des espions envoyés par lui dans le camp normand racontèrent avec étonnement qu'il s'y trouvait plus de prêtres que de soldats (ils avaient pris pour des prêtres les soldats normands, qui portaient les cheveux courts et la barbe rasée): « Ceux que vous avez trouvés « en si grand nombre, répondit Harold, ne sont pas « des prêtres, mais de braves gens de guerre qui nous « feront voir ce qu'ils valent. » Vainement conseilla-t-on à Harold de se retirer vers Londres en ravageant le pays : peut-être était-il complétement découragé, peut-être aussi craignait-il de faire souffrir le peuple qui s'était confié à lui; il préféra tenter les chances de la bataille.

Guillaume envoyait à Harold message sur message, pour le sommer de lui rendre la terre d'Angleterre. Mais vainement lui proposa-t-il ou d'abdiquer, ou de s'en rapporter à l'arbitrage du pape, ou bien d'accepter la chance d'un combat singulier; vainement enfin offrit-il de céder au jeune roi le Northumberland

en établissant son frère Gurth dans le comté de Kent: Harold, qui peut-être sentait qu'il ne s'agissait pas seulement de la perte de sa couronne, mais aussi de celle de la nationalité saxonne, refusa tout. Il fit appel aux patriotes, et, chaque jour, on voyait arriver à son camp quelques volontaires, gentilshommes et bourgeois, armés à la hâte, et même des moines qui sortaient de leur couvent pour se rendre à l'appel du pays. Mais ces hommes, peu nombreux et mal disciplinés, étaient bien peu capables de résister à l'armée normande.

Cependant, en voyant s'approcher l'heure de la bataille, un des frères d'Harold, ce Gurth, pour lequel nous avons vu Guillaume offrir le comté de Kent, disait au jeune roi pour le détourner de combattre en personne : « Harold, tu ne peux nier que, soit « de force, soit de bon gré, tu aies fait au duc Guil- « laume serment sur le corps des saints. Pourquoi « t'aventurer aux hasards d'un combat avec un parjure « contre toi? Nous qui n'avons rien juré, la guerre « est pour nous de toute justice, car nous défendons « notre patrie. Laisse-nous donc seuls livrer bataille; « tu nous secourras si nous plions, et, si nous mou- « rons, tu nous vengeras. » Mais Harold n'écouta rien, et il résolut de conduire lui-même ses troupes au combat.

Dans la nuit qui suivit le rejet de toutes les propositions par Harold, Guillaume annonça à son armée que le lendemain il livrerait la bataille. Les Normands passèrent cette nuit en oraisons et en prières, tandis que les Saxons l'employèrent à chanter et à se divertir.

Le lendemain matin (14 octobre 1066), qui était un dimanche, les deux armées se trouvèrent en présence au point du jour. Guillaume marchait à la tête de ses troupes, portant suspendues à son cou les re-

liques sur lesquelles Harold avait juré; et l'étendard bénit, flottant à son côté, achevait de donner à son entreprise un air de sainte croisade. Arrivé en présence de l'ennemi, il adressa à ses soldats une courte harangue, bien capable de toucher ces Normands, qui, selon les chroniqueurs, étaient venus en Angleterre *pour gaaigner :* « Vous avez un riche butin à « conquérir. Si je deviens roi d'Angleterre, si je prends « la terre, elle est à vous; la vengeance et le pillage « sont également entre vos mains. Il vous faut punir « les Anglais de leurs parjures; ils ont mis à mort les « Danois, nos frères; ils ont massacré les compagnons « d'Alfred (le jeune Alfred, frère d'Édouard le Confes- « seur). Devant vous est le fils de ce Godwin qui fut « accusé du meurtre de mon malheureux cousin, l'il- « lustre Alfred lui-même. »

Après cette allocution, les Normands commencèrent l'attaque, excités au combat par les chants des ménestrels normands, qui, selon la coutume française, célébraient les exploits de Roland et d'Olivier; l'un de ces ménestrels nommé Taillefer, qui demanda et obtint l'honneur de commencer le combat, débuta par tuer deux Saxons de sa main, et perdit bientôt lui-même la vie. D'abord les Normands se virent repoussés par les Saxons campés sur une éminence. Un moment les envahisseurs furent frappés d'une terreur panique; le bruit courut que Guillaume avait été tué, et l'armée se débandait, lorsque le duc de Normandie, se découvrant la tête, s'élança au-devant des fuyards qu'il rallia en les menaçant de sa lance, et en leur criant : « Me voilà, regardez-moi, je vis encore, et je vaincrai « avec l'aide de Dieu. »

D'abord les troupes normandes retournèrent vainement à l'assaut; elles ne purent entamer le camp ennemi jusqu'au moment où Guillaume donna ordre à mille cavaliers de sembler prendre la fuite; les

Saxons les poursuivirent, et le duc de Normandie n'eut pas beaucoup de peine à mettre en déroute ses ennemis, qui se laissèrent prendre à son stratagème.

Les Anglais firent d'incroyables et inutiles efforts; Harold et ses frères tombèrent morts au pied de l'étendard national, qui fut arraché et remplacé par le drapeau bénit envoyé par le pape. Les débris de l'armée anglaise, sans chef et sans drapeau, prolongèrent la lutte jusqu'après la fin du jour, tellement que les combattants ne se reconnaissaient plus qu'au langage.

Le lendemain, le duc de Normandie, qui, pendant la bataille, avait eu deux chevaux tués sous lui, fit faire l'appel des combattants normands; il en manquait beaucoup, le quart environ, qui gisaient morts ou mourants à côté des Anglais. Ceux qui survécurent eurent pour premier butin la dépouille des ennemis.

Les femmes des Saxons morts pour la patrie vinrent, en tremblant, ensevelir leurs cadavres. La mère d'Harold envoya deux religieux réclamer celui de son fils, que Guillaume accorda; mais on eut peine à retrouver le roi, complétement défiguré par ses blessures. Une femme qu'il avait aimée, « la belle Edith au cou de cygne, » le reconnut enfin, et il fut racheté au prix de dix marcs d'or.

Longtemps après ce fatal combat, le peuple anglo-saxon crut voir des traces de sang à l'endroit où il s'était livré. Le vainqueur fit vœu d'y ériger un couvent, et lorsqu'il accomplit ce serment, le grand autel du nouveau monastère fut élevé au lieu même où avait été planté l'étendard saxon. Ce monastère, dédié à saint Martin, et que le duc de Normandie dota richement, prit le nom d'*Abbaye de la bataille* (*Battle-Abbey*), et jusqu'ici ce nom est resté à toute la partie du pays qui servit de théâtre à cette mémorable action.

En mourant pour son pays, Harold conquit dans l'affection de ses concitoyens une place plus élevée

que celle qu'il y avait occupée durant sa vie : on oublia son parjure pour ne voir en lui que le représentant de l'indépendance nationale ; et le sentiment qu'on lui avait voué acquit encore une force plus grande par l'oppression qui ne tarda pas à suivre la conquête.

CHAPITRE II.

Guillaume. — Edwin et Morkar. — Edgar. — Stigand. — Sacre de Guillaume. — Il passe en Normandie. — Soulèvement. — Retour du roi. — Concessions aux habitants de Londres. — Pacification de l'Ouest. — Conquête du Nord. — Le fils d'Harold. — Prise d'York. — Eldred. — Nouveaux soulèvements. — Soumission. — Guerre, famine, peste. — Outlaws. — Pacification générale de l'Angleterre.

De 1066 *à* 1071.

Après la victoire d'Hastings, qui mettait l'Angleterre entre les mains de Guillaume, le premier soin du conquérant fut de soumettre la côte pour s'assurer des communications faciles avec la Normandie. Il assiégea et prit la ville et le château de Douvres, et soumit bientôt la province de Kent, qui stipula qu'elle conserverait les libertés dont elle avait joui sous les anciens rois.

Cependant le reste de l'Angleterre était encore en armes, et Guillaume se dirigea vers Londres, centre de la résistance. Le parti national manquait de chef ; les frères d'Harold étaient morts en combattant pour la patrie, et pour lors ses deux fils en bas âge ne furent pas même proposés. Le nord de l'Angleterre voulait élire Edwin et Morkar, chefs de la Northumbrie et de la Mercie, et beaux-frères d'Harold, tandis que le

sud et Londres désignaient un jeune neveu du roi Édouard, Edgar, surnommé Etheling ou Atheling[1]. Plusieurs évêques patriotes soutenaient ce dernier concurrent; mais la plupart des prélats voulaient qu'on reconnût pour roi le prince qui venait avec une bulle du pape. Cependant Edgar fut nommé par le conseil national; mais à peine fut-il proclamé roi, qu'Edwin et Morkar, qui, ayant l'armée entre leurs mains, avaient promis de le mettre à la tête des troupes, rétractèrent leur promesse et se retirèrent avec leurs soldats. Cette défection affaiblit le parti national; Guillaume s'empara facilement des environs de la capitale, et bientôt le roi Edgar, les prélats, les gentilshommes et les principaux citoyens de Londres, forcés par la nécessité, se rendirent au camp normand où ils firent leur soumission, livrant des otages et faisant serment de fidélité à l'envahisseur, qui, en retour, leur promit d'être doux et clément, ce qui n'empêcha pas ses troupes de tout dévaster en se rendant à Londres, où Guillaume n'entra que lorsqu'on y eut construit une forteresse qui fut destinée à devenir sa résidence.

Le duc de Normandie, possesseur de Londres, prit le titre de roi d'Angleterre, et bientôt il songea à se faire couronner selon l'ancien usage. Stigand, archevêque de Canterbury, qui s'était courageusement montré dans les rangs des patriotes, refusa de venir sacrer le nouveau roi dans l'église de Westminster, et la cérémonie fut faite par l'archevêque d'York, Eldred, sans que l'élection préalable eût eu lieu; l'assentiment du peuple fut pourtant demandé, mais cette formalité ne fut qu'un vain simulacre.

Au commencement de la cérémonie, l'évêque de

[1] Ce titre d'*Atheling*, que la plupart des historiens français traduisent par *illustre*, correspond à celui de premier prince du sang.

Coutances, s'adressant en langue française aux Normands, leur demanda s'ils voulaient que leur chef prît le titre de roi, en même temps que l'archevêque d'York demanda aux Anglais en langage saxon s'ils acceptaient pour chef le duc de Normandie. Les bruyantes acclamations par lesquelles les Saxons et les Normands répondirent furent entendues des cavaliers normands postés au dehors de l'église, et, prenant ces cris joyeux pour un commencement de révolte, ils mirent le feu à la ville, selon l'ordre que leur en avait donné le duc. Le tumulte suspendit la cérémonie, et il ne resta pour l'achever en hâte que Guillaume, l'archevêque d'York et quelques prêtres tremblants, seuls témoins du serment que fit le nouveau roi de traiter le peuple anglais aussi bien que l'avait fait le meilleur des rois élus par lui.

Le jour même du couronnement, les otages qu'on avait livrés furent emprisonnés et les citoyens subirent un énorme tribut de guerre. Morkar et Edwin, effrayés, vinrent rendre hommage à Guillaume, sans que les provinces qu'ils gouvernaient se soumissent au joug étranger.

Le nouveau roi ne s'occupa pas d'abord de subjuguer les provinces insoumises, et le premier soin de son armée fut de se partager les richesses du territoire conquis. On fit l'inventaire de toutes les propriétés; on s'enquit des noms des Anglais morts en combattant, de ceux qui avaient survécu à la défaite, et même de ceux qui avaient eu dessein de se rendre sous les drapeaux. Les biens de ces trois classes d'hommes furent saisis, et ils furent, eux et leurs enfants, déshérités à tout jamais. Les immenses richesses que produisit cette spoliation servirent de paye aux soldats du duc de Normandie, qui retint pour sa part le trésor des anciens rois, l'orfévrerie des églises et tout ce qu'on trouva de plus précieux dans les maga-

sins des marchands. Une portion du butin fut envoyée au pape avec l'étendard d'Harold, et les églises normandes, dans lesquelles on avait prié pour le succès de l'expédition, furent dotées aux dépens des églises d'Angleterre. Les capitaines eurent de vastes domaines, des châteaux, des bourgades et des villes entières, et les simples vassaux eurent de petites portions de territoire. Un seul Normand ne voulut rien accepter, alléguant, pour motiver son refus, « qu'il avait « suivi son seigneur en Angleterre parce que tel était « son devoir; mais que le bien volé ne le tentait pas. » Ce chevalier, pauvre et d'obscure origine, se nommait Gilbert, fils de Richard.

On ne sait pas précisément quelles étaient à cette époque les provinces soumises à l'autorité de Guillaume; mais, quelque temps encore après la conquête, une partie de l'Angleterre reconnaissait pour roi le jeune Edgar, captif du duc de Normandie, et qui recevait de la compassion dédaigneuse du conquérant ces marques extérieures de considération qu'il est toujours habile au vainqueur de prodiguer à un vaincu qui n'a plus rien de redoutable.

Les commencements du règne des Normands furent ce que sont d'ordinaire les dominations conquises à la pointe de l'épée; d'autant plus violentes qu'elles se sentent moins de racines dans le pays; d'autant plus brutales, que nul lien d'affection ou de parenté ne lie aux habitants du sol les envahisseurs; d'autant plus avides de jouir, qu'établies d'hier sur cette terre, elles ne sont pas sûres d'y être encore demain. D'ailleurs, certains d'être haïs du peuple subjugué, peu importe aux conquérants de se rendre haïssables.

Depuis longtemps, l'impôt levé comme tribut de soumission au saint-siége, et appelé *denier de Saint-Pierre* ou *Romescot*, avait été aboli; Guillaume le rétablit, en reconnaissance de l'aide que lui avait prêtée

le pape. Il rétablit également le *danegelt*, impôt levé jadis pour défendre le pays contre les Danois, et depuis longtemps aboli.

Lorsque les Saxons du sud de l'Angleterre, en proie aux exactions et aux outrages des Normands, semblèrent soumis au conquérant dont le joug les écrasait, Guillaume résolut de ranger sous son obéissance les provinces du nord. Mais, avant de courir les chances d'un nouveau combat, il voulut mettre en sûreté ses richesses acquises et résolut de les transporter en Normandie. A cet effet, le roi d'Angleterre s'embarqua à Pevensey, au lieu même où, six mois auparavant, il avait mis le pied sur le sol britannique, avec le simple titre de duc de Normandie.

Le conquérant laissait, comme gouverneur de son nouvel État, son frère Odon, évêque de Bayeux; les places fortes et les villes de quelque importance étaient confiées à des chevaliers normands; enfin Guillaume traînait à sa suite, comme pour leur faire honneur, mais, en effet, pour s'assurer de leurs personnes, tous les Anglais qui lui inspiraient quelque crainte. Parmi eux on distinguait le jeune Edgar Etheling, l'archevêque Stigand et les deux frères Edwin et Morkar.

Le retour de Guillaume en Normandie, où il rapportait des richesses immenses, fut signalé par de brillantes fêtes, au milieu desquelles il ne tarda pas à apprendre qu'une partie de ses nouveaux sujets s'était soulevée. Les Anglais révoltés avaient appelé pour les secourir Eustache, comte de Boulogne, sans songer que, s'ils parvenaient à s'affranchir à l'aide d'un étranger, cet étranger voulant à son tour régner sur eux, ils n'auraient fait que changer de maître.

La nouvelle de la révolte engagea Guillaume à hâter son retour en Angleterre. Il y arriva bientôt (1067) et trouva la ville de Londres dans la plus grande fermentation. N'espérant pas vaincre l'esprit patriotique

de la capitale par la force, il résolut de séduire le peuple par des fêtes et surtout par les apparences d'une douceur qui était loin de son esprit. Profond politique, aussi astucieux que violent, il savait obtenir par la ruse ce qu'il désespérait d'avoir par la force. Il rassembla autour de lui, aux fêtes de Noël, les chefs et les évêques saxons; il les accabla de caresses, et, après avoir ainsi gagné une partie des gens en crédit, il se tourna vers le peuple de Londres, auquel il adressa une proclamation en langue saxonne: « Apprenez tous, y disait-il, quelle est ma volonté; « je veux que tous, tant que vous êtes, vous jouissiez « de vos lois nationales comme dans les jours du roi « Édouard, que chaque fils hérite de son père après les « jours de son père, et que nul de mes hommes ne « vous fasse tort. » Il y avait loin de là aux violences passées. Le peuple est oublieux, il crut à la sincérité des promesses de Guillaume, mais ces promesses n'étaient qu'un vain leurre.

Après s'être ainsi assuré la fidélité de la capitale, le nouveau roi songea à réduire les provinces révoltées ou non encore soumises, et il entreprit ce qu'on peut appeler sa seconde campagne. Il dirigea d'abord ses armes contre les habitants saxons du comté de Devon (*Devonshire*), qui, soutenus de ceux du comté de Cornwall et encouragés par la présence de la famille d'Harold, refusaient de reconnaître son autorité. Vaincus à plusieurs reprises, les thanes (chefs, seigneurs) consentirent enfin à se soumettre; mais le peuple plus courageux fit une héroïque résistance, et ce ne fut qu'après avoir subi mille privations qu'il ouvrit au conquérant les portes de la ville d'Exeter dont il s'était emparé. Pour s'assurer de cette ville à l'avenir, Guillaume y fit bâtir un château fort nommé *Rougemont*.

Les provinces du nord n'avaient pas encore subi le

joug normand; pas un soldat étranger n'avait été vu au delà de l'Humber, lorsque Guillaume marcha à la fois contre les provinces du nord et contre celles du centre.

Le jeune Edgar s'était enfui de la cour où, tout en le comblant d'honneurs, on le tenait captif. Il se réfugia en Écosse, et le roi de ce pays, Malcolm *Ceanmohr*, n'hésita pas à épouser sa sœur Marguerite : alliance menaçante pour Guillaume, qui, en l'apprenant, se mit en marche et attaqua successivement Oxford, Warwick, Nottingham, Leicester, Derby et Lincoln, ce qui n'empêcha pas quelques villes du nord de proclamer roi Edgar, que bon nombre de seigneurs saxons avaient suivi dans sa fuite. Confondus avec quelques chevaliers normands mécontents, qui plus tard se rendirent également en Écosse, ces émigrants devinrent la tige principale de cette noblesse écossaise qu'on a vue dans la suite jouer un si grand rôle dans l'histoire de la Grande-Bretagne.

On ignore où s'arrêtèrent les conquêtes du Normand dans cette seconde campagne, où il combattit les Anglo-Saxons non-seulement dans les villes où les vieux patriotes s'étaient réfugiés, mais encore en plein champ. Dans ces rencontres, le parti national fut presque toujours vaincu par les forces supérieures et mieux disciplinées de l'étranger. Une fois, un des fils d'Harold, à la tête d'une petite armée saxonne, eut l'avantage et ranima la guerre dans les provinces de l'ouest, qui se soulevèrent en sa faveur. Mais le fils d'Harold voulait être roi, comme, de son côté, Edgar prétendait l'être. Il était soutenu par les populations de l'ouest comme Edgar l'était par celles du nord, et les prétentions rivales de ces deux jeunes hommes, qui ne surent pas sacrifier leur ambition personnelle au salut de la patrie, contribuèrent à la ruine totale du parti national. Le fils d'Harold, réduit à toute ex-

trémité par Guillaume, se vit forcé de chercher un refuge en Irlande.

York, qui pendant deux ans était restée au pouvoir du parti national, fut prise par les Normands qui y bâtirent une de ces citadelles dont ils hérissaient le pays à mesure qu'ils s'en emparaient. Situées au sein des villes, ces redoutables forteresses les dominaient, et les troupes qui y étaient enfermées pouvaient, à la moindre apparence de révolte, ruiner les malheureuses places qu'elles semblaient protéger. Ces citadelles étaient comme des aires d'où, semblables à l'aigle, les vainqueurs fondaient sur leur proie, et où ils se retiraient chargés de butin, après avoir porté le fer et le ravage dans toute la contrée.

Oxford, Warwick, Nottingham, Leicester, Derby et Lincoln avaient subi ou subirent le sort de la malheureuse cité d'York, et leur opiniâtre résistance est attestée par l'état de délabrement où se trouvaient, lors du recensement du royaume, ces villes jadis florissantes. Après ces conquêtes, les exactions des Normands n'eurent plus de bornes; rien ne fut respecté, et l'archevêque d'York, ce même Eldred que nous avons vu sacrer Guillaume, au refus du patriote Stigand, sentit lui-même vivement ce qu'était le joug de l'étranger. Désespéré des malheurs de sa patrie, il se rend au quartier du roi, auquel il parle en ces termes : « Écoute-moi, roi Guillaume : tu étais « étranger, et, malgré cela, Dieu voulant punir notre « nation, tu obtins, au prix de beaucoup de sang, le « royaume d'Angleterre. Alors je t'ai consacré roi, je « t'ai couronné et béni de ma propre main; mais aujourd'hui, je te maudis toi et ta race, parce que tu « l'as mérité, t'étant fait le persécuteur de l'Église de « Dieu et l'oppresseur de ses ministres. » Le roi normand écouta sans se troubler l'impuissante malédiction du vieux prêtre, qui mourut bientôt de douleur

et de remords d'avoir contribué à l'établissement de la domination étrangère.

Mais l'Angleterre était toujours insurgée sur quelque point; les vainqueurs eux-mêmes se sentaient fatigués de leur conquête, et plusieurs chevaliers retournèrent en Normandie, n'osant faire venir leur famille sur une terre hostile où ils ne se sentaient pas fermement établis.

Les fils du roi Harold, réfugiés en Danemark, firent, sur les côtes du sud-ouest, une descente qui dut les convaincre que leur cause était à jamais perdue. Peu de temps après leur vaine tentative, les provinces de l'ouest furent complétement pacifiées.

De plus heureux efforts en faveur de la cause de l'indépendance furent tentés dans le nord, et le parti national, réuni aux Danois et aux Écossais qu'il avait appelés à son secours, repoussa une armée normande dirigée contre la ville de Durham, et parvint même à s'emparer d'York. Cet avantage ne fut pas de longue durée, et la reprise d'York fut, pour l'armée normande, le signal de nouvelles victoires. Durham conquise fut dévastée ainsi que tout le territoire environnant. « D'York à Durham il ne resta pas « un seul village habité. Le feu, le meurtre et la déso- « lation firent de cette contrée une vaste solitude, ce « qu'elle est encore aujourd'hui, » dit Guillaume de Malmesbury, qui écrivait soixante ans après la conquête. De la Tees à la Tyne, l'armée commit partout les mêmes ravages, détruisant jusqu'aux moindres traces de culture, et les Normands ne s'arrêtèrent qu'après la soumission de toute l'Angleterre proprement dite, c'est-à-dire du territoire de l'île, à l'exception de l'Écosse et du pays de Galles, éternels refuges de la liberté. La dernière ville soumise fut Chester, et de la forteresse que les Normands y bâtirent, ils inquiétèrent puissamment leurs voisins du pays de

Galles avec lesquels ils eurent de fréquentes guerres. Le commandement de cette forteresse avait été donné à un chevalier normand du nom de Hugues, homme féroce, qui dans ce temps, où tout vainqueur se montrait cruel, sut mériter le surnom de *loup*. Le constable de Hugues *le loup*, le Noir ou Nigel, fut chargé de légaliser toutes les injustices, toutes les exactions du farouche connétable de Chester, qu'il augmenta d'autres injustices, d'autres exactions exercées pour son propre compte, et pour celui de ses cinq frères qui gouvernaient le pays sous lui.

Lorsque Guillaume se sentit véritablement roi d'Angleterre, l'oppression n'eut plus de bornes, et parce qu'il pouvait tout, il se crut tout permis. Connaissant la répugnance qu'inspirait son joug aux malheureux sujets qu'il avait conquis, il s'emparait de leurs revenus et les faisait mettre à mort comme des rebelles partout où ils se soulevaient contre lui. La confiscation glanait là où la conquête avait moissonné; et l'établissement des Normands ne fut pas moins cruel aux pauvres Saxons que ne l'avait été l'invasion; enfin une grande partie de ces malheureux quitta une terre qui n'était plus la patrie; les riches, pour éviter la mort qui suivait ou précédait presque infailliblement la confiscation de leurs biens; les pauvres, les laboureurs, pour fuir l'oppression et pour n'être pas contraints de travailler pour leurs maîtres. Quelques-uns d'entre eux, sous le commandement d'un brave chef patriote, Siward, comte de Glocester, se frayèrent un chemin jusqu'à Constantinople, où ils furent employés contre les fameux Normands de Robert Guiscard; d'autres se réfugièrent dans les bois et dans les montagnes, y menant une vie de bandits pour échapper au pillage. Ces derniers furent proclamés *outlaws*, c'est-à-dire *hors la loi*, et ce mot, resté dans la langue anglaise, signifie aujourd'hui proscrit. Ces *outlaws* que

nous retrouverons plus tard, et dont le plus célèbre est le fameux Robin-Hood (Robin-des-Bois), devinrent aux yeux du peuple les véritables représentants du parti national, et leurs exploits furent célébrés dans des ballades et des légendes populaires, dont quelques-unes sont venues jusqu'à nous.

La disparition des laboureurs et tous les autres malheurs de la conquête amenèrent une famine dont les Anglais souffrirent seuls, la Normandie servant de grenier aux conquérants. On vit des malheureux, affamés jusqu'à la démence, se nourrir de chair humaine, après avoir épuisé celle des chevaux, des chiens et des animaux immondes. Ce terrible fléau fut suivi de la peste qui s'étendit jusqu'aux provinces qu'avait respectées son affreuse compagne. Auxiliaires de Guillaume, ces deux fléaux achevèrent de détruire ce que l'épée avait épargné.

CHAPITRE III.

Mort d'Edwin. — Morkar. — Herward. — Les évêques saxons. — Camp d'Ély. — Despotisme du clergé normand. — Waltheof. — Révolte de Robert, fils de Guillaume. — Arrestation d'Eudes, frère du conquérant. — Doomesdaybook. — Assemblée générale des conquérants. — État de la population. — Retour de Guillaume en France. — Sa mort et ses funérailles. — Caractère du duc de Normandie. — Commencements du système féodal.

De 1071 *à* 1086.

Cependant les Danois s'étaient retirés en abandonnant leurs malheureux alliés. Le roi d'Écosse s'était soumis; Edwin, en essayant de se sauver en Écosse,

ou en rassemblant des troupes, avait été tué, les uns disent par les Normands, les autres, par ses propres compagnons, et sa tête avait été présentée à Guillaume, qui, ravi de se trouver débarrassé d'un tel adversaire, put croire qu'il n'y avait plus de rebelles dans un pays resté sans habitants.

A partir de ce moment, les Normands possédèrent presque tout le territoire, et il n'y eut sorte de persécution qui ne s'exerçât contre les Anglo-Saxons soupçonnés d'être riches. Beaucoup d'entre eux quittèrent le sol de la patrie, et furent mettre au service de seigneurs étrangers une épée dont ils ne pouvaient plus se servir pour la liberté.

D'autres patriotes ne purent se résoudre à quitter la terre natale, et, ne désespérant pas de l'affranchir, ils se réunirent secrètement sous la conduite du patriote Herward. Un rassemblement puissant se forma dans la partie marécageuse du comté de Cambridge connue sous le nom d'*île d'Ély*. Cet Herward en prit le commandement, et se fortifia dans ce lieu, qui prit le nom de *Camp du refuge*. D'autres nobles saxons, parmi lesquels on doit citer Morkar, se réunirent à lui, et les outlaws des forêts et les réfugiés de l'île d'Ély, également outlaws, firent aux Normands une guerre de partisans dont ceux-ci eurent peine à triompher.

Toutefois, le politique Guillaume s'inquiétait moins de ces protestations à main armée que des protestations en apparence moins redoutables des prêtres et des évêques saxons. Il comprenait que l'assujettissement de l'Angleterre serait imparfait sans celui du clergé; et comme presque tous les membres de l'église d'Angleterre étaient d'ardents patriotes, les évêques anglo-saxons se virent dépossédés sous différents prétextes. Le premier prélat déposé fut Stigand, archevêque de Canterbury, que nous avons vu refuser de sacrer

Guillaume. Il se réfugia près de Herward, au camp d'Ély, et son siége fut donné, en 1071, au fameux Lanfranc, moine lombard, que Guillaume voulait récompenser des services qu'il lui avait rendus près du pape, et pour lequel l'évêché de Canterbury fut érigé en primatie. Un autre prélat, Elgwin, évêque de Durham, également dépossédé, ne tarda pas à suivre Stigand; les abbés furent dépouillés à leur tour, et parmi les *outlaws* du Camp du refuge, on voit figurer les chefs déchus des riches abbayes de Peterborough, d'Ély, de Thorney et de Croyland.

Forts de leur présence, les réfugiés d'Ély, le brave Herward à leur tête, tentèrent un dernier et vigoureux effort; mais trahis à la fois par les Danois, dont ils avaient sollicité les secours, et par les moines du monastère d'Ély, ils furent enfin obligés de se rendre au *Conquérant* qui les avait assiégés dans leurs marais. Ajoutons que Guillaume, qui avait l'âme grande, rendit après la victoire au noble Herward les biens qui lui avaient été confisqués. Les poëtes normands nous ont mieux encore que les chroniqueurs nationaux conservé la mémoire du dernier des Saxons qu'ils ne nomment jamais autrement que le *brave outlaw*, ou le *noble patriote*.

Le reste des événements du règne de Guillaume n'a guère d'importance historique, du moins relativement à la Grande-Bretagne. Quelques barons normands établis en Angleterre, mécontents du lot qui leur était échu en partage, se soulèvent contre leur duc devenu roi et se réunissent à des Anglais mécontents. Guillaume réprime leur révolte, et fait mettre à mort (1075) Waltheof, chef saxon, auquel il avait donné en mariage sa propre nièce. Dans la suite, les Saxons célébrèrent comme un martyr de la cause nationale, ce Waltheof, qui dans le fait avait pris part à une vaine conspiration tramée pour la défense d'intérêts

purement personnels, et non pour la liberté du peuple anglais.

En 1076, Guillaume crut l'Angleterre assez tranquille pour retourner sur le continent où l'appelaient les envahissements de plusieurs de ses voisins et la révolte de son fils aîné Robert, dit *Courte Heuse* ou *Courte Botte*. Sur le point de faire voile pour l'Angleterre, Guillaume avait promis à ce jeune prince de se démettre en sa faveur du duché de Normandie, si lui-même conquérait l'Angleterre. Robert le somma de tenir sa parole, et le vieux roi lui répondit *qu'il n'était pas dans l'usage de se déshabiller avant de se mettre au lit*. Alors le fils se souleva contre le père, révolte criminelle, qui, dans ces siècles barbares, n'excitait point la juste horreur qu'elle inspire aujourd'hui.

Guillaume assiégea son fils dans la forteresse de Gerberoi, et on raconte que, dans une sortie de la garnison, Robert, armé de toutes pièces et la visière baissée, comme c'était alors l'usage, s'avança vers un guerrier également couvert de fer, auquel il offrit le combat. Ils se battaient à outrance, quand l'adversaire de Robert, touché au bras, fut renversé de cheval. Le jeune prince reconnut son père au cri que poussa le chevalier blessé, et, sautant à terre, il vola à son secours et le remit en selle en implorant son pardon; mais rien ne put vaincre la colère de Guillaume contre son fils, qu'il maudit en le quittant.

Philippe Ier avait assisté Robert dans sa rébellion. Le monarque français, s'apercevant trop tard qu'il aurait dû empêcher l'accroissement de puissance de son redoutable vassal, cherchait à l'affaiblir par des guerres intestines. Guillaume se porta en armes sur les terres de son suzerain, et c'est ainsi que la conquête de l'Angleterre par les Normands donna naissance à la longue rivalité qui coûta tant de sang à

deux peuples dignes de se comprendre et destinés par la Providence à marcher unis à la tête des nations.

Pendant que Guillaume était sur le continent, son frère Eudes ou Odon, évêque de Bayeux et comte de Kent, qu'il avait laissé pour gouverner l'Angleterre, eut à réprimer quelques révoltes, et en châtiant cruellement les Saxons les aliéna plus encore à leurs maîtres normands. Guillaume, que d'autres causes de mécontentement animaient contre lui, l'accusa de haute trahison, et comme personne ne voulait se saisir de l'évêque à cause du caractère sacerdotal dont il était revêtu, il l'arrêta lui-même. Odon, saisi par ses vêtements, s'écria vainement qu'il était clerc, ministre du Seigneur, et que nul autre que le pape n'avait droit de le juger. Guillaume répondit que ce n'était point un clerc qu'il jugeait, mais bien le comte de Kent, son serviteur, et Odon fut jeté en prison, où il resta jusqu'à la mort de son frère.

L'an 1086, vingt ans après la première descente de Guillaume à Pevensey, on rédigea le recensement des propriétés, autrement dit le grand livre terrier de l'Angleterre, appelé *Doomesday-book* (livre du jugement dernier) par les Anglo-Saxons, dont il fut l'acte de dépossession définitif. Ce livre, qui servit à régulariser la distribution des propriétés et à asseoir l'impôt, est un des plus beaux monuments administratifs, non-seulement du règne de Guillaume, mais encore de son siècle. Ajoutons que l'idée fut inspirée au Conquérant par un registre de même nature, alors subsistant et aujourd'hui perdu, fait par les ordres et sous le règne du grand Alfred.

Le politique Guillaume voulut que les domaines tenus par les Normands lui payassent l'impôt que ces mêmes domaines payaient aux rois saxons. Les Normands considéraient la condition de contribuable comme l'état spécial de la nation subjuguée ; plusieurs

résistèrent avec succès aux réclamations de leur chef, et il se passa longtemps avant qu'on pût dire les Normands établis en Angleterre, soumis à l'impôt territorial. Quant aux Anglais, outre l'impôt qu'ils payaient à leurs anciens rois, ils furent frappés d'une redevance nommée *taille* ou *taillage*.

Guillaume promulgua les lois les plus cruelles contre les braconniers; mais ces lois ont été rarement appliquées en Angleterre, grâce à l'institution du jury qui ne fut que rarement suspendue, et que ne purent entamer les conquérants, enracinée qu'elle était dans le sol breton. La chasse était une véritable passion pour les Normands. Des contrées entières furent converties en forêts, et toutes les forêts firent partie du domaine royal.

Il y eut, vers la fin de l'année 1086, une assemblée de tous les conquérants ou fils de conquérants, convoqués pour renouveler leur serment de fidélité au roi Guillaume. Cette réunion ne présenta pas moins de soixante mille Normands, tous possesseurs d'une portion de terre au moins suffisante pour l'entretien d'un homme et d'un cheval. Le duc Guillaume lui-même avait pour sa part de conquête plus de quinze cents manoirs.

Quel était alors l'état des Anglo-Saxons soumis à la domination normande?

Si l'on commence par les premiers, on voit Edgar Atheling, sans savoir ni se résigner à n'être pas roi, ni faire ce qu'il fallait pour le devenir, traîner dans toutes les cours d'Europe une honteuse vie; mendiant des secours du roi de France, du comte de Flandre, du pape; suivant sans éclat une croisade à la terre sainte, réduit à la fin de sa vie à se nourrir des miettes qui tombaient de la table d'un conquérant normand. Ajoutons, toutefois, que bien que la nation dût en grande partie attribuer sa ruine à la pusillanimité

d'Edgar, elle ne cessa pourtant d'entourer de ses égards ce déplorable reste d'une grandeur déchue, et que son affection pour lui sembla s'accroître en proportion qu'augmentait la haine du joug normand. D'autres chefs languissaient captifs du Conquérant, qui les traînait partout à sa suite; les riches avaient perdu leurs biens, les hommes libres leur indépendance; les esclaves eux-mêmes, devenus serfs de l'étranger, se voyaient moins bien traités par les envahisseurs qu'ils ne l'étaient par leurs anciens maîtres.

L'an 1087, Guillaume quitta l'Angleterre qu'il ne devait plus revoir. Il voulait tirer vengeance des déprédations que le roi de France exerçait en Normandie, et une folle plaisanterie de ce prince l'anima plus encore contre lui. Le roi d'Angleterre était malade à Rouen, et comme il avait le ventre fort gros, Philippe demanda *quand la bonne dame d'Angleterre relèverait de ses couches. — Par la splendeur et la naissance de Dieu*, répondit Guillaume, *les cierges de mes relevailles seront vus de Paris!* Il tint parole, et, à peine rétabli, il incendia la ville de Mantes. Comme il courait au milieu des ruines, son cheval s'abattit et le blessa grièvement au ventre. Il fut alors transporté à Rouen, où il mourut au bout de six semaines, le 10 septembre 1087.

Avant de mourir, Guillaume se repentit vivement, dit-on, des injustices qu'il avait commises, et essaya même d'en réparer quelques-unes. Il envoya de l'argent au clergé de Mantes et aux autres villes de France qu'il avait dévastées. Il consentit, quoique avec peine, à ce qu'on remît en liberté son frère Odon, qu'à ce moment suprême il déclara sans foi et sans humanité; condamnation qui, prononcée contre un de ses agents, était la plus sanglante accusation contre son propre gouvernement. Mais il ne paraît guère que ses réparations envers les Saxons se soient étendues à plus de

deux ou trois des chefs prisonniers auxquels il accorda la liberté pour toute grâce. Les dernières paroles du Conquérant furent : « Je me recommande à madame Marie, sainte mère de Dieu. » Après la mort de Guillaume, le duché de Normandie et toutes ses dépendances appartinrent à Robert, avec lequel il ne s'était pas réconcilié; l'Angleterre fut pour Guillaume, tandis que le plus jeune fils du Conquérant, Henri, eut pour sa part cinq mille marcs d'argent, somme très-forte alors, mais faible héritage pour le fils d'un si puissant monarque. On dit que ce jeune prince s'étant plaint à son père de ce qu'il ne lui laissait aucun domaine, celui-ci lui répondit : « Sois tran-« quille et aie confiance en Dieu; souffre que tes aînés « te précèdent, ton temps viendra après le leur. » Mais il est probable que cette prédiction fut inventée après l'événement, lorsque, par la mort de ses aînés, Henri devint à la fois roi d'Angleterre et duc de Normandie. Il est digne de remarque que, dans le testament écrit du duc, qui nous a été conservé, se trouvent ces paroles : « Quant au royaume d'Angle-« terre, je ne le lègue en héritage à personne, parce « que je ne l'ai point reçu en héritage, mais acquis par « la force et le prix du sang; je le remets entre les « mains de Dieu. »

Aussitôt que Guillaume fut mort, ceux qui l'entouraient l'abandonnèrent pour veiller à leurs intérêts. Les valets enlevèrent le mobilier qui se trouvait autour de lui, et laissèrent son cadavre nu sur le plancher, où il resta plusieurs heures. Le clergé vint enfin prendre soin des restes abandonnés de celui qui, vivant, avait eu autour de sa personne tant de serviteurs empressés, et la dépouille mortelle du Conquérant fut transportée de Rouen à Caen, sans qu'aucun parent ou aucun ami prît soin des obsèques; personne n'ayant aimé Guillaume, il fut abandonné de tous quand on n'attendit plus rien de lui.

L'inhumation eut lieu dans l'église Saint-Étienne de Caen, et une simple dalle indique aujourd'hui cette sépulture. On allait descendre le corps dans la fosse, lorsqu'un bourgeois nommé Asselin se leva du milieu de la foule et dit à haute voix : « Clercs, évêques, ce « terrain est à moi; c'était l'emplacement de la mai- « son de mon père; l'homme pour lequel vous priez « me l'a pris de force pour bâtir son église. Je n'ai « point vendu ma terre, je ne l'ai point donnée, je la « réclame au nom de Dieu; je défends que le corps du « ravisseur y soit placé et qu'on le couvre de ma « glèbe. » La cérémonie fut suspendue jusqu'à ce que les évêques se fussent entendus avec Asselin, auquel on paya soixante sous pour le lieu de la sépulture, en s'engageant à le dédommager équitablement pour le reste du terrain.

Telle fut la fin du conquérant de l'Angleterre; pas une larme ne fut versée sur sa tombe, si ce n'est celles de sa fidèle épouse, la reine Mathilde, qui le regretta seule peut-être. Après la mort de Guillaume, cette princesse se retira à Caen, et y fonda le couvent de l'Abbaye aux Dames, où elle mourut. C'est là, peut-être, qu'aidée de jeunes filles normandes et saxonnes, elle broda de ses mains le fameux monument connu sous le nom de tapisserie de Bayeux, où sont retracés les événements de la conquête; monument qu'on cite souvent comme une autorité à l'appui de certains faits sur lesquels les chroniqueurs sont muets ou ne peuvent s'accorder ensemble, et qui aurait une véritable importance historique si on était bien assuré qu'il fût l'ouvrage de la reine Mathilde, et non celui de sa petite-fille, l'impératrice, à laquelle on l'attribue aussi.

Guillaume avait eu neuf enfants de la reine Mathilde : Robert, auquel il laissa le duché de Normandie; Guillaume, qui après lui fut roi d'Angleterre;

Henri, qui succéda à ses deux frères; Richard, qui mourut jeune à la chasse; Cécile, qui se fit religieuse; Constance, qui épousa le duc de Bretagne; Agathe et Cécile, mortes en bas âge; enfin Adèle, femme du comte de Blois, au nom de laquelle nous verrons un demi-siècle après Étienne, comte de Blois, réclamer la couronne d'Angleterre.

C'est à Guillaume que l'Angleterre dut l'introduction régulière du système féodal, dont il existait probablement quelques vestiges chez les Saxons, comme chez tous les peuples de race germanique. Ce système, dont nous avons parlé au long dans un précédent ouvrage [1], n'eut en Angleterre ni la même extension, ni les mêmes inconvénients qu'en France; le pouvoir des seigneurs anglais s'étant trouvé de bonne heure naturellement contre-balancé par celui du parlement.

Le règne de ce prince vit aussi s'accomplir, ou du moins s'achever, une révolution législative de la plus haute importance : la séparation de la justice ecclésiastique et de la justice civile.

Il n'est pas sans intérêt, ce nous semble, de lire aujourd'hui ce que dit de Guillaume l'auteur de la *Chronique saxonne*, qui avait vécu à sa cour. « Il fut sage, « énergique, majestueux, splendide, doux et généreux « envers le clergé, mais si sévère et si violent, que per« sonne n'osait le contredire. Il mit des comtes en pri« son et chassa des évêques de leurs siéges. Il ravagea « l'Écosse, et, s'il eût vécu deux ans de plus, il aurait « conquis l'Irlande. Les hommes souffrirent beaucoup « sous son règne. Tous les moyens lui étaient bons « pour avoir de l'argent. Il fit de grands parcs qu'il em« plit de gibier, et quiconque tuait un cerf ou une bi-

[1] *Histoire de France abrégée*, etc., par P. Roland; 1 vol. in-12, chez Didier, quai des Augustins, n° 35.

« che était condamné à perdre la vue. Il défendit de tuer « les cerfs et les sangliers, et ordonna qu'on les laissât « en liberté. Les riches pleurèrent le plaisir qu'on leur « enlevait, et les pauvres frémirent de terreur; mais « Guillaume était si dur, qu'il ne s'inquiétait de la « haine de personne. »

L'histoire impartiale doit reconnaître aujourd'hui que Guillaume le Conquérant ou le Bâtard fut le premier homme de son temps en guerre aussi bien qu'en administration. Également remarquable par la sagacité, la circonspection, la prévoyance et le courage, il possédait à un haut degré la connaissance des hommes et avait un grand ascendant sur eux. Sa perfidie et sa cruauté n'avaient pas de bornes; plusieurs de ses ennemis périrent par le poison, et on ne peut pas douter que ce fut par sa volonté. Mais il ne faut pas oublier que ses vices et les crimes qu'il commit furent, en partie, ceux de son temps; et qu'en cruauté aussi bien qu'en perfidie, il ne surpassa pas autant les chefs politiques ou militaires de son temps, qu'il se montra au-dessus d'eux en intelligence, en valeur, en énergie.

Bien qu'il eût été aidé par le pape dans sa conquête, Guillaume sut garder vis-à-vis du souverain pontife une grande indépendance, alors même que celui-ci était le tout-puissant Grégoire VII, et il refusa de lui rendre hommage, comme l'avaient fait précédemment tous les rois de la chrétienté. Enfin il fit revivre en Angleterre les lois contre la simonie et le concubinage des prêtres, lois depuis longtemps tombées en désuétude.

En somme, la conquête de l'Angleterre par les Normands est le fait dominant de l'histoire politique du XIe siècle, comme Guillaume *le Bâtard* en fut le monarque le plus remarquable; et nous disons à à dessein le monarque, parce qu'en même temps que

lui, brilla dans la chaire de Saint-Pierre le grand Hildebrand, l'un des hommes les plus puissants du moyen âge, qu'il domina un moment.

CHAPITRE IV.

L'Écosse et l'Irlande pendant la conquête normande. — Commencements de l'ère normande. — Littérature et beaux-arts dans la Grande-Bretagne. — Chants saxons. — Le *Doomesday-book*, premier monument de la langue normande en Angleterre.

Écosse, *de* 1056 *à* 1098. — Dans notre premier livre, nous avons laissé l'Écosse à l'an 1056, qui vit mourir l'usurpateur Macbeth, et monter sur le trône le légitime héritier de Duncan, son fils, qui prit le nom de Malcolm III, et fut surnommé *Cean-Mohr*, c'est-à-dire, Grosse-Tête. Élevé au milieu des horreurs de la guerre civile, dans une contrée presque sauvage encore, Malcolm avait su, dit-on, profiter des leçons de l'adversité, pour acquérir sinon une instruction que ne possédait alors aucun de ses compatriotes, du moins une sorte d'habileté politique qu'il alliait à une incontestable valeur.

Avant d'être roi, Malcolm avait pendant assez longtemps vécu en Angleterre, peut-être même à la cour d'Édouard le Confesseur, qui lui avait accordé secours et protection. Après son retour en Écosse, il continua d'entretenir des relations amicales avec le pays qui lui avait donné asile.

Cependant les Écossais firent en 1061, du vivant même d'Édouard, une petite incursion à main armée

dans le Northumberland ; mais probablement Malcolm ne participa pas à cette entreprise, qui fut aussitôt réprimée.

En 1066, l'année même de la mort du roi Édouard, nous voyons le roi d'Écosse offrir un asile au rebelle Tostig, frère du malheureux Harold. Après la conquête, les seigneurs saxons opprimés cherchent asile sur la terre d'Écosse et parmi eux le prétendant Edgar Atheling et sa famille, au milieu de laquelle se distinguait, par son intelligence supérieure et son énergie, autant que par sa beauté, Marguerite, sœur du jeune prince.

Malcolm épousa Marguerite (1067), et cette alliance, qui l'engagea en quelque sorte à prendre parti contre le Conquérant, amena la campagne de Guillaume au delà de l'Humber, dont nous avons précédemment parlé. En représailles, Malcolm ravagea le comté de Durham (1070), dont, selon les chroniqueurs écossais, il emmena tant d'habitants captifs, que pendant bien des années on trouvait des esclaves anglais dans toutes les huttes de l'Écosse.

Cependant les Saxons dépouillés par la conquête continuaient toujours d'émigrer en Écosse, où le roi leur offrait la plus généreuse hospitalité. La dissension s'étant, comme on devait s'y attendre, mise entre les conquérants au sujet du partage du butin, des chevaliers normands mécontents quittèrent l'Angleterre, comme l'avaient fait jadis les Saxons; les uns pour retourner dans leur patrie, les autres, en assez grand nombre, pour se rendre à la cour du roi d'Écosse.

Éclairé par son épouse Marguerite sur la supériorité réelle de la chevalerie normande, et sur le bien que sa présence pouvait faire à l'Écosse, Malcolm accueillit ces derniers hôtes avec une distinction toute particulière. Il leur accorda des offices, des honneurs, des terres, et le commandement de plusieurs places

fortes; poste de haute confiance dont il ne semble pas qu'aucun d'eux ait abusé.

Ne pouvant conserver l'intérêt, l'unité historique, en établissant un synchronisme parfaitement exact pour l'histoire des trois royaumes, qui réunis forment aujourd'hui la Grande-Bretagne, nous nous trouvons dans la nécessité de continuer ici le récit du règne de Malcolm III, qui survécut onze années à Guillaume le Conquérant. Après la mort de celui-ci, divers sujets de querelle entre l'Écosse et l'Angleterre donnèrent lieu à des incursions mutuelles; mais la cause principale de toutes ces querelles venait de l'établissement encore mal affermi et plein de confusion du système féodal. Comme nous l'avons dit précédemment, le Cumberland et le Northumberland avaient été cédés à l'Écosse par l'Angleterre, avec la vague stipulation d'aide et d'amitié.

Le second roi normand, Guillame II, prétendit que cette stipulation impliquait l'hommage lige de vassal à suzerain. Malcolm refusa cet hommage; et cette prétention d'une part, ce refus de l'autre, furent la source de longues guerres, qui coûtèrent bien du sang aux deux royaumes, et ne furent pas finies à l'avénement des Stuarts à la couronne d'Angleterre, l'Écosse persistant à se regarder comme indépendante en droit.

Désespérant d'obtenir l'hommage qu'il réclamait, Guillaume II résolut au moins d'empêcher les Écossais de s'introduire au cœur de son royaume, et à cet effet il fit construire la forteresse de Newcastle (Château-Neuf), en 1090, et celle de Carlisle en 1092, toutes deux sur les frontières extrêmes du Northumberland.

La mort de Malcolm arriva au milieu de ces discussions, auxquelles elle semblait devoir mettre fin. Ce prince entreprenant faisait le siége de la citadelle nor-

mande d'Alnwick, qui, située sur la côte orientale du Northumberland qu'il possédait, ne lui appartenait pourtant pas : surpris par Roger de Mowbray, baron normand, il se vit forcé d'accepter le combat avec une troupe en désordre, et incomparablement plus faible que celle de son adversaire ; sa mort fut le résultat de cette malheureuse affaire, où périt avec Malcolm Cean-Mohr, l'aîné de ses fils qui combattait à ses côtés (1098). La reine Marguerite, déjà malade, mourut, dit-on, en apprenant cet événement ; et l'Église romaine ne tarda guère à canoniser cette sainte femme, qui avait bien mérité cet honneur par ses hautes vertus et par le bien qu'elle avait voulu faire, plus encore que par celui qu'elle avait accompli.

La légende raconte un miracle qu'on peut considérer comme le symbole de l'amour dévoué que cette princesse eut toute la vie pour le prince auquel l'unissaient les nœuds du mariage. D'après ce récit, lorsqu'on voulut transporter le corps de la nouvelle sainte dans un tombeau digne du rang élevé qu'elle avait occupé sur la terre, on ne put le soulever jusqu'à ce qu'on eût rendu le même honneur à celui de son mari.

Marguerite et Malcolm sont le premier point lumineux que présente l'histoire d'Écosse, et si la première rayonne d'intelligence et de charité, le second ne brille pas moins par sa chevaleresque générosité et son indomptable courage. On attribue à Malcolm III, héros encore un peu fabuleux de la vieille Écosse, l'introduction du système féodal dans ce pays, et les chroniqueurs rapportent fort en détail qu'il convoqua à Scone, toute la noblesse de son royaume, et que chacun des seigneurs écossais, anglo-saxons ou normands établis en Écosse, apporta avec soi une poignée de terre qu'il déposa aux pieds du roi, auquel il faisait ainsi symboliquement abandon de ses domaines,

que le roi lui rendait ensuite par une charte d'investiture féodale. Du reste, ce Malcolm III, tant vanté par les historiens de l'Écosse, était de la plus grossière ignorance, ne sachant pas même lire, quelque peine qu'eût prise pour le lui apprendre la reine Marguerite. Ceci suffit à montrer dans quel état de barbarie était encore plongée l'Écosse, à la fin du XIe siècle, relativement aux autres puissances chrétiennes de l'Europe. Cette barbarie ne devait, du reste, être entamée que longtemps après, et semblait le rempart de la sauvage indépendance de cette contrée qu'elle séparait d'une façon bien tranchée de l'Angleterre.

Irlande, *de* 1014 *à* 1086. — Pour l'Irlande, voulant, aussi bien que pour l'Écosse, nous arrêter, autant que possible, à des périodes distinctement tranchées de son histoire, nous nous sommes vue obligée de la quitter à l'an 1014, époque de l'assassinat de Brian-Boru, et c'est là que nous la reprendrons pour suivre son histoire jusqu'à l'an 1086, c'est-à-dire trois années environ après la mort de Guillaume le Conquérant, époque où la royauté d'Irlande fut partagée entre deux princes également violents.

La bataille de Clontarf (1014), où périrent si malheureusement l'héroïque Brian-Boru et son fils *le roy-damna*, Morough, fut, comme nous l'avons dit, le plus grand désastre qu'eussent encore éprouvé les Danois sur la terre d'Irlande. Les chroniqueurs nationaux prétendent que cette victoire les chassa de toute l'île; mais il paraît certain, qu'assez forts cette fois pour arrêter les Scandinaves dans leur invasion, les Irlandais ne purent pas cependant les expulser entièrement, et que, refoulés vers les côtes et réduits à n'occuper plus que quelques points du littoral à l'est et au sud de l'île, les Danois s'y établirent solidement, et y fondèrent des comptoirs commerciaux à Dublin, (Dyvelin), Waterford, Wexford, Limerick, etc., qu'ils

possédaient encore à l'époque de la conquête de Henri II. Toutefois jamais, quelque puissance qu'ils eussent dans les districts dont ils s'étaient emparés, les Danois ne furent reconnus pour rois par les Irlandais.

Après la mort de Brian-Boru, Malachy, que de roi souverain (*ardriagh*), et chef du Leinster, l'usurpateur Brian, comme le nomment les historiens, avait réduit à la petite principauté de Meath, redevint roi souverain de l'Irlande, et continua avec bonheur l'œuvre de délivrance de Brian-Boru. Nous devons remarquer ici, que de même qu'à une époque très-rapprochée de nous, les historiens de la restauration essayèrent de confisquer les victoires de l'empire au profit du roi légitime de France et de Navarre, Louis XVIIIe du nom, les annalistes irlandais du XIe et du XIIe siècle, à leur tête Tigernach, dont nous aurons occasion de parler, attribuent au règne de Malachy les quarante-trois glorieuses années de celui de Brian-Boru; fait que nous n'aurions pas mentionné, si en même temps qu'il est caractéristique de toutes les restaurations, il n'était une preuve de plus, que la couronne d'Irlande était héréditaire aussi bien qu'élective.

Malachy ne fut pas plutôt monté sur le trône qu'il attaqua les Danois dans leur capitale de Dublin, à laquelle il mit le feu, brûlant la citadelle, les maisons qui l'entouraient, et détruisant une bonne partie de la ville; ce qui n'empêcha pas que l'année suivante (1015), les Danois, après avoir reçu des renforts de la mère patrie, ne recommençassent leurs dévastations. Ils furent encore repoussés et battus par Malachy. Ayant fait son fils prisonnier, ils lui arrachèrent les yeux, à cette fin de le rendre incapable de régner, en vertu de cette loi de l'antique Erin, que nous avons vue mise en vigueur pour Cormac-Ulfadha. Le chef des Danois était alors Sitric, que déjà nous avons vu au temps de Brian-Boru.

Cependant les petits roitelets de l'Irlande ne se montraient pas plus soumis à Malachy qu'ils ne l'avaient été à ses prédécesseurs, moins Brian qui avait su les réduire à une soumission à peu près complète. En même temps qu'il faisait la guerre aux Danois, Malachy eut à combattre et les princes de l'Ulster qu'il obligea à lui livrer des otages (1016), et une puissante tribu du nord, appelée tribu ou clan des O'Niells, et plusieurs autres tribus du Leinster. Il soumit ou s'attacha les chefs de ces diverses contrées, et bientôt, aidé des O'Niells et de Donchad, fils de Brian, il soumit le Connaught qui s'était aussi révolté.

La dernière victoire que Malachy remporta sur les Danois, avec lesquels on doit remarquer qu'il ne s'allia jamais, même pour venger ses injures personnelles, date de 1022, et après cette victoire, se dépouillant de la royauté, il embrassa une vie presque cénobitique, faisant de pieuses fondations, parmi lesquelles un collége pour trois cents orphelins, pris dans toutes les villes de l'Irlande, mérite d'être cité; Malachy mourut fort peu de temps après cet acte de munificence qui fut célébré par les poëtes du temps.

A partir de la mort de Malachy, l'Irlande, dont l'histoire a une certaine clarté depuis la mission de saint Patrice, c'est-à-dire pendant six cents ans (de 422 à 1022), retombe dans une confusion telle, qu'on a peine à se retrouver dans le dédale d'usurpations et d'actes de violence dont elle offre le tableau.

En montant sur le trône d'Irlande, au mépris de l'antique loi d'hérédité, le héros Brian avait porté un coup fatal à la paix intérieure de l'Irlande. Jusqu'à lui tous les rois suprêmes, à une seule exception près, qui remontait à la première année du VIIe siècle, avaient été, depuis cinq cents ans, choisis dans une même famille, celle des Hy-Niell. Le brillant succès de Brian,

ses belles qualités, firent de sa glorieuse usurpation un précédent dont on crut pouvoir s'autoriser, et l'antique couronne de Tara sembla une proie à toutes les ambitions qui s'agitaient au fond de ce pays divisé en tant d'États presque toujours rivaux. La corruption du clergé qui eût pu interposer son autorité, vint s'ajouter aux autres causes de désordre qu'amenait naturellement la mort de Malachy. Durant le reste de l'existence de l'Irlande comme État indépendant, parmi les princes qui se succédèrent les uns aux autres, en portant le titre de roi, il y en eut à peine quelques-uns qui fussent constitutionnellement élus selon les antiques lois. Peu d'entre eux furent reconnus par les diverses petites nations de l'Irlande, et cette anarchie, qui dura jusqu'à la conquête d'Henri II, dut beaucoup favoriser cette conquête.

Devenu aveugle, comme nous l'avons dit, le fils de Malachy ne pouvait par cela même prétendre à succéder à son père; et un long et désastreux interrègne suivit la mort de ce roi, interrègne durant lequel les maux qu'amène naturellement le manque de chef suprême dans un pays accoutumé au régime monarchique, furent aggravés encore par la rivalité furieuse et la discorde des petits princes entre eux.

L'héroïque Brian avait laissé deux fils, Teige et Donchad, et on s'étonnerait de ne pas les voir réclamer à la mort de Malachy une souveraineté à laquelle il semble que le sang et les exploits de leur père pouvaient leur donner droit de prétendre, si l'un et l'autre n'avaient alors dû défendre leurs États héréditaires du Munster contre les prétentions envahissantes des tribus voisines. Lorsqu'ils eurent repoussé l'ennemi qui les menaçait, on les vit se livrer entre eux une guerre impie. Réconciliés par l'entremise du clergé, ils régnèrent conjointement jusqu'à l'année 1023, où Donchad fit assassiner son frère.

Après avoir commis ce forfait, Donchad, désormais seul roi du Munster, obligea les princes du Connaught à lui rendre hommage, soumit à un tribut les Danois de Dublin et ceux du Leinster, et sa domination s'étendit de telle sorte, que quelques anciens annalistes ont cru pouvoir l'inscrire sur leur liste chronologique des rois souverains d'Irlande.

Mais Donchad ne tarda pas à trouver un adversaire dans la personne de Turlough, fils du frère dont il avait causé la mort, et ce jeune prince le força, après de nombreux exploits, à lui céder le Munster (1063). Après sa défaite, Donchad se rendit à Rome, où il se fit moine au monastère de Saint-Étienne. Il mourut en ce lieu (1064), où il laissa la réputation d'un pénitent sincère.

Au dire de quelques écrivains, dans son voyage de Rome, le royal pèlerin avait emporté la couronne d'Irlande qu'il avait déposée aux pieds du saint-père, lui faisant ainsi symboliquement hommage d'un bien qui, s'il lui avait jamais appartenu, ne lui appartenait plus désormais. Mais ceci semble une invention destinée à colorer l'acte de violence par lequel le pape Adrien IV donna la couronne d'Irlande au premier des Plantagenets.

Donchad avait épousé en secondes noces Driella, fille de ce comte de Kent, Godwin, qui, sorti des rangs du peuple, fut si puissant en Angleterre, au temps d'Édouard le Confesseur. Selon la chronique saxonne, Donchad prêta secours aux parents de sa femme pendant leurs dissensions avec Édouard. Sa liaison avec Harold fut peut-être l'origine de la haine que les conquérants normands semblent avoir conçue de bonne heure contre l'Irlande, qu'ils convoitaient.

La plupart des annalistes placent Turlough au rang des rois d'Irlande, tandis que d'autres donnent ce titre à Dermot, qui régnait sur le Leinster au commence-

ment du règne de Turlough. Mais à la mort de Dermot (1072), Turlough fut reconnu roi suprême; et Godfred, chef des Danois de Dublin, vint lui-même lui rendre l'hommage féodal (1073), plaçant ses mains dans celles du roi en signe de sujétion, ce qui n'empêcha pas qu'à quelque temps de là (1075) Turlough renversa Godfred et mit à sa place son propre fils Murkertach.

Ce roi suprême obtint une facile soumission de toutes les parties de l'Irlande, excepté l'Ulster, qui, soumis enfin par les armes, fut obligé de payer comme tribut 1,000 têtes de bétail, 40 onces d'or et cent vingt plaids bariolés.

Turlough mourut (1086) après vingt-deux ans de règne.

Un curieux monument du règne de Turlough est une lettre de l'archevêque de Canterbury, Lanfranc, adressée au *magnifique roi d'Hibernie*, et dans laquelle, après avoir accusé le relâchement de mœurs et de discipline du clergé irlandais, le prélat donne les louanges les plus exagérées à la pieuse humilité du roi envers les bons, à sa justice sévère vis-à-vis des méchants, à son équité avec tous. « Ce qui fait, dit l'ar-« chevêque en terminant, que bien que je n'aie jamais « eu le bonheur de vous voir, je vous aime comme « si je vous connaissais. » Cette lettre fut une des premières relations de l'Irlande avec l'Angleterre; par une seconde, nous voyons le roi Guillaume *le Roux* (1085) requérir amicalement le roi d'Irlande de vouloir bien lui envoyer, pour les charpentes du palais de Westminster, quelques-uns des beaux chênes de l'Irlande; ce qui prouve qu'au douzième siècle l'Irlande, aujourd'hui complétement nue et dépouillée, conservait encore les magnifiques forêts qui avaient servi de temples à ses antiques druides.

CONSTITUTION, LÉGISLATION, LITTÉRATURE et BEAUX-ARTS, de 1066 à 1087. — La conquête de l'Angleterre par les Normands amena, comme on peut bien le penser, un grand changement dans la constitution, dans les mœurs, dans la littérature et dans les beaux-arts du peuple envahi.

Tout était dans la confusion, suite inévitable d'une conquête, lorsque d'une main ferme, Guillaume le Bâtard entreprit de tout ramener à l'ordre. Comme nous l'avons dit, *le Conquérant* commença par établir le système féodal dans ses États, et la chose était d'autant plus facile, que, donnant des terres conquises, il pouvait les donner à telles conditions qu'il lui convenait.

Maître incontesté de tout le royaume, il divisa les terres de l'Angleterre entre les principaux chefs qui l'avaient accompagné, exigeant d'eux en échange l'hommage lige et le service féodal. Mais à peine installé dans son nouveau fief, chacun de ces chefs se mit à élever un château fort sur quelque colline, et au-dessous de ce château se pressèrent les chaumières des pauvres serfs ou vassaux, chargés de labourer la terre. Bientôt l'homme lige, véritablement roi dans son petit domaine, fort de son château et des serfs rassemblés à l'entour, se souleva contre son suzerain; révolte dont, à moins d'un siècle et demi de distance de la conquête, devait sortir la grande charte, sur laquelle repose encore aujourd'hui la constitution anglaise.

Les barons normands, possesseurs de ces fiefs ou châteaux, formèrent le premier ordre de l'État après le roi. Après eux, venaient les *vavassors*, ou barons normands d'un ordre inférieur, et à leur suite ceux des *thanes* anglo-saxons qui n'avaient pas été complétement dépossédés; puis les *ceorls* (paysans) saxons, que la conquête appela *socmen* (hommes de charrue),

les *freedmen* ou affranchis; enfin les *borders* et les *cottars*, sur la condition desquels on n'est pas encore parvenu à bien s'entendre, mais qui semblent avoir habité de petites huttes (*cottages*), *bordant* (près de) la demeure de leurs maîtres, où ils exerçaient probablement quelque industrie au profit de ces maîtres; des esclaves *prédéaux*, c'est-à-dire vivant à la campagne, et livrés aux soins de l'agriculture, enfin des esclaves domestiques.

Comme nous l'avons dit, le Conquérant exigea que les barons auxquels il concédait des terres anglaises lui rendissent foi et hommage, et assis sur son trône, il leur fit plier le genou pour se reconnaître ses hommes liges de vie et de membres, lui promettre respect, fidélité, et de le défendre envers et contre tous, même au péril de leur vie. Tous ces grands vassaux étaient tenus de se présenter trois fois l'an, à Noël, à Pâques et à la Pentecôte, à la cour de leur souverain, pour l'aider à rendre la justice, et délibérer avec lui sur les affaires du royaume. Ils devaient aussi avoir toujours prêt un corps de troupes bien armées, et payer annuellement une certaine redevance perçue par les shérifs royaux. Si l'un de ces seigneurs venait à mourir, le roi avait la garde-noble, la tutelle de ses enfants mineurs, dont il administrait les biens. Ces enfants étaient tenus en outre de payer divers droits à leur tuteur, les filles en se mariant, les garçons à leur majorité, à titre de *relief*, c'est-à-dire, pour relever leurs terres des mains de leur seigneur. Enfin, les feudataires de la couronne devaient à leur souverain une autre redevance appelée *aide*, quand celui-ci faisait son fils aîné chevalier, mariait sa fille, ou, fait prisonnier de guerre lui ou ses enfants, se voyait dans la nécessité de payer une rançon. C'était, on le voit, la féodalité française que Guillaume établissait dans son nouveau domaine.

Mais il ne suffisait pas de cet établissement, il fallait encore asseoir l'impôt, dont les redevances féodales ne pouvaient être qu'une partie : cet impôt se composa des *échoires*, c'est-à-dire, des biens qui retournaient à la couronne faute d'héritiers, revenu qui bientôt devint si considérable, qu'on institua pour le recevoir un office particulier, l'*escheatry* (échiquier), qui eut aussi à s'occuper des *confiscations*; des *vacances*, sorte de confiscation qui s'étendait aux bénéfices ecclésiastiques, dont le roi percevait les revenus tant qu'il n'y avait pas de titulaire nommé ; des *tailles* prélevées sur les comtés, sur les villes et sur les biens des paysans ; du *danegelt*. En sus, le trésor percevait les droits de péage levés sur les ponts, dans les foires et dans les marchés ; les droits d'importation et d'exportation. La justice était vénale, les emplois publics s'achetaient à beaux deniers comptants ; des amendes excessives étaient infligées sous les prétextes les plus frivoles ; de prétendus dons volontaires étaient perçus dans certaines circonstances pour le roi ; chaque feu dut payer un impôt d'un schelling tous les trois ans. Les comtés, les villes furent donnés à ferme ; les corporations des arts et métiers payèrent pour jouir de leurs priviléges ; enfin, le roi disposait absolument des richesses des juifs. De tous ces impôts, de toutes ces exactions, il résultait un revenu considérable pour le roi Guillaume, revenu qu'Orderic Vital assure ne pas se monter à moins de 3,000 à 4,000 livres sterling par jour, plus de 100,000 fr. de notre monnaie, ce qui, la valeur de l'argent étant dix fois plus forte qu'aujourd'hui, ferait un revenu de 1,000,000 de fr. par jour pour la seule Angleterre, non compris l'Irlande, l'Écosse et le pays de Galles.

Si l'on considère que de leur côté les barons prélevaient aussi des impôts sur leurs terres, on comprendra quelle devait être la misère des classes infimes de la société.

Outre la justice royale, chaque baronnie, chaque archevêché, chaque abbaye et chaque prieuré avaient leurs cours de justice; ce qui peu à peu enleva presque toute puissance aux cours de comté, dont l'institution appartenait à la période saxonne. Dans ces anciens tribunaux, on voyait siéger les juges ecclésiastiques à côté des juges civils. Guillaume, tout en conservant les cours de comté, sépara les deux juridictions, en instituant les tribunaux ecclésiastiques de l'archidiacre, de l'évêque et de l'archevêque.

Au sommet de toute cette organisation judiciaire s'élevait le roi, principal magistrat du royaume, dont le tribunal, appelé *Curia* ou *Aula regis*, se tenait partout où il plaisait au monarque, dont la personne était censée toujours présente, soit qu'il le présidât en personne, soit qu'il s'y fît représenter. Les magistrats de ce tribunal étaient : les grands officiers de la couronne, les juges du roi, et tous les grands barons du royaume, tant spirituels que temporels.

La grande classe des officiers du roi se composait du grand sénéchal d'Angleterre, le plus haut fonctionnaire du royaume après le roi; du grand justicier ou chef de justice; du sénéchal du roi; du connétable ou constable, que sa charge obligeait de marcher le premier de l'armée quand on allait en guerre, le dernier au retour; du maréchal; du chambellan; du chancelier, qui n'était rien de plus qu'un *clerc de cabinet*, chapelain intime ou confesseur du roi, employé souvent par lui comme secrétaire, chargé d'apposer le grand sceau royal sur les actes publics, et présidant d'office à la chapelle; enfin le trésorier du roi, qui d'ordinaire était un ecclésiastique.

Il y avait, outre les tribunaux dont nous avons précédemment parlé, une assemblée suprême appelée *parliamentum*, du mot français parler, chargée de faire les lois et de fixer les taxes.

Le jury reçut de Guillaume une organisation plus régulière que celle qu'il avait eue sous les Saxons; en somme, en échange des malheurs peut-être inséparables de la conquête, l'Angleterre eut des Normands les bienfaits d'une civilisation plus avancée que la sienne.

On attribue à Guillaume le Conquérant le difficile projet d'abolir entièrement l'usage de la langue anglo-saxonne dans toute l'étendue de ses États d'Angleterre, et l'on cite ce fait certain, qu'il ordonna que, dans toutes les écoles du royaume, on apprît la langue française à la jeunesse; mais ceci n'a rien d'étonnant, puisque ces écoles étaient pleines de jeunes Normands bien plus que d'enfants de la nation vaincue.

Le français du nord, la langue d'oïl, fut aussi la seule langue parlée dans les tribunaux, par la raison sans doute que les juges civils ou ecclésiastiques, les clercs et jusqu'aux moindres scribes, tous étaient Normands. Les actes furent donc rédigés en français aussi bien que les lois, et tout naturellement on ne parla pas d'autre langue à la cour toute normande du *Conquérant* et de ses fils; mais chez les Saxons restés sur la terre d'Angleterre, dans le château du *thane* et dans la cabane du serf, on continua à parler le langage des vieux Saxons, et, de l'existence simultanée des deux dialectes, résulta ce mélange de français et d'idiome germanique qui forme aujourd'hui le fond de la langue anglaise, où le français l'emporte de beaucoup, mais où subsistent souvent les deux mots des deux langues pour exprimer une même chose. On a fait de singulières études à ce sujet, et elles ont fourni des rapprochements suffisants à eux seuls pour indiquer l'état dans lequel étaient tombés les vaincus. Presque tous les objets de travail, d'agriculture, de peine, ont conservé des noms saxons, tandis que les mêmes objets devenus sujets de jouissance prennent

des noms normands [1]. On pourrait citer en ce genre une longue nomenclature de mots saxons et de mots normands s'appliquant aux mêmes choses, mais non avec la même idée. Ajoutons que le caractère de la langue plus normande ou plus saxonne est très-fortement marqué chez les grands écrivains de l'Angleterre, particulièrement jusqu'au XVIIIe siècle, et que, selon qu'ils appartiennent au parti démocratique ou au parti aristocratique, l'anglo-saxon ou l'anglo-normand prédomine. Citons pour exemple deux grands poëtes, Spencer et Milton, et ne craignons pas d'affirmer que, quoique plus rapproché de trois quarts de siècle de la domination saxonne, Spencer offre moins de mots germaniques que Milton. Et si l'on compare ce même Milton révolutionnaire aux écrivains de la cour de Charles Ier, on trouvera la même différence, par exemple, entre le célèbre pamphlet composé par l'évêque Gaudin, sous le nom de Charles Ier, et ayant pour titre *Eikon Basiliké* (Image du roi), et la non moins célèbre réponse de Milton, l'*Iconoclaste* (le briseur d'images). Quant aux mots latins qu'on trouve en assez grand nombre dans la langue anglaise, on peut dire qu'ils y ont pénétré par le français. Remarquons que dès le Xe siècle, la noblesse anglaise avait pris la coutume d'envoyer ses enfants faire leur éducation en France, et dédaignait de parler le saxon qu'elle laissait au peuple. Ce fut sans doute là une des causes qui facilitèrent la domination normande. Cependant longtemps encore après la conquête, on voit subsister et combattre deux langues aussi bien que deux populations diverses sur le sol tourmenté de l'Angleterre, jusqu'au jour où se fondent enfin le peuple anglais, la langue anglaise.

[1] Ainsi, par exemple : le *veau*, le *bœuf*, le *mouton*, qui, sur pied, se nomment de leur nom saxon : *calf*, *ox*, *sheep*; une fois abattus prennent des noms normands : *veal*, *beaf*, *mutton*.

Remarquons aussi dès à présent que la langue française fut, avec le latin, la langue officielle, *la langue de l'État* (qu'on nous passe cette expression), jusqu'au XIVe siècle, et qu'il faut arriver au XVe (1425), pour trouver un acte de la chambre des communes rédigé en anglais.

C'est donc jusqu'au XIVe siècle une littérature latine ou française qu'il faut étudier en Angleterre, où quelques chants des pauvres Saxons, quelques ballades d'outlaws, qui encore ne nous ont pas été conservés dans leur forme primitive, attestent seuls qu'il restait un idiome national à l'Angleterre envahie.

L'époque de la conquête proprement dite (de 1066 à 1087) nous présente déjà des trouvères romanciers parcourant, leur harpe en main, les villes et les châteaux, ébauchant dans leurs chants le fameux *roman de Brut*, et le roman non moins célèbre de *Rou* ou Rollon, fondateurs, l'un de l'empire breton, l'autre de la domination normande dans la Neustrie. Nous avons parlé du ménestrel guerrier Taillefer, plus connu que son collègue Berdic, par cela même que le premier fut tué à la bataille d'Hastings. Quant aux historiens latins, ou plutôt aux chroniqueurs qui nous ont conservé le souvenir de la conquête normande, les plus célèbres, Dudon, Orderic Vital et Guillaume de Jumiéges, étaient certainement Normands; le nom du troisième, Ingulphe, qui, né en 1030 et mort en 1109, fut secrétaire du Conquérant, semble au contraire indiquer une origine anglo-saxonne.

Le caractère de l'architecture ne fut pas fortement altéré par le grand événement de la conquête normande. Il reste encore aujourd'hui des ruines de la célèbre *Abbaye de la Bataille*, élevée par le Conquérant sur le champ de bataille d'Hastings, et ces ruines suffisent à montrer que, comme l'architecture saxonne, l'architecture normande du XIe siècle était sévère et

sombre, que de rares ornements la décoraient, qu'elle offrait le plein cintre (l'ogive ne fut introduite en Angleterre que vers la fin du XIIe siècle, sous Henri II); qu'en un mot, elle était lourde, écrasée, sans élégance, et très-éloignée de ces formes hardies et légères qui font notre admiration dans les églises anglaises du XIIIe au XVIe siècle, et qui furent sans doute empruntées à la France, à l'Italie, et aussi quelque peu à l'Orient par les croisés.

La sculpture était plus grossière de beaucoup que l'architecture, et les rares monuments qui sont parvenus jusqu'à nous, ne sont que des ébauches, qui n'offrent rien de supérieur à ce qu'ont laissé les Saxons. Quant à la peinture, elle s'était réfugiée sur les vitraux et dans les manuscrits, où l'on trouve des miracles de couleur et de naïveté, mais presque jamais de dessin. On en peut dire autant des tapisseries, et celle dite de la reine Mathilde est un des chefs-d'œuvre du genre.

Quant à la musique, fort cultivée en Angleterre avant la conquête, il ne paraît pas qu'elle ait souffert de l'invasion normande. Comme les princes saxons, les rois normands eurent leurs ménestrels, poëtes et chanteurs qui occupaient un rang distingué à la cour, et la maison d'un baron renfermait toujours dans son sein un de ces ménestrels traité avec honneur et fort largement rétribué.

Les ménestrels ambulants dont nous avons précédemment parlé, continuèrent à subsister après la conquête, et se divisèrent en *rimeurs*, *chanteurs*, *rôdeurs*, *jongleurs*, *bouffons*, *poëtes*, etc.

Nous remettrons à une autre époque à parler des lettres et des beaux-arts en Écosse et en Irlande, qui, ces deux pays n'ayant pas subi la conquête, n'ont pu, dans un si court espace de temps, y éprouver de notables changements.

LIVRE TROISIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

Guillaume II dit *le Roux* succède à son père. — Robert lui dispute la couronne. — Opposition du clergé. — Lois de chasse. — Mort de Guillaume II. — Henri Ier dit *Beauclerc*. — Bataille de Tinchebray. — Edgar Atheling. — Guillaume, fils de Robert, duc de Normandie. — Le roi de France songe à s'emparer de la Normandie. — Naufrage de la *Blanche-Nef*. — L'impératrice Mathilde. — Origine des Plantagenets. — Mort de Henri Ier.

De 1087 *à* 1135.

Aussitôt que les fils du Conquérant eurent recueilli les dernières volontés de leur père, ils l'abandonnèrent, quoiqu'il respirât encore, pour courir chacun à sa part d'héritage. Son fils puîné Guillaume, surnommé *Rufus* (*le Roux* ou *le Rouge*), de la couleur de ses cheveux, se mit immédiatement en route pour l'Angleterre, et apprit à Calais la mort de son père. En entendant cette nouvelle, il n'eut qu'une pensée, celle d'arriver le premier à Winchester, où se trouvait le trésor royal, dont il voulait s'emparer. Il réussit dans cette entreprise, et ne trouva pas dans le trésor convoité moins de soixante mille livres en argent, c'est-à-dire, environ vingt-quatre millions de notre monnaie, outre de la vaisselle d'or et d'argent, des bijoux et d'autres effets précieux, montant à une somme consi-

dérable : richessses extorquées aux sujets du Conquérant, et qui représentaient bien des injustices, bien des larmes. Après s'être assuré ce puissant moyen d'attirer les hommes à son parti, il fit assembler les chefs normands, leur annonça la mort du *Conquérant*, fut élu roi par eux, et sacré dans la cathédrale de Winchester, par l'archevêque Lanfranc.

Robert songea à disputer la couronne à son frère, et ses droits étaient réels, puisque ni la loi anglaise, ni la loi normande ne contenaient rien qui pût autoriser cette singularité de voir un frère puîné préféré à son aîné pour l'héritage de la souveraineté. D'ailleurs, si l'on en venait à comparer entre eux les deux frères, le contraste de leurs caractères ne tournait pas à l'avantage de Guillaume, dissimulé, hautain, tyrannique, moins habile que son père, mais aussi ambitieux; ayant, en un mot, tous les défauts du Conquérant sans ses grandes qualités; tandis que son frère aîné, brave, ouvert, sincère, généreux, étourdi, prodigue, plaisait par ses défauts au moins autant que par ses qualités à des barons qui redoutaient avant tout d'avoir une fois encore pour souverain un homme sévère et actif. D'ailleurs, en montant sur le trône, Guillaume le Roux avait signalé son avénement par plusieurs actes de violence, et entre autres en faisant remettre en prison plusieurs chefs délivrés par l'ordre de Guillaume Ier, au moment où celui-ci, prêt à paraître devant Dieu, voulait alléger par une tardive clémence le compte terrible qu'il avait à rendre.

De plus, les barons qui possédaient des biens à la fois en Angleterre et en Normandie, craignant de se voir dépossédés des uns ou des autres par suite de la disjonction des deux États, désiraient les réunir sur une seule tête.

Une partie des barons s'attacha donc à Guillaume, tandis que l'autre embrassa le parti de Robert; et le

l'avantage du roi d'Angleterre. Par ce traité, le roi d'Angleterre et le duc de Normandie s'assuraient réciproquement et de nouveau leurs héritages respectifs en cas de mort de l'un des deux, ce qui, enlevant à Henri tout espoir de fortune, donna lieu à de nouvelles guerres dont la Normandie fut le théâtre, mais où Guillaume se montra à la tête de ses troupes, jusqu'à ce qu'une invasion du roi d'Écosse le rappelât en Angleterre, où il ramenait avec lui son frère Robert, qui venait prendre possession de quelques fiefs anglais que le traité lui accordait.

Cependant Guillaume ne tint aucune des promesses qu'il avait faites au duc de Normandie; et fatigué d'instances, Robert envoya à sa cour deux hérauts d'armes, chargés de dénoncer, en face de ses barons, Guillaume comme chevalier déloyal et félon. Cet expédient ramena le roi Roux (*Rufus*), comme l'appelle la chronique, en Normandie, où il allait, disait-il, soumettre à l'arbitrage des barons les différends survenus entre lui et son frère. Mais en réalité il y venait seulement dans l'espoir de séduire les amis et les alliés de Robert, comme il le prouva bien, quand les barons ayant décidé contre lui, il en appela aux armes.

Mais une heureuse diversion vint encore une fois sauver Robert, qui se voyait seul pour défendre son duché, le roi de France s'étant retiré, gagné par l'or du monarque anglais. Cette diversion vint des Gallois, toujours rebelles à l'autorité étrangère, et contre lesquels, après plusieurs campagnes inutiles, Guillaume ne vit d'autre ressource que de les enfermer dans une chaîne de forts et de châteaux qu'il fit construire sur toute l'étendue de la frontière du pays de Galles.

Une conspiration fut tramée presqu'en même temps par les barons normands d'Angleterre; mais elle fut bientôt réprimée par l'actif Guillaume, qui punit les conspirateurs des peines les plus cruelles. Lorsqu'il

eut mis ordre à tous ces troubles intérieurs, Guillaume voulut retourner en Normandie pour vaincre enfin son frère, qui, las de tant de guerres, consentit à résigner, moyennant une certaine somme, son duché à l'insatiable roi d'Angleterre.

Comme on le pense bien, toutes ces guerres, tous ces accroissements de territoire, se faisaient aux dépens du pauvre peuple épuisé, auquel le fils du Conquérant trouvait encore le moyen d'extorquer de lourds impôts; aussi la Chronique saxonne que nous avons déjà eu l'occasion de citer, dit-elle que « Guillaume II fut détesté de son peuple et odieux à Dieu. » Ajoutons qu'une sourde résistance se fit sentir pendant presque tout son règne et qu'elle vint particulièrement du clergé. Des couvents entiers furent cruellement punis, et des moines normands vinrent remplacer les moines saxons dans ces couvents; Guillaume dépouillant aussi facilement les membres du clergé qui se trouvaient sous sa domination, que les autres princes de son temps dépouillaient de leurs biens leurs sujets laïques. L'exemple de semblables rigueurs était rare dans ces siècles où l'Église était considérée comme un refuge à peu près assuré contre les grands. Cependant le pape souffrait patiemment des exactions qui, venant d'un autre prince et en d'autres pays, auraient infailliblement attiré sur leur auteur les foudres du Vatican. Comme nous avons déjà eu occasion de le remarquer, il protégeait le clergé normand orthodoxe vis-à-vis du clergé d'Angleterre, simoniaque, barbare, peu soumis à Rome et entaché de pélagianisme. D'ailleurs le pontife romain n'était plus cet Hildebrand, qui porta si haut la gloire et la puissance de la tiare; c'était Urbain II, qui ne demandait pas mieux que de vivre en paix avec les puissants, et qui, pourvu qu'on payât exactement le *Romescot*, trouvait que tout allait bien en Angleterre.

Les Normands ne pouvaient s'arranger de façon à vivre tranquilles entre eux sur la terre qu'ils avaient conquise. Des luttes intestines couvaient sourdement, alors même qu'ils semblaient calmes et d'accord, et, en 1094, la paix de l'Angleterre fut de nouveau troublée. Quelques chefs ou seigneurs féodaux se soulevèrent contre le roi, et l'une des causes de leur révolte fut le droit exclusif sur les forêts d'Angleterre, que le Conquérant s'était arrogé, et que Guillaume II maintenait rigoureusement.

La rigueur des lois de chasse fut sans contredit une des choses dont le peuple et les grands se plaignirent le plus sous le règne du *roi Roux*. Le peuple eut bien aussi de lourdes corvées à faire pour l'érection de quelques monuments; mais les nations, bons juges en ce point, murmurent surtout des actes de tyrannie qui ne tournent qu'au profit des plaisirs des princes.

Parmi les lieux dévastés et mis en forêts pour les chasses du roi, on citait avec une exécration particulière un certain endroit planté en bois destiné aux plaisirs du roi, où bien des cabanes ayant été détruites, les bêtes fauves avaient remplacé les pauvres Anglo-Saxons. On nommait ce lieu la *Forêt-Neuve*, et il n'y avait sorte de contes superstitieux que le peuple ne fît sur un endroit arrosé de tant de larmes. Le ciel sembla vouloir sanctionner la haine des opprimés en rendant la Forêt-Neuve funeste à la race du Conquérant. L'an 1081, Richard, l'un des fils de Guillaume Ier, s'était blessé mortellement en chassant dans cette forêt; un autre Richard, fils aîné du duc Robert, y fut tué l'an 1100 par une flèche imprudemment tirée; enfin, la même année, Guillaume le Roux y périt lui-même de la manière que nous allons raconter.

Le roi avait ordonné une grande chasse à laquelle assistaient son frère Henri et plusieurs seigneurs, parmi lesquels on remarquait Gaultier Tyrrel, ami de

Guillaume et son compagnon assidu. Les chasseurs se dispersèrent; mais Gaultier resta près du roi, et leurs chiens chassèrent ensemble. Un grand cerf s'avança entre eux; Guillaume essaya vainement de l'atteindre; la corde de son arbalète se brisa, et il s'écria : « Tire donc, Gaultier, tire donc, de par le diable. » Au même instant, une flèche vint le frapper dans la poitrine, et il expira sans prononcer un seul mot. Était-ce la flèche de Gaultier, était-ce celle d'un *outlaw* placé en embuscade? On ne l'a jamais su ; mais le peuple et les moines n'ont pas manqué de croire le trait lancé par un main invisible, peut-être même par le diable dont Guillaume avait invoqué le nom. Quoi qu'il en soit, Tyrrel s'enfuit en Normandie et gagna les terres de France, où il se crut à peine en sûreté.

Au premier bruit de la mort de Guillaume II, chacun courut à ses affaires, et le cadavre du roi resta par terre, abandonné comme autrefois celui de son père. Des charbonniers qui le trouvèrent le mirent sur leur charrette, et ce fut ainsi que les restes du second roi normand s'acheminèrent vers le château de Winchester. Le jour suivant, le corps de Guillaume fut conduit par la même voiture, et sans plus de cérémonie, à la cathédrale de Winchester, où il fut inhumé dans le chœur avec les honneurs dus à son rang. « Mais, disent les historiens, si beaucoup de personnes assistèrent à la cérémonie, il y en eut fort peu qui y pleurassent. »

Guillaume *le Roux* qui n'avait jamais été marié, et que la rumeur publique accusait de mœurs infâmes, mourut sans laisser d'enfants qui pussent prétendre à lui succéder. La couronne revenait de droit à son frère aîné Robert. Mais de l'argent qu'il avait reçu de son frère puîné pour prix de son duché, Robert ayant levé quelques troupes avec lesquelles il s'était rendu

Les Normands ne pouvaient s'arranger de façon à vivre tranquilles entre eux sur la terre qu'ils avaient conquise. Des luttes intestines couvaient sourdement, alors même qu'ils semblaient calmes et d'accord, et, en 1094, la paix de l'Angleterre fut de nouveau troublée. Quelques chefs ou seigneurs féodaux se soulevèrent contre le roi, et l'une des causes de leur révolte fut le droit exclusif sur les forêts d'Angleterre, que le Conquérant s'était arrogé, et que Guillaume II maintenait rigoureusement.

La rigueur des lois de chasse fut sans contredit une des choses dont le peuple et les grands se plaignirent le plus sous le règne du *roi Roux*. Le peuple eut bien aussi de lourdes corvées à faire pour l'érection de quelques monuments; mais les nations, bons juges en ce point, murmurent surtout des actes de tyrannie qui ne tournent qu'au profit des plaisirs des princes.

Parmi les lieux dévastés et mis en forêts pour les chasses du roi, on citait avec une exécration particulière un certain endroit planté en bois destiné aux plaisirs du roi, où bien des cabanes ayant été détruites, les bêtes fauves avaient remplacé les pauvres Anglo-Saxons. On nommait ce lieu la *Forêt-Neuve*, et il n'y avait sorte de contes superstitieux que le peuple ne fît sur un endroit arrosé de tant de larmes. Le ciel sembla vouloir sanctionner la haine des opprimés en rendant la Forêt-Neuve funeste à la race du Conquérant. L'an 1081, Richard, l'un des fils de Guillaume Ier, s'était blessé mortellement en chassant dans cette forêt; un autre Richard, fils aîné du duc Robert, y fut tué l'an 1100 par une flèche imprudemment tirée; enfin, la même année, Guillaume le Roux y périt lui-même de la manière que nous allons raconter.

Le roi avait ordonné une grande chasse à laquelle assistaient son frère Henri et plusieurs seigneurs, parmi lesquels on remarquait Gaultier Tyrrel, ami de

Guillaume et son compagnon assidu. Les chasseurs se dispersèrent; mais Gaultier resta près du roi, et leurs chiens chassèrent ensemble. Un grand cerf s'avança entre eux; Guillaume essaya vainement de l'atteindre; la corde de son arbalète se brisa, et il s'écria : « Tire donc, Gaultier, tire donc, de par le diable. » Au même instant, une flèche vint le frapper dans la poitrine, et il expira sans prononcer un seul mot. Était-ce la flèche de Gaultier, était-ce celle d'un *outlaw* placé en embuscade? On ne l'a jamais su ; mais le peuple et les moines n'ont pas manqué de croire le trait lancé par un main invisible, peut-être même par le diable dont Guillaume avait invoqué le nom. Quoi qu'il en soit, Tyrrel s'enfuit en Normandie et gagna les terres de France, où il se crut à peine en sûreté.

Au premier bruit de la mort de Guillaume II, chacun courut à ses affaires, et le cadavre du roi resta par terre, abandonné comme autrefois celui de son père. Des charbonniers qui le trouvèrent le mirent sur leur charrette, et ce fut ainsi que les restes du second roi normand s'acheminèrent vers le château de Winchester. Le jour suivant, le corps de Guillaume fut conduit par la même voiture, et sans plus de cérémonie, à la cathédrale de Winchester, où il fut inhumé dans le chœur avec les honneurs dus à son rang. « Mais, disent les historiens, si beaucoup de personnes assistèrent à la cérémonie, il y en eut fort peu qui y pleurassent. »

Guillaume *le Roux* qui n'avait jamais été marié, et que la rumeur publique accusait de mœurs infâmes, mourut sans laisser d'enfants qui pussent prétendre à lui succéder. La couronne revenait de droit à son frère aîné Robert. Mais de l'argent qu'il avait reçu de son frère puîné pour prix de son duché, Robert ayant levé quelques troupes avec lesquelles il s'était rendu

en Palestine, était, lorsque Guillaume mourut (1100), loin de l'Angleterre et de la Normandie, qui auraient dû lui revenir, et par droit de primogéniture, et aux termes du traité que nous l'avons vu conclure précédemment avec son frère.

Avant de passer outre et de raconter la suite des guerres dénaturées des fils du *Conquérant*, nous devons dire ici quelques mots de cet immense mouvement des croisades, qui devait, précipitant l'Occident sur l'Orient, apporter tant de maux avec tant de biens à la première de ces deux contrées.

Dès les premiers siècles de l'Église chrétienne, les pèlerinages aux lieux consacrés par le souvenir de son saint fondateur, aux lieux où avait vécu Jésus, où se trouvait son tombeau, avaient été regardés comme un acte de haute piété très-agréable à Dieu. D'abord les califes arabes protégèrent ces dévotes excursions; mais lorsque les Turcs Seldjoucides se furent emparés de la Palestine (1075), suivant les inspirations d'un fanatisme farouche autant que celles d'une avarice malentendue, ils accablèrent les pèlerins d'impôts et de vexations intolérables.

Un de ces pieux voyageurs, le Picard Pierre, surnommé *l'Ermite*, témoin et victime de l'oppression que les Turcs faisaient peser sur les chrétiens, revint en Europe avec le dessein de représenter aux prêtres et aux grands de ce pays les intolérables souffrances de leurs frères d'Orient. Les trouvant sourds il s'adressa au peuple, qui se révolta des souffrances de ses frères en Christ. Du peuple, Pierre l'Ermite arriva jusqu'au pape Urbain II, et celui-ci, prenant en main la cause des chrétiens d'Asie, assembla à Clermont en Auvergne un concile, après lequel, de toutes les chaires d'Europe, partirent de chaleureuses exhortations de prendre les armes pour aller en Palestine enlever le saint sépulcre aux infidèles. La première

croisade (1096) fut désastreuse d'abord; mais dès l'an 1099, les chrétiens, maîtres de Jérusalem, y avaient fondé un royaume, dont le chef fut le saint et héroïque Godefroi de Bouillon, qui ne consentit jamais à prendre le titre de roi, ni les insignes de la royauté : « Ne voulant pas, disait-il, mettre sur sa tête une couronne d'or, là où le Christ avait porté douloureusement une couronne d'épines. »

Robert, duc de Normandie, fut un des principaux chefs de cette première croisade, où, en compagnie du comte de Flandre, et d'Étienne, comte de Blois, il commandait les Anglais peu nombreux et les Francs occidentaux.

Il n'entre nullement dans notre dessein de juger ici le sublime mouvement des croisades dont on a trop longtemps méconnu l'importance; nous ne nous sommes imposé que la tâche de raconter l'histoire d'Angleterre, nous ne mentionnerons donc les croisades qu'en ce qu'elles ont de commun avec cette histoire; et ici particulièrement, nous avons dû en parler, parce que l'absence du duc Robert à l'époque de la mort de Guillaume le Roux, est un fait important de l'histoire de la Grande-Bretagne. Plus tard, voyant la faible part que l'Angleterre prit au grand mouvement des Occidentaux en Orient, on se demande naturellement pourquoi, alors que la France se montrait si prodigue de son plus noble sang, l'Angleterre fut presque toujours avare du sien dans la cause sacrée.

Voyons maintenant quels furent en Angleterre les effets de l'absence du duc de Normandie au moment de la mort de son frère puîné.

Comme nous l'avons dit, aux termes du traité conclu entre Guillaume et Robert, la couronne d'Angleterre appartenait à ce dernier; mais comme Robert était alors à la croisade, Henri, le plus jeune des fils

du Conquérant, que la rumeur publique accusait vaguement d'avoir été l'instigateur du meurtre de son frère, résolut de profiter de l'absence du duc de Normandie pour s'emparer de la couronne, et il commença par se saisir du trésor royal, comme l'avait fait Guillaume le Roux à la mort de leur père. On raconte qu'au moment où les gardiens hésitaient à le lui livrer, ils virent accourir, hors d'haleine, Guillaume de Breteuil, trésorier du feu roi, qui adressa ces courageuses paroles à Henri : « Toi et moi, nous devons « nous souvenir loyalement de la foi que nous avons « promise au duc ton frère; il a reçu notre serment « d'hommage ; et, absent ou présent, il a droit à cet « argent. » Mais Henri ne voulut rien entendre, et, après avoir vainement tenté d'ébranler par des raisonnements la fidélité du trésorier, il eut recours à la force et s'empara violemment du trésor royal.

Les partisans de Robert, qui se trouvaient sans chef, ne purent tenir contre ceux de Henri, qui, trois jours après la mort de son frère, fut solennellement couronné roi « par la grâce de Dieu et du consente- « ment de tous les barons du royaume, » comme il le dit lui-même dans une charte datée du lendemain de son avénement.

Or, qu'était ce Henri, usurpateur d'une couronne que son frère n'était pas là pour lui disputer, et que la loi alors en usage, et observée par toute la chrétienté, devait lui rendre sacrée, par cela même que celui auquel elle revenait se trouvait à la croisade ?

Comme nous l'avons vu précédemment, ce prince, sans apanage à la mort de son père, avait su se mettre à la tête d'une des plus belles partie de la Normandie, le Cotentin, qu'à beaux deniers comptants il avait acheté de son frère aîné le duc Robert. Avare, ambitieux, débauché, on disait Henri d'une impitoyable sévérité ; mais il était habile comme son père; son

intelligence dépassait de beaucoup celle de presque tous les princes de son temps, et il avait su se faire un grand nombre d'amis.

Les partisans de Henri, que sa science littéraire a fait nommer *Beauclerc*, arguèrent en sa faveur que, seul des fils du Conquérant, il était né en Angleterre. Ils pensaient qu'il lui fallait s'assurer le suffrage des Anglo-Saxons pour s'en appuyer contre les prétentions de son frère, qui, disait-on, revenait de la Palestine avec l'intention de revendiquer la couronne. Henri faisant ce qu'avait fait Guillaume II, feignit de tendre la main aux Anglais, auxquels il s'adressa en ces termes : « Mes amis et féaux, natifs de cette terre où je « suis né, vous savez que mon frère en veut à mon « royaume. C'est un homme orgueilleux et qui ne peut « vivre en paix. Il vous méprise manifestement, vous « traite de lâches et de gloutons, et ne désire que vous « fouler aux pieds. Mais moi, comme un roi doux et « pacifique, je me propose de vous maintenir dans vos « anciennes libertés, et de vous gouverner, d'après vos « propres avis, avec modération et sagesse. J'en ferai, « si vous le demandez, un écrit signé de ma main, et « je le confirmerai par serment. Tenez donc ferme « pour moi, car si la bravoure des Anglais me seconde, « je ne crains plus les folles menaces des Normands. »

L'écrit ou plutôt la charte promise par Henri, et qui devait, selon lui, ramener en Angleterre les lois du roi Édouard, fut en effet dressée; mais elle ne servit guère; et dès que le roi ne craignit plus rien, il la fit enlever des lieux où elle avait été déposée, et viola impudemment son serment.

Dans le temps où Henri Beauclerc faisait ces séduisantes promesses, il donnait aux Anglo-Saxons un autre gage d'alliance en épousant une femme de race anglaise, Edith, fille orpheline de Malcolm, roi d'Écosse, et de la reine Marguerite, sœur d'Edgar Atheling,

laquelle après son frère devait hériter naturellement des droits de celui-ci au trône d'Angleterre, dont, par conséquent, Edith se trouverait investie. On changea le nom saxon de la jeune reine en celui de Mathilde, qui sonnait mieux aux oreilles de ses sujets normands, ce qui ne les empêcha pas de se trouver offensés d'avoir pour reine une femme de cette race saxonne, qu'ils considéraient comme fort inférieure à la leur, et d'appeler par dérision leurs souverains, *le roi Goderic et la reine Godive* (noms de paysans saxons), ce dont Henri riait en public, quoiqu'en secret il en fût mortifié.

Robert arriva en Normandie, et Henri trembla sur son trône; mais ce monarque sut bientôt amener à un traité celui dont il redoutait l'influence et surtout les droits. Robert, se contentant du duché de Normandie, se désista de ses prétentions sur l'Angleterre, moyennant une pension annuelle de trois mille marcs d'argent. Le généreux duc de Normandie stipula, en outre, comme il l'avait toujours fait, le pardon de ceux qui l'avaient assisté dans son entreprise; enfin il fut arrêté, comme cela avait eu lieu déjà entre Robert et Guillaume, que les deux frères hériteraient réciproquement l'un de l'autre au détriment de leurs enfants. A quelque temps de là, Robert abandonna à la jeune reine, sa belle-sœur et sa filleule, la pension seul prix de son désistement; mais, de retour en Normandie, il regretta cet acte de folle générosité, et exprima ses regrets d'une manière peu flatteuse pour Henri. Celui-ci saisit ce prétexte pour envoyer une armée contre son frère. Vainement Robert offrit de se soumettre; Henri ne voulut rien entendre, il fallut tenter les chances de la guerre. Robert déploya inutilement dans le combat toutes les qualités d'un soldat et d'un capitaine; il fut vaincu à la bataille de Tinchebray, le 27 septembre 1106, et

la Normandie passa entre les mains du roi d'Angleterre, qui, lâchement cruel au milieu de son triomphe, fit enfermer son malheureux frère dans la forteresse de Cardiff.

Robert fut traité assez doucement dans ce donjon, jusqu'à ce qu'ayant, un jour, tenté de s'évader, le cruel Henri lui fit brûler les yeux. Le malheureux prince survécut vingt-neuf ans à cet affreux supplice, et supporta noblement un malheur et une captivité qui ne finirent qu'avec sa vie. Ce fut, sans contredit, le plus noble et le meilleur des fils du Conquérant, et ses qualités, parmi lesquelles on doit compter la bonté, ne contribuèrent pas moins que sa légèreté et sa prodigalité au désavantage constant qu'il eut sur ses deux frères, inflexibles, habiles et intéressés.

Henri fit également prisonnier, à la bataille de Tinchebray, l'un des anciens compétiteurs de son père et de son frère, cet Edgar Atheling dont il avait épousé la nièce. Edgar avait suivi Robert en Palestine, et, à la bataille qui décida du sort de celui-ci, il combattait à ses côtés. Henri, qui ne redoutait rien de lui, l'humilia par le pardon, et le descendant des anciens rois saxons traîna, loin de la cour, une vie qu'il dut à la petite pension que lui faisait son heureux rival.

Le fils de Robert, nommé Guillaume, était encore enfant lorsque son père fut fait prisonnier. Il se retira à la cour du roi de France, et Louis VI, qui s'apercevait trop tard de la faute qu'il avait faite en laissant le roi d'Angleterre s'emparer d'une province française, tenta de reprendre la Normandie au nom de ce jeune homme, dont la loi féodale le faisait tuteur. Cette tentative échoua et l'armée française perdit la bataille de Brenneville, en 1119. Louis VI renouvela vainement ses efforts au moment où il crut Henri frappé de stupeur par le naufage de la *Blanche-Nef*, dont nous

aurons occasion de parler plus tard, et la Normandie resta entre les mains des rois d'Angleterre jusqu'au règne de Jean sans Terre.

Cependant le joug de Henri était devenu lourd aux Anglais dès que le roi n'avait plus eu d'ennemis extérieurs à redouter. Il haïssait ses sujets anglo-saxons, qu'il accablait d'exactions. Il en exigeait sans cesse de nouveaux tributs, et ces injustices devenaient d'autant plus intolérables qu'elles s'adressaient à un peuple dépouillé de tout, entièrement ruiné, et contre lequel on s'irritait de ce qu'il n'avait plus rien. On dit que des troupes de laboureurs se présentèrent plusieurs fois au roi et jetèrent à ses pieds leurs socs de charrue, comme pour déclarer qu'ils renonçaient à cultiver la terre, et que celui-ci ne fit que rire de leur douleur, sans songer à diminuer les maux dont ils se plaignaient.

Mais l'oppresseur devait enfin trouver sa punition, et l'on ne doit pas s'étonner si le peuple considéra comme un jugement du ciel l'horrible malheur qui vint le frapper. Henri avait terminé glorieusement la guerre que le roi de France lui avait suscitée en Normandie. Une de ses filles était mariée à l'empereur d'Allemagne; son fils Guillaume, héritier présomptif de la couronne d'Angleterre, était reconnu duc de Normandie par le roi de France; en un mot, tout semblait lui sourire, lorsque des malheurs répétés, dont le dernier fut une des plus horribles catastrophes dont l'histoire des rois fasse mention, vinrent le frapper coup sur coup.

Déjà il avait perdu dans une seule année sa femme, la reine Mathilde et le comte de Mellent, le meilleur de ses ministres et l'un des hommes d'État les plus distingués de l'Europe; il s'était vu menacé de perdre lui-même la vie des mains d'une de ses filles naturelles, Juliana, femme d'Eustache, seigneur de Breteuil, la-

quelle avait grandement à se plaindre de lui, quand le naufrage de la *Blanche-Nef* vint mettre le comble à tant de maux.

Le roi repassait de Normandie en Angleterre, et, sur un autre vaisseau, se trouvaient Guillaume et plusieurs enfants naturels de Henri, suivis de tout leur cortége. Le vaisseau qui portait le roi partit, à la fin du jour, du port de Barfleur, et, quelques heures après, celui des princes mit également à la voile. Avant le départ, les matelots avaient demandé du vin, et les jeunes passagers leur en avaient fait distribuer en profusion. Animés par l'ivresse, les marins du navire des princes faisaient force de rames pour atteindre le vaisseau du roi, lorsque arrivée au *Ras de Catte* (aujourd'hui le Ras de Catteville), la *Blanche-Nef* se brisa contre un écueil. On entendit du vaisseau du roi un long cri qu'on prit pour un signe de joie; c'était le cri que poussaient les passagers de la *Blanche-Nef*, au moment de disparaître pour toujours au sein des flots. Tous ceux qui se trouvaient sur ce navire périrent au nombre de trois cents; deux hommes se retinrent quelque temps à la grande vergue qui flottait sur l'eau; mais un seul survécut: c'était un boucher de Rouen, nommé Bérauld, duquel on apprit les détails de ce terrible naufrage.

On dit que, depuis ce temps, on ne vit plus sourire le roi Henri; sa femme, qui seule eût pu le consoler peut-être, reposait à Winchester, sous une tombe où se lisait cette épitaphe: « Ci-gît la reine Mathilde, ap-« pelée par les Anglais Mauld la bonne reine. » Henri contracta, avec Adelaïs, fille du comte de Louvain, un second mariage qui fut stérile, et toute sa tendresse se concentra sur sa fille Mathilde, impératrice d'Allemagne, le seul enfant légitime qui lui restât.

Six ans après le naufrage de la *Blanche-Nef*, c'est-à-dire l'an 1126, Mathilde, devenue veuve, revint

près de son père, qui la fit reconnaître héritière du royaume, en cas qu'il mourût sans postérité mâle. Le roi d'Écosse et Étienne, comte de Blois et de Boulogne, furent les premiers qui prêtèrent serment de fidélité à la future reine. Mathilde épousa, l'an 1128, Geoffroy, fils aîné du comte d'Anjou, qui reçut le nom de Plante-genêt ou Plantagenet, de l'usage où il était de mettre à son chaperon une branche de genêt fleuri en guise de plume. Les fêtes du mariage de l'impératrice, qui ne durèrent pas moins de trois semaines, donnèrent lieu à l'une des plus bizarres proclamations dont l'histoire fasse mention. A l'ouverture de ces fêtes qui eurent lieu en Normandie, des hérauts en grand costume parcoururent les rues en criant à chaque carrefour : « De par le roi Henri, que nul homme « ici présent, habitant ou étranger, riche ou pauvre, « noble ou vilain, ne soit si hardi que de se dérober « aux réjouissances royales ; car quiconque ne prendra « pas sa part des divertissements et des jeux, sera cou- « pable d'offense envers son seigneur le roi. »

L'an 1133, la princesse Mathilde donna le jour à un fils qui fut nommé *Henri-Fitz-Empress* (Henri, fils de l'impératrice), titre que par courtoisie les chevaliers conservaient à la future reine. Les gentilshommes normands prêtèrent serment de fidélité à cet enfant, auquel Mathilde donna, bientôt après, deux frères, qui semblèrent assurer irrévocablement la couronne d'Angleterre à la postérité du *Conquérant.*

Henri Ier avait enfin atteint la paix qui l'avait fui pendant un règne de trente-six ans, lorsqu'il mourut, à Rouen, d'une indigestion de lamproies, le 1er décembre 1135, à l'âge de soixante-sept ans, dont il en avait régné trente-cinq.

Ce prince avait eu seulement deux enfants légitimes de sa première femme, *la bonne reine Mauld :* Guillaume, marié à une fille du comte de Flandre, qui

périt, comme nous l'avons dit, dans le naufrage de la *Blanche-Nef*, et Mathilde, d'abord impératrice, puis comtesse d'Anjou, qui, quoiqu'elle eût été reconnue reine d'Angleterre du vivant de son père, ne le fut jamais en réalité.

Henri, qui avait eu à se plaindre de sa fille, et surtout de son gendre, dont les ambitieuses prétentions avaient tourmenté sa vieillesse, laissa par son testament tous ses domaines de France et d'Angleterre à sa fille et aux héritiers de sa fille, sans faire aucune mention du comte d'Anjou.

Maintenant si l'on jette un coup d'œil sur le caractère et sur l'importance politique du règne de ce prince, on verra que, quoique violent, perfide, tyrannique, Henri fut véritablement supérieur à son siècle. Son amour de la science et des lettres, qu'il partagea avec sa femme, lui rallia le clergé et tous ceux qui s'occupaient de littérature. Ce prince eut une étonnante connaissance des hommes, et à un haut degré le génie politique, qui fit que, recevant des mains de son père et de son frère une couronne mal affermie, il sut la garder, malgré son usurpation et au milieu de la guerre civile et étrangère. Cette usurpation de Henri eut d'heureux effets pour la liberté politique de l'Angleterre, puisque, violant la loi d'hérédité après une conquête récente, il eut besoin d'en appeler à la nation. Mais le peu de bien qui résulta du règne de ce prince ne peut lui être attribué, puisqu'il ne le voulut pas; il le subit comme une nécessité. Henri a reçu de quelques chroniqueurs le titre de *Lion de justice;* mais comme celui de *Justicier*, donné à d'autres princes impitoyables, ce surnom paraît vouloir dire en ce cas : celui qui frappe avec le glaive de la loi; et il semble que ce glaive ait plus servi à Henri pour assouvir d'implacables vengeances que pour établir l'ordre et la paix dans le royaume.

Le règne de ce prince a ceci de particulièrement remarquable pour nous, qu'il vit commencer les terribles guerres entre la France et l'Angleterre. L'origine ou plutôt le prétexte de ces guerres fut le droit de suzeraineté auquel la France prétendait avec raison, et que Henri Ier refusait de reconnaître. Mais le but du roi de France était en réalité de reprendre la Normandie, province toute française d'origine, de mœurs et de langue, qu'il ne pouvait sans colère voir aux mains d'un monarque étranger. Les petits combats qui suivirent et se succédèrent, de l'an 1112 à l'an 1135, sans autre interruption que de courtes trêves, ont trop peu d'importance pour avoir pu trouver place dans notre récit : dans l'un des plus fameux, et que nous avons cité, *la bataille de Brenneville*, comme l'appellent pompeusement les historiens, il y eut en tout trois hommes tués, tant anglais que français ou normands. C'est à cette affaire qu'on rapporte le mot de Louis *le Gros*, qui, arrêté dans sa retraite par un chevalier anglais qui criait : « Le roi est pris ! » répondit en le désarçonnant : « Ne sais-tu pas qu'aux échecs on ne prend pas le roi ? »

Ces guerres entre l'Angleterre et la France, qui commencèrent ainsi par de faibles escarmouches, firent, on le sait, verser des flots de sang. Elles ne durèrent pas moins de trois cents années, et ne furent terminées que par le martyre de l'héroïque Jeanne d'Arc, qui, après avoir repris la France aux Anglais, monta sur un bûcher anglais dans la capitale de la Normandie, l'an 1430, en prenant le ciel à témoin de la justice de sa cause.

CHAPITRE II.

Le roi Étienne. — Troubles de son règne. — L'impératrice Mathilde. — Guerre civile. — Mort d'Étienne. — Mode de succession à la couronne. — Désolation de l'Angleterre pendant le règne d'Étienne. — Caractère personnel de ce prince. — Avénement de Henri II Plantagenet.

De 1135 *à* 1154.

A la mort de Henri Ier, rien, excepté le testament de ce prince, ne désignait d'une façon absolue le successeur de ce roi à la couronne d'Angleterre. La loi d'hérédité n'était bien établie, ni chez les anciens Saxons, ni chez les Normands, et, en Angleterre, le prétendant, quel qu'il fût, avait toujours eu à subir une sorte d'élection de la part du grand conseil national, qui souvent n'avait tenu aucun compte du droit de primogéniture, ni de la volonté du dernier roi.

Henri Ier avait, il est vrai, comme nous l'avons dit en son lieu, fait reconnaître par les barons sa fille Mathilde pour son héritière; mais outre qu'il n'y avait pas, depuis le temps de la domination romaine, un seul exemple d'une femme régnant en Angleterre, Henri avait, dit-on, révoqué avant de mourir les dispositions qui appelaient Mathilde au trône, sans doute pour se venger des mauvais procédés de l'impératrice et du comte d'Anjou, son gendre, qui n'avait cessé de le tourmenter et de l'inquiéter pour ses possessions normandes.

Quoi qu'il en soit, à la mort de Henri Ier, Étienne, comte de Blois, que nous avons vu précédemment, avant tous les autres seigneurs, prêter serment à l'im-

pératrice Mathilde et à son fils, Étienne, neveu du dernier roi qui l'avait comblé de grâces, rechercha la couronne pour lui-même, en prétendant que Henri mourant l'avait déclaré son héritier au détriment de sa propre fille. Mathilde et son fils étaient en Normandie, et comme Boulogne est moins éloigné de Londres que Rouen, Étienne profita de cet avantage et obtint les suffrages du peuple anglais par de séduisantes promesses. Il allait, disait-il, ramener les lois du roi Édouard, si souvent réclamées depuis les commencements de la domination normande; puis, s'étant emparé du trésor royal, il en distribua une partie au peuple, moyen infaillible de s'acquérir de la popularité. Il sut aussi ranger le clergé de son parti, en lui abandonnant, comme prémices de tout le bien qu'il voulait lui faire, le *droit de régale*, par lequel les rois avaient le droit de percevoir les revenus des abbayes ou des évêchés vacants, et de pourvoir à tous les bénéfices pendant leur vacance; et le *droit d'investiture*, qui dans la suite souleva de si longs et si terribles troubles dans toute la chrétienté, et qui consistait à donner à l'évêque la crosse, l'anneau et le *pallium*, signes de sa dignité; droit auquel prétendaient également le pape comme chef de toute la chrétienté, et les rois chacun dans le ressort de leur domination.

On ne doit pas s'étonner de voir que tant de concessions valussent à Étienne une lettre ou bref du pape Innocent II, conçue en ces termes : « Tu as « été élu du consentement des seigneurs et du peuple; « or, les suffrages d'un si grand nombre d'hommes « n'ont pu se réunir sur ta personne sans une coopé- « ration spéciale de la Providence. Ainsi nous tenons « ce qui a été fait pour agréable. »

D'ailleurs la couronne d'Angleterre, comme nous l'avons dit, était soumise à l'élection, en même temps

qu'héréditaire; et ce ne fut qu'après avoir été légalement élu qu'Étienne fut proclamé roi et sacré à Westminster, le 22 décembre 1135, vingt-deux jours après la mort de Henri Ier.

Le règne d'Étienne, si l'on peut donner le nom de règne à la déplorable anarchie qui suivit son avénement, fut un temps de malheurs pour l'Angleterre. Ces malheurs ne furent pas tous l'ouvrage de ce prince, mais bien le déplorable fruit des guerres civiles.

Étienne était, au dire des chroniqueurs, beau, fort, actif et brave à un haut degré. Ses manières étaient douces et affables, sa conversation pleine de grâce; il se montrait bon père et bon époux, après ces trois derniers rois qu'on avait vus constamment impitoyables dans leur famille comme avec les peuples, et affreusement débauchés; il était donc déjà fort populaire, lorsqu'au bout de quatre années, Mathilde revendiqua ses droits et ceux de son fils. Cependant la plupart des gentilshommes, même ceux qui avaient prêté serment à Étienne, se rangèrent du côté de l'impératrice. Mais à travers l'obscurité de ces temps où manquent les historiens contemporains, on entrevoit assez clairement que le peuple et le clergé furent du parti d'Étienne.

Deux voisins puissants et redoutables, David, roi d'Écosse, et Louis *le Jeune*, roi de France, se rangèrent contre Étienne dans le parti de l'impératrice Mathilde, et le dernier s'empara de la Normandie, qu'Étienne lui reprit non sans peine; après quoi il revint promptement en Angleterre, pour y réprimer une rébellion dans le sud, et l'invasion écossaise dans le Northumberland. Bientôt il se trouva en face de l'impératrice Mathilde soutenue d'un innombrable quantité de barons anglais; aidée et conseillée d'un des plus habiles politiques de ce temps, Robert, comte de Glocester, fils naturel de Henri Ier.

Amené en 1140 à accepter une bataille rangée, après bien des combats dont on ne sait pas les détails, Étienne perdit à la fois la victoire et la liberté, et Mathilde fit plonger celui qu'elle nommait *l'usurpateur*, dans une étroite prison, où il ne devait rester que peu de temps, grâce à l'imprudence de l'impératrice.

D'abord reçue avec acclamations par les habitants de Londres qui la proclamèrent reine, il eût été facile à cette princesse qui s'obstinait à conserver le titre d'impératrice, de se faire chérir de ses sujets anglais; mais bientôt on remarqua la différence de son accueil froid et dur avec l'accueil ouvert et toujours bienveillant du roi Étienne. Les amis de la reine virent avec terreur, qu'ivre de sa victoire elle ne savait pas la ménager, et qu'en même temps qu'elle refusait à la femme d'Étienne de lui accorder sa liberté, bien que celui-ci offrît de renoncer à ses prétentions, elle repoussait avec dédain la sommation qui lui était faite de rétablir les lois du roi Édouard, disant aux députés que Londres lui avait envoyés à cet effet: « Vous avez pu imposer des conditions à « l'usurpateur; vous en aviez le droit, puisque vous « seuls l'aviez fait roi. Quant à moi, je tiens la cou- « ronne de mes ancêtres, et je maintiendrai leurs pré- « rogatives. » Blessés dans leurs envoyés et déçus dans leurs espérances, les citoyens de Londres résolurent de faire la reine prisonnière et de ne lui rendre la liberté que lorsqu'elle consentirait à ce qu'ils désiraient. Avertie à temps, Mathilde s'échappa de Londres pendant la nuit, et établit son quartier général à Oxford, près de son frère le duc de Glocester. Les habitants de Londres s'étant joints au parti d'Étienne, l'armée de la reine fut défaite. Robert de Glocester fait prisonnier n'obtint la liberté qu'en échange de celle du roi Étienne. Mathilde elle-même n'échappa qu'en se faisant passer pour morte et porter dans un cercueil au château de Glocester.

Étienne ne sortit de prison que pour remonter sur le trône, c'est-à-dire, pour éterniser la guerre civile. La lutte continua entre les deux partis avec des vicissitudes diverses; et de romanesques aventures y trouvèrent place.

L'impératrice s'était, comme nous l'avons dit, réfugiée à Oxford. Étienne vint faire le siége de cette place, et on sut bientôt dans la garnison qu'il avait résolu de ne le lever qu'après avoir fait Mathilde prisonnière. Or le siége durait depuis trois mois, et la famine était dans la place, lorsque l'impératrice s'avisa d'un expédient, qui devait, en la sauvant elle-même, rendre plus facile la capitulation. Elle s'échappa à la faveur d'une nuit neigeuse pendant laquelle elle sortit de la ville, couverte de vêtements blancs, ainsi que trois personnes qui la suivaient.

Un moment, au milieu des guerres qui suivirent le rétablissement d'Étienne, les Anglo-Saxons semblèrent se réveiller. Une vaste conspiration nationale qui s'organisa, étendit ses ramifications dans le pays de Galles et dans l'Écosse, où il se trouvait beaucoup de réfugiés anglais. Au cri de « Plus de Normands, » la nation opprimée devait à un jour dit, à un signal donné, tomber sur les descendants des conquérants, et n'en pas laisser un seul vivant sur toute la surface de l'Angleterre; mais ce hardi projet, sur lequel les historiens ne donnent que fort peu de détails, échoua sans qu'on sache trop comment. Les Normands prévenus à temps s'emparèrent des chefs de la conjuration, et le sang anglais qui coula à flots sembla cimenter plus solidement le trône normand resté debout au milieu de tant de guerres civiles; ce trône auquel chacun se croyait le droit de monter, pourvu qu'il ne fût pas d'origine anglaise. Ce mouvement, si complétement réprimé, semble avoir été le dernier effort tenté par les Anglo-Saxons pour se délivrer des Normands.

La guerre entre Étienne et l'impératrice dura, presque sans relâche, jusqu'à l'an 1147, où Mathilde retourna dans le duché de Normandie, qui était retombé dans ses mains.

Le fils de l'impératrice, Henri Plantagenet, sur lequel se fondaient alors toutes les espérances de son parti, était âgé de 14 ans, lorsque mourut son oncle, le comte de Glocester, qui depuis trois années l'avait amené en Angleterre, espérant, en l'habituant de bonne heure à vivre au milieu des Anglais et à parler leur langue, leur rendre plus cher le petit-fils de la bonne reine Mauld, et faciliter le gouvernement de Henri. Après avoir perdu son oncle, le jeune prince retourna en Normandie, et Étienne semble avoir régné paisiblement pendant les deux années qui suivirent la mort de Robert, duc de Glocester, son plus redoutable adversaire.

Henri Plantagenet, fils du duc d'Anjou Geoffroy et de l'impératrice Mathilde, était de bonne heure un puissant prince. Il tenait la Normandie du chef de sa mère, et la mort de son père l'avait laissé comte d'Anjou, quand, l'an 1150, il épousa Éléonore d'Aquitaine, femme répudiée de Louis VII, l'une des plus riches héritières de l'Europe. Par ce mariage il réunit à ses domaines paternels et maternels ceux de sa femme qui s'étendaient de la Loire aux Pyrénées. L'union de Henri et d'Éléonore fut une cause de plus ajoutée à toutes celles qui devaient amener la longue et cruelle rivalité de la France et de l'Angleterre, rivalité dont notre France souffrit plus encore que l'Angleterre, puisqu'elle fut presque toujours le théâtre de la lutte.

Après s'être débarrassé de quelques petites guerres qu'il eut à soutenir pour certaines parties de la Normandie et pour l'Anjou; après avoir fait la paix avec le roi de France, et s'être ainsi assuré la tranquille possession des domaines qu'Éléonore lui avait appor-

tés en dot, Henri songea à tourner ses armes contre l'Angleterre. Il y débarqua avec une armée; mais les seigneurs des deux partis amenèrent les compétiteurs à conclure la paix, et dans un conseil général tenu à Winchester au mois de novembre 1153, il fut convenu qu'Étienne conserverait la couronne, sa vie durant, mais qu'il adopterait pour fils Henri, qui à sa mort serait roi, au détriment de ses propres enfants.

Le fils d'Étienne, Eustache, comte de Boulogne, qui était détesté des Anglais pour avoir fomenté la guerre civile, mourut à propos, avant d'avoir eu l'occasion de réclamer ses droits, et son jeune frère Guillaume, perdant tout espoir de succéder à son père, se contenta du comté de Boulogne, qui était encore un assez beau lot, et dont la proximité des côtes d'Angleterre ne laissait pas de le rendre un redoutable voisin pour le monarque normand. Guillaume dut de plus recevoir de Henri un brillant apanage, et Étienne étant mort (1154), cet arrangement fut suivi de point en point par les deux princes survivants qui y avaient accédé. Vainement un bâtard du roi Étienne, nommé aussi Guillaume, espérant s'emparer du trône qu'abandonnait son frère, essaya-t-il d'assassiner le roi Henri du vivant même d'Étienne: celui-ci le désavoua, et rien ne peut faire penser qu'il eût trempé en rien dans ses coupables desseins.

Étienne fut enterré à l'abbaye de Feversham, qu'il avait bâtie pour en faire le tombeau de sa famille; il y vint reposer le dernier, à côté de sa femme et de son fils aîné qu'il y avait fait inhumer. Il n'eut pas d'autres enfants que ceux que nous avons eu occasion de mentionner.

Sous le règne agité de ce prince, nous voyons le conseil national disposer presqu'à son gré de la couronne, qu'il donne d'abord à Étienne, puis à Mathilde, quand celui-ci lui semble avoir démérité. Peu de temps

après, Étienne redevient roi par la volonté du peuple. Enfin, lorsque la paix est conclue entre Étienne et Henri, ce n'est pas l'impératrice Mathilde qui fut élue reine, mais bien son fils qui fut proclamé roi sous le nom de Henri II. Ces faits divers servent à constater l'importance de la volonté du peuple anglais dans le choix de ses rois, et ils montrent comment, dans son origine, la couronne fut à peu près élective.

En somme, le règne du roi Étienne fut un des plus malheureux qu'eût encore vus l'Angleterre : « Du temps « de ce roi, dit *la chronique saxonne*, tout fut dissen- « sions, maux et rapines. Les riches s'élevèrent bientôt « contre lui. Ils avaient prêté des serments, mais ils les « violèrent, ils furent tous parjures, et manquèrent à « leur foi ; ils bâtirent des châteaux qu'ils défendirent « contre lui ; ils opprimèrent cruellement les malheu- « reux habitants du pays, pour les faire travailler à leurs « constructions ; ils remplirent leurs châteaux de dia- « bles et de méchants. Ils saisissaient ceux à qui ils « supposaient quelques biens, les hommes, même les « femmes en mal d'enfant, les jetaient en prison pour « obtenir leur or et leur argent, et leur faisaient souffrir « des tortures inexprimables ; ils pendaient les uns par « les pieds, leur faisant respirer une fumée immonde, « les autres par les pouces ou par la barbe, en attachant « à leurs pieds des cottes de mailles ; ils les enfermaient « dans des cachots avec des couleuvres, des serpents « et des crapauds ; ils en firent périr de faim des milliers. « Cela dura pendant les dix-neuf ans du règne d'Étienne, « et cela allait continuellement de mal en pis. Ils brû- « lèrent tous les villages. On pouvait voyager toute une « journée sans trouver un homme dans un village, « sans rencontrer un acre de terre mis en valeur. Les « malheureux mouraient de besoin ; cultiver la terre, « c'était labourer la mer. » Et à cet accablant témoignage du chroniqueur saxon, l'auteur sans doute

normand de la *Vie du roi Étienne* (*Gesta Regis Stephani*), vient ajouter le sien :

« L'Angleterre tout entière n'offrait que misère et « désolation. Des foules de peuple abandonnaient leur « pays natal et se réfugiaient dans un lointain exil; « d'autres quittant leurs demeures se bâtissaient de « misérables huttes dans les cimetières, espérant que « le voisinage du temple saint pourrait les mettre « à l'abri des violences de leurs oppresseurs. Des fa- « milles entières, après s'être longtemps nourries d'her- « bes, de racines ou de la chair immonde des chiens et « des chevaux, finissaient par mourir de faim; et si çà et « là le voyageur trouvait encore subsistant quelque riant « village, à coup sûr ce village était privé de tous ses « habitants. »

Nous avons dit précédemment que tous ces malheurs ne peuvent sans injustice être attribués au seul Étienne. Le principal reproche qu'on doive lui adresser est d'avoir, étant roi, fait le métier de capitaine de bande; et quelque obscurément que nous apparaisse sa figure dans les récits des rares chroniqueurs du temps, presque tous ses ennemis, on entrevoit pourtant qu'il y eut en lui du Robin-Hood et du Rob-Roy, et que si, au lieu de porter la couronne, il eût mené la vie d'*outlaw* pour laquelle il semblait fait, son héroïque valeur, son attachement aux siens, sa générosité, enfin une certaine tendresse de cœur, qui parfois lui fit perdre la victoire ou l'empêcha d'en profiter, en eussent fait un héros populaire, un sujet de ballade.

A la mort d'Étienne, Henri II monta sans difficulté sur le trône d'Angleterre, et le nom de Plantagenet qu'avait porté son père selon la coutume de ce temps, où, les noms de famille n'étant pas encore en usage, chaque homme était d'ordinaire désigné par un surnom tiré de ses qualités, de ses défauts personnels,

ou de quelque circonstance particulière; le nom de Plantagenet, disons-nous, devint celui d'une race qui régna sur l'Angleterre jusqu'au xve siècle.

Aucun prince normand ne donna à son avénement d'aussi brillantes espérances que le roi Henri II; les Anglo-Saxons espérèrent plus de bonheur et de liberté qu'ils n'en avaient goûté sous les règnes précédents; ils se disaient que dans les veines de leur nouveau roi coulaient quelques gouttes de sang saxon, que ce prince devait à son aïeule, la *bonne reine Mauld.* Du reste, Henri réalisa en partie les vœux de ses sujets, et sous lui commence la fusion de la race anglaise et de la race normande, qui devait mettre plusieurs siècles à s'accomplir.

La plupart des historiens divisant l'histoire d'Angleterre en un certain nombre de grandes périodes, commencent une de ces périodes à l'avénement de Henri II, qui selon les uns restaura la ligne saxonne sur le trône d'Angleterre, et selon les autres commença une ère véritablement nouvelle pour ce pays. Quant à nous, après mûr examen, nous pensons que l'origine saxonne de ce prince fut un heureux accident dans sa vie, rien de plus, et que, loin de commencer une ère nouvelle, il clôt la période ascendante de la conquête normande. C'est après lui, qu'on ne l'oublie pas, et sous ses inhabiles fils, le chevaleresque Richard et le lâche Jean *sans Terre*, que le pouvoir royal décroissant voit s'élever à côté de lui, et bientôt au-dessus, le pouvoir des barons, qui profitent des fautes des rois anglais pour leur arracher la grande charte.

De plus, les arts, les lettres et les sciences conservent presque identiquement le même caractère depuis le commencement de la conquête (1066), jusqu'à la mort du premier Plantagenet (1189), et alors même que nous n'aurions eu que ce motif de ne ter-

miner que là une des grandes divisions que nous nous sommes imposées, ce motif nous semblerait préférable à celui tout arbitraire d'un simple surnom de famille royale. Remarquons, ici, que, sur cinq rois qui se sont succédé, deux fois, depuis la conquête (Étienne et Henri II), le monarque arrive à la couronne du chef d'une femme; ce qui ne s'est jamais vu en France, quoique de puissants prétendants, parmi lesquels on cite des rois d'Angleterre, aient voulu y être rois au même titre.

CHAPITRE III.

Henri II. — Il fait hommage à Louis VII pour ses possessions françaises. — Guerres de France. — Troubles religieux d'Angleterre. — Thomas Becket. — Immunités ecclésiastiques. — Confédération contre Henri II. — Trois de ses fils en font partie. — La reine Éléonore. — Mort de Henri II.

De 1154 *à* 1189.

Les premiers pas de Henri, dans sa carrière gouvernementale, furent ceux d'un habile réformateur, d'un grand roi. Il promulgua une charte qui confirmait celle de son aïeul, après quoi prenant possession des nombreux châteaux dont les turbulents seigneurs s'étaient emparés au milieu du chaos du règne précédent, il fit abattre plusieurs forteresses construites au mépris des lois. Il chassa du royaume les armées mercenaires qu'y avait attirées le roi Étienne. Il fit refondre les monnaies, prodigieusement altérées. Enfin, pour éviter tout motif de guerre avec le roi de France, Henri lui fit hommage pour la Normandie, l'Aquitaine, le Poitou, l'Anjou et la Touraine.

Henri était plus puissant que le roi de France, non-seulement comme roi d'Angleterre, mais encore comme seigneur des nombreux fiefs que nous venons de citer; il put donc, sans humiliation, acheter la paix au prix d'un hommage purement nominal; d'ailleurs le lien féodal avait à ses yeux une grande puissance, comme on le verra par la suite. Pour consolider plus sûrement l'union des deux princes, on arrêta le mariage de Henri, fils aîné du roi d'Angleterre, et de la princesse Marguerite, fille du roi de France, qui, encore enfant, fut confiée à son futur beau-père, chargé de la faire élever sous ses yeux. La ville de Gisors, dot de la princesse, fut consignée entre les mains des Templiers jusqu'à l'accomplissement du mariage projeté.

Lorsqu'il arriva au trône d'Angleterre, Henri Plantagenet n'avait que vingt-deux ans. De taille moyenne, il était remarquablement fort et agile. Sa figure était belle; ses yeux, ordinairement d'une douceur et d'une finesse remarquables, semblaient, lorsque l'enthousiasme ou la colère l'animaient, lancer véritablement des éclairs; enfin Henri avait ces qualités extérieures qui seules ont valu la popularité à plus d'un roi. De plus, il aimait et cultivait les lettres comme ses aïeux, les rois normands; il se plaisait à converser avec les savants, et sa mémoire était prodigieuse. A ces qualités, il en joignait d'autres plus précieuses pour un roi, la vigueur, l'habileté politique, la constance dans les entreprises.

Malgré toutes les apparences de paix qui se présentaient au commencement du règne de Henri II, particulièrement du côté de la France, dont, sincèrement attaché au système féodal, le roi d'Angleterre, plus puissant en réalité, et surtout plus intelligent que Louis VII, reconnaissait sans peine et sans arrière-pensée, la suzeraineté, la bonne intelligence ne fut pas de longue durée entre les deux princes, et la

guerre éclata par suite des prétentions de Henri sur le comté de Toulouse. Ses droits, ou plutôt ceux de sa femme, étaient loin d'être clairs, mais pouvaient certainement être mis en avant; Henri les soutint les armes à la main, à la tête d'une troupe de *Brabançons* qu'il avait levés à l'aide d'une forte prestation en argent, que les seigneurs anglais avaient préférée à un service personnel. L'*assise d'armes*, règlement de guerre qu'il fit à ce sujet, est un des plus curieux monuments d'organisation militaire du moyen âge.

Cette campagne du Languedoc, qui eut lieu en 1159, n'eut presque aucun résultat politique. Le monarque anglais fit invasion sur les terres de Raymond V, comte de Toulouse. Celui-ci appela à son secours Louis VII, son beau-frère, et Henri, soit qu'il se sentît plus faible que ses adversaires, soit par suite de ce respect du suzerain qu'il allégua et dont il donna des preuves durant toute sa vie, se retira avant de combattre. Tout ce que le monarque anglais rapporta de cette expédition, ce fut le corps de saint Amador, qui, trouvé dans une petite ville du Quercy, dans un état de conservation parfaite, quoique le saint fût mort depuis de longues années, fut traité avec la plus grande vénération par Henri, qui le fit pieusement couvrir de lames d'argent.

Toutefois, malgré son respect pour son suzerain, et au mépris de la foi jurée, l'année même qui suivit l'expédition de Languedoc, Henri se saisit de Gisors, en faisant célébrer furtivement le mariage de Marguerite et de Henri, tous deux âgés de quatre ans. Louis VII, indigné, bannit de son royaume les Templiers, coupables d'avoir livré à son adversaire la place qu'ils avaient reçue en dépôt, et il s'ensuivit entre les deux rois une petite guerre sans résultat.

Henri fut plus heureux dans l'expédition qu'il en-

treprit contre les Gallois, éternellement rebelles, et qui, profitant des troubles du règne du roi Étienne, et non contents de se débarrasser du joug, avaient encore envahi une partie du territoire de leurs puissants voisins. Dans le commencement de la campagne, les Gallois, habitués à défendre leurs défilés, eurent d'abord l'avantage. Un moment le désordre fut à son comble dans l'armée anglaise : le porte-étendard royal prit la fuite en criant : « Le roi est mort! » Mais Henri se montrant aussitôt à ses soldats, les ramena lui-même au combat, et bientôt le chef des Gallois, Owen Guyneth, fit sa soumission, abandonna la partie du territoire anglais dont il s'était emparé, et, rendant hommage au roi d'Angleterre, pour le pays de Galles, le reconnut pour seigneur suzerain.

La soumission des Écossais avait précédé celle des Gallois, et Malcolm, roi d'Écosse, avait été obligé de rendre quatre comtés anglais, dont il s'était emparé du temps du roi Étienne, comme nous le verrons plus au long, quand nous nous occuperons particulièrement de l'Écosse.

Quant à l'Irlande, dès son avénement au trône d'Angleterre, Henri II avait manifesté la volonté d'en faire la conquête, et sa mère, l'impératrice, l'avait seule empêché de l'entreprendre. Mais il reprit cette idée à la mort de cette princesse (1167), et nous verrons plus loin comment il l'exécuta. Du reste, les démêlés de Henri II avec le roi de France et avec ses voisins d'Angleterre, ne sont pas la partie la plus importante de son règne, et c'est dans les débats du roi avec le saint-siége et avec le clergé, que se déploya la profonde politique de ce prince, supérieur en habileté à tous ceux de son temps.

L'un des faits les plus importants du règne de Henri II est sa querelle avec le primat d'Angleterre, Thomas Becket, canonisé sous le titre de saint Tho-

mas de Canterbury. Mais, pour bien comprendre les démêlés qui eurent lieu entre le roi d'Angleterre et ce prélat, il nous faut reprendre les choses de plus haut.

Thomas Becket ou Thomas-a-Becket, comme l'appellent les chroniqueurs, était de singulière extraction. On racontait que son père, citoyen de Londres, du nom de Gilbert, ayant été en Palestine, y avait connu une jeune fille sarrasine dont il avait obtenu l'amour, et qu'il refusa d'emmener avec lui en Europe. Sans savoir d'autres mots anglais que *Londres* et *Gilbert*, la jeune Sarrasine avait enfin retrouvé son parjure amant en Angleterre, où, s'étant faite chrétienne, elle était devenue son épouse légitime. De cette union était sorti Thomas Becket.

Celui-ci n'était qu'archidiacre de Canterbury lorsque, vers l'an 1157, Henri le promut à la charge de chancelier d'Angleterre. Le jeune Thomas avait été élevé sur le continent, d'où il avait rapporté les qualités et les défauts les plus propres à le faire bien venir des conquérants de l'Angleterre. Gai, souple, caressant, poli, obséquieux, il devint le compagnon assidu du roi Henri, dont il partageait les jeux et les orgies. Thomas surpassait en luxe comme en dignité tous les Normands d'Angleterre, et les plus grands du royaume tenaient à honneur de le visiter. Avec tout cela, il se montrait vrai et loyal chancelier d'Angleterre, travaillant de tous ses efforts à augmenter le pouvoir du roi, et quoique membre du clergé, il entra plus d'une fois en lutte avec ce corps pour les intérêts du fisc ou de l'échiquier.

Le clergé anglais, composé en nombre à peu près égal de Normands et d'Anglo-Saxons, prétendait à des immunités excessives. Il avait acquis une grande puissance depuis le règne de Guillaume le Conquérant : ses richesses étaient immenses, ses élections libres et

ses juridictions très-étendues. Le peuple aimait les priviléges de l'Église, surtout ses tribunaux, plus doux, plus justes que ceux des barons, et auxquels il savait recourir pour se mettre à l'abri de leur rapacité et de leurs violences. Les immunités ecclésiastiques semblaient donc les libertés du pays, et l'archevêque de Canterbury, chef du clergé anglais, était en réalité le rival du roi.

Henri II résolut d'en finir avec toutes ces prétentions, de soumettre son clergé aux lois qui régissaient le reste de l'Angleterre, et il crut faire merveille en nommant son chancelier archevêque de Canterbury.

Le siége primatial étant devenu vacant, le roi proposa Becket aux évêques chargés de l'élection du primat. Ceux-ci, soumis d'ordinaire aux volontés royales, y résistèrent en cette circonstance, arguant pour motif de leur opposition les mœurs dissolues du candidat royal. Les seigneurs normands et la mère du roi s'opposaient également à cette élection, à laquelle Becket lui-même était loin de consentir. Un jour que Henri et son chancelier étaient en Normandie, le roi dit à ce dernier qu'il devait se préparer à repasser bientôt le détroit pour une commission importante. « J'obéirai, avait répondu le chancelier, « aussitôt que j'aurai reçu mes instructions. — Quoi, « répondit le roi, tu ne devines pas ce dont il s'agit, « et que je veux fermement que ce soit toi qui de- « viennes archevêque. » Thomas leva en riant un pan de son riche habit, et il dit au roi : « Voyez un peu « l'homme religieux, le saint homme que vous vou- « driez charger de si saintes fonctions. D'ailleurs, vous « avez sur les affaires de l'Église des vues auxquelles « je ne pourrais me prêter; et je crois que, si je deve- « nais archevêque, nous ne serions bientôt plus amis. » Henri II ne se laissa pas ébranler par cette déclara-

tion, et l'an 1162, Thomas, ordonné prêtre le samedi de la Pentecôte, fut consacré archevêque le lendemain, et promu au siége primatial de Canterbury.

Aussitôt on vit Thomas Becket prendre les mœurs d'un apôtre. Il dépouilla ses riches vêtements, démeubla sa maison, et rompit avec les brillants seigneurs dont il avait été le joyeux compagnon. Les pauvres et les Anglo-Saxons devinrent ses amis : son habit fut grossier comme le leur; sa nourriture misérable comme la leur; l'air cavalier de l'ancien chancelier fit place à une contenance humble et sombre; en un mot, le changement fut complet, et il n'était guère possible de reconnaître dans cet austère ecclésiastique l'ancien compagnon de plaisir du roi Henri.

Le monarque avait compté que Thomas garderait les sceaux; mais celui-ci les lui renvoya aussitôt qu'il eut été promu à sa nouvelle dignité, et Henri, devinant l'hostilité que présageait cette apparente abdication de puissance, conçut, à partir de ce moment, une aversion violente pour son ancien favori.

Alors commença contre l'archevêque un système régulier d'oppression et d'humiliation. Becket perdit l'archidiaconat qu'il cumulait avec l'archevêché de Canterbury; et l'abbé normand d'un monastère relevant de Canterbury refusa de prêter serment d'autorité canonique entre les mains du prélat; enfin il n'y eut sorte de vexations qu'on ne se permît envers un homme dont le seul crime était de mener, avec ostentation peut-être, une vie conforme à son saint ministère. Cependant, loin de se laisser abattre ou intimider par une hostilité si déclarée, Thomas rendit guerre pour guerre. Il commença par réclamer les terres qui, à l'époque de la conquête, avaient été distraites du siége de Canterbury pour devenir l'apanage de quelques seigneurs normands. Puis, selon l'ancienne coutume et au détriment des seigneurs qui de-

puis longtemps s'en arrogeaient le droit, il nomma aux cures vacantes dans le ressort de son archevêché, et il n'hésita pas à excommunier le premier seigneur normand qui refusa de reconnaître un des prêtres ainsi nommés par lui. Les choses en étaient déjà là, lorsque, l'an 1164, les justiciers royaux, ne tenant aucun compte des immunités du clergé, citèrent à comparaître devant eux un prêtre accusé de crimes odieux. Becket déclara la citation nulle, et aussitôt, pour prouver que cette déclaration n'était en aucune sorte un déni de justice, il fit saisir le coupable, qui fut sévèrement puni par ses propres agents. Les Anglo-Saxons se déclarèrent pour Becket dans cette querelle qui leur semblait une lutte nationale, et, parmi les Normands, il se forma deux partis, dont l'un, composé du roi et des gens de cour et d'épée, se déclara contre le prélat, tandis que l'autre, formé du corps des évêques, se rangea du côté de Becket.

Henri et Thomas étaient également opiniâtres, et tous deux tenaient excessivement à leurs prérogatives. Le premier convoqua une assemblée de grands et de prélats, à laquelle il exposa les abus qui s'étaient introduits dans le clergé; après quoi il demanda aux membres de l'assemblée s'ils ne trouvaient pas bon qu'il fît revivre les coutumes de son aïeul. Les laïques y consentirent facilement; mais les évêques, Thomas Becket à leur tête, répondirent: « Sauf l'honneur de Dieu et de la sainte Église. — Il y a du venin dans ces paroles, » dit le roi; et aussitôt il quitta brusquement l'assemblée.

Henri amena séparément tous les prélats normands à ce qu'il voulait, et, désespérant de vaincre la résistance de Becket, il eut recours au pape, qui donna à l'archevêque l'ordre de se soumettre. Becket céda; mais lorsque, dans une assemblée tenue à Clarendon, Henri lui commanda de se conformer à ce qu'il appe-

lait les lois de Henri Ier, Becket refusa de le faire, malgré les supplications des autres évêques et les menaces des barons normands. Son opposition n'empêcha pas la publication de ces lois connues sous le nom de *Statuts* ou *Constitutions de Clarendon*, qui, contraires aux immunités ecclésiastiques, étaient très-favorables à la bonne administration du royaume. Elles durent être exécutées dans toute l'étendue des domaines de Henri, et l'on ne peut trop louer ce monarque d'avoir soumis à la même loi les clercs et les laïques dans tout ce qui n'était pas de discipline ecclésiastique.

Le pape sembla appuyer Henri; mais, comme tout ce que faisait Becket était parfaitement conforme aux principes de Rome, tous pouvoirs furent donnés au roi d'Angleterre, sauf celui de destituer l'archevêque. Henri sentit la portée de cette restriction, et il répondit au pape qu'il saurait seul et sans son secours terminer cette affaire.

La lutte devenait de jour en jour plus violente; de jour en jour, elle faisait mieux éclater la constance et la grandeur d'âme du prêtre, en même temps que, du côté du roi, elle prenait de plus en plus le caractère d'une haine politique aussi bien que personnelle. Après de vains efforts pour ramener Henri à de meilleurs sentiments, Becket quitta l'Angleterre, où sa vie même n'était plus en sûreté, et il se réfugia en France.

Lorsque Henri II apprit que son adversaire avait été bien reçu à la cour de Louis VII, il envoya à ce prince une ambassade chargée de lui exposer l'état de la querelle, et en même temps le pape reçut une députation chargée de la justification du roi d'Angleterre. Mais, malgré cette démarche, Alexandre III continua à soutenir Becket, tout en semblant favoriser le roi, et il autorisa le premier à faire, contre les

adhérents de Henri, ce que bon lui semblerait. Fort de l'autorisation du saint-père, le jour de l'Ascension, Thomas Becket monta donc en chaire dans l'église de Vezelay, et il excommunia solennellement tous ceux qui se conformeraient aux statuts de Clarendon. A quelque temps de là, on ménagea un accommodement entre le roi et son fougueux adversaire; mais la paix ne put être conclue, parce que Henri ne voulait la jurer qu'en ce qui n'attentait pas à l'honneur de son royaume, et que, de son côté, Becket faisait la restriction que nous l'avons vu faire précédemment : « Sauf l'honneur de Dieu et de la sainte Église. » Enfin Henri demanda qu'au moins Becket promît de lui prêter l'obéissance que le plus grand des archevêques de Canterbury avait prêtée au moindre des rois normands. Et quand l'archevêque refusa, tous les assistants le taxèrent d'arrogance.

Alors Henri somma le roi de France d'abandonner Becket; mais celui-ci répondit : « Si le roi d'Angle-« terre tient si fortement à ce qu'il appelle les cou-« tumes de ses prédécesseurs concernant l'Église, il « ne trouvera pas mauvais que je m'en tienne égale-« ment aux usages des miens, qui protégèrent toujours « le fugitif et l'exilé. » Thomas Becket resta donc en France, d'où, fort du consentement du pape, il fit pleuvoir les excommunications sur l'Angleterre. L'évêque de Londres fut frappé le premier, et bientôt le diocèse de Canterbury, qui formait un quart du territoire de l'Angleterre, fut mis en interdit. Mais toutes ces censures furent à peu près sans effet, et il n'y eut qu'un petit nombre de paroisses qui fermèrent leurs églises.

Cependant le roi de France voulait finir cette affaire, et Becket, sentant qu'il perdrait en lui le seul protecteur armé qui lui restât, courba la tête, se promettant bien de la relever dès qu'une occasion

favorable se présenterait. Toutefois un misérable scrupule retarda encore l'accommodement qu'avait ménagé Louis VII. Becket demandait du roi un baiser de paix qui devait être le garant de la sincérité de la réconciliation; Henri refusait obstinément ce gage, sous prétexte qu'il avait juré de ne jamais embrasser l'archevêque. Enfin, passant outre, on conclut un arrangement qui fut le prélude de nouvelles dissensions.

Au mois de décembre 1170, Becket arriva à Canterbury, plein de soupçons, blessé dans son orgueil et ballotté entre la crainte et la satisfaction de se revoir enfin dans son archevêché. A son retour, il refusa de lever les censures ecclésiastiques dont il avait précédemment frappé les prélats, et il ne voulut pas davantage prêter serment au roi pour les terres que le siége de Canterbury tenait de la couronne. Les prélats excommuniés ne pouvant se faire relever de leur interdit, vinrent en Normandie se plaindre à Henri, et bientôt ce prince reçut avis qu'une nouvelle sentence d'excommunication avait été prononcée contre un de ses serviteurs, agissant d'après ses ordres. On dit que, provoqué à la colère par ces actes imprudents, le monarque s'écria : « Quoi, un misérable qui « a mangé mon pain, un mendiant qui est venu à ma « cour sur un cheval boiteux, et portant tout son bien « derrière lui, insulte son roi, la famille royale et tout « le royaume, et pas un de ces lâches chevaliers que « je nourris à ma table n'ira me délivrer d'un prêtre « qui me fait injure!.... » De telles paroles, à cette époque, ne pouvaient pas sortir vainement de la bouche d'un roi, et surtout d'un roi aussi puissant que Henri II.

Quatre gentilshommes, Guillaume de Tracy, Hugues de Morville, Richard le Breton et Regnault Fitz-Urse, prirent les plaintes de Henri pour un commandement.

Ils partent pour l'Angleterre et arrivent à Canterbury, où, se rendant à l'archevêché, ils requièrent durement Becket de lever ses censures et de prêter serment au roi. Celui-ci refusa, comme on devait s'y attendre. Les chevaliers se retirèrent, et pendant leur absence le prélat aurait pu s'échapper, comme le lui conseillaient ses amis; mais une telle pusillanimité était loin de son cœur, et il se rendit aux vêpres malgré les supplications de ses moines. Bientôt ses ennemis entrèrent dans l'église suivis de soldats, et ils s'élancèrent dans le chœur en s'écriant : « Où est-il le « traître? où est-il l'archevêque? » Becket, qui était débout devant l'autel, répondit : « Il n'y a point de « traître ici; mais voici l'archevêque. Quel est votre « dessein?... — Que tu meures. — Je m'y résigne; « mais je vous défends de toucher à aucun de mes « compagnons. » Vainement les hommes d'armes entreprirent d'arracher l'archevêque de l'église où ils se faisaient scrupule de le tuer; il se débattit fortement contre eux, et déclara qu'il ne sortirait pas. Alors Tracy levant son épée, du même coup trancha les mains d'un moine saxon, qui essayait vainement de défendre le primat, et blessa Becket à la tête. Un second coup, porté par un autre Normand, renversa l'archevêque la face contre terre, et un troisième lui fendit le crâne. Un homme d'armes, appelé Guillaume Mautrait, poussa le cadavre du pied en disant: « Qu'ainsi meure le traître qui a troublé le royaume. »

Après la mort de Becket, ses assassins, effrayés de ce qu'ils avaient fait, et craignant le ressentiment du roi, duquel ils n'avaient eu d'autre ordre qu'une exclamation échappée dans la colère, se retirèrent dans un château appartenant à Hugues de Morville, d'où ils ne sortirent que pour se rendre à la terre sainte, où tous quatre moururent.

Henri craignit une excommunication que l'indigna-

tion de toute la chrétienté eût rendue redoutable. Il envoya donc vers le pape pour se justifier ; et Alexandre III, se contenta d'une vaine cérémonie dans laquelle Henri fit serment qu'il n'avait ni commandé ni voulu le meurtre de l'archevêque ; ce qui était vrai sans doute, puisqu'à l'époque où Becket fut tué, le roi d'Angleterre s'occupait de le faire poursuivre juridiquement. Deux ans après sa mort, Thomas Becket fut canonisé, et, d'un bout de l'Europe à l'autre, on accourut en pèlerinage au tombeau de celui qui était mort pour la défense de la liberté du clergé. Henri sentit alors qu'il n'était pas suffisamment lavé d'un crime qui le rendait odieux à ses sujets et à l'Europe entière. Il se rendit donc, nu-pieds, au tombeau du saint, s'y dépouilla de ses habits, et reçut plusieurs coups de discipline de la main des prélats et des moines témoins de sa pénitence.

La querelle de Thomas Becket et de Henri II fut plus importante encore qu'elle ne le semblait. Ce n'était pas un simple duel à mort entre deux hommes; de grands intérêts s'agitaient au-dessous: c'était la lutte du pouvoir royal et du pouvoir de l'Église, qui, sous le nom de *Guerre des investitures*, embrasa toute l'Europe; c'était la question de l'indépendance du clergé qui prétendait ne relever que du pape; c'était aussi la lutte des pauvres Anglo-Saxons opprimés et des orgueilleux Normands, leurs oppresseurs, épisode de la grande guerre du peuple et de la féodalité. Doit-on donc s'étonner que le peuple ait pris les devants sur Rome, en plaçant le noble martyr au nombre des saints dès l'heure de sa mort? On répétait de toutes parts que des miracles s'opéraient au tombeau de l'archevêque, et en même temps que des prélats normands ne craignaient pas de dire en chaire : « Que le corps « du traître ne devait pas reposer en terre sainte, et « qu'il fallait le jeter dans le bourbier le plus infect

« ou le laisser pourrir au gibet, » les pauvres Anglo-Saxons et les autres opprimés de l'Europe se rendaient en foule à la tombe du saint, par l'intercession duquel ils espéraient obtenir le soulagement de leurs misères.

La mort de l'archevêque de Canterbury sembla être le signal des malheurs qui devaient accabler Henri II dans sa vieillesse. Ce prince était, lorsqu'elle arriva, le plus puissant monarque de l'Europe; son amitié était avidement recherchée par les autres rois : les souverains soumettaient à son arbitrage les différends qui s'élevaient entre eux. On craignait son ressentiment, et, depuis quelque temps, une partie de l'Irlande avait reconnu sa souveraineté, comme nous aurons occasion de le raconter plus au long. Une prospérité si complète le rendit un objet d'envie pour ses voisins, et de bonne heure ils formèrent secrètement une confédération contre lui. De quatre fils qu'il avait, trois entrèrent dans la ligue, et le quatrième n'échappa, pendant quelque temps, qu'à raison de son jeune âge, à la contagion de cet exemple dangereux.

La famille de Henri offrait le plus déplorable exemple de désunion. La vie de ce roi était, dit-on, licencieuse; des adultères répétés étaient venus ulcérer l'âme de l'orgueilleuse Éléonore. Cette princesse, qui s'était vue prisonnière de son époux, avait su ranger de son côté ses fils élevés selon les us et coutumes de la chevalerie, non de cette chevalerie idéale et pleine de vertu que nous ont montrée les romanciers, mais de la véritable chevalerie, batailleuse et violente, amoureuse de combats, d'aventures et de gloire, et respectant fort peu les lois divines et humaines en dehors de son bizarre point d'honneur; doit-on donc s'étonner que ces chevaliers *accomplis*, jaloux de jouir et s'inquiétant peu des moyens, eussent tous conçu contre leur père une haine dénaturée, méprisassent ou dédaignassent d'observer les lois de leur pays?

Ces princes étaient fort jeunes encore, que leur père leur distribua de riches apanages, dont ils devaient jouir après sa mort. L'aîné, Henri *au court mantel*, qui avait épousé la fille de Louis VII, avait été nominalement associé à la royauté par son père, comme c'était assez l'usage dans ce temps, et on l'appelait communément *le jeune roi;* le monarque français n'eut pas de peine à lui persuader qu'il devait demander quelques concessions de terres propres à relever son titre de roi. Henri II refusa, et le jeune prince entra dans la confédération qui s'organisait contre son père.

Richard, le second, qui depuis, par la mort de son aîné, fut appelé à succéder à son père, et qui dès lors avait reçu en apanage le duché d'Aquitaine, suivit bientôt son frère dans la rébellion, aussi bien que le troisième, Geoffroy, qui avait épousé la fille de Conan IV, qu'il remplaça dans la souveraineté de la Bretagne (1171). Le quatrième fils de Henri II, Jean, qui n'ayant pas reçu d'apanage fut surnommé *sans-terre*, était alors en bas âge.

Chaque jour la confédération contre le roi d'Angleterre recrutait de nouveaux conjurés, et ses membres se croyaient assez certains de la victoire pour désigner déjà les parties de la Normandie ou de l'Angleterre qui appartiendraient à chacun d'eux. La Bretagne, dont Henri s'était emparé sous prétexte du mariage de Constance, héritière de ce duché, avec son troisième fils Geoffroy, entra dans cette ligue, et l'Aquitaine, soulevée par la turbulente Éléonore, en fit également partie.

Ces dissensions durèrent deux ans, et, pendant ce temps, la Gascogne fut le théâtre de la guerre civile, la Bretagne en état d'insurrection, la Normandie assaillie à la fois par les Français et par les Flamands, les provinces du sud de l'Angleterre trou-

blées par les barons mécontents, tandis que celles du nord étaient dévastées par les Écossais; enfin les Brabançons, les plus célèbres troupes mercenaires de ce temps, complétèrent le désordre en se mettant tour à tour aux gages des deux partis. Jamais Henri II ne montra plus de grandeur d'âme qu'au milieu de ces malheurs, quand, menacé comme roi, il devait encore se sentir déchiré comme père. Retiré à Rouen avec un petit nombre de barons fidèles, il y attendit avec calme et patience l'occasion favorable pour repousser ses nombreux ennemis. Il les laisse s'emparer de plusieurs villes, Aumale, Neufchâtel, Driencourt, comptant avec raison, pour la plupart de ses places fortes, sur la fidélité de leurs garnisons. Une flèche tirée au hasard dans un combat le délivra du comte de Boulogne, l'un de ses plus puissants ennemis, et cette mort fut suivie de la retraite du comte de Flandre.

Ceci décida Henri à prendre à son tour une part active à la guerre; et il quitta Rouen pour aller ravitailler Verneuil qu'assiégeait le roi de France. Louis VII se retira devant lui; les barons bretons ne firent pas meilleure contenance, et en moins d'un mois la Normandie rentra sous l'obéissance de son seigneur.

D'autres insurrections qui avaient simultanément éclaté en Angleterre, furent également réprimées par Richard de Lucy, grand justicier d'Angleterre, et par Geoffroy, fils naturel de Henri, enfin le roi d'Écosse, qui avait profité de l'absence d'Henri pour faire une invasion à main armée en Angleterre, fut fait prisonnier, et n'obtint sa liberté qu'en soumettant au roi d'Angleterre, comme seigneur suzerain, l'Écosse jusque-là indépendante.

Cependant, Henri II ayant été obligé de se rendre en Angleterre, où l'appelaient de si graves intérêts, Louis VII, Henri *au court mantel*, et le comte de Flandre, vinrent mettre le siége devant la capitale

normande du monarque anglais qui, se hâtant de repasser la mer dès qu'il apprit cette nouvelle, obligea les confédérés à lever le siége de Rouen. Bientôt par un traité de paix entre le roi d'Angleterre d'une part, Louis VII, le comte de Flandre, et les jeunes princes anglais de l'autre, ceux-ci reçurent de leur père, leur pardon, la grâce pleine et entière de leurs adhérents, et de riches présents pour eux-mêmes; ce qui ne les empêcha pas de lui susciter bientôt de nouvelles guerres.

Lorsque Henri II eut ainsi triomphé de ses ennemis, il songea à accomplir ce qui lui restait encore de la pénitence que le pape lui avait infligée pour le meurtre de Thomas Becket, c'est-à-dire à aller à la terre sainte. Mais Henri était trop habile pour laisser derrière lui un rival redoutable, et il fut convenu que le roi de France et celui d'Angleterre se rendraient en Palestine avec l'empereur d'Allemagne, Frédéric Barberousse; projet qui n'eut pas de suites.

L'an 1180 vit mourir l'un des plus constants ennemis du roi d'Angleterre, quoique l'un des plus faibles et des plus inhabiles, Louis VII, *le Jeune*, qui ne pouvait pardonner à son rival d'avoir, en prenant pour femme son épouse répudiée Éléonore, mis l'Aquitaine et le Poitou sous la domination anglaise. Philippe II, que l'histoire a surnommé *Auguste*, était un enfant de quinze ans lorsqu'il fut appelé au trône de France, et on doit rendre cette justice à Henri, que loin de profiter de la jeunesse du nouveau roi pour susciter en France des troubles, qu'il eût pu considérer comme de légitimes représailles, il se servit au contraire de l'autorité que lui donnait son âge et sa puissance, pour pacifier un royaume qu'il avait peut-être un moment espéré faire passer dans sa maison par le mariage de son fils aîné avec la fille de Louis VII, mais dont il ne semble jamais avoir songé à s'emparer

par la violence. C'est ici le lieu de remarquer peut-être que deux fois, en moins d'un demi-siècle, l'Angleterre et la France, que nous verrons par la suite si acharnées l'une contre l'autre, purent se croire au moment d'être réunies au même sceptre; et que sans doute les Français n'eussent eu à la fin du douzième siècle presque aucune répugnance à se voir sous le sceptre d'un roi d'Angleterre, qui en réalité était par son origine un prince français. Les Anglais à leur tour, au commencement du siècle suivant, vinrent véritablement au-devant de notre Louis VIII, auquel ils offrirent la couronne d'Angleterre qu'il porta un moment. Il est probable du reste que, dans l'un comme dans l'autre cas, la France eût été prédominante, et l'Angleterre dans une position d'infériorité relative, telle à peu près que se trouvait la Normandie vis-à-vis de l'Angleterre.

Pendant les neuf années qui s'écoulèrent depuis la mort de Louis VII jusqu'à celle de Henri II, ce dernier prince et le jeune Philippe II régnèrent tranquillement en même temps sur le sol de la France, partagé entre eux d'une manière inégale et toute à l'avantage du roi d'Angleterre. Fidèle observateur des lois féodales, Henri Plantagenet n'oublia jamais qu'il était l'homme-lige de Philippe, quoique le jeune roi de France, ambitieux et rusé, le payât bien mal de sa fidélité, ayant constamment été l'instigateur des dernières révoltes des fils du roi d'Angleterre.

La paix régnait depuis plusieurs années dans la famille royale d'Angleterre, lorsqu'un nouveau débat s'éleva entre Henri et ses fils.

Le roi voulut obliger Richard, duc d'Aquitaine, et Geoffroy, duc de Bretagne, à prêter serment de fidélité à leur frère aîné, Henri *au-court-mantel*. Il s'ensuivit une guerre pendant laquelle le jeune roi Henri mourut de maladie à la cour de France, ce qui

n'empêcha pas la lutte de continuer entre le roi et les deux frères survivants, dont l'aîné, Richard, était désormais héritier présomptif de la couronne. On s'accommoda, et, l'an 1186, Geoffroy mourut, laissant une fille de son épouse Constance, qui, quelque temps après sa mort, donna le jour au jeune Arthur, qui fut proclamé duc de Bretagne.

La mort de deux des fils du roi d'Angleterre semblait devoir mettre fin à la guerre, quand Jean sans Terre, qui, arrivé à l'âge d'homme, n'avait pas encore pris part aux révoltes de ses frères, et celui de tous que son père aimait le mieux, demanda son apanage (1188). Pour répondre au désir de ce fils chéri, Henri pria Richard, désormais héritier présomptif de la couronne d'Angleterre et de la Normandie, de céder l'Aquitaine à son frère; mais la réponse de celui, que l'histoire a surnommé *Cœur de lion*, fut : « Personne que moi, tant que je vivrai, ne possédera l'Aquitaine; » et sans doute il fut encouragé dans son refus par Éléonore, à laquelle appartenait cette province et dont Richard était le fils bienaimé.

Jean sans Terre, ne pouvant rien obtenir, se révolta à son tour contre son père, et bientôt, avec une ineptie égale à son ingratitude, se ligua avec Philippe II et avec Richard. On dit que cette nouvelle, en mettant le comble à la douleur du roi d'Angleterre, causa sa mort; qu'après des négociations plusieurs fois rompues avec le roi de France, Henri, qui sentait que sa puissance allait se perdant de jour en jour, accepta enfin de son jeune rival un traité de paix défavorable, par lequel il se reconnaissait « l'homme-lige du roi de France à merci et à miséricorde; » et qu'aux termes de ce traité, Henri pardonnant à tous ceux qui l'avaient trahi, même en secret, demanda la liste de ces serviteurs infidèles pour les connaître tous. Voyant en tête le nom de Jean sans Terre, il s'écria avec désespoir :

« Est-il vrai que mon fils de prédilection, pour l'amour duquel je me suis attiré tous mes malheurs, se soit séparé de moi? Eh bien! que tout aille désormais comme il pourra. Je n'ai plus de souci ni de moi ni de rien au monde. Honte à un roi vaincu! maudit soit le jour où je suis né! maudits soient de Dieu les fils que je laisse! » Ce furent les dernières paroles du roi d'Angleterre, qui ne voulut, dit-on, jamais révoquer cette malédiction. Henri expira le 5 juillet 1289, au château de Chinon, dans la trente-cinquième année de son règne, et la cinquante-septième de son âge. Quelques chroniqueurs racontent que Richard étant venu visiter son père après sa mort, le cadavre jeta du sang par les narines; terrible accusation portée contre le meurtrier, selon les idées de ce temps.

Avec Henri allait expirer en France la puissance des Plantagenets, que ce grand homme avait portée si haut; avec lui se terminait aussi la période ascendante de la conquête normande en Angleterre.

Dans notre rapide exposé du règne du plus grand roi qu'ait eu l'Angleterre depuis la conquête normande, de Henri II, dont la grandeur politique n'a depuis été dépassée chez nos voisins qu'une seule fois, au XVIe siècle, par une femme, par Élisabeth, nous n'avons pu faire voir, aussi complétement que nous l'aurions désiré, tout ce que cet homme puissant avait fait ou tenté pour l'agrandissement de son pays, pour sa liberté bien entendue. Les historiens se sont généralement montrés sévères à son égard, les uns, parce qu'ils étaient membres d'un clergé dont il réprima les usurpations d'une main ferme; les autres, comme le poète Bertrand de Born, chez lequel ils ont trop souvent puisé leurs inspirations, ou cherché la vérité; parce qu'ils appartenaient à l'aristocratie, et que Henri voulut l'agrandissement du pays et de la royauté, non celui des nobles, toujours remuants,

toujours oppressifs pour le peuple. Quand on cherche avec candeur la vérité sur Henri, on ne peut s'empêcher de louer les puissants efforts qu'il fit comme guerrier et comme législateur, soit en soumettant le pays de Galles, l'Écosse, l'Irlande, et en défendant ses possessions continentales, soit en établissant un système monétaire régulier; en faisant rentrer dans de justes limites la puissance ecclésiastique qui, depuis Grégoire VII, avait envahi le temporel aux dépens du spirituel; en établissant, ou du moins en régularisant le droit de *scutage* ou de service féodal en argent, pour tous les fiefs, alors que ceux qui les tenaient refusaient ou ne pouvaient servir en personne (ce qui devait mener à l'établissement d'une armée régulière); la division en six *circuits* (ce mot, qui est encore aujourd'hui en usage, veut dire le ressort, l'étendue de la juridiction d'une cour d'assises, et la division établie par le roi Henri est presque identiquement celle qui subsiste encore) parcourus chacun par trois juges ambulants, « par lesquels la justice devait être, selon l'expression d'un ancien historien [1], administrée à la porte de chacun. » Loin de là, la plupart des historiens n'ont su que fouiller la vie privée de Henri, cet asile sacré où l'on ne doit jamais pénétrer que pieusement, et ils y sont entrés avec la ferme volonté de la trouver souillée. Après avoir rejeté sur lui l'odieux du meurtre de Thomas Becket, qui fut un malheur bien plus qu'une faute dans la vie du roi d'Angleterre, ils l'ont, profitant de la haine de la méchante Éléonore, qui ne sut vivre avec aucun de ses deux époux, taxé d'un libertinage effréné qui, selon eux, le conduisit à de véritables crimes.

Il est triste d'être obligé de dire que le plus brillant des fils de Henri, le chevaleresque Richard, contribua

[1] Hoveden.

plus que personne à accréditer ces bruits honteux; arguant pour motif de son refus d'épouser Alice, sœur de Philippe-Auguste, que cette jeune princesse avait été souillée par son père qui l'avait eue en garde; colorant de ce prétexte sa propre infidélité, son manque de foi.

En somme, sans doute Henri II sous ce rapport ne fut pas pire que les autres monarques de son temps; le nom d'une seule de ses maîtresses est parvenu jusqu'à nous, celui de la belle Rosemonde, presque prisonnière au château de Woodstock, labyrinthe inextricable, construit, dit-on, pour la mettre à couvert de la vengeance d'Éléonore, qui pourtant sut l'atteindre dans ce lieu, où, selon la tradition, elle périt. Ajoutons que les rois de ce temps eurent tous un assez grand nombre d'enfants illégitimes, et que Henri Ier en laissa seize pour sa part. L'histoire ne parle que de deux bâtards de Henri II, tous deux fils de Rosemonde. L'aîné, Guillaume, dit *longue épée*, créé comte de Salisbury par son père, auquel il resta fidèle alors que tous les fils d'Éléonore le trahissaient, et Geoffroy qui devint évêque de Lincoln, puis archevêque d'York et chancelier d'Angleterre.

Henri II eut huit enfants de la reine Éléonore :

Guillaume qui mourut en bas âge. — Henri *au court mantel*, mort en 1182. — Richard *Cœur de Lion*, qui succéda à son père. — Geoffroy, mort en 1186. — Jean sans Terre, qui succéda à Richard à la couronne d'Angleterre. — Maud ou Mathilde, qui épousa Alphonse VII de Castille. — Éléonore, femme d'Alphonse VIII, roi de Castille. — Enfin Jeanne, qui épousa successivement Guillaume II, roi de Sicile, et Raymond VI, comte de Toulouse.

Ce fut sous le règne de Henri II, que se manifestèrent en Angleterre les premières traces de schisme qui, se communiquant de proche en proche et sans

interruption, devaient amener enfin la rupture définitive de la Grande-Bretagne avec le saint-siége. En 1166, on vit les évêques s'assembler en synode à Oxford pour juger des étrangers accusés d'hérésie. Ces hérésiarques, qui venaient d'Allemagne et dont le chef se nommait Gérard, s'attachèrent à répandre leurs doctrines dans le peuple, et ne firent, à ce qu'il paraît, qu'un petit nombre de prosélytes. Cependant, après les avoir interrogés, le synode les trouva chrétiens, mais déclara impie leur profession de foi quant au baptême, au mariage et à l'eucharistie, les condamna ainsi qu'il avait été fait au concile de Tours pour les Albigeois, à être marqués au front d'un fer rouge, fouettés publiquement et chassés d'Oxford. On devait ensuite leur rendre la liberté; mais comme une proclamation de Henri II défendit de leur donner ni asile ni secours, ils périrent de faim et de froid. Il faudrait toutefois connaître bien peu le cœur humain, pour penser que ces rigueurs n'augmentèrent pas le nombre des prosélytes, et que le feu une fois allumé put s'éteindre à la voix d'un synode. Nous suivrons, autant que les monuments nous le permettront, la trace de cette seconde apparition du schisme ou de l'hérésie en Angleterre, où déjà nous avons vu Pélage.

CHAPITRE IV.

Écosse. — Irlande. — Littérature, Beaux-Arts, etc., pendant la conquête normande.

Écosse. *De* 1093 *à* 1214. — Nous devons maintenant reprendre l'histoire d'Écosse au point où nous l'avons laissée à la mort de Malcolm III ou Cean-Mohr

(1093 selon certains historiens, 1098 selon d'autres). Quoique ce prince laissât pour lui succéder plusieurs fils mineurs, son frère Donald-Bane, qui par cela même qu'il s'était montré le constant adversaire de toutes réformes, de toute civilisation durant le règne de Malcolm et de l'intelligente Marguerite, avait su se faire un puissant parti dans la sauvage Écosse, Donald-Bane monte sur le trône, appuyé particulièrement par les Écossais du nord et par des troupes amenées des îles Hébrides, où il avait vécu durant le règne de son frère.

Le premier acte du règne de Donald, fut une sentence de bannissement contre tous ces étrangers attirés par son frère, qui, à ses yeux du moins, avaient le tort impardonnable d'avoir aidé aux progrès de cette civilisation qu'il se promettait bien de faire disparaître complétement, en replongeant toute l'Écosse dans l'état de barbarie où se trouvaient encore le nord et les îles Hébrides. Mais le projet impie de Donald devait échouer; la Providence ne pouvait permettre qu'à peine sur le seuil de la civilisation la pauvre Écosse retournât à la barbarie. Duncan, fils naturel de Malcolm III, forma une armée des Normands et des Anglais jadis réfugiés en Écosse, maintenant chassés par Donald-Bane, et à leur tête il força celui-ci de retourner, après neuf mois de règne, parmi les *Jambes Rouges* [1], et monta sur le trône, soit en son propre nom, soit comme régent, au nom de ses frères légitimes (1094).

Mais au bout d'un an, Duncan périt assassiné par l'ordre de l'un de ses frères, Edmond; ce qui pourrait faire supposer qu'il avait usurpé la couronne; puis on revit sur le trône Donald-Bane et cet Edmond,

[1] C'est le nom qu'on donnait aux montagnards d'Écosse et aux habitants des îles de l'ouest, parce que les uns et les autres allaient jambes nues.

second fils de Malcolm Cean-Mohr, dont le fils aîné s'était fait prêtre.

(1095). A peine sur le trône, Donald reprit son projet de ramener l'Écosse à la barbarie; et les moyens violents qu'il employa pour parvenir à ce but amenèrent une nouvelle révolution dans laquelle il fut renversé par Edgar (1098), troisième fils de son frère et de la princesse Marguerite. Edgar avait été assisté dans son entreprise par Guillaume *le Roux*, et son union avec l'Angleterre devint plus étroite encore sous le troisième roi de la famille normande, par le mariage de sa sœur Édith (Mathilde) avec Henri *Beauclerc*, en 1106.

Donald-Bane eut les yeux crevés, et mourut en prison; et si l'on s'étonne de cet acte de barbarie de la part du roi Edgar, en jetant les yeux sur un État voisin et plus civilisé, on verra le malheureux duc Robert de Normandie, mourir prisonnier au château de Cardiff, après avoir subi le même sort par ordre de son frère. Edgar régna un peu plus de neuf années, et mourut en 1107. On remarque qu'il est le premier des rois d'Écosse qui se soit fait sacrer. Il le fut par l'évêque de Saint-André (1100).

Alexandre Ier, autre fils de Malcolm Cean-Mohr, succéda à son frère sur le trône d'Écosse (1107). Le règne de ce prince est particulièrement remarquable par la manière dont il fit punir juridiquement les malfaiteurs qui, à la faveur des guerres civiles, avaient répandu la terreur par toute l'Écosse, et par l'habileté et l'énergie avec lesquelles il défendit l'indépendance de l'Église d'Écosse contre les archevêques d'York et de Canterbury, qui tous deux prétendaient avoir le droit de consacrer, comme supérieurs, l'archevêque de Saint-André, primat d'Ecosse.

Alexandre Ier mourut en 1124, après un règne paisible qui avait duré plus de 17 années.

David Ier, le plus jeune des fils de Malcolm, monta naturellement sur le trône d'Écosse après la mort de son frère. Élevé à la cour de Henri Ier, son beau-frère, il en avait rapporté de l'instruction et des mœurs plus douces que celles de ses concitoyens. Homme pieux et vaillant guerrier, on le voit organiser d'une main ferme et habile la hiérarchie ecclésiastique dans son royaume, créer des évêchés, fonder des monastères, et en même temps soutenir à la tête d'une armée les droits de sa nièce, l'impératrice Mathilde, à la couronne d'Angleterre. Mais l'armée de David, échantillon de tribus diverses rassemblées, mais non incorporées, offrait, à ce qu'il paraît, un désordre remarquable même dans ce temps d'armées irrégulières : « Cette maudite armée, dit un chroniqueur, était un composé de Normands, de Germains et d'Anglais, de Bretons du Cumberland et du Northumberland, d'habitants du Teviotdale (*la vallée du Teviot*) et du Lothian, de Pictes, communément appelés hommes du Galloway, et de Scots. » Différentes les unes des autres de langue et de mœurs, toutes ces nations diverses se ressemblaient en deux points : la licence, la cruauté; et malgré les efforts du roi d'Écosse, on les vit commettre toutes sortes d'excès dans le nord de l'Angleterre.

Cette invasion fut suivie d'une foule de trêves, de traités conclus avec mauvaise foi, aussitôt violés, et qui finirent par une augmentation de territoire pour le roi d'Écosse, qui, au prix de la cession d'une grande partie du Northumberland, promit de garder la neutralité. Mais le traité ne put avoir son accomplissement; le peuple du Nortumberland, épouvanté de la férocité des soldats de Malcolm et particulièrement des Galwégiens (habitants du Galloway), se leva pour les chasser. Les Northumbriens donnèrent à cette guerre une couleur sacrée, en élevant au milieu

de leur armée un étendard dans lequel se trouvait une hostie consacrée, et après plusieurs affaires plus ou moins sanglantes, les Écossais furent complétement défaits à la bataille de Cuton-Moor (1138). Dans ces guerres du temps du roi Étienne, on voit apparaître pour la première fois deux noms destinés par la suite à jouer un rôle important dans l'histoire, ceux de Bruce et de Baliol, alors sujets de l'Angleterre en même temps que de l'Écosse.

Robert de Bruce, vieux baron normand qui possédait des terres dans les deux pays, ne pouvant amener David à traiter avec l'armée anglaise, lui rendit toutes les terres qu'il tenait de lui, renonça à son hommage, et, tout en versant des larmes que lui arrachait leur vieille amitié, se déclara son adversaire, son ennemi. Bernard de Baliol qui se trouvait dans la même situation que Bruce, fit une renonciation semblable à la sienne.

Le roi d'Écosse et son fils Henri firent des prodiges de valeur durant cette malheureuse affaire, où l'un et l'autre essayèrent vainement de réprimer la violence et la cruauté de leurs sauvages soldats; et, même après cette défaite, le roi d'Écosse continua à suivre le parti de l'impératrice Mathilde, sa nièce. Il conclut ensuite, avec le roi Étienne, la paix dite de Durham (1139), par laquelle David obtint la cession du Northumberland, moins les châteaux de Newcastle et de Bamborough, qui, restés aux mains du roi d'Angleterre, rendaient la cession à peu près illusoire, en donnant à celui-ci la possibilité de reprendre à son rival, quand il le voudrait, tout ce qu'il lui cédait en ce jour.

L'an 1152 vit mourir Henri, fils de David, que les chroniqueurs représentent comme un prince accompli; et l'année suivante, son père lui-même expira en faisant sa prière (1153).

David Ier fut un grand roi, pour le pays et pour le

temps auquel il vivait; l'Église, qu'il avait comblée de biens, le canonisa. Un de ses successeurs, Jacques Ier, ne considérant que l'appauvrissement qu'avait dû amener pour le trésor royal la fondation des splendides abbayes de Kelso, d'Holyrood, de Jedburgh, de Newbottle, de Kinloss, de Dryburgh, etc., n'hésite pas à déclarer que « le roi David fut un saint funeste à la couronne. » Mais en portant ce jugement sévère, le monarque du xve siècle a trop oublié qu'au xiie les couvents étaient l'unique asile des sciences, des lettres et des arts; que la domination ecclésiastique était sous tous les rapports préférable à la domination des barons, pour les terres et pour les pauvres serfs; qu'enfin le territoire sacré échappant d'ordinaire aux ravages de la guerre, il eût été heureux que la plupart des terres pussent être considérées comme telles, et qu'il est digne de remarque que ce fut particulièrement sur les frontières que David établit les couvents qu'il fonda.

Du reste, les historiens même les plus sévères, Buchanan à leur tête, n'hésitent pas à déclarer David Ier le modèle parfait d'un bon roi et d'un prince patriote. Tous le montrent actif et équitable dans l'administration de la justice, miséricordieux et bienfaisant pendant la paix, habile et vaillant à la guerre.

David, amoureux de progrès comme son aïeul Malcolm III, comprit que c'était du sud que devait venir la civilisation. Ce fut le premier des rois d'Écosse qui résida parfois à Édimbourg, et on ne doit pas douter que cette circonstance n'ait considérablement hâté la civilisation de ses sauvages États.

Remarquons que ce fut le roi David qui arma chevalier, à sa cour, son jeune parent Henri Plantagenet, depuis Henri II, roi d'Angleterre.

Malcolm IV, que les historiens ont ridiculement surnommé *la Vierge*, parce qu'il ne se maria pas,

Malcolm IV, fils du prince Henri, et par conséquent petit-fils du roi David, succéda à celui-ci au trône d'Écosse (1153). Né d'une mère anglaise et d'un père de la royale famille des Scots, son inauguration se fit à Scone, sur la fameuse pierre consacrée, avec toutes les cérémonies en usage chez les Scots irlandais, et par suite chez les Écossais.

Conformément aux anciennes coutumes, le prince fut placé sur la pierre destinée à cet usage solennel, et que, selon la tradition, Fergus, fils d'Éric, avait apportée d'Irlande. Un barde scot-irlandais, ou montagnard, s'avança pour chanter au peuple un poëme gaëlique, contenant la liste des ancêtres du jeune roi, depuis Fergus, fondateur de la dynastie. Ce poëme, qui a été conservé, est une sorte d'exposition faite au peuple des droits d'hérédité en vertu desquels le roi réclamait son obéissance, et il offre une conformité assez grande avec les autres documents historiques de ce temps, pour qu'on puisse d'après lui former un catalogue régulier des rois d'Écosse, antérieurement au XIIe siècle.

Sous le règne de Malcolm IV, les habitants barbares des îles Hébrides inquiétèrent vivement les côtes de l'Écosse. Somerled, leur chef, après avoir conclu en 1153, avec le roi d'Écosse, une paix qui ne dura guère, périt en 1164, en cherchant à effectuer une descente dans ce pays.

Mais la partie importante du règne de Malcolm est la suite de ses relations avec le roi d'Angleterre, Henri II, son proche parent. Lorsque le jeune Plantagenet était venu en Écosse, où, comme nous l'avons dit, il fut armé chevalier, il avait, selon les historiens écossais, fait serment que s'il portait jamais la couronne d'Angleterre, il mettrait le roi d'Écosse en possession de Carlisle et de tout le territoire situé entre la Tweed et la Tyne. Mais au lieu, ajoutent les

mêmes historiens, de tenir la parole solennellement donnée, Henri ne fut pas plutôt sur le trône, qu'il chercha à priver Malcolm, encore mineur, de toutes ses possessions du nord de l'Angleterre. Malcolm céda de bonne volonté, ce semble, tout ce que l'Écosse avait acquis dans le Northumberland et dans le Cumberland; rendant hommage pour le Lothian qu'il conservait, et qui alors ne faisait pas partie intégrante du territoire d'Écosse. Ce prince semble avoir été personnellement attaché au roi d'Angleterre, dont il reçut l'ordre de chevalerie, et qu'il suivit en France, où il le servit dans plusieurs de ses guerres.

Il paraît que l'absence de Malcolm ne plaisait pas plus à ses sujets que son alliance avec le roi d'Angleterre et sa chevaleresque amitié pour ce prince, et ils étaient à demi révoltés, lorsque, touché des remontrances des plus fidèles d'entre eux, Malcolm revenant du continent, reparut en Écosse (1160), où il ne tarda pas à soumettre les provinces sauvages, et toujours à demi indépendantes, de Galloway et de Moray.

Malcolm mourut en 1165, âgé d'à peine 24 ans. Son extérieur efféminé, la douceur, pour ne pas dire la faiblesse de son caractère, contribuèrent sans doute à lui faire donner ce surnom de *Vierge*, dont nous avons précédemment parlé.

Guillaume, frère de Malcolm, succéda à celui-ci, et fut couronné roi d'Écosse en 1166. La cérémonie de son sacre était à peine terminée, qu'il demanda au roi d'Angleterre la restitution du Northumberland; et celui-ci ayant refusé, Guillaume entra immédiatement en négociations avec le roi de France, Louis VII, ennemi juré du monarque anglais. Nous devons remarquer que c'est ici la première fois qu'on voit une relation authentique de l'Écosse avec la France, relation qui a duré plusieurs siècles, non sans donner de vives inquiétudes à l'Angleterre.

Guillaume ne manqua pas de profiter des querelles de famille du roi d'Angleterre, pour susciter des embarras à son puissant rival; et, obtenant de larges concessions des princes révoltés, auxquels ces concessions coûtaient peu tant qu'ils ne possédaient rien, il se mit en devoir d'envahir le Northumberland avec une nombreuse troupe de soldats, dont les rapines et le pillage désolèrent la contrée. Rencontré par un parti de chevaliers anglais au moment où il faisait le siége de la forteresse d'Alnwick, il fut fait prisonnier et ramené en Angleterre par Bernard de Baliol, qui le présenta à Henri II, les jambes liées sous le ventre de son cheval, en signe de captivité.

Il était facile de prévoir que Henri ne rendrait pas facilement la liberté à un prince qui lui avait donné de si justes sujets de plainte; aussi la noblesse et le clergé se virent-ils obligés, pour racheter leur roi, dont la captivité dérangeait complétement le système de gouvernement de l'Écosse, de consentir à ce que celui-ci se reconnût vassal du roi d'Angleterre, et lui rendît hommage.

Avant ce traité, qui fut conclu au château de Falaise, en Normandie (1174), l'Écosse était totalement indépendante de l'Angleterre, dans toute l'étendue de son territoire, sauf le Lothian, cédé, comme nous l'avons dit précédemment à Malcolm II, par Eadulf, comte de Northumberland, avec la condition d'amitié et de secours en cas de besoin; formule qui fut convertie en celle de foi et hommage, à l'introduction du système féodal. Mais à partir du traité de Falaise, l'Écosse eut beau se débattre, l'Angleterre la garrotta des liens de la vassalité, et elle n'y échappa parfois que pour y retomber bientôt.

L'Église, dont nous avons vu le roi David défendre l'indépendance vis-à-vis du clergé anglais, fut soumise du même coup; mais elle fit sa soumission en termes

ambigus qui lui laissaient encore quelques moyens d'échapper; tandis que les châteaux forts de Roxburgh, Berwick, Jedburgh, Édimbourg et Stirling, livrés entre les mains de Henri II comme gages de l'exécution du traité, le frère du roi, et plusieurs seigneurs écossais, donnés en otage, ne purent laisser aucun doute sur l'asservissement politique de l'Écosse, dont le roi fut remis en liberté, après que l'hommage eut été rendu à York, conformément à la teneur du traité.

L'ambiguïté dans les termes employés dans la partie de ce traité relative au clergé d'Écosse, ne tarda pas à porter ses fruits. Guillaume soutint avec constance et fermeté ce faible reste d'indépendance, et en 1181 il revendiqua les droits de l'Église d'Écosse, sans reculer même devant l'interdit que lança sur son royaume le pape Alexandre III. Le pape Clément révoqua cette excommunication en 1188, et ratifia formellement les priviléges de l'Église d'Écosse, qu'il déclara *fille de Rome*, et relevant immédiatement du saint-siége.

Lorsque Henri II mourut, quelques-uns des châteaux écossais qui lui avaient été remis par Guillaume, se trouvaient encore entre les mains du roi d'Angleterre. Richard, qui se souvenait que l'Écosse s'était attiré une partie de ses malheurs pour avoir embrassé sa propre cause, rendit les forteresses écossaises, renonça à tout droit de suzeraineté et d'hommage de la part du roi d'Écosse, sauf pour les possessions de celui-ci dans le Lothian et en Angleterre, et rétablit les limites des deux États sur le pied où elles étaient avant le traité de Falaise.

Toutefois, et quelque chevaleresque que nous soyons habitués à voir Richard, d'autres motifs devaient s'ajouter dans son esprit à ceux que lui suggérait la reconnaissance, pour l'engager à rendre à l'Écosse son indépendance. Prêt à partir pour la croisade où tendaient tous ses vœux, le roi d'Angleterre comprenait

qu'il valait mieux pour lui laisser en Écosse un allié reconnaissant, qu'un vassal mécontent; enfin il avait besoin d'argent pour son expédition de Palestine, et l'indemnité que l'Écosse dut lui payer pour la restitution de son indépendance nationale, fut fixée à 10,000 marcs sterling (plus de deux millions et demi de notre monnaie), qui furent prélevés, partie sur la noblesse et le clergé qui s'imposèrent volontairement, partie sur le peuple sous forme de capitation. On ne sait si deux mille marcs d'argent qui furent ensuite remis à l'Angleterre par l'Écosse, pour le rachat de Richard, prisonnier de l'empereur Léopold, furent le reste de cette somme, ou bien un pur don, offert par le roi Guillaume, pour la rançon de son allié.

Guillaume, roi d'Écosse, qu'on a surnommé *le Lion*, soit à cause de sa valeur, soit parce qu'il adopta un lion pour support des armes nationales, mourut à Stirling (1214), après un règne de quarante-huit années. Ce monarque guerrier, sous lequel la chevalerie fit d'immenses progrès en Écosse, vit monter sur le trône d'Angleterre, le très-peu chevaleresque Jean-sans-Terre, avec lequel il eut de nombreux démêlés, qui se terminèrent par le payement d'une assez forte somme d'argent que l'Écosse dut encore verser dans les coffres du roi d'Angleterre.

Outre ses qualités guerrières, Guillaume *le Lion* eut celles du législateur, comme l'attestent de sages lois qu'il donna à son peuple, et dont on a conservé le texte. Il administra la justice avec une sévérité qu'explique et que rendait sans doute nécessaire l'état de barbarie où se trouvait encore le peuple qu'il fut appelé à gouverner; enfin il sut réparer habilement les maux qu'avait causés à son pays une valeur peut-être imprudente.

Guillaume laissait en mourant un fils qui lui succéda sous le nom d'Alexandre II. Comme presque tous

les princes de son temps, il avait en outre plusieurs enfants illégitimes.

Irlande. *De* 1086 *à* 1189. — Pendant cet espace de plus d'un siècle, nous verrons la pauvre Irlande, après s'être longuement déchiré elle-même le sein d'une main folle et dénaturée, devenir une facile conquête pour l'habile Henri II, qui, comme nous l'avons dit, n'avait pas plutôt été sur le trône d'Angleterre, qu'il avait songé à s'emparer d'une si riche proie. Mais avant d'arriver à cette fatale conquête, qui, depuis le XIIe siècle, a lié d'une manière si douloureuse la malheureuse Irlande à l'Angleterre, il nous faut raconter le reste de l'histoire de cette île, tant que dura son indépendance.

A la mort de Turlough (1086), le royaume de Munster fut partagé également entre ses trois fils, Teige, Murkertach et Dermot; mais la même année Teige étant mort, Murkertach bannit son jeune frère et resta seul possesseur du trône paternel. De longues guerres s'ensuivirent entre les deux frères, et Dermot fut assisté de la plupart des roitelets de l'île, irrités de voir Murkertach prétendre au rang suprême. Le principal résultat de ces guerres fut, comme d'ordinaire, la dévastation du pays, et non content de dévaster l'intérieur de l'île, Murkertach se formant une flotte, se mit à saccager les villes du littoral et les îles voisines de l'Irlande, pillant les églises, brûlant les monastères comme eussent pu le faire les Danois.

L'ennemi le plus redoutable de Murkertach ce n'était pas son frère Dermot, mais bien Mac-Lochlin, roi d'Alichia et chef de la puissante et antique famille de Hy-Niell. Sous prétexte d'assister Dermot, et en réalité pour s'emparer du pouvoir suprême, il fit à Murkertach une guerre des plus acharnées, qui ne dura pas moins de vingt-huit ans, et ne fut interrompue que par de courtes trêves. Au-dessous de ces

rivaux, qui se disputaient la toute-puissance, les innombrables petits roitelets, ou chefs de clans de l'Irlande, faisaient du pays une sanglante arène, un théâtre de meurtre et de rapine.

L'Église, il est vrai, s'interposa maintes fois entre les adversaires, et on cite particulièrement, à la date de 1099, une circonstance où deux armées au moment d'en venir aux mains, furent amenées, par le primat d'Armagh, à conclure une trêve; exemple maintes fois renouvelé par le digne prélat qui, à plusieurs reprises, fournit une année de répit au pays, les trêves ainsi conclues l'étant d'ordinaire pour ce temps. Du reste, le clergé lui-même, livré à l'anarchie, semblait tombé dans une sorte d'avilissement, bien que des hommes distingués se trouvassent encore dans son sein.

Durant la période qu'embrasse le règne de Murkertarch et de son compétiteur Mac-Lochlin, l'Irlande fut plus d'une fois menacée par les pirates scandinaves. Une de leurs expéditions amena le mariage d'une fille de Murkertach avec Sigurd (1102), fils de l'un des chefs pirates, tandis qu'une autre fille du roi d'Irlande épousait Arnolf de Montgommery, frère du puissant comte de Belesme qui engagea Murkertach à prendre parti contre le roi d'Angleterre.

L'an 1108, le roi d'Irlande subit une terrible défaite, dont il ne se releva jamais complétement. Cette affaire, dans laquelle il eut pour compétiteur son ancien ennemi Mac-Lochlin, eut lieu dans la plaine de Cobha, dans le comté de Tyrone. Il n'y eut guère depuis lors d'événements remarquables en Irlande jusqu'à l'année 1114, où Murkertach étant tombé grièvement malade, son frère Dermot se fit proclamer roi du Munster. Murkertach recouvra la santé, et la lutte allait peut-être recommencer entre les deux frères, si l'aîné, touché de la grâce, comme disent les

chroniqueurs, ou fatigué de la lutte, n'eût pris le parti d'abdiquer en faveur de son frère et de se faire moine au monastère de Lismore. Il y mourut après deux ou trois années de pénitence, en 1119. Le compétiteur de Murkertach, Mac-Lochlin, ne lui survécut que deux années, et mourut comme lui dans un monastère.

Après la mort de Murkertach et celle de Mac-Lochlin, qui lui avait succédé comme roi souverain, l'Irlande compte un interrègne de quinze années, durant lequel tous les éléments de lutte et de confusion continuèrent de fermenter avec fureur. De tous les candidats à la souveraineté, le plus habile comme le plus entreprenant, celui qui l'emporta enfin sur ses rivaux, fut Tordelvach O'Connor, roi de Connaught, qui prit, en 1136, le titre de roi souverain, que lui disputèrent plusieurs autres princes. Ces contestations amenèrent de sanglantes et ruineuses guerres, qui désolèrent non-seulement la terre d'Irlande, mais encore la mer et les îles voisines.

On ne sait pas au juste l'époque de la mort de Tordelvach O'Connor, que les chroniqueurs ont surnommé *le Grand;* la date de cet événement flotte de 1144 à 1157.

L'an 1152 vit s'assembler à Kells un grand concile national, où le cardinal Parparo, légat du pape Eugène III et président du concile, distribua au nom du saint-père des palliums aux quatre archevêques d'Armagh, de Cashel, de Dublin et de Tuam; haute marque de distinction donnée par le saint-père au clergé d'Irlande, dont la science et la piété étaient en renom dans tout le monde chrétien. Il ne semble pas toutefois que ce clergé fût tout à fait exempt de vices, puisque le concile s'occupa de la réforme de divers abus, la simonie, l'usure, le mariage et le concubinage des prêtres, etc. Cette assemblée établit pour la pre-

mière fois, ce semble, l'impôt de la dîme, qui ne fut jamais perçu sans difficulté en Irlande, et qui est devenu sa plus insupportable douleur, depuis qu'une population catholique est obligée de payer cette dîme, instituée pour les besoins du culte, à un clergé protestant dont elle regarde la foi comme impie.

Roderic O'Connor, fils de Tordelvach, succéda à son père dans le royaume de Connaught; mais l'autorité suprême passa à Murtogh O'Lochlin, roi de l'Ulster, qui, gouvernant d'une main plus ferme que ses prédécesseurs, donna à l'Irlande quelques années de repos, comparativement à l'état d'où elle sortait.

Durant le règne de Murtogh O'Lochlin, que les annalistes représentent comme l'ami et le bienfaiteur de l'Église, on tint en divers lieux des synodes qui s'occupèrent d'affaires temporelles et d'affaires spirituelles, et prononcèrent entre autres sentences l'excommunication d'un roi accusé et convaincu de fautes graves. Les plus fameux de ces synodes sont celui de Mellifont (1157) et celui de Brigh-Thaig (1158).

Après la mort de Murtogh O'Lochlin (1167), le titre de roi souverain retourna au chef de la maison O'Connor, Roderic O'Connor, roi du Connaught, fils de Tordelvach, qui reçut l'hommage des Dano-Irlandais de Dublin, puis assembla une sorte d'états généraux du royaume, auxquels assistèrent environ trente mille hommes. Certains historiens ont voulu voir dans cette assemblée le rétablissement du Grand-Fès ou assemblée triennale, qui dans l'ancienne constitution se réunissait à Tara de tous les points du royaume; mais il est démontré que l'assemblée convoquée par Roderic fut purement accidentelle, et ne se composa que d'hommes du nord de l'Irlande, à l'exception d'un seul petit chef du sud.

Nous sommes arrivés maintenant au dernier des rois d'Irlande, et nous allons entrer dans le détail de cette

lutte, qui, après tant de siècles d'orageuse indépendance, allait ranger la libre Irlande sous la sujétion de l'Angleterre; mais il nous faut, pour faire comprendre au lecteur cette grande révolution, lui faire connaître d'abord les principaux personnages qui y figurent.

Roderic O'Connor, roi souverain d'Irlande, avait, quand il parvint à cette dignité, atteint l'âge de cinquante ans, sans acquérir ni plus ni moins de renommée que les autres chieftains de son temps, dont il avait les qualités bonnes et mauvaises, le courage, l'activité, la cruauté.

A côté de Roderic, le promoteur de la conquête, se montre Dermot Mac-Murchad, également actif et courageux, mais plus cruel encore que Roderic. Dès le temps du roi Tordelvach, un différend était survenu entre Dermot et Tiernan O'Ruarc, seigneur d'un petit territoire du Connaught. Ce différend ne tarda pas à s'aigrir d'une manière terrible, par l'amour criminel de la femme d'O'Ruarc, la belle Dervorgilla, l'Hélène de cette Iliade sans Homère, pour le roi Dermot. Enlevée par son amant, la coupable épouse vit se soulever contre ou pour elle les petits rois de l'île, et Tordelvach, l'Agamemnon de cette expédition, la rendit enfin à son époux. Il n'est pas bien sûr que ce soit ce romanesque incident, qui se passa vers 1153, qui ait causé la déposition et l'expulsion de Dermot du royaume de Leinster; mais ce dernier événement, qui eut lieu en 1166, facilita beaucoup, s'il ne l'amena pas, la conquête de Henri II.

Expulsé de son royaume, comme nous l'avons dit, le roi du Leinster, Dermot Mac-Murchad, passa en Angleterre, pour demander des secours à Henri II. Celui-ci était alors au plus fort de la lutte avec le primat de Canterbury, Thomas Becket; et quand le roi fugitif arriva en Angleterre, Henri se trouvait sur

le continent, où Dermot le rejoignit enfin. Comme nous l'avons dit, dès 1155 Henri avait médité la conquête de l'Irlande, et en 1156 il avait obtenu du pape Adrien IV (pontife anglais d'origine, dont le nom était Breakspear) une bulle qui le nommait roi d'Irlande. Henri semblait donc n'attendre qu'un prétexte; et lorsque Dermot lui demandant de l'aider à remonter sur le trône du Leinster, lui offrit en échange de se reconnaître immédiatement vassal de l'Angleterre, Plantagenet accepta et remit à Dermot une lettre conçue en ces termes : « Nous, Henri roi d'Angleterre, duc de « Normandie, d'Aquitaine et comte d'Anjou, à tous nos « hommes liges, Anglais, Normands, Gallois, Écos- « sais, et à toutes les nations qui nous sont sou- « mises, salut : Sachez tous par ces présentes que Der- « mot, prince de Leinster, a été reçu par nous en « grâce et bienveillance, et qu'en conséquence chacun « de nos vassaux ou hommes liges, dans toute l'éten- « due de notre domination, est tenu de lui prêter aide « et secours pour le rétablir sur son trône; car telle « est notre volonté. »

Muni de cette pièce importante, Dermot repartit pour l'Angleterre où il se hâta de promulguer la lettre du roi. Il promettait en outre des terres à tous ceux qui le suivraient; ce qui ne produisit pas grand effet jusqu'au jour où le roi irlandais, rencontra Richard de Clare, comte de Pembroke, surnommé Strongbow, homme plein de valeur et esprit aventureux, qui, ruiné par ses prodigalités, se trouva heureux d'épouser la fille de Dermot, à cette condition toute contraire aux lois d'Irlande, de devenir roi du Leinster après la mort de son beau-père. D'autres aventuriers ne tardèrent pas à se réunir au comte de Pembroke; et Dermot, assuré de leur aide, revint secrètement dans le Leinster et ne tarda pas à rallumer la guerre civile, sans que ses adversaires Roderic et O'Ruarc devinas-

sent le puissant ennemi auquel l'ambition personnelle de Dermot avait secrètement livré la patrie.

L'an 1169, les Anglo-Normads mirent pour la première fois le pied en Irlande. Le commandant de l'expédition était Robert Fitz-Stephen, qui conduisait avec lui 30 chevaliers, 60 hommes d'armes et 300 habiles archers. L'armée d'invasion n'était guère que de 400 hommes, auxquels Dermot ne tarda pas à se joindre avec 500 soldats, et ces neuf cents hommes réunis marchèrent sur Wexford, où 2,000 hommes, de troupes nationales, vinrent à leur rencontre. Mais ces derniers étaient des bourgeois armés à la hâte, et dès qu'ils aperçurent la petite troupe en bon ordre, la cavalerie sur les ailes et protégeant les archers selon la coutume normande; quand ils virent les armes brillantes et les boucliers des chevaliers, ils hésitèrent à avancer, et mettant le feu aux faubourgs, se retirèrent en toute hâte dans la ville. Les Normands augurant bien de cette première panique, mirent le siége devant la ville; mais ils furent forcés de se retirer, non sans avoir mis le feu aux navires qu'ils trouvèrent dans le port.

Décidée à tenter un nouvel assaut, l'armée d'invasion se préparait à l'attaque, quand la ville envoya des députés chargés de faire sa soumission, se rendant immédiatement, livrant des otages, et implorant le pardon de sa rébellion.

Pour remplir les promesses qu'il avait faites aux Anglo-Normands, Dermot investit Fitz-Sthepen et Maurice Fitz-Gérald de la seigneurie de Wexford, et donna d'autres possessions aux différents chefs normands; après quoi, aidé de ses nouveaux alliés, il essaya de pousser plus loin sa conquête.

Cependant Roderic O'Connor, avant levé une puissante armée d'Irlandais (il est digne de remarque que c'est ici la première occasion où nous rencontrions

une armée ainsi désignée; généralement elles ne portent que le nom de la contrée d'où elles sont tirées : *Ultoniens*, de *l'Ulster; Lagéniens*, du *Leinster*, etc.), convoqua les princes et les nobles irlandais à se rassembler en conseil général à Tara. De Tara les confédérés nationaux se rendirent à Dublin, où, par malheur, la discorde, ne tarda pas à s'introduire parmi eux, de telle sorte, qu'au lieu de réunir toutes leurs forces contre les envahisseurs, la plupart des princes se retirèrent dans leurs domaines, laissant le roi défendre le pays, en compagnie du seul O'Ruarc et des Dano-Irlandais de Dublin, tandis que l'effort de toute la nation n'eût pas été de trop pour sauver en ce moment suprême l'indépendance nationale.

Découragé par ces défections, Roderic, qui cependant se trouvait encore à la tête de forces considérables, résolut de traiter avec Dermot, auquel il rendit tous ses biens; mais le traité fut à peine conclu, que Dermot, *l'ami des étrangers*, comme l'avaient surnommé les Irlandais, recommença avec les Normands à exercer toutes sortes de déprédations en Irlande; tandis que les autres princes nationaux, au lieu de se réunir contre l'ennemi commun, continuèrent la guerre civile entre eux.

De nouvelles troupes ne tardèrent pas à arriver dans l'île sous la conduite de Strongbow; mais de cette fois le but désigné par la lettre de Henri II, le rétablissement de Dermot, ayant été atteint, le monarque anglais ne voulut pas donner de nouveaux pouvoirs, ne tenant nullement à avoir Dermot à la place de Roderic, pour souverain de toute l'île, cherchant bien plutôt à semer la division en Irlande qu'à ramener le pays sous un même commandement; ce fut donc contre la volonté formellement énoncée du roi d'Angleterre, que Strongbow arriva près Waterford à la tête de 1,200 hommes, dont deux cents chevaliers.

Strongbow eut bientôt subjugué Waterford qui s'était encore révoltée. Il épousa la belle Ève, fille de Dermot, et cette union était à peine conclue, qu'à la tête des armées alliées il marcha sur Dublin, qui, après avoir vainement espéré être secourue par le roi Roderic, eut recours à l'interposition du clergé pour détourner d'elle les malheurs dont elle était menacée. A la tête des prêtres qui intercédèrent vis-à-vis des étrangers en faveur de leurs compatriotes, se montre un grand patriote dont l'Église avec juste raison a fait un saint : Laurence O'Toole, archevêque de Dublin. Mais pendant ces pourparlers les étrangers n'étaient occupés que d'une pensée, prendre Dublin; et en conséquence ils attaquèrent traîtreusement la ville, qui ne tarda pas à tomber en leur pouvoir. Pendant tout le combat l'héroïque archevêque s'exposa à la rage des assiégeants, auxquels il disputait leurs victimes, et souvent des cadavres auxquels il voulait donner une sépulture chrétienne. Après la victoire des Normands, quand presque tous les siens étaient tués ou fugitifs, on le vit rester encore à Dublin, y faisant le bien, ou du moins y empêchant le mal avec une admirable fermeté, obtenant que les membres du clergé conservassent les places qu'ils occupaient. Mais saint Laurence O'Toole ne put réussir, quels que fussent ses efforts, à amener les Irlandais à réunir toutes leurs forces contre les étrangers, et la guerre civile prit le caractère le plus atroce, les Irlandais se montrant plus cruels les uns envers les autres que les Normands eux-mêmes.

Cependant le roi Henri s'inquiétait des progrès de l'aventureux Pembroke en Irlande; le comte était parti pour son expédition contre sa volonté; et, au milieu des tourments que lui causait l'affaire de Thomas Becket, le roi publia un édit interdisant à ses sujets tout commerce avec l'Irlande, et ordonnant à

ceux qui s'y trouvaient de revenir immédiatement en Angleterre, sous peine de bannissement et de confiscation de leurs biens. L'effet de cette mesure se fit promptement sentir à l'audacieux Strongbow, qui, abandonné par presque tous ceux qui l'avaient suivi, envoya vers le roi un chevalier porteur de ce message :

« Mon souverain seigneur, je suis venu dans cette terre, et si je me le rappelle bien j'y suis venu avec votre permission pour aider à la restauration de votre homme lige Dermot Mac-Morrough. Tout ce que la fortune m'a accordé, soit par les mains du roi du Leinster, soit de toute autre façon, je reconnais que c'est à vous que je le dois, et qu'en conséquence tout doit être remis entre vos mains pour en disposer selon votre grâce et votre bon plaisir. »

Quoique cette lettre fût tout ce que la politique et l'orgueil de Henri pussent désirer, il ne voulut pas accorder immédiatement le pardon d'un acte d'insubordination qui pouvait être d'un dangereux exemple, et sans même daigner répondre au comte, il laissa son envoyé se morfondre à la cour. D'ailleurs l'assassinat du primat qui arriva sur ces entrefaites donnait assez à faire au roi pour l'empêcher de songer à s'emparer de l'Irlande, comme il en avait depuis si longtemps formé le dessein.

Le petit nombre d'aventuriers anglais qui se trouvaient en Irlande était donc dans le plus grand embarras, quand la mort du chef de l'expédition, de Dermot, vint encore compliquer leur situation.

Si l'on se rappelle les conventions faites par Strongbow, celui-ci n'avait accordé ses secours qu'à cette condition de succéder à Dermot sur le trône du Leinster, au mépris des lois du pays; mais il ne tarda pas de voir se soulever contre lui plus d'un opposant; et bientôt il eut à combattre les Dano-Irlandais, jadis chassés de Dublin. Inférieurs en discipline, sinon en

nombre, ceux-ci furent repoussés. Mais même après cette victoire, la position du comte de Pembroke dans l'île était des plus précaires; et si les indigènes eussent su s'entendre, le moindre effort national aurait suffi pour l'écraser. Mais un seul homme semblait en Irlande doué d'un véritable patriotisme, d'un héroïsme élevé, et cet homme que nous avons déjà eu l'occasion de nommer, Laurence O'Toole, était dans les rangs du clergé. Ses efforts pour amener les princes irlandais à s'unir contre l'ennemi commun furent immenses. On le vit courant de province en province, supplier chaque chieftain d'oublier ses haines personnelles pour ne voir que l'intérêt de la patrie; les exhorter à se ranger tous autour du roi d'Irlande, leur chef naturel, pour chasser l'envahisseur, enfin, faire appel aux habitants des îles, et les engager à se réunir dans une attaque contre Dublin, alors au pouvoir des Normands.

Informé de ces desseins, Strongbow se jeta dans la capitale, où il se prépara à se défendre vigoureusement. Il y fut bientôt assiégé, par mer, par une flotte de trente vaisseaux destinée à bloquer hermétiquement le port, et à empêcher l'arrivée de tout secours; par terre, par une armée de 30,000 hommes, dans les rangs de laquelle se trouvait l'héroïque saint Laurence, portant les armes et animant par son exemple autant que par son éloquence l'armée qu'il avait soulevée.

Le siége durait depuis deux mois, quand le comte de Pembroke, désespérant de recevoir des secours, et déjà affamé dans Dublin assiégée, offrit de capituler, et entra en pourparler avec le noble archevêque de Dublin, la tête et le cœur de l'expédition, dont Roderic O'Connor, que son haut rang avait élevé au commandement général, n'était que le bras.

Strongbow proposait de se reconnaître vassal du roi d'Irlande, pourvu que celui-ci le laissât prendre

sans contestation possession de la principauté de Leinster. L'archevêque promit de porter à son roi les propositions du chef anglais, et rapporta cette réponse que sans doute il avait dictée : qu'à moins que le comte de Pembroke ne rendît immédiatement à Roderic les cités de Dublin, Waterford, Wexford et tous les châteaux tombés au pouvoir des Anglais, l'armée nationale allait sur-le-champ livrer l'assaut.

En même temps Strongbow reçut la nouvelle que le Normand Fitz-Stephen, auquel avait été confiée la défense de Carrig, s'y trouvait comme lui réduit aux dernières extrémités. Désespéré, mais ne voulant pas céder, le chef anglais assembla immédiatement un conseil de guerre, et il fut résolu qu'on tenterait une sortie en masse pour aller à la défense de Fitz-Stephen. Après avoir réuni toutes leurs forces, les assiégés ne se trouvèrent pas plus de six cents; mais comptant sur leur courage et sur leur discipline supérieure, ils résolurent d'affronter l'armée irlandaise, forte de trente mille hommes. L'audace d'un tel coup mit en fuite les assiégeants; de telle sorte qu'au bout de quelques heures les Anglais purent librement rentrer à Dublin, enrichis des bagages et des dépouilles du camp irlandais, et bientôt aller au secours de Fitz-Stephen.

Mais pendant que les Anglo-Normands de Dublin mettaient d'une manière si inespérée les insulaires en fuite, Fitz-Stephen, victime d'une odieuse trahison, avait rendu aux Irlandais le fort de Carrig, que ceux-ci désertèrent au bruit de l'approche de Strongbow, emmenant avec eux leurs prisonniers, et jurant de les massacrer si on inquiétait leur retraite.

Cependant le comte de Pembroke, qui, comme nous l'avons dit, n'avait pu d'abord obtenir une réponse du roi d'Angleterre, n'avait pas tardé à lui envoyer un second messager; et celui-ci, qui revint

sur ces entrefaites, dit au comte qu'il ne devait pas perdre un moment pour se présenter lui-même devant le roi. Strongbow suivit cet avis; et se présenta devant Henri, qu'il trouva à Newham dans le comté de Glocester, à la tête d'une puissante armée, avec laquelle il se préparait à passer en Irlande (1171).

D'abord le roi refusa de recevoir le comte; mais celui-ci montra tant de soumission, que la réconciliation devint facile. Strongbow renouvela au roi son serment féodal, remit à Henri la ville et le territoire de Dublin, les citadelles et les ports de mer qu'il possédait en Irlande, et le monarque lui laissa à perpétuité, pour lui et les siens, ses autres possessions dans cette île, et le réintégra dans ses biens d'Angleterre, confisqués par suite de sa désobéissance. Après cet arrangement, le roi d'Angleterre, accompagné du comte, partit pour l'Irlande à la tête d'une armée consistant en 500 chevaliers et 4,000 soldats environ. La traversée fut heureuse, et on aborda à Croch, près Waterford, le 18 octobre 1171.

Rien n'est plus triste que l'état d'abaissement moral dans lequel semblent tombés les Irlandais à l'époque de la conquête anglaise. La première preuve en fut donnée par les habitants de Wexford, qui amenèrent enchaîné au roi d'Angleterre, Fitz-Stephen, qu'ils accusaient *d'avoir fait la guerre en Irlande sans l'ordre du roi d'Angleterre*. Henri ne voulant pas être en reste d'hypocrisie avec ses nouveaux courtisans, fit punir Fitz-Stephen, qui dut être enchaîné et traité en prisonnier d'État.

Ce faux semblant de justice du roi d'Angleterre lui attira bientôt l'hommage volontaire du roi de Desmond. Henri s'avança ensuite à la tête de son armée vers Lismore, qui ne fit aucune résistance, puis vers Cashel, où il reçut l'hommage de Donald O'Brian, roi de Thomond, qui lui rendit la ville de Limerick,

se reconnut tributaire, et lui jura fidélité. Cet exemple ne fut que trop promptement suivi, et le roi d'Angleterre, honteux lui-même d'une si facile soumission, et comme pour montrer son mépris, punit ceux qui jadis lui avaient livré Fitz-Stephen, et fit passer le chef normand, des chaînes que sa politique avait cru devoir lui donner, au poste de seigneur féodal de Wexford.

Henri marcha ensuite vers Dublin, qui le reçut avec joie; tous les chefs environnants vinrent lui faire leur soumission, et entre autres cet O'Ruarc, ennemi de Dermot, si longtemps fidèle vassal de Roderic. Par suite des guerres civiles qui l'avaient déchirée, l'Irlande avait perdu tout esprit national, tout véritable amour de son indépendance.

Cependant Roderic O'Connor assemblant quelques troupes, tenta un dernier effort; mais bientôt il consentit à voir les parlementaires du roi anglais, Hugh de Lacy et William Fitz-Adelm, qui reçurent au nom de leur maître son serment de foi et hommage, et réglèrent le tribut à payer; après quoi la paix fut signée entre les deux souverains. L'Irlande était désormais soumise, mais cette soumission se bornait à une partie des districts du sud, connus sous le nom de *Pale* (enceinte), et tout le nord conservait sa sauvage indépendance.

Les fêtes de Noël fournirent à Henri le prétexte de rassembler à sa cour les chefs soumis de l'Irlande, et dans les pompeuses réjouissances qu'il donna, on vit se réunir aux mêmes tables, se mêler dans les mêmes fêtes Anglais et Irlandais, les derniers, émerveillés de la magnificence et de la courtoisie de leurs hôtes.

En 1172, un synode fut convoqué à Cashel, par le roi Henri; synode dans lequel, il fut arrêté : 1° qu'aucun Irlandais ne conclurait mariage avec une de ses parentes aux degrés prohibés par les saints canons;

2° que les enfants seraient catéchisés en dehors des églises et baptisés *dans l'eau* sur les fonts baptismaux (c'était un usage général parmi les riches irlandais de faire baptiser leurs enfants dans le lait); 3° que tous les fidèles payeraient la dîme de leurs bestiaux, de leurs grains et de tous leurs autres produits, à leur église paroissiale; 4° que toutes les terres et biens ecclésiastiques seraient francs de tout impôt séculier, etc. Il est facile de voir que les abus religieux qu'on avait donnés pour motif à la conquête, n'étaient qu'un vain prétexte, et ces insignifiantes réformes prouvent qu'au milieu des désordres de la guerre civile, l'église d'Irlande avait su conserver une assez grande pureté. Ajoutons que les décrets du synode ne produisirent aucun effet, et que les Irlandais continuèrent à contracter des mariages aux degrés prohibés, et à refuser de payer les dîmes, sans que, la conquête étant effectuée, on vît ni le saint-père, ni le roi d'Angleterre s'en émouvoir. A côté de ce synode ecclésiastique, Henri tint à Lismore une sorte de parlement, ou plutôt de conseil du royaume, « où les lois d'Angleterre furent volontairement acceptées par les Irlandais, établies et jurées par serment solennel [1]. » Mais les Anglais résidant et possesseurs de terres en Irlande, prêtèrent seuls ce serment, et, sous prétexte de laisser aux Irlandais leurs antiques usages, on les mit en réalité en dehors de la loi commune de l'Angleterre, en se réservant le droit de les traiter en peuple conquis.

Les Normands, possesseurs de terres en Irlande, furent hiérarchisés selon le système féodal, et l'île fut régie par un gouverneur principal, ayant sous lui un chancelier, un trésorier, un grand justicier, etc. Henri prodigua les terres à ses favoris, et établit en

[1] Matthieu Paris.

Irlande une oligarchie qui allait devenir le fléau de cette malheureuse terre, à laquelle toute l'habileté politique et la présence incessante de Henri II n'eût pas été de trop pour assurer le repos à défaut de liberté. Par malheur le roi anglais fut obligé de retourner en Angleterre au bout de six mois, et le calme qui avait régné durant son séjour dans l'île, fit presque aussitôt place à la révolte. Les malheureux insulaires, qui s'étaient si facilement et, en apparence, si volontairement soumis, allaient donner à l'Angleterre le droit ou du moins le prétexte de sévir contre eux.

Le signal fut donné par le vieux O'Ruarc, qui, sous prétexte d'une conférence, attira Hugues de Lacy dans une embûche où celui-ci eût dû perdre la vie, mais qui en définitive ne fut fatale qu'à celui qui l'avait tendue, et dans laquelle O'Ruarc périt. Décapité comme traître, après sa mort, le chef irlandais fut enterré les talons en l'air. Sa tête, après avoir figuré quelque temps sur une des portes de Dublin, fut envoyée au roi d'Angleterre. Les outrages prodigués au cadavre du vieux chef semblèrent plus amers aux Irlandais que sa mort même, et on ne peut douter que le ressentiment qu'ils en éprouvèrent n'ait puissamment contribué à envenimer leur haine contre l'étranger.

Désormais roi du Leinster, Strongbow avait établi sa résidence à Ferns, où il maria sa fille avec Robert de Quincy. Un petit prince du Leinster ayant refusé d'assister aux fêtes de ce mariage, le comte de Pembroke marcha contre le chef irlandais, et eut son gendre tué dans une rencontre avec les indigènes. Comme il songeait à réparer, par une victoire, le mauvais effet d'une première défaite, il fut appelé sur le continent par le roi d'Angleterre, qui lui donna en garde l'importante forteresse de Gisors. Les Irlandais s'efforcèrent de profiter de l'éloignement du chef an-

glais pour reconquérir leur indépendance. Henri apprit bientôt le sourd mouvement de l'Irlande; il sut que la discorde régnait parmi les chefs anglais, et il renvoya immédiatement Strongbow dans l'île, avec le titre de vice-roi, qui lui donnait pouvoir d'agir comme eût pu le faire Henri lui-même. Pembroke trouva plus difficile qu'il ne l'avait pensé, l'exercice de ses nouveaux pouvoirs. Les troupes anglaises étaient mécontentes, et un jour se présentant en corps devant le comte, elles demandèrent qu'on payât leur solde arriérée, et qu'on changeât leur chef; menaçant, si on ne faisait droit à leur requête, de retourner en Angleterre ou de se joindre aux troupes irlandaises, rassemblées en armes sur plusieurs points de l'île. Quelque fatal que Strongbow sentît devoir être l'octroi de demandes ainsi présentées, il se vit obligé de céder, et le nouveau commandant qu'il nomma, et que lui avaient imposé les troupes, voulant se conserver l'amour des soldats, leur permit toutes sortes de pillages et de dévastations.

Les limites de cet ouvrage ne nous permettent pas de mentionner tous les petits combats qui ensanglantèrent l'île, et dans lesquels, grâce à leur courage et à une discipline supérieure, les Anglais furent presque toujours vainqueurs, quoique plus d'une fois les discordes qui s'élevaient entre eux semblassent les menacer d'une ruine complète.

L'Irlande était conquise depuis une année, lorsque le roi Henri, qui, pendant vingt-quatre ans, avait eu en main, sans s'en être servi, la bulle du pape, jugea à propos de promulguer en Irlande cette bulle dont il avait obtenu un bref confirmatif du pape Alexandre III, sous cette unique condition, déjà imposée par le pape Adrien, que l'Irlande payerait comme l'Angleterre *le denier de saint Pierre*. La bulle fut lue à un synode irlandais convoqué à cet effet, et à peu de temps de

sa promulgation, Roderic O'Connor, roi d'Irlande, conclut lui-même un traité avec le roi Henri; événement important, qui, en même temps qu'il semblait enlever à l'île tout espoir de recouvrer son indépendance, paraissait lui assurer enfin quelque repos.

Par ce traité (1175), le roi d'Angleterre assurait à Roderic la possession de son trône héréditaire, autant que celui-ci se montrerait envers lui bon et fidèle vassal; il lui conservait aussi nominalement la royauté suprême, s'engageant à faire payer exactement à tous les rois et à tous les chieftains, pour le verser ensuite entre les mains du roi d'Angleterre, un tribut annuel consistant en une sorte de dîme sur le bétail. En somme, ce traité, qui semblait concéder beaucoup au roi d'Irlande, ne lui accordait presque rien de ce qu'on eût pu lui refuser, puisque tout le territoire réellement soumis au roi d'Angleterre était excepté de sa domination.

Mais malgré les bulles, les synodes et les traités, un tiers seulement de l'Irlande était soumis à l'Angleterre, et les Normands et les Anglais qui s'y étaient établis, loin de faire partie de la population, ne formèrent pendant plusieurs siècles, qu'une colonie sans lien aucun avec les Irlandais. Les deux peuples ennemis habitant l'un près de l'autre, luttaient sans résultat; les uns prétendant exercer les droits de la conquête, sans être assez forts pour établir leur domination d'une manière solide, les autres voulant l'indépendance sans presque rien faire pour chasser de leur pays l'envahisseur étranger. Pour comble de désordre, deux codes de lois furent simultanément en vigueur sur cette terre livrée comme fatalement à toutes sortes d'anarchies.

L'homme qui avait le plus puissamment contribué à l'asservissement de la malheureuse Irlande, Richard de Clare, comte de Pembroke, surnommé Strongbow,

mourut à Dublin l'an 1176, d'une longue et cruelle maladie. Henri II en envoyant William Fitz-Adelm pour le remplacer, éveilla la jalousie de plus d'un chef.

Politique froid et peu guerrier, Fitz-Adelm ne tarda pas à devenir impopulaire, et bientôt les barons normands, qui ne voyaient dans l'Irlande qu'un champ de butin et de carnage, rallumèrent la guerre en dépit de ses défenses.

Le premier qui enfreignit les ordres du représentant du roi d'Angleterre fut Jean de Courcy, commandant en second en Irlande, qui porta la guerre au cœur de l'Ulster, encore complétement insoumis. Frappés de terreur et d'étonnement à cette attaque imprévue, les Ultoniens furent d'abord massacrés presque sans résistance, par un vainqueur qui croyait accomplir une prophétie de Merlin et une autre de saint Columba. Vainement un légat du pape qui se trouvait alors dans l'Ulster proposa-t-il, au nom du roi de ce pays, de reconnaître la suzeraineté de Henri II, et de payer tribut à l'Angleterre; avide de violence et de pillage, Jean de Courcy refusa sa soumission et continua le cours de ses dévastations. Surpris à l'improviste, il éprouva enfin un immense revers. Son armée ayant été taillée en pièces, il se vit obligé de fuir deux jours et deux nuits sans prendre ni repos ni nourriture, poursuivi qu'il était par les troupes nationales. Une autre incursion que Jean de Courcy entreprit la même année n'eut pas un meilleur résultat pour lui.

Sans doute, si Henri II n'eût pas été embarrassé comme il l'était par la révolte de ses fils, qui mettaient sans cesse en combustion quelque partie de ses immenses dominations, cet habile politique, s'occupant activement de l'Irlande, l'eût définitivement soumise en épargnant bien du sang; mais Henri, fatigué de douleurs, plus que d'années, ne devait pas trouver avant sa mort prématurée le temps de penser sérieu-

sement à la pauvre Érin, et ses successeurs allaient laisser l'Irlande se débattre bien des siècles dans une douloureuse agonie, et continuer d'offrir au monde le monstrueux spectacle de deux nations, l'une assujettie sans être subjuguée, l'autre oppressive sans être maîtresse; l'une livrée à tous les troubles qu'entraîne l'amour de l'indépendance sans la liberté, l'autre munie de tous les attributs du despotisme, moins le pouvoir. Un moment le grand Plantagenet voulut donner l'Irlande en apanage à son fils bien-aimé, Jean-Sans-Terre. Ayant obtenu du pape, dont une bulle lui avait jadis dévolu l'Irlande, permission de transmettre sa conquête au prince Jean, Henri assembla à Oxford un conseil de prélats et de barons, et, en leur présence, constitua roi d'Irlande son plus jeune fils. Remarquons ici toutefois que, dans les actes subséquents, Jean n'est jamais désigné que par les titres de seigneur d'Irlande et de comte de Mortain, et ajoutons qu'un grand nombre de concessions de territoire irlandais faites par le roi Henri ne furent que nominales, bon nombre des terres données par lui restant entre les mains de leurs possesseurs indigènes.

William Fitz-Adelm fut rappelé d'Irlande en 1178. On lui reprochait tout haut de n'être pas assez guerrier, et peut-être tout bas, d'avoir de secrètes sympathies pour l'Irlande, avec laquelle il déploya constamment une politique douce et conciliante, telle que ses ennemis l'accusaient de s'être laissé corrompre par les présents des insulaires : « Il était, dit un chroniqueur, le flatteur des rebelles, et se montrait plein de courtoisie envers l'ennemi ; » et un autre chroniqueur ajoute : « Il était l'ami des ennemis de l'État, l'ennemi de ses amis. »

L'événement le plus remarquable du gouvernement de Fitz-Adelm fut le transport du *bâton de Jésus*,

autrement dit la *Crosse de saint Patrick*, objet de haute vénération pour les Irlandais, d'Armagh à Dublin, où les Anglais s'efforçaient de centraliser tout pouvoir ecclésiastique.

Cependant Hugues de Lacy, qui succéda à Fitz-Adelm, ne tarda pas à obtenir une popularité qui inquiéta Henri II. Le nouveau vice-roi fut rappelé au bout de très-peu de temps, et Henri nomma pour le remplacer le connétable de Cheshire et Richard évêque de Coventry; mais leur domination dura peu, et Hugues de Lacy fut de nouveau appelé à gouverner l'Irlande.

Le grand évêque patriote, Laurence O'Toole, dont nous avons eu maintes fois occasion de parler dans le cours de ce récit, mourut en 1180, durant un voyage qu'il avait entrepris sur le continent. Cet homme éminent, que saint Bernard appelle le père de son pays, était de famille princière. La part qu'il prit aux affaires d'Irlande fut immense et toujours bienfaisante pour ses compatriotes, ce qui n'empêche pas les chroniqueurs anglais de le qualifier d'*homme juste et bon*. On dit que peu de temps avant de mourir on l'entendit s'écrier : « Ah! peuple insensé et fou, qu'arrivera-t-il de toi maintenant? Qui adoucira tes malheurs? qui guérira tes plaies? » et que, pressé de faire son testament, il répondit : « Dieu sait que maintenant je ne possède pas un sou sous le soleil. » Ce qui était vrai, l'archevêque ayant tout sacrifié pour ses compatriotes

A la mort de Laurence, Henri II s'empara des revenus de l'archevêché de Dublin, où il fit mommer une de ses créatures, Jean Cuming; obtenant par une bulle du pape Lucius III, que le diocèse de Dublin ne relèverait plus du siége primatial archiépiscopal d'Armagh. Cette mesure, prise en vue de transférer un jour la primatie d'Irlande dans cette ville désormais

tout anglaise, amena par la suite de terribles conflits de juridiction entre les deux siéges épiscopaux.

Certes, le roi d'Angleterre en donnant à son plus jeune fils le royaume d'Irlande, ne faisait rien d'étrange, rien d'absolument contraire à la politique du temps, et plusieurs de ses autres fils avaient été aussi richement apanagés. Remarquons toutefois qu'après avoir exprimé le dessein formel de faire couronner un de ses fils roi d'Irlande, après en avoir obtenu permission du pape, Henri sembla abandonner absolument une idée qui eût séparé le royaume d'Irlande de celui d'Angleterre.

Par suite de l'aveuglement qu'il montra toute sa vie pour son dernier né, Henri II envoya ce prince, à peine âgé de 19 ans, gouverner l'Irlande, tâche à laquelle lui-même, le plus habile prince de son temps, eût à peine suffi. Jean-sans-Terre, comte de Mortain et seigneur d'Irlande, ayant été fait chevalier par son père, s'embarqua pour l'Irlande au havre de Milford, où avait été préparée une flotte destinée à transporter un puissant corps de cavalerie, dans lequel n'étaient pas moins de 400 chevaliers. Outre Jean Cuming, nommé, comme nous l'avons dit, archevêque de Dublin, le jeune prince était accompagné par Ranulphe de Glanville, lord haut-justicier d'Angleterre, l'un des hommes les plus probes et les plus remarquables de son temps, et par l'historien Gérald de Cambrai (*Giraldus Cambrensis*), attaché à la personne du prince comme secrétaire et comme gouverneur. Par malheur Gérald était, comme ne l'attestent que trop ses écrits, prévenu contre les Irlandais, dont, en toute occasion, il parle avec une dédaigneuse moquerie, et sans doute son royal pupille fut imbu par lui d'une foule de préjugés contre ceux qu'il était appelé à gouverner.

Les premières mesures du lord député actuel, Phi-

lippe de Worcester, avaient rendu son administration impopulaire. Il avait revendiqué comme biens de la couronne des terres qui en avaient été distraites par son prédécesseur, qui les avait distribuées à ses amis; puis il avait envoyé des troupes dans l'Ulster, pays qu'on ne pouvait espérer de soumettre, mais où se commettaient toutes sortes d'exactions, révoltantes même pour les historiens anglais qui les flétrissent.

Les Irlandais, et par ce mot il faut entendre autant les Anglais qui s'y étaient établis que les indigènes, étaient donc mécontents lorsque Jean y arriva après quelques jours de traversée. Cependant Anglo-Normands et Irlandais se présentèrent en foule à la cour. Jean était, comme il arrive toujours pour les jeunes princes, entouré de brillants courtisans, troupe effrontée et parasite, fort ignorante, fort impertinente et surtout fort moqueuse. N'ayant l'idée ni des manières ni des vêtements des Irlandais, les barbes touffues, les longs cheveux flottants des chefs milésiens semblèrent le comble du ridicule aux Normands habitués à se raser, et ils éclatèrent de rire en voyant ces hommes barbus s'avancer pour donner le baiser de paix au jeune prince qui ne put réprimer un mouvement de dégoût. Non contents de les tenir éloignés de celui auquel ils venaient rendre hommage, ils leur firent subir ces outrages qui se pardonnent moins que des torts sérieux, les tirant par la barbe et les accablant de toutes sortes de quolibets. Or, qu'on ne l'oublie pas, ces outrages s'adressaient aux représentants des races royales, d'autant plus jaloux d'inspirer le respect, qu'ils étaient plus déchus de leur ancienne splendeur; il n'y a donc pas lieu de s'étonner que, se retirant chez eux, ceux qui étaient venus bien disposés en faveur du jeune prince, jurassent haine et vengeance aux Anglais en retour de tant d'outrages.

Bientôt les Irlandais se soulevèrent de toutes parts

dans l'île; les forteresses bâties par les conquérants furent vigoureusement assaillies, des garnisons entières furent passées au fil de l'épée; les chefs anglais surtout furent impitoyablement massacrés partout où les indigènes purent s'emparer d'eux; ils considérèrent les plus sanglants sacrifices comme des holocaustes offerts à la patrie; et malgré quelques victoires partielles, Jean eut bientôt perdu, dans ses rencontres avec les Irlandais, presque toute l'armée qu'il avait amenée avec lui.

Henri II ne fut averti qu'assez tard du danger que courait son pouvoir en Irlande, et de suite il rappela en Angleterre le prince et ses imprudents conseillers, remettant à l'audacieux de Courcy le gouvernement du royaume conquis.

Hugues de Lacy, auquel on eût sans doute confié de nouveau ce poste élevé, était mort récemment, assassiné par un Irlandais. Le prétexte du rappel de Jean fut qu'on voulait donner au jeune prince la garde-noble des biens et des enfants de ce puissant baron.

Jean de Courcy consolida l'asservissement de l'Irlande, en profitant habilement, pour affaiblir les divers chieftains de l'île, de leurs discordes et de leurs luttes continuelles. Certes si les Irlandais eussent su s'entendre, ils eussent pu profiter pour leur affranchissement de la mort de Henri II (1189) et du faible gouvernement du chevaleresque Richard; mais, loin de là, ils continuèrent à se livrer entre eux mille petites guerres, qui tournaient toutes au profit de leurs adversaires.

Enregistrons ici, pour mémoire, la mort du roi d'Irlande, Roderic O'Connor, qui survécut de neuf années à Henri Plantagenet, mais qui depuis treize années vivait dans le cloître, où il mourut en 1198.

Littérature, Beaux-arts (*de* 1086 *à* 1189). — Le règne de Henri II terminant, comme nous l'avons

dit, la période de l'histoire d'Angleterre qu'on peut désigner sous le nom de *période de la conquête normande*, nous nous arrêterons ici, pour jeter un coup d'œil sur l'état intellectuel de l'Angleterre.

Il n'y a pas à proprement parler de littérature anglaise durant l'époque que nous venons de parcourir. Le moyen âge était commencé désormais, et de même que le catholicisme était la religion de toute l'Europe civilisée, le latin en était la langue savante. Parmi les historiens qui ont écrit en cette langue nous citerons : Eadmer, secrétaire de l'archevêque Anselme, dont la chronique, qui commence à la conquête, se termine en 1122 ; l'auteur anonyme de *la Chronique saxonne*, dont le récit finit avec le règne du roi Étienne ; Ingulphe, dont *l'Histoire du Monastère de Croyland* va de 664 à 1091 ; Orderic Vital, que revendiquent également la France et l'Angleterre ; Florence de Worcester, remarquable par la fidélité avec laquelle il a traduit les textes saxons de Guillaume de *Malmesbury ;* l'auteur anonyme et sans doute contemporain de *l'Histoire du roi Étienne* (*Gesta Stephani*), William de Hutingdon ; Roger de Hoveden, Mathieu de Westminster, auteur présumé de l'ouvrage intitulé *Fleurs de l'histoire ;* Brompton, Turgot d'Ailred, Gervais de Canterbury, Ralp de Diceto, Gérald de Cambrai, etc. Mais à côté du latin le français était aussi la langue de l'Angleterre conquise, et à côté des auteurs latins brillent des auteurs normands qui vécurent sur le sol anglais. L'aimable et gracieuse Marie de France, dont le nom indique assez l'origine, et qu'on a prétendu être de la race royale des Carlovingiens, passa, ce semble, sa vie à la cour de Henri Beauclerc, et est sans contredit l'un des plus aimables poëtes de son temps, son recueil de fables et toutes ses poésies sont un des plus charmants monuments du moyen âge. Henri Ier avait traduit en langue nor-

mande (langue d'oïl), les fables d'Ésope, et ce fut ce travail qui lui valut, dit-on, le surnom de *Beauclerc*.

Robert Wace, de Jersey, le premier poëte qui ait beaucoup écrit dans le dialecte du nord de la France, était lecteur de la chapelle de Henri Ier, de Henri II et du jeune prince Henri *au court mantel*. Robert Wace est un personnage très-important dans notre littérature et dans la littérature anglaise : Ce fut en langue d'oïl qu'il composa ses longs romans chevaleresques, qui, par le sujet, appartiennent à la Normandie et à l'Angleterre.

Le premier et le plus connu de ces romans est le roman de *Rou* ou *Rollon*, contenant l'histoire des Normands, depuis ce chef célèbre jusqu'à la bataille de Tinchebray; le second, le *Brut d'Angleterre*, est la tradition fabuleuse des Bretons, depuis Brut, fils de Priam, jusqu'au XIIe siècle.

Robert Wace caractérise lui-même ses écrits, dont il dit : *Ne tôt mançonge, ne tôt voir*. « Tout n'y est pas mensonge, tout n'y est pas vérité. »

Cependant la langue se formait peu à peu, et si le français du nord y domina longtemps, il s'y introduisait chaque jour bon nombre de mots saxons, et l'anglais moderne allait sortir de ces deux dialectes, dans lesquels se trouvaient déjà des éléments romains et celtiques. Jean de Salisbury et Pierre de Blois, tous deux amis de Becket, se distinguèrent dans la scolastique non-seulement par les connaissances propres à leur temps, mais encore par une élégance qui lui était totalement étrangère. Lanfranc et Anselme, quoique Italiens d'origine, furent tous deux prélats en Angleterre, où ils eurent véritablement leur vie, et où ils fondèrent en quelque sorte la philosophie scolastique.

Comme nous l'avons dit précédemment, l'architecture ne fut que peu modifiée par la conquête; mais

il y avait si peu de monuments en pierre en Angleterre avant cette époque, que presque aucune église anglaise n'est antérieure à 1066. Parmi les plus belles dans le style roman, on cite surtout la cathédrale de Durham; une partie de l'église de Winchester, élevée en 1080; les deux tours de la cathédrale d'Exeter (1112); une porte au nord de la cathédrale de Péterborough; une partie de la cathédrale d'Oxford (1180); une partie de la cathédrale de Glocester (1100); l'église Sainte-Croix, près Winchester, bâtie par Henri de Blois (1130), frère du roi Étienne.

La transition des cintres aux ogives s'est opérée plus tard en Angleterre qu'en France. Cela ne tient-il pas à ce que l'Angleterre ne prit part que fort tard aux croisades, d'où fut peut-être rapportée l'ogive? Les premières ogives qu'on ait vues en Angleterre sont dues à Henri de Blois, évêque de Winchester.

Parmi les monuments d'architecture les plus remarquables de la période que nous venons de parcourir, nous citerons la *Tour blanche* de la Tour de Londres, élevée par Guillaume Leroux, l'abbaye de Waltham, le prieuré de Botolp dans le comté d'Essex, dont il reste une admirable ruine dans le style roman, dont quelques monuments du midi de la France datant du XIIe ou du XIIIe siècle, peuvent donner une idée; le monastère de Canterbury, la cathédrale de Rochester où l'ogive commence à se mêler au plein cintre, l'église de Lastingham purement romane, l'église d'Iffley, l'église Saint-Pierre à Northampton, où se montre l'ogive, mais timide encore et peu prononcée; le prieuré de Château-Acre, où se voient simultanément le plein cintre et l'ogive; enfin de nombreux châteaux-forts. Remarquons ici que jusqu'au règne d'Édouard Ier, le pays de Galles n'eut pas de monuments en pierres.

La sculpture semble avoir fait peu de progrès, et

les quelques monuments qu'elle a laissés, et qui ne sont guère que des statues funéraires, donnent l'idée d'une barbarie presque complète.

Quant à la peinture, il n'en reste de monuments que sur les vitraux fort rares avant le XIIIe siècle, et dans les miniatures des manuscrits, chefs-d'œuvre de naïveté et de couleur. La peinture était employée sur les murs des églises, dont elle a presque complétement disparu, dégradée par le temps et par les couches de chaux dont l'ont couverte les badigeonneurs. Il paraît qu'on l'employait aussi comme ornement dans l'intérieur des châteaux et des résidences royales. Les tapisseries, qu'on peut considérer comme de la peinture en laine, continuèrent à être de véritables œuvres d'art.

Les moines et les ecclésiastiques anglo-normands s'appliquaient particulièrement et avec succès à la musique sacrée. Thomas, premier archevêque normand d'York, fit de cet art une étude toute particulière, et composa pour sa cathédrale un grand nombre de morceaux d'un style grave, noble et imposant. On dit que lorsque ce prélat, qui chantait, jouait de l'orgue et faisait des orgues à ses heures de loisir, entendait quelque ménestrel chanter un air qui lui plaisait, notant cet air, il l'adaptait à l'église en lui faisant subir les changements nécessaires. L'archevêque Anselme fut aussi poëte et musicien, et on a conservé quelques-uns de ses chants et de ses hymnes.

La découverte du contre-point, attribuée parfois à l'Angleterre, fit faire un pas immense à ce genre de musique ; mais altéra le caractère simple, noble et religieux de la musique d'église, qui fut trop tôt remplacée par une musique molle et efféminée.

Quant à la musique profane, elle fut longtemps florissante entre les mains des divers ordres de ménestrels, et presque tous les rois normands la cultivant

avec succès, elle fut toujours en honneur à la cour. Les instruments dont se servaient alors les Anglais étaient la harpe, la trompette, le cistre, la flûte, le tambour de basque, le hautbois, la clarinette, la cornemuse le flageolet, la cymbale, et une sorte de violon à cinq cordes, représenté dans quelques miniatures de manuscrits.

L'Écosse, encore plongée dans la barbarie, était fort en arrière sous le rapport des lettres et des beaux-arts; cependant, comme elle avait quelques monastères, elle eut dès lors des annalistes et des chroniqueurs, mais peu nombreux et presque sans intérêt.

Quant à l'Irlande, elle offre peut-être à elle seule, dans le XIe et le XIIe siècle, plus d'hommes véritablement remarquables dans les sciences et dans les arts, que le reste de la Grande-Bretagne.

Parmi les historiens ou plutôt les annalistes qui s'y montrent en grand nombre, on doit citer particulièrement Tigernach et Marianus Scotus. Tigernach, dont les annales sont on ne peut plus précieuses pour l'histoire de son pays qu'il a menée jusqu'à l'an 1088 où il mourut, répète pour les commencements une foule d'auteurs originaux dont les livres sont aujourd'hui totalement perdus.—Marianus Scotus, son contemporain, et comme lui moine, est sans contredit l'un des premiers chronographes du XIe siècle. On a aussi de lui des notes remarquables sur les épîtres de saint Paul. Marianus Scotus habita successivement plusieurs monastères, d'abord en Irlande, puis sur le continent, ceux de Cologne, Fulde et Mentz où il mourut.

Parmi les poëtes irlandais de ce temps, nous citerons Mac-Liagh, secrétaire de Brian Boru, dont il reste encore plusieurs poëmes, Flann et Gilla-Coeman, dont on a des chronographies rimées.

Les beaux-arts ne purent guère faire de progrès au milieu de l'anarchie et de la guerre civile. Cependant l'usage de fonder des monastères prévalut en Irlande dans le XIIe siècle; et tandis que d'une main les cruels oppresseurs dépouillaient le peuple et même le clergé et les églises, on les voyait de l'autre ériger de somptueux édifices en expiation de violences qu'ils recommençaient le lendemain. De là s'élevèrent sur la terre d'Irlande bon nombre de monuments d'architecture dans le style anglo-saxon, dont on voit encore quelques-uns debout, et un plus grand nombre en ruines.

LIVRE QUATRIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

Les fils de Henri II. — Richard Cœur-de-Lion. — Couronnement de Richard. — Massacre des juifs. — Richard part pour la croisade. — Il quitte la Palestine. — Coup d'œil général sur les croisades. — L'évêque d'Ély. — Jean. — Philippe-Auguste. — Richard est fait prisonnier. — Il revient en Angleterre.

De 1189 *à* 1199.

De cinq fils qu'il avait eus, Henri II en mourant n'en avait laissé que deux, qui l'un et l'autre devaient être rois: le chevaleresque Richard Ier, auquel l'histoire a conservé le surnom de *Cœur de Lion*, dont le règne ne fut qu'une suite de calamités pour la Grande-Bretagne, et le misérable Jean-sans-Terre, l'un des plus mauvais rois de l'Angleterre et l'un de ceux sous lesquels elle gagna le plus en liberté.

Le brillant Richard succéda sans contestation à son père, en 1189. Comme on l'a dit avec justesse, ce prince ayant été plutôt un chevalier errant qu'un roi, et son règne n'étant guère qu'une longue et aventureuse croisade, nous n'aurons pour ainsi dire pas, comme nous avons dû le faire pour les cinq princes qui l'ont précédé, à écrire son histoire. Nous

ne nous sommes pas donné pour tâche d'écrire ici la vie des rois, mais bien l'histoire de la Grande-Bretagne; nous avons donc peu à nous occuper de ce brillant Richard, véritable héros de roman, grand et brave guerrier sans doute, mais roi médiocre, qui ne sut ni faire le bien de son royaume ni en extirper le mal.

Un des premiers actes du règne de Richard fut de rendre la liberté à sa mère, la reine Éléonore, que Henri II, fatigué de l'esprit turbulent de cette princesse, avait tenue captive pendant les dernières années de son règne. En même temps, il combla de dons et de bienfaits son frère Jean, comte de Mortain, et la suite de cette histoire montrera qu'il n'eut pas à se louer de sa générosité, le lâche Jean ayant sans cesse conspiré contre un frère dont il enviait la gloire non moins que le trône.

Le couronnement de Richard donna lieu à une scène de fanatisme dont il fit poursuivre les auteurs avec toute la sévérité que lui permettaient ces temps de barbare superstition, mais qui n'en fut pas moins déplorable et terrible.

On sait que les juifs furent constamment, durant tout le moyen âge, sous le couteau des chrétiens, dont ils avaient su se faire les banquiers. Il n'était sorte d'humiliations et d'exactions qu'ils ne subissent. Flattés un moment, quand on avait besoin d'eux, ils étaient d'ordinaire foulés aux pieds comme des animaux immondes, et le plus misérable serf aurait tenu à déshonneur de s'asseoir à la même table ou de voyager côte à côte avec l'un d'eux. Un si misérable état avait dû allumer au fond de leurs cœurs des désirs de vengeance, et comprenant combien ils devaient haïr leurs oppresseurs, on n'hésitait pas à leur accorder la puissance de nuire aux chrétiens à l'aide du diable.

Une proclamation de Richard avait défendu à au-

cun juif de se trouver à son couronnement, qui devait avoir lieu à Westminster; car le roi craignait d'être victime de quelque sortilége. L'usage des Orientaux est d'offrir des présents au nouveau roi qui monte sur le trône, et quelques juifs qui, peut-être, ignoraient la proclamation, se rendirent au lieu du couronnement et obtinrent du roi la permission de déposer leurs dons à ses pieds, en le requérant de consentir à ce qu'ils demeurassent dans sa terre, comme ils l'avaient fait sous les rois ses prédécesseurs. Les malheureux suppliants étaient reconnaissables à leur habit particulier, et surtout au bonnet jaune qu'on les forçait de porter. L'un d'eux fut frappé par un chrétien, et bientôt les courtisans tombèrent tous à la fois sur les Israélites et les entraînèrent violemment hors du palais. L'exemple fut contagieux. La populace de Londres, et beaucoup de gens qui étaient accourus de tous côtés pour voir le couronnement, crurent que le roi avait ordonné l'extermination des juifs, et ces malheureux, hommes, femmes, vieillards et enfants, se virent assaillis avec fureur. Quelques familles israélites se barricadèrent dans leurs maisons; mais la populace y mit le feu, et elles périrent dans les flammes. L'exemple de la capitale fut suivi dans les principales villes du royaume. A York, quelques proscrits se réfugièrent dans le château, après avoir vu massacrer tous ceux de leurs frères qui refusaient de recevoir le baptême. Ils y firent une résistance désespérée, et, la nuit qui précéda le jour où l'on devait donner l'assaut, un de leurs *rabbins* leur parla en ces termes : « Hommes d'Israël, Dieu nous commande de « mourir pour sa loi, comme l'ont fait jadis nos an- « cêtres. Si nous tombons entre les mains de nos en- « nemis, ils nous feront cruellement souffrir. Rendons « pieusement et volontairement à notre créateur cette « vie qu'il nous a donnée. » Presque tous applaudirent.

Alors ils jetèrent dans les flammes leurs riches vêtements, leurs pierreries et leurs vases précieux, ils mirent le feu au château, et Jocen, le plus riche d'entre eux, coupa, le premier, la gorge à sa femme. Lorsque toutes les femmes eurent été ainsi sacrifiées, ce même Jocen se tua lui-même, et les autres suivirent son exemple, à l'exception de quelques malheureux auxquels le courage manqua, et qui, pris le lendemain par les assaillants, périrent dans d'affreux supplices. Les billets que les chrétiens avaient consentis aux Juifs furent tirés des lieux où ceux-ci les avaient déposés, et réduits en flammes par ceux-là mêmes qui les avaient souscrits, comme pour attester que le fanatisme n'avait pas seul guidé les persécuteurs.

Richard fit poursuivre les coupables, et Ranulph de Glanville, le premier et l'un des plus grands légistes qu'ait eus l'Angleterre, fut chargé de ce soin. La haine qu'on portait aux victimes empêcha l'effet de l'enquête; trois personnes seulement furent condamnées, et encore ce ne fut pas pour les cruautés exercées contre les juifs, mais bien pour le dommage qui en était résulté pour des chrétiens.

Nous avons insisté sur cet horrible massacre qui montre quel était alors l'état des juifs, non-seulement en Angleterre, mais encore dans toute la chrétienté, où des scènes à peu près semblables se répétaient souvent. Ce triste événement est d'ailleurs, ce nous semble, une ouverture convenable à la vie de ce roi, qui devait passer la plus grande partie de sa vie à combattre les Sarrasins pour leur reprendre le saint sépulcre.

Nous avons vu Henri II différer de jour en jour de se rendre à la croisade, et ne se décider à partir que lorsqu'il fut certain d'emmener avec lui le roi de France. L'aventureux Richard fut à peine monté sur le trône, qu'il songea à entreprendre une de ces

brillantes expéditions. Louis VII était mort depuis longtemps, et la couronne de France avait passé entre les mains de son fils Philippe II, l'un des plus grands rois et des plus profonds politiques qu'ait eus la France. Philippe voulait aller à la croisade; mais il craignait Richard : les projets d'envahissement que lui-même avait sur les domaines continentaux du roi d'Angleterre, lui faisaient penser que celui-ci pouvait bien en nourrir de semblables à son égard. Quoi qu'il en soit, tous deux durent aller ensemble à la croisade, et Richard vendit ou engagea maints châteaux, maintes parties du domaine royal, et mit de lourds impôts sur son pauvre peuple, épuisé et par la conquête et par les mille guerres qui l'avaient suivie. Puis les deux princes ayant réuni leurs armées, se mirent en marche, chacun à la tête de la sienne.

La discorde ne tarda pas à éclater entre ces deux hommes de caractères si divers. Richard avait promis d'épouser une sœur de Philippe, Alice ou Adélaïde, qui, depuis longtemps, était en Angleterre. Il refusa de remplir sa promesse; les motifs qu'il alléguait étaient injurieux pour la princesse et pour la mémoire du roi Henri II. Étaient-ils fondés? Nul ne le sait; mais Philippe ne voulut pas les admettre, ce qui n'empêcha pas Richard de persister dans son refus, et d'épouser Bérengère de Navarre dont il était amoureux.

Le voyage de Richard fut une suite d'aventures dignes du caractère de chevalier errant que nous lui avons assigné. A Messine, il délivre de prison sa sœur Jeanne, femme du dernier roi. Il soumet Chypre en passant, pour se venger du peu de courtoisie qu'avait montré le chef de cette île, à Jeanne et à Bérengère, que la tempête y avait jetées. Enfin, au mois de juin 1191, il fit voile pour Tyr, où il trouva les chrétiens de la Palestine luttant entre eux pour la couronne de Jérusalem.

Les exploits de Richard dans la terre sainte semblent fabuleux, mais ils seraient mieux à leur place dans une histoire des croisades que dans cet ouvrage; aussi croyons-nous devoir les passer sous silence, non sans remarquer toutefois que la jalousie de ces brillants faits d'armes, autant que le caractère brutal et violent du roi d'Angleterre, suscitèrent à ce prince, au sein même de l'armée chrétienne, les ennemis les plus acharnés et les plus redoutables.

Philippe sentit bientôt combien il était utile en France, et, déclarant que la croisade était finie par la prise d'Acre ou Ptolémaïs, il repartit pour l'Europe, malgré les insultantes paroles de Richard, qui, sans s'inquiéter de ce qui se passait en Angleterre, restait en Palestine.

Le siége de Ptolémaïs, qui avait duré trois ans, coûta plus de sang aux croisés, qu'avec un peu de sagesse et d'habileté ils n'en eussent dû verser pour conquérir toute l'Asie. Plus de cent combats et neuf grandes batailles furent livrés sous les murs de cette ville, défendue par les Sarrasins, et dont la garnison qui s'était rendue, fut massacrée au nombre de cinq mille hommes, par ordre de Richard, et sans que Philippe y mît aucune opposition.

Avant de quitter la terre sainte où il laissait son armée sous le commandement de Hugues III, duc de Bourgogne, le monarque français jura qu'il n'attaquerait ni les possessions de Richard, ni celles d'aucun croisé. Il tint parole en apparence; mais ses intrigues contribuèrent puissamment à plonger l'Angleterre dans les troubles, qui obligèrent Richard à revenir dans ses États.

En attendant, le monarque anglais resta commandant général de l'armée des croisés, et bientôt il acquit une renommée fabuleuse. « Il revenait de la mêlée tout hérissé de flèches, semblable à une pelote couverte

d'aiguilles, » dit un chroniqueur. Par malheur cette brillante valeur, toute personnelle et tout égoïste, n'était accompagnée ni de prudence ni d'une grande habileté militaire, et Richard s'occupait bien plus de faire de brillants exploits que de réussir dans la sainte entreprise que se proposaient les croisés.

Enfin, les nouvelles qu'il reçut d'Angleterre le forcèrent à partir en 1192, et il fit avec Saladin un traité par lequel les chrétiens gardant les villes maritimes depuis Jaffa jusqu'à Tyr, obtinrent un passage libre et sûr pour se rendre à Jérusalem. Richard laissait à Lusignan le royaume de Chypre, qui pendant trois siècles resta sous la domination des Latins, et celui de Jérusalem à Henri de Champagne. Depuis trois ans, le monarque avait quitté son royaume pour la Palestine, lorsqu'il mit à la voile pour l'Angleterre qu'il ne devait revoir qu'après de longues souffrances. Sa femme Bérengère et sa sœur, Jeanne, reine de Sicile, étaient parties en avant sur d'autres vaisseaux.

Et maintenant, avant de suivre l'aventureux Richard dans le long voyage qui devait le ramener en Angleterre, voyons ce que c'étaient que ces croisades auxquelles, le premier des rois d'Angleterre, il prit part, tandis que déjà la France, non contente d'y envoyer la fleur de sa noblesse et une partie de sa population, avait vu y combattre Louis VII et Philippe-Auguste, qui devaient être suivis de Louis IX et de Philippe le Hardi.

Le mouvement des croisades fut le plus universel, le plus généreux, le moins égoïste des mouvements qui, à aucune époque historique connue, aient remué les peuples; car, s'il s'agissait pour quelques chefs de conquérir des fiefs, ou d'acquérir du renom, il s'agissait véritablement pour l'armée de reconquérir le tombeau du saint fondateur de la foi chrétienne; c'était, si nous osons nous exprimer ainsi, une sublime tentative de *nationalité spirituelle*, puisque les chré-

tiens se considéraient véritablement comme une seule et même nation. Alors donc même que leurs frères n'eussent pas été opprimés sur la terre sacrée, ils eussent eu le droit, le devoir de reconquérir cette terre, berceau de leur foi. Il est digne de remarque, que de tous les peuples européens, les Français, et après eux les Allemands, ceux qui, à toutes les époques, semblent le plus affranchis des liens de la matière, ceux qu'on voit le plus généreusement prodiguer leur sang, non pour des intérêts, mais pour des principes, ceux enfin qu'on sent le plus prêts à se dévouer pour les autres, sont précisément ceux qu'on voit au premier rang dans la lutte, où ils envoient non de brillants et rares champions, mais des populations tout entières. Et tandis que l'Italie, représentée par Gênes et par Venise, n'apparaît guère dans la terre sainte que pour commercer; tandis que de rares Anglais n'y viennent que conduits par un chef normand, le duc Robert, que la dévote Irlande n'y envoie personne, et la monarchique Écosse seulement un petit nombre de chevaliers, la France donne à la Palestine presque tous ses rois, et y voit mourir son plus grand monarque, Louis IX, surnommé *le Saint* à juste titre.

N'est-ce pas précisément par ce caractère égoïste et insulaire qui distingue éminemment l'Angleterre, et que nous aurons occasion de remarquer dans toutes ses révolutions; n'est-ce pas parce qu'elle n'a ni le besoin, ni le désir, de faire partager sa vie aux autres, ou de vivre de la leur, qu'elle n'a pris qu'une si mince part à ce grand mouvement chrétien? Et le roi Richard n'est-il pas bien plus français qu'anglais, fils d'un père angevin et d'une mère aquitaine, élevé et ayant passé presque toute sa jeunesse sur le continent, chevalier aimant les aventures, et les cherchant par amour du combat et de la gloire?

Richard et sa croisade nous semblent, en un mot,

un accident, et rien de plus, dans l'histoire d'Angleterre, tandis que dans la nôtre, les croisades sont un événement glorieux, nécessaire, ayant une corrélation et une dépendance absolue avec toute la suite de notre histoire nationale. Donc, sans plus nous occuper pour le moment, ni de Richard, qui ne laissa pas d'armée en Palestine, comme l'avait faït Philippe II, ni de la croisade, voyons ce que l'absence de ce prince avait produit en Angleterre, où son jeune frère avait usurpé le pouvoir pendant son absence.

Il nous faut constamment quitter l'Angleterre pour Richard, ou Richard pour l'Angleterre; et cette séparation du roi et de l'État fut sans doute une des premières causes des troubles qui agitèrent le royaume; troubles féconds qui, se continuant sous le règne suivant, devaient amener la *Grande-Charte,* l'une des plus importantes et des plus durables conquêtes de la liberté au moyen âge.

En partant pour la croisade, Richard avait confié le gouvernement de l'Angleterre à l'évêque d'Ély, Guillaume de Longchamp, chancelier et grand-justicier du royaume, et à Hugues de Puisey, évêque de Durham, qu'il nomma co-régent. Jean, comte de Mortain, frère du roi, connu sous le nom de Jean *sans terre,* avait compté exercer l'autorité souveraine en l'absence de son frère, et ce prince vain et ambitieux ne tarda pas à être en lutte ouverte avec le chancelier.

Bientôt le comte de Mortain convoqua à Londres, le grand conseil des évêques et des barons du royaume, devant lequel il accusa de trahison Guillaume de Longchamp, qui fut destitué de la régence et perdit les sceaux.

En même temps, Jean, voulant s'assurer l'appui des citoyens de Londres, leur accorda la permission de fonder une *commune.* (Les communes, qui, sous Louis

le Gros, avaient commencé à s'introduire légalement en France, étaient une sorte de municipalité, choisissant elle-même ses administrateurs et se gouvernant par ses propres lois.) Après avoir obtenu le droit de s'organiser en commune, les citoyens de Londres jurèrent obéissance à Richard et au comte Jean, qu'ils promettaient de reconnaître pour roi au cas où son frère mourrait sans enfants. Cette dernière promesse était contraire aux vues de Richard, qui se plaisait à désigner comme son héritier le jeune Arthur, duc de Bretagne; elle était d'ailleurs opposée à la loi d'hérédité alors en vigueur presque partout en Europe, loi qui admettait le droit de représentation : Geoffroy, frère de Richard et de Jean, et père d'Arthur, étant l'aîné du comte de Mortain.

Richard était encore en Palestine lorsqu'une lettre de son chancelier lui annonça ce qui s'était passé, en le prévenant que le comte de Mortain se préparait à usurper son royaume. On avertissait en même temps Richard que Philippe se disposait à envahir ses domaines du continent, en donnant pour prétexte, à cette violation de serment, que Richard l'avait enfreint le premier en envoyant en France, pour le poignarder, deux de ces fanatiques de l'Orient connus sous le nom d'*Hassassis* ou *Assassins* [1], mot qui, depuis, est resté dans la langue française et dans la langue anglaise, où il signifie meurtrier. Richard, homme violent et ennemi particulier du roi de France, était fort capable d'appeler celui-ci en duel pour vider un différend, mais non de le faire assassiner lâchement;

[1] On doit au savant M. de Hammer de très-curieux détails sur la secte des Hassassis, qui tira son nom, soit de son fondateur Hassan, soit du *hachish*, substance enivrante dont elle faisait, dit-on, usage. Il existe encore dans le Liban, quelques familles de cette secte, qui, selon M. de Hammer, ne comptait pas moins de 60,000 âmes au temps des croisades.

Philippe le savait; mais il lui fallait un prétexte, et peu lui importait lequel.

Le roi d'Angleterre était à la fois le plus imprudent, le plus violent et le plus brave des hommes. Son orgueil et ses beaux faits d'armes lui avaient aliéné presque tous les princes de l'Europe, en sorte qu'à son retour de la croisade, il ne savait par où passer sans courir la chance d'être arrêté. Il se décida enfin à débarquer à Zara, en Esclavonie, et il y prit terre avec un baron normand, deux chapelains, plusieurs templiers et quelques serviteurs. Richard s'était déguisé en marchand, et lorsqu'il envoya demander un sauf-conduit au seigneur de Zara, il eut la maladresse de lui faire offrir en présent un magnifique rubis. En voyant ce bijou, le seigneur s'écria : « Ce marchand doit être Ri-« chard d'Angleterre; mais puisque, sans me con-« naître, il a voulu m'honorer de ses dons, je ne l'ar-« rêterai point : je lui renvoie son présent et le laisse « libre de partir. »

Après avoir échappé à plusieurs embûches qu'on lui tendit, Richard fut fait prisonnier par le duc d'Autriche, Léopold, qu'il avait grossièrement insulté à la croisade. Des prisons de Léopold il passa dans celles de l'empereur d'Allemagne. Philippe-Auguste et Jean sans Terre faisaient ce qui était en leur pouvoir pour prolonger la captivité de Richard; Jean, afin de régner à sa place, et Philippe, parce que voulant s'emparer des possessions françaises du roi d'Angleterre et particulièrement de la Normandie, il préférait avoir pour adversaire un lâche usurpateur qui ne s'appuierait ni sur l'amour de ses sujets, ni sur son droit, ni sur son épée, bien plutôt que le valeureux Richard.

Le monarque anglais resta longtemps prisonnier à Trifels, où il tâchait de charmer les ennuis de sa captivité en composant et en chantant des romances en

langue provençale. Un jour, dit le chroniqueur, une voix connue répondit à ses chants; c'était celle de Blondel, son ménestrel, que ses amis d'Angleterre avaient envoyé près de lui pour s'enquérir de sa situation. Blondel trouva le moyen d'entrer au service du commandant de la forteresse, et de s'introduire dans la prison du roi, et bientôt les abbés de Brosley et de Pont-Robert furent envoyés par la reine Éléonore et les justiciers d'Angleterre, pour adoucir une captivité que Richard supportait avec courage et gaieté. On raconte qu'ayant appris, dans tous ses détails, la conduite de son frère, son front se rembrunit; mais que bientôt se rassérénant, il dit avec gaieté : « Mon « frère Jean n'est pas fait pour conquérir des royau- « mes. »

L'empereur s'étant enfin, sur les instances réitérées de la reine douairière d'Angleterre, décidé à traduire le roi captif devant la diète, Richard fut sommé de comparaître à Haguenau, devant une assemblée de princes, où il devait se disculper d'une foule de griefs. Il prouva la fausseté de plusieurs accusations, et offrit de se justifier des autres par un combat singulier. Enfin, il s'accommoda avec l'empereur, moyennant une rançon de cent cinquante mille marcs d'argent, pour lesquels il donna soixante-sept otages. La rançon était énorme; pour la payer, les monastères furent obligés de donner leur argenterie, et le royaume fut écrasé d'impôts.

On dit qu'un message anonyme de Philippe-Auguste annonça en ces mots à Jean sans Terre la mise en liberté de son frère : *Gardez-vous, le lion est déchaîné!*

Richard prit terre à Sandwich, le 13 mai 1194. La nation anglaise combla de démonstrations de joie et d'amour un roi qu'elle idolâtrait. Les fêtes par lesquelles on célébra le retour de Richard, furent si brillantes, que les ambassadeurs chargés de l'accompagner ne

purent s'empêcher de s'écrier : « Si notre empereur « avait connu les richesses de l'Angleterre, ô roi! votre « rançon aurait été beaucoup plus forte! » La joie du peuple lui avait en effet fait retrouver de quoi célébrer avec luxe le retour de son idole, car le seul Jean et ses adhérents maudissaient le jour où Richard avait recouvré sa liberté.

Cependant, comme nous l'avons dit, l'Angleterre était épuisée, et la plus sage administration, la paix la plus profonde n'eussent pas été de trop pour la relever. Par malheur, Richard n'était ni un administrateur ni un monarque pacifique. Sa plus brillante qualité, la bravoure, devenait un véritable défaut dans les circonstances où se trouvait l'Angleterre ; et de plus, le roi était avide, parce qu'il était prodigue, incapable de réflexion et d'application ; en un mot, véritable chevalier errant et troubadour, abandonné follement à tous les plaisirs des sens.

Les premiers actes du roi furent la prise du château de Nottingham, dont s'était emparé Jean sans Terre, qui se trouvait pour lors sur le continent, et la citation de ce traître à comparaître devant le tribunal du roi pour y répondre de ses actes, sous peine, s'il refusait de venir, de la perte de tous ses biens d'Angleterre. Ensuite, comme si la couronne eût été souillée par la captivité du roi, on vit Richard se faire sacrer et couronner une seconde fois à Winchester, le 17 avril 1194, avec la reine Bérengère, revenue depuis longtemps en Angleterre. Loin de songer à diminuer la misère des Anglais, Richard accabla ses sujets d'impôts, qu'il devait employer, non à défendre l'Angleterre, mais le duché de Normandie, où Jean sans Terre et Philippe-Auguste fomentaient sans cesse des troubles, et dont, dès lors, le dernier songeait à s'emparer.

Richard reparut sur le continent en 1194; fit lever aux Français le siége de Verneuil, prit Loches en An-

jou, Beaumont et quelques autres places, et après une courte trêve, les deux armées s'étant rencontrées à Freteval, la cavalerie française fut culbutée par la cavalerie anglaise, et les Anglais s'emparèrent du trésor du roi de France, de ses archives et de sa chancellerie. Cette rencontre amena une trêve, mal exécutée des deux parts, et à laquelle mit fin la trahison du prince Jean, qui, après avoir obtenu sa grâce de son frère, fit massacrer, dans l'espoir de lui plaire, la garnison et une partie des bourgeois de la ville d'Évreux, dont le roi de France lui avait confié la garde. Disons à la honte du chevaleresque Richard, qu'il ne rougit pas d'accepter la ville ainsi conquise par trahison. Toutefois le roi ne comptait nullement sur son frère, et on l'entendit dire à la reine Éléonore qui avait sollicité la grâce de Jean : « Je lui pardonne de grand cœur; mais soyez assurée qu'il oubliera aussi volontiers mon pardon, que j'oublierai moi-même ses torts. » Et Richard eut raison, puisque, tant que dura son règne, Jean ne cessa de fomenter des troubles, soit en Angleterre, soit sur le continent.

De cette fois, l'absence de Richard ne semble point avoir été fatale à l'Angleterre. Hubert, archevêque de Canterbury, légat du pape et grand justicier du royaume, entre les mains duquel il avait laissé le gouvernement, porta remède autant que possible aux maux de l'Angleterre, décimée par la famine et la peste. La tranquillité publique fut violemment menacée par un agitateur populaire, nommé Fitz Osborne, qui, prêchant la réforme, déblatérait contre les prêtres et contre le gouvernement. Poursuivi à outrance par les émissaires de l'archevêque, Fitz Osborne, prit refuge dans une église; mais en vain : le prélat le fit saisir, malgré le droit d'asile, et bientôt son exécution ramena l'ordre, en épouvantant ceux qui eussent été tentés de l'imiter.

Richard était toujours sur le continent, où une circonstance bizarre allait mettre fin à son existence. Dans les domaines d'un vassal du monarque anglais, Vidomar, vicomte de Limoges, on découvrit un trésor considérable, dont celui-ci offrit une partie à son souverain. Prétendant avoir le tout, Richard investit, à la tête d'une armée de Brabançons, le château de Chaluz, appartenant au comte, où il croyait qu'était caché le trésor. Au moment où Richard se préparait à livrer l'assaut, une flèche partie des remparts vint le frapper mortellement. Mais le château fut pris, et toute sa garnison fut passée au fil de l'épée, à l'exception de l'arbalétrier qui avait blessé le roi, qu'on réserva pour être écorché vif.

Richard mourut de sa blessure au bout de dix jours (6 avril 1199), il était âgé de quarante-deux ans.

Les chroniqueurs contemporains s'accordent presque tous à juger favorablement ce roi, qu'ils vantent comme orateur et poëte, et même comme homme politique, titre que l'historien doit lui refuser. Ils ont fait son portrait avec amour, et à l'envi l'un de l'autre vantent ses yeux bleus, sa chevelure blonde, sa figure spirituelle et prévenante, sa haute taille, et son noble maintien.

Richard n'eut pas d'enfants de la reine Bérengère. Influencé par sa mère, il légua par son testament la couronne d'Angleterre et ses autres États à son frère, quoiqu'il eût, comme nous l'avons dit précédemment, manifesté le désir de laisser son héritage à son neveu Arthur, dont la mère, Constance, duchesse de Bretagne, était détestée de la reine Éléonore. Selon le désir qu'il en avait manifesté, Richard fut enterré à l'abbaye de Fontevrault, près de son père.

CHAPITRE II.

Jean sans Terre. — Arthur. — Confiscation de la Normandie. — Excommunication. — Soumission des Gallois et des Irlandais. — Jean remet sa couronne au légat du pape. — Révolte des barons. — Grande-Charte. — Louis, fils de Philippe-Auguste, roi d'Angleterre. — Mort de Jean.

De 1199 *à* 1216.

Des mains d'un noble chevalier dont le despotisme avait été entouré d'assez de gloire pour que le peuple le supportât, la couronne allait tomber affaiblie, par les exploits mêmes de Richard, entre les mains d'un misérable auquel il fut facile d'arracher, par la crainte, les concessions qu'il n'eût jamais faites de son plein gré. Les brillantes qualités des princes sont rarement des auxiliaires pour la liberté; peu de chartes sont octroyées volontairement, et souvent le règne d'un imbécile tyran amène ce qu'on a vainement attendu de ceux que l'histoire appelle de grands rois.

A la mort de Richard, l'Angleterre n'avait pas encore, à proprement parler, de loi pour la succession au trône; et on ne savait trop si la couronne devait appartenir au frère vivant, ou au fils du frère aîné mort.

Jean sans Terre se présenta donc comme candidat à la royauté, en même temps que son neveu, le jeune Arthur, duc de Bretagne. L'Anjou, la Touraine, le Maine et le Poitou se déclarèrent pour Arthur; la Normandie et la Guyenne reconnurent Jean. Les deux compétiteurs étaient alors sur le continent; mais Jean

gagna le premier l'Angleterre, et il s'empara du trésor royal, objet très-important alors que s'ouvrait la succession au trône.

On n'a pas oublié que la couronne était soumise à l'élection d'un conseil national. Ce conseil, peut-être acheté par le frère du feu roi, peut-être par crainte des troubles inséparables d'une régence, élut roi le comte de Mortain, Jean sans Terre, qui fut couronné à Westminster, le 23 mai 1199.

L'archevêque de Canterbury annonça l'élection au peuple, et ce prélat posa en principe qu'à l'avenir aucun prince ne pourrait être considéré comme héritier présomptif de la couronne, s'il n'était choisi par le roi et par le conseil national. Jean appuya ce que disait le primat, et le peuple acclama, à l'élection, en criant : « Vive le roi ! » On mettait ainsi à néant les prétentions du jeune Arthur, duc de Bretagne, à la couronne d'Angleterre.

La Bretagne reconnaissait la suzeraineté de la Normandie, qui relevait elle-même de la couronne de France. Arthur était donc ainsi vassal de Philippe-Auguste. Ce monarque résolut de se servir de lui comme d'un instrument propre à l'aider dans ses desseins, et, à l'âge de quinze ans, Arthur fut fait chevalier, et reçut en mariage la princesse Marie, fille du roi de France. Bientôt le jeune prince fit le siége de Mirebeau à la tête d'une armée française, mais la ville, prise d'abord, retomba presque immédiatement entre les mains du roi Jean. Cette affaire fut désastrense pour l'armée française; deux cents chevaliers, les seuls qui eussent échappé à la mort, furent faits prisonniers, et le jeune Arthur lui-même fut chargé de fers et conduit au château de Falaise. On dit que Jean visita son neveu dans sa prison, et que le fier jeune homme alluma sa colère en le sommant de lui rendre la couronne d'Angleterre. Quoi qu'il en

soit, peu de temps après, Arthur fut enmené au château de Rouen, où devait se terminer sa vie.

Huit mois environ après l'époque où le jeune prince avait été fait prisonnier, on l'éveilla subitement à minuit, en lui commandant de sortir de la tour. Arrivé au bord de l'eau, Arthur y trouva son oncle accompagné d'un écuyer, qui l'entraînèrent vivement dans une petite barque. Effrayé de l'air menaçant du roi, le jeune prince se jeta aux genoux de son oncle, en le suppliant de l'épargner. On dit qu'alors Jean ordonna à son écuyer de tuer le duc de Bretagne, et que celui-ci ayant refusé de le faire, il le massacra de ses propres mains.

Le sang innocent devait être vengé.

Philippe-Auguste, dont les motifs étaient, il faut bien le dire, fort loin d'être complétement purs de tout intérêt personnel, et qui depuis longtemps convoitait la Normandie, cita Jean à comparaître, comme duc de Normandie et d'Aquitaine, devant une cour de ses pairs, pour y répondre du meurtre d'Arthur. Jean demanda un sauf-conduit, qui eût été pour lui une assurance d'impunité, et, comme, cette sûreté lui étant refusée, il ne se rendit pas à la citation, il fut déclaré contumace et condamné à perdre la tête. Les vastes provinces qu'il tenait, à titre de fief, de la couronne de France, furent, à l'exception de la Guyenne, réunies à la monarchie française.

Le meurtre d'Arthur avait rendu Jean odieux à ses vassaux du continent, en sorte que la conquête des domaines confisqués fut facile à son heureux rival. Jamais meurtrier ne racheta son crime par moins de courage et d'habileté que le fit le misérable Jean, qui, retiré à Rouen, où il s'efforçait de s'étourdir par la débauche, disait souvent au milieu de ses orgies : « qu'il reprendrait en un seul jour ce que Philippe lui « prendrait en plusieurs années ; » vaine fanfaronnade à laquelle lui-même ne croyait pas.

Philippe prit tour à tour les trois forteresses des Andelys, considérées comme la clef de la Normandie, celles de Falaise, de Séez, du mont Saint-Michel et d'Avranches, après quoi il se présenta devant Rouen, que Jean avait abandonnée au bruit de l'approche de de son puissant ennemi. Cette ville capitula le 30 juin 1204, et rentra sous la domination immédiate du roi de France, dont elle reçut la confirmation de tous ses priviléges. Jusque-là, Rouen avait été plus véritablement que Londres la capitale des rois normands de l'Angleterre; le roi de France la conquit, sans même que le lâche Jean fît mine de vouloir la défendre. Toute la Normandie suivit la fortune de sa capitale, et fut réunie à la couronne de France, dont elle était séparée depuis près de trois siècles.

Après avoir soumis la Normandie, Philippe-Auguste envahit le Poitou, la Touraine et l'Anjou, ne laissant plus au roi anglais, sur le continent, que l'Aquitaine, et les forteresses de Thouars, Niort et la Rochelle. Après ces brillantes conquêtes, Philippe somma de nouveau le roi d'Angleterre de se soumettre au jugement de ses pairs. Pour citer l'exemple du jugement d'un grand vassal par ses pairs, il fallait remonter au temps de Charlemagne, et il faut convenir qu'au XIIIe siècle, peu de seigneurs français pouvaient se dire les pairs d'un duc de Normandie, qui se trouvait en même temps seigneur de l'Aquitaine, de l'Anjou, du Poitou et de la Touraine. Cependant le crime de Jean était si grand aux yeux de tous, qu'il ne semble pas que la noblesse de France se soit émue de l'énormité des prétentions de Philippe-Auguste. Sans oser décliner la compétence du tribunal qui lui était imposé, Jean ne voulut s'y rendre qu'après avoir obtenu un sauf-conduit de Philippe. « Par les saints de la France, répondit celui-ci, il ne se retirera qu'autant que le jugement le portera. « Alors Jean fit défaut,

et tous les fiefs qu'il possédait en France furent confisqués au profit de la couronne (1204). La fière et remuante Éléonore, morte en 1203, ne fut pas témoin de cet abaissement de son fils.

Comme pour se venger des désastres qu'il éprouvait en France, Jean opprime avec plus de rage le seul pays resté sous sa domination, son royaume d'Angleterre; et accusant ses barons d'avoir lâchement déserté ses drapeaux en Normandie, il frappa leurs biens de lourdes contributions, en leur ordonnant de se tenir prêts à le suivre. Bientôt voulant étendre sa tyrannie sur son clergé, il attira sur lui les foudres du Vatican, en nommant un archevêque de Canterbury; nomination que le pape prétendait appartenir au saint-siége. L'Angleterre fut mise en interdit, les églises furent fermées; on ne fit plus aucune cérémonie religieuse, et on ne donna plus de sacrements, si ce n'est le baptême aux enfants, la confession et l'extrême-onction aux mourants. L'Angleterre resta deux ans sous le poids de cet anathème, et, au bout de ce temps, Innocent III, voyant qu'il ne pouvait vaincre la résistance de Jean, l'excommunia lui-même; ce qui équivalait à une déposition, puisque l'excommunication déliait les sujets du serment de fidélité, frappait ceux qui avaient quelques relations avec l'excommunié, entraînait l'impunité de la révolte annihilait le gouvernement et la loi.

Cependant Jean ne plia pas; et comme les prêtres seuls désertèrent sa cause, et que les seigneurs laïques, jaloux de l'indépendance de l'Angleterre, se rapprochèrent de lui, il put, dans le temps même où le pape le croyait le plus abattu, faire les deux seules expéditions glorieuses qu'offre son règne : l'une contre les Irlandais, et l'autre, contre les Gallois.

Étonné de tant de résistance, le pape envoya à Jean deux légats, dont les sommations et les excommu-

nications furent aussi vaines que les précédentes. Alors Innocent, recourant à sa dernière ressource, transporta, au roi de France, la couronne d'Angleterre.

Ceci était une conséquence des prétentions que, depuis Grégoire VII, les papes affectaient sur le temporel des rois. Jean résista d'abord; mais à peine le lâche monarque eut-il appris que le roi de France se disposait à le combattre, que, bien que lui-même se trouvât à la tête d'une puissante armée, commençant à trembler, il implora la protection de Rome. Elle lui fut accordée à condition de reconnaître le pape comme suzerain, et de remettre sa couronne entre les mains du légat. Celui-ci la garda cinq jours, au bout desquels il la rendit au roi, à charge de payer au saint-siége un tribut annuel de sept cents marcs d'argent pour l'Angleterre et de trois cents pour l'Irlande.

Jean remplit l'humiliante formalité de l'hommage, et ce fut à genoux qu'il offrit son royaume au représentant du pape, en lui remettant le tribut. A quelque temps de là, le nonce passa en France pour annoncer à Philippe qu'il ne devait pas continuer la guerre contre un monarque maintenant fidèle vassal du saint-siége, et le roi de France, sentant qu'il ne réussirait pas dans son entreprise désormais réprouvée par le chef de la chrétienté, et sachant d'ailleurs que presque tous les rois de l'Europe se liguaient ensemble pour s'opposer à l'accroissement de sa puissance, obéit à cette injonction.

Innocent fut le dernier pontife qui continua l'œuvre d'Hildebrand, en soumettant les rois au saint-siége. Après ce prélat, le pouvoir des papes commença à décroître.

Jean avait été impopulaire dès le commencement de son règne; sa lâcheté le faisait mépriser d'une noblesse pour laquelle le courage était la première des

vertus. Son libertinage n'avait pas de bornes, et les femmes, les filles et les sœurs de ses barons avaient été bien des fois les victimes de ses brutales débauches. Sa soumission au pape, dont les motifs étaient visibles pour tous, acheva de le perdre. Toutes ces causes réunies amenèrent la révolte, à jamais fameuse, sous le nom de *guerre des barons;* glorieux soulèvement auquel l'Angleterre doit ses libertés.

Lorsque Jean avait été absous par le légat, l'archevêque de Canterbury lui avait fait jurer qu'il abolirait les lois injustes et qu'il rétablirait *les bonnes lois du roi Édouard,* éternellement réclamées par les Anglais. Jean promit, mais en substituant le nom du roi Henri Ier à celui d'Édouard, et bien résolu d'ailleurs à violer sa parole. Bientôt les barons mécontents se groupèrent autour du prélat, qui, fidèle à son saint ministère, se montrait l'appui de la nation contre celui qui l'opprimait. Une assemblée des mécontents eut lieu au monastère de Saint-Edmond, et tous ceux qui s'y trouvaient jurèrent solennellement qu'ils ne reconnaîtraient plus le roi pour souverain, jusqu'au moment où il leur aurait accordé, par une charte, les libertés qu'ils réclamaient. Après ce serment, ils élurent un général, auquel il donnèrent le titre de *maréchal de l'armée de Dieu et de l'Église,* et s'avancèrent en armes vers la ville de Londres. Introduits en présence du roi, ils le requirent de leur rendre leurs anciennes lois, et de remplir ses promesses. Jean leur demanda un délai de deux mois, qui lui fut accordé.

Dans cette lutte, le pape s'était déclaré pour le roi; c'était un puissant auxiliaire; aussi les barons ne comptant pas amener Jean à ce qu'ils désiraient, employèrent-ils ce temps à se préparer à la guerre. Lorsque le terme fut venu, on envoya au roi les articles de la charte qu'on désirait obtenir de lui, en

lui annonçant que, s'il ne garantissait pas immédiatement les libertés réclamées, les barons s'empareraient de ses châteaux et de ses terres. L'archevêque servait d'intermédiaire entre Jean et les barons révoltés; et lorsque, d'une voix forte, le prélat répéta ce qu'il venait de lire, ce que peut-être il avait lui-même rédigé, Jean s'écria, avec un rire d'indignation : « Et pourquoi ne demanderaient-ils pas aussi mon « royaume? » Puis il jura, avec d'horribles serments, « que jamais il n'accorderait des libertés qui feraient « de lui un esclave. » En apprenant ce refus, les barons marchèrent, comme ils l'avaient dit, vers les forteresses du royaume. Londres entra dans la ligue, et le roi fut obligé de fuir sa capitale.

Bientôt, effrayé de son abandon, il accorda ce qu'on lui demandait, et, le 19 juin 1215, la Grande-Charte fut promulguée de la manière suivante : les barons présentèrent au roi la liste de leurs griefs et celle des institutions qu'ils demandaient; le roi ordonna que les articles fussent rédigés en une charte, qu'il leur octroya ensuite, comme un don royal, avec toutes les formalités qui accompagnaient la promulgation des lois fondamentales. Des copies de cette charte furent envoyées à tous les comtés et à tous les diocèses du royaume. Pour gage de son exécution, les mécontents exigèrent que le roi leur livrât la ville et la tour de Londres. Vingt-cinq barons furent nommés *gardiens des libertés du royaume*, et, en cas d'infraction aux lois, ils furent autorisés à recommencer la guerre civile.

Bien qu'une partie de la Grande-Charte ait perdu son importance depuis la chute de la féodalité, elle contient un grand nombre de principes éternellement vrais, et est bien digne de sa noble origine : la lutte d'un grand peuple contre un misérable despote. Entre autres articles importants, on y trouve qu'au-

cuns impôts ou subsides ne peuvent être levés sans l'approbation du conseil général du royaume, excepté dans le cas où ils seraient destinés à payer la rançon du roi, la dot de sa fille aînée ou la *chevalerie* de son fils aîné; que le roi s'engage à ne plus dépouiller les mineurs et les veuves qui seraient sous sa tutelle; à ne plus exiger d'eux des rédemptions exorbitantes; à ne plus se faire suivre des juges pour les tenir dans une dépendance absolue; à ne plus imposer ni amende, ni emprisonnement, ni aucune punition quelconque aux marchands, paysans et francs-tenanciers, sans le jugement de douze de leurs pairs (institution du jury). Le clergé obtint par cette charte la confirmation de toutes ses libertés primitives; Londres et les autres villes, celle de leurs anciennes franchises. Comme acheminement vers l'institution du gouvernement parlementaire, la Grande-Charte désignait les personnes qui devaient faire partie du conseil national, et qui sont presque identiquement les mêmes qui aujourd'hui forment la chambre des lords. La chambre des communes ne devait prendre place que plus tard. Un article remarquable accorde la liberté de commerce à tous les marchands étrangers, pourvu que la nation à laquelle ils appartiennent soit en paix avec l'Angleterre.

Jean, qui, en signant la Grande-Charte et en jurant de l'observer, avait protesté que régner à de telles conditions, *c'était être esclave et non pas roi*, ne put supporter l'idée d'être ainsi dépouillé du pouvoir, et se fit relever de son serment par le pape. Un bref du 24 août 1215 déclara la Grande-Charte illicite et inique, l'annula et défendit au roi Jean de l'observer, sous peine d'anathème.

Les barons, qui s'en tinrent aux termes de leur traité, furent excommuniés par le souverain pontife, et Jean se retira dans l'île de Wight, d'où il leva des

troupes mercenaires auxquelles il promettait la confiscation de tous les biens de sa noblesse.

Il s'ensuivit une horrible guerre entre les barons et le roi, aidé de son armée de mercenaires qui dévasta le royaume. Les premiers, réduits au désespoir, appelèrent aussi l'étranger à leur secours; ils offrirent la couronne à Louis, fils aîné du roi de France, et neveu de Jean par son mariage avec Blanche de Castille; pendant quelque temps, ce prince français fut roi d'une faible partie de l'Angleterre. On ne peut guère excuser les barons d'avoir ainsi introduit l'étranger au sein de leur pays; imprudence aux suites de laquelle l'Angleterre échappa par la mort du roi, qui arriva le 19 octobre 1216, dans la cinquante-unième année de la vie de ce prince.

Il est peu de rois aussi méprisables que Jean, et l'histoire n'offre guère de règnes où se soient passées de plus grandes choses que sous le sien. Dieu avait refusé à ce monarque ce qui aurait pu entraver la marche de la liberté, et son ardent désir de l'étouffer ne fit qu'en accélérer le développement.

Le roi Jean fut, au dire des chroniqueurs, d'une laideur qui semblait refléter et trahir son âme. Marié deux fois, la première à la fille du comte de Glocester, dont il n'eut pas d'enfants; la seconde à Isabelle, fille du comte d'Angoulême, qu'il enleva au comte de Marche auquel elle était fiancée, Jean laissa cinq enfants de sa dernière femme: Henri, qui lui succéda; Richard; Jeanne, qui épousa Alexandre, roi d'Écosse; Éléonore, comtesse de Pembroke, puis de Leicester; et Isabelle, mariée à l'empereur Frédéric II.

CHAPITRE III.

Henri III. — Le comte de Pembroke. — Hubert du Bourg. — Pierre des Roches. — Soulèvements des barons. — Simon de Montfort, comte de Leicester. — Introduction des représentants du peuple dans le parlement. — Réfugiés d'Ély.

De 1216 *à* 1272.

Jean avait désigné pour lui succéder son fils, Henri de Winchester, à peine âgé de dix ans. Les barons sentirent que cet enfant n'était pas responsable des fautes de son père, et peut-être aussi pensèrent-ils que sa jeunesse serait favorable à leurs projets de liberté. La nation ratifia par son élection le choix du roi Jean, et son fils Henri III fut couronné le 28 octobre 1217. Le comte de Pembroke, l'un des anciens chefs des barons révoltés, fut revêtu du commandement du royaume, avec le titre de grand maréchal, nommé *régent* ou *protecteur* du royaume pendant la minorité du jeune prince, dont il épousa une sœur.

Le prince Louis, fils de Philippe II, qui se trouvait en Angleterre à la tête d'une armée lorsque le roi Jean mourut, fut obligé d'abandonner ses prétentions à la couronne et de retourner en France. Tous les barons se rangèrent autour du trône du jeune roi.

Le vie de Henri III ne fut qu'une longue minorité, et pendant son règne l'Angleterre ne cessa d'être gouvernée par un régent, que pour tomber entre les mains d'un ministre ou d'un favori. Les mécontentements que soulevaient tour à tour ces gouvernants aidèrent la marche de la liberté, et jamais roi si indigne n'eut un règne aussi fécond en heureux résultats.

Peu de noms historiques brillent d'un éclat aussi pur que celui du comte de Pembroke. La multitude des partis qui s'agitaient autour de lui rendait sa tâche difficile, et il sut tenir d'une main ferme les rênes qui lui étaient confiées, comme il sut, presque sur les marches du trône, se garder de la fatale ambition d'y monter. L'un de ses premiers soins fut d'étendre à l'Irlande les bienfaits de la grande charte, et cet acte de haute justice eût probablement été suivi de beaucoup d'autres, si la mort ne fût venue enlever à l'Angleterre cet homme éminent, l'an 1220, quatre ans environ après le couronnement du jeune roi.

Hubert de Burgh ou du Bourg, grand justicier du royaume, qui succéda au comte, était un homme habile, mais ce n'était pas un ami de la liberté comme le noble Pembroke. Élevé à la cour de Richard et à celle de Jean dont il avait été l'ami, il était partisan de la prérogative royale. Il réprima donc d'une main vigoureuse et souvent cruelle les soulèvements dont les barons avaient depuis longtemps pris l'habitude et qu'amenait à chaque instant une liberté mal affermie. N'oublions pas de dire, toutefois, que les auteurs de ces troubles n'étaient pas uniquement mus par l'amour de la liberté, et qu'il s'en trouvait un bon nombre qu'animait le désir du gain et du pillage. Hubert, fatigué des exigences des barons, obtint du pape une bulle par laquelle le saint-père déclarait majeur le jeune roi, âgé de dix-sept ans. Les actes qui suivirent déplurent probablement aux barons; car, la même année, ils firent chasser le régent qu'ils accusaient d'avoir employé la magie pour s'emparer de l'esprit du jeune roi, et d'avoir soustrait du trésor royal une bague enchantée. Mais ces absurdes accusations n'étaient qu'un prétexte, et la véritable cause de la haine des gentilshommes contre le régent était la rétractation de la charte des forêts, rétractation qui

leur enlevait une partie de ces priviléges de chasse auxquels ils attachaient une si haute importance.

Pierre des Roches, Poitevin d'origine et évêque de Winchester, succéda à Hubert du Bourg et s'attira la haine des Anglais en donnant toutes les places à ses compatriotes. Les Normands de la conquête s'étaient impatronisés en Angleterre; eux-mêmes se qualifiaient d'*Anglais*, et ils trouvaient mauvais que les charges de *leur patrie* devinssent le lot des étrangers. Ne pouvant parvenir à accorder ensemble ses barons et le ministre, Henri III convoqua un parlement pour trancher leurs différends. Les barons refusant de s'y rendre, osèrent menacer le prince de lui enlever la couronne s'il continuait à leur résister. Cependant le ministre l'emporta, et les plus remuants d'entre les nobles virent leurs biens confisqués sans jugement et donnés aux Poitevins amis du ministre.

Le pouvoir de l'évêque de Winchester semblait consolidé par cette victoire, lorsque le primat du royaume se présenta devant le roi, auquel il enjoignit, sous peine d'excommunication, de renvoyer son ministre, et avec le ministre les étrangers promus par lui aux charges et aux dignités du royaume. La crainte des censures ecclésiastiques fit ce que n'avait pu faire la révolte des barons; Pierre des Roches reçut l'ordre de sortir du royaume; les places données à ses créatures furent remises aux mains des Anglais. Mais l'Angleterre allait devenir la proie d'autres étrangers.

Henri épousa Éléonore de Provence en 1236, et des bandes de Provençaux et de Savoisiens arrivèrent à la suite de la reine. Un des oncles de cette princesse, membre de la maison de Savoie et évêque de Valence, devint premier ministre; un second fut nommé primat et un troisième reçut le comté de Richmont. Le gouvernement de ces étrangers fut oppressif; les barons sommèrent Henri de renvoyer ses conseillers étran-

gers, et toutes les fois qu'il sollicitait de nouveaux subsides, le parlement y mettait cette condition, que le misérable monarque acceptait pour la violer à la première occasion.

Les prodigalités du roi n'avaient pas de bornes : les impôts accordés pour des guerres utiles passaient entre les mains des favoris ou se trouvaient misérablement gaspillés dans d'injustes et absurdes agressions contre la France, qui avait alors pour chef Louis IX, un des plus grands rois dont fasse mention l'histoire d'aucun peuple. L'an 1242, le parlement, ayant accordé un nouveau subside, arrêta que les fonds en seraient confiés à la garde de quatre barons nommés par le parlement et chargés de veiller à ce que ces fonds ne fussent dépensés que pour le bien du royaume. Ce ne fut pas la seule conquête de ce parlement de 1242, qui statua que les biens du clergé seraient soumis à l'impôt comme ceux des laïques, exemple que n'avait encore fourni aucun État chrétien.

En 1244, Henri sollicita de nouveaux secours que le parlement lui refusa. Alors commença un système d'exactions contre les faibles, et surtout contre les juifs. On leur attribua d'incroyables forfaits pour lesquels ils furent condamnés par des magistrats vendus au roi, auquel revenaient les confiscations. Souvent, lorsque les jugements ne semblèrent pas assez productifs, on eut recours à des massacres en masse que personne ne songeait à venger, puisque les victimes étaient des malheureux mis hors la loi par toute la chrétienté.

Le mal s'accroissait de jour en jour. A l'étranger, l'Angleterre était couverte d'ignominie dans la personne de son indigne monarque, tandis qu'au dedans de nombreuses violations de la charte remettaient tout en question à chaque instant. Pour porter remède à

ces malheurs, le parlement nomma quatre nouveaux barons *conservateurs des libertés de la nation*, chargés d'accompagner le roi, de surveiller l'administration de la justice et de régler les dépenses publiques. On statua, en outre, qu'à l'avenir le grand justicier et le chancelier seraient élus par le parlement, ainsi que plusieurs autres hauts fonctionnaires.

Des étrangers qui s'étaient établis en Angleterre sous le règne de Henri, le plus fameux était Simon de Montfort, dont le père acquit une si hideuse célébrité dans la guerre des Albigeois. A son arrivée en Angleterre, le jeune Montfort reçut la main de la sœur du roi, la comtesse douairière de Pembroke, et il devint comte de Leicester. Oubliant son origine étrangère, il se rangea du côté des barons, après une violente querelle qu'il avait eue avec son beau-frère, l'an 1252, et, à partir de ce moment, il devint l'âme et le chef du parti national.

Il se passait peu d'années sans que Henri renouvelât son serment de fidélité à la grande charte, serment aussi facilement enfreint que prêté par ce roi sans honneur. Il le viola encore impudemment en 1258. Un faible avantage remporté en Gascogne par ses troupes l'avait encouragé à ce nouveau manque de foi, que les Anglais ne supportèrent pas patiemment.

L'an 1258, un parlement, qui s'assembla à Oxford, déclara au roi qu'il avait perdu la confiance de la nation; que désormais le gouvernement devait être remis à des hommes auxquels elle pût avoir foi; qu'en conséquence, le conseil du roi nommerait douze barons auxquels le parlement en adjoindrait douze autres, et que ces vingt-quatre barons seraient chargés du redressement des griefs et de la réforme de l'État, sous la surveillance d'un parlement qui s'assemblerait trois fois l'an. Chaque comté devait, en outre, élire un

chevalier chargé de représenter aux barons et au parlement les griefs de leurs comtés respectifs.

Telles sont les fameuses *Provisions d'Oxford*, par lesquelles la nation anglaise fit un pas de plus vers le gouvernement représentatif. Il est facile de reconnaître l'origine de la chambre des communes dans les chevaliers dont nous venons de parler.

Cette administration dura plusieurs années, et Henri chercha maintes fois à échapper à sa rigoureuse surveillance. Son fils Édouard, qui n'avait juré qu'à regret les provisions d'Oxford, voulait cependant tenir des promesses qu'il considérait comme obligatoires; et le monarque, abandonné de tout appui, fut obligé de se soumettre. Enfin les deux partis, ne pouvant s'accorder, résolurent de s'en remettre à l'arbitrage du monarque français, le saint roi Louis, et celui-ci arrêta que le roi serait remis en possession des châteaux et de toutes les prérogatives royales comme avant le parlement d'Oxford, sous la condition d'une amnistie générale et de la pleine jouissance pour la nation des libertés garanties par la charte. Cette sentence n'était qu'un redressement des griefs.

L'an 1265 vit une nouvelle révolte des barons réprimée par le prince Édouard, qui se trouvait désormais à la tête du parti royal. Le comte de Leicester était le chef du parti contraire. Le parti royal se composait de quelques grandes familles anglaises et de tous les étrangers établis en Angleterre, tandis que celui des barons, que nous n'hésitons pas à appeler le parti national, comprenait presque toute la noblesse anglaise. On se prépara, de part et d'autre, à une grande bataille, et les royalistes se renforcèrent d'une troupe d'auxiliaires écossais conduits par Jean Baliol, Jean Comyn et Robert Bruce, qui, sous le règne suivant, prétendirent tous trois à la couronne d'Écosse. Le roi se vit obligé de quitter Londres et de se replier sur

le château de Lewes, où les barons lui présentèrent leurs remontrances. Le monarque répondit en exigeant une soumission immédiate : ce qui amena la fameuse bataille de Lewes, qui eut lieu le 14 mai 1264, et dans laquelle le roi Henri, le prince Édouard et un grand nombre de barons de l'armée royale furent faits prisonniers. L'administration du royaume fut remise entre les mains du comte de Leicester et du comte de Glocester, qui eurent bientôt à combattre le prince Édouard qui s'échappa de prison.

Le 6 août 1265, les deux partis se livrèrent un terrible combat à Evesham, où l'armée nationale fut complétement défaite. En même temps que le monarque prisonnier recouvrait sa liberté, le comte de Leicester perdit la vie. Son corps fut horriblement mutilé après sa mort et ses membres furent envoyés à différentes villes pour y être exposés comme ceux d'un traître; mais sa mémoire fut révérée par le peuple comme celle d'un martyr de la liberté. On l'appela *sir Simon le Juste;* on lui attribua le don des miracles, et le peuple anglais murmura de ce que Rome ne canonisait pas celui qu'il considérait comme un saint.

C'est vers ce temps qu'eut véritablement lieu l'introduction dans le parlement des représentants du peuple, dont nous avons montré le germe dans les chevaliers des comtés. On ne sait trop comment elle s'opéra; mais il est certain que, dans un parlement assemblé à Londres l'an 1265, au plus fort de la guerre civile, deux chevaliers pour chaque comté, deux citoyens pour chaque ville, et deux bourgeois pour chaque bourg, siégèrent comme représentants du peuple et membres du parlement.

Le parti des barons sembla s'éteindre avec Montfort, et un parlement assemblé par les royalistes fut le docile instrument de leurs vengeances. Les partisans de Leicester furent proscrits, et les vainqueurs

se partagèrent leurs dépouilles. Les débris du parti national se réfugièrent encore dans les marécages de l'île d'Ély, qui, après deux siècles, redevenaient l'asile de la liberté. Ils y furent vaincus par le prince Édouard. Deux ans après cette dernière victoire, Édouard partit pour la terre sainte, qui, trente ans plus tard, devait retomber tout entière sous le joug musulman.

Henri III mourut le 15 ou le 16 novembre 1272, dans la soixante-sixième année de son âge et la cinquante-sixième de son règne. Ce prince, qui avait épousé Éléonore de Provence, laissa quatre enfants de cette princesse : Édouard, qui régna sous le nom d'Édouard Ier; Edmond, roi titulaire de Sicile; Marguerite, qui épousa Alexandre III, roi d'Écosse ; et Béatrix, qui devint duchesse de Bretagne.

Les historiens anglais nous ont laissé le portrait de Henri III. Il était, selon eux, d'une laideur repoussante, et quoique de taille moyenne et assez bien prise, il manquait absolument de grâce et de dignité. Il est juste d'ajouter qu'ils disent aussi que, doux de caractère, Henri fut bon époux et bon père, et qu'il se montra, comme ses aïeux, les princes normands, le protecteur des lettres et des beaux-arts.

N'ayant pas voulu interrompre la suite des événements importants qui se passèrent en Angleterre sous le règne de ce prince, nous avons négligé ceux qui eurent lieu sur le continent. Ne pouvant pas les omettre entièrement, bien qu'ils n'aient qu'une importance fort secondaire, nous prenons le parti de les ajouter ici, en indiquant leur date.

L'an 1225, la Rochelle fut conquise par la France, et cet événement força Henri à assembler son parlement pour obtenir les subsides nécessaires pour reprendre cette ville et reconquérir les provinces continentales perdues par le roi Jean. Hugues X, comte

de la Marche, qui, après la mort de ce prince, avait épousé sa veuve, à laquelle, comme nous l'avons dit, il avait été précédemment fiancé, encourageait fort le roi d'Angleterre, dans ces belliqueux projets, qui n'eurent d'autre résultat que les défaites successives du prince anglais, obligé à reculer sans cesse devant l'habileté supérieure de Louis IX, aussi grand général que grand roi. La bataille de Taillebourg, où Louis déploya tant de valeur; celle de Saintes et celle de Blaye (1242), furent les faits les plus marquants de cette campagne, qui n'amena que honte au monarque anglais, qui s'enferma à Bordeaux. Louis IX, dont l'armée était décimée par la dyssenterie et les maladies pestilentielles, ne put poursuivre sa victoire, et une trêve de cinq années fut signée par les deux rois (1243). Plus tard, saint Louis, qui intérieurement regardait comme une injustice et une usurpation la confiscation qu'avait fait subir Philippe-Auguste à Jean sans Terre, songea à rendre à l'Angleterre toutes les provinces qui lui avaient été enlevées. Il n'y put parvenir, tant à cause de l'opposition que lui firent dans le conseil ses frères les comtes de Poitou et d'Anjou, que par celle des provinces elles-mêmes, qui, toutes françaises de cœur, repoussaient avec horreur la domination anglaise. Enfin, par un traité signé le 20 mai 1259, Louis IX rendit le Périgord, le Limousin, l'Agénois et une partie du Quercy et de la Saintonge, tandis que, de son côté, le monarque anglais renonça à toute prétention sur la Normandie, la Touraine, l'Anjou, le Maine et le Poitou.

CHAPITRE IV.

Écosse. — Irlande.

Écosse, *de* 1214 *à* 1285. — Dans le dernier chapitre du livre précédent, nous avons laissé l'histoire d'Écosse à l'année 1214, époque de la mort de Guillaume II, surnommé *le Lion* par les chroniqueurs, et cette année 1214 se rapporte à la quinzième du règne du misérable Jean sans Terre.

Guillaume II laissait en mourant une nombreuse postérité d'enfants naturels, et un seul fils légitime, né de la princesse française Ermengarde de Beaumont.

Ce prince, qui prit le nom d'Alexandre II, fut un monarque plein d'activité; mais comme son règne offre peu de ces faits importants qui font sentir leur influence dans l'avenir, nous passerons légèrement sur la plupart des événements de ce règne.

En 1216, peu de temps avant la mort du roi Jean, Alexandre eut avec celui-ci une courte guerre, qui donna, comme toujours, lieu à des déprédations mutuelles; mais la paix fut bientôt rétablie, et quelques années après la mort du monarque anglais, le roi d'Écosse épousait la fille de ce prince, Jeanne (1221), à laquelle il assurait un douaire de mille livres sterling en rentes foncières. En 1222, Alexandre eut à réprimer un soulèvement dans le comté d'Argyle, et la même année, il dut punir le comte de Caithness, par l'ordre duquel l'évêque de cette ville avait été brûlé vif dans sa maison. En 1228, le district de Moray fut mis en émoi par une espèce de brigand féodal nommé

Gillescop, qui fut jugé et condamné à mort par le comte de Buchan, grand justicier d'Écosse. En 1231, le nouvel évêque de Caithness ayant à son tour fait assassiner le comte de Caithness et mis le feu à son château, il fallut punir l'évêque; chose assez difficile à cause des immunités ecclésiastiques, qui, cette fois du moins, n'entravèrent pas le cours de la justice.

En 1233, les Galwégiens, les plus cruels et les plus sauvages des habitants de l'Écosse, se soulevèrent contre le roi, qui, dans le but de diminuer la force de cette grande principauté, voulait, après la mort d'Alan, son seigneur, qui n'avait pas laissé d'héritiers mâles, partager également entre les trois filles du chef cette importante souveraineté. Après avoir battu les insurgés, le roi d'Écosse divisa le Galloway comme il avait projeté de le faire.

Alexandre II mourut en 1249, durant une expédition qu'il avait faite dans l'île de Kerrera, l'une des Hébrides, dont il obligea le chef à lui rendre l'hommage que cette île avait jadis rendu au roi de Norwége.

Marié en premières noces à la princesse Jeanne dont il n'eut pas d'enfants, Alexandre II épousa en secondes noces une princesse française, Marie, de cette fière maison de Couci qui avait pris pour devise :

> Je ne suis roi, ni prince aussi,
> Je suis le seigneur de Couci.

De ce mariage naquit Alexandre III, qui, âgé d'à peine huit ans quand son père mourut, devait lui succéder.

Dès avant la mort d'Alexandre II, l'Angleterre avait de nouveau mis en avant ses vieilles prétentions à la prestation du serment de foi et hommage de l'Écosse à l'Angleterre. Alexandre avait à observer judicieusement que cet hommage n'ayant jamais été dû que pour le Northumberland, et cette province n'étant plus en

son pouvoir, on ne pouvait exiger de lui cet hommage qu'en lui rendant la province pour laquelle il était dû; il ne céda qu'en recevant des terres dans la province qu'il réclamait. Les restrictions que mit Alexandre à son hommage, n'ayant pu satisfaire le roi d'Angleterre, celui-ci se détermina à envahir l'Écosse, d'où il fut vaillamment repoussé.

Henri III n'eut pas plutôt appris l'avénement d'Alexandre III au trône d'Écosse, qu'il écrivit au pape pour le prier de défendre le couronnement solennel du nouveau roi, jusqu'au jour où lui-même l'aurait ordonné comme seigneur suzerain. La noblesse d'Écosse, avertie à temps, se hâta de procéder à la cérémonie, et le jeune roi reçut en même temps, de l'archevêque de Saint-André, la couronne qui le faisait roi, et l'accolade qui le faisait chevalier. L'enfant prêta, selon une coutume récemment établie, le serment en latin et en langue d'oil; puis, conformément au vieil usage des Scots, on le fit asseoir sur la pierre de Scone, où un barde montagnard s'agenouillant devant lui, lui récita la généalogie des rois scots ses prédécesseurs.

Peu de temps après, le jeune monarque épousa la princesse Marguerite, fille de Henri III, ce qui fournit au roi d'Angleterre le prétexte de se mêler des affaires d'Écosse, au grand mécontentement d'une partie des barons. Dès ce temps il se forma en Écosse un parti anglais qui, après bien des luttes et du sang versé, devait perdre l'indépendance nationale.

Cependant le jeune roi d'Écosse, qui dès l'enfance annonçait la plus grande fermeté, sut, tout en montrant une extrême déférence pour son beau-père, à la cour duquel il alla plusieurs fois, manifester la volonté bien arrêtée de ne rien faire qui pût compromettre les intérêts de son pays, alléguant à toutes les demandes du roi d'Angleterre, qu'il ne pouvait rien faire sans l'avis de son conseil. Les voyages d'Alexan-

dre à la cour de Henri III eurent souvent pour objet de se faire payer la dot de sa femme, dont il eut grand'peine à se faire rembourser intégralement.

En 1263 ou environ, Alexandre eut à repousser une armée norwégienne, conduite par le belliqueux Hacon, roi de Norwége, qui venait revendiquer la suzeraineté des îles Hébrides, rangées désormais sous le joug de l'Écosse. Hacon fut repoussé des côtes d'Écosse et par le jeune roi et par la rage des éléments, qui semblèrent se liguer avec celui-ci contre les pirates du Nord. Par suite de cette victoire, un traité fut conclu entre l'Écosse et la Norwége. La dernière céda à Alexandre toutes les îles voisines de l'Écosse, à l'exception des Orcades et des Schetland. Les rois d'Écosse s'engagèrent à payer à la Norwége une somme de 4,000 marcs et une redevance annuelle de cent marcs. L'alliance de l'Écosse et de la Norwége fut resserrée en 1281 par le mariage du jeune roi de Norwége, Éric, et de la fille d'Alexandre III, Marguerite, que les chroniqueurs écossais nomment *la Vierge de Norwége*, princesse dont la mort prématurée amena, comme on le verra, bien des malheurs pour l'Écosse.

L'occasion de montrer que l'Église d'Écosse conserva son indépendance vis-à-vis de la cour de Rome, se présente ici tout naturellement. Le pape ayant plusieurs fois essayé de s'immiscer dans les affaires de ce royaume, où de temps à autre s'élevaient des discussions entre le roi et le clergé, les Écossais refusèrent constamment l'intervention du saint-père, et aussi de lui payer aucune contribution.

Les années 1283 et 1284 virent se succéder, pour Alexandre, des pertes fatales : sa femme d'abord, puis son fils unique. Jeune encore, le roi d'Écosse se remaria avec une princesse française, Jolita, fille du comte de Dreux; mais cette union resta stérile, et peu de temps après l'avoir contractée, il mourut d'une

chute de cheval. Sa mort prématurée laissait seule et incontestable héritière du royaume d'Écosse, sa petite-fille, Marguerite, *la Vierge de Norwége.*

Irlande, de 1189 à 1272.—Dans le livre précédent nous avons laissé l'Irlande à l'année 1189, époque de la mort de Henri II qui l'avait conquise. Nous avons vu ce monarque obligé de rappeler, de son nouveau royaume, le prince Jean et les imprudents courtisans qui l'avaient suivi. Le vaillant de Courcy avait été nommé gouverneur de ce pays, dont l'état réclamait peut-être plus de prudence encore que de vaillance dans son chef.

Certes, comme nous l'avons dit précédemment, si les Irlandais eussent pu s'entendre, il leur eût été facile de chasser les Anglais pendant le règne de Richard Cœur de Lion, qui ne s'occupa guère de l'Irlande, dont il laissa le gouvernement à son frère. Mais loin de là, on les vit se combattre les uns les autres, et s'abandonner aux misérables dissensions qui avaient rendu la conquête si facile.

L'Ulster avait déposé son roi O'Lochlin (1188), et Roderic O'Lachertair était monté à sa place sur le trône, où il ne fit que paraître. Quand celui-ci mourut assassiné, O'Lochlin rentra en possession de l'Ulster. Il périt bientôt lui-même dans une bataille livrée aux Anglais.

Le Connaught dont, comme nous l'avons dit, le roi Roderic O'Connor s'était retiré dans un couvent (1186), avait vu les fils de ce monarque se disputer le trône les armes à la main, et l'un d'eux, Cathal, qui du meurtre de plusieurs de ses frères fut nommé Cathal *à la main sanglante*, devint roi, et porta ses armes contre les Anglais et contre les autres souverains de l'île. Quelques succès lui firent espérer un moment de rétablir l'antique royauté souveraine irlandaise.

Cependant à la mort de Henri II, Jean de Courcy

fut dépouillé du gouvernement de l'Irlande, que le prince Jean remit à Hugues de Lacy, fils du vaillant baron de ce nom. A Hugues de Lacy succéda bientôt Guillaume Petit, puis un autre Guillaume, comte maréchal d'Angleterre, du gouvernement duquel on attendait beaucoup, par ce fait même que marié à la fille de Strongbow, dont la femme était, si on se le rappelle, une princesse irlandaise, il semblait devoir être moins antipathique aux insulaires. Cependant ce nouveau gouverneur ne réussit pas mieux que les autres, et la guerre continuant, les Anglais trouvèrent un rude adversaire dans Cathal à la main sanglante.

Hamo de Valois, nommé lord-député en 1197, remit un peu les affaires des Anglais en Irlande; mais il eut l'imprudence de s'emparer de quelques biens ecclésiastiques et de ceux de certains barons, soit pour subvenir aux frais de la guerre, soit pour s'enrichir lui-même, et fut rappelé d'Irlande (1199) pour cause de malversation. A son retour en Angleterre, Hamo de Valois eut à payer pour l'apurement de ses comptes, la somme de mille marcs. Cette somme, qui rentra dans les coffres du roi, représentait bien des exactions, bien des injustices qui ne furent jamais réparées. Fitz Henri, qui succéda à Hamo, descendait d'un fils illégitime de Henri Beauclerc. La brillante valeur de ce héros eût peut-être complétement subjugué l'Irlande, si le roi Jean ne l'eût laissé presque sans secours.

Des coalitions se formèrent contre ce gouverneur parmi les petits princes indigènes; mais toujours trop occupés de leurs discordes intestines, ceux-ci ne surent profiter, ni du délaissement dans lequel se trouvait le lord-député, ni de l'alliance que firent imprudemment avec eux quelques barons anglais, qui, avant tout, songeaient à se faire de petites souverainetés indépendantes, sans s'occuper de ce qu'il adviendrait de

la grande souveraineté de leur patrie. L'égoïsme et la folie semblaient s'emparer de tous ceux qui mettaient le pied sur cette malheureuse terre d'Irlande.

Cathal à la main sanglante fut expulsé du Connaught, qui élut pour souverain son frère Carrach O'Connor. On ne sait dire si l'un de ces deux princes représentait plus que l'autre le parti national, puisque du côté de Cathal on voit se ranger les barons anglais, Jean de Courcy et Walter de Lacy, tandis que de celui de son frère, se montrent William de Burgh et un Fitz Adelm. La fin de toutes ces luttes fut le démembrement du Connaught, auquel Henri II avait promis de conserver son intégrité en recevant l'hommage de Roderic O'Connor.

En 1210 le roi Jean, pour faire oublier à ses sujets l'interdit dont le pape avait frappé son royaume, conduisit son armée en Irlande, où il fit une brillante campagne. En trois mois il soumit l'Ulster dont s'était emparé Hugues de Lacy, le Connaught, dont le roi, Cathal, céda les deux tiers pour conserver l'autre tiers, pour lequel il paya une redevance et se reconnut vassal du roi d'Angleterre. Vingt chefs irlandais rendirent, dit-on, hommage au monarque anglais.

La présence du roi d'Angleterre n'eut pas seulement cet effet bienfaisant de ramener à une sorte de calme et de soumission les chefs irlandais, elle arrêta encore les rapines et les dévastations des chefs anglais, dont quelques-uns, ayant conscience de leurs méfaits, s'enfuirent à la nouvelle de l'arrivée du roi. Ceux qui restèrent payèrent de monstrueuses amendes; mais comme Jean les rétablit dans leurs fiefs, ils ne se firent sans doute pas faute d'exercer par la suite les plus injustes exactions, pour couvrir ces amendes.

On lit dans un chroniqueur du temps de Henri III: « Dans son expédition d'Irlande, le roi Jean emmena « avec lui des hommes sages, savants dans la législa-

« tion, et d'après leurs avis il ordonna qu'à l'ave-
« nir les lois de l'Angleterre fussent appliquées à l'Ir-
« lande, et que ces lois, rédigées par écrit et scellées
« de son sceau, fussent déposées à l'échiquier de Du-
« blin. » Après avoir pris ces mesures, Jean retourna en Angleterre, laissant en Irlande pour les faire exécuter, Jean de Gray, évêque de Norwich, qu'il avait nommé grand justicier. Plus tard, lorsque Philippe-Auguste menaça l'Angleterre d'une invasion, l'Irlande était assez paisible pour que l'évêque de Norwich pût envoyer au roi Jean un corps de troupes pour l'assister dans la défense de son royaume.

Pendant le reste du règne du misérable Jean, l'Irlande ne semble avoir fait aucun effort pour s'affranchir du joug de l'Angleterre. Au contraire, tandis que l'Angleterre lui donnait l'exemple de la rébellion, elle offrait un spectacle de paix qu'elle n'avait jamais présenté jusque-là. On a des lettres du roi Jean, écrites au temps de la révolte des barons, par lesquelles il remercie les barons d'Irlande de leur fidélité envers lui, et leur demande leur avis sur quelques affaires difficiles dans lesquelles il se trouvait engagé. D'autres lettres montrent que parmi les moyens employés par le roi pour se conserver le bon vouloir des Irlandais indigènes, figurent des présents faits à leurs chefs, car on le voit ordonner à l'archevêque d'acheter une grande quantité d'étoffe rouge pour faire des robes destinées aux rois et aux chefs nationaux.

L'Irlande, qui n'avait pris aucune part à la révolte des barons, ne participa pas d'abord à la grande charte, et le règne de Jean sans Terre, qui, dans l'histoire d'Angleterre, offre une si puissante et si belle résistance aux injustices et aux prétentions despotiques d'un misérable roi trop faible pour être tyran, trop vil pour régner sur une nation libre, n'offre dans les annales irlandaises qu'un triste spectacle de souf-

frances et d'esclavage supportés avec une patience blâmable.

Deux hommes avaient, pendant les dernières années du règne de Jean sans Terre, puissamment aidé par leur sagesse à la pacification de l'Irlande : Henri de Londres, archevêque de Dublin et grand justicier, et Geoffroy de Marisco.

Lorsque Henri III monta sur le trône d'Angleterre, à l'âge de dix ans (1216), le lord protecteur, Pembroke, qui, par son mariage avec l'héritière de Strongbow, se trouvait seigneur du Leinster, avait trop d'intérêt à la conservation de l'Irlande pour ne pas s'occuper beaucoup du gouvernement de ce royaume. L'un des premiers actes de sa régence fut donc de faire délivrer à l'Irlande un duplicata de la grande charte, que Henri avait ratifiée pour l'Angleterre à son couronnement. Il va sans dire que la grande charte ne fut pas délivrée aux Irlandais (c'est-à-dire aux Anglais établis en Irlande) sans de notables changements. Il paraît, du reste, que ces Anglais regardaient comme une grande faveur d'être gouvernés par un membre de la famille royale; car, à l'avénement de Henri, ils demandèrent instamment que la reine douairière ou le prince Richard fussent envoyés pour résider parmi eux.

Le désir de s'enrichir qui avait poussé les premiers barons anglais en Irlande, ne diminuant pas, ils en furent bientôt réduits, ne pouvant plus rien prendre aux Irlandais dépouillés par eux, à se combattre les uns les autres. Les premiers qui rompirent l'espèce de paix, pour ne pas dire de torpeur, qui achevait la ruine de l'Irlande, furent Hugues de Lacy, fils du premier baron de ce nom, et William, comte de Pembroke, qui, à la mort du protecteur (1219), avait succédé à son père dans la possession du Leinster. Ces deux barons se firent une guerre furieuse, dans laquelle on vit maint chef irlandais se ranger de l'un ou de l'autre côté.

L'année 1223, mourut Cathal O'Connor, et au mépris du traité passé jadis entre ce prince et le roi Jean, traité par lequel le monarque anglais devait hériter du Connaught à la mort du chef irlandais, les habitants de ce pays élurent pour roi Tirlogh, frère de Cathal. Il s'ensuivit une cruelle guerre, au bout de laquelle le Connaught reconnut pour roi Aedh, fils cadet de Cathal.

Parmi le petit nombre de mesures législatives prises pour l'Irlande au temps de Henri III, on doit remarquer une lettre du roi au grand justicier d'Irlande, par laquelle le monarque ordonne qu'à l'avenir le commerce soit libre entre les deux royaumes, *sans entraves ni restrictions*.

Une expédition de Henri III contre les Gallois (1245), à laquelle prirent part les Irlandais commandés par le roi du Connaught et par le grand justicier Maurice Fitz-Gérald, ne serait pas mentionnée par nous, si elle ne nous offrait l'occasion de remarquer que, contrairement aux barons anglais, qui par leurs tenures féodales étaient obligés de suivre leur roi partout où il lui plaisait de porter ses armes, les sujets irlandais de l'Angleterre n'étaient tenus à aucun service hors de l'Irlande. En les appelant à combattre les Gallois, Henri III déclarait que ce service ne serait pas à l'avenir considéré comme un précédent.

Plusieurs fois le roi Henri recourut aux Irlandais pour avoir des secours militaires, et il en obtint notamment dans une de ses guerres d'Aquitaine.

L'octroi de la grande charte dont nous avons parlé, n'apporta presque aucun bien à l'Irlande, les mille petits tyrans indigènes ou anglais qui opprimaient ce pays, s'opposant de toutes leurs forces à ce qu'elle reçût son exécution, de telle sorte qu'en 1246 un édit de Henri III enjoignit aux seigneurs temporels et spirituels de l'Irlande de *permettre* que ce pays fût

gouverné par la loi anglaise. Il est digne de remarque que les mêmes barons qui conquirent en Angleterre la plus grande somme de liberté politique alors connue, contribuèrent de tout leur pouvoir à établir en Irlande le plus lourd despotisme. Du reste, même en Angleterre, le peuple n'eut que très-peu de part à la liberté : la noblesse anglaise voulait pour elle seule l'indépendance, pour les autres un asservissement dont elle profitait. Il est bien entendu d'ailleurs, qu'alors même que la charte anglaise fut en vigueur en Irlande, ses bienfaits ne s'étendirent qu'aux Anglais et non aux naturels, dont quelques-uns seulement furent admis à participer à cette charte, *quoique Irlandais*, comme disent les lettres patentes. Ces injustices amenèrent de bonne heure un antagonisme prononcé entre le clergé des deux races, alors même que ce clergé avait une même religion, et en 1250, les prêtres irlandais décrétaient qu'aucun Anglais ne pourrait prendre rang dans la hiérarchie ecclésiastiques d'Irlande, disposition qu'une bulle du pape réduisit à néant.

En 1254, le prince Édouard devant épouser l'infante d'Espagne, Henri III lui fit, en faveur de ce mariage, don du royaume d'Irlande, non sans statuer toutefois que jamais l'Irlande ne pourrait être séparée de la couronne d'Angleterre. En conséquence, il se réserva certains droits, certains priviléges, qui en réalité le laissaient souverain de l'île. Le prince Édouard y fit une courte apparition en 1255; mais son séjour ne changea rien à l'état de ce malheureux pays, qui resta en proie à mille dissensions intestines. Les noms les plus tristement fameux dans ces déplorables guerres civiles, où les Anglais combattaient les Anglais, tandis que les Irlandais guerroyaient entre eux, sont, du côté des derniers, ceux des familles Mac Carthy, Mac Mahon, O'Driscoll et O'Donovan, et de celui des Anglais, les noms des nombreuses et puissantes fa-

milles des Fitz Gérald et des de Burgh. Certes, si au lieu de se livrer à ces luttes dénaturées, les uns ou les autres eussent su profiter des dissensions de leurs ennemis, ou l'Angleterre eût complétement soumis l'Irlande, ou l'Irlande se fût affranchie du joug étranger.

Un faible effort fut fait par les Irlandais (1272) sous le gouvernement de sir James Audley, le dernier des nombreux gouverneurs de l'Irlande, durant le règne de Henri III; mais cet effort par lequel les indigènes portèrent le fer et la flamme sur toute la surface de l'île, ne fut pas une tentative d'émancipation, mais un acte de vengeance. La mort de Henri III n'amena presque aucun changement à la position de l'Irlande, que nous retrouverons plus tard également malheureuse sous ses successeurs.

Le laps de temps qu'embrassera désormais chacun de nos livres, étant, à cause de l'importance croissante des événements, beaucoup plus restreint que par le passé, nous ne ferons pas suivre, comme nous l'avons fait jusqu'ici, chacun de ces livres d'une revue de la littérature et des beaux-arts, dont l'histoire se trouverait ainsi trop morcelée et dénuée d'intérêt. Pour reprendre cette revue, nous irons maintenant, jusqu'au xve siècle, où commence véritablement la littérature anglaise avec Chaucer et Wicliff.

LIVRE CINQUIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

Édouard Ier. — Les Gallois. — Lewellyn. — David, frère de Lewellyn. — Mort d'Alexandre III, roi d'Écosse. — Fiançailles du fils aîné d'Édouard et de la petite-fille du roi d'Écosse. — Édouard II. — Gaveston. — Guerre d'Écosse. — Exécution du comte de Lancaster. — La reine se met avec son fils à la tête du parti des barons. — Édouard II est fait prisonnier. — Il est déposé. — On l'assassine dans sa prison.

De 1272 *à* 1327.

Édouard Ier, fils aîné de Henri III, fut naturellement appelé à lui succéder. Parti pour la croisade, où Louis IX l'avait engagé à aller, ce prince se trouvait en Palestine lorsque le roi mourut; et, certain de n'avoir à craindre aucun compétiteur redoutable, il revint lentement en Angleterre, en visitant le pape et le roi de France, Philippe le Hardi, auquel il prêta le serment féodal pour ses possessions du continent. Des troubles ayant éclaté dans la Guyenne, il s'y rendit, et y resta jusqu'à la fin d'un concile général qui fut tenu à Lyon (1274). L'Angleterre ne semble pas avoir souffert de son absence, la constitution anglaise était désormais assez bien établie pour n'avoir à craindre ni absence, ni régence, ni interrègne. Édouard Ier prit possession du trône comme d'un héritage; cependant

on fit une sorte d'élection, et, pour rester fidèle, au moins en apparence, aux anciens principes, son règne ne data que du jour de son couronnement (19 août 1274).

Édouard avait brillé d'un grand éclat dans les guerres civiles du règne de son père; il avait donné des preuves de bravoure et de loyauté, aussi bien que d'une inflexible justice poussée quelquefois jusqu'à la cruauté. Il n'aimait pas le parti populaire; Leicester avait été son ennemi personnel, et, peut-être, au fond du cœur, détestait-il les réformes dont ce noble baron avait été le plus ardent promoteur. Il lui fallut les accepter pourtant; les conquêtes de la liberté étaient d'une date trop récente pour qu'il fût possible de les arracher à un peuple enthousiaste de son triomphe. Édouard le sentit, il avait d'ailleurs à un haut point le respect de la foi jurée; et comme il était aussi habile que vaillant, toute son activité se porta sur un point : agrandir son royaume. Peut-être espérait-il s'entourer d'assez d'éclat pour ressaisir le pouvoir absolu; mais le peuple anglais ne prend guère la gloire pour la liberté, et il aida Édouard dans ses conquêtes, sans perdre une seule des libertés qu'il avait acquises au prix de tant de sang. Le premier peuple vers lequel se tournèrent les yeux d'Édouard, fut le peuple gallois. On a vu précédemment que, dans toutes les conquêtes successives qui changèrent la face de la Grande-Bretagne, le pays de Galles avait été le refuge des hommes trop fiers pour courber la tête sous le joug. Les descendants de ces hommes restèrent, comme on devait s'y attendre, fidèles au culte de la liberté. On ne sait trop quelle était l'organisation intérieure des Gallois; ce qui est certain, c'est qu'ils vivaient dans une indépendance complète, quoique leur souverain reconnût nominalement la suzeraineté du roi d'Angleterre.

Dans la guerre des barons, Lewellyn, roi du pays de Galles, avait marché avec les mécontents : Édouard ne l'oublia pas, et il l'envoya sommer de lui prêter serment de fidélité comme vassal de la couronne d'Angleterre. Lewellyn connaissait la haine du roi, de plus, il savait que plusieurs barons anglais étaient ses ennemis. Il répondit donc qu'il ne pouvait venir à la cour en sûreté, si on ne lui accordait des otages. On négocia, et pendant les négociations Édouard donna à Lewellyn une nouvelle preuve de son inimitié, en enlevant Éléonore de Montfort, au moment où elle se rendait de France en Angleterre pour épouser le prince gallois. En même temps, le parlement condamnait Lewellyn comme félon, pour avoir refusé de rendre hommage au nouveau roi d'Angleterre.

Édouard déploya une grande habileté militaire et une profonde politique dans la guerre qui suivit. Lewellyn fut obligé d'accepter un traité par lequel il perdit toute sa principauté, à l'exception de l'île d'Anglesea, qui encore dut revenir à Édouard dans le cas où Lewellyn mourrait sans postérité mâle. Le prince gallois s'obligea, en outre, à payer cinquante mille livres sterling (environ 1,275,000 francs), somme énorme dans ce temps où le numéraire était infiniment plus rare que de nos jours. Bientôt Lewellyn se reprocha d'avoir sacrifié son pays. Tout le poussait à la révolte; son peuple mécontent, son frère David, les anciens chants des bardes, dans lesquels on n'eut pas de peine à trouver des prédictions relatives à Lewellyn. On lui en appliqua une qui annonçait qu'un prince gallois devait être couronné à Londres. Il se révolta donc, et bientôt l'armée d'Édouard pénétra dans l'île d'Anglesea. Elle fut vaillamment repoussée par les Gallois conduits par Lewellyn et son frère; mais, quelque temps après, le noble chef fut tué en trahison; on lui coupa la tête, et elle fut envoyée au

roi Édouard, qui la fit placer sur la tour de Londres, où elle fut dérisoirement couronnée d'une guirlande de saule.

Lewellyn avait été tué en 1282; son frère David fut fait prisonnier quelque temps après. Mis en jugement par un parlement siégeant à Shrewsbury, déclaré coupable de haute trahison pour avoir voulu reconquérir l'indépendance de son pays, il fut condamné à être d'abord écartelé, puis décapité. Sa tête fut placée sur la Tour, à côté de celle de son frère. A partir de ce moment, les habitants du Pays de Galles furent complétement soumis, à l'exception des bardes dont les chants appelaient sans cesse la nation à reconquérir son indépendance. Édouard commença contre ces poëtes des persécutions qui furent continuées par les rois ses successeurs. Mais Édouard ne fut pas coupable du massacre en masse des bardes, dont le chargent plusieurs historiens.

Depuis la mort de Lewellyn, la principauté de Galles n'eut plus d'existence politique. Soumise à la couronne d'Angleterre, elle fut traitée en pays conquis, et subit toutes les exactions qu'entraîne cette condition. Cet état dura jusqu'à l'avénement des Tudor, où ce pays entra dans le droit commun de la Grande-Bretagne.

Édouard, remplissant fidèlement les obligations qu'imposait la Grande-Charte, força ses barons à les observer rigoureusement de leur côté, et mit un frein à leurs empiétements. Pour délivrer les provinces des brigands et des assassins féodaux dont elles étaient infestées depuis le règne de Jean sans Terre, il nomma des commissions rogatoires, sortes de cours prévôtales, qu'il supprima dès qu'elles eurent fait disparaître les maux qu'il voulait détruire.

Édouard céda aux préjugés de son temps en persécutant les Juifs, auxquels on attribuait des crimes ab-

surdes. Deux cent quatre-vingts de ces malheureux, accusés d'avoir altéré les monnaies, furent pendus dans la seule ville de Londres; les confiscations ruinèrent un grand nombre d'Israélites, dont la richesse était peut-être le principal crime. Il est juste de dire que le roi fit mettre en réserve la moitié de ces biens confisqués, qu'il destina à être remise à ceux d'entre les Hébreux qui voudraient se convertir; ajoutons que le nombre de ceux qui firent abjuration fut fort restreint. Tous les autres furent chassés du royaume, au nombre de 15,000, après avoir été dépouillés. Mais vainement Édouard espéra-t-il bannir l'usure avec les Juifs; cette plaie de tous les États européens au moyen âge, ne fit que s'envenimer de jour en jour.

Appauvrie sous les deux derniers règnes, l'Angleterre vit ses finances se rétablir par les sages économies du roi Édouard; mais quand il essaya de faire revenir à la couronne les biens qui en avaient été distraits, et de vérifier les titres des barons, ceux-ci se montrèrent peu disposés à laisser les commissaires examiner de trop près l'origine de leurs possessions, et l'un d'eux, le comte de Warenne, répondit fièrement la main sur son épée : « Guillaume le Bâtard n'a « pas conquis le royaume pour lui seul; un de mes « aïeux fut le compagnon du Conquérant, et je garde- « rai ce que depuis ce temps-là on n'a jamais disputé « à ma famille. » Le prudent Édouard jugea qu'il ne fallait pas essayer d'aller plus loin, et l'enquête s'arrêta là. Plus tard, ayant cru devoir passer sur le continent pour prêter son serment d'hommage au nouveau roi, Philippe le Bel (1286), il y resta trois années. Au bout de ce temps, la mauvaise administration de ses délégués en Angleterre l'obligea de quitter le continent. A son retour, Édouard se vit obligé de déposer presque tous les magistrats, convaincus d'injustice et de vénalité.

Mais bientôt Édouard porta ses armes dans l'Écosse, que l'Angleterre convoitait depuis longtemps, et dont plus tard nous raconterons en détail l'envahissement. Qu'il nous suffise de dire pour le moment que dans le but de préparer sa conquête, Édouard Ier fiança de bonne heure son fils avec la petite-fille d'Alexandre III, *la belle Vierge de Norwége*, héritière du royaume d'Écosse, et qu'en consentant au mariage de leur reine avec le *prince de Galles* (ce titre donné au fils du roi Édouard après sa victoire sur Lewellyn, a toujours depuis été porté par le prince héréditaire en Angleterre, comme chez nous le titre de *dauphin*), les Écossais stipulèrent que les deux royaumes seraient à toujours indépendants l'un de l'autre. La mort de Marguerite et la longue guerre qui s'ensuivit trouveront naturellement place ailleurs.

Pendant qu'Édouard était occupé à cette guerre d'Écosse, la Guyenne, durement gouvernée en son nom par des barons anglais, la Guyenne, jadis française, menaçait de se donner à Philippe le Bel, qui, pour punir certains griefs de piraterie commis par des Anglais sur des Normands, cita Édouard à se présenter devant le parlement de Paris, en 1293. Édouard ne put ou ne voulut pas se rendre à la citation; il envoya son frère à sa place, ce qui n'empêcha pas Philippe IV de confisquer l'Aquitaine, au mépris de toutes les lois féodales. Indigné de cet acte de mauvaise foi, Édouard déclara, par un manifeste du 14 juin 1294, qu'il renonçait à son hommage et dénonça la guerre au roi de France. Il leva une puissante armée, qu'au moment de partir il tourna contre les Gallois révoltés, puis contre les Écossais. Il convoqua le parlement pour en obtenir de nouveaux subsides pour la guerre de France, où il envoya une armée conduite par son frère le comte de Lancaster, qui ne tarda pas à mourir à Bayonne.

Cet événement amena le triomphe des armes françaises. Obligé de céder, le roi d'Angleterre donna de pleins pouvoirs au pape Boniface VIII, qui se porta médiateur entre les deux monarques, dont les discussions furent terminées par le traité de Montreuil (1299). Ce traité partagea entre eux l'Aquitaine, donna pour épouse au vieux roi d'Angleterre, Marguerite, sœur du roi de France, et fiança Isabelle, fille de celui-ci, au prince de Galles.

Pour le conclure, Édouard avait été obligé de passer sur le continent. Les Écossais profitèrent de son absence pour essayer, sous la conduite de l'héroïque William Wallace, de reconquérir leur liberté; mais le sublime effort de Wallace conduisit le grand homme au gibet, comme nous le verrons, et l'Écosse fut entièrement soumise à Édouard, qui lui donna pour *Gardien* Jean de Bretagne, son neveu.

L'Écosse était sous le joug depuis treize années, lorsque Robert Bruce résolut de lui rendre son indépendance; ce qui amena une nouvelle expédition d'Édouard en Écosse, expédition dans laquelle il mourut à Burgh (7 juillet 1307), dans sa soixante-neuvième année. Un ancien chroniqueur nous dit qu'avant de mourir, Édouard, qui n'avait eu rien tant à cœur que la conquête de l'Écosse, « obligea son fils par solennel « serment, à ce qu'estant trespassé, il feist bouillir son « corps pour desprendre sa chair d'avecques les os, « qu'il les réservât pour les porter avecques lui et en « son armée, toutes les fois qu'il lui adviendroit d'a- « voir guerre contre les Écossois, comme si la desti- « née avoit fatalement attaché la victoire à ses mem- « bres. » Son cœur devait, selon sa volonté, être porté à la Terre Sainte.

Édouard, qui avait été surnommé *aux Longues Jambes* (*langshanks*), était grand, beau et blond. De deux femmes qu'il avait successivement épousées, il

eut dix-sept enfants ; à savoir, d'Éléonore de Castille : Jean, Henri, Alphonse et six filles, morts tous les neuf en bas âge ; Édouard, qui lui succéda sur le trône d'Angleterre ; Éléonore, qui devint comtesse de Bar ; Jeanne d'Acre, mariée au comte de Gloucester ; Marguerite, qui épousa le duc de Brabant ; Élisabeth, femme du comte de Hollande ; et Marie, qui se fit religieuse. Les enfants de Marguerite furent : Thomas de Brotherton, comte de Norfolk, et Edmond de Woodstock, comte de Kent.

Édouard Ier fut sans contredit un grand roi ; les vices qu'on peut lui reprocher appartiennent à son siècle, et son ambition s'excuse facilement dans un temps où la sûreté des États était si peu garantie, que celui qui ne cherchait pas à conquérir s'exposait à être conquis. Douze parlements environ furent assemblés sous le règne de ce prince ; leur pouvoir s'accrut chaque fois que le roi eut besoin de subsides. Ces occasions, fréquemment renouvelées, amenèrent peu à peu l'intervention du parlement dans toutes les affaires de l'État.

Le système constitutionnel qui avait commencé à s'établir en Angleterre sous Jean sans Terre et sous Henri II, se consolida donc sous le roi Édouard, où les parlements furent composés de chevaliers, de citoyens et de bourgeois. L'époque où s'opéra la division du parlement en deux chambres est fort incertaine : il paraît que d'abord les différents ordres se taxaient séparément.

L'établissement régulier du jury date aussi du règne d'Édouard Ier, depuis lequel on possède des registres annuels (*year-books*) où sont recueillis les cas jugés par les cours de justice. Cette circonstance, qui place Édouard Ier en tête de l'histoire authentique de la jurisprudence anglaise, lui a fait donner quelquefois l'ambitieux surnom de *Justinien anglais*.

Au vaillant Édouard Ier succéda son fils Édouard II (1307), monarque lâche et imbécile, dont la vie est une preuve de plus qu'un grand homme peut donner le jour à l'être le plus misérable. Édouard mourant avait prévu le déplorable règne de son fils, auquel il avait vainement ordonné de chasser son favori, le gascon Pierre Gaveston.

Les dernières volontés d'Édouard furent toutes méprisées par son fils. L'armée anglaise fut rappelée d'Écosse; et, oubliant les soins de l'administration aussi bien que ceux de la guerre, Édouard II se livra à une folle dissipation, laissant aller toutes choses au gré de son favori qui, bientôt, épousa la propre nièce du roi, fut élevé à la dignité de comte de Cornouailles, reçut de considérables donations de terre, et fut même déclaré régent, lorsque le monarque quitta l'Angleterre pour aller épouser Isabelle de France.

La jeune reine, qui fut couronnée à Westminster avec son époux, en 1307, ne tarda pas à avoir à se plaindre de l'ascendant que le favori exerçait sur le faible Édouard, et de l'abandon où le roi la laissait elle-même. Bientôt elle se trouva à la tête des barons décidés à perdre le favori. Le comte de Lancaster, premier prince du sang, se montrait au premier rang parmi les révoltés. Enfin, après une année de lutte, les barons obtinrent du parlement le redressement des abus dont ils se plaignaient. On confisqua les biens du favori, qui fut banni et condamné à mort dans le cas où il enfreindrait son ban. Le parlement statua, en outre, que le roi ne pourrait ni quitter le royaume, ni faire la guerre sans le consentement de ses barons, qui choisiraient eux-mêmes le régent, et que les grands officiers de la couronne et les gouverneurs des provinces étrangères seraient nommés par l'avis et du consentement des barons assemblés en parlement.

Au lieu d'envoyer son favori en exil, Édouard le fit lord-député d'Irlande (1308), et l'insolent parvenu déploya un faste véritablement royal dans cette haute situation. Quelques succès militaires lui valurent bientôt d'autres faveurs, et un rappel qui ne tarda pas à amener de nouveaux troubles, lesquels nécessitèrent, autant que le besoin de subsides, la convocation d'un parlement. Cette assemblée obligea le roi de déposer son autorité entre les mains d'un conseil composé de douze membres, qui, pendant une année, dut exercer le pouvoir suprême, réformer les abus, régler l'État, et éloigner du roi les mauvais conseillers, et particulièrement Gaveston, qui fut déclaré ennemi du royaume, si jamais il osait y rentrer.

La Grande-Charte fut confirmée, et on y ajouta l'article suivant : « Attendu que beaucoup de gens « peuvent être injustement poursuivis par les minis- « tres du roi, et que de tels griefs ne peuvent être « redressés que par un parlement, nous ordonnons « que le roi tiendra un parlement une fois l'an, et « même deux fois, s'il est nécessaire. »

Cependant, fort de l'amour du roi, Gaveston osa revenir en Angleterre au mépris de la sentence de bannissement qui avait été prononcée contre lui. Fait prisonnier par les barons, il fut remis à la garde du comte de Warwick, qu'il avait personnellement offensé en le désignant sous le nom de *Chien noir des Ardennes*, dans les grossières bouffonneries dont il amusait son royal ami. Un conseil de barons s'assembla à Warwick pour décider de son sort, et le favori eut la tête tranchée à Blacklow-Hill, l'an 1312. Mais cette lutte des barons et du roi n'était plus le noble combat d'où devaient sortir les libertés d'un grand peuple; c'était une misérable querelle dans laquelle il s'agissait de savoir qui gouvernerait un indigne monarque.

Édouard conclut facilement la paix avec les meurtriers de Gaveston, et l'an 1314, il porta ses armes en Écosse. C'est dans cette campagne, que nous raconterons en détail en nous occupant spécialement des affaires de l'Écosse, que fut livrée, le 24 juin, la célèbre bataille de Bannock-Burn où l'armée anglaise fut complétement défaite, et dans laquelle Édouard n'échappa à la mort que par la fuite. Cette bataille amena entre l'Angleterre et l'Écosse un traité de paix par lequel ce dernier royaume resta entre les mains de Robert Bruce sans relever en aucune sorte de la couronne d'Angleterre.

Cependant le faible Édouard ne pouvait se passer de favori. Hugues le Despencer ou Spencer avait succédé à Gaveston, et bientôt les barons se soulevèrent contre ce nouveau favori. Le petit-fils de Henri III, Thomas, comte de Lancaster, se mit à leur tête, et il fut secondé par Roger Mortimer, chef des marches galloises, que les partisans du roi accusaient d'une intrigue criminelle avec la reine.

Les barons révoltés voulaient forcer le roi à exiler son favori et le père de ce favori, vieillard jadis honoré de la confiance d'Édouard Ier, et dont le seul crime était d'avoir donné le jour à celui qu'ils détestaient. La guerre continuait presque sans interruption, lorsque le parti du roi remporta, en 1322, une victoire signalée à Borough-Bridge, où le comte de Lancaster fut fait prisonnier.

Une cour martiale qui fit l'office de parlement condamna à mort ce prince du sang, qui fut exécuté avec aussi peu de cérémonie que lui et son parti en avaient mis à faire périr Gaveston. Les barons révoltés, présents à la bataille de Borough-Bridge, étaient au nombre de deux cent quarante; l'un d'eux fut décapité avec le comte de Lancaster, leur chef; neuf furent tués dans le combat, vingt-huit furent pendus ou écar-

telés, six se rendirent à discrétion, huit se réfugièrent sur le continent; Mortimer et son frère furent condamnés à un emprisonnement perpétuel. Il paraît que les autres membres dispersés d'un parti naguère encore si puissant furent traités avec assez de modération, par l'influence du père du favori. Le jeune Spencer, plus insolent que devant, jouit fièrement de son triomphe.

Cependant de nouveaux orages s'amoncelaient sur la tête d'Édouard; et ceux-ci devaient amener sa ruine.

A partir de ce moment, les événements du règne d'Édouard sont assez obscurs. Irritée de la froideur de son mari, la reine Isabelle, l'une des plus belles princesses de son temps, n'avait pas manqué de l'attribuer à Gaveston et, plus tard, aux Spencer. Dans sa colère, elle tourna naturellement les yeux vers son frère Charles IV, roi de France. Ce monarque, qui ne cherchait qu'un motif pour rompre avec le roi d'Angleterre, réclama l'hommage-lige pour la Guyenne; Édouard le refusa, et la rupture éclata. Vers le même temps, Mortimer s'échappa de prison, et se rendit à la cour de France.

Sous prétexte des nécessités de la guerre, on se saisit des revenus du comté de Cornouailles, qui avaient été assignés à la reine. Cette princesse, dissimulant son mécontentement, parvint à se faire envoyer en France pour y négocier la paix. Le traité conclu par elle était tellement humiliant, qu'il ne se trouva en Angleterre qu'un seul homme qui voulut le ratifier, et cet homme fut le roi : le parlement s'y opposa. Le monarque français insinua qu'il se désisterait d'une partie de ses prétentions, si Édouard consentait à se dépouiller de ses possessions continentales en faveur du prince de Galles, alors âgé de treize ans. Ce projet fut accepté, et peut-être Charles de Valois espéra-t-il,

à la faveur de cet arrangement, qui mettait l'Aquitaine aux mains d'un enfant, conquérir facilement une province qu'il convoitait depuis si longtemps ; mais cet enfant promettait déjà d'être Édouard III.

A quelque temps de là, le jeune duc de Guyenne, prince de Galles, fut fiancé à Philippine de Hainaut. Accompagné de sa mère, il débarqua, l'an 1326, en Angleterre, à la tête d'une armée de trois mille hommes, et se mit à la tête des mécontents qui demandaient le bannissement de Spencer. Vainement le roi offrit mille livres sterling de récompense pour la tête de Mortimer, chef du parti des barons; il se vit abandonné de tous, même de son propre frère, le comte de Kent.

L'armée des mécontents soumit Bristol. Le vieux Spencer, qui, à quatre-vingt-dix ans, n'avait pas craint de se charger du commandement de cette ville, fut, par ordre de la reine, pendu devant les fenêtres du château, où le roi et le jeune Spencer étaient détenus prisonniers. Le peuple avait embrassé le parti de la reine, et les habitants de Londres s'étant saisis de Stapleton, évêque d'Exeter, auquel le roi avait confié la garde de la capitale, le mirent en pièces sans s'inquiéter de son caractère sacerdotal.

Le roi parvint à s'échapper du château de Bristol avec Hugues Spencer et son chancelier Baldock ; il espérait se réfugier dans la petite île de Landi ; mais désormais il n'y avait plus d'asile pour le malheureux prince dans les terres dont il était encore nominalement souverain. Les barons et les prélats du parti de la reine s'assemblèrent à Bristol, et déclarèrent que le roi ayant abandonné son royaume, ils choisissaient Édouard, duc d'Aquitaine, pour régent. Le grand sceau fut remis à la reine et au prince de Galles, qui furent chargés de pourvoir au gouvernement.

Après avoir fait de vains efforts pour lever une

armée dans le pays de Galles, où il s'était réfugié, le malheureux roi, obligé de se rendre, fut enfermé à Ledbury, d'où il fut conduit à Kénilworth.

Le parlement déposa Édouard le 24 ou le 25 janvier 1327, statua que le prince de Galles serait couronné à la place de son père, parce que le roi, incapable de régner lui-même, s'étant toujours laissé conduire par des méchants, avait, par sa cruauté et sa lâcheté, mis le royaume à deux doigts de sa perte; enfin parce qu'il était de notoriété publique qu'on ne pouvait rien espérer de lui. Trois évêques, deux comtes, deux barons, deux abbés et deux juges furent chargés d'annoncer au roi ce jugement qui n'avait aucun précédent, et de signifier la sentence au prince prisonnier. William Trussel, président du parlement et de la députation, porta la parole en ces termes : « Moi, Guillaume Trussel, au nom du peuple anglais « et par l'autorité du parlement, je vous déclare qu'à « partir de ce moment je renonce à l'hommage qui « vous a été juré. Je ne suis plus votre sujet, et je vous « prive de la dignité et de la puissance royales. Nous « ne demanderons et ne tiendrons rien de vous comme « roi ; et, à l'avenir, nous ne vous considérerons plus « que comme homme privé. »

Ce semblant de légalité servait de voile à des projets de meurtre; Édouard fut confié à la garde de Gournay et de Maltravers, partisans du feu comte de Lancaster, qui probablement étaient peu scrupuleux sur les moyens de le venger. De Kénilworth Édouard II fut conduit à Corfe, à Bristol et enfin à Berkeley. On dit que là, dans la nuit du 29 septembre 1327, le malheureux roi fut assassiné par ses gardiens, au moyen d'un fer rouge qu'ils lui introduisirent dans les entrailles à travers un tuyau de corne; raffinement de cruauté qui ne laissait subsister aucune trace de violence. Le monarque fut enseveli dans l'église abbatiale de Glo-

cester, où il ne reçut pas un seul tribut de regret d'un peuple qui ne considérait ses dernières souffrances que comme une juste et insuffisante expiation des maux qu'il avait causés à l'Angleterre.

Édouard eut quatre enfants d'Isabelle de Valois, sa seule épouse : Édouard, qui lui succéda ; Jean, mort en bas âge ; Jeanne, qui épousa David Bruce, roi d'Écosse ; Éléonore, duchesse de Gueldre.

CHAPITRE II.

Édouard III. — Isabelle et Mortimer. — Mécontentement général. — Exécution de Mortimer. — Affaires d'Écosse. — Édouard réclame la couronne de France. — Guerre civile en Bretagne. — Bataille de Crécy. — Prise de Calais. — Le prince Noir. — Bataille de Poitiers. — Mort du prince Noir. — Mort d'Édouard III.

De 1327 *à* 1377.

Édouard III n'avait que quatorze ans lorsqu'il succéda à son père encore vivant. Les troubles du règne d'Édouard II avaient fatigué l'Angleterre, et elle avait grand besoin d'un repos qu'elle ne devait pas trouver au milieu des agitations inséparables d'une régence. La reine Isabelle, ou plutôt son favori, Roger Mortimer, comte de March et lord Wigmore, régna d'abord sous le nom du jeune roi.

Bientôt les barons murmurèrent hautement de se voir soumis à l'un de leurs égaux, et Henri, comte de Lancaster, Edmond, comte de Kent, et Thomas de Brotherton, comte-maréchal, oncles du roi et membres de la régence, ayant vu réduire à néant le pouvoir qui leur appartenait, se rangèrent du parti des mécontents.

L'administration de Mortimer durait depuis quatre ans, lorsqu'il sut se rendre méprisable en renonçant lâchement à la suzeraineté de l'Écosse. Un meurtre juridique acheva de lui aliéner le peuple et les barons. Le favori désirant ardemment se défaire des oncles du roi, commença par le plus faible. Une ruse infernale fit croire au comte de Kent que son malheureux frère vivait encore, et il tenta de l'arracher à sa prison. Accusé de trahison, et jugé par un parlement vénal, le prince fut condamné à mort et exécuté. Mortimer avait cru affermir son autorité par ce coup hardi; il se trompa, l'arc se brisa entre les mains de l'imprudent qui l'avait trop tendu.

Le jeune roi était tenu dans une sorte de captivité par la reine et son favori, qui se plaisaient à étaler une splendeur royale, en même temps que, craignant les conspirations, ils s'entouraient de gardes et s'enfermaient dans de redoutables forteresses. Ils étaient tous deux à Nottingham, lorsque des barons s'y introduisirent de nuit, se saisirent de Mortimer et l'emmenèrent prisonnier à Londres. Le favori fut accusé devant le parlement d'avoir usurpé l'autorité royale; d'avoir placé un espion près du jeune Édouard; d'avoir transféré le dernier roi du château royal de Kénilworth au château de Berkeley, où il l'avait fait traîtreusement assassiner; enfin, d'avoir attiré le comte de Kent dans un piége où ce prince avait injustement perdu la vie. Toutes ces accusations ayant été prouvées, Roger Mortimer, comte de March, fut décapité le 29 novembre 1329. La reine mère fut confinée, pour le reste de sa vie, au château de Rising, où elle vécut vingt-sept ans sans recevoir aucun autre hommage royal qu'une visite officielle que son fils lui faisait chaque année.

Édouard III, qui n'avait que dix-sept ans, commença alors à régner par lui-même sous la conduite

d'un conseil de régence de douze membres, dont cinq prélats et sept pairs laïques. Le jeune prince s'était réservé le commandement des armées, et bientôt tournant les yeux vers l'Écosse, il songea à rétablir sur le trône le fils du malheureux Jean Baliol, dont il espérait plus de soumission que du conseil de régence qui gouvernait l'Écosse pendant la minorité de David Bruce, fils de l'héroïque Robert. L'an 1332, Baliol couronné roi à Scone, rend hommage à Édouard. Un an après son couronnement, chassé honteusement par les Écossais, il a recours à Édouard, qui le replace sur le trône, où bientôt Baliol s'aliène ses amis eux-mêmes. Le parti de David reprend le dessus, et en peu de temps se rend maître d'une partie de l'Écosse.

La France offrit vainement se médiation : Édouard fit en Écosse trois expéditions successives. Baliol, obligé d'abandonner le trône à son compétiteur, substitua Édouard III à ses droits, moyennant une pension de deux mille livres sterling. Nous verrons ailleurs plus au long le récit de ces guerres, que nous avons cru devoir indiquer ici, et qui ne sont, relativement aux guerres de France, qu'une chose peu importante.

Les trois fils de Philippe le Bel étaient morts successivement sans laisser d'enfants mâles. Quand le dernier, Charles le Bel, mourut en 1328, le jeune roi d'Angleterre, seigneur de si beaux domaines sur le continent, marié à la fille du puissant duc de Hainaut, ne tarda guère à se montrer au premier rang parmi les nombreux prétendants qui convoitaient la couronne de France.

Par sa mère Édouard était petit-fils de Philippe le Bel ; mais la loi salique, qui excluait les femmes de la succession à la couronne de France, en repoussait également leurs fils. Édouard ne crut pas moins devoir mettre en avant un droit qu'il espérait faire valoir

par les armes. Cependant on le vit prêter serment au nouveau roi de France, Philippe VI, pour l'Aquitaine et ses autres possessions du continent ; démarche singulière, s'il ne reconnaissait pas la légitimité du droit de Philippe, mais par laquelle il obtint le temps qui lui était nécessaire pour se préparer à la guerre. La France était entourée d'une foule de princes dont la jalousie ne demandait qu'à prendre les armes, et lorsque Édouard énonça ses prétentions, l'empereur d'Allemagne, les ducs de Brabant et de Gueldre, l'archevêque de Cologne, le marquis de Juliers, le comte de Hainaut et celui de Namur, épousèrent sa cause, aussi bien que le fameux brasseur de Gand, Jean Arteweld.

En cette circonstance, le parlement d'Angleterre se montra aussi follement ambitieux que le roi, auquel il accorda d'énormes subsides. La première campagne d'Édouard en France fut précédée d'une guerre en Flandre qui en réalité se faisait aux dépens et au profit de la France et de l'Angleterre. Le monarque anglais entra sur le territoire de Philippe par le Cambraisis, et il avait déjà tout ravagé jusqu'à l'Oise, quand les deux armées se trouvèrent en présence à Vironfosse.

L'armée française, dans laquelle étaient quatre rois, six ducs, trente-six comtes, quatre mille chevaliers, deux cent vingt-sept bannières et soixante mille hommes des communes, était beaucoup plus forte que l'armée anglaise ; mais celle-ci s'était campée dans une position inexpugnable. Philippe attendit que l'ennemi se retirât, ce que Édouard fit en effet, mais pour former une ligue avec les Flamands, auxquels il promit de leur rendre Lille, Douai, Béthune et quelques autres villes, à condition que ceux-ci le reconnaîtraient pour roi de France.

Sûr des Flamands, Édouard adressa aux barons français un manifeste par lequel, déclarant qu'il repre-

nait le gouvernement de la France, qui lui avait été injustement enlevé par Philippe de Valois, il confirmait les priviléges des nobles, des clercs et des villes, et abolissait les impôts. Il promettait en outre de remettre en vigueur *les bonnes ordonnances de saint Louis*, et engageait les autres provinces à suivre l'exemple de la Flandre. Mais le comte de Hainaut ayant seul répondu à cet appel, Édouard retourna en Angleterre, où il commença d'importants préparatifs pour une seconde campagne.

En apprenant les projets de son rival, le roi de France mit sur pied une armée, qui, sous la conduite de son fils aîné, le prince Jean, duc de Normandie, devait pénétrer dans le Hainaut et dans la Flandre, tandis qu'une flotte fermerait à Édouard le retour d'Angleterre.

Jean entra dans le Hainaut qu'il ravagea, mais échoua au siége de la ville forte du Quesnoy, où, pour la première fois sans doute, furent employés les *canons* et les *bombardes*, importantes machines qui allaient changer entièrement l'art de la guerre, mais dont les chroniqueurs parlent sans trop d'étonnement, parce qu'alors elles étaient plus embarrassantes pour ceux qui s'en servaient que redoutables à ceux contre lesquels elles étaient dirigées.

Édouard rencontra la flotte qui devait lui barrer le passage. Elle ne portait pas moins de quarante mille hommes; mais par l'inhabileté des chefs français, cette puissante expédition s'étant trouvée placée dans une anse où elle ne pouvait manœuvrer, fut presque complétement défaite, et laissa la mer libre aux Anglais. Ce combat naval, où la France ne perdit pas moins de trente mille hommes, porte le nom de *bataille de l'Écluse*, du lieu où il fut livré, le 24 juin 1340. Abusant de sa victoire, Édouard fit pendre deux amiraux français, coupables d'avoir vaillamment combattu

pour leur pays, et peu de temps après, il défia chevaleresquement Philippe à un combat singulier, que le monarque français eut le bon esprit de refuser.

A la nouvelle du désastre de l'Écluse, les troupes de terre du roi de France, à la tête desquelles se trouvait le prince Jean, se retirèrent sur Arras, et le roi Édouard, que ses alliés vinrent rejoindre à Gand, se trouva à la tête d'une armée de cinquante à soixante mille hommes, avec laquelle il assiégea vainement Tournai. Épuisé d'argent, abandonné de ses alliés, et apprenant que le roi de France avait envahi la Guyenne en même temps que les Écossais portaient le ravage en Angleterre, Édouard se trouva heureux de conclure une trêve de deux années, et se retira de la France, dont il continuait à s'intituler souverain, bien qu'il n'y possédât pas une seule ville en dehors de ses fiefs héréditaires. De nouveaux événements allaient lui faciliter l'envahissement de notre malheureux pays. La guerre civile qu'avaient allumée en Bretagne les prétentions rivales de Charles de Blois et de Jean de Montfort, ouvrait une large porte en France à l'ennemi étranger.

Montfort, mécontent de Philippe VI, transporta à Édouard l'hommage que, depuis la confiscation de la Normandie, la Bretagne rendait à la France à titre de suzeraineté. Édouard, qui ne cherchait qu'un prétexte de renouveler la guerre, faisait depuis longtemps des préparatifs de campagne, et sentant combien, sur le point de quitter l'Angleterre, il lui importait de s'y rendre populaire, on le vit se faire anglais de plus en plus, répudier les souvenirs de la conquête normande, proscrire l'idiome français des tribunaux; enfin, faire réagir partout l'élément saxon. Actif, éclairé, habile, Édouard sut, associant le peuple anglais à ses passions, en obtenir tout ce qu'il voulut.

Le monarque anglais soutint Montfort contre Phi-

lippe, et l'an 1346, il débarqua, près de la Hogue, à la tête d'une armée considérable, avec laquelle il soumit Caen et la basse Normandie; après quoi, remontant la rive gauche de la Seine, il brûla Saint-Germain et Saint-Cloud, et insulta les faubourgs de Paris.

Philippe était sur ses gardes, et ce roi, doué d'une grande valeur personnelle, n'était pas complétement dénué d'habileté militaire. Les deux armées se livrèrent, avec des succès divers, une foule de petits combats sans résultat jusqu'à la fameuse bataille de Crécy, qui prit son nom de la ville près de laquelle elle eut lieu. Le théâtre de la guerre était alors la Picardie, où les deux rois possédaient quelques places. Philippe perdit un jour à Abbeville, où il attendait du renfort; et Édouard employa ce jour à se préparer au combat. Le monarque anglais divisa son armée en trois corps. Le premier, qu'il considérait comme le corps de bataille proprement dit, fut posté sur une colline et mis sous le commandement de son fils alors âgé de quinze ans. Un corps séparé couvrit la gauche du jeune prince, et le roi se mit lui-même à la tête de la réserve.

Il était midi lorsque Philippe arriva sur le champ de bataille, avec des troupes fatiguées d'une longue marche. Vainement les plus expérimentés de ses officiers lui conseillèrent de différer le combat; il voulut l'engager de suite, et cette précipitation le perdit. La principale force de l'armée anglaise consistait en archers, et cette arme n'était représentée dans le camp français que par un corps de mercenaires génois. Ces derniers commencèrent l'attaque, que les Anglais soutinrent d'abord sans lancer une seule flèche; après quoi, sûrs de leurs coups et arrivés à la distance où tous devaient porter, ils vidèrent leurs carquois avec une incroyable rapidité. Les Génois prirent la fuite et ils mirent le désordre dans l'armée française. Jean de Luxembourg,

roi de Bohême, qui, presque aveugle, commandait une partie des troupes du roi de France, se fit conduire au plus fort de la mêlée, au lieu où se trouvait le prince de Galles, et il s'y comporta avec une telle vaillance, qu'on envoya des messagers vers Édouard pour lui demander des secours. « Mon fils est-il mort? « demanda le monarque anglais. — Non, sire, lui ré- « pondit-on, mais en ce moment il est fortement atta- « qué. — Allez, répondit le roi, retournez vers ceux « qui vous ont envoyés, et dites-leur qu'il est inutile « d'envoyer vers moi tant que mon fils sera vivant; il « faut lui laisser gagner ses éperons, et, s'il plaît à « Dieu, la journée sera sienne. »

L'armée française fut vaincue, tout périt sous les coups des Anglais, et le roi Philippe, qui cherchait la mort, se précipita au plus fort de la mêlée, d'où on ne l'arracha qu'à grand'peine. Il était entré sur le champ de bataille avec cent vingt mille hommes; il en sortit avec cinq chevaliers qui se réfugièrent avec lui au château de Broye. Lorsque le commandant de ce château demanda qui était là, Philippe lui-même répondit: « Ouvrez, c'est la fortune de la France. » Noble réponse digne du chef d'un grand peuple, digne de la confiance que ce peuple aimé de Dieu doit conserver au milieu des plus grands revers.

La nuit avait amené la fin du combat, et les Anglais ignoraient encore l'étendue de leur victoire, lorsqu'à la lueur des torches ils virent les immenses funérailles dont ils étaient entourés. Alors, le roi d'Angleterre, qui, pendant toute la journée, n'avait même pas mis son casque, s'avança vers le prince de Galles, et lui dit en le serrant dans ses bras : « Dieu vous donne persé- « vérance, vous êtes mon fils. »

Au point du jour, les communes de Rouen et de Beauvais, mille lances conduites par le duc de Lorraine et quelques autres troupes, qui ignoraient ce

qui s'était passé, arrivèrent au secours de Philippe. Les Anglais, non contents du succès de la veille, ne craignirent pas d'employer la trahison pour se défaire de ces nouveaux ennemis. Ils plantèrent sur un lieu élevé les enseignes françaises tombées entre leurs mains; les nouveaux arrivants croyant que ces drapeaux indiquaient leur camp, vinrent se ranger autour d'eux et y furent égorgés. Le nombre des chevaliers et des gens d'armes qui périrent dans ces deux journées peut être évalué à près de quatre mille, parmi lesquels on doit citer le roi de Bohême et celui de Majorque, les ducs de Lorraine et de Bourbon, le comte d'Alençon, frère du roi, les comtes d'Harcourt, de Blois, de Sancerre, d'Auxerre, d'Aumale, de Nevers, de Savoie, six comtes allemands, les archevêques de Sens et de Nîmes, le haut-prieur de l'hôpital de France; enfin les deux chefs des Génois, Grimaldi et Doria. Beaucoup d'autres grands, qu'il serait trop long d'énumérer, périrent dans cette effroyable bataille, ainsi que trente mille hommes de pied. Les Anglais, qui probablement ne comptèrent pas leurs morts, prétendirent n'avoir perdu qu'un écuyer, trois chevaliers et quelques soldats.

Ce fut le 26 août 1346 qu'eut lieu cette terrible affaire, inscrite en lettres de sang dans notre histoire. Certains chroniqueurs prétendent que les Anglais y firent usage, pour la première fois, de l'artillerie récemment découverte, et dont nous avons signalé l'apparition dans les guerres de Flandre. Le roi Édouard avait placé six pièces de canon sur la colline qui dominait la bataille, et il est probable qu'elles contribuèrent au succès de la journée moins encore par leur effet meurtrier que par la terreur qu'elles répandirent dans l'âme des soldats français, qui purent croire que Dieu lui-même, combattant pour les Anglais, leur avait prêté son tonnerre. — La décou-

verte de l'artillerie devait changer complétement l'art de la guerre ; elle contribua puissamment à l'abaissement d'une noblesse qui tirait des armes tout son lustre.

Le roi d'Angleterre fut également victorieux dans le midi de la France, et David Bruce, qui essaya de l'inquiéter du côté de l'Écosse, fut repoussé par Philippine de Hainaut, femme d'Édouard III, héroïne digne de son époux et de son fils, qu'on vit se mettre elle-même à la tête de l'armée.

Trois jours après la fatale bataille de Crécy, l'infatigable Édouard s'avança vers Calais dont il voulait s'emparer. Le gouverneur, les magistrats et le peuple firent une héroïque défense qui ne dura pas moins de onze mois, au bout desquels ils furent obligés de se rendre. La famine était depuis longtemps dans leurs murs, ils avaient épuisé la chair des animaux immondes, et il ne leur restait plus d'autre perspective que de s'entre-dévorer. Le gouverneur, Jean de Vienne, monta aux créneaux en faisant signe qu'il désirait parlementer. Édouard lui envoya Gaultier de Mauny et sire Basset, auxquels le vieux commandant s'adressa en ces termes : « Chers seigneurs, vous êtes « de vaillants chevaliers. Vous savez que le roi de « France, notre maître, nous a envoyés ici pour garder « la ville et le château ; nous avons fait ce que nous « avons pu : tout secours nous a manqué. Nous n'avons « plus de quoi vivre, et il faudra que nous mourions « tous de faim, si votre roi n'a merci de nous ; priez-le « donc qu'il nous laisse sortir sains et saufs. »

Édouard voulait que les Calaisiens se rendissent à discrétion, et ceux-ci déclarèrent que plutôt que d'y consentir, ils se laisseraient mourir de faim. Les deux chevaliers retournèrent vers leur maître, qui, irrité au dernier point, voulait faire périr les nobles patriotes. Enfin, sur les représentations des chevaliers

anglais, il promit de prendre à merci les défenseurs de Calais, pourvu que six d'entre eux se rendissent à son camp la tête, les pieds nus, et la corde au cou, pour lui apporter les clefs de la ville et se remettre à sa discrétion.

Lorsqu'on rapporta cette réponse aux Calaisiens assemblés, une morne stupeur s'empara d'eux, et tous semblèrent du regard chercher les six victimes dont la vie rachèterait celle de leurs concitoyens. De profonds sanglots se faisaient entendre dans l'assemblée, lorsque Eustache de Saint-Pierre, vieillard riche et considéré, se leva et prononça ces paroles saintes : « Seigneurs, grands et petits, grand'pitié et grand « meschief seroit de laisser mourir un tel peuple qui « cy est, par famine ou autrement, quand on y peut « trouver aucun moyen, et seroit grand'aumône et « grand'grâce envers Notre-Seigneur qui de tel mes- « chief les pouvoit garder. J'ai si grande espérance « d'avoir pardon de Notre-Seigneur, si je meurs pour « ce peuple sauver, que je veux être le premier, et « mettrai volontiers en chemise, à nud chef et la hart « au cou, en la merci du roi d'Angleterre. »

Un si bel exemple fut bientôt imité; Jean d'Aire et les deux frères, Jacques et Pierre de Wissant, s'offrirent immédiatement pour tenir compagnie au noble Eustache. Il restait encore deux places à remplir pour compléter le nombre des victimes demandées par Édouard; il se présenta un si grand nombre de candidats, qu'on fut obligé de tirer leurs noms au sort. Jean de Vienne, accablé par les ans et la douleur, accompagna les nobles victimes jusqu'au camp du roi d'Angleterre.

Ceux qui entouraient Édouard l'invitaient à la clémence; mais l'inflexible monarque, ému de colère, ordonna de couper la tête aux prisonniers. On lui représentait vainement qu'une telle action entacherait à

jamais sa mémoire, lorsque la reine d'Angleterre, qui se trouvait au camp, se jeta à ses genoux et lui demanda la vie des six prisonniers. Touché de ses supplications, Édouard ne put s'empêcher de lui dire : « Ah ! dame, « j'aimerais trop mieux que vous fussiez autre part « que cy. » Mais, il les lui donna pour qu'elle en fît à son plaisir. La reine traita magnifiquement les six bourgeois ; après quoi, elle les renvoya en leur faisant à chacun un présent.

Calais, complétement évacué par ses anciens citoyens, devint ville anglaise. Édouard la repeupla de trois cents familles, et lui accorda des franchises qui devaient y attirer un grand nombre d'habitants.

Deux ordonnances de Philippe VI, et plusieurs ordonnances de Jean *le Bon* et de Charles *le Sage*, ses successeurs immédiats, accordèrent aux Calaisiens chassés de leur ville, des places, des priviléges et des propriétés. La première de ces ordonnances, datée du 8 septembre 1347, moins de deux mois après la reddition de Calais, donne aux patriotes exilés de leurs foyers tous les biens et héritages qui pourraient échoir au roi de France.

La prise de Calais amena une trêve de huit ans, pendant laquelle Philippe de Valois mourut en laissant la couronne à son fils aîné, Jean, qui fut surnommé *le Bon*.

Durant cette trêve, qui ne fut guère que nominale, il y eut de nombreuses escarmouches, qui donnèrent lieu à plusieurs faits de chevalerie auxquels Édouard prit part plus d'une fois. Des fêtes brillantes furent aussi données par les deux princes ; et l'Angleterre vit créer alors pour ses chevaliers l'*ordre de la Jarretière*, dont la devise française : *Honni soit qui mal y pense*, montre que, bien qu'il eût banni la langue des conquérants normands, Édouard parlait encore français aussi bien que toute sa cour. Les his-

toriens ne s'accordent pas sur l'origine de l'ordre de la Jarretière, que plusieurs rapportent à Richard Cœur de Lion, supprimant l'aventure galante qui s'y rattache. A partir de l'institution de cet ordre, le héraut en chef, ou roi d'armes, d'Angleterre, s'appela *Jarretière*, comme celui de France s'appelait *Montjoie*.

Une épouvantable peste vint ravager l'Europe déjà si malheureuse par la guerre et la famine. Ce fléau était, dit-on, venu de la Chine; il avait visité l'Égypte, d'où, traversant la Méditerranée, il s'était répandu dans l'Italie qu'il dépeupla, puis en France. Il passa en Angleterre (1348), et Londres seule perdit au moins 50,000 habitants.

Cette calamité, jointe au manque d'argent qui avait suivi les premières campagnes d'Edouard, et à la perte d'hommes et de matériel qu'elles avaient amenée, lui firent désirer la paix à lui-même, et il offrit de renoncer à ses prétentions sur la couronne de France, pourvu qu'en le dégageant de l'hommage, on lui accordât la souveraineté des provinces qu'il tenait comme vassal; à savoir, l'Aquitaine et le Ponthieu; et les possessions flamandes de la reine. Philippe avait rejeté ces propositions, que son fils Jean, qui lui succéda (1350), se montra disposé à accepter. Des plénipotentiaires furent en conséquence envoyés en Guyenne, où, en face du pape Innocent IV qui s'y trouvait, devaient se faire les renonciations réciproques. Mais de part et d'autre il fallait à ces renonciations la ratification du baronnage; celui de France déclara qu'il ne consentirait jamais à ce que le roi de France abandonnât une suzeraineté qui était le plus beau fleuron de sa couronne, et, les pourparlers se trouvant ainsi rompus, on se prépara de nouveau à la guerre.

La campagne s'ouvrit en 1355. Édouard III ravagea l'Artois. Son fils, le prince de Galles, auquel la couleur

de son armure avait fait donner le nom de *Prince Noir,* gouvernait les possessions continentales du roi d'Angleterre. Celui-ci le chargea de porter la destruction dans la Guyenne et dans le Languedoc, et ce fut avec la dernière cruauté que le prince s'acquitta de cette mission, déclarant lui-même, après sa première expédition, que dans l'espace de sept semaines il avait brûlé plus de cinq cents cités, villes et villages.

Cependant la campagne de l'Artois fut loin d'être heureuse pour l'Angleterre. Édouard, obligé de se retirer à Calais, au bout de dix jours, ne tarda pas à y apprendre que, profitant de son absence, les Écossais s'étaient emparés de Berwick, d'où ils portaient la terreur dans toute l'Angleterre septentrionale. Dès qu'il sut ces nouvelles, le roi reparut en Angleterre. Le parlement, frappé de l'imminence du péril, n'hésita pas à lui accorder, pour six années, un subside qui lui permît de réduire les Écossais et de poursuivre la guerre de France.

Fier des succès qu'il avait eus pendant la campagne de 1355, le Prince Noir en ouvrit une nouvelle (1356), dans laquelle il ravagea le Quercy, le Limousin, l'Auvergne et le Berry, qui furent traités avec la plus odieuse rigueur par ce prince beaucoup trop vanté. Sa valeur et son habileté militaire ont fait souvent oublier la fureur et la cruauté, qu'il porta à un degré hideusement remarquable, même dans ce temps où la guerre se faisait avec tant de barbarie.

Le roi de France marcha contre le Prince Noir qui était entré dans le Poitou. Les deux armées se rencontrèrent au Maupertuis, et c'est là qu'eut lieu la célèbre bataille connue sous le nom de journée de Poitiers.

L'armée anglaise ne se montait qu'à dix ou douze mille hommes, tandis que celle du roi de France en

avait soixante mille. La victoire semblait certaine; l'impatience de Jean la changea en une terrible défaite. Pour vaincre, il lui eût suffi d'attendre deux ou trois jours, et l'ennemi enfermé dans un camp sans issue, eût été pris par famine; Jean trouva plus glorieux de triompher par l'épée, et résolut de livrer immédiatement bataille. Quelques historiens disent que le Prince Noir fit quelques tentatives pour amener le roi de France à un accommodement que celui-ci repoussa. D'autres ajoutent que Jean répondit en sommant le prince de Galles de se rendre prisonnier avec cent chevaliers. Quoi qu'il en soit, tout arrangement pacifique fut rejeté, et le départ du légat, qui s'était vainement efforcé de ménager un accord entre les parties belligérantes, sembla le signal du combat.

Jean était brave, et on ne peut douter du courage d'une armée française; mais la noblesse française devait périr, et du milieu des plus cruelles défaites allait surgir l'élément populaire destiné à la remplacer. La Providence avait décrété que la chevalerie de France serait vaincue.

L'armée anglaise s'était retranchée sur une hauteur, au milieu d'une vigne, et pour parvenir à elle il fallait traverser un chemin creux bordé de haies épaisses et si étroit, que trois cavaliers pouvaient à peine y passer de front; le Prince Noir, profitant de ses avantages, embusqua des archers derrière les haies.

Les deux armées avaient passé sur le champ de bataille la nuit qui précéda le combat. Abondamment pourvus de vivres, confiants dans leur nombre et dans leur valeur, les Français se livrèrent au sommeil; tandis que les Anglais achevaient de se préparer au combat. Il paraît que, de plus, la trahison avait instruit les Anglais de l'ordre dans lequel ils devaient être attaqués. Trois cents cavaliers français entrèrent dans le défilé, et bientôt les archers mis en embuscade firent pleuvoir

une grêle de traits qui mit l'avant-garde en déroute.

Le bruit de cette défaite répandit la confusion dans l'armée. Une habile manœuvre des Anglais compléta la terreur; une partie des troupes se débanda; un corps commandé par le duc d'Orléans prit la fuite avec son chef; enfin il ne resta sur le champ de bataille qu'un escadron de cavalerie allemande, la division commandée par le roi, et quelques chevaliers.

Alors les Anglais descendirent la colline, et le roi de France marcha au-devant d'eux pour les attaquer. Il avait près de lui un de ses fils, le jeune Philippe, à peine âgé de quatorze ans; tous deux combattirent comme des lions. Le choc fut rude; l'armée française était réduite de plus des deux tiers. Les cavaliers étaient maintenant à pied, et l'armée anglaise, toute à cheval, se ruait sur eux en poussant de grands cris. Les flots des combattants furent poussés près de Poitiers, qui refusa d'ouvrir ses portes; et c'est là que se fit le plus grand carnage.

Le chevalier qui portait l'oriflamme tomba mort en la défendant; le roi Jean continua le combat longtemps, quoique blessé et privé de son casque; et Philippe son fils, combattant toujours à ses côtés, lui criait : « Père, à droite; à gauche, père! » selon qu'il voyait approcher un ennemi. Après des efforts désespérés, le monarque français, obligé de se rendre, se vit conduit à la tente du prince, qui le reçut avec la plus noble courtoisie, mais l'emmena prisonnier à Londres.

Une trêve de deux ans suivit cette fatale bataille; et, au renouvellement de la guerre, les deux rois furent obligés d'avoir recours aux états généraux de leur royaume pour obtenir des subsides.

Les suites immédiates de la bataille de Poitiers, désastreuses pour la France, fatiguaient aussi l'Angleterre : elles amenèrent le traité de Brétigny, par lequel

Édouard renonçait à ses prétentions à la couronne de France, moyennant la cession incontestée de ses vieilles possessions et des nouvelles acquisitions qu'il avait faites sur le territoire français. La France s'obligeait à fournir pour la rançon de son roi quatre millions d'écus d'or, dont six cent mille devaient être payés avant que le roi sortît de Calais. Comme une partie de ce traité ne put recevoir son exécution, parce que les états s'y opposèrent, Jean, qui était venu en France sur parole, retourna à Londres, où il mourut l'an 1364.

Vers le même temps, Édouard Baliol laissait à son compétiteur, David Bruce, la couronne d'Écosse, dont le roi d'Angleterre reconnut enfin l'indépendance.

Le Prince Noir était, comme Richard Cœur de Lion, une sorte de chevalier errant. Il ne pouvait vivre sans faire la guerre, et n'en trouvant l'occasion ni en Écosse, ni en France, il alla prêter secours au roi de Castille, Pierre *le Cruel*. Revenu dans la province d'Aquitaine, que son père lui avait donnée, il mécontenta ses barons par des taxes destinées à payer les troupes de mercenaires qui l'avaient assisté dans ses dernières guerres. Limoges se révolta, le prince en fit le siége; et la malheureuse ville, obligée de se rendre, devint le théâtre d'une horrible boucherie.

Tant de combats avaient épuisé le héros de l'Angleterre; il tomba malade, et se fit transporter à Londres, où il mourut le 8 juin 1376, dans la quarante-sixième année de son âge. Il laissait, comme héritier de ses droits à la couronne d'Angleterre, un enfant de dix ans, issu du mariage qu'en 1364 le Prince Noir avait contracté avec sa cousine, la belle Jeanne Plantagenet, fille du comte de Kent.

Les dernières années du règne d'Édouard sont loin d'être aussi glorieuses que les premières. Le monarque, devenu vieux, se laissait conduire par de coupables

ministres dont les conseils lui aliénaient la nation; il était complétement sous la dépendance de ses maîtresses, dont la plus fameuse est Alice Perrers, femme de chambre de la feue reine. Le parlement demanda au roi le redressement de plusieurs griefs, et le bannissement de cette femme; il pria, en outre, le monarque d'appeler près de lui Richard, fils du *Prince Noir*, resté à Bordeaux, et manifesta son mécontentement de l'administration du duc de Lancaster, John de Gaunt, frère puîné du prince de Galles, qui, à la mort de celui-ci, avait été chargé du gouvernement de l'Aquitaine. L'habile roi de France, Charles V, dont on a dit que, sans tirer l'épée, il sut glorieusement reconquérir son royaume, opposait au duc l'héroïque du Guesclin et Olivier de Clisson, qui tous deux s'attachaient à fatiguer les Anglais qu'ils attaquaient à l'improviste, et sur lesquels ils remportaient de fréquents avantages.

Les Aquitains, Français de cœur, secouaient les uns après les autres le joug de l'Angleterre. Poitiers ouvrit ses portes au connétable, le 20 juin 1372; la Rochelle, le 15 août; Thouars, le 29 septembre. Le Poitou était complétement rentré sous la domination de la France, au printemps de 1373.

L'Écosse sut aussi recouvrer son indépendance. Édouard III, vieux, malade, incapable de faire lui-même la guerre, essaya de donner encore à ses dernières années l'éclat d'un triomphe militaire. Il envoya de nouvelles troupes en France, sous la conduite de son second fils, le duc de Lancaster. Cette armée, que, fidèle à son système, Charles V laissa d'abord pénétrer sans opposition au cœur de la France, où elle porta le fer et le feu avec la plus atroce cruauté, ruinée par ses propres fureurs, se vit bientôt obligée à conclure une trêve de quatre années (1374). A cette époque, l'Angleterre n'avait plus de ses antiques possessions et de

toutes ses conquêtes d'outre-mer, que Calais, Bordeaux, Bayonne, et quelques places sur la Dordogne.

Le reste du règne d'Édouard III, qui vécut encore plus de trois années, ne fut qu'une suite de contestations du monarque avec le parlement; contestations qui amenèrent plus d'un scandale, et auxquelles vint mettre terme la célébration du jubilé du roi, c'est-à-dire du cinquantième anniversaire de son couronnement. Cette solennité donna lieu à un pardon général de toutes les fautes qui avaient pu être commises pendant son règne.

Édouard mourut peu de temps après cet anniversaire, dans la soixante-cinquième année de sa vie (21 juin 1377). Fatigué des ennuis de la royauté, il vivait dans une retraite absolue. Aucun ami ne l'assista à ses derniers moments, et Alice Perrers le quitta quelques heures avant sa mort, en lui enlevant l'anneau royal. On dit que ses serviteurs pillèrent le palais et s'enfuirent avant qu'il expirât, et que le seul témoin de son agonie fut un prêtre, qui lui mit entre les mains un crucifix que le roi baisa en pleurant, après quoi il rendit le dernier soupir.

Édouard III eut douze enfants de la reine Philippine de Hainaut, qui mourut sept ans avant son époux. Ces enfants furent : Édouard, prince de Galles, surnommé le *Prince Noir*, mort en 1376; Lionel, duc de Clarence, mort en 1368, et dont la fille unique avait épousé le comte de March; John de Gaunt, dont le fils aîné, Henri, comte de Lancaster du chef de sa mère, devint roi d'Angleterre sous le nom de Henri IV; Edmond duc d'York, tige de cette maison, dont la rivalité avec la maison de Lancaster amena les longues et sanglantes guerres connues sous le nom de *guerres des Deux Roses;* enfin, Thomas de Woodstock, duc de Glocester; et trois autres fils morts en bas âge. — Les filles d'Édouard furent : Isabelle, duchesse de Bedfort;

Jeanne-Marie, duchesse de Bretagne; et Marguerite, comtesse de Pembroke.

Sous le règne suivant, nous verrons se dessiner d'une manière fatale les fils du roi Édouard III. En vertu de l'ordre de succession désormais établi en Angleterre, ils eurent pour roi leur neveu, Richard II, âgé de onze ans à peine.

CHAPITRE III.

Richard II. — Le duc de Lancaster. — Révolte des serfs. — Wat-Tyler. — Wickliffe. — Les favoris de Vère et de la Pole. — Nouvelle régence. — Le duc de Glocester. — Bannissement de Henri de Lancaster. — Son retour. — Déposition de Richard II.

De 1377 *à* 1399.

Richard de Bordeaux ou Richard II, fils aîné du Prince Noir, monta sur le trône dans la onzième année de son âge. Son couronnement se fit au milieu des acclamations d'une multitude dont son père avait été l'idole. Édouard III avait perdu dans les dernières années de sa vie presque toutes ses possessions continentales; la honte et le malheur avaient accablé sa vieillesse; la nation, fatiguée de souffrir, espéra tout d'un nouveau règne.

John de Gaunt, comte de Lancaster, se trouvait, par la mort de son frère et la minorité de son neveu, le véritable chef de la famille des Plantagenets; et ce prince était antipathique à la nation. Cependant il se trouva naturellement à la tête de la régence, qui dut se composer de onze autres membres nommés par le parlement. De ses deux frères, Edmond, duc d'York,

et Thomas, duc de Glocester, le premier était droit et bon, mais indolent et de peu d'intelligence; le second turbulent, audacieux et intrigant. Le duc de Lancaster, qui les dépassait tous deux en ambition, l'emporta. A peine fut-il à la tête du conseil de régence, que, sentant que la puissance qu'il exercerait conjointement avec tant de collègues serait à peu près nulle, il rejeta cet arrangement avec colère. Le nombre des conseillers de la régence fut réduit de onze à neuf. Mais comme c'était surtout en matière de finances qu'on se méfiait du duc, on chargea deux membres du parlement de la garde des subsides, avec le titre de *trésoriers de la guerre*. Les membres du conseil de régence ne furent nommés que pour un an, à l'exception du duc de Lancaster.

On semblait avoir pourvu à tout, lorsqu'en 1381 la révolte éclata au sein du royaume.

Le christianisme avait transformé en *servage* la honteuse plaie de l'esclavage; mais les individus y avaient peu gagné, et les seigneurs traitaient toujours durement ceux que l'Évangile leur ordonnait de considérer comme des frères. Les paysans commençaient pourtant à sentir qu'ils n'étaient pas des animaux, mais bien des hommes semblables à ceux qui s'arrogeaient tout pouvoir sur eux en vertu de leur naissance. Le roi de France et celui d'Angleterre avaient depuis longtemps donné la liberté aux serfs de leurs domaines; et si, dans les temps féodaux, les rois n'étaient pas assez puissants pour étendre une telle mesure aux terres de leurs barons, quelques seigneurs suivirent pourtant l'exemple du souverain. Les paysans devinrent fermiers des terres qu'ils avaient cultivées comme serfs. Le fermier acquit un peu de liberté; il put, en payant au propriétaire une rente annuelle, se considérer comme possesseur à temps de la terre qu'il labourait.

Comme les seigneurs n'affranchirent pas tout à coup leurs serfs, on fit des lois en faveur de ceux-ci. Ces lois furent sans doute provoquées par la protection que les *communes* (nous n'entendons pas ici par ce mot la seconde chambre du parlement, mais bien les villes ou villages organisés en *commune*), ennemies de la féodalité, accordèrent à quiconque venait chercher dans leur sein un refuge contre l'oppression du puissant. Une résidence de trois années dans une ville ayant une commune suffisait pour que les droits du propriétaire d'un serf se prescrivissent.

Le clergé contribua puissamment à l'affranchissement. La plupart de ses membres étaient sortis du peuple, et un prêtre du pays de Kent, nommé John Ball, osa prêcher aux paysans « qu'au commencement « du monde il n'y avait pas d'esclaves, et que personne « ne devait être considéré comme tel s'il n'avait trahi « son seigneur, comme jadis Lucifer trahit son Dieu ; « que, de plus, les serfs étaient des hommes comme « leurs seigneurs. Pourquoi donc, ajoutait-il, êtes- « vous considérés comme des bêtes brutes, et pourquoi « n'avez-vous pas de gages, si vous travaillez? » Le pauvre prêtre fut jeté trois fois en prison pour avoir dit la vérité. Mais, pour qu'il parlât ainsi, il fallait que le pays contînt déjà bien des ferments de révolution. Du reste, la révolte des paysans, qui en France prit le nom de *Jacquerie*, de *Jacques Bonhomme*, surnom populaire du peuple français, et qui, de la France semble s'être étendue à l'Angleterre, coïncidait parfaitement avec la réforme religieuse, dont, sous le règne de Henri II, nous avons déjà vu se répandre en Angleterre des prédicateurs. Mais, pour le moment, nous ne nous occuperons ici que de la réforme politique.

Un accident alluma l'incendie. Un collecteur des taxes outragea la pudeur d'une paysanne, et le père

de cette jeune fille étendit le coupable mort à ses pieds. Cette scène se passait dans le comté de Kent; tous les pauvres et tous les vilains de ce comté, et de ceux de Norfolk, de Suffolk, d'Essex et de Sussex, se soulevèrent. Assemblés à Blackheath au nombre de soixante mille, ils élurent pour chef un prêtre, nommé John Strand, et le couvreur Wat, connu sous le nom de Wat-Tyler, c'est-à-dire Wat *le couvreur;* et ils se mirent en marche vers la ville de Londres dont ils s'emparèrent.

La victoire des serfs fut souillée par le meurtre du chancelier et du primat; mais du reste leur conduite fut sage et modérée. Ils demandaient l'abolition du servage, la liberté de vendre et d'acheter dans les foires et les marchés, un pardon général, et enfin la réduction de la rente des terres.

Une entrevue entre le roi et Wat-Tyler eut lieu à Smithfield, le 15 juin 1381. On dit qu'en conférant avec son jeune souverain, le chef populaire jouait avec son poignard; qu'il fit le geste de saisir par la bride le cheval du roi; qu'alors, le lord-maire, William de Walworth, lui supposant de mauvais desseins, le frappa de son épée, et que le malheureux, tombant sous le coup, fut achevé par Standish, écuyer du roi. En lisant ce récit, on ne doit pas oublier que le parti populaire n'a pas d'historiens, et que tous les faits qui ont rapport à lui nous sont transmis par ses ennemis, et particulièrement par Froissart, le chroniqueur chevalier.

Le peuple fut intimidé par la mort de son chef, et on éteignit la révolte dans des flots de sang. Plus de quinze cents malheureux périrent de la main du bourreau, qui, dans un seul jour, en pendit dix-neuf à la même potence.

Les chefs populaires avaient obtenu du roi des chartes d'affranchissement et d'amnistie, qui furent

retirées. Ce parjure eut l'approbation de la noblesse, qui, ne pouvant trouver obligatoire un serment prêté à des vilains, se réjouissait de voir la charte d'émancipation indéfiniment ajournée. Richard crut qu'il lui serait désormais facile de vaincre toutes les révoltes. Plein de confiance, il porta ses armes contre l'Écosse, que, par un inconcevable caprice, il évacua au moment même où tout devait lui faire espérer la victoire.

De retour en Angleterre, Richard se plongea dans toutes sortes de dissipations et de débauches, et s'abandonnant à d'indignes favoris, sembla vouloir recommencer le déplorable règne d'Édouard II, dont pourtant le triste sort eût dû lui servir d'avertissement. Le pendant de Gaveston fut le comte d'Oxford, Robert de Vère, qui reçut de Richard les lettres patentes de marquis de Dublin et duc d'Irlande, avec la donation viagère des revenus de cette île; faveur pour laquelle il devait payer annuellement cinq mille marcs à l'échiquier. De la Pole, autre favori du roi, fut créé comte de Suffolk.

Cependant l'Angleterre était toujours nommément soumise au gouvernement du duc de Lancaster, et ce prince ne rachetait par aucune grande qualité l'incapacité gouvernementale qui soulevait contre lui le parlement et le peuple. Le malheur et l'oppression régnaient au dedans du royaume, tandis qu'au dehors les soldats étaient sacrifiés dans de vaines et inutiles expéditions. Le chef de la régence avait sur la couronne de Castille d'absurdes prétentions, basées sur son mariage avec une des filles naturelles de Pierre *le Cruel*. Il voulut faire valoir par les armes ce qu'il appelait ses droits à un trône que les Espagnols avaient adjugé à Henri de Transtamare. Défait dans deux campagnes successives, il se vit obligé d'abandonner ses prétentions, et ramena son armée en Gascogne, l'an 1387.

Pendant l'absence du régent, son royal pupille était devenu majeur, sans se montrer, en aucune manière, capable de tenir les rênes du gouvernement, et le royaume était confié à d'indignes favoris.

Tous les barons, et parmi eux les oncles du roi, manifestèrent leur mécontentement, et le duc de Glocester, plus actif, plus jeune que les autres, et dont les manières affables, la générosité et la figure ouverte plaisaient généralement, ne tarda pas à devenir le favori du peuple anglais.

Cependant les folles dépenses du roi le mettaient sans cesse dans des embarras de finances, et comme il ne pouvait solliciter des subsides extraordinaires sans en préciser l'emploi, il convoqua à Westminster, pour le 1er octobre 1386, un parlement, auquel il déclara que, voulant conduire une armée en France, pour y conquérir les terres jadis enlevées aux rois d'Angleterre, il demandait un subside. Mais, quelque disposé que jusque-là le parlement se fût montré à donner de l'argent pour les guerres de France, il ne voulut rien entendre avant d'avoir obtenu du roi le renvoi de ses ministres, et particulièrement de son chancelier le comte de Suffolk. Le roi céda, et Suffolk, fut privé de sa charge. Le coup frappé sur le ministre s'étendit jusqu'au roi, qui, après cette première preuve de faiblesse, fut dépouillé de toute autorité, et auquel les commissaires ne craignirent pas de rappeler aussi le sort de son bisaïeul. Peu de temps après, le parlement nomma un nouveau conseil de régence, ou plutôt une commission, dont la présidence fut confiée au duc de Glocester, oncle du roi.

Richard avait promis de se soumettre à ce conseil; mais, s'apercevant bientôt qu'on délaissait sa cour pour celle des nouveaux distributeurs de grâces, il assembla ses favoris et leurs adhérents, dont il forma une sorte de conseil, qui déclara illégale la commission

nommée par le parlement; après quoi, le roi, reniant solennellement ses promesses, voulut recommencer à gouverner comme jadis. Les barons se soulevèrent, et une armée de quarante mille hommes, auxquels les royalistes donnèrent le nom de rebelles, s'avança vers Londres, sous le commandement du duc de Glocester.

Tous les événements que nous venons de raconter s'étaient passés dans le cours de l'année 1387. Au mois de février 1388, le parlement s'assembla, et cita à sa barre de Vère, de la Pole, l'archevêque d'York, le lord-maire de Londres, et Tresilian, chef de la justice. Tous étaient accusés d'avoir donné de mauvais conseils au roi. Tresilian et le lord-maire, qui ne parvinrent pas à s'échapper, subirent la peine de mort; de Vère, de la Pole et l'archevêque traînèrent dans l'exil le reste de leur vie.

Le comte de Glocester était le chef de l'opposition; le roi jura sa perte; et, ce qu'on n'eût attendu ni de son âge, ni de sa légèreté, une dissimulation profonde couvrit d'affreux projets de vengeance, qui ne devaient être mis à exécution que plus tard.

Richard reprit peu à peu les rênes du gouvernement. Dans un grand conseil tenu en 1388, le prince somma son oncle de déclarer publiquement l'âge qu'il avait, et celui-ci ayant répondu que le jeune roi avait atteint sa vingt-deuxième année, Richard reprit : « Eh bien! je suis certainement assez âgé pour « conduire moi-même mes propres affaires; » et s'adressant à son oncle et aux membres du conseil de surveillance : « Je vous remercie, milords, de vos ser- « vices passés, je ne vous en demanderai plus aucun « désormais; » et les ayant congédiés, il se nomma un conseil dont son oncle fut exclu. Pour se concilier la faveur populaire, le monarque donna une amnistie, et remit un subside qui lui avait été accordé par le parlement.

Mais avant de poursuivre le récit des événements politiques, occupons-nous des troubles religieux d'Angleterre, dont, pour ne pas apporter de confusion dans cette histoire, nous avons dû suspendre le détail. Nous reprendrons les choses d'un peu plus haut.

Comme nous l'avons dit précédemment, les troubles populaires, dont la révolte de Wat-Tyler n'est qu'un épisode, devaient, comme par tout le reste de l'Europe, coïncider avec la réforme religieuse. Le promoteur de la réforme en Angleterre fut un pauvre curé de village, Wickliffe, homme doux et simple de cœur.

Ce fut presque dès le commencement du règne de Richard II que le curé de Lutterworth manifesta ses opinions. Il est assez difficile de dire au juste quelle était la doctrine de Wickliffe, et les événements de la vie de ce réformateur ne nous sont qu'imparfaitement connus. C'était un simple prêtre qui avait reçu une excellente éducation théologique, et dont l'esprit était tourné vers une sorte de mysticisme tendre et ardent. La richesse des ordres religieux et des hauts dignitaires ecclésiastiques le choqua vivement, et quand il descendit aux détails de leur vie privée, le relâchement de leurs mœurs révolta cet homme d'une pureté évangélique.

Il commença par tonner contre ces abus, et bientôt une foule de sectateurs, qui prirent le nom de *Lollards*, s'attachèrent aux pas des prédicateurs errants, disciples de Wickliffe. Celui-ci ne s'en tint pas à prêcher la réformation des mœurs du clergé, il attaqua le dogme catholique, qu'il prétendit s'être prodigieusement éloigné de celui de l'Église primitive, et fut cité à comparaître devant un synode national présidé par l'archevêque de Canterbury.

Selon l'illustre auteur de l'*Histoire des variations des églises protestantes*, le principal ouvrage de Wic-

kliffe est le *Trialogue*, livre qui souleva la Bohême et excita de grands troubles en Angleterre. Voici, dit Bossuet, quelle était la théologie de ce livre, le seul de tous ceux de Wickliffe qui nous ait été conservé : « Que tout arrive par nécessité. Qu'il (Wickliffe) a long-« temps regimbé contre cette doctrine, à cause qu'elle « était contraire à la liberté de Dieu; mais qu'à la fin, « il avait fallu céder, et reconnaître en même temps « que tous les péchés qu'on fait dans le monde sont « nécessaires et inévitables. Que Dieu ne pouvait pas « empêcher le péché du premier homme, ni le pardon-« ner sans la satisfaction de Jésus-Christ; mais aussi « qu'il était impossible que le Fils de Dieu ne s'incar-« nât pas, ne satisfît pas, ne mourût pas. Que Dieu à « la vérité pouvait bien faire autrement s'il eût voulu; « mais qu'il ne pouvait pas vouloir autrement; qu'il ne « pouvait pas ne point pardonner à l'homme. Que le « péché de l'homme venait de séduction et d'ignorance, « et qu'ainsi il avait fallu par nécessité que la sagesse « divine s'incarnât pour le réparer. Que Jésus-Christ « ne pouvait pas sauver les démons; que leur péché « était un péché contre le Saint-Esprit; qu'il eût donc « fallu pour les sauver que le Saint-Esprit se fût in-« carné, ce qui était absolument impossible, pour sau-« ver les démons en général. Que rien n'était possible « à Dieu que ce qui arrivait actuellement; que cette « puissance qu'on admettait pour les choses qui n'ar-« rivaient pas est une illusion. Que Dieu ne peut rien « produire au dedans de lui qu'il ne le produise né-« cessairement, ni au dehors qu'il ne le produise aussi « nécessairement en son temps. Que lorsque Jésus-« Christ a dit qu'il pouvait demander à son Père plus « de douze légions d'anges, il faut entendre qu'il le « pouvait s'il l'eût voulu, mais reconnaître en même « temps qu'il ne pouvait le vouloir. Que la puissance « de Dieu était bornée dans le fond, et qu'elle n'est

« infinie qu'à cause qu'il n'y a pas une plus grande « puissance ; en un mot, que le monde et tout ce qui « existe est d'une absolue nécessité, et que s'il y avait « quelque chose de possible à qui Dieu refusât l'être, « il serait ou impuissant ou envieux. Que comme il ne « pouvait refuser l'être à tout ce qui le pouvait avoir, « aussi ne pouvait-il rien anéantir; qu'il ne faut point « demander pourquoi Dieu n'empêche pas le péché, « c'est qu'il ne le peut pas ; ni en général pourquoi il « fait ou ne fait pas quelque chose, parce qu'il fait « nécessairement tout ce qu'il peut faire. Qu'il ne laisse « pas d'être libre, mais comme il est libre à produire « son fils qu'il produit néanmoins nécessairement. Que « la liberté qu'on appelle de contradiction, par laquelle « on peut faire et ne pas faire, est un terme erroné « introduit par les docteurs, et que la pensée que nous « sommes libres est une perpétuelle illusion, sem- « blable à celle d'un enfant qui croit qu'il marche « tout seul pendant qu'on le mène; qu'on délibère « néanmoins, qu'on avise à ses affaires, qu'on se « damne; mais que tout cela est inévitable, aussi bien « que tout ce qui se fait et ce qui s'omet dans le monde « ou par la créature, ou par Dieu même. Que Dieu a « tout déterminé; qu'il nécessite tant les prédestinés « que les réprouvés à tout ce qu'ils font, et chaque « créature particulière à chacune de ses actions; que « c'est de là qu'il arrive qu'il y a des prédestinés et « des réprouvés; qu'ainsi il n'est pas au pouvoir de « Dieu de sauver un seul des réprouvés. Qu'il se « moque de ce qu'on dit des sens composés et divisés, « puisque Dieu ne peut sauver que ceux qui sont sau- « vés actuellement; qu'il y a une conséquence néces- « saire qu'on pèche, si certaines choses sont; que Dieu « veut que ces choses soient, et que cette conséquence « soit bonne, parce qu'autrement elle ne serait pas « nécessaire; ainsi qu'il veut qu'on pèche; qu'il veut le

« péché à cause du bien qu'il en tire; et qu'encore « qu'il ne plaise pas à Dieu que Pierre pèche, le péché « de Pierre lui plaît. Que Dieu approuve qu'on pèche; « qu'il nécessite au péché; que l'homme ne peut pas « mieux faire qu'il ne fait; que les pécheurs et les « damnés ne laissent pas d'être obligés à Dieu, et qu'il « fait miséricorde aux damnés en leur donnant l'être, « qui leur est plus utile et plus désirable que le non-« être. Qu'à la vérité il n'ose pas assurer tout à fait « cette opinion, ni pousser les hommes à pécher, en « enseignant qu'il est agréable à Dieu qu'ils pèchent « ainsi, et que Dieu leur donne cela comme une récom-« pense; qu'il voit bien que les méchants pourraient « prendre occasion de cette doctrine pour commettre « de grands crimes, et que s'ils le peuvent ils le font; « mais que si on n'a point de meilleures raisons à lui « dire que celles dont on se sert, il demeurera con-« firmé dans son sentiment sans en dire mot. »

On trouve en outre, dans le livre de Bossuet, qu'entre autres propositions avancées par Wickliffe, se trouvaient celles-ci : Que *Dieu est obligé d'obéir au diable;* qu'*un roi cesse d'être roi pour un péché mortel;* qu'*une vieille femme peut être roi et pape, si elle est meilleure et plus vertueuse que le roi et le pape.*

Parmi les articles sur lesquels Wickliffe eut à répondre devant le synode national, on en remarque quatre qui sont en opposition directe avec le dogme catholique : 1° la négation de la présence réelle du Christ dans l'eucharistie; 2° la doctrine que tout prêtre, pape, évêque ou simple prêtre, n'a, lorsqu'il est en état de péché mortel, aucune autorité sur les fidèles; 3° l'assertion que l'Écriture sainte défend aux ecclésiastiques de posséder aucun bien temporel; 4° enfin que, lorsque la contrition est sincère, la confession des péchés à un prêtre est totalement inutile. Il paraît que Wickliffe expliqua ou désavoua plusieurs

de ses propositions; car le synode se contenta de lui adresser une remontrance, après laquelle il le renvoya à sa cure de Lutterworth, dans le comté de Leicester, où il mourut d'apoplexie l'an 1384.

Les tentatives de Vickliffe ne sont point un fait isolé; de toutes parts s'élevaient des réformateurs : les Vaudois prétendaient se conduire par les seules lumières de l'Évangile; la France avait vu dans le dernier siècle l'hérésie des Albigeois. Payne, l'un des disciples de Wickliffe, porta en Bohême la doctrine de son maître. La secte des Lollards se conserva en Angleterre longtemps après la mort de son chef, et elle ne disparut qu'en se confondant avec la Réforme.

Du reste, toujours selon l'immortel auteur de l'*Histoire des Variations*, « Wickliffe consentait à l'in« vocation des saints, en honorait les images, en re« connaissait les mérites, et croyait le purgatoire. » Arrivant au jugement que Mélanchton porte de Wickliffe, Bossuet est heureux de dire avec l'auteur de la *Confession d'Augsbourg*, que le réformateur anglais « n'a rien compris dans la justice de la foi, et qu'il « brouille l'Évangile et la Politique. »

Nous avons vu précédemment comment Richard II s'affranchit de son conseil de surveillance, et nous devons dire que l'Angleterre dut quelques années de paix à cette émancipation. Il ne semble pas toutefois que le peuple tint beaucoup de compte à son jeune roi de cette paix, qu'il attribuait tout bas aux conseils de la reine, Anne de Bohême, qu'il avait surnommée *la bonne reine Anne*. Cette princesse mourut en 1394, et le monarque, âgé seulement de 25 ans, ne tarda pas à épouser en secondes noces Isabelle, fille du malheureux Charles VI, roi de France. Cette princesse n'avait guère plus de huit ans quand le mariage fut célébré (1396). Une des clauses du contrat fut une

prolongation pour vingt-cinq années de la trêve existante entre la France et l'Angleterre.

Comme nous l'avons dit, Richard avait depuis longtemps conçu de la haine contre son oncle de Glocester. Sa vengeance fut-elle longuement méditée, ou bien le duc anima-t-il de jour en jour la colère du roi par l'augmentation d'une popularité qu'il cultivait soigneusement? Nous n'oserions rien affirmer; toujours est-il que quand le jeune roi se crut assez fort, il accusa son oncle de trahison, et que celui-ci fut envoyé prisonnier à Calais. Un parlement royaliste (1378) annula tous les actes auxquels le duc de Glocester avait pris part, changea la commission de gouvernement, cassa le jugement de Michel de la Pole, et enfin condamna, comme coupables de haute trahison, l'archevêque de Canterbury et le comte d'Arundel, membres de la dernière régence.

Les événements du règne de Richard sont excessivement embrouillés, et la mort du duc de Glocester est un abîme d'iniquité, où la faible lueur qui éclaire cette époque suffit à montrer qu'un horrible forfait fut commis, sans permettre d'en distinguer les détails.

La plupart de ceux qui avaient suivi le duc de Glocester devinrent ses ennemis après sa disgrâce. Son frère, le duc d'York, et son neveu, le comte de Derby, se tournèrent contre lui. Son emprisonnement fut annoncé par une proclamation royale, en 1397, et, environ un mois après, on envoya au gouverneur de Calais l'ordre d'amener son prisonnier devant le parlement pour être jugé. Le gouverneur répondit que le duc était mort en prison. On donna son corps à sa femme; on fonda des messes pour le repos de son âme, et le parlement apprit la mort du duc sans en rechercher la cause. Il paraît que le malheureux avait été étouffé, afin que son cadavre présentât moins de signes de violence.

Ce meurtre n'éloigna personne de Richard II; le temps de la vengeance n'était pas venu, et le roi, rejetant toute contrainte, continua de régner avec une capricieuse tyrannie. Personne n'osait parler contre son administration, et un officier eut la tête tranchée pour quelques paroles légères. Cependant Richard était dévoré de terreurs, et un corps de dix mille archers fut chargé de la garde de sa personne.

On murmurait sourdement; on accusait le dernier parlement de vénalité. Henri de Lancaster, que le roi avait créé comte d'Hereford, était parmi les mécontents, aussi bien que le duc de Norfolk. Un jour, ces deux seigneurs avaient parlé ensemble des abus du gouvernement. Une conversation amicale devint l'occasion des grands événements qui, à quelque temps de là, changèrent la face du royaume. On ne sait comment cette conversation parvint aux oreilles du roi; ce qui est certain, c'est que les deux comtes se défendirent en s'accusant réciproquement, que tous deux demandèrent à prouver leur innocence par le duel, que Richard y consentit; puis que, par un inconcevable caprice, il défendit le combat au moment où la lice venait de s'ouvrir, et, se faisant juge, condamna Henri de Lancaster à dix années de bannissement, et le comte de Norfolk à un exil perpétuel.

La mort du vieux duc de Lancaster suivit de près le bannissement de son fils. Le roi se saisit de l'héritage, et des jurisconsultes vendus déclarèrent Henri de Lancaster inhabile à succéder à son père. Le roi refusa au nouveau duc de venir plaider ses droits, et cet acte arbitraire parut odieux au peuple, dont Henri de Lancaster était l'idole.

Quelque temps après cette inique sentence, Richard partit pour l'Irlande, à la tête d'une armée de favoris et de quelques soldats, avec lesquels il prétendait soumettre ce royaume. Le comte d'Hereford profita

de l'absence du roi pour rentrer en Angleterre, où il venait, disait-il, réclamer son héritage, et bientôt il se trouva à la tête de soixante mille mécontents. Le duc d'York, régent du royaume, essaya vainement de lever une armée pour marcher contre les rebelles; la nation se déclarait pour Henri, et le régent se trouva entraîné à passer lui-même dans le camp du duc de Lancaster.

Richard, qui apprit ces nouvelles en Irlande, revint promptement en Angleterre. Le château de Bristol renfermait quelques-uns des partisans du roi; Henri en fit le siége, les obligea de se rendre, et Scroop, Green et Bushy, conseillers et favoris de Richard, qui s'y trouvaient, furent jugés par une commission militaire, condamnés à mort et exécutés. Richard, effrayé, se réfugia au château de Conway, d'où il espérait passer en Gascogne.

Henri de Lancaster était désormais roi d'Angleterre; mais, avant de prendre ce titre, il lui fallait encore obtenir le suffrage de la nation et du parlement, et il jugea prudent de revêtir d'un semblant de modération et de respect pour la personne du roi l'usurpation qu'il méditait. Le duc de Northumberland fut donc dépêché vers Conway, avec ordre de ramener Richard. On employa la ruse et le mensonge pour s'emparer du roi. Northumberland lui dit que Henri demandait seulement la convocation d'un parlement libre, le pardon, la restitution de son héritage, la charge de chef de la justice et la punition des meurtriers du duc de Glocester, son oncle; et il engagea le roi à le suivre, en lui donnant toutes les assurances que celui-ci demanda. En se voyant entouré d'une nombreuse escorte, Richard manifesta la crainte d'être prisonnier; Northumberland essaya de le tromper quelque temps encore; mais bientôt, laissant de côté toute dissimulation, il lui déclara qu'il devait

renoncer à tout espoir de liberté, et il le conduisit au lieu où se trouvait le duc de Lancaster.

Le royal prisonnier attendit quelque temps son cousin, et lorsque celui-ci, se présentant devant lui, plia le genou avec l'air du plus humble respect, le malheureux monarque se contenta de lui dire, sans se découvrir : « Vous êtes le bienvenu, mon beau « cousin de Lancaster. » A quoi le duc répondit : « Monseigneur, je suis venu avant le temps que vous « aviez fixé, parce que votre peuple se plaint d'être « trop durement gouverné depuis vingt ans ; mais, « s'il plaît à Dieu, je vous aiderai à le mieux gouverner « à l'avenir. » Richard jouant pour la dernière fois le rôle de roi, répondit : « Si cela vous plaît, cela m'a- « grée également, beau cousin. »

A quelque temps de là, le malheureux monarque fut conduit prisonnier à Chester, et, plus tard, à Londres, où, après l'avoir laissé passer une nuit dans son palais, on le conduisit à la Tour. Il y devait rester jusqu'au moment où le parlement déciderait de son sort.

Le 29 septembre 1399, une députation de la chambre des lords et de celle des communes parut devant le roi, et lui présenta un acte qu'il devait lire et signer comme venant de lui. Cet acte, que Richard lut d'une voix ferme et avec une contenance assurée, était une renonciation à la couronne, par laquelle il déliait ses sujets du serment de fidélité. « Je confesse et recon- « nais, y disait-il, que je me considère comme ayant « été et étant incapable de gouverner le royaume, et « méritant d'être déposé. » Après quoi il ajouta, comme de son propre mouvement, et pour se concilier la bienveillance de son vainqueur, que s'il avait pouvoir de se nommer un successeur, il choisirait le duc de Lancaster.

Cette déposition pouvait sembler une abdication;

mais, pour bien constater les droits du peuple anglais à choisir ses souverains, le parlement crut devoir remplir plusieurs formalités, avant de reconnaître pour roi le duc de Lancaster. Il s'assembla publiquement à Westminster, et on lut la renonciation du roi, qui fut ratifiée par les deux chambres, aux acclamations de la foule. Ensuite on lut un acte d'accusation contre Richard, et les charges ayant été reconnues, on procéda à sa déposition.

Le lendemain, le duc de Lancaster parut à la tête de la noblesse, et le trône resta vacant jusqu'à l'instant où l'arrêt de déposition fut prononcé. Alors le duc réclama la couronne, qui lui fut adjugée, et il prit possession du trône sous le nom de Henri IV.

L'avénement du duc de Lancaster ne fut pas seulement un changement de dynastie, ce fut un changement de gouvernement qui augmenta beaucoup le pouvoir du système représentatif en Angleterre. Les lois que le parlement fit sous l'inspiration du nouveau roi, ou plutôt vis-à-vis de ce monarque qui lui devait tant, sont remarquables par l'esprit constitutionnel dans lequel elles sont conçues. Après avoir révoqué les actes de vengeance du dernier règne et confirmé les sentences portées contre les favoris de Richard, Henri IV songea à assurer la couronne dans sa famille, et Henri de Monmouth, son fils aîné, fut créé prince de Galles. On diminua les priviléges de la noblesse et de la royauté, on restreignit les cas de haute trahison, et l'on fit une foule de règlements de police et d'administration intérieure, grâce auxquels la justice ne fut plus un inextricable chaos. Enfin, avant que le parlement se séparât, Henri lui adressa un message par lequel il le priait d'aviser aux moyens de conserver la vie du monarque déposé, sans troubler la paix de l'État. Il fut décidé que Richard serait détenu dans un lieu éloigné où ne seraient ad-

mis aucuns de ses partisans. Cette décision dut être tenue secrète, aussi bien que le lieu de détention du malheureux monarque. Un tel acte présageait la mort du roi, et cet événement fut hâté par les tentatives que quelques-uns des partisans de Richard firent pour le délivrer. Ils avaient formé une ligue, et leur premier projet, qui échoua par hasard, n'allait à rien moins qu'à s'emparer de la personne de Henri IV; après quoi, retirant de prison le malheureux Richard, ils auraient régné sous son nom.

A quelque temps de là, ils essayèrent encore de délivrer le roi prisonnier à Pomfret; mais, en traversant Cirencester et Bristol, ils furent attaqués de nuit par les habitants de ces deux villes, qui, non contents de les avoir vaincus, tranchèrent la tête aux comtes de Kent, de Salisbury et aux lords Lumley et Despencer. Dans le même temps, les tenanciers du duc de Glocester massacraient à Plashy le comte de Huntington, sur lequel ils prétendaient venger la mort de leur seigneur.

Telle fut l'issue du soulèvement qui eut lieu en faveur de Richard, et la mort du malheureux captif semble avoir suivi de près cette vaine tentative. Le temps et les circonstances de cet événement sont enveloppés des plus profondes ténèbres. Shakspeare, d'après quelques chroniqueurs contemporains, l'attribue à une scène de violence dans laquelle un certain Pierce d'Eaton tua de sa propre main le monarque prisonnier, que d'autres versions, également contemporaines, font mourir de faim, soit volontairement, soit par l'ordre de son rival. Quoi qu'il en soit, le cadavre fut exposé publiquement à Londres, afin que chacun pût s'assurer de son identité, et Henri IV assista aux funérailles de Richard, qui fut enterré à Langley, d'où Henri V le fit transporter plus tard à Westminster. La publicité qu'on donna à la mort de Ri-

chard II n'empêcha pas quelques-uns de ses partisans d'assurer qu'il existait encore, et la tranquillité du nouveau roi fut longtemps troublée par leurs sourdes rumeurs.

Richard avait trente-trois ans quand il mourut, en 1399. Il en avait régné vingt-deux, si l'on peut donner le nom de règne à cette dépendance de ses oncles ou de ses favoris, dans laquelle il vécut durant tout ce temps.

De deux femmes qu'il avait successivement épousées, il n'eut jamais d'enfants. La maison d'York, aussi bien peut-être que celle de Lancaster, eût pu prétendre à la couronne dont Henri IV sut s'emparer d'une main hardie. Elle devait échapper aux faibles mains de son petit-fils.

CHAPITRE IV.

Écosse. — Irlande. — Littérature, beaux-arts.

Écosse *de* 1284 *à* 1407. — Par suite de la mort prématurée d'Alexandre III, sa petite-fille Marguerite, *la Vierge de Norwége*, se trouvait seule héritière du trône d'Écosse, quand l'habile Édouard Ier la fiança au prince de Galles. Les barons d'Écosse, pour la plupart normands d'origine, et possédant à la fois des fiefs en Angleterre et en Écosse, ne montrèrent aucun éloignement pour une alliance qui rendait presque inévitable la réunion des deux couronnes : ils prirent toutefois de grandes précautions pour que les droits et priviléges de l'Écosse, comme État séparé, fussent con-

servés, et les préliminaires furent réglés à Birgham en 1290. Le roi Édouard demanda à être mis en possession de tous les châteaux forts du royaume, ce qui qui ne laissa pas d'inquiéter les Écossais.

Marguerite mourut durant la traversée qui devait la conduire de Danemark en Écosse, et comme il n'y avait plus d'héritier direct et légitime de la couronne, on vit se présenter une douzaine de prétendants, dont les plus fameux sont Robert Bruce et John Baliol. Le premier réclamait la couronne comme fils d'Isabelle, fille cadette de David, frère de Guillaume le Lion; le second y prétendait comme petit-fils de Marguerite, fille aînée du même David.

La loi de succession était alors si mal établie, que les deux compétiteurs durent recourir aux armes pour vider leur débat, et comme les autres prétendants ne se désistèrent pas immédiatement, l'Écosse fut divisée en toutes sortes de factions. Dès lors Édouard, espérant tout de la guerre civile, s'écria: « Je soumettrai « l'Écosse à mon autorité, comme j'ai soumis le pays « de Galles. » Pour arriver à ses fins, le roi d'Angleterre assemblant une armée, adressa au clergé et à la noblesse d'Écosse la demande d'être admis dans le royaume comme seigneur suzerain, et d'être reconnu pour arbitre dans l'affaire de la succession. La noblesse d'Écosse admit cette prétention, et douze compétiteurs comparurent devant le roi anglais, qui, tout en déclarant que lui-même avait droit à la couronne comme à un fief vacant qui retourne au souverain, décerna la royauté à John Baliol, qui, se reconnaissant vassal de l'Angleterre, remit à Édouard vingt châteaux forts qu'il possédait.

A partir de ce moment, Baliol fut soumis à toutes sortes de vexations. Cité sous les plus légers prétextes à comparaître à la cour de son suzerain anglais, pour y répondre de sa conduite, les choses allèrent

si loin, que le roi d'Écosse ne chercha plus qu'une occasion de sortir d'une position si humiliante et de se délivrer, lui et son pays, d'un joug insupportable. Il crut le moment favorable en 1294 : la discorde avait éclaté entre la France et l'Angleterre, et Baliol fit un traité d'alliance avec Philippe IV.

Édouard n'en fut pas plus tôt informé qu'il marcha contre l'Écosse, et prit la ville de Berwick, où furent massacrés 17,000 habitants sans défense. Le comte de March, Bruce, l'évêque de Durham et maints autres barons écossais, ne rougirent pas de se joindre au roi d'Angleterre, qui, dès le commencement de la campagne, somma le roi d'Écosse de comparaître à Westminster. Au lieu de se rendre à la citation, Baliol renonça à son hommage. « Ah! le fol félon, tel « folie fait! s'écria Édouard; s'il ne vient à nous, nous « viendrons à ly. »

Cependant Édouard fut arrêté dans sa marche vers le nord, devant le château de Dunbar, défendu par la comtesse de March, qui tenait pour la cause de l'indépendance, tandis que son mari combattait dans les rangs anglais. Les troupes écossaises, venues au secours de cette place importante, se jetèrent en désordre sur l'armée anglaise, et essuyèrent une défaite qui laissa le pays ouvert au vainqueur.

L'ancien compétiteur de Baliol, Robert Bruce, réclama alors le trône d'Écosse; mais Édouard lui répondit : « N'avons-nous d'autre affaire que de conqué- « rir des royaumes pour vous! » Et l'ambitieux, désappointé, se retira de la scène politique, où son petit-fils joua plus tard un si grand rôle.

Après la bataille de Dunbar, l'armée anglaise marcha sans résistance jusqu'à Aberdeen, et Baliol conduit devant son vainqueur, fut dépouillé des insignes de la royauté. Dans l'espoir de sauver sa vie, reconnaissant lâchement qu'il avait enfreint la loi féo-

dale, il fit l'abandon formel de son royaume au vainqueur. Après cette déposition du roi d'Écosse, le monarque anglais tint un parlement à Berwick (1296), où les Écossais du plus haut rang vinrent lui faire leur soumission, et dans lequel il créa John Warenne, comte de Surrey, *gardien* ou régent d'Écosse. Après avoir mis des commandants dans toutes les places fortes, Édouard retourna en Angleterre, et, comme pour effacer toute trace d'indépendance nationale chez ses nouveaux sujets, il emporta le cartulaire de Scone, le sceptre, la couronne et l'antique pierre [1] sur laquelle se faisait l'inauguration des rois; trophées qui furent remis en grande pompe à Westminster.

La déposition de Jean Baliol fut suivie d'un interrègne de trente années.

Édouard croyait l'Écosse abattue sans retour, mais il était encore dans ce pays, que déjà des rassemblements de gens du peuple se formaient dans les bois, et se préparaient à l'insurrection. Le vainqueur eut à peine repassé la frontière, qu'on se souleva de toutes parts: il ne manquait plus qu'un chef à la révolte. William Wallace se leva pour sauver son pays. Il était né d'une assez pauvre famille anglo-normande, établie depuis longtemps en Écosse; la tradition nous le montre beau, plein de dignité, d'une force, d'une dextérité sans pareilles, et d'une telle bravoure qu'il n'eut peur qu'une seule fois en sa vie, et encore parce qu'il était sous l'influence d'un pouvoir surnaturel. Wallace était déjà dans les rangs des défenseurs de l'indépendance nationale, quand il fut déclaré *outlaw*, pour avoir tué un Anglais dans une querelle fortuite (1297). A partir de ce moment, retiré dans les bois, le héros rassembla autour de lui une petite troupe d'hommes

[1] La fameuse *pierre de Scone* apportée, disent les chroniqueurs, d'Irlande en Écosse par Fergus, existe encore, et est placée à Westminster sous le trône d'Édouard le Confesseur.

déterminés, avec lesquels il harcela les garnisons anglaises. Il vit bientôt se joindre à lui plusieurs gentilshommes parmi lesquels lord Douglas, dont toute la vie fut dévouée à la cause nationale. L'armée de Wallace se renforçait de jour en jour, et malgré les soldats anglais qu'on envoya contre lui, malgré la défection de quelques lords qui se trouvèrent humiliés de servir sous le drapeau d'un simple gentilhomme, le héros de l'Écosse s'empara de tout le pays au delà du Forth.

La bataille de Stirling, où il déploya la plus grande habileté militaire, aussi bien que la plus haute bravoure, affranchit l'Écosse; et le commandant de l'armée anglaise, lord Surrey, s'enfuit, portant à Édouard la nouvelle que l'Écosse avait été perdue à Stirling aussi vite qu'elle avait jadis été gagnée à Dunbar. Après cette victoire, Wallace s'empara successivement de toutes les forteresses du royaume. Franchissant alors la frontière, il ravagea le pays anglais de Newcastle à Carlisle. Au retour de cette expédition, les états furent assemblés par le héros, qui fut déclaré gouverneur d'Écosse (1297).

Cependant Édouard ne tarda pas à tenter une nouvelle expédition en Écosse, et, sans doute, il eût été repoussé par l'habileté de Wallace, si la trahison des comtes de Dunbar et d'Angus ne lui eût fait savoir que le chef écossais s'était secrètement avancé jusqu'à Falkirk. Édouard s'y rendit aussitôt avec son armée, et le 22 juillet 1298 il obligea Wallace à accepter, sans y être préparé, une bataille, où les Écossais succombèrent malgré de sublimes efforts.

Parmi ceux qui périrent dans cette malheureuse affaire, on cite le lord Stuart, trouvé sans vie au milieu de ses fidèles archers, tous morts en le défendant, Macduff et sir John Graham, *le brave et sage champion*, l'ami de cœur de Wallace.

Après la bataille de Falkirk, le héros populaire de l'Écosse, le seul homme qui pût réparer le désastre de cette fatale journée, se vit en proie à toutes sortes de calomnies et de reproches. Découragé, il donna sa démission, et on nomma pour le remplacer l'archevêque de Saint-André, Bruce, et Jean Comyn, qui durent administrer le royaume au nom de Jean Baliol, qu'Édouard venait de livrer au pape (1302).

Cette même année, Édouard envoya en Écosse une armée de 20,000 hommes, commandée par John Seward, général renommé; cette armée périt sous les coups des Écossais.

La guerre de France étant désormais finie, le roi d'Angleterre marcha lui-même en Écosse (1303), et se rendit maître de tout le pays. Les lords qui firent leur soumission oublièrent de rien stipuler pour l'héroïque Wallace, qui, aux termes du traité, eut *la faculté de se rendre à discrétion.* Dans la suite, Wallace fut le premier des trois patriotes que le monarque anglais jugea dignes d'être exclus de l'amnistie qu'il accordait aux rebelles et dont la tête fut mise à prix.

Un Écossais, sir John Monteith, fut assez lâche pour livrer le héros. Sous la couleur de l'amitié, ce misérable trompa Wallace, qui, livré au roi Édouard, fut condamné à mort, pendu et coupé par quartiers, comme le malheureux Lewellyn. La tête du défenseur de l'Écosse fut exposée sur la Tour comme l'avait été celle du patriote gallois. Mais l'esprit de Wallace lui survécut : Robert Bruce, comte de Carrick, petit-fils de l'un des prétendants dont nous avons précédemment parlé, devint, à son tour, le héros de son pays.

Quand Wallace fut mort, Édouard donna à l'Écosse une sorte de constitution qui devait abolir complétement la nationalité écossaise.

Le vieux Robert Bruce avait, comme nous l'avons

dit, disparu de la scène politique en 1296. Son fils ne prit guère part aux affaires de son pays; mais de bonne heure son petit-fils, auquel il avait laissé l'administration de ses domaines d'Écosse, montra un singulier désir de se distinguer, et s'habitua à considérer les droits de son grand-père à la couronne comme supérieurs à ceux de Baliol.

Or, le représentant de la famille de Baliol en Écosse était alors Jean Comyn de Badenock, surnommé *le Roux*, neveu du roi déchu. La rivalité des deux prétendants s'envenimant de torts réciproques, ne tarda pas à devenir une haine farouche. Ils essayèrent de la vaincre pourtant, et sentant que leur intérêt, aussi bien que celui du royaume, voulait que l'Anglais fût chassé, ils firent une sorte de traité secret par lequel, s'unissant pour repousser l'ennemi commun, l'un d'eux devait être couronné, à condition d'abandonner à l'autre tous ses biens patrimoniaux. Comyn, qui eut le choix, dit-on, laissa le trône à son rival, qu'il se réservait de trahir en dénonçant la ligue au roi anglais.

Bruce s'était rendu à la cour d'Édouard, où bientôt il apprit que sa liberté était menacée. Il s'échappa, et, de retour en Écosse, il ne tarda pas à acquérir la preuve que Comyn l'avait trahi. Au mois de février 1306, il demanda à celui-ci une entrevue, qu'il voulait pacifique, comme l'indique le lieu qu'il choisit, l'église des Frères Mineurs de Dumfries. Bruce reprocha son parjure à Comyn, qui, dit-on, lui donna un démenti; mais on n'a jamais bien su comment la chose s'était passée, les deux chefs étant absolument seuls dans l'église. Ce qui est certain, c'est que Bruce frappa son ennemi d'un coup de poignard. Épouvanté lui-même d'avoir commis une telle action dans un lieu saint, il sortit de l'église, égaré, tenant à la main son glaive sanglant. Un de ses adhérents, Kirkpatrick, lui

demanda alors ce qu'il avait, et comme Bruce s'écria qu'il croyait avoir tué Comyn le Roux, Kirkpatrik reprit : « Ce n'est pas une chose à laisser incertaine ; » et entrant lui-même dans l'église, il passa son épée au travers du corps de Comyn, gisant sur les dalles. Il s'ensuivit un tumulte qui épouvanta les justiciers anglais, lesquels tenaient leur séance dans une salle voisine de l'église. Ils se barricadèrent dans cette salle, dont Bruce les obligea de sortir en y mettant le feu.

Cet acte de sauvage emportement ôtait désormais à Bruce tout espoir de réconciliation avec le roi Édouard, qu'il savait averti de ses projets. Levant l'étendard de la révolte, il se retira dans les montagnes, où il ne tarda pas à rassembler une armée. Parmi ceux qui se rangèrent sous sa bannière, qui était celle de l'indépendance nationale, on cite quatre frères de Bruce, son neveu Thomas Randolph, son beau-frère Christophe Seaton, le primat d'Écosse, l'évêque de Galway, l'abbé de Scone, les comtes de Lennox et d'Athol, James Douglas, qui fut toute sa vie le fidèle ami de Bruce, comme son père, William Douglas, avait été celui de Wallace, et une douzaine d'autres barons. Mais leur nombre était bien petit pour une entreprise dans laquelle ils allaient avoir à combattre toutes les forces de l'habile Édouard.

Le 27 mars 1306, on procéda au couronnement de Bruce. Il se fit avec solennité à Scone, où n'étaient plus ni la pierre d'inauguration, ni l'antique couronne royale. Un fait singulier signala cette cérémonie. Les comtes de Fife avaient depuis le règne de Malcolm Cean-Mohr le privilége de placer de leurs mains la couronne royale sur le front du chef de l'État. Nul n'y avait manqué. De cette fois, le comte, engagé dans le parti anglais, refusa de venir exercer son droit. La sœur du comte de Fife, la comtesse de Buchan, dont le mari était également engagé dans le

parti d'Édouard, s'échappa furtivement de chez elle, et vint placer la couronne sur la tête de Bruce; acte de loyauté féodale dont, par la suite, Édouard la punit cruellement.

Le roi d'Angleterre n'eut pas plutôt appris le couronnement de Bruce, qu'il envoya un gouverneur en Écosse, avec ordre d'y réprimer la rébellion; et la bataille de Methven (1306) détruisit presque entièrement le parti national. Fugitif, Bruce n'eut longtemps pour se nourrir, lui et les siens, que le produit de sa chasse. Ils errèrent assez longtemps sans trouver ni sympathie ni opposition chez les montagnards; mais, dans le comté d'Argyle, ils rencontrèrent un parent de Jean Comyn qui résolut de venger la mort de celui-ci.

Bruce, attaqué à l'improviste par une troupe de beaucoup supérieure à la sienne, combattit comme un lion et eut la vie sauve. Cependant il ne put, comme il en avait le dessein, gagner les îles occidentales, et ne sachant ce qu'il allait devenir, il se sépara de sa femme et des dames de sa suite qu'il fit conduire au château de Kildrummie que possédait encore un de ses frères, après quoi il marcha dans une autre direction vers les côtes occidentales. Arrivé au lac Lomond qu'il lui fallait traverser, il ne trouva d'autre moyen de transport pour lui et sa troupe se montant à deux cents hommes, qu'une petite barque qui ne pouvait contenir que trois hommes à la fois. On dit qu'assis sur la rive et décidé à passer le dernier, Bruce calma son impatience et celle de ses compagnons en leur lisant un livre de chevalerie, dont les aventures n'étaient certainement guère plus romanesques que les leurs. On dit encore que, dans ce lieu sauvage, le monarque fugitif s'étant mis à donner du cor, fut rejoint par le comte de Lennox, fugitif comme lui, qui jugea qu'un son aussi parfait ne pouvait venir que de son roi bien-

aimé. Tous deux s'embrassèrent en pleurant, et gagnèrent bientôt la province de Cantire, gouvernée par un souverain portant le titre de *Roi des îles*. Bruce quitta bientôt cette résidence pour la petite île de Rachlin, où il resta caché pendant tout l'hiver de 1306.

Édouard, triomphant en Écosse, poursuivit avec la dernière rigueur les partisans de Bruce. Sa femme et sa fille, arrachées d'un sanctuaire où elles s'étaient réfugiées, furent enfermées séparément dans des prisons d'Angleterre, où elles restèrent huit ans. La comtesse de Buchan fut jetée dans un donjon, bâti exprès pour elle. L'archevêque de Saint-André et l'évêque de Glascow furent mis en prison. Le roi d'Angleterre sollicita du pape leur dégradation, qu'il ne put obtenir. Nigel Bruce, frère du roi, fut mis à mort, ainsi que Simon Fraser, Christophe Seaton, et le comte d'Athol, auquel sa parenté avec le roi d'Angleterre valut la distinction d'un gibet de cinquante pieds de haut.

Robert Bruce, dont on ne pouvait se saisir, fut proscrit par le gouvernement anglais, déclaré coupable de meurtre et de sacrilége, et une sentence d'excommunication fut lancée contre lui par le légat du pape, au moment même où le roi Édouard, s'emparant de ses biens, les distribuait à des barons anglais qui s'étaient signalés dans la lutte contre l'Écosse.

Mais au milieu de tant de malheurs, Bruce ne s'abandonna pas lui-même, et le printemps de l'année 1307 le vit débarquer en Écosse en compagnie de son frère Édouard, dont l'âme était peut-être plus intrépide encore que la sienne.

Un premier avantage qu'ils remportèrent fut le signal d'une suite de victoires qu'on pourrait appeler miraculeuses, et Bruce se vit bientôt entouré de partisans, dont le nombre grossissait chaque jour. Les Anglais, qui se sentaient surtout puissants derrière leurs murailles, se renfermèrent dans leurs châteaux,

que plus d'une fois ils durent évacuer. Le château de Turnberry retomba ainsi dans les mains des Écossais, et Douglas reprit par surprise son propre château confisqué par le roi d'Angleterre. On dit qu'ayant passé la garnison anglaise au fil de l'épée, il fit jeter les corps dans un magasin rempli de provisions, et brûla ensuite son château, conformément à ce que la politique avait appris aux Écossais; à savoir : que les forteresses étaient facilement prises par les Anglais, qu'il en coûtait beaucoup pour les en chasser, et que si l'Écosse eût été totalement découverte, l'ennemi eût pu l'envahir, mais non s'y établir. Le lieu de ce sauvage exploit du chef écossais est appelé encore aujourd'hui *le garde-manger de Douglas.*

Bientôt le comté d'Ayr fut tout entier au pouvoir du chef national, et la victoire de Loudoun-Hill (1307), et plusieurs autres succès, vinrent désespérer Édouard, et peut-être hâter sa mort. Nous avons dit ailleurs quelle importance ce prince attachait à la soumission de l'Écosse.

Édouard II nomma gouverneur d'Écosse le comte de Pembroke, qu'il remplaça bientôt par le comte de Richemond; puis il retourna à Londres, laissant les deux gouverneurs poursuivre les patriotes.

Bruce porta ses armes dans le nord, tandis que Douglas ravageait l'ouest et le sud. Une partie des districts du nord se prononcèrent pour le roi d'Écosse; mais il y trouva aussi des ennemis sur lesquels il eut d'ailleurs presque toujours l'avantage dans les combats qu'ils l'obligèrent à livrer. Les citoyens d'Aberdeen chassèrent les soldats anglais de leur citadelle; celle de Forfar fut reprise, et Bruce les brûla toutes deux.

Bruce s'efforça d'étendre l'insurrection à toute l'Écosse, afin d'éparpiller les Anglais, et d'éviter ces batailles rangées fatales au parti national, qui au contraire triomphait presque toujours dans la guerre de partisans.

L'année 1308 vit le Galloway entièrement soumis à Robert Bruce, par son frère Édouard, tandis que de son côté l'intrépide Douglas, surprenant les Anglais par mille ruses de guerre dont le récit semble emprunté à l'histoire des tribus sauvages, renvoyait à son souverain de nobles barons écossais, pris dans les rangs ennemis, et entre autres Thomas Randolph, qui, dans la suite, devint un des plus fermes défenseurs de l'indépendance écossaise.

Le faible Édouard II ne paraissait suivre aucun plan arrêté dans la campagne d'Écosse : tantôt il faisait promulguer l'excommunication jadis lancée par le pape contre le roi d'Écosse, bulle dont un clergé patriotique neutralisait l'effet en refusant de s'y soumettre; tantôt il proposait une trêve que les Écossais ne voulaient accepter que sous condition. Il convoquait des revues générales des troupes anglaises, sans avoir la force ou le courage de punir ceux de ses barons qui refusaient de s'y rendre; enfin, les gouverneurs étaient capricieusement changés, et on en vit six rappelés successivement, sans qu'aucun d'eux eût eu le temps d'agir conformément aux instructions qu'il avait reçues. En un mot, tout ce qui se faisait en Angleterre portait le caractère de la faiblesse, de la démence, tandis qu'en Écosse toutes les mesures prises étaient fermes, sages, conséquentes.

Les états de ce dernier royaume s'étant assemblés (1308), déclarèrent que c'était injustement que Baliol avait porté la couronne qu'aurait dû avoir le vieux Bruce, aïeul du roi actuel. Ils prononcèrent la peine de trahison contre quiconque disputerait la royauté à Robert, et des lettres pastorales des évêques, qui le reconnaissaient pour roi, sans s'inquiéter des foudres de l'excommunication, achevèrent d'assurer son gouvernement.

Édouard laissa se passer toutes ces choses sans pa-

raître s'en occuper, puis, prenant la résolution d'agir, on le vit assembler une grande armée (1310), et entrer en Écosse à une époque très-avancée de l'année. Bruce évita une bataille générale, harcela les Anglais, les empêcha de s'approvisionner, força l'armée d'expédition à retourner en Angleterre, pour ne pas périr de faim et de fatigue.

Une seconde, une troisième et une quatrième expédition furent également repoussées. Une fois en campagne, les petits corps de partisans écossais poussaient jusqu'à la frontière anglaise, dont ils pillaient et rançonnaient les habitants. Dans une de ces excursions, on vit Robert prendre au retour, la ville et la citadelle de Perth, occupées par une garnison anglaise (1310).

Douglas s'empara du château fort de Roxburgh (1312), et Thomas Randolph de celui d'Édimbourg (1312), tandis qu'un audacieux paysan, nommé Binnock, prenait par stratagème celui de Linlithgow, bâti et défendu par les Anglais. De son côté, Bruce vengeait deux de ses frères, et mettait l'île de Man, sous la domination de l'Écosse.

Au retour, Bruce trouva l'œuvre de libération fort avancée par son frère, qui avait pris Rutherglen et Dundee; mais il ne tarda pas à apprendre que le téméraire Édouard, assiégeant Stirling, seule forteresse que les Anglais possédassent encore en Écosse, courait le risque d'amener une de ces batailles générales dans lesquelles les Écossais avaient été constamment vaincus. De cette fois, les préparatifs de l'Angleterre étaient tels, que, si des pièces authentiques n'en venaient affirmer l'étendue, on ne saurait y croire. L'armée d'invasion se montait à plus de 100,000 hommes, qui durent se trouver à Berwick le 11 juin 1314. Instruit à temps, l'Écossais se prépara courageusement à la défense.

Bruce était alors reconnu roi par la plus grande partie de l'Écosse, et c'était avec la certitude d'obtenir l'appui de toute la nation qu'il se préparait à la lutte, avec de terribles désavantages.

Sa cavalerie était peu nombreuse, et la cavalerie était alors considérée comme la partie la plus formidable d'une armée. Ses archers étaient, en habileté comme en nombre, inférieurs aux archers anglais, les premiers du monde à cette époque; enfin son armée ne se montait pas à plus de quarante mille hommes, dont encore il faut distraire dix mille de ces varlets ou traînards, toujours à la suite des armées, qu'ils encombraient, mais qui de cette fois, par un hasard singulier, eurent part à la victoire.

Bruce était un des plus habiles tacticiens de son temps; il songea à compenser ces désavantages, en se servant beaucoup de son infanterie armée de piques, et en choisissant son terrain de manière à forcer l'ennemi à rétrécir son front d'attaque, et à l'empêcher de profiter de ses forces supérieures.

Il se plaça dans une sorte de parc, partie découvert, partie planté d'arbres. Il y établit sa ligne de bataille, laissant à découvert son flanc gauche et son arrière-garde, sur la foi jurée par le gouverneur du château de Stirling, qui le dominait de ce côté. De ce côté même, Bruce voyant le terrain favorable aux manœuvres de cavalerie, fit creuser de nombreux fossés, semer des chausse-trappes et planter des pieux, de façon à ce que si la cavalerie anglaise s'y engageait, elle essuyât une déroute complète avant même d'avoir combattu. L'aile droite de l'armée écossaise était couverte par la rivière de Bannock-Burn, qui donna son nom à cette journée. L'approche directe du front de bataille était défendue par un marécage.

Ce fut le 23 juin 1314 qu'ainsi campé avec son armée Bruce apprit l'approche des troupes anglaises.

Ordonnant à ses soldats de se tenir prêts, il fit aussitôt proclamer que ceux qui n'étaient pas disposés à vaincre ou à mourir étaient libres de se retirer; et l'armée répondit pas un hourra général. Les dix mille pillards qui suivaient le camp, congédiés avec les bagages, durent se retirer sur une colline, qui porte encore aujourd'hui le nom de *Montagne des Varlets*, et l'armée fut mise en bataille.

Bruce terminait à peine ces arrangements, qu'il vit paraître l'ennemi, et la bataille commença par des engagements particuliers, dans lesquels Thomas Randolph et Douglas déployèrent leur héroïsme accoutumé. Le roi lui-même, attaqué par un chevalier anglais, l'étendit roide mort à ses pieds.

Le lendemain (24 juin), l'armée d'Édouard se présenta en ligne de bataille, et en voyant s'avancer les troupes ennemies, nombreuses et pressées comme les vagues de la mer, les Écossais, implorant les secours du ciel, reçurent à genoux la bénédiction de l'abbé d'Inchaffray, qui, la tête et les pieds nus, parcourut toute la ligne. En les voyant dans cette humble posture, Édouard s'écria : « Les soldats écossais demandent merci! » Mais un de ses barons lui répondit : « Ils le demandent au ciel, et non à Votre Altesse; ils vaincront ou mourront en ce lieu. »

Dès le commencement de la bataille, les Anglais eurent le dessous, grâce à l'habile tactique du roi d'Écosse; ils avaient donné presque tous à la fois, et Bruce porta la confusion à son comble, en s'élançant en personne sur eux à la tête de sa réserve. Alors les dix mille varlets que nous avons vus se retirer au loin descendirent de leur colline pour prendre part au butin; et, comme ils portaient, en guise d'enseignes, des habits et des couvertures de cheval emmanchés à de longs bâtons, ils parurent une nouvelle armée aux Anglais, qui prirent immédiatement la fuite.

Le carnage fut immense; vingt-sept barons, deux cents chevaliers, et cinq cents écuyers, le sang le plus noble de l'Angleterre, périrent avec trente mille soldats dans cette terrible bataille, qui sembla venger l'Écosse de tous ses malheurs passés. Le roi Édouard, qui, au milieu de tous ses vices, avait conservé une grande valeur personnelle, fut entraîné malgré lui loin du champ de bataille, où revinrent mourir bon nombre de chevaliers qui ne voulurent pas survivre à une si honteuse défaite. Réfugié à Dunbar, le prince, qui laissait derrière lui la plus belle armée qu'un roi d'Angleterre eût jamais commandée, passa de là en Angleterre, presque seul, sur un misérable bateau pêcheur.

La perte des Écossais fut peu considérable. Le butin fait à Bannock-Burn fut immense. Des rançons considérables furent exigées des barons prisonniers, parmi lesquels se trouvait le grand connétable d'Angleterre, qui fut échangé contre cinq prisonniers écossais, savoir : la femme de Robert Bruce, sa fille, sa sœur, l'évêque de Glascow, et le comte de Mar, neveu du roi.

La bataille de Bannock-Burn est le fait le plus populaire de l'histoire d'Écosse. Elle donna aux Écossais une leçon qu'ils n'oublièrent jamais. Avant cette journée, ils avaient vu leur liberté nationale anéantie, leurs patriotes massacrés, leurs lois changées, leurs monuments emportés ou détruits, leur roi proscrit, excommunié, trouvant à peine une caverne pour y abriter sa tête, et voilà qu'après huit années, ce roi foulait en libérateur le sol de l'Écosse affranchie, et qu'autour de lui gisaient, morts ou prisonniers, les plus nobles et les plus braves de ses ennemis. Ce souvenir contribua sans doute à conserver aux Écossais cette courageuse patience qu'on leur vit garder toujours, alors même que tout semblait perdu; et

dans les moments de leur plus grand abaissement, ils regardaient avec espérance les glaives, religieusement conservés au foyer, et sur lesquels étaient écrites de fières devises, comme celle-ci : « *J'ai servi Bruce à Bannock-Burn, et les Anglais n'eurent pas à s'en vanter.*

Les troupes d'Édouard furent complétement démoralisées par leur défaite, de telle sorte, dit un historien anglais, qu'à partir de ce moment, « cent Anglais n'auraient pas rougi de fuir devant trois ou quatre soldats écossais. » Bruce n'eut garde de négliger les avantages de cette terreur, et trois fois dans le cours d'une année, des troupes écossaises, commandées par son frère et par l'héroïque Douglas, mirent à feu et à sang les frontières anglaises.

Cependant, malgré ses succès, l'Écosse ne laissait pas de souffrir : la famine la ravageait aussi bien que l'Angleterre; mais on tenta vainement d'amener, entre les deux pays, une trêve qui leur était grandement nécessaire.

En 1315, les états d'Écosse, pour éviter des malheurs semblables à ceux qu'avait amenés l'incertitude de la succession d'Alexandre III, firent une loi d'hérédité par laquelle, en cas de défaillance d'héritier mâle à la mort de Robert, la couronne devait échoir à son frère Édouard, et à défaut de celui-ci, à la fille unique du roi, Marjory, mariée à Walter Stuart, grand sénéchal d'Écosse, tige de la famille des Stuarts. Mais ni Édouard, ni Marjory, ni son époux ne devaient survivre à l'héroïque vainqueur de Bannock-Burn.

Cette même année vit Édouard Bruce tenter, en Irlande, une expédition, dont le récit trouvera place ailleurs. Le roi d'Écosse était allé lui-même à la défense de son frère, quand il dut revenir dans ses États pour réprimer certaines invasions partielles des An-

glais et pour repousser des prétentions d'un autre genre parties d'un autre côté.

Fatigué de la guerre, le roi d'Angleterre avait recouru au pape, qui, gagné par l'or des Anglais, promulga une bulle ordonnant une paix de deux années entre l'Angleterre et l'Écosse. Deux cardinaux furent chargés de se rendre dans les deux pays pour y publier cette bulle. Arrivés en Angleterre, les cardinaux députèrent au roi d'Écosse deux nonces chargés de lui remettre le message du pape formé de deux lettres, dont l'une était ouverte et l'autre cachetée. Après avoir entendu lecture de la première, Bruce, qui se doutait que la seconde contenait une sentence d'excommunication, refusa de la lire parce qu'elle était adressée, non au roi, mais à *lord Robert Bruce, gouverneur d'Écosse.* Les nonces durent donc repartir, et déjà dépouillés, en venant, par deux de ces gentilshommes brigands qui n'étaient alors que trop communs par toute l'Europe, ils le furent encore au retour, et se virent enlever la bulle qu'on déchira sous leurs yeux ; mais dont les morceaux furent probablement portés au roi d'Écosse.

Cette tentative du pape n'eut aucun résultat, et continuant leurs ravages sur la frontière, les Écossais se furent bientôt emparés de Berwick, qu'Édouard II essaya vainement de leur reprendre (1319). Bruce envoya en Angleterre un corps de 15,000 hommes, sous la conduite de Randolph et du terrible Douglas, dont les ravages furent tels, que dans la suite, pour faire taire les enfants, les mères et les nourrices les menaçaient de Douglas *le Noir*. On a de vieilles ballades et des traditions populaires qui attestent la terreur que le chef écossais avait inspirée aux ennemis de son pays.

Cependant, Bruce, qui n'avait pas cru devoir accepter la trêve que voulait lui imposer le pape, désirait vivement une paix qui lui permît de s'occuper de l'or-

ganisation de l'Écosse. Il signa donc une trêve de deux années avec le monarque anglais, et la mort de son frère Édouard, tué en Irlande, et celle de sa fille Marjory, rendant nécessaires quelques changements à la loi de succession, un parlement fut convoqué à Scone (1318). Ce parlement déclara héritier du trône, à défaut de fils du roi Robert, le fils encore enfant de Marjory et du grand sénéchal d'Écosse; loi qu'allait bientôt rendre inutile la naissance inespérée d'un fils de Robert Bruce.

La régence du royaume fut décernée à Thomas Randolph, et après lui à James Douglas. On établit, outre ce cas particulier, une loi permanente d'hérédité de la couronne, portant que l'héritier mâle le plus proche du roi, dans la ligne directe, lui succéderait; à défaut d'héritier mâle, la femme la plus proche dans la ligne directe; et en cas d'extinction de cette ligne, le plus proche héritier mâle dans la ligne collatérale.

On fit ensuite un règlement militaire, portant que tout Écossais succeptible d'être appelé à la défense de son pays serait obligé de se munir d'armes, suivant son rang et ses moyens.

Il fut pourvu, par de sages règlements, aux besoins des corps armés, auxquels les cantons durent fournir des vivres moyennant payement.

Fournir des armes ou des armures à l'Angleterre fut interdit sous peine de mort.

L'indépendance de l'Église d'Écosse fut proclamée, et défense fut faite au clergé d'envoyer de l'argent à Rome.

Enfin, il fut interdit aux Écossais résidant en pays étranger de percevoir leurs revenus d'Écosse.

Cependant, le pape avait publié sa bulle d'excommunication; mais ni l'Église d'Écosse, ni le peuple, ne firent attention à cette bulle, que Bruce et le parlement songèrent pourtant à faire révoquer, parce

qu'elle pouvait apporter des difficultés dans les transactions de l'Écosse avec les puissances étrangères.

Le parlement répondit donc au pape par un manifeste (1320), dans lequel un énergique bon sens et un mâle esprit de liberté se mêlent à de pitoyables arguments dignes de l'ignorance de ce siècle.

Mais malgré la popularité de Bruce, qu'à défaut d'autre témoignage attesterait suffisamment ce manifeste, de sourds mécontentements fermentaient. Le roi eut avis qu'une conspiration se tramait contre lui, et que dans cette conspiration étaient entrés son propre neveu, David de Brechin, cinq chevaliers et trois autres nobles, qui avaient résolu de mettre le roi à mort et de placer sur le trône William de Soulis, sommelier héréditaire d'Écosse.

Il est probable que le roi d'Angleterre avait trempé dans ce complot, qui, découvert à temps, amena la mort de trois gentilshommes et d'un écuyer, et la détention perpétuelle du sommelier héréditaire et de la comtesse de Strathen. Ajoutons qu'on regarda en général ce jugement comme sévère, et que le parlement qui l'avait rendu reçut le nom de *parlement noir :* tant dans ce siècle accoutumé au carnage sur les champs de bataille, on avait horreur des exécutions juridiques.

La trêve étant expirée, Édouard fit de nouveau de grands préparatifs de guerre, et les Écossais recommencèrent la campagne, entrant de divers côtés à la fois sur la frontière anglaise, qu'ils ravagèrent. Ils retournèrent en Écosse chargés d'un butin considérable qu'ils remportaient d'une campagne de 24 jours. Ayant appris que le roi anglais marchait contre lui avec une armée presque aussi considérable que celle qu'il avait vaincue à Bannock-Burn, Bruce, qui, selon sa coutume, voulait refuser une bataille générale, dévasta la frontière écossaise elle-même et en-

voya les habitants dans les montagnes avec tous leurs effets. En conséquence, l'armée anglaise, après s'être avancée jusqu'à Édimbourg, sans rencontrer autre chose qu'un bœuf maigre et boiteux, fut obligée de rentrer en Angleterre, exténuée de fatigues et de toutes sortes de privations; mais non sans avoir massacré de pauvres moines infirmes qui n'avaient pu quitter leurs couvents, que les Anglais brûlèrent après en avoir enlevé les vases sacrés et tout ce qu'ils y purent trouver de précieux. Ces excès, qui pouvaient passer pour de simples représailles, amenèrent de nouvelles représailles qui furent suivies d'une trêve (7 juin 1323) de treize ans, dans laquelle le monarque anglais reconnut, pour la première fois, Robert Bruce comme roi d'Écosse.

Bruce songea alors sérieusement à faire sa paix avec Rome, où il envoya son neveu, Thomas Randolph, qui déploya autant d'habileté diplomatique, dans cette difficile négociation, qu'il avait jadis montré de vaillance. En revenant d'Italie, Randolph conclut avec la France une alliance offensive et défensive qui, par la suite, eut une grande influence sur les affaires d'Écosse. Mais ce traité ne dut être mis à exécution qu'après l'expiration de la paix de Berwick.

La naissance d'un fils du roi, qui devait succéder à son père sous le nom de David II, fut saluée d'une acclamation générale, et on assembla un nouveau parlement, dans lequel furent admis, pour la première fois, les représentants des bourgs royaux (1326). Après avoir prêté serment de fidélité au jeune prince, et à son défaut, au fils orphelin de la princesse Marjory et du grand sénéchal, Walter Stuart, ce parlement accorda à Robert Bruce le dixième du revenu de toutes les terres du royaume.

La déposition d'Édouard II fut pour Robert Bruce l'occasion de rompre la trêve de Berwick, et d'envahir

la frontière anglaise (1327). Aussitôt Édouard III fait marcher contre les Écossais une armée forte de plus de 60,000 hommes. De leur côté, les Écossais étaient nombreux; cependant, chose singulière, les deux troupes étaient à dix milles environ l'une de l'autre, sans que ni l'une ni l'autre connussent leurs positions respectives, de telle sorte que le roi anglais fit publier un ban promettant cent livres de revenu en terres, et l'ordre de chevalerie, à quiconque pourrait lui donner des nouvelles de l'armée écossaise.

Un gentilhomme nommé Thomas de Rokeby revint au bout de quelques jours réclamer la récompense promise. Il pouvait indiquer parfaitement la position des Écossais, car il avait été fait prisonnier par eux. Conduit devant leurs chefs, et leur ayant dit quelle était sa mission, ceux-ci l'avaient relâché en le chargeant de dire au monarque anglais qu'ils ne savaient pas plus sa position qu'il ne connaissait la leur, mais qu'ils seraient charmés de le voir venir là où ils étaient.

Édouard ne se fit pas attendre, et trouva l'armée écossaise campée sur une montagne, dont l'approche était défendue par une rivière. Le roi anglais somma vainement ses adversaires de descendre dans la plaine pour y combattre à forces égales. Douglas et Randolph répondirent : « Qu'ils étaient entrés en Angleterre sans « le consentement du roi et de ses barons, et qu'ils y « resteraient aussi longtemps que bon leur semblerait. « Si, ajoutaient-ils, notre présence déplaît au roi, « qu'il traverse la rivière et fasse de son mieux pour « nous châtier. » Après être restés ainsi plusieurs jours en présence, les Écossais quittèrent secrètement leur camp au milieu de la nuit, et s'allèrent placer dans une autre position, plus forte encore, où ils attendirent les Anglais. Bientôt Douglas, s'introduisant par surprise dans le camp anglais, parvint jusqu'à la

tente d'Édouard. Il en avait déjà coupé les cordes au cri de « Douglas! Douglas! » et allait faire prisonnier le jeune monarque, quand celui-ci fut sauvé par son chapelain et quelques officiers qui se trouvaient près de lui, qui furent tués en le défendant. Ayant échoué dans son audacieuse entreprise, qui avait donné l'alarme, Douglas se fraya, l'épée à la main, un passage à travers le camp anglais, et regagna heureusement l'armée écossaise.

Le lendemain matin, les Écossais avaient encore abandonné leur camp, où les Anglais trouvèrent une grande quantité de bœufs tués. Les sobres montagnards n'avaient pas voulu s'embarrasser de ces subsistances. Un sac de farine d'avoine, pendu à la croupe de leur selle, une plaque de fer (*girdle*), sur laquelle ils faisaient cuire des galettes de cette farine à mesure qu'ils en avaient besoin, formaient tout leur appareil de cuisine. Le pillage leur fournissait, en pays ennemi, une nourriture animale, dont, du reste, ils se passaient fort bien. Ajoutons qu'ils ne se servaient ni de sel, ni d'aucune liqueur fermentée, ne buvant jamais que de l'eau. Dès ce temps au contraire, pour combattre vaillamment, les armées anglaises avaient besoin d'être bien approvisionnées de viande, de pain et de liqueurs spiritueuses, et lorsque ces objets leur manquaient, la maladie et la démoralisation ne tardaient pas à s'introduire parmi elles.

C'est ce qui arriva cette fois; et le roi Édouard, congédiant son armée, parut désirer de traiter avec le roi d'Écosse. Un parlement fut convoqué à York à cet effet, et ce parlement anglais reconnut l'indépendance de l'Écosse, ainsi que la souveraineté légitime de Robert Bruce, et statua qu'on rendrait toutes les pièces et insignes enlevés à Scone par Édouard Ier. La princesse Jeanne, sœur d'Édouard, et David Bruce, tous deux enfants, furent fiancés, et une alliance fut conclue

entre les deux pays, sans préjudice de celle que jadis l'Écosse avait signé avec la France. Enfin l'Écosse dut payer une somme de 20,000 livres à l'Angleterre, qui s'engageait à faire lever l'excommunication lancée contre Robert.

Ce traité, qui fut nommé *de Northampton*, du lieu où il fut conclu (1328), reçut son exécution, à l'exception de la restitution de la pierre de Scone, que le peuple de Londres ne voulut pas laisser emporter, et que certains chroniqueurs regardent comme l'aimant qui, près de trois siècles plus tard, attira sur le trône d'Angleterre Jacques Ier; se fondant sur deux fort méchants et fort anciens vers latins, qui, traduits littéralement, signifient : « Si le sort n'est pas trompeur, ô Écossais, partout où se trouvera cette pierre, tu seras roi. »

Les historiens anglais qualifient de déshonorant le traité de Northampton, qui fut à peine juste.

Malade et vieux avant l'âge, Robert Bruce passa les dernières années de sa vie près de Dumbarton, dans son château de Cardross. Quand ce grand homme vit sa fin prochaine, il recommanda vivement son fils à ses pairs et à ses barons; puis s'adressant au vaillant Douglas, il lui demanda de porter son cœur en Palestine, pour acquitter le vœu qu'il avait fait de s'y rendre dès que le lui permettrait la paix avec l'Angleterre : « Ce moment est arrivé, ajouta-t-il; mais je ne « puis en profiter; il faut donc que j'y envoie mon « cœur en ma place, et l'on ne trouverait pas, dans le « monde entier, un meilleur chevalier que vous pour « exécuter une telle mission. » Le grand homme expira le 7 juin 1329, âgé d'à peine 58 ans. Avant de mourir, il avait fait rédiger un *Avis* à son peuple, connu sous le nom de *Testament de Bruce;* écrit qui est en quelque sorte l'histoire de sa vie militaire, réduite en préceptes.

C'est à Robert Bruce que l'Écosse doit véritablement sa nationalité. Sous ses prédécesseurs, les diverses tribus étaient séparées les unes des autres par le langage, les mœurs, les dénominations ; après lui, on n'entend plus parler de Scots, de Galwégiens, de Pictes ni de Saxons. Tous s'enorgueillissent du nom d'Écossais ; tous, à l'exception des montagnards (*highlander*), parlent l'anglo-écossais.

Le parlement, assemblé à la mort de Robert Bruce, nomma pour régent Thomas Randolph, et ce choix était à peine fait, que le frère d'armes de Randolph, William Douglas, commença le pieux pèlerinage dont l'avait chargé le roi mourant. Douglas passa par l'Espagne, où il périt en combattant les Maures, et jamais l'Écosse ne perdit meilleur chevalier dans un temps où elle eût eu plus besoin de ses services. Ceux qui avaient suivi Douglas remportèrent, dans leur terre natale, le cœur du roi et le cadavre de son noble ami, qui ne laissait d'autres enfants qu'un fils naturel, William Douglas, chevalier de Liddisdale.

Le jeune roi fut solennellement couronné à Scone (1330) avec son épouse, Jeanne, sœur du roi Édouard ; et le régent et le parlement prirent toutes sortes de précautions pour assurer la stabilité et la sécurité du gouvernement.

Mais l'orage menaçait. Certains seigneurs écossais, dont jadis les biens avaient été confisqués par Bruce, essayèrent de profiter de la régence pour mettre sur le trône Édouard, fils de John Baliol. Celui-ci était mort en Normandie, peu de temps après la bataille de Bannock-Burn.

Randolph préparait une vigoureuse résistance, quand il mourut subitement (1332), peut-être empoisonné. Ce qui suit semble montrer qu'avec Bruce, Randolph et Douglas, tout talent militaire et tout solide principe de gouvernement avaient disparu de

l'Écosse. Une rivalité furieuse s'éleva au sein de la noblesse, et, après bien des cabales, un neveu de Bruce, le comte de Mar, homme de médiocre capacité, fut élevé à la régence. Il eut bientôt à combattre le jeune Baliol, qu'un peu d'habileté eût suffi à écraser, puisque celui-ci avait à peine trois mille hommes, tandis que l'armée commandée par le régent en comptait plus de trente mille; mais le comte de Mar ne sut pas profiter de ses avantages : il fut défait et perdit treize mille hommes à la fatale bataille de Dupplin-Moor.

Après cette affaire, le roi d'Angleterre s'empara de la ville et de la citadelle de Perth, et Édouard Baliol fut couronné à Scone (1332). Mais ce fils du misérable John ne tarda pas à montrer qu'aussi bien que son père il était indigne de porter la couronne. Le roi d'Angleterre s'étant montré sur la frontière, il se hâta de courir au-devant de lui, lui rendit hommage, sollicita les chaînes féodales que son père lui-même avait trouvées trop lourdes, et lui céda Berwick contre un territoire de deux mille livres de revenu.

Il y avait environ trois mois qu'Édouard Baliol était roi d'Écosse, lorsqu'il fut défait à Annan par un corps de royalistes (les historiens donnent le nom de *royalistes* aux partisans de *David Bruce*). Désormais fugitif et banni, il se trouva trop heureux de gagner la frontière anglaise, où il se crut à peine en sûreté.

Les royalistes trouvèrent enfin un chef digne de confiance dans la personne de sir André Moray de Bothwell, compagnon de Wallace et ami de Bruce dont il avait épousé la sœur. Le premier acte de ce nouveau régent (1322) fut de faire passer en France le jeune roi et la reine.

Sir André fait prisonnier (1333), ne fut qu'imparfaitement remplacé par Archibald Douglas, frère du vaillant William. Pour comble de malheur, le chevalier de Liddisdale fut également fait prisonnier, ce

qui priva l'Écosse de deux de ses plus braves défenseurs, au moment même où Édouard III s'apprêtait à remettre sur le trône le misérable Baliol.

Oubliant les avis du roi Robert, le régent Douglas ne craignit pas d'exposer son pays aux dangers d'une bataille rangée. La journée d'Hallidon-Hill fut un épouvantable désastre national, dans lequel périt la fleur de la chevalerie écossaise : le régent lui-même fut blessé. Mais les Anglais se flattèrent trop vite que l'Écosse ne pourrait jamais se relever de cette défaite. Ils rétablirent sur le trône Édouard Baliol, qui céda à l'Angleterre les comtés frontières de Berwick, Roxburgh, Selkirk, Peeble, Dumfries, et la totalité des trois provinces du Lothian, et rendit hommage pour le reste du royaume.

Le parti national ne possédait plus (1334) sur la terre d'Écosse que cinq forteresses : Dumbarton, Lochleven, Urquhart, Kildrummie et Lochdow : les quatre premières étaient considérées comme imprenables; mais la dernière n'était qu'une méchante tour. Le régent Bothwell s'échappa de prison, et sa délivrance fut le signal du soulèvement des royalistes, qui eurent bientôt mis en fuite le misérable Baliol (1334).

Édouard essaya de s'emparer des forteresses que lui avait cédées Baliol; mais les Écossais surent fatiguer son armée par cette guerre de partisans dans laquelle ils excellaient. Le monarque anglais, qui venait de déclarer hautement ses prétentions à la couronne de France (1337), quitta l'Écosse en y laissant une armée destinée à essuyer bien des revers.

Le régent d'Écosse, sir André Bothwell, mourut sur ces entrefaites (1337) et fut remplacé par le grand sénéchal d'Écosse, lord Robert Stuart, qui, après avoir repris mainte forteresse aux Anglais et rétabli en Écosse un gouvernement régulier, fit re-

venir de France le jeune roi, alors âgé de dix-huit ans (1341).

David Bruce, qui en montant sur le trône prit le nom de David II, était brave, beau de sa personne, et habile dans tous les exercices du corps, qualités qui devaient le rendre populaire. Par malheur, il était tout entier livré à l'amour du plaisir, et ses dix-huit ans n'excusaient qu'à peine une incroyable légèreté, un manque absolu d'expérience et d'esprit de conduite.

Dominé par une basse jalousie, il repoussa les conseils et la personne du brave Robert Stuart; et bientôt, au mépris d'une trêve conclue entre la France et l'Angleterre (1344), trêve à laquelle devait participer l'Écosse comme alliée de la première de ces deux puissances, il commença des hostilités contre l'Angleterre, où il entra par la frontière occidentale. Cette agression injuste amena la fatale bataille de Nevill's Cross, où le roi fut fait prisonnier avec une partie de la brave chevalerie d'Écosse, dont une autre partie resta sur le champ de bataille. Ce coup terrible sembla abattre totalement l'Écosse, dont les comtés frontières se rendirent au roi anglais, sans même essayer de se défendre.

Abusant de sa victoire, Édouard fit mettre à mort plusieurs des prisonniers faits à Nevill's Cross; puis, sans plus parler de Baliol, il essaya de se faire prêter à lui-même serment de fidélité par les Écossais. Mais, à sa grande surprise, ceux-ci se relevèrent. Robert Stuart, nommé de nouveau régent, pendant la captivité du prince, abandonnant les provinces du sud qu'il désespérait de conserver, mit le pays du nord en état de défense, et, au milieu de la terreur et du trouble qui devaient nécessairement accompagner une telle catastrophe, maintint en Écosse une apparence de bon ordre et de gouvernement.

Il y avait dix années qu'avait eu lieu la fatale bataille de Nevill's Cross, lorsque des commissaires anglais et écossais s'assemblèrent à Newcastle (1354) pour y traiter de la rançon du roi David, qui fut fixée à 90,000 marcs sterling, payables en neuf années, et garantis par la noblesse et par les commerçants du royaume. Le parlement d'Écosse hésitait à ratifier le traité, trouvant que c'était racheter à bien haut prix la liberté d'un prince dénué de talents, sans héritier direct et livré tout entier à de grossiers plaisirs, quand, à l'instigation du roi de France, la paix fut encore une fois rompue (1354).

Édouard III résolut alors de se faire céder les droits de Baliol à la couronne d'Écosse. Le marché fut facilement conclu, et, au prix de 5,000 marcs comptant, et d'une pension de deux mille livres sterling, Baliol abandonna formellement à Édouard toutes ses prétentions à la couronne d'Écosse. Fort de cette renonciation, le monarque anglais entra immédiatement en Écosse (1354). Après avoir exercé des dévastations dans lesquelles les édifices religieux eux-mêmes ne furent pas épargnés, Édouard fut obligé de se retirer, et de nouveaux commissaires furent nommés (1357) pour fixer la rançon du roi, qui fut portée désormais à 100,000 marcs.

Après la ratification de ce traité par le parlement (1357), David sortit d'une captivité pendant laquelle il était devenu Anglais, comme ne tardèrent pas à le prouver ses fréquents voyages à la cour d'Édouard, qui, poursuivant toujours ses projets, s'efforçait d'établir entre l'Angleterre et l'Écosse une intimité qui, selon lui, devait amener la réunion des deux couronnes.

Le roi d'Écosse n'avait pas d'enfants, et il détestait son héritier naturel Robert Stuart. Le monarque anglais n'eut donc pas grand'peine à obtenir de David de

reconnaître secrètement pour son successeur, son troisième fils, Lionel, duc de Clarence. Cette reconnaissance fut soigneusement cachée à la noblesse d'Écosse jusqu'en 1363, époque où David osa la dévoiler au parlement, qui, d'une voix unanime, déclara que l'Écosse ne souffrirait jamais qu'un Anglais régnât sur elle.

Indigne fils d'un héros, David II, après avoir joué pendant les dernières années de sa vie le rôle ignoble d'instrument de l'Angleterre, mourut au château d'Édimbourg (1371), à l'âge de quarante-sept ans. Pendant son règne s'était consommée la fusion des divers peuples de l'Écosse, et ce pays continuait à marcher vers l'unité et la civilisation au milieu des malheurs de la guerre civile. Affaiblis et domptés, les chefs des îles et ceux des montagnes reconnurent la suprématie du roi d'Écosse. Ajoutons que le parlement d'Écosse se montra constamment sage et éclairé; mais le pouvoir exécutif ne posséda que bien rarement l'autorité nécessaire pour faire respecter les lois.

Le prince qui succéda à David Bruce était son neveu, Robert Stuart, qui par son père descendait des ducs de la Bretagne armorique, et par sa mère du héros de Bannock-Burn. Son nom de Stuart venait de la dignité de grand sénéchal (*Stewart*), héréditaire dans sa famille depuis sept générations.

Quand il monta sur le trône à cinquante-quatre ans, Robert II était entouré d'une nombreuse postérité, six fils et huit filles. Ses fils portèrent les titres de comte de Carrick, comte de Fife, duc d'Albany, comte de Buchan, comte de Strathern, et comte d'Athol. Ses filles choisirent des époux dans les premières familles de l'Écosse.

Le nouveau monarque, qui fut couronné à Scone selon l'ancien cérémonial, le 27 mars 1371, avait, quand il arriva au trône, passé le temps des travaux militaires, mais il était bon, intelligent et juste. Les

sept premières années de son règne furent pacifiques, du moins en ce qui regardait l'étranger, car les barons continuèrent à guerroyer entre eux.

La guerre avec l'Angleterre se réveilla en 1378, et, après bien des luttes et bien des escarmouches, elle se termina par une trêve qui n'eut guère de durée.

La France désirait que l'Écosse son alliée continuât la guerre, et, en 1385, elle envoya pour cet objet de l'argent, des armes et une troupe d'environ 5,000 hommes, commandée par Jean de Vienne, amiral de France. Ce guerrier, n'ayant pu ni habituer son armée à la guerre de partisans que faisaient les Écossais, ni amener ceux-ci à combattre les Anglais en bataille rangée, ne tarda pas à revenir en France (1388).

Robert II vieillissant et malade fit nommer régent (1389) son second fils, Robert comte de Fife, préférablement à son fils aîné, John comte de Carrick, infirme de corps et d'esprit; peu de temps après, il mourut, âgé de soixante-quinze ans, dont il avait régné dix-neuf.

Conformément à la loi d'hérédité établie sous Robert Bruce, l'infirme comte de Carrick succéda à son père et fut sacré à Scone (1390). Cédant à une idée superstitieuse des Écossais, qui prétendaient que le nom de John (*Jean*) portait malheur aux souverains (Jean sans Terre, en Angleterre; le roi Jean, en France; Jean Baliol, en Écosse), il changea son nom patronymique contre un nom chéri des Écossais, et régna sous celui de Robert III.

Les premiers soins du nouveau souverain furent de confirmer la trêve avec l'Angleterre, et de renouveller l'alliance avec la France; sages précautions qui, pendant huit années, mirent l'Écosse à l'abri des malheurs de la guerre étrangère.

Robert III était, comme nous l'avons dit, faible de

corps et d'esprit; aussi ne sut-il jamais réprimer les nobles, et toute sa vie se laissa-t-il dominer par son frère, le comte de Fife, esprit médiocre et sans élévation, mais amoureux d'intrigue et de pouvoir. Le comte de Fife parvint à semer la discorde au sein de la famille royale. Il fut véritablement cause de la mort du fils aîné du roi, David, duc de Rothsay.

Celui-ci était, à ce qu'il paraît, beau, brave et plein de cette impétueuse ardeur qu'on aime à voir à la jeunesse, dont il avait les nombreux défauts. Il s'offensa de voir son oncle, nommé régent, lui enlever toute part dans les affaires publiques; il le manifesta hautement, et celui-ci devenu son ennemi mortel, jura sa perte.

Les hostilités entre l'Écosse et l'Angleterre recommencèrent à l'avénement du premier des Lancaster (1399), qui réclama les droits de suzeraineté de l'Angleterre; mais ces hostilités n'amenèrent que des engagements partiels, dont les principaux héros, immortalisés par Shakspeare, sont Percy, surnommé *Hostpur*, et Douglas, vaillant chevalier, sans doute, mais qui fut malheureux dans toute cette campagne, où il reçut le surnom de l'*Homme qui perd* (*tineman*). L'engagement le plus important de cette guerre, fut la bataille d'Homildon (1402), gagnée par Percy, dont elle devait amener la révolte et la mort.

La trame criminelle du régent, pour perdre son malheureux neveu, ourdie longuement et dans l'ombre, se termina par la mort du prince, qui, attiré par surprise dans un des châteaux de son oncle, y fut jeté dans un cachot où il ne tarda pas à mourir de faim (1402). Ce malheureux jeune homme n'avait pas alors atteint encore sa trentième année. Sa mort ne fut vengée ni par un père trop faible, ni par un parlement vendu au régent. Cependant le vieux roi n'était pas sans soupçons, et craignant que l'ambitieux qui

avait osé attenter aux jours de Rothsay, ne voulût également entreprendre sur ceux de son autre fils, il résolut de l'envoyer, âgé de onze ans à peine, à la cour de France.

Le jeune prince fut, contre le droit des gens, capturé par un corsaire anglais, durant la traversée; et Henri IV résolut de le garder, quoi qu'il en dût arriver : « Dans le fait, disait-il en plaisantant, les Écos-« sais auraient dû me confier l'éducation de ce jeune « homme, car je suis excellent maître de français. »

Désespéré de ce nouveau malheur, le vieux roi d'Écosse n'y survécut qu'une année. Accablé d'ans, d'infirmités et de chagrins, il mourut en 1406.

Irlande, de 1272 à 1400. — Il y avait précisément un siècle qu'avait eu lieu la conquête de l'Irlande par Henri II, quand Édouard Ier monta sur le trône. Comme nous l'avons dit, ce prince était alors loin de l'Angleterre, et les Irlandais essayèrent de profiter de son absence pour reconquérir leur liberté. Leur effort désespéré n'amena rien de plus que la destruction de quelques châteaux forts et la capture du grand justicier, Maurice Fitz-Maurice.

Au retour d'Édouard en Angleterre, l'Irlande lui adressa une pétition par laquelle elle suppliait le roi d'étendre à elle le bienfait de la loi anglaise; mais cette pétition n'eut aucun résultat, et ce malheureux pays, continuant de gémir sous un régime oppressif et tout exceptionnel, n'offre pendant tout le règne, si brillant en Angleterre, du premier des Édouard, qu'une monotone suite d'oppressions et de guerres, dont il ne semble pas que le monarque anglais se soit beaucoup préoccupé.

Fitz-Maurice fut remplacé par lord Walter Genevil (1273), durant l'administration duquel les montagnards écossais firent irruption en Irlande.

En 1280 Édouard convoque les lords spirituels et

temporels de l'Irlande, pour voir avec eux s'il y a opportunité d'étendre la loi anglaise à ce pays, et cette fois ce n'est plus des Anglais établis en Irlande seulement qu'il s'agit, mais bien véritablement des Irlandais. Dans l'espoir de gagner leur juge, ceux-ci promirent au roi Édouard la somme énorme de huit mille marcs. Édouard accepta l'argent, et accorda à l'Irlande le bienfait de la loi anglaise, sauf le consentement des barons établis dans l'île. Mais il devait bien savoir que ceux-ci ne voudraient consentir sous aucun prétexte à ce qu'on accordât des droits égaux aux leurs, aux pauvres Irlandais qu'ils opprimaient de telle sorte, qu'à cette époque l'histoire de l'Irlande n'est véritablement que celle des barons anglais établis sur son sol.

On ne sait trop à quelle époque fixer l'origine du parlement irlandais. Une assemblée à laquelle les historiens de l'Irlande donnent ce nom, fut tenue en 1295, et, entre autres actes, ce parlement ordonna une nouvelle division du royaume en comtés. Il fit aussi une loi contre l'*absentisme*, cette incurable plaie de l'Irlande; loi par laquelle tous les absents étaient obligés de laisser au fisc une partie de leurs revenus, qui devait être consacrée à solder une force militaire régulière. On attribue encore à ce parlement une sorte de loi somptuaire, qui interdit aux Anglais de porter le costume du peuple conquis, et leur enjoint de conserver la mode anglaise, de porter la barbe et les cheveux, sous peine d'être considérés et traités comme des Irlandais, d'avoir leurs biens confisqués, et d'être privés de la liberté.

La guerre ayant éclaté entre l'Écosse et l'Angleterre, l'Irlande anglaise envoya au secours de la métropole (1298-1299), des troupes, qui, habituées à la guerre de partisans dans les montagnes et dans les marais, étaient parfaitement propres à la guerre d'Écosse.

De nouvelles forces furent encore envoyées pour le même usage en 1303. Sauf quelques guerres intestines, qui ressemblent à toutes celles dont nous avons donné le détail, sauf l'exécution d'un chevalier anglais, pendu pour avoir tué, avec des circonstances atroces, un Irlandais, il n'y a rien de plus à mentionner jusqu'à la fin du règne d'Édouard Ier (1307).

Nous avons dit ailleurs que sous Édouard II, Gaveston, exilé par ordre du parlement d'Angleterre, fut nommé *lieutenant du roi* en Irlande (1308), au grand mécontentement des barons anglais. Le pouvoir de Gaveston ne devait pas durer longtemps, et comme s'il l'eût senti, le favori déploya une activité extraordinaire.

Le successeur de Gaveston fut sir John Wogan (1309), sous lequel fut tenu un parlement, dont quelques lois suffisent à montrer l'esprit. Ces lois, où les indigènes sont désignés sous le nom de l'*ennemi irlandais*, statuent que le meurtre d'un Irlandais n'est pas un crime punissable par la loi, et que si un Anglais tue un Irlandais innocent ou coupable, quel que soit le rang de la victime, gentilhomme, prêtre, évêque même, les cours royales ne connaîtront pas de cette affaire;

Que le viol d'une femme irlandaise ne peut, en aucune façon, être considéré comme un délit;

Qu'une femme irlandaise mariée à un Anglais n'a, à la mort de celui-ci, droit à aucun douaire, sous quelque prétexte que ce soit;

Que tout seigneur anglais a droit d'annuler les testaments des Irlandais ses vassaux, et de disposer de leurs biens selon son bon plaisir.

Et qu'on ne l'oublie pas, l'iniquité était ainsi érigée en loi contre les Irlandais, au moment même où les Écossais allaient leur donner le plus noble exemple d'indépendance.

Bruce fugitif s'était, comme nous l'avons dit, réfugié dans l'île de Rachlin. Les Irlandais qui l'avaient recueilli avec sa petite troupe prirent le plus grand intérêt à sa fortune, et lorsqu'il triompha, ils lui envoyèrent des députés (1314), chargés de lui offrir la royauté de l'Irlande, soit pour lui, soit pour son frère Édouard.

Au printemps de 1315, ce dernier apparut avec une flotte de 300 voiles, sur la côte nord de l'Irlande, où il débarqua 6,000 hommes, auxquels se joignit bientôt une immense quantité d'Irlandais. Les premières opérations d'Édouard furent couronnées de succès, et des barons anglais, tout occupés de leurs querelles intestines, un seul, Walter de Burgh, comte d'Ulster, surnommé *le comte Rouge*, marcha à sa rencontre avec un corps de troupes dans les rangs duquel on remarquait Feidlim O'Connor, prince du Connaught, le seul chef irlandais qui, dans cette guerre, se soit, et encore transitoirement, déclaré pour les Anglais.

Édouard Bruce se fit couronner roi d'Irlande (1315); et après avoir ravagé les comtés de Down, d'Armagh, de Louth et de Meath, il résolut d'attendre des renforts que son frère devait lui envoyer. Mais il fut forcé à livrer bataille à l'audacieux *comte Rouge;* et quoique celui-ci fût vaincu, l'armée de Bruce souffrit tellement dans cette rencontre, que son vaillant chef dut envoyer un des siens en Écosse pour demander de prompts secours. Cependant l'Irlande indigène se déclarait de plus en plus pour le vaillant Écossais, et bon nombre de lords anglais se rangeaient eux-mêmes sous sa bannière.

Au printemps de 1316, le triomphant Bruce tint sa cour au château de Northburgh, et y écouta les plaintes des Irlandais, ni plus ni moins que si l'on eût été en pleine paix. Mais bientôt le vainqueur fut appelé à de nouveaux combats; et à la journée d'A-

thenry (1316), l'armée irlando-écossaise, totalement défaite, ne perdit pas moins de 11,000 hommes, parmi lesquels se trouvait Feidlim O'Connor, qui avait passé dans le parti national.

Il y avait un an qu'Édouard Bruce était en Écosse, sans que ses armes, victorieuses jusqu'à la journée d'Athenry, eussent encore rien amené de définitif, quand l'héroïque vainqueur de Bannock-Burn arriva à son aide avec un puissant corps de troupes, à la tête duquel les deux frères marchèrent de victoire en victoire jusqu'à Dublin, dont les habitants, presque tous anglais, firent une si vigoureuse résistance, qu'ils obligèrent l'armée irlando-écossaise à se retirer.

Mais la guerre ne tarda pas à amener après elle son inévitable compagne, la famine, et l'armée écossaise en fut réduite à se nourrir de chair de cheval (1317). La disette fut telle, que les malheureux Irlandais en vinrent à cette extrémité, de déterrer les cadavres humains, dont ils se firent un affreux aliment. Des mères mangèrent, dit-on, leurs propres enfants. Mais l'esprit se refuse à croire de semblables horreurs, à côté desquelles on trouve, dans les annalistes et à la même date, la mention d'un splendide banquet donné par le grand justicier dans le château de Dublin, à l'occasion de la chevalerie de son fils. Du reste, ce superbe gouverneur, qui avait ainsi insulté à la misère générale, quitta bientôt l'Irlande, où il laissait des dettes énormes.

Les Anglais, qui recevaient des provisions d'Angleterre, ne surent profiter ni de l'état de détresse de ceux qu'ils appelaient leurs ennemis, ni du départ de Robert Bruce qui, en 1317, retourna en Écosse. Le héros quittait l'Irlande avec cette conviction qu'il était impossible de rien établir de durable chez un peuple démoralisé par une si longue oppression. Il

avait vite remarqué qu'habitués à de fréquentes et stériles révoltes, les Irlandais ne pouvaient même pas faire de bons soldats sur leur propre sol. La suite de l'histoire a surabondamment prouvé la justesse de cette remarque, puisqu'on a constamment vu, jusqu'au XIXe siècle, les Irlandais se montrer aussi indisciplinables dans leur pays qu'excellents soldats sur le sol étranger.

Un nouveau lord justicier, Roger Mortimer, qui fut dans la suite comte de March, arriva en Irlande (1317) avec un corps de troupes considérable, dont la retraite d'Édouard Bruce dans l'Ulster amena bientôt le licenciement.

L'entreprise du frère du roi d'Écosse se termina à la fatale journée de Dundalk (1318), dans laquelle, contre l'avis de ses officiers, Édouard livra bataille à une armée anglo-irlandaise dix fois plus forte que la sienne. Sa petite troupe fut taillée en pièces, et lui-même fut tué par un chevalier anglais nommé John Maupas, qu'on trouva étendu mort près de lui sur le champ de bataille.

Les Anglais ne rougirent pas d'insulter bassement, après sa mort, le cadavre du vaillant Édouard, qui, pendant sa vie, ne leur avait pas livré moins de dix-huit batailles sur la seule terre d'Irlande. Son corps, coupé par morceaux, fut envoyé à différentes villes, et sa tête fut présentée au roi d'Angleterre, qui créa comte, avec de riches apanages, celui qui la lui apporta.

Il nous reste peu de chose à mentionner en Irlande pendant le reste du règne du malheureux Édouard II. Remarquons toutefois que dès le commencement du XIVe siècle, la différence de langue et la diversité de race avaient établi entre le clergé irlandais indigène, et le clergé anglais établi dans l'île, un antagonisme aussi acharné que celui que put amener par la suite la

différence de religion; et pour preuve, nous citerons un règlement de l'abbaye de Mellifont, daté de 1322, et portant qu'aucun moine ne peut faire partie du couvent, s'il n'a d'abord juré qu'il n'est pas de race anglaise. Du reste, les Anglais eux-mêmes avaient donné l'exemple de cette intolérance, et aucun Irlandais n'était admis dans les monastères qu'ils avaient établis sur la terre conquise. Il va sans dire que le clergé irlandais abhorrait la domination étrangère. Il fournit à Bruce des provisions, des armes et des soldats levés parmi les vassaux des monastères. Le roi d'Angleterre se plaignit à Rome de ce qu'il appelait la déloyauté du clergé irlandais, et le pape adressa en conséquence à l'archevêque de Dublin un bref par lequel il lui donnait pouvoir de réprimander, et, si la chose ne suffisait pas, d'excommunier tous ceux des prêtres irlandais qui se montreraient rebelles à la couronne d'Angleterre.

Durant le règne des deux premiers des Édouard, le pouvoir de l'Angleterre avait considérablement diminué en Irlande, bien plutôt par les empiétements des barons anglais que par l'affranchissement des indigènes. Le règne d'Édouard III, si brillant, si chevaleresque dans les annales anglaises, si tristement victorieux en France, ne semble en Irlande qu'une pâle suite des deux règnes qui l'avaient précédé: même système d'oppression, même absence d'idée politique, même faiblesse et même inconséquence dans les guerres contre les indigènes.

En 1332, on voit le roi d'Angleterre s'efforcer vainement d'étendre, à la prière des Irlandais, la loi anglaise à l'Irlande; acte de haute justice que sut encore empêcher l'égoïsme des barons anglo-irlandais.

Les annales anglaises portent à l'année 1337, ou environ, une grande bataille où les Irlandais du Connaught furent défaits, avec cette circonstance qui in-

firme un peu la véracité des historiens, d'un seul homme tué du côté des Anglais, tandis que les Irlandais en perdirent 10,000.

Quoi qu'il en soit, en 1339, les Irlandais étaient de nouveau en armes dans toute l'étendue du royaume, et particulièrement dans le Munster, où de puissants barons anglais s'étaient joints à eux. Édouard dut songer sérieusement à diminuer, à réduire la menaçante puissance des barons anglais établis en Irlande, qui se portaient à toutes sortes d'excès et contre l'autorité royale, et les uns contre les autres, à tel point qu'on vit l'un d'eux s'introduire dans une cour de justice où il assassina le juge sur son siége. Mais les efforts d'Édouard furent vains; et d'ailleurs, ses guerres continuelles ne lui laissèrent pas le temps de mettre à exécution le plan de réforme qu'il avait conçu. Des parlements furent vainement convoqués dans ce but, les barons refusèrent de s'y rendre, sans que le roi, occupé des guerres de France, pût les forcer à la soumission.

En 1352, Lionel, troisième fils du roi d'Angleterre, épousa la fille orpheline du dernier des de Burgh, William, troisième comte d'Ulster, jadis assassiné par ses propres domestiques (1333). A l'occasion de ce mariage, Lionel devint comte d'Ulster et seigneur du Connaught, du droit de sa femme. Après lui, ces titres et ces possessions furent l'apanage, soit par hérédité, soit par des mariages, de divers princes du sang royal, jusqu'au jour où, sous Édouard IV, ils firent retour à la couronne d'Angleterre, dont ils ne furent plus séparés.

Au milieu du XIVe siècle, quelques barons anglo-irlandais, voulant se rendre indépendants de la métropole, s'efforcèrent de se concilier les sympathies des indigènes, et, formant avec eux des alliances de famille, renoncèrent aux vêtements et à la langue de

leur pays, et ajoutèrent à leurs noms les particules irlandaises O' ou Mac. L'exemple de ces *Anglais dégénérés*, comme les nomme mainte charte anglaise, trouva de nombreux imitateurs, malgré la honte dont on s'efforçait de les couvrir; et on voit aussi souvent alors, dans les actes royaux relatifs à l'Irlande, les mots de *rebelles anglais* que ceux d'*ennemis* irlandais. C'est qu'il y avait lutte aussi, et bien à fond, entre les Anglais qui, chaque jour, venaient s'établir sur la terre d'Irlande, et les conquérants possesseurs de fiefs et de terres.

En 1361, Lionel, comte d'Ulster et seigneur du Connaught, arriva en Irlande, comme lord-député, à la tête d'un faible corps de 1,500 hommes. Après trois années, ce prince se retira d'une terre pour laquelle sa présence n'avait été qu'une calamité de plus, et où il n'avait rien pacifié. Lionel fut plusieurs fois lord-député d'Irlande, et ce fut durant sa dernière administration que fut tenu le parlement de Kilkenny (1367), d'où sortirent ces actes iniques longtemps en vigueur, et connus sous le nom de *Statuts de Kilkenny*.

Par ces statuts, les mariages entre Anglais et Irlandais étaient qualifiés crimes de haute trahison, et il en était de même des relations de parrain et de filleul. Tout Anglais qui prenait un nom irlandais, parlait la langue irlandaise, adoptait les modes ou les usages des Irlandais, encourait, par ce seul fait, la confiscation de ses biens. — Reconnaître les lois bréhonnes et s'y soumetre était un crime de haute trahison, etc., etc. Enfin ces actes, conçus avec le plus horrible machiavélisme, étaient calculés pour rendre plus profonde encore, et infranchissable, la ligne de démarcation tracée entre les Anglais et les indigènes.

Le reste du long règne d'Édouard III n'a aucune importance pour l'Irlande. Cependant, on trouve dans les annales, à la date de 1376, que deux barons anglo-

irlandais, Richard Dere et William Stapolyn, étant venus d'Irlande pour informer le roi combien cette île était mal gouvernée, celui-ci ordonna qu'il leur fût payé dix livres pour leurs peines. Remarquons que ce fut sous les trois Édouard, particulièrement sous Édouard III, que fut établi et pour ainsi dire régularisé en Irlande, ce monstrueux système d'oppression et d'injustice dont aucune autre partie du monde civilisé n'offre peut-être l'exemple.

Le premier acte digne d'être mentionné sous le règne de Richard II, est un statut de 1379, contre l'*absentisme*.

En 1385, comme si Richard eût voulu recommencer en Irlande aussi bien qu'en Angleterre le déplorable règne d'Édouard II, il nomma marquis de Dublin et duc d'Irlande son favori Robert de Vere, comte d'Oxford, auquel il donna la vice-royauté d'Irlande, que celui-ci n'exerça jamais, le roi n'ayant pu consentir à se séparer de lui.

Le duc de Glocester, oncle de Richard, qui périt étouffé dans sa prison, fut un moment nommé lord lieutenant d'Irlande, puis rappelé par un caprice de son neveu, qui voulait, disait-il, soumettre lui-même les rebelles. En conséquence, le jeune roi débarqua à Waterford (1394), à la tête d'une armée composée de 4,000 hommes d'armes et 30,000 archers.

Tout ce que Richard retira de cette formidable expédition, fut une soumission nominale de ceux que le parlement anglais divisait en trois classes : *Barbares ou ennemis irlandais*, *Irlandais rebelles*, *et sujets anglais*, qui n'étaient, à vrai dire, guère plus soumis les uns que les autres.

Voulant éblouir les pauvres *sauvages* irlandais, le vaniteux Richard, qui avait apporté avec lui les joyaux de la couronne, tint sa cour en grande pompe à Dublin, et invita les indigènes à venir recevoir de ses

mains, avec leurs fils, l'ordre de chevalerie; mais ceux-ci répondant qu'eux et leurs fils étaient déjà chevaliers, déclinèrent l'honneur que voulait leur faire le roi.

Une attaque des Écossais et les troubles qu'occasionnaient les Lollards obligèrent Richard à revenir en Angleterre (1395); et quoiqu'il eût tenu un parlement pour le redressement des griefs, il ne semble pas que l'Irlande ait éprouvé le moindre soulagement de sa présence.

La dernière année du règne de Richard fut marquée par une nouvelle expédition en Irlande, d'où, sans avoir rien changé à l'état de ce malheureux pays, il fut rappelé par le soulèvement qu'occasionnait en Angleterre le retour du duc de Lancaster.

Littérature, beaux-arts, *de* 1189 *à* 1400. — La littérature et les beaux-arts, que protégèrent et cultivèrent avec amour les cinq premiers princes normands établis sur le trône d'Angleterre, ne devaient pas être moins florissants sous leurs successeurs.

La justice veut que nous commencions cette revue par Roger Bacon (1214-1294), l'homme le plus savant, le plus extraordinaire de son siècle. Moine à Oxfor, Roger Bacon s'y occupa de physique et de chimie, et par la seule force de son génie, fit de précieuses découvertes: la lunette, le microscope, la poudre à canon, etc. Et Bacon ne fut pas seulement un physicien, mais encore un grand philosophe et le plus puissant promoteur de cette renaissance générale des sciences et des lettres, qui commença vers le milieu du XIIe siècle.

Richard Cœur de Lion fut poëte, comme nous l'avons dit. Les poésies qu'il a laissées ne furent écrites ni en anglais, ni dans cette langue française du nord (*langue d'oïl*) dont les conquérants avaient fait la langue de la cour d'Angleterre, mais bien en français provençal

(*langue d'oc*), douce langue des troubadours. Du reste les insignifiants fragments qui nous sont restés de ces poésies n'ont guère d'intérêt qn'en ce qu'ils prouvent qu'à l'époque où vécut Richard, les Plantagenets étaient encore étrangers à l'Angleterre, et que la langue anglaise ne s'était pas relevée du coup que lui avait porté la conquête.

Sous ce prince on voit encore subsister les bardes attachés aux grandes familles, dont ils conservaient la généalogie et célébraient les exploits. Plus tard, il s'établit des ménestrels errants, qui, vivant des aumônes du peuple, chantèrent pour le peuple; et c'est probablement à eux que sont dus les antiques chants où s'exhalent les plaintes des opprimés, et les légendes sur les saints et les héros aimés du peuple. Quelques-unes de ces ballades se trouvent encore aujourd'hui dans la mémoire des Anglais, non sous leur forme primitive, mais remaniées et mises en bon anglais au XVIe siècle. Percy croit que parmi les ballades et romances recueillies par lui (*relics of ancient poetry*) les plus courtes appartiennent généralement aux ménestrels, tandis que les plus longues furent composées dans les couvents. C'est au règne de Richard que se rapportent les fameuses ballades sur Robin Hood, *Outlaw* saxon, moitié voleur de grand chemin et moitié braconnier. Ces ballades de Robin Hood sont parfaitement propres à peindre l'état de la lutte des Normands et des Saxons au temps où nous sommes arrivés dans notre récit. Cette lutte n'était plus nationale, les deux peuples se fondaient en un seul, et leur hostilité était surtout la lutte du pauvre contre le riche.

Lorsque déjà toute trace de la conquête avait presque disparu, la race conquise continua de se distinguer de la race conquérante par la langue, aussi bien que par les places respectives qu'elles occupaient dans la hiérarchie sociale, ce qu'un vieux chroniqueur a exprimé en

ces termes : « Des Normands descendent les hauts per-
« sonnages de ce pays, et les hommes de basse condi-
« tion sont fils des Saxons. »

Jusqu'au règne de Richard, les plus nobles de ces Saxons restèrent enfermés dans leurs châteaux, où, fidèles jusqu'à la superstition aux coutumes de leurs ancêtres, ils repoussaient avec horreur la civilisation plus avancée que les Normands leur apportaient en échange des biens qu'ils leur avaient pris. A la fin du règne de Richard, le nombre de ces vieux Saxons était considérablement diminué. Il était facile de prévoir leur extinction complète par la désertion de leurs fils qui, presque tous, se rangeaient avec ardeur sous les bannières du roi chevalier, et adoptaient avec enthousiasme les mœurs et jusqu'à la langue des vainqueurs. Cette fusion entre les deux races ne s'opéra point sans que les Normands se modifiassent de leur côté. Des emprunts respectifs que se firent le peuple conquis et le peuple conquérant devait sortir la langue aussi bien que la nationalité anglaise.

Vers la fin du XIIIe siècle, quand s'opérait cette fusion des deux idiomes, les ménestrels composèrent de longues épopées romanesques à l'instar des romans de chevalerie des troubadours provençaux. Ces épopées, dont nous avons déjà signalé les deux plus fameuses, *le roman de Rou* et *le Brut d'Angleterre*, étaient chantées par les ménestrels qui s'accompagnaient de la harpe. Mais le latin restait la langue savante de l'Angleterre, comme du reste de l'Europe; celle dont les esprits sérieux se servaient pour exprimer leur pensée, et ceci dura jusqu'au temps de Wickliffe. Vers 1220, on voit apparaître en Angleterre une composition singulière de ce genre satirique si à la mode dans la France du nord. Cet ouvrage, dont l'auteur reste absolument inconnu, est un poëme fantastique intitulé *Le Pays de Cokaine*, dans lequel les abus, et particuliè-

rement ceux de la puissance ecclésiastique, sont retracés avec une verve que ne désavouerait pas Rabelais.

Sous le déplorable règne de Henri III, la langue anglaise fait de notables progrès, mais ne laisse pas de véritables monuments poétiques. Sous Édouard Ier ce que la littérature présente de plus remarquable, c'est la Chronique rimée de Robert de Gloucester et une traduction en vers anglais du *Brut d'Angleterre*, de Robert de Brunne. Il nous faut ensuite arriver au règne d'Édouard III pour trouver quelque chose digne d'être cité. La première moitié du XIVe siècle nous donne *La Vision de Piers Ploughmann* et *la Confession de Piers Ploughmann*, œuvres de Robert Langland, remarquables toutes deux par la gaieté et la verve satirique. Langland était ami de Wickliffe, et la manière dont il attaque le clergé semble annoncer qu'il partagea les doctrines du réformateur.

Au commencement du XIVe siècle, la langue anglaise avait subi tous les changements auxquels l'avait condamnée l'invasion normande. Beaucoup de mots français et latins y furent à la vérité introduits dans des temps postérieurs, mais ce fut par la science ou le pédantisme, plutôt que par les communications journalières entre deux branches d'un même peuple. Des ouvrages fort intelligibles aujourd'hui furent écrits antérieurement au règne d'Édouard III. Un demi-siècle avant cette grande époque se montrent de brillants avant-coureurs qui l'annoncent. Sous Édouard II la langue anglaise produit sous la plume de Mandeville une des plus anciennes relations de voyages lointains; sous celle de Wickliffe, les premiers appels au peuple en matière de religion; et dans la personne de Chaucer, un des plus grands poëtes de l'Europe renaissante. La langue anglaise était alors formée.

Dans ce XIVe siècle la poésie provençale éveilla en

Italie le génie de Dante, de Pétrarque et de Boccace, dont les écrits, surtout ceux des deux derniers, eurent une grand influence sur la littérature anglaise.

Auprès du réformateur Wickliffe, dont la traduction de la Bible en langue vulgaire peut être considérée comme ayant véritablement fixé la langue anglaise, paraît Gotfried Chaucer (1328-1400), *le père de la poésie et de la littérature anglaise.*

Admis de bonne heure à la cour d'Édouard III, à cette cour où vécut notre Froissart, Chaucer y fut d'abord page, puis reçut du roi une pension. Enfin, comme récompense de ses travaux poétiques, il eut la charge singulière pour un fils de la muse, de collecteur de l'impôt sur les laines, à laquelle était attachée une forte rétribution. Les œuvres de Chaucer furent imprimées pour la première fois en Angleterre en 1475. Son ouvrage le plus célèbre, *Le pèlerinage de Canterbury*, est imité, quant au plan, du Décaméron de Boccace; mais il est en vers. Moqueur et satirique, Chaucer se fait plutôt remarquer par l'originalité des détails poétiques que par l'invention. Avant lui, les poëtes écrivaient dans les deux langues, et ce fut lui qui fonda la langue poétique anglaise, qu'il employa dans des chants d'amour et des satires sanglantes contre le clergé, les dames et les seigneurs. Chaucer, qui écrivit aussi en prose, a, comme poëte, sa place marquée entre Spenser, Shakspeare, Milton et Byron.

John Gower (1323-1402), poëte moraliste contemporain de Chaucer, a laissé des poésies remarquables écrites en anglais, en français et en latin.

Édouard III abolit l'usage du français, auquel il substitua l'anglais dans la rédaction des actes officiels et dans les procédures des cours de justice. Depuis la conquête, le français était la langue des classes cultivées de la société, et quand, dans les colléges, on tra-

duisait du latin, on le traduisait, non en anglais, mais bien en français.

L'Écosse eut aussi des poëtes remarquables dès le XIVe siècle. Nous n'en mentionnerons qu'un seul, John Barbour (1320-1396), qui fut chapelain de David Bruce. Envoyé plusieurs fois en ambassade en Angleterre, Barbour réunissait aux qualités de l'homme d'État un talent poétique des plus distingués. Il a écrit en vers héroïques *les Aventures de Robert Bruce.* Il tenait des contemporains du héros de Bannock-Burn, les événements qu'il raconte, et on trouve chez lui certains détails qu'on ne rencontre nulle part ailleurs. Cet ouvrage est véritablement un poëme épique aussi bien qu'une histoire, quoique l'auteur ait donné à son œuvre le modeste titre de Roman (*Romance*). Un morceau de ce poëme, connu de tout le monde en Angleterre, est l'apostrophe à la liberté :

« Ah! la liberté est une noble chose! » etc.

Remarquable par son énergie, cette apostrophe termine admirablement une longue peinture des maux de l'Écosse sous la domination anglaise.

Vers la fin du XIIIe siècle, la langue anglaise était devenue d'un usage général dans toute l'Écosse à l'exception des *highlands;* c'était la seule dont on se servît pour écrire. A cette époque il y eut un poëme anglais d'un auteur écossais, Thomas d'Erceldone, et ce poëme (*sir Tristrem*), dont on n'a que des copies assez modernes, fut, disent les chroniqueurs, « composé en anglais si élégant, qu'un ménestrel ordinaire pouvait à peine le comprendre ou le réciter par cœur. »

Dans la malheureuse Irlande, l'oppression anglaise semble avoir tué la littérature et l'art aussi bien que la liberté. L'université de Dublin, qu'Édouard II fonda et qu'Édouard III protégea en étendant ses privi-

léges, fut une institution tout anglaise, destinée aux seuls Anglais.

En architecture, comme nous l'avons dit, le style ogival commença à s'introduire en Angleterre sous Henri II. Les nouveaux édifices, supportés à l'extérieur par des arcs-boutants, eurent des murs moins épais que ceux des édifices anglo-saxons, des portes et des fenêtres plus hautes et plus fréquentes; les piliers furent plus élancés, et souvent entourés de piliers plus petits, ce qui les rendait à la fois plus solides et plus élégants. Les toits furent couverts de plomb, et le sommet des églises fut orné partout de pinacles et de tours.

Le style gothique une fois établi en Angleterre ne tarda pas à s'y modifier. Dans le XIIIe siècle, les piliers furent remplacés par de véritables colonnes; chacune de ces colonnes eut un chapiteau de feuillage; les fenêtres s'allongèrent en se rétrécissant et furent couvertes de vitraux peints; les clochers massifs et carrés des architectes saxons devinrent de véritables flèches.

Nouveaux changements au XIVe siècle : les piliers sont composés de différents fûts non détachés; les fenêtres s'élargissant sont séparées en compartiments formés par des embrasures de pierre capricieusement découpées, et sur les vitraux se déroule en une éclatante galerie la vie des saints ou celle des rois.

La quantité de pieux édifices, églises ou monastères, qui furent fondés durant la période que nous venons de parcourir, est innombrable : sous le règne de Henri III, il fut construit cent cinquante-sept de ces monuments dans la seule Angleterre. Les tentatives de réforme de Wickliffe refroidirent un peu les esprits; cependant, même après le temps de cet hérésiarque, l'Angleterre produisit plusieurs monuments religieux considérés comme des chefs-d'œuvre.

L'architecture militaire fit des progrès égaux à ceux

de l'architecture religieuse; et chaque baron fit subir à ses vassaux les plus monstrueuses exactions pour se bâtir un château crénelé, capable de le défendre et d'épouvanter ses ennemis.

L'architecture civile commença aussi à renaître, et sa renaissance brilla du plus vif éclat en Angleterre. Windsor fut peut-être, avant le xve siècle, le plus remarquable des bâtiments civils qu'on pût trouver dans l'Europe occidentale. La grande salle du palais d'Édouard III, à Westminster, est encore aujourd'hui un des monuments les plus remarquables de l'architecture gothique civile. Des souverains, le luxe de l'architecture s'étendit à la noblesse. Les châteaux, d'abord destinés à la seule défense, s'ornant graduellement au dedans, devinrent le théâtre de fêtes et de solennités magnifiques. Mais les bienfaits d'une civilisation plus avancée devaient mettre bien du temps à s'étendre au peuple. Pendant de longues années encore, il n'aurait d'autres demeures que de méchantes cabanes ouvertes à tout vent, ou même des huttes grossières.

Des jardins, appelés aussi *plaisances*, étaient annexés aux châteaux des barons aussi bien qu'aux monastères; mais ces jardins n'étaient, à proprement parler, que des potagers, où, auprès des carottes, des panais et des choux, seuls légumes dont on se servît, on cultivait parfois des simples, destinés à composer les médicaments alors en usage, et qui, en général, étaient prescrits ainsi qu'administrés par les femmes et par les moines.

Les arts utiles commencèrent à être cultivés, en Écosse, dans le xiiie siècle. Cependant le peu de beaux châteaux forts qui restent dans ce pays doivent être attribués aux Anglais, et on a vu comment Bruce fit la guerre à ce genre de monuments. Les églises antérieures au xve siècle sont loin d'égaler la beauté de celles de l'Angleterre. La longue lutte de l'Écosse

contre l'Angleterre durant tout le xve siècle ne lui donna le temps de s'occuper d'art sous aucune forme que ce fût.

La sculpture se mêla dans l'art gothique à l'architecture, dont elle fit pour ainsi dire partie intégrante. On la retrouve partout adhérente aux murs des églises, soit en haut-relief ou en bas-relief, rarement détachée totalement du monument ; mais là se borne à peu près son emploi, car les tombeaux qu'elle a coutume d'orner de l'image de ceux qu'ils renferment sont encore abrités entre les murs des églises. La réforme de Wickliffe vint arrêter le mouvement sculptural comme elle avait arrêté le mouvement architectural, et les guerres des deux Roses se joignirent à cette réforme pour détruire maint chef-d'œuvre de la sculpture gothique.

La peinture fit de notables progrès dans le laps de temps que nous venons de parcourir. Henri III aimait et cultivait cet art, qui n'était plus confiné aux enluminures des missels et à la peinture sur verre, cultivées avec succès pourtant. Les murs des églises, ceux des résidences princières et même des châteaux des hauts barons furent décorés de fresques, grossières peut-être, mais certainement admirables de naïveté et de couleur comme toute la peinture du moyen âge. Par malheur, ces peintures ont depuis longtemps complétement disparu de l'Angleterre aussi bien que du reste de l'Europe.

Aucun des beaux-arts ne fut cultivé en Angleterre avec plus d'ardeur que la musique.

Le nom de Richard Cœur de Lion figure au premier rang parmi ceux des ménestrels; car non-seulement il fut le protecteur des poëtes et des musiciens, mais, poëte et musicien lui-même, il jouait habilement de la harpe et composait des airs dont quelques-uns sont venus jusqu'à nous. Comme il arrive toujours, la

noblesse, imitant le roi en tout, s'efforça de lui plaire en se livrant comme lui à la musique aussi bien qu'à la poésie.

Sous le règne de Henri III, on voit encore en Angleterre quelques ménestrels fameux, dont le plus connu fut un Français, Henri d'Avranches, désigné sous le nom de Henri *le Versificateur*. Mais la *ménestrandie* était dès lors en décadence; et quoique protégé encore par la noblesse, le souverain et le clergé, l'ordre des ménestrels se voyait accusé d'immoralité, et du haut de la chaire et dans les écrits satiriques du temps. N'oublions pas de mentionner que sous le règne d'Édouard Ier (le persécuteur des bardes du pays de Galles), on vit une multitude de ménestrels assister à la chevalerie de son fils.

Sous le règne d'Édouard II, l'ordre des ménestrels réclama de tels priviléges, et tant d'hommes sans aveu prirent ce titre, que, selon les chroniqueurs, « les ménestrels devinrent une sorte de plaie, comme les sauterelles d'Égypte. » Un statut de 1315 fut établi dans le but de réprimer les abus de la *ménestrandie*. Un incident qui arriva l'année suivante prouve que, même après ce statut, les ménestrels avaient conservé le droit de se présenter devant le roi, quand bon leur semblait. Voici le fait, tel que le raconte un chroniqueur :

« L'an 1316, Édouard II célébrait à Westminster les « fêtes de la Pentecôte, et il siégeait à la grande table « entouré de ses pairs, quand une femme habillée en « ménestrelle, et montée sur un cheval enharnaché « comme ont coutume de l'être ceux des ménestrels, « fit le tour des tables à la joie des spectateurs. Arri- « vée à la table du roi, elle déposa une lettre devant « lui; puis détournant son cheval, et saluant l'assis- « tance, elle sortit. » La lettre remise par cette ménestrelle était une remontrance au roi sur les faveurs

qu'il prodiguait à ses mignons, au détriment de ses chevaliers et de ses fidèles serviteurs. On chargea de cette lettre une personne de l'ordre des ménestrels, parce qu'elle était sûre d'être admise; et sans doute on choisit une femme pour désarmer le roi, que devait irriter nne démarche si hardie.

Dans la quatrième année du règne de Richard II, John de Gaunt érigea à Tutbury, dans le comté de Stafford, une *cour des ménestrels*, avec pleins pouvoirs sur les personnes de cette profession dans cinq comtés voisins. Cette cour avait le droit de faire les lois relatives à l'ordre des ménestrels, de juger les points en litige entre eux, de faire saisir et appréhender au corps ceux qui refuseraient de se présenter devant ladite cour, qui se tenait annuellement le 16 août. Les ménestrels étaient régis par un roi élu par eux et nommé *roi des ménestrels*, et ce roi avait sous lui quatre grands officiers élus chaque année en grande cérémonie.

Jusqu'au règne de Henri VIII, un certain nombre de ménestrels étaient entretenus dans toutes les grandes familles; et un divertissement commun encore à cette époque était d'entendre réciter des vers ou des discours moraux que débitaient des hommes qui gagnaient ainsi leur vie, et qui s'introduisaient librement, non-seulement dans les tavernes, comme font aujourd'hui les chanteurs ambulants, mais encore dans les maisons des nobles eux-mêmes. Un passage d'Érasme atteste cet usage, et quoiqu'il ne parle que de poëtes ou d'orateurs qui ne chantaient pas leurs compositions, on peut penser que les poëtes chanteurs jouissaient des mêmes priviléges.

Il est évident, d'après ce que rapporte Chaucer, que du temps de ce poëte la musique était généralement cultivée en Angleterre. Les instruments qu'il mentionne sont : la viole, le psaltérium, la harpe, le

luth, la guitare, la vielle, le violon. Un grand nombre d'airs furent, à ce qu'il paraît, composés en Angleterre durant l'époque que nous venons de parcourir; mais aujourd'hui il n'en reste rien, si ce n'est des chants ecclésiastiques. La musique profane antérieure au xve siècle a totalement disparu en Angleterre, au moins comme musique écrite. En Écosse et en Irlande, il existe, comme nous l'avons dit, des chants fort anciens, dont il est impossible de fixer la date.

LIVRE SIXIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

Changement de dynastie et de gouvernement. — Famille de Lancaster. — Henri IV. — Bataille de Shrewsbury. — Owen Glendower. — Mort de Henri IV. — Avénement de Henri V. — Guerres de France. — Bataille d'Azincourt. — Traité de Troyes. — Bataille de Baugé. — Mort de Henri V.

De 1399 *à* 1442.

Les titres de Henri IV à la couronne d'Angleterre étaient faibles, considérés du point de vue de la légitimité; mais c'était un homme capable et énergique; il se trouvait à la tête d'une armée formidable; le parti des barons le reconnaissait pour chef, et de plus, héritier de la popularité de son père, le vieux John de Gaunt, il était l'idole des basses classes de la nation et le maître du parlement.

Les premiers actes de Henri IV rattachèrent avec adresse son avénement au trône à la résistance contre l'oppression de Richard II. Ils donnèrent des gages de cet esprit populaire et parlementaire qui fut le principe du gouvernement des rois de la maison de Lancaster, et leur refuge contre les doctrines de succession légitime et de droit divin mises en avant par les princes de la maison d'York.

Le premier parlement assemblé par Henri IV annula le bill qui proscrivait ceux qui s'étaient révoltés contre Richard; en même temps il confirma les mesures sévères portées contre les ministres de ce monarque. Sans reconnaître les droits de Henri IV à la couronne, ce qui eût semblé en quelque sorte les mettre en question, ce parlement, complétement dominé par le nouveau roi, créa prince de Galles, Henri de Montmouth, fils de Henri IV.

Le caractère politique des lois que fit ce premier parlement est véritablement digne d'éloges. On le vit réprimer d'une main habile et les empiètements des barons et les usurpations de la couronne, et aussi favoriser, ce qui est rare dans une législature, l'intérêt des consommateurs contre celui des producteurs, en permettant aux marchands étrangers d'approvisionner l'Angleterre, et en leur offrant les mêmes avantages qu'aux marchands indigènes.

Malgré la publicité que l'habile Henri IV avait donnée aux funérailles de Richard II, dont chacun à Londres avait pu voir pendant trois jours le corps exposé publiquement et à visage découvert, le bruit se répandit que ce prince vivait encore, et qu'il s'était retiré en Ecosse. De sanglantes exécutions eurent lieu, et elles furent peut-être nécessaires pour effrayer une noblesse turbulente qui toujours se rappelait d'avoir vu dans ses rangs le prince qui se trouvait à la tête de la monarchie. Trente têtes, dont une seule, celle d'un pauvre prêtre nommé Madelin, n'était pas noble, roulèrent à la fois sur un échafaud. Mais ceci n'effraya pas les ennemis de Henri IV; ils levèrent une armée, et les Percy, chefs des révoltés, furent complétement défaits à la bataille de Shrewsbury, l'an 1403. Dans cette affaire sanglante, l'une des plus fameuses de l'histoire d'Angleterre, les révoltés ne perdirent pas moins de deux cents chevaliers et cinq mille soldats,

tandis que l'armée royale n'eut à regretter que dix chevaliers et seize cents soldats.

Des lettres interceptées apprirent à Henri que le roi de France, qui ne l'avait jamais reconnu comme roi, et celui d'Écosse, appuyaient secrètement les révoltés, et elles lui firent craindre la guerre étrangère au moment où la guerre civile éclatait de toutes parts. Mais sa fortune, ou plutôt son habileté, vainquirent tous ces obstacles.

Un homme pourtant lui résista, et son nom est à jamais célèbre, comme celui d'un noble patriote. Owen Glendower, gentilhomme du pays de Galles, qui descendait des anciens princes bretons, souleva les Gallois, dont la révolte se termina par une amnistie dont Owen et deux de ses amis, Rice ap Tudor et William ap Tudor, furent seuls exceptés. Les chants prophétiques de Merlin retentirent en faveur du héros national, et Henri, pour étouffer l'esprit de révolte, bannit les ménestrels et les bardes qui appelaient le peuple à la défense de la liberté. Cependant, malgré tous les efforts du roi, Owen Glendower resta en armes pendant tout le cours de son règne, et, prenant le titre de Prince de Galles, traita comme souverain avec le roi de France.

Les dernières années de Henri IV furent troublées par une cruelle maladie qui devait le conduire au tombeau. L'orageuse jeunesse de son fils était aussi pour lui une cause incessante d'inquiétude. Livré à toutes sortes de dissipations, le prince de Galles, qui, pourtant montrait une haute capacité, vivait entouré de joyeux compagnons avec lesquels il portait le désordre dans les rues de Londres. Un jour, le chef de la justice, sir William Gascoyne, le cita à comparaître devant son tribunal, pour y répondre au sujet d'un tapage nocturne auquel il avait participé. Le jeune prince demandait qu'on élargît de suite ses compa-

gnons, et, voyant sa demande repoussée, il tira son épée contre le juge, qui, sans s'émouvoir, le condamna à la prison. Frappé de ce noble courage, Henri subit sans murmurer une sentence qui fait honneur au courageux magistrat qui l'osa prononcer.

On dit qu'en apprenant ce fait le vieux roi s'écria : « Heureux le monarque qui possède un juge assez courageux pour prononcer une telle sentence, et un fils assez sage pour s'y soumettre! »

Dans la dernière année de son règne, Henri IV envoya en France un corps de troupes qui devait aider le duc de Bourgogne dans la guerre civile qui suivit l'assassinat du duc d'Orléans. Sans doute, il espérait recouvrer par ce moyen quelques-unes des riches provinces qu'avait jadis possédées l'Angleterre sur le territoire français.

Nous avons dit qu'une cruelle maladie avait affligé les dernières années du premier des rois de la famille de Lancaster; cette maladie, qui était une épilepsie, le conduisit au tombeau l'an 1413, à l'âge de quarante-six ans. Il en avait régné treize. Henri laissait six enfants de Marie de Bohême, sa première femme : Henri, prince de Galles, qui lui succéda; Thomas, duc de Clarence; John, duc de Bedfort; Humphrey, duc de Glocester; Blanche, duchesse de Bavière; Philippa, reine de Danemark. Sa seconde union avec Isabelle de Navarre fut stérile.

Henri IV ne renia jamais les principes au nom desquels il avait levé l'étendard de la révolte. Sous son règne aussi bien que sous celui des deux princes qui lui succédèrent, la constitution se régla, et le parlement acquit une immense importance. On n'a guère à reprocher à ce monarque que les persécutions qu'il laissa exercer contre les hérétiques lollards, disciples de Wickliffe; et encore ce tort est celui de son temps, où le christianisme, mal interprété, menait aux excès

les plus contraires à cet esprit de charité qui fait son essence.

Le fils de Henri IV, qui, après sa mort, fut proclamé roi sous le nom de Henri V, avait eu une des plus orageuses jeunesses dont l'histoire des princes qui ont porté la couronne fasse mention. Était-ce le résultat d'un calcul politique? espéra-t-il, par ce moyen, éloigner les soupçons d'un père jaloux à l'excès d'une autorité qu'il craignait de voir lui échapper? la conduite postérieure de Henri V semble justifier cette hypothèse. Peu de monarques ont déployé une habileté aussi grande que celle qu'il montra pendant un règne qui, heureusement pour la France et malheureusement pour l'Angleterre, ne dura que neuf années.

On n'a jamais vu de changement plus complet que celui qui s'opéra dans la personne de Henri de Montmouth, lorsqu'il monta sur le trône d'Angleterre. Reniant et détestant les erreurs du prince, on le vit sommer ses anciens compagnons de débauche de changer de vie, s'ils voulaient recouvrer sa faveur. Il les bannit de sa présence jusqu'à ce qu'ils eussent réformé leur conduite; et ceci ne fut pas une vaine formalité, comme le prouva le reste de sa vie.

Henri V possédait à un degré éminent les qualités propres à le faire chérir du peuple. Au milieu même des excès de sa jeunesse, on l'avait vu donner des preuves de sa profonde bonté, de l'élévation de son âme. On le savait brave jusqu'à la témérité; son extérieur noble et élégant prévenait en sa faveur; enfin il avait vingt-cinq ans à peine.

Confiant en sa popularité, Henri mit en liberté le comte de March, héritier légitime de Richard, que son père avait tenu dans une honorable captivité. Afin de montrer son respect pour la mémoire de Richard II, qui, injuste vis-à-vis de son père, s'était montré pour

lui plein de bonté, et l'avait de sa main armé chevalier, il fit solennellement transporter les restes de ce prince à la sépulture royale de Westminster. Il rappela de l'exil le fils d'Hotspur, banni pour la révolte de son père; enfin les commencements de son règne n'auraient offert que des actes de miséricorde, s'il n'eût cru devoir faire poursuivre les malheureux lollards, dont plusieurs, livrés aux tribunaux ecclésiastiques, périrent par le feu. Parmi ceux-ci était sir John Oldcastle lord Cobham, ancien compagnon de débauches de Henri, qu'on prétend avoir été l'original du Falstaff de Shakspeare.

A l'époque de l'avénement de Henri V, la France gémissait sous le gouvernement du malheureux Charles VI, dont la démence fut une cause de malheurs incessants. Henri crut l'occasion favorable pour remettre au jour les vieilles prétentions des Plantagenets sur la couronne de France, et le 15 avril 1415, il assembla un grand conseil auquel il annonça sa résolution de recouvrer ce qu'il appelait son héritage, c'est-à-dire la couronne de France. L'entreprise était injuste, mais elle offrait d'immenses chances de gloire; et comme elle flattait la haine qui subsista si longtemps entre les deux nations, Henri obtint sans peine l'assentiment de son conseil.

Une conspiration le retint au moment où il allait quitter l'Angleterre, et coûta la tête au comte de Cambridge et à sir Thomas Grey. Cet acte de sévérité, qui avait été précédé de plusieurs actes de clémence envers d'anciens rebelles, assura la tranquillité du royaume, et Henri s'embarqua pour la France en laissant la lieutenance de l'Angleterre à son frère, le duc de Bedford. Débarqué à Harfleur, il envoya défier le dauphin à un combat singulier qui devait décider lequel, du roi d'Angleterre ou du fils du roi de France, hériterait de la couronne de ce dernier pays. Le défi

ne fut pas accepté, et il s'ensuivit une guerre dont le fait le plus mémorable est la fatale bataille d'Azincourt.

Dans ce malheureux combat l'armée française était supérieure en nombre à l'armée de Henri; elle combattait pour son pays et sur son propre territoire : tous les avantages semblaient donc de son côté; elle les perdit par l'incapacité de ses généraux et par un faux esprit de chevalerie qui porta les Français à laisser le roi d'Angleterre choisir sa position et fixer lui-même le jour de la bataille.

Ce fut le 28 octobre 1415 que l'action s'engagea près du village d'Azincourt, en Artois. Les Français s'élancèrent avec fureur sur les Anglais, qui, les ayant attendus de pied ferme, firent pleuvoir une grêle de traits, dès qu'ils les virent à portée. Alors la cavalerie française essaya d'enfoncer les rangs des Anglais; mais, comme le terrain choisi par Henri était glissant, cette manœuvre n'eut aucun succès. Les efforts désespérés des Français vinrent échouer devant l'infanterie anglaise conduite par d'habiles généraux; et la déroute fut complète.

La victoire des Anglais fut souillée par un de ces actes de férocité que la nécessité elle-même ne pourrait excuser. Ils avaient fait un grand nombre de prisonniers, parmi lesquels se trouvaient les plus nobles barons : quelques paysans français pillèrent les bagages; le bruit se répandit qu'il arrivait des renforts aux ennemis, et le roi d'Angleterre, croyant que la sûreté de son armée exigeait le massacre de ses nombreux captifs, commanda de les mettre à mort. Vers la fin de cette épouvantable boucherie, on s'aperçut qu'on avait conçu une fausse alarme, et Henri donna l'ordre d'arrêter le massacre, dont déjà quatorze mille prisonniers avaient été victimes.

Les conséquences de la bataille d'Azincourt furent

décisives; le duc de Bourgogne, chef d'une des factions qui déchiraient alors la France, se jeta dans les bras du roi d'Angleterre, et la misérable Isabeau de Bavière, femme de Charles VI, mère aussi dénaturée qu'indigne épouse, se déclara pour l'étranger contre son propre fils. Tours et Paris furent livrés aux Anglais, Isabeau prit le titre de régente du royaume, et le jeune dauphin, poursuivi par la haine de sa mère et par l'ambition du monarque anglais, fut obligé de se réfugier à Poitiers.

Bientôt un traité conclu à Troyes stipula le mariage du roi d'Angleterre avec la princesse Catherine de Valois, fille d'Isabeau. L'administration du royaume fut confiée au roi d'Angleterre pendant la vie du monarque aliéné, et le même acte reconnut Henri pour héritier légitime de la couronne de France, à l'exclusion du dauphin, déclaré coupable de haute trahison et déchu de son droit de succession.

Le mariage de Henri et de Catherine fut célébré presque immédiatement. Les deux jeunes époux s'établirent au Louvre, où ils jouirent des honneurs royaux, tandis que le malheureux Charles VI, relégué à l'hôtel Saint-Paul, y vivait dans l'abandon et la misère. Deux dauphins étaient morts successivement, peut-être empoisonnés. Le troisième fils du roi, qui fut depuis Charles VII, se trouva, jeune encore, à la tête du parti national. La haine de sa mère le poursuivit, et la France, livrée à l'étranger, dut perdre un moment tout espoir de recouvrer son indépendance.

Il y avait pourtant une armée française, faible corps composé des gentilshommes fidèles au parti national et d'un renfort de troupes écossaises. Cette armée remporta un petit avantage à Baugé en Anjou, le 22 mars 1421.

Henri passait sa vie tantôt en France et tantôt en Angleterre, où la jeune reine lui donna un fils l'an

1421. Revenu à Paris après cet événement, le roi d'Angleterre ne tarda pas à se sentir atteint d'une dangereuse maladie, dont il mourut à la fin d'août 1422, au château de Vincennes. Les dernières recommandations qu'il adressa à ceux qui devaient, après lui, gouverner les deux royaumes, au nom de son fils, furent de ne jamais faire la paix avec Charles, soi-disant dauphin, sans stipuler l'abandon de la couronne de France, ou au moins la cession des duchés de Normandie et d'Aquitaine en toute souveraineté, et de ne point relâcher les prisonniers d'Azincourt avant la majorité du roi son fils.

Le résultat le plus important du règne de Henri V fut en Angleterre l'accroissement du pouvoir du parlement, auquel ce monarque fut souvent obligé d'avoir recours pour en obtenir les subsides que nécessitaient ses campagnes de France. La nation anglaise aimait son roi, elle était fière de la gloire dont il la couvrait, et, contente d'une sage administration, elle ne songeait guère à lui refuser des impôts qui, grâce à la sage économie de Henri, ne furent jamais bien onéreux.

En France la prépondérance qu'avait acquise Henri V, à la faveur des guerres civiles, ne devait point dépasser le temps de sa vie. Elle fut une des sources des affreuses guerres qui déchirèrent la malheureuse Angleterre, luttes plus sanglantes encore que les guerres civiles de France, mais dans lesquelles l'Angleterre eut le bon esprit de ne pas mêler l'étranger.

Les sanglots du peuple éclatèrent autour du cercueil de Henri V, lorsqu'on le rapporta à Westminster, et l'Angleterre sembla présager les maux qui l'attendaient sous le déplorable règne du troisième et du dernier des Lancaster.

De sa femme, Catherine de France, Henri V laissait un seul fils, le malheureux Henri VI, né le

6 décembre 1421, par conséquent âgé de moins de neuf mois quand mourut son père.

La reine douairière épousa, peu de temps après la mort de Henri V, Owen Tudor, gentilhomme gallois, dont elle eut trois fils; l'aîné de ces enfants fut le père du premier des Tudors, Henri VII.

Henri avait désigné son frère, le duc de Glocester, comme lord-protecteur du royaume d'Angleterre, et son autre frère, le duc de Bedford, comme régent du royaume de France; mais Charles VI ayant suivi au tombeau le roi d'Angleterre deux mois après la mort de celui-ci, cette circonstance enleva aux Anglais l'autorité qu'ils exerçaient en son nom, et Charles VII se présenta hardiment pour réclamer son héritage.

CHAPITRE II.

Henri VI est proclamé roi de France. — État de la France. — Bataille de Verneuil. — Jeanne d'Arc. — Siége d'Orléans. — Les Anglais sont chassés du territoire français. — Le duc de Glocester. — L'évêque de Winchester. — Éléonore Cobham. — Marguerite d'Anjou. — Mort de Glocester. — Mort du duc de Suffolk. — Familles d'York et de Lancaster. — Révolte de Jack Cade. — Le duc d'York. — Naissance du prince de Galles. — Bataille de Saint-Alban. — État des partis. — Affaire de Blore-Heath. — Affaire de Ludlow. — Parlement de Coventry. — Le duc d'York réclame la couronne. — Sa mort. — Édouard son fils. — Bataille de Mortimer-Cross.

De 1422 *à* 1461.

Le long règne de Henri VI peut se diviser en deux parties : les guerres de France, qui en comprennent les trente premières années, et les luttes entre les partisans de la famille d'York et ceux de la famille de

Lancaster, connues vulgairement sous le nom de *guerres des deux Roses.*

A la mort de Charles VI, le monarque anglais, âgé seulement de neuf mois, fut proclamé roi de France. Ses partisans, parmi lesquels on doit citer le duc de Bourgogne, gouvernèrent en son nom Paris, les provinces occidentales et septentrionales de la France, et une partie de celles du midi. Les provinces du centre, celles du sud-est et une partie de celles du sud tenaient pour le dauphin, proclamé roi dans un obscur château de l'Auvergne, sous le nom de Charles VII, et que le parti anglo-bourguignon désignait ironiquement sous le nom de *roi de Bourges.* Des guerres continuelles avaient lieu entre les deux partis, et les provinces situées entre la Loire et la Seine en étaient le théâtre le plus ordinaire. D'abord, pendant sept années, les armes anglaises furent presque constamment victorieuses, et le désastre de Verneuil où l'armée française, que n'avaient pu instruire tant de malheurs, fut encore défaite pour avoir combattu avec trop d'ardeur, sembla définitif. Cette bataille, qui fut livrée en 1424, peut être comparée aux fatales journées de Crécy, de Poitiers et d'Azincourt, et sans le sang-froid de Saintrailles, qui parvint à rallier les débris de l'armée après la défaite, Charles VII n'eût plus conservé un soldat. Des Écossais, dont un corps servait constamment dans l'armée française, depuis l'alliance entre l'Écosse et la France, un grand nombre fut tué à la bataille de Verneuil.

La position de la France semblait désespérée lorsque l'ambition du duc de Glocester, lord-protecteur d'Angleterre, vint semer la discorde parmi nos ennemis. Ce prince épousa Jacqueline, duchesse de Brabant, avant même que le premier mariage de cette princesse eût été cassé. Il réclama les biens qu'elle avait apportés en dot à son premier époux, et envahit le

Hainaut, à la tête d'une armée de 5,000 hommes, malgré les prières du duc de Bedfort. Le duc de Bourgogne prit parti contre Glocester, qui fut obligé de revenir du Hainaut en Angleterre, où son oncle, le cardinal de Winchester, lui disputait la régence. Cette affaire se termina par la rupture du mariage de Jacqueline et de Glocester : la première épousa un gentilhomme belge, et eut à la fois trois époux vivants. Le duc prit pour femme la belle Éléonore Cobham.

Ces troubles d'Angleterre durèrent environ deux années, et rappelèrent Bedfort en Angleterre. Les seigneurs français du parti de Charles VII surent profiter de son absence pour lever quelques troupes ; et lorsque le régent revint en France, trouvant les affaires en mauvais point, il renouvela son alliance avec le duc de Bourgogne. Rassemblant des troupes considérables, il résolut de pousser la guerre avec vigueur. Nogent-le-Roi, Jargeau, Beaugency, Pithiviers, Chartres, etc., furent prises et pillées, et le régent vint mettre le siége devant Orléans, dont semblait dépendre désormais la nationalité française et où s'enfermèrent Dunois, la Hire, Saintrailles, et une foule d'autres gentilshommes. Toute la France s'émut du danger d'Orléans, plusieurs villes envoyèrent des secours, et les bourgeois, par leur courage et leur dévouement, se montrèrent dignes de la mission qui leur était confiée.

Cependant les Anglais déployaient la plus grande habileté ; ils s'emparèrent des abords de la ville qu'ils entourèrent de quatorze forts, et ils résolurent d'affamer les assiégés. Un engagement, *la journée des Harengs*, qui eut lieu entre les Anglais qui amenaient des vivres aux assiégeants et un parti d'assiégés (1429), sembla être le signal de la perte totale d'Orléans et de la France. Mais le ciel allait susciter l'ange vengeur qui devait racheter notre patrie.

Le pays était dévasté; et le peuple, naturellement porté à attribuer ses maux à l'étranger, sentait chaque jour une plus vive sympathie pour le roi qui représentait le parti national. Une jeune fille, Jeanne d'Arc, surnommée, depuis sa victoire, la *Pucelle d'Orléans*, fut, ce semble, plus vivement frappée que les autres de la situation de son pays. Pieuse et douce, Jeanne, née de pauvres paysans, fut appelée par Dieu à affranchir la France, et la timide bergère devint le plus courageux des chevaliers.

Plusieurs fois la jeune fille crut entendre, soit dans la veille, soit dans le sommeil, des voix mystérieuses l'appeler à la délivrance de son pays. Lorsque Orléans fut assiégée par les Anglais et qu'on désespérait de la défendre, elle se présenta devant le roi, lui parla de la mission céleste dont Dieu l'avait chargée, lui inspira la confiance qu'elle avait elle-même, et en obtint le commandement d'une petite troupe avec laquelle elle dut se jeter dans Orléans. Chacun crut à la puissance miraculeuse de Jeanne; mais les uns l'attribuaient à Dieu et les autres à Satan. Le fait est que la noble jeune fille sut inspirer aux troupes françaises le courage et la confiance dont elle était animée, et qu'on eut foi en elle parce qu'elle-même avait foi en Dieu. Le siége d'Orléans fut levé, et après cette victoire la Pucelle conduisit Charles VII à Reims, où il fut sacré; cérémonie fort importante alors, en ce qu'elle imprimait aux rois un caractère divin, dont le peuple ne les sentait pas revêtus jusqu'à ce qu'ils eussent reçu l'onction sainte.

Pendant la cérémonie du sacre du roi, Jeanne s'était tenue debout, près de lui, sa bannière à la main. Lorsque tout fut accompli, l'envoyée du ciel voulut retourner dans son village : sa mission ne s'étendait pas plus loin, disait-elle; et si elle dépassait les bornes de cette mission, il lui arriverait malheur. Mais une

partie de la France était encore la proie des Anglais; Charles VII voulait les chasser complétement, et la présence de Jeanne donnait seule aux troupes la confiance et le courage nécessaires pour obtenir ce résultat. On retint la jeune fille, malgré ses ardentes sollicitations, et bientôt elle fut faite prisonnière par les Anglais, qui se vengèrent cruellement des humiliations qu'elle leur avait fait subir. Ce n'est pas ici le lieu de suivre les détails du honteux procès qu'on intenta à la noble héroïne, et il nous suffira de dire que les Anglais doivent déplorer à toujours l'injustice de la mort qu'ils lui firent subir, et que le roi de France eut la lâcheté et l'ingratitude de ne pas empêcher. Jeanne d'Arc monta sur le bûcher le 30 décembre 1430, sous le vain prétexte d'hérésie et de sorcellerie. Son véritable crime était la terreur qu'elle avait su répandre dans l'âme des Anglais, et l'héroïsme par lequel elle avait affranchi son pays.

Jeanne d'Arc fut l'holocauste qui racheta la France, et jamais victime plus noble et plus pure ne s'offrit pour une plus sainte cause. Les victoires des Français continuèrent après sa mort. Les provinces furent délivrées tour à tour; et enfin le duc de Bourgogne, l'un des plus dangereux adversaires de Charles VII, rentra dans le parti national qu'il n'aurait jamais dû abandonner.

Henri VI avait été sacré roi de France, à Paris, par un prélat anglais, l'an 1431; mais la mort du duc de Bedford, qui avait déployé la plus grande habileté pendant sa régence, fut le signal de la fin de la domination étrangère. Les Anglais, abandonnés par le duc de Bourgogne, furent successivement défaits sur tous les points. Battus aux portes mêmes de Paris, il ne leur resta plus d'autre refuge que la Bastille, où s'enferma lord Willoughby, commandant de la garnison anglaise, qui fut obligée de capituler le 13 avril 1436.

Alors Paris fut rendu à Charles VII, et l'étranger ne conserva plus, en France, que l'Aquitaine, la Normandie et l'importante place de Calais; trois anciennes possessions de la couronne d'Angleterre. Mais l'orgueil anglais n'était pas encore assez humilié. La Normandie fut reconquise par la France (1448 et 1449); les provinces de la Gascogne et celles des Pyrénées subirent le même sort (1451). Et ce fut ainsi que se termina la dernière guerre de France.

Après avoir laissé longtemps l'Angleterre afin de suivre en France le progrès des armes anglaises, il nous faut maintenant retourner en arrière pour raconter les autres événements de cette époque si malheureuse pour l'Angleterre.

Comme nous l'avons dit, Henri VI n'avait que neuf mois lorsqu'il parvint à la royauté, et, selon la volonté de Henri V, le parlement avait nommé le duc de Bedford régent des deux royaumes, en lui confiant l'administration de la France, tandis que celle de l'Angleterre avait été départie à son frère le duc de Glocester, assisté d'un conseil de régence, dont le membre le plus influent était le cardinal de Winchester. La discorde ne tarda pas à éclater entre le duc de Glocester et le cardinal, dont le parlement fut obligé de régler les pouvoirs respectifs.

L'autorité du protecteur recevant chaque jour de nouvelles atteintes, il rechercha l'appui de tous les Plantagenets; mais, malgré cette puissante assistance, il se vit tour à tour frappé dans son pouvoir, dans son honneur et dans ses sentiments les plus chers et les plus intimes. Une accusation de sorcellerie fut portée contre sa femme, Éléonore Cobham. Obligée de faire amende honorable pour ce crime imaginaire, la malheureuse fut conduite, par eau, de Westminster au pont du Temple, d'où elle se rendit à pied, la tête couverte et un cierge à la main, à l'église Saint-Paul. La

même pénitence se renouvela dans différentes églises; après quoi Éléonore fut remise à la garde de sir John Stanley, contrôleur de la maison du roi. Le pouvoir de Glocester décroissait chaque jour sous les coups qu'on lui portait; le mariage de Henri VI vint l'anéantir complétement.

Le jeune monarque était à peine âgé de treize ans lorsqu'il épousa Marguerite, fille de René d'Anjou. Douée de facultés qui sont le propre de l'homme, Marguerite ne possédait presque aucune des vertus de son sexe. Ambitieuse, désireuse du pouvoir, belle, séduisante et adroite, elle sut s'emparer de l'esprit de son faible époux, et bientôt le pouvoir passa tout entier entre les mains de la reine et de ses favoris.

La ruine totale de Glocester suivit de près le mariage de Henri; le duc avait de nombreux ennemis, parmi lesquels on doit citer William de la Pole, comte de Suffolk, favori de la reine et du roi, et surtout le neveu du cardinal de Winchester, Henri de Beaufort, plus connu sous le nom de comte de Warwick.

Glocester était un homme juste et bon, que ses vertus avaient rendu populaire. Sa popularité et ses vertus le rendirent odieux à ceux qui voulaient s'emparer de l'esprit du faible monarque. Le duc de Glocester fut arrêté, en plein parlement, le 23 février 1447, au nom du roi, et sous prétexte de trahison. Il ne paraît pas que le parlement soit intervenu dans cette affaire, dont l'issue fut le meurtre de Glocester, qu'on trouva mort en prison deux jours après son arrestation. Le corps ne présentait aucune trace de violence; mais, à cette époque, on savait habilement faire disparaître les indices matériels de semblables forfaits. Il ne fut d'ailleurs fait aucune enquête légale sur la mort de ce prince, héritier présomptif de la couronne d'Angleterre.

Beaucoup d'individus furent mis en prison comme

complices du duc; cinq gentilshommes de sa maison, condamnés à être pendus et écartelés, reçurent leur grâce au pied de l'échafaud; enfin, les biens de Glocester furent confisqués, ainsi que la dot de son épouse, la malheureuse Éléonore.

La mort de Glocester rendit tout-puissant le duc de Suffolk, alors premier ministre; mais son pouvoir ne devait pas durer longtemps, et son administration se termina d'une manière violente en 1450. Accusé de haute trahison sur de frivoles motifs, il fut exilé pour cinq ans par ordre du roi, et sans jugement.

On ne sait trop comment s'expliquer le sanglant dénoûment de cette affaire. Obéissant aux ordres du roi, l'exilé s'embarqua pour Calais. A quelque distance de la côte, on le fit sortir de sa barque, et à son arrivée sur le vaisseau chargé de le transporter, le capitaine le salua par ces mots: « Sois le bienvenu, traître. » Un confesseur lui fut accordé, et le lendemain un des matelots lui trancha le tête.

Le peuple était mécontent; des insurrections partielles éclataient de tous côtés; la mort d'un ministre détesté ne l'apaisa pas, et, peu de temps après, un corps de paysans du comté de Kent se réunit, les armes à la main, à Black-Heath, sous un chef irlandais nommé Jack Cade, qui prit le surnom de *John Mortimer*, par allusion aux droits qu'avait au trône la famille de Mortimer, alors représentée par Richard, duc d'York.

Cette émeute fut le commencement de la lutte entre la maison de Lancaster et la maison d'York, l'une des plus terribles guerres civiles que présentent les annales des peuples européens. Mais, pour faire bien comprendre cette lutte, il nous faut d'abord exposer les prétentions du parti d'York.

A l'avénement de Henri IV, Richard II, dont le parlement prononça la déposition, n'avait pas d'enfants. Si l'on eût suivi l'ordre de succession, la cou-

ronne serait revenue à la postérité de Lionel, duc de Clarence, second fils d'Édouard III, et le représentant de cette famille était alors Edmond Mortimer, jeune homme de dix ans, qui, tenu dans une captivité honorable, n'éleva jamais aucune prétention et mourut sans enfants, la troisième année du règne de Henri VI. Ses droits revinrent à sa sœur, Anne Mortimer, femme de Richard d'York, comte de Cambridge, petit-fils d'Édouard III.

Deux armées se trouvèrent en présence en 1450; et l'armée royale, dans les rangs de laquelle se trouvaient beaucoup de mécontents, fut défaite par les révoltés à la bataille de *Seven Oaks* (les sept chênes). La nouvelle d'une seconde révolte dans le comté d'Essex mit en fuite le roi et sa cour, qui se réfugièrent à Kenilworth. Alors Cade triomphant fit son entrée à Londres dont il était désormais maître. Sa conduite envers le peuple fut pleine de modération, en même temps qu'il déploya la plus grande rigueur contre les fauteurs du gouvernement, parmi lesquels on doit citer le lord Say, trésorier du royaume, qui fut mis à mort avec quelques autres personnages.

Pour apaiser la révolte, le roi accorda un pardon général à Cade et à ses compagnons, ce qui n'empêcha pas d'intenter plus tard à ce chef populaire un procès qui se termina par sa mort.

Richard, duc d'York, au nom duquel l'insurrection s'était faite sans qu'il y eût trempé, était autant aimé du peuple pour ses vertus que le roi et la reine en étaient haïs, le premier pour sa nullité, la seconde pour sa violence et sa soif de pouvoir.

Depuis la mort du duc de Glocester, le duc d'York était héritier légitime de la couronne au cas où le roi mourrait sans enfants. Henri VI était dans un état d'imbécillité presque absolue, et il n'avait jamais eu d'enfants quand, au bout de sept ans de mariage, la

reine donna le jour à un fils qui fut nommé Édouard. Les partisans de la maison d'York contestèrent la légitimité du jeune prince ; le duc d'York se trouva naturellement à la tête des mécontents, et le parlement, reconnaissant l'incapacité du roi, nomma le duc protecteur et défenseur du royaume.

Du côté du roi, de la reine et du jeune prince, se rangeaient les puissants comtes de Salisbury et de Warwick. Le régent s'assura leur appui en épousant leur sœur. Il capta par différents moyens les autres chefs des barons, et son parti se grossissant de jour en jour, la guerre civile devint imminente.

Les deux partis se trouvèrent pour la première fois en présence, à Saint-Alban, le 23 mai 1455. Leurs forces respectives se montaient à deux mille hommes du côté du roi ou plutôt de la reine, et à trois mille du côté du duc. D'abord le duc d'York, comme autrefois Henri de Lancaster, se contenta de demander le redressement des griefs dont se plaignait le peuple anglais, et pour prémices il exigea qu'on lui remît entre les mains les mauvais conseillers que lui et les barons désigneraient ultérieurement, « moyennant quoi, » ajouta-t-il, « vous serez traité comme notre roi légitime et « notre véritable gouverneur. »

Pour toute réponse, le roi commanda aux rebelles de se disperser, puis il ajouta : « Plutôt que de livrer « un seul des seigneurs qui sont ici maintenant avec « moi, je mourrai moi-même aujourd'hui dans cette « querelle pour l'amour d'eux. » Mais, pendant ces pourparlers, Warwick fondit sur les troupes royales, les mit en déroute et leur tua trois de leurs principaux officiers, Northumberland, Sommerset et Clifford.

Le roi était tombé entre les mains des rebelles, et le duc d'York, croyant devoir sanctionner sa victoire par une apparence de légalité, assembla un parlement

où le roi, assis sur son trône, le déclara innocent du massacre de Saint-Alban, aussi bien que le duc de Salisbury et le comte de Warwick, prononça que les lords attachés au duc d'York étaient ses loyaux et fidèles sujets, et, en conséquence, leur accorda un pardon général. Henri reconnut le duc d'York comme protecteur; mais, un an après, c'est-à-dire, en 1456, il le déchargea des devoirs de sa place, ou, en d'autres termes, le priva de ses grands pouvoirs. Il paraît qu'alors Henri VI était dans une sorte de convalescence. Cette apparence trompeuse d'un retour de bon sens n'eut d'autre effet que de faire passer la puissance des mains du protecteur entre celles de la reine.

Elle fut aussi suivie de trois années de paix, pendant lesquelles les deux partis se surveillèrent avec courroux, épiant d'un œil jaloux l'occasion de reprendre les hostilités. Mais cette sorte de halte donna au peuple le temps de choisir ses chefs : on se rangea sous la bannière d'York ou sous celle de Lancaster; les haines commencèrent à devenir héréditaires, et les fils de ceux qui étaient morts à Saint-Alban regardèrent la vengeance comme un devoir sacré.

L'an 1458, Marguerite convoqua à Londres, au nom du roi, les chefs du parti d'York, et il s'ensuivit un simulacre de réconciliation qui cachait les plus sinistres projets. Peu de temps après cet accommodement, la reine, qui craignait les habitants de Londres, emmena Henri à Coventry, d'où elle invita le duc d'York et les Nevills à venir prendre part aux amusements de la cour. Ceux-ci, avertis que la reine voulait les faire assassiner, se réfugièrent dans leurs châteaux, dont ils ne sortirent que les armes à la main.

Après la reprise des hostilités, les deux partis se rencontrèrent à Blore-Heath, où l'armée royale fut défaite et perdit son chef, le lord Andley.

La nature de cet ouvrage ne nous permet pas de

raconter en détail la suite de petites actions dont se forme la *guerres des deux Roses*, qui amena d'innombrables combats, dans lesquels périrent, selon Comines, environ un million cent mille hommes et plus de quatre-vingts princes du sang.

Après un faible avantage remporté à Ludlow, Marguerite assembla à Coventry un parlement qui déclara le duc d'York coupable de haute trahison; ce qui n'empêcha pas ce prince de faire chaque jour de nouveaux pas vers le pouvoir. Quant à Henri VI, la question était de savoir laquelle des deux factions s'emparerait de sa personne; il tomba entre les mains du duc d'York après la bataille de Northampton, et l'on assembla, en son nom, un parlement qui annula tout ce qu'avait fait celui de Coventry.

Peu de jours après l'ouverture de ce parlement, Richard, duc d'York, entra à Londres, au son des trompettes, en faisant porter devant lui un glaive nu. Il se rendit au parlement, le 16 octobre 1460, et lui présenta un écrit par lequel il réclamait les couronnes d'Angleterre, de France et d'Irlande. Le chancelier ayant demandé si on pouvait lire un pareil écrit, il fut décidé, à l'unanimité, « qu'attendu que tout « individu, de haut ou de bas degré, s'adressant à la « cour du parlement, avait le droit d'être entendu et « de faire connaître sa demande, cet écrit devait être « lu, mais qu'on ne devait pas y répondre sans les « ordres du roi, vu l'importance et la gravité du sujet. » La substance de la requête était que Richard, duc d'York, descendant de Lionel, duc de Clarence, troisième fils d'Édouard III, avait droit aux couronnes de France et d'Angleterre, de préférence aux descendants de John, de Gant, quatrième fils du même Édouard. Les lords en référèrent au roi, et, après de nombreux pourparlers, ils proposèrent un compromis par lequel le roi devait jouir, pendant sa vie, de la couronne

qui, après sa mort, reviendrait au duc d'York et à ses héritiers. Le commandement de l'armée fut accordé au duc d'York, et l'on déclara acte de haute trahison toute conspiration contre sa vie et tout acte de résistance à son pouvoir. En un mot, on lui transmit complétement l'exercice de la puissance royale.

Le même parlement enjoignit à la reine de se rendre à Londres avec son fils. Mais cette femme belliqueuse, considérant non sans raison son époux comme prisonnier, assembla, pour le délivrer, une armée avec laquelle elle s'avança vers les provinces du Nord, où Northumberland et Clifford se joignirent à elle.

Le duc d'York confiant la garde du roi au comte de Warwick et au duc de Norfolk, marcha en personne contre l'armée de la reine. Fait prisonnier dans une embuscade, il fut mis à mort avec une froide cruauté. On dit que son cadavre fut indignement mutilé, que la cruelle Marguerite le couronna d'un diadème de papier, et qu'après s'être rassasiée de ce barbare spectacle, elle lui fit trancher la tête, qui fut clouée à l'une des portes de la ville d'York. Bien d'autres actes de barbarie furent commis dans cette journée. Clifford ayant atteint dans la bataille un jeune fils du duc d'York, l'enfant et son précepteur tombèrent vainement à ses genoux en l'implorant. « Ton « père a tué le mien, s'écria Clifford, je te tuerai toi et toute ta race; » et, en disant ces mots, il plongea son poignard dans le sein du jeune homme.

Le lendemain de sa victoire, Marguerite fit mettre à mort le comte de Salisbury et douze autres chefs prisonniers.

Les droits du duc d'York revenaient à son fils, Édouard, comte de March, qui régna sous le nom d'Édouard IV. Le jeune prince était soutenu par ce qui restait des amis de son père et par les habitants

du pays de Galles, dont l'attachement à sa maison fut constant pendant tout le cours de la guerre civile. La première rencontre d'Édouard et de ses ennemis eut lieu à Mortimer-Cross, le 2 février 1461, un mois environ après la mort de son père. Une partie des troupes de Marguerite y fut défaite, mais la reine sans se décourager marcha vers le sud avec une autre troupe composée de montagnards dont la cruauté et les habitudes de pillage portaient au loin la terreur. Une nouvelle rencontre eut lieu entre cette troupe et l'armée yorkiste, à Saint-Alban, le 17 février 1461, et le roi prisonnier, que le comte de Warwick avait amené au camp, retomba, avec les bagages, entre les mains des royalistes qui, cette fois, restèrent victorieux.

Tous les triomphes de Marguerite étaient signalés par la cruauté, le meurtre et le pillage. Des prisonniers furent encore égorgés après cette victoire, et les faubourgs de Londres souffrirent des rapines de ses soldats. Les habitants de la ville se défendirent valeureusement jusqu'à l'arrivée du duc d'York, dont la présence mit en fuite la reine Marguerite, qui se réfugia dans les provinces du nord. Édouard et le comte de Warwick entrèrent à Londres aux applaudissements de la foule, et, le 4 mars 1461, le premier, ayant exposé ses titres devant les lords et le peuple, fut proclamé roi sous le nom d'Édouard IV.

CHAPITRE III.

Édouard IV. — Bataille de Townton. — Bataille d'Hexham. — Henri VI est fait prisonnier. — Élisabeth Woodville. — Warwick. — Bataille de Barnet. — Bataille de Tewkesbury. — Meurtre d'Édouard de Lancaster. — Mort de Henri VI. — Guerre de France; traité de Pecquigny. — Richemont. — Mort d'Édouard. — Édouard V. — Richard, duc de Glocester, lord-protecteur. — Exécution de Rivers et d'Hastings. — Richard III. — Meurtre des enfants d'Édouard. — Mort de Buckingham. — Richemont. — Bataille de Bosworth. — Mort de Richard. — Avénement de la maison de Tudor.

De 1461 *à* 1485.

Édouard sentit qu'aussi longtemps que quelques parties du territoire reconnaîtraient Henri, il ne serait pas véritablement maître de l'Angleterre. Il résolut donc de continuer la guerre, et de part et d'autre on fit défense d'accorder aucun quartier.

Le 29 mars 1461, une furieuse bataille s'engagea à Townton, près de la ville d'York. Des combats partiels l'avaient précédée; mais jamais encore, dans cette longue guerre, des forces aussi puissantes ne s'étaient trouvées en présence. L'armée lancastrienne se montait à soixante mille hommes, celle d'Édouard à quarante mille; cette infériorité effraya même le comte de Warwick qui, sentant qu'un combat désespéré était la seule ressource de son parti, s'écria : « Sire, que Dieu « ait pitié des âmes de ceux qui, pour l'amour de vous, « ont perdu la vie au commencement de cette entre- « prise; mais s'enfuie qui voudra : je jure par cette « croix (et il baisa la poignée de son sabre), que je « tiendrai bon près de celui qui tiendra bon près de « moi. » Dans cette bataille, qui ne dura pas moins de trois jours, périrent trente-sept mille Anglais.

Enfin, l'armée lancastrienne fut obligée d'abandonner le terrain, et Marguerite, que ses ennemis avaient surnommée *la Louve d'Anjou*, s'enfuit vers l'Écosse, emmenant avec elle le roi Henri, le prince de Galles et plusieurs de ses partisans. Le roi d'Écosse leur promit de les secourir, et reçut de la reine la forteresse de Berwick en échange de ses promesses; après quoi Marguerite passa en France pour y solliciter des secours qu'elle ne put obtenir de Louis XI, alors tout occupé de la *guerre du bien public*.

Édouard fut sacré et couronné à son retour à Londres, le 22 juin 1461. Il convoqua un parlement qui, tout en confirmant les actes des trois derniers règnes, qualifia les princes de la maison de Lancaster de « rois de fait, mais non de droit, » reconnaissant ainsi que le roi Édouard tenait la couronne de sa naissance.

Marguerite revint en Écosse au bout de deux ans, elle ramenait avec elle cinq cents hommes de troupes françaises, faible renfort à la tête duquel elle tenta une invasion en Angleterre. Les Lancastriens furent complétement défaits à la bataille d'Hexham (1464), où le roi Henri ne dut sa sûreté qu'à la vitesse de son cheval.

Édouard fit couler par torrents le sang de ses ennemis, en même temps qu'il comblait ses partisans de richesses et de faveurs. Marguerite se réfugia en France avec son fils.

Le 25 mai 1464, le misérable Henri fut livré à son ennemi par la trahison de sir James Harrington, et on ne lui laissa ni les honneurs de son rang, ni aucune apparence de liberté. Warwick, gouverneur de la ville de Londres pour Édouard, conduisit lui-même le royal prisonnier à la Tour, où il ne lui épargna aucune des douleurs et des humiliations de la captivité.

Édouard IV est un des plus singuliers caractères

que présente l'histoire : il joignait à des mœurs on ne peut plus relâchées une cruauté capricieuse. Mais ses amours ne lui firent jamais perdre ni son activité, ni son énergie; et chaque fois qu'il fallut monter à cheval pour défendre quelque parcelle de son royaume, il se montra courageux soldat.

On songeait à marier le nouveau roi, et on lui cherchait une alliance dans les premières cours de l'Europe, quand il rencontra par hasard, pendant qu'il chassait, une jeune femme pour laquelle il s'éprit d'amour : c'était Élisabeth Woodville, déjà mariée à sir Thomas Gray. Cette femme résista aux désirs d'Édouard qui, charmé de sa vertu et de son esprit, l'épousa secrètement le 1er mai 1464. Élisabeth fut couronnée un an environ après son mariage.

L'orgueilleux Warwick, qui avait déjà reçu le surnom alarmant de *Faiseur de rois*, s'offensa de cette union à laquelle il n'avait eu aucune part ; et Warwick était le plus redoutable baron de toute l'Angleterre. Son mécontentement éclata de différentes manières, et enfin celui qui avait si puissamment contribué à l'élévation de la maison d'York devint chef du parti de Lancaster.

Quelque temps le Faiseur de rois sembla rester dans l'inaction, mais sa famille et ses vassaux embrassaient le parti de Lancaster, et la guerre civile fermentait. D'abord la victoire sembla protéger le drapeau lancastrien, et les deux Woodville, parents de la reine, femme d'Édouard, furent mis à mort par l'armée victorieuse. Mais le duc de Clarence, qui, quoique frère du même roi, combattait dans le parti de Lancaster, et le comte de Warwick, déclarés rebelles, furent forcés de quitter l'Angleterre. Ils trouvèrent sur le continent la reine Marguerite que la nécessité rapprocha de Warwick, dont elle fit épouser la fille, Anne, au jeune Édouard, prince de Galles.

Lorsque les intrigues des exilés leur eurent assuré une armée, ils débarquèrent en Angleterre. Le roi Édouard, qui semblait avoir perdu momentanément son activité, s'enfuit en Hollande, et Warwick, aidé de Clarence, s'empara du pouvoir sous le nom du misérable Henri VI, qu'on retira de la Tour comme on en eût sorti un drapeau ou tout autre signe.

Ayant obtenu des secours du duc de Bourgogne, Édouard revint en Angleterre le 14 mars 1471. Un mois après, la bataille de Barnet lui rendit la couronne. Ce combat coûta la vie au comte de Warwick, l'un des plus redoutables factieux dont l'histoire fasse mention, et qui semble, comme notre cardinal de Retz, avoir aimé le désordre pour le désordre, plutôt que s'être proposé quelque objet déterminé.

Marguerite, qui avait levé des troupes en France, arriva en Angleterre à leur tête, le jour même de la bataille de Barnet. Elle fut un instant accablée par le désastre des troupes lancastriennes; puis, retrouvant tout son courage, elle ne craignit pas d'affronter l'armée d'Édouard au passage de Tewkesbury, le 14 mai 1471.

La déroute des Lancastriens fut complète et définitive dans cette affaire. La tête du prince Édouard, fils de Henri VI, fut mise à prix, et bientôt il fut conduit prisonnier devant le vainqueur. « Comment avez-vous « eu la présomption d'entrer dans mon royaume, ban- « nières déployées? » lui demanda le roi. — « Pour re- « couvrer le royaume et l'héritage de mon père, qui a « été transmis en ligne directe de son aïeul à son père, « de son père à lui, et de lui à moi, » répondit le jeune homme. Edouard, sans rien répliquer, le frappa de son gantelet: le duc de Clarence, qui était rentré dans les bonnes grâces de son frère, et le duc de Glocester, qui, depuis, fut Richard III, se jetèrent sur le jeune prince et le mirent à mort.

La mort de Henri VI suivit de près celle de son fils; elle fut violente selon quelques historiens, et l'odieux en retombe principalement sur Richard, duc de Glocester. Toutefois, on ne sait aucun détail positif sur cette mort; et si le témoignage de quelques chroniqueurs vivant sous le règne de Henri VII, vainqueur de Richard III, a semblé une autorité suffisante à l'immortel Shakspeare, l'historien consciencieux doit hésiter à charger la mémoire d'Édouard et celle du duc de Glocester d'un crime qui ne leur était même pas utile, puisque le prisonnier ne servait plus de drapeau au parti de Lancaster.

Une guerre avec la France qui suivit les discordes civiles eut peu d'importance. Louis XI redoutait la guerre étrangère, et l'Angleterre épuisée sentait le besoin du repos. Cette guerre se termina par le traité de Pecquigny, dans lequel on stipula qu'une somme considérable serait payée au roi d'Angleterre, dont la fille aînée devait épouser le dauphin. La rançon de la reine Marguerite fut fixée à 50,000 couronnes; et cette femme, qui supporta mieux le malheur que la prospérité, survécut à la perte de son fils et de son époux durant neuf années, dont elle passa cinq en prison, Louis XI ne pouvant se décider à payer sa rançon. Cette malheureuse princesse mourut en France en 1480.

Les droits de la maison de Lancaster revinrent alors au comte de Richemont, petit-fils de Marguerite de France et d'Owen Tudor. Il trouva asile à la cour du duc de Bretagne, et son mariage avec Marguerite Beaufort, dernière descendante de John de Gaunt, vint réunir sur une seule tête les droits des Lancaster.

Édouard était désormais tranquillement assis sur le trône d'Angleterre; mais la discorde ne tarda pas à éclater au sein de sa famille. L'influence des parents de sa femme excita la jalousie de ses frères et des princi-

paux seigneurs de sa cour. Clarence périt violemment, noyé dans un tonneau de vin de Malvoisie, selon la tradition commune, et Shakspeare n'hésite pas à attribuer sa mort aux intrigues du duc de Glocester, qui probablement n'y fut pour rien.

A la fin de son règne, Édouard IV, amolli par les plaisirs, se livrant sans honte à toutes sortes de débauches, déshonora les femmes, les filles, et jusqu'aux servantes de ses sujets. La plus connue de ses maîtresses est Jane Shore, fameuse par les persécutions de Richard III.

Édouard, en 1475, débarqua à Calais avec 30,000 hommes. L'habile Louis XI acheta un traité de paix. La corruption s'étendit du roi aux hautes classes de la société. Les ministres et les barons se vendaient sans pudeur au roi de France. Un parlement vénal accordait des subsides sans songer à la misère du peuple; et ce peuple, qui souffrait en donnant son sang et ses sueurs pour une cause qui n'était pas la sienne, n'a laissé ni annales, ni chroniques, pour attester que la corruption plana au-dessus de lui sans l'atteindre.

Édouard IV mourut le 9 avril 1483. Sa mort fut probablement causée par les honteuses débauches qui souillèrent le cours de sa vie. On dit que le chagrin que lui donnèrent les déceptions de Louis XI au sujet d'un mariage entre le dauphin Charles et la fille aînée du monarque anglais, contribua aussi à cette mort prématurée.

De sa femme, Élisabeth Woodville, Édouard IV laissa deux fils et cinq filles : Édouard, qui lui succéda sous le nom d'Édouard V; Richard, duc d'York; Élisabeth, mariée à Henri VII; Cécilia, qui épousa lord Wells; Anne, duchesse de Norfolk; Bridget, qui se fit religieuse; enfin Catherine, duchesse de Devonshire.

Édouard V, fils d'Édouard IV et d'Élisabeth Wood-

ville, régna de nom sur l'Angleterre pendant l'espace de deux mois et treize jours. Le protectorat (*la régence*) appartenait de droit à Richard, duc de Glocester, frère du feu roi; mais des factions se pressaient autour du trône, et les oncles maternels du jeune monarque cherchaient à s'emparer de la toute-puissance, que l'ambitieux Richard ne voulait pas leur abandonner. Ce dernier se rappela l'influence du parlement dans des circonstances semblables, et celui qu'il convoqua le nomma lord-protecteur.

Le premier usage que Richard fit de son autorité fut de faire trancher la tête, sans aucune forme de procès, au comte Rivers, frère de la reine, et à plusieurs personnes attachées aux Woodville. Élisabeth, effrayée, craignant tout de celui qui avait entre les mains la suprême puissance et le jeune prince au nom duquel elle s'exerçait, se réfugia avec son fils puîné, Richard, duc d'York, dans l'asile sacré de Westminster, d'où par ruse le protecteur tira le jeune prince.

De puissants barons, anciens amis d'Édouard IV, devinèrent bientôt les sinistres projets de Richard. Ils manifestèrent le dessein de s'y opposer, sur quoi Richard résolut de se défaire de lord Hastings, membre du conseil, et l'un de ces barons, espérant que cette exécution effrayerait ceux qui, au fond du cœur, étaient opposés à ses projets.

Un jour, le protecteur entre au conseil avec un visage irrité, et au bout de quelques instants il rompt le silence en s'écriant : « Que méritent ceux qui ont « comploté de me donner la mort, à moi qui suis « naturellement et légalement le protecteur du roi? — « Ils méritent d'être punis comme d'infâmes traîtres, « répondit Hastings. — C'est cette sorcière, la femme « de mon frère, elle et toute sa race, » répondit le protecteur. Hastings, qui détestait les Woodville, ajouta : « C'est vraiment un crime infâme s'il est prouvé.

— Il l'est, » s'écria Richard furieux, « et je me ser-« virai de ta réponse contre toi. » Aussitôt des hommes armés envahirent la salle ; ils s'emparèrent d'Hastings et de plusieurs autres lords suspects au protecteur. Ces gentilshommes furent immédiatement conduits en prison : Richard jura qu'il ne dînerait pas qu'il n'eût vu tomber la tête d'Hastings, auquel on accorda le temps de se confesser, après quoi il eut la tête tranchée.

Le meurtre d'Hastings et celui de Rivers n'étaient que le prélude à d'autres forfaits. Dès que le protecteur tint ses neveux en sa puissance, il songea à réaliser ses désirs ambitieux. Lord Buckingham n'hésita pas à se faire son complice.

Bientôt Richard ne cacha plus ses desseins sur la couronne d'Angleterre ; mais il n'osait la prendre brusquement. En même temps qu'il faisait faire de grands préparatifs pour le couronnement du jeune roi, il résolut de commencer à perdre ses neveux dans l'esprit du peuple. Il attaqua la mémoire de son frère Édouard IV. Pour rappeler ses mœurs licencieuses, il fit subir une pénitence publique à Jane Shore. Puis, le protecteur commença à faire discuter ouvertement les droits de ses neveux à la couronne, et il chargea un fameux prédicateur, nommé Shaw, de prononcer un discours contre la légitimité des jeunes princes. Le principal argument fut que le mariage d'Édouard IV et d'Élisabeth était nul, attendu qu'avant cette union le monarque défunt avait épousé ou promis d'épouser une certaine lady Éléonore Butler. Richard ne craignit pas d'aller plus loin. Il essaya de détruire le droit de ses neveux aux dépens de la vertu de sa propre mère, la duchesse douairière d'York, et fit répandre que lui seul était vraiment fils du duc d'York, tandis qu'Édouard IV et le duc de Clarence, fruits des amours adultères de

la duchesse, étaient nés pendant que le duc était occupé des guerres de France.

Après toutes ces infamies, le séide du protecteur, le vil Buckingham, remit à Richard une prétendue déclaration du peuple, reconnaissant le duc de Glocester comme seul héritier légitime de la maison d'York. Un parlement vénal annula le mariage d'Édouard et d'Élisabeth, et prononça que Richard était le vrai et légitime roi d'Angleterre. Il s'ensuivit une scène d'hypocrisie où Richard feignit de refuser la couronne, que Buckingham le força, en quelque sorte, d'accepter. La nation n'acclama pas à cette usurpation. Au moyen de quelques hommes payés, on se procura un simulacre d'élection qu'on regardait comme nécessaire, et les préparatifs qui avaient été faits pour le couronnement d'Édouard servirent à celui de son oncle.

Il ne fut plus parlé des jeunes princes restés prisonniers à la Tour. A partir de ce moment, personne ne les vit, excepté leurs geôliers, et l'obscurité la plus profonde enveloppe leur vie et leur mort. La version la plus répandue est qu'au mois d'août 1483, peu de temps après son usurpation, Richard ordonna à Brakenbury, lieutenant de la Tour, de faire périr secrètement ses deux neveux, et que, celui-ci ayant refusé de le faire, les clefs de la Tour furent remises à sir James Tyrrel, qui, la nuit même de son arrivée, fit étouffer les enfants dans leur lit. Shakspeare, dans son beau drame de Richard III, fait raconter par un des assassins cet abominable meurtre, et jamais plus belle poésie ne conserva le souvenir d'un crime aussi horrible.

« Ainsi les deux enfants étaient couchés, enlacés « dans leurs bras d'albâtre; leurs lèvres semblaient « quatre roses écloses sur une même tige, et se cares- « sant dans leur beauté printanière. Un livre de prières

« reposait sur leur oreiller, et sa vue (c'est un des « meurtriers qui parle) changea presque ma résolu- « tion.... Et cependant nous avons détruit le plus bel « ouvrage que la nature eût produit depuis la créa- « tion. »

Peu de temps après ce crime, Buckingham, l'homme qui avait le plus puissamment contribué à l'élévation de Richard, se tourna contre lui. On croit généralement que son dessein était d'élever sur le trône Henri, comte de Richemont, auquel il voulait faire épouser la jeune Élisabeth, fille d'Édouard IV. Ses mesures furent mal concertées, et son insurrection eut un résultat bien différent de celui qu'il s'en était promis. Abandonné de ses soldats, il fut livré au protecteur, qui lui fit trancher la tête à Salisbury.

Après cette sanglante exécution, Richard fit son entrée triomphale à Londres, au mois de décembre 1483. Tous ses ennemis étaient désormais abattus, et il semblait pouvoir défier le malheur, quand Dieu le frappa de la manière la plus sensible et la plus inattendue, en lui enlevant le prince Édouard, l'unique enfant qu'il eût eu de la princesse Anne, fille de Warwick. Il l'avait épousée, tout sanglant encore du meurtre de son premier époux, Édouard, fils du malheureux Henri VI. On dit que Richard était le plus tendre des pères, et que sa douleur fut telle qu'il faillit en devenir fou. La douleur de la reine, plus grande encore, amena sa mort, qui suivit de près celle de son fils.

Les principaux adhérents du Buckingham, au nombre de cinq cents environ, s'étaient rendus en Bretagne, où ils avaient reconnu pour roi le comte de Richemont. Bientôt une proclamation de Richard informa le peuple que ces exilés se disposaient à envahir l'Angleterre, et beaucoup d'Anglais désirèrent et espérèrent cette invasion. Au commencement du mois d'août 1485, un peu plus de deux ans après

l'avénement de Richard, Henri, comte de Richemont, aborda à Milford-Haven. Le pays de Galles se déclara en sa faveur, et son armée, qui se grossissait chaque jour, rencontra celle du roi Richard à Bosworth.

Richard était actif et doué d'une grande bravoure personnelle; il fit des prodiges de valeur dans cette bataille. La défection du comte de Stanley ne contribua pas peu à la victoire de Richemont. Le roi périt sur le champ de bataille, et la couronne fut trouvée parmi les dépouilles. Stanley la plaça lui-même sur la tête de Richemont, au cri de : « Vive le roi Henri VII! » qui fut répété par la multitude. La mort de Richard, qui arriva le 22 août 1485, fut le dénoûment de la guerre des deux Roses. Mais, lorsqu'un tremblement de terre a renversé des villes, le sol frémit encore après qu'il est passé. Le vainqueur de Richard III trembla longtemps sur un trône mal affermi.

Tout n'avait pas été remis au sort des armes pendant cette guerre mémorable, et la politique trouva sa place au milieu des convulsions que nous avons décrites. Le besoin de subsides, en forçant à recourir fréquemment au parlement, augmenta la puissance de cette assemblée, et la liberté constitutionnelle fit de grands progrès pendant une lutte où le sang de l'aristocratie coulait à flots. Cependant l'Angleterre ne marchait pas à la destruction de la féodalité du même pas que la France; plusieurs siècles devaient s'écouler avant que les hauts barons courbassent la tête sous le niveau de l'égalité. La marche parallèle de la liberté fut différente dans les deux pays, et tandis qu'en France la royauté absolue s'élevait sur les ruines de la féodalité en s'appuyant sur le peuple, le système constitutionnel, où l'aristocratie tient une si grande place, et où les représentants du peuple forment eux-mêmes une aristocratie qui n'a de populaire que le principe de l'élection, s'élevait et se consolidait en Angleterre.

La guerre des deux Roses clôt en Angleterre le moyen âge, dont Richard III fut un des derniers et des plus terribles représentants.

L'habileté et la vigueur d'esprit de ce prince n'ont jamais été mises en question. Il n'en est pas de même de ses actions et de son caractère moral, et tandis que de nombreux écrivains, le grand Shakspeare à leur tête, ont chargé sa mémoire de plus de forfaits qu'il ne semble donné à un homme d'en commettre, d'autres, parmi lesquels on doit citer le spirituel mais paradoxal Walpole, se sont efforcés de réhabiliter sa mémoire. Ajoutons que l'histoire de ce prince, qui, comme toute la guerre des deux Roses, ne nous est parvenue qu'entourée d'obscurités et de confusion, fut écrite sous le règne de celui qui l'avait vaincu, alors que tous les amis de Richard, si ce prince en eut, semblaient disparus de la scène du monde.

CHAPITRE IV.

Écosse. — Irlande. — Littérature. — Beaux-arts.

Écosse, *de* 1407 *à* 1487. — Jacques Ier, que la loi de succession appelait naturellement au trône d'Écosse, était, comme nous l'avons dit, prisonnier du roi d'Angleterre à l'époque de la mort de son père. De plus, il était en bas âge, et son oncle, le duc d'Albany, fut reconnu régent sans aucune difficulté.

Le duc d'Albany ne manquait pas d'une certaine habileté; son ambition n'allait à rien moins qu'à se substituer à son neveu. Son gouvernement eut bientôt

une sorte de popularité qu'il dut à une libéralité peu coûteuse, puisqu'il l'exerçait aux dépens de la couronne; à une affabilité qui n'était pas sans calcul; enfin à un extérieur plein de noblesse et d'agrément, sous lequel il cachait une âme timide et criminelle.

L'un des premiers actes du gouvernement du duc d'Albany fut le renouvellement du traité d'alliance offensive et défensive avec la France; puis il entra en négociation avec l'Angleterre, sans qu'il fût, ce semble, en aucune façon question du jeune roi captif, dans ces négociations qui se terminèrent par une ratification de l'ancienne trêve entre les deux États. Dans cette ratification, le duc d'Albany prit le titre de *régent par la grâce de Dieu*, et employa les mots : *nos sujets d'Écosse*, qui indiquent assez ses vues ambitieuses.

Mais le duc d'Albany n'était pas assez courageux pour afficher hautement ces vues, et ce n'est guère que dans ses traités avec l'Angleterre qu'on en trouve des traces. Le plus souvent ces traités ne parlent même pas du jeune prince, fait prisonnier et détenu à la cour d'Angleterre contre le droit des gens; et lorsqu'il en est question, le prince est désigné par des termes ambigus comme ceux-ci : « le fils de notre seigneur le roi Robert, » qui n'impliquent nullement la reconnaissance de son droit à la couronne.

Henri IV, ambitieux lui-même, comprenait sans peine ce que voulait le régent d'Écosse, et il eut soin de mettre assez d'obstacles au retour de Jacques Ier dans ses États pour satisfaire Albany sans l'obliger à s'exprimer trop clairement. Mais il existait, dit-on, entre Henri IV et le régent un autre curieux sujet de réserve diplomatique.

Une anecdote longtemps contestée, et aujourd'hui reconnue pour vraie par plusieurs historiens de l'Écosse, et notamment par M. Tytler et par Walter Scott, dit que Richard II qui, suivant l'opinion gé-

nérale, avait péri dans le château de Pomfret, s'était au contraire échappé de cette prison et réfugié en Irlande d'où, après bien des vicissitudes, il se rendit près du roi Robert III. Pendant toute sa vie celui-ci pourvut honorablement à ses besoins sans le reconnaître autrement que comme un étranger de distinction.

Après la mort de Robert, son frère, le duc d'Albany, fournit les moyens de vivre magnifiquement au prétendu Richard, qui mourut au château de Stirling durant la régence. Les chroniqueurs ajoutent que ce mystérieux personnage montrait peu de dévotion et semblait à moitié fou. Il fut reconnu pour le malheureux roi d'Angleterre par plusieurs personnes de distinction, et par un certain Serle, ancien valet de chambre de Richard II, qui fut pendu à son retour d'Écosse en Angleterre pour avoir dit que Richard vivait dans le premier de ces deux pays.

On comprend quel avantage c'était pour le régent d'Écosse de tenir en son pouvoir un Richard vrai ou supposé, dont, dans le dernier cas, la ressemblance devait être frappante. Il pouvait l'opposer à Henri IV, qui, à aucune époque de son règne, ne se sentit assez affermi sur son trône pour regarder comme une chose indifférente la résurrection du roi qu'il avait détrôné. Ce fait explique aussi comment les constantes négociations de ces deux princes astucieux n'aboutirent jamais ni à un traité définitif, ni à une rupture ouverte.

La mort de Henri IV ne changea rien d'abord à la situation respective des deux pays. On ne sait trop ce qui put amener le duc d'Albany à rompre, en 1417, la paix avec l'Angleterre; mais, profitant du moment où Henri V était sur le continent, il assiégea les châteaux de Roxburgh et de Berwick, dont il fut honteusement repoussé. D'autres affaires peu importantes suivirent celle-ci, et le dernier acte important de l'administra-

tion du duc d'Albany fut l'envoi fait par le parlement au dauphin de France, depuis Charles VII, d'un corps de troupes écossaises (1419) qui, après avoir pris une part glorieuse à la journée de Baugé, furent taillées en pièces à la malheureuse bataille de Verneuil. Le corps d'Écossais qui fit longtemps partie de la garde du roi de France, fut composé dans l'origine des soldats que la mort avait épargnés dans cette désastreuse affaire.

Le duc d'Albany mourut en 1419, âgé de plus de quatre-vingts ans. Il en avait de fait régné sur l'Écosse pendant plus de cinquante. Son fils Murdach prit, à la mort de son père, avec le titre de duc d'Albany, celui de régent du royaume, dont il exerça les difficiles fonctions.

Le nouveau duc d'Albany, dénué d'ambition, faible et indolent par caractère, eut dès l'abord le désir de traiter de la rançon du roi; mais comme il ne se dissimulait pas que celui-ci avait à lui demander compte de l'administration de son père, et que ce compte était difficile à rendre, il différa autant qu'il le put. Au bout de cinq années, fatigué de gouverner une nation indomptable, harcelé par les nobles et outragé par son propre fils, il dit à ce dernier : « Puisque vous n'avez pour moi ni respect, ni obéissance, je ferai venir ici quelqu'un qui saura nous faire obéir tous. » Effectivement, Henri V étant mort (1422), le duc d'Albany obtint du régent d'Angleterre la liberté du roi captif. L'Écosse dut payer quarante mille livres sterling (près d'un million), non à titre de *rançon*, mais comme indemnité de l'entretien et de l'éducation du prince Jacques. On accorda six années pour le payement de cette somme. Une autre clause du traité portait que le roi d'Écosse épouserait une dame anglaise, et celui-ci y consentit d'autant plus volontiers qu'il était depuis longtemps amoureux de la belle lady

Jane, fille du duc de Sommerset, qu'il épousa à Londres, et pour la dot de laquelle il reçut quittance du quart de sa rançon.

Jacques Ier excellait dans tous les exercices de la chevalerie, et il était, selon les chroniqueurs, bon poëte, savant accompli, plein de goût pour la peinture et l'architecture, et bon musicien. Son éducation anglaise avait de plus développé en lui à un haut degré l'esprit politique. A peine monté sur le trône, il conçut le projet de subjuguer sa fière et remuante noblesse, et de ramener le bon ordre en Écosse, en y rétablissant l'autorité du trône affaiblie par les guerres du règne de David II, la faiblesse de ses successeurs et la coupable connivence des deux régents. Pour faire supporter leur usurpation, ceux-ci avaient souffert les empiétements des barons qui, à la faveur de leur tolérance, avaient su se rendre presque complétement indépendants.

Les mesures sévères que prit Jacques excitèrent tout d'abord de nombreux murmures : le roi résolut de les faire cesser en frappant un grand coup qui pût, montrant sa force, épouvanter ceux qui auraient été tentés de résister. Il s'en prit à la famille du régent, et Walter, fils aîné de celui-ci, le comte de Lennox, beau-père du duc d'Albany, et sir Robert Grahame, l'un des plus audacieux des barons, furent arrêtés les premiers. L'arrestation du régent suivit de près, ainsi que celle de son second fils Alexandre, des comtes de Douglas, d'Angus et de Marck, et de vingt autres personnages du plus haut rang.

Mis en jugement devant une cour de leurs pairs, l'ex-régent, ses deux fils et le comte de Lennox furent déclarés coupables de haute trahison et exécutés au château de Stirling (1425). Jacques continua son système de terreur et les historiens affirment que pendant les deux premières années de son règne, il

ne condamna pas à mort moins de trois mille Écossais pour des crimes commis pendant le temps où il était prisonnier en Angleterre. La sévère justice du roi s'étendit aux chefs montagnards, qui jusqu'alors s'étaient soustraits à la domination du souverain.

La politique étrangère du roi Jacques, qui s'étendit à la Norwége, à l'Angleterre et à la France, fut constamment noble et digne. Il cimenta son alliance avec ce dernier pays en donnant sa fille Marguerite pour femme (1436) au dauphin, depuis Louis XI; alliance toute politique qui fut loin d'assurer le bonheur de l'aimable Marguerite, qui mourut de chagrin au bout de quelques années.

Les victoires de Jeanne d'Arc, qui chassa de France les armées anglaises, donnèrent au régent d'Angleterre le désir de détacher le roi d'Écosse de son alliance avec la France. On lui fit en conséquence les offres les plus avantageuses : la restitution du château de Roxburgh et de la ville de Berwick, et la cession du Cumberland et de presque tout le Westmoreland. Jacques refusa, appuyé par le parlement et par le clergé d'Écosse, et la guerre ne tarda pas à éclater.

C'était là que la noblesse mécontente attendait son roi, et Jacques le sentit si bien, qu'au bout de quelque temps il dispersa son armée, ne se sentant pas en sûreté au milieu d'un camp de troupes féodales. Mais les barons avaient résolu de se défaire d'un roi qui les avait décimés sans être assez puissant pour les détruire. Ils tramèrent une conspiration dans laquelle entrèrent le comte d'Athol, oncle du roi, et plusieurs autres membres de la famille royale.

Attaqué à l'improviste au milieu de sa cour, au moment où il célébrait les fêtes de Noël, le roi se réfugia dans un souterrain du château de Perth, où, après avoir fait une défense désespérée, il fut tué par les conjurés (1437).

Ainsi périt Jacques Ier, prince distingué par ses talents et son courage, auquel l'histoire peut reprocher d'avoir puni avec une sévérité peut-être exagérée des crimes trop réels, mais dont la véritable faute fut d'avoir eu des vues politiques trop profondes pour le temps où il vivait, et d'avoir mis trop de hâte et de violence dans l'accomplissement de l'importante réforme qu'il projetait. Jacques Ier semble s'être donné pour tâche d'accomplir en Écosse l'œuvre que plus tard Louis XI accomplit en France : l'abaissement, sinon l'anéantissement de la noblesse.

La reine Jeanne, pour laquelle le roi, pressentant peut-être le sort qui l'attendait, avait obtenu du parlement (1435) un serment écrit de fidélité, poursuivit avec zèle les assassins de son époux qui, dans l'espace d'un mois, furent tous arrêtés, condamnés à la peine capitale et exécutés.

Jacques Ier eut sept enfants de cette princesse, deux fils et cinq filles. L'aîné de ses fils mourut en bas âge; le second succéda à son père sous le nom de Jacques II. Quatre de ses filles se marièrent à l'étranger; la plus jeune épousa le comte d'Angus.

Sous le règne de ce prince, la réforme religieuse continua à s'étendre en Écosse. Sous la régence du duc d'Albany, un disciple de Wickliffe avait été jugé et condamné au feu par un tribunal ecclésiastique; du temps de Jacques Ier, un hussite nommé Paul Crawer fut également brûlé à Saint-André (1436).

Avec Jacques II, l'Écosse retomba encore dans les troubles d'une régence. La reine douairière fut écartée des affaires, et le parlement chargea de l'administration du royaume sir William Chrichton, chancelier du feu roi. Livingston, désigné par Jacques Ier, fut chargé du soin de la personne du jeune roi. Tous deux étaient véritablement des hommes politiques; mais tous deux, favoris de Jacques Ier, étaient, par suite

d'une longue rivalité, ennemis l'un de l'autre; tous deux étaient également avides de pouvoir, cruels et peu scrupuleux sur les moyens d'arriver à leurs fins. L'ambition du chef de la puissante famille de Douglas vint s'ajouter à ces sujets de troubles, et les deux chefs de l'État, craignant un si puissant adversaire, prirent le parti de lui conférer l'importante charge de lieutenant général du royaume.

Une trêve de neuf années fut conclue avec l'Angleterre, dans les premiers temps de la régence; mais cet acte important semble avoir été fait plutôt pour laisser aux deux régents la liberté de se livrer à leurs luttes intestines que pour assurer la paix à l'Écosse. Chrichton commença par s'emparer de la personne du roi, avec lequel il s'enferma au château d'Édimbourg. La reine mère, qui favorisait Livingston, trouva le moyen d'enlever le jeune prince, qu'elle remit à son gouverneur. Celui-ci, fort de cet avantage, vint mettre le siége devant Édimbourg, dont il s'empara. La bonne intelligence sembla régner entre les deux rivaux jusqu'au jour où Chrichton parvint à s'emparer de nouveau par surprise de la personne du monarque enfant. La politique amortit encore l'effet de cette trahison, et les deux régents semblèrent se réunir enfin pour accomplir la tâche que leur avait léguée Jacques Ier, la destruction du pouvoir de la noblesse.

Leur première victime fut le chef des Douglas, fils orphelin de celui qu'ils s'étaient jadis associé comme lieutenant général. Attirés par trahison au château de Chrichton, William Douglas, à peine âgé de 15 ans, et son jeune frère David, qui croyaient venir partager les plaisirs du roi, virent tout à coup placer devant eux une tête de bœuf noir, ce qui était regardé en Écosse comme un signal de mort. Effectivement les deux frères, arrachés de table par des gens armés,

subirent un semblant de jugement, après lequel ils furent décapités (1440) dans la cour même du château. Leurs biens furent partagés entre leur sœur Marguerite et leur oncle James *le Gros*, sur l'indolence duquel le régent comptait. Le plan d'abaissement de l'une des plus puissantes maisons de l'Écosse échoua par le mariage de Marguerite avec le fils de James Douglas, qui, nommé William, comme l'ami de Robert Bruce, sembla hériter de sa valeur aussi bien que de son nom. Ce Douglas rendit toute la vigueur de son vieil esprit féodal à l'Écosse, qui fut de nouveau livrée aux horreurs de la guerre civile. La minorité de Jacques II finit violemment, grâce à William Douglas, qui offrit au jeune roi (1446) de l'aider à se débarrasser des deux régents.

Livingston, fait prisonnier, vit décapiter deux de ses fils, et ne dut la vie qu'à ses cheveux blancs. Chrichton fit alliance avec William Douglas qui devint lord lieutenant du royaume (1446), et vit son pouvoir s'accroître de jour en jour au point de devenir menaçant pour la couronne. A six ans de là, Douglas, en pleine révolte, mourait assassiné de la propre main du roi (1452), dans le palais de Stirling, au mépris d'un sauf-conduit qui lui avait été accordé à cette fin de venir conférer avec Jacques II. Ce meurtre, qui fut probablement commis sans préméditation, précipita la catastrophe de la lutte entre l'aristocratie et la royauté.

Douglas avait cinq frères, hommes d'un courage et d'une résolution indomptables ; l'aîné devint chef de la noblesse mécontente. Il parut bientôt devant Stirling à la tête d'une armée. Il traînait après lui, attaché à la queue d'un méchant cheval, le sauf-conduit que le roi avait envoyé à son frère, et, après une fanfare de quatre cents cors, il proclama Jacques II et ses conseillers complices du meurtre de William,

déloyaux et parjures; après quoi, ayant incendié la ville de Stirling, il se retira, ne se trouvant pas en force pour entreprendre le siége du château, mais se promettant bien d'y revenir.

La noblesse vit qu'alors il fallait prendre parti, et une partie de ses membres se rangea du côté du duc, tandis que le reste se déclara pour le roi. Il s'ensuivit des combats et des trêves trop peu importants pour que le détail en puisse trouver place ici. Dans un engagement définitif, le parti de Douglas, déjà affaibli par maintes défections, fut si complétement ruiné (1455), que son chef se vit obligé de s'exiler en Angleterre, d'où il tenta une nouvelle entreprise (1483) dans laquelle il fut fait prisonnier. Enfermé dans un couvent par ordre de Jacques III, alors régnant, il ne tarda guère à y prendre la tonsure, disant : « Il faut « être moine quand on ne peut mieux faire. »

Douglas ne tarda pas à mourir dans cette retraite (1488), où s'éteignit avec lui cette formidable famille de Douglas, si longtemps l'appui, et récemment la terreur de la royauté. Ses biens, confisqués lors de sa révolte, avaient enrichi la couronne qui en avait distribué une partie à la noblesse fidèle.

Quant au roi Jacques II, il était depuis longtemps mort (1460), tué par l'explosion d'un canon qui creva près de lui au moment où il assiégeait le château de Roxburgh. Lorsqu'il expira, ce monarque était âgé de vingt-neuf ans à peine; il en avait régné vingt-quatre. Sa mort fut une calamité pour la nation, qui retomba encore dans les troubles d'une régence, dont elle semblait ne pouvoir sortir.

Jacques II laissait cinq enfants : Jacques, qui lui succéda; Alexandre, duc d'Albany; John, comte de Mar; Marie et Marguerite, dont nous aurons occasion de parler par la suite.

Jacques III fut couronné à l'abbaye de Kelso

(1461). Bientôt après, la citadelle de Roxburgh s'étant rendue fut rasée, conformément au système de Robert Bruce, après quoi on s'occupa d'installer une régence. La reine mère, Marie de Gueldres, fut d'abord déclarée régente avec l'assistance d'un conseil spécial; mais au bout de quelque temps, elle fut remplacée par Kennedy, archevêque de Saint-André, sage et fidèle ami de Jacques II.

La guerre des deux roses ne laissait pas à l'Angleterre le temps de s'occuper de l'Écosse, qui fut tranquille de ce côté durant cette régence, à l'exception d'une seule occasion. L'Écosse ayant accordé asile au malheureux Henri VI, se vit sérieusement menacée par Édouard IV. Mais en 1463 on signa une trêve de cinquante-quatre ans.

Le jeune roi avait à peine quatorze ans lorsque mourut l'archevêque Kennedy, et bientôt, privé des bons conseils de cet homme remarquable, il manifesta le plus funeste penchant au favoritisme. Le premier de ses favoris, lord Boyd, qu'il créa comte d'Arran, reçut la main de la sœur du roi, la princesse Marguerite. Lord Boyd était loin d'être dépourvu de talent, comme il le prouva dans ses négociations avec la Norwége, relativement à la souveraineté des îles Orcades, qu'il acquit définitivement à l'Écosse, sous condition du mariage de Jacques III avec une princesse danoise. Mais pendant qu'il travaillait ainsi à l'agrandissement de son pays, le comte d'Arran perdait tout son crédit sur l'esprit du roi. A son retour en Écosse, les nouvelles qu'il reçut furent telles que, sans même avoir présenté au roi la princesse danoise qu'il amenait, il dut prendre la fuite avec sa femme qui était venue les lui apporter. Condamné comme coupable de haute trahison, ainsi que toute sa famille, qui avait partagé avec lui la faveur royale, le comte d'Arran mourut en exil.

Jacques III était absolument dépourvu des agré-

ments qui souvent, à défaut de qualités solides, ont suffi à acquérir aux princes une sorte de popularité. Maladroit à tous les exercices du corps, dénué de grâce et d'élégance, et de plus fort timide, il se sentait mal à l'aise au milieu de sa noblesse et préférait aux tournois et à la chasse la culture des beaux-arts, alors abandonnée à des gens de rang inférieur.

Ses favoris furent naturellement choisis parmi les artistes et même les artisans : Rogers, musicien anglais, Cochrane, maçon ou architecte, Torphichen, maître à danser, Hommil, tailleur, tels étaient les confidents, les amis du jeune roi. Comme on le pense bien, la noblesse ne vit pas avec calme de tels choix; elle laissa voir qu'elle eût préféré pour roi, soit le duc d'Albany, soit le comte de Mar, tous deux véritables princes, véritables chevaliers. Ceux-ci laissèrent percer des velléités d'ambition, et le roi s'emparant de leurs personnes, les fit enfermer, Albany au château d'Édimbourg, Mar à celui de Craigmillar (1479).

Le premier parvint à s'échapper, et se réfugia à la cour de France, où l'habile Louis XI pourvut libéralement à ses besoins; le second, traduit en justice, et condamné pour avoir voulu, disait-on, attenter à la vie de son frère à l'aide de la sorcellerie, fut mis à mort ainsi que plusieurs personnes accusées de s'être livrées aux mêmes pratiques à son instigation.

Vers le même temps (1479), la guerre éclata de nouveau entre l'Écosse et l'Angleterre, et Édouard IV se rappelant le parti qu'Édouard Ier avait su tirer des prétentions de Baliol, proposa au duc d'Albany, pour lors exilé, de disputer le trône à son frère. Le duc accepta, et promit de livrer au roi d'Angleterre Berwick et plusieurs autres places frontières. Le duc de Glocester, qui fut depuis Richard III, marcha contre l'Écosse à la tête d'une armée considérable, dans les rangs de laquelle se trouvait le duc d'Albany.

Le roi d'Écosse se mit lui-même à la tête de son armée, mais ses nobles lui étaient complétement hostiles. Dans un conseil que tinrent les principaux d'entre eux, il fut convenu que les favoris du roi seraient arrêtés et mis à mort, et qu'on imposerait à Jacques lui-même une captivité honorable, jusqu'à ce qu'il eût donné des garanties suffisantes d'un changement complet d'administration. Les favoris furent arrêtés et pendus, à l'exception d'un seul; du reste, on ne sait pas trop bien la suite de toute cette affaire. Ce qui paraît certain, c'est que les nobles refusèrent à la fois de se déclarer pour le duc d'Albany et de combattre l'armée anglaise qui ne tarda pas à se retirer, non sans s'être emparée de la ville de Berwick, place anglaise, depuis vingt ans au pouvoir des Écossais, entre les mains desquels elle ne retomba plus.

Le duc d'Albany, rentré en faveur auprès de son frère, ne tarda pas à renouer de coupables intrigues avec l'Angleterre. Ses menées furent bientôt connues des barons qui se réunirent et rendirent une sentence de proscription, à la suite de laquelle le duc se réfugia en Angleterre, après avoir livré aux Anglais son château de Dunbar.

Cependant Jacques continuait toujours à avoir des favoris choisis dans les rangs inférieurs de la société; son goût pour les beaux-arts ne faisait que s'accroître et devenait onéreux à ses sujets. Une ligue formidable se forma contre lui et se termina par une rébellion, dans laquelle les nobles chassèrent le roi dans les districts septentrionaux de l'Écosse. S'étant emparés du fils aîné de Jacques III, ils levèrent un étendard royal en opposition à celui du monarque, qu'ils rencontrèrent bientôt en armes près de Falkirk, non loin du lieu où Wallace avait jadis été défait et plus près encore du champ de bataille de Bannock-Burn. Jacques, épouvanté de voir son propre fils parmi les

rebelles, se rappela une prophétie qui lui annonçait que son plus proche parent amènerait sa perte, prophétie qui jadis avait causé la mort du duc de Mar et l'emprisonnement du duc d'Albany. Il prit la fuite. Renversé de cheval, on le porta dans un moulin où il fut, dit-on, poignardé. Jamais on ne sut quels avaient été les meurtriers du roi, dont jamais non plus on ne retrouva le corps.

Il semble que Jacques III ait voulu modeler sa politique sur celle de Louis XI ; mais il était bien loin d'avoir la fermeté, la profondeur du monarque français. Tous deux furent également avares, tous deux, se méfiant de l'aristocratie, prirent pour favoris et pour confidents des hommes de rang inférieur ; mais là s'arrête la ressemblance, et le roi d'Écosse n'eut ni la cruauté systématique du roi de France, ni sa politique rusée, ni sa prévoyance intelligente.

Jacques III laissait trois fils. L'aîné, qui lui succéda sous le nom de Jacques IV, paraît avoir été toute sa vie dominé par la douloureuse idée qu'il avait été l'instrument de la mort de son père.

Irlande. — De 1400 à 1485. L'accroissement de liberté que la nation anglaise acheta si chèrement au prix du sang versé dans les cruelles guerres des deux roses, ne s'étendit en aucune façon à la malheureuse Irlande.

La politique qui maintes fois déjà avait fait envoyer pour gouverneurs à ce pays des personnes du sang royal fit nommer, en 1402, à ce poste difficile Thomas de Lancaster, second fils du roi, encore enfant, qui retourna en Angleterre au bout de deux années.

Le duc de Lancaster fut de nouveau envoyé en Irlande (1408), et de cette fois il paraît que la dépopulation du territoire anglais, du *Pale*, avait été grande, puisque parmi les diverses autorisations accordées au duc par le roi son père, figure celle de transporter

d'Angleterre en Irlande, aux frais du roi, une ou deux familles choisies dans chacune des paroisses anglaises, à l'effet de renforcer l'ancienne colonie. Une autre disposition renouvelle la loi sur les absents, contre lesquels sont portées de nouvelles peines.

Le duc tint un parlement à Kilkenny, puis il quitta l'Irlande (1409), à laquelle il laissait pour gouverneur Thomas Butler, prieur de Kilmainham. Celui-ci l'année suivante tint un parlement à Dublin, et fit dans l'Irlande non soumise une invasion qui n'eut pas de succès.

Il est triste de remarquer que, tandis que le règne de Henri IV présente, soit en Angleterre, soit en Écosse, soit dans le pays de Galles, les brillants noms d'Hotspur, de Douglas, d'Owen Glendower, l'Irlande indigène ou anglaise n'offre aucun personnage de marque, ni aucun événement digne d'être cité, de telle sorte qu'on en serait réduit à des conjectures sur l'état de la malheureuse Érin pendant ce règne, si des lois faites par divers parlements ne venaient attester les souffrances des Irlandais, le joug auquel on s'efforçait de les plier de plus en plus.

Ainsi, tout commerce, tout trafic avec les indigènes, constamment désignés par le nom d'*ennemis* et auxquels est défendu l'accès même des marchés anglais, est interdit aux Anglo-Irlandais. La loi continue à défendre toutes relations de filleul et de parrain entre les individus des deux nations; elle interdit de faire nourrir les enfants anglais par des femmes irlandaises, à plus forte raison les mariages.

En même temps il était défendu aux colons du Pale de faire la guerre aux indigènes ou même de se défendre contre leurs attaques sans une autorisation spéciale, de telle sorte qu'ils en furent réduits à acheter la paix par un tribut qu'ils nommèrent la *rente noire*. La position des colons était donc presque aussi into-

lérable que celle des Irlandais. Dans diverses pétitions adressées au parlement d'Angleterre, on voit les Anglo-Irlandais parler *du danger qui menace l'Irlande*, et se plaindre de ce que la souveraineté de ce pays est à ce moment presque entièrement *reconquise* par les indigènes.

Le règne de Henri V est encore plus dénué d'intérêt, en ce qui regarde l'Irlande, que celui de Henri IV. Bien qu'il y eût été crée chevalier et qu'il y eût fait ses premières armes, le vainqueur d'Azincourt ne semble jamais s'être occupé des affaires de ce malheureux royaume.

Dans les commencements de son règne, les Irlandais ravagèrent le *Pale*, dont, comme nous l'avons dit, les habitants n'avaient pas le droit de les repousser sans y être particulièrement autorisés. Pour réparer les dommages causés par cette irruption désespérée, un parlement fut assemblé (1413).

Il refusa les subsides qui lui étaient demandés, fut dissous après quinze jours de session, et les Anglo-Irlandais prirent le parti de se défendre eux-mêmes contre les indigènes, quoi qu'il en pût arriver. Il s'ensuivit une foule de petits combats où les Irlandais eurent souvent le dessus. Le personnage le plus remarquable de ces guerres fut un aventurier nommé Janico d'Artois, plus original et plus bizarre que véritablement grand. Après lui paraît en première ligne un prince irlandais, Mac-Morough, qui ne laissa pas de déployer une certaine habileté.

Cependant la confiance qu'avaient reprise les indigènes les avait rendus si puissants, qu'on crut devoir donner un chef de guerre pour gouverneur au *Pale*, et le choix tomba sur Talbot, déjà renommé, et que devaient rendre si fameux les guerres de France. En quelques combats, il eut bientôt recouvré tout ce qui avait été perdu, et fait rentrer dans leurs foyers

les Irlandais frappés de terreur. Mais Talbot fut rappelé en Angleterre (1419) et remplacé par le comte d'Ormond. Sous le gouvernement de celui-ci, nous voyons un parlement, tenu à Dublin (1421), adresser au roi d'Angleterre une pétition dont nous citerons plusieurs curieux articles.

Cette pétition commence, comme toujours, par des plaintes sur l'oppression exercée par les lords députés et leurs lieutenants, et sur la non exécution des lois; « maux qui ne peuvent être guéris que par la présence du roi. » Les pétitionnaires remarquent que tous les subsides accordés ou tous les impôts perçus pour la guerre, ont jusqu'ici été appliqués aux dépenses particulières des gouverneurs. Ils demandent qu'on établisse à Dublin un hôtel des monnaies. Ils réclament de bonnes lois qui, assurant la paix du royaume, puissent porter remède à cette incurable plaie de l'*absentisme*. Ils s'élèvent contre leurs gouverneurs, qui, presque tous, se sont rendus coupables d'exactions, et dont quelques-uns ont quitté l'Irlande en laissant des dettes considérables; se plaignent de ce que, depuis l'avènement du présent roi, aucun commissaire n'ait été envoyé en Irlande pour s'enquérir de l'état du pays; et demandent qu'il soit fait une enquête sur la conduite des gouverneurs et des autres grands officiers. Enfin, ils se louent du gouverneur actuel, le comte d'Ormond, qui, à son avènement, avait déclaré qu'il voulait se soumettre aux lois et payer toutes les dettes qu'il pourrait contracter durant le temps de son gouvernement.

Sans nous arrêter à remarquer de nouveau que l'histoire d'Irlande est presque muette sur les Irlandais eux-mêmes, dont elle ne fait guère mention que pour les calomnier, et passant sur cette monotone suite de luttes sans résultat, nous ferons observer qu'en dépit de la loi, plus d'un chef irlandais s'allia à de nobles familles des colons du *Pale*, et que

plus d'une fille de ceux que les pièces officielles désignaient sous le nom de l'*ennemi irlandais*, devint une lady anglaise. Plus d'un chef indigène servit de parrain à l'enfant des barons anglais et plus d'une Irlandaise nourrit leurs fils; ce qui contribua à faire souvent confondre par la suite les premiers colons du *Pale* avec *l'ennemi* irlandais.

Mais la haine des vainqueurs poursuivit les Irlandais même dans la métropole où parfois ils se retiraient, et à plusieurs reprises on les voit chassés de l'Angleterre, où il leur est interdit d'exercer aucune profession libérale, souvent même aucun métier.

En 1449, le duc d'York, qui depuis joua un si grand rôle dans les guerres des deux roses, et dont le fils fut roi sous le nom d'Édouard IV, fut nommé lord député d'Irlande. Il ne tarda pas à s'apercevoir que, par la mollesse du gouvernement, les Irlandais avaient empiété sur le *Pale*, dont les revenus étaient presque réduits à néant; et que, grâce à l'injustice de ce même gouvernement, les indigènes étaient bien véritablement alors devenus l'ennemi irlandais. Pour obvier à ces deux inconvénients, il prit des mesures pleines d'habileté et d'énergie. Mais la guerre civile, dans laquelle il devait jouer un si grand rôle, le rappela bientôt en Angleterre.

L'insurrection de l'Irlandais John Cade, toute populaire en apparence, avait, selon quelques historiens, pour but secret, de placer sur le trône le duc d'York, qui quitta précipitamment l'Irlande (1450), sans en avoir même demandé l'autorisation. Le reste de la vie de ce prince a trouvé place dans l'histoire d'Angleterre proprement dite, et nous n'aurions pas lieu d'en parler ici, si, après la bataille de Blore Heath (1458), où le parti d'York fut défait, le duc n'était venu se réfugier avec son jeune fils en Irlande, où il fut reçu avec enthousiasme, non-seulement par les colons du *Pale*, mais

encore par les pauvres indigènes opprimés, qui jadis, sous son gouvernement, avaient cru voir poindre le jour de la justice. Le duc essaya de faire encore le bien en Irlande, sans s'inquiéter ni de ses huit années d'absence, ni de l'instruction que le parlement anglais, tout dévoué à la maison de Lancaster, commençait contre lui et contre sa famille.

Le duc d'York fut tué, comme on l'a dit, à la seconde bataille de Saint-Alban, et l'Irlande perdit en lui le seul homme peut-être qui, par la connaissance parfaite qu'il avait de ce pays et par l'affection qu'il avait inspirée à ses habitants, fût capable de guérir les affreuses plaies que la conquête avait infligées aux vainqueurs comme aux vaincus.

A son avénement, Édouard IV trouva l'Irlande dans un état de complète anarchie. Il nomma lord lieutenant à vie (1461), son frère, l'indolent et débauché Clarence, qui fit gouverner l'Irlande par des délégués, capricieusement nommés et changés sans raison. En somme, le règne d'Édouard est encore plus dépourvu d'importance en Irlande que ceux de ses prédécesseurs; et pendant les vingt-deux années de ce règne nous n'avons rien de plus à enregistrer, que quelques prescriptions de plus en plus sévères pour interdire aux colons du Pale tout commerce avec les indigènes. Du reste ces prescriptions n'empêchèrent pas les barons anglais, et souvent le lord député lui-même, de s'allier par des mariages avec les Irlandais dépouillés.

A la mort du duc de Clarence, son frère conféra le titre de lieutenant d'Irlande à Richard, duc d'York, son propre fils, alors tout enfant.

L'état de la colonie du Pale était tel à cette époque, que quatre-vingts archers à cheval et quarante lances formaient toute la force militaire à laquelle était préposée la défense du royaume. De peur que la faible somme de 600 livres (15,000 fr. environ) que

coûtait l'entretien de cette petite troupe ne fût onéreuse au royaume, cette somme était envoyée chaque année d'Angleterre.

La condition de l'Irlande ne subit aucun changement durant le règne nominal d'Édouard V, non plus que sous celui de Richard III.

Littérature, beaux-arts : *De* 1400 *à* 1485. — Après le grand poëte Chaucer, l'Angleterre doit attendre près de deux siècles avant de voir un génie qui puisse lui être comparé. Cependant ces deux siècles étaient bien plus avancés en civilisation que celui qui avait vu fleurir l'auteur du *Pèlerinage de Canterbury;* mais les guerres civiles, qui désolèrent le pays pendant le laps de temps que nous venons de parcourir, sont peu propres à inspirer la poésie, du moins tant que dure leur fureur. Les poëtes ne manquent pas entièrement pourtant, et Thomas Occleeve, et John Lydgate, moine de Saint-Edmond-Bury, qui vécurent dans la première moitié du xve siècle, sont certainement dignes d'être cités. Le dernier, qui fut aussi prosateur distingué, composa un nombre effrayant d'ouvrages dont les moins ignorés aujourd'hui sont l'*Histoire de Troie* et le *Livre de Thèbes*.

L'imprimeur William Caxton, qui importa en Angleterre la précieuse découverte de Guttemberg, fut auteur, et traduisit ou composa environ soixante ouvrages qui furent tous imprimés par lui.

Un publiciste éminent, dont aujourd'hui encore on admire la profondeur, John Fortescue, écrivit vers la moitié du xve siècle un livre remarquable ayant pour titre : *Différence entre une monarchie absolue et une monarchie limitée.*

Les règnes d'Édouard IV et de Richard III, qui forment la dernière moitié du xve siècle, sont presque dépourvus en Angleterre de tout éclat poétique, et nous n'y voyons guère à citer que la noble abbesse

lady Juliana Berners. Nous ne voulons pas, ainsi que le font souvent les Anglais, mettre au nombre des poëtes de la Grande-Bretagne notre Charles d'Orléans, qui, fait prisonnier à la bataille d'Azincourt, composa sur la terre d'exil des poésies toutes françaises.

Mais si la littérature anglaise semble frappée de stérilité à l'époque dont nous nous occupons, il n'en est pas de même de la littérature écossaise, qui jamais ne fut plus brillante. Le premier poëte que nous y rencontrons est ce mélancolique Jacques Ier, roi d'Écosse, qui passa sa jeunesse en Angleterre dans la captivité, où Henri IV le tint au mépris du droit des gens. Le malheur inspira de gracieuses poésies à ce prince qui parut un moment sur le trône d'Écosse, d'où il tomba bientôt, assassiné par ses barons. On a conservé de lui un ouvrage authentique : *the King's Quhair* (le livre du roi), dans lequel il peint en traits vifs et touchants son amour pour lady Jane qu'il avait aperçue des fenêtres de sa prison se promenant dans le jardin de son père le duc de Sommerset. Lady Jane, comme nous l'avons dit en son lieu, devint reine d'Écosse.

Après Jacques Ier brillent en Écosse, vers la moitié du XVe siècle, une vingtaine de poëtes originaux et véritablement remarquables, Les plus connus sont: Henryson, William Dunbar, Georges Douglas, David Lyndsay, et Henri l'*Aveugle*, ménestrel errant, auquel on doit les *Aventures de sir William Wallace*, chronique rimée à laquelle le poëme de Barbour semble avoir servi de modèle. Comme Barbour, en même temps qu'il est d'une grande fidélité historique, Henri l'Aveugle laisse échapper çà et là des traits de génie et de haute poésie; cependant son œuvre est inférieure à celle de son devancier. Les Aventures de William Wallace, qui furent mises en anglais moderne dans le XVIe siècle, sont la lecture favorite des gens du peuple en Écosse.

Les prosateurs ne manquèrent pas plus que les poëtes à l'Écosse, au xve siècle. Le plus remarquable, le plus original est sans contredit André de Wyntown, auquel on doit une très-remarquable chronique d'Écosse (*Original Cronykel*), composée vers 1420. Cette chronique, qui, selon l'usage, commence à l'origine du monde, a été publiée par Macpherson en 1795.

L'architecture, la sculpture et la peintnre ne firent guère de progrès en Angleterre sous les princes de la famille de Lancaster. Tout occupés de défendre des droits que les partisans de la légitimité et du droit divin pouvaient leur contester, ces princes ne songèrent guère à élever de somptueux édifices, à protéger, à cultiver les beaux-arts comme l'avaient fait les princes normands. D'ailleurs, Henri IV ne resta que peu de temps sur le trône, et le trop court règne de Henri V fut tout occupé par les guerres de France.

Sans doute le voluptueux Édouard IV se fût montré ami des lettres et des arts; mais le tumulte des armes étouffait toutes les voix pacifiques, et jusqu'au règne des Tudor, qui vit en Angleterre l'apogée de la littérature, de l'architecture, de la peinture et de la musique, il n'y a plus véritablement rien digne d'être cité dans ce pays.

Il en alla autrement en Écosse. Poëte et musicien, Jacques Ier avait un goût décidé pour les beaux-arts. L'architecture, la peinture, trouvèrent en lui un protecteur éclairé. Il fit élever de belles églises que détruisirent plus tard les presbytériens, qui, comme nos calvinistes, se montraient les plus farouches ennemis de l'art, pratique, selon eux, inventée par l'enfer pour pousser les hommes à l'idolâtrie.

Le malheureux Jacques III, son petit-fils, eut aussi le goût des beaux-arts; la musique et l'architecture furent pour lui de véritables passions. Il aimait la danse, qu'il cultiva à l'indignation d'une noblesse qui,

dénuée de tout autre goût que celui des armes, regardait comme une dégradation tout ce qui n'était pas combats ou jeux guerriers. Sans tenir compte du mécontentement de ses nobles, Jacques III fonda de splendides établissements pour l'enseignement de la musique; il fit construire, parfois sur ses dessins, des chapelles et des palais d'une espèce d'ordre composite, dans lequel se mêlaient l'ordre gothique et les ordres grecs. L'érection d'un double chœur dans la chapelle royale de Stirling, au prix de sommes énormes que Jacques se procura par de véritables extorsions, amena enfin la mort de ce monarque, dont le goût pour les beaux-arts semble ne s'être pas communiqué à son peuple encore tout guerrier.

Nous n'aurons plus désormais, dans ces revues de la littérature et des beaux-arts, à nous occuper de la malheureuse Irlande. Tout ce qu'on y voit surgir en ce genre, appartenant aux Anglais qui s'y sont établis, trouvera naturellement place dans la revue de la littérature et des beaux-arts en Angleterre. L'histoire de l'Irlande indigène, de ses progrès dans les lettres ou dans les arts, reste encore aujourd'hui parfaitement inconnue. Peut-être n'a-t-elle pas été écrite; peut-être est-elle restée enfouie dans les bibliothèques, attendant pour paraître au grand jour le moment où justice sera enfin rendue à ce peuple infortuné.

LIVRE SEPTIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

État général de l'Europe à l'avénement des Tudor. — Commencement de l'ère moderne. — Henri VII. — Élisabeth d'York. — Lambert Symnel. — Perkins Warbeek. — Stanley. — Bataille de Blackheath. — Mort de Perkins et du comte de Warwick. — Situation politique de l'Angleterre vis-à-vis des puissances étrangères. — Arthur, prince de Galles, épouse Catherine d'Aragon. — Il meurt. — Son frère Henri épouse sa veuve. — Mort de Henri VII. — Henri VIII. — Invasions en France. — Bataille de Flodden-Field. — Wolsey. — Révolte des ouvriers de Londres. — Champ du drap d'or. — Mort de Buckingham. — Wolsey mécontente le peuple et le parlement. — La réforme. — La reine Catherine est répudiée. — Anne Boleyn. — Procès de Wolsey. — Sa mort.

De 1483 *à* 1509.

A l'époque de l'avénement de Henri Tudor au trône d'Angleterre, l'Europe entrait dans l'ère moderne. De grands événements venaient de se passer, de plus grands événements se préparaient, et la société entière fermentait sourdement.

Les limites des nations européennes étaient à peu près les mêmes qu'aujourd'hui. L'Angleterre ne possédait plus, sur le continent, que la ville de Calais; les chrétiens d'Espagne avaient presque chassé les Maures de cette contrée; l'Italie avait recouvré l'indépendance nationale aux dépens de la liberté civile; la Russie,

échappait aux Tartares ; Venise, la Pologne et la Hongrie défendaient la frontière chrétienne contre les Turcs ; la France s'approchait chaque jour de l'unité qui devait faire sa force ; et l'accroissement de l'Autriche, qui venait de conquérir les Pays-Bas, laissait prévoir sa grandeur future. Peu d'États semblaient devoir échapper à l'établissement de la monarchie absolue, qui menaçait l'Europe entière, et les Pays-Bas et la Suisse conservaient seuls quelque liberté populaire.

D'un autre côté, la réforme religieuse était imminente, et les efforts isolés de Wickliffe, de Jean Huss, de Savonarola allaient se résumer dans la grande hérésie de Luther. En un mot, l'esprit moderne s'agitait de toutes parts, et dans la lutte qu'il livrait au moyen-âge, il était facile de prévoir que la victoire lui resterait.

Le règne de Henri VII ramena le parti de Lancaster au pouvoir. Les droits du nouveau monarque reposaient sur des titres contradictoires : sa naissance, son mariage projeté avec la princesse Élisabeth, héritière de la maison d'York, enfin le droit de conquête. Henri sentit que le second de ces titres détruisait le premier, et que le troisième le rendrait odieux. Il ne voulait pas accepter purement et simplement la couronne des mains du parlement, en reconnaissant qu'il la devait au libre suffrage de la nation. Ce fut donc sur son titre de prince de la maison de Lancaster qu'il s'appuya ; et on l'entendit répondre à l'orateur de la chambre des communes qui vint le haranguer : « qu'il était arrivé au trône par droit de naissance et par la volonté de Dieu qui lui avait permis de vaincre ses ennemis. » Le parlement ne tarda pas à déclarer : « que la succession aux couronnes d'Angleterre et de France était désormais et pour toujours dévolue au très-haut et royal seigneur Henri VII, et

à ses héritiers légitimes à perpétuité, avec la grâce de Dieu, et *point à d'autres.* » Clause qui fut insérée dans le but de réduire à néant les prétentions de la princesse Élisabeth, fille d'Édouard IV, dernière représentante et héritière de la maison d'York.

Cependant, le 14 janvier 1486, le nouveau roi épousa, non sans répugnance, cette même princesse Élisabeth d'York. Peu de temps après son mariage, il commença une tournée militaire dans le nord, où il remporta plusieurs victoires sur des rebelles, partisans de la maison d'York, qui voulaient élever sur le trône un jeune homme nommé Lambert Symnel. Fils d'un boulanger d'Oxford, ce prétendant était présenté au peuple anglais sous le nom d'Édouard Plantagenet, fils de ce duc de Clarence dont nous avons raconté la mort sous le règne d'Édouard IV. Or, comme un des premiers soins de Henri VII avait été de s'emparer du véritable Édouard Plantagenet, autrement appelé le comte de Warwick, et que ce prince était alors prisonnier à la Tour, l'imposture de Symnel était facile à prouver. Henri VII n'eut pour cela qu'à faire promener le jeune prince par les rues de Londres, permettant à chacun de s'approcher de lui et de s'assurer de son identité.

Les partisans du faux Warwick n'en continuèrent pas moins à soutenir ce qu'ils appelaient ses droits, et l'an 1487 celui-ci fut couronné à Dublin. Peu de temps après ce couronnement, les comtes de Lincoln et de Kildare, partisans de Symnel, débarquèrent dans le comté de Lancaster avec un corps d'Irlandais. D'abord ils firent quelques progrès dans le royaume; mais lorsqu'ils rencontrèrent l'armée royale et qu'on combattit sérieusement, les partisans de Symnel furent défaits (1487), et ils perdirent environ quatre mille hommes sur huit mille auxquels se montait leur armée. Les principaux chefs périrent dans l'action.

Symnel fut fait prisonnier; et comme sa personne n'était pas plus redoutable que ses prétendus droits, Henri VII ordonna que, pour toute punition, il fût fait marmiton dans les cuisines royales; poste d'où bientôt sa bonne conduite le fit élever aux fonctions de fauconnier.

Cette méprisante clémence était sans doute de bonne politique; car la dureté que Henri VII avait montrée à l'égard des membres de la famille d'York n'avait pas peu contribué à accroître l'importance de ce soulèvement de Symnel. Toutefois, Henri VII ne ralentit guère ses rigueurs; et s'il rendit la liberté au marquis de Dorset, frère utérin de sa femme, il ne permit pas à la veuve d'Édouard IV, sa belle-mère, de sortir du couvent où elle s'était retirée, continua à détenir prisonnier le jeune Warwick, et opprima de toute manière les gentilshommes qu'il supposait partisans de la maison d'York.

Cependant la France, que Louis XI avait tant agrandie, continuait son agrandissement sous le successeur enfant de ce prince; elle allait s'emparer de la Bretagne. Henri songea, à s'y opposer, et assembla deux parlements qui votèrent des subsides à cet effet. Mais l'avare Henri VII retint les subsides ou n'envoya que de faibles secours, et la jeune duchesse de Bretagne finit par épouser le roi de France.

Le mécontentement allait s'augmentant de jour en jour, et quatre années s'étaient à peine écoulées depuis l'échauffourée de Symnel, lorsqu'eut lieu une autre tentative de même nature, dont l'issue fut à peu près la même. Le nouveau prétendant était doué de plus de mérite personnel que le ridicule Symnel. Ce fut encore en Irlande que parut ce personnage nommé, dit-on, Perkins Warbeck, qui, se donnant pour Richard, duc d'York, second fils d'Édourd IV, prétendait avoir échappé aux meurtriers de Richard III. Cette intrigue

est fort embrouillée; un grand nombre de personnes puissantes y trempèrent, et entre autres la duchesse de Bourgogne, sœur d'Édouard IV, qui déjà avait fourni un corps de troupes à l'imposteur Symnel. Le jeune homme fut présenté à la duchesse, qui prétendit le reconnaître, l'embrassa avec tendresse en disant qu'il était l'image vivante de son cher frère, lui donna une garde et le traita comme s'il eût été véritablement roi d'Angleterre.

Le bruit de cette étrange aventure conduisit beaucoup d'Anglais à Bruxelles. Quelques-uns prétendirent avoir reconnu Richard; et les manières aimables de Perkins, sa belle tenue et sa dignité lui gagnèrent le cœur de tous ceux qui le virent.

Henri sut bientôt que le prétendu Richard n'était autre que le fils d'un juif de Tournai; mais comme cette découverte ne pouvait suffire à désabuser la foule, il s'occupa de prouver la réalité de la mort du véritable Richard. Il découvrit les misérables qui avaient assassiné les deux jeunes princes par ordre du protecteur, et les amena à confesser publiquement leur crime. Cette confession ne produisit presque aucun effet; et quoique dans la suite la découverte des squelettes des deux princes ait prouvé la vérité de la relation des assassins, elle ne fut alors crue de personne.

Parmi ceux qui étaient allés voir le faux Richard IV, se trouvait le lord Stanley, celui-là même qui, après la bataille de Bosworth, avait placé la couronne sur la tête de Henri VII. On rapporta au roi que ce seigneur avait dit que, « s'il était sûr que Perkins Warbeck fût le véritable duc d'York, il ne consentirait jamais à porter les armes contre lui. » Accusé de haute trahison sur ce seul chef, Stanley fut condamné à mort, et exécuté le 15 février 1494. La mémoire de Henri reste chargée de la honte d'une exécution qui

fut peut-être provoquée par les grands biens de Stanley, dont la confiscation satisfit l'avarice du monarque.

Un grand nombre d'exécutions, qui suivirent celle de lord Stanley, rendirent l'autorité du roi plus absolue sans lui donner plus de sécurité.

L'an 1496, Warbeck tenta de débarquer à Deal avec une petite troupe de Flamands qui furent défaits par les habitants du pays. Ne se laissant pas décourager par cet échec, il sollicita et obtint des secours du roi d'Écosse, qui feignit de reconnaître ses droits, et lui accorda la main d'une de ses proches parentes, lady Catherine Gordon. Perkins fut proclamé roi à Bodmin sous le nom de Richard IV. La nation était mécontente de l'établissement d'un nouvel impôt; plusieurs comtés se soulevèrent en faveur du prétendant. L'armée des insurgés grossissait de jour en jour, et le lord Audley, qui s'était mis à sa tête, vint camper à Blackheath, près de Londres. Attaqués de tous côtés par l'armée royale, les insurgés, complétement défaits, laissèrent deux mille morts sur le champ de bataille, tandis que l'armée royaliste ne perdit que trois cents hommes.

Le prétendu Richard IV, ne se laissant pas décourager, assiégea Exeter, dont il ne put s'emparer. Après ce nouvel échec, il se trouvait encore à la tête de dix mille hommes, lorsque, frappé de terreur, il se réfugia dans l'abbaye de Beaulieu. Perkins resta cinq mois environ dans cet asile; mais, dénué de toute espérance, manquant d'aide et de consolation, ne sachant comment obtenir du secours, il céda à la promesse de pardon qu'on lui fit, et se rendit à discrétion à Henri VII. D'abord il fut l'objet de la même pitié méprisante dont Henri avait flétri Symnel; puis on le mit au pilori, où il lut un aveu public de ses impostures. Il fut ensuite enfermé prisonnier à la Tour.

Perkins trouva à la Tour le véritable comte de War-

wick, dont Symnel avait usurpé le nom, et tous deux résolurent d'échapper à leurs geôliers. Ce complot d'évasion fut découvert, peut-être même le suggéra-t-on aux deux malheureux captifs pour avoir un prétexte de se débarrasser d'eux. Quoi qu'il en soit, Warbeck fut jugé, condamné et exécuté le 21 novembre 1499; et le misérable comte de Warwick, que quinze ans de captivité avaient réduit à un état d'idiotisme presque complet, accusé de haute trahison, périt sur l'échafaud.

Depuis l'exécution de Perkins Warbeck jusqu'à la mort de Henri VII, le règne de ce prince ne fut plus troublé par aucun soulèvement intérieur, et c'est ici le moment de détourner un instant les yeux de l'histoire intérieure de l'Angleterre pour les porter sur ses relations étrangères.

Le mariage d'Arthur, prince de Galles, avec Catherine d'Aragon (1501), assura à Henri VII l'alliance de l'Espagne; le traité d'Étaples avait conclu la paix avec la France (1492); et enfin le mariage de Marguerite Tudor, fille aînée de Henri, avec le roi d'Écosse (1504), devint un gage de paix avec ce pays, dont il prépara la réunion à l'Angleterre.

Le prince de Galles était marié depuis cinq mois à peine, lorsque la mort l'enleva, le 2 avril 1502. Son frère Henri, qu'on avait jusqu'alors destiné à l'Église, devint prince de Galles, et dut épouser la veuve de son frère, Catherine d'Aragon, en même temps qu'il héritait des titres et des droits de celui-ci. Leur mariage fut sanctionné par une bulle de Jules II, qui accorda les dispenses nécessaires à une union prohibée par les canons de l'église catholique. Henri était âgé de treize ans à peine; il est probable qu'on ne le consulta pas pour conclure ce nouveau mariage.

Le reste du règne de Henri VII présente une foule de règlements judiciaires et administratifs qui lui valu-

rent le surnom de *Salomon de l'Angleterre.* On lui doit l'institution, ou du moins la régularisation de la chambre ardente, qui, destinée d'abord à supprimer les associations illégales, finit par s'arroger le jugement des délits de la presse. Un traité de commerce conclu avec la Bourgogne, en 1496, est un des faits les plus importants et les plus remarquables de ce temps; il peut être considéré comme un commencement d'association pacifique des peuples entre eux.

Henri VII, qui avait joui d'une excellente santé pendant toute sa vie, fut attaqué de consomption à l'âge de cinquante-deux ans, et mourut le 22 avril 1509, dans la vingt-quatrième année de son règne.

Pacifique, quoique vaillant, magnifique dans l'exécution des travaux publics, il était, dans ses dépenses personnelles, d'une parcimonie indigne d'un roi. Son avarice lui rendait bons et légitimes tous les moyens d'augmenter son trésor, qui, à sa mort, se montait, selon quelques chroniqueurs, à 1,800,000 livres sterling, c'est-à-dire environ 16,000,000 sterling de nos jours, somme énorme et peut-être exagérée qu'il dut à des extorsions fiscales et aux confiscations auxquelles ses ennemis furent en butte.

La sagacité et le courage de Henri étaient remarquables; mais ses vues manquaient de profondeur, et quoique habile guerrier, il n'avait pas l'esprit entreprenant. Ce monarque manquant de générosité et de tendresse, semble n'avoir jamais aimé véritablement que sa mère. Nul personnage historique n'excite moins la sympathie, bien qu'il y en ait peu chez lesquels on puisse signaler une aussi grande habileté et de plus belles facultés; c'est que l'âme de Henri fut basse et commune, et que toute sa vie fut guidée par un désir d'agrandissement égoïste et personnel; sentiment que l'homme devine et hait par instinct.

Henri avait beaucoup de choses à se reprocher; son

lit de mort fut assailli de terreurs. Espérant calmer sa conscience par de tardives réparations, il restitua ce qu'il ne pouvait plus garder, et il crut compenser par des dons aux églises et aux monastères les rapines dont il s'était souillé pendant le cours de son règne.

D'Élisabeth d'York, sa seule femme, Henri VII eut deux fils et deux filles : Arthur, qui, comme nous l'avons dit, mourut jeune ; Henri, qui lui succéda sous le nom de Henri VIII ; Marguerite, qui épousa Jacques IV, roi d'Écosse, et, après la mort de ce prince, Douglas, comte d'Angus ; Marie, mariée en premières noces à notre roi Louis XII, et en secondes, à Brandon, duc de Suffolk.

Le règne de Henri VII peut véritablement être considéré comme l'aurore de la liberté en Angleterre. Jusque là la grande charte avait à la vérité défendu les barons des empiétements de la royauté ; mais la masse du peuple n'en était que plus exposée à l'oppression de la noblesse. La politique de Henri VII fut constamment d'abaisser cette noblesse déjà décimée par la guerre civile. Il régla, en le diminuant, le nombre d'officiers ou de domestiques que chaque gentilhomme put avoir près de lui. La protection éclairée que Henri donna au commerce contribua encore à la diminution du pouvoir de la noblesse en augmentant la prospérité et l'importance du tiers-état, depuis longtemps représenté dans le gouvernement par la chambre des communes. Henri facilita la vente des terres des nobles, jusqu'à lui presque toutes substituées ; et les bourgeois purent les acheter. Le servage put aussi être changé en fermage du consentement des possesseurs de terres ; et les gentilshommes qui, sous le règne des Tudor, vécurent presque toujours au milieu d'une cour luxueuse où l'émulation consistait à s'éclipser les uns les autres en splendeur, vendirent soit la liberté aux serfs de leurs domaines, soit

ces domaines eux-mêmes, qu'ils convertirent en riches bijoux, en habits somptueux, enfin en toutes ces recherches d'un luxe effréné dont Henri VIII et Élisabeth leur donnèrent l'exemple.

Henri VIII monta sur le trône, le 20 avril 1509, et ce fut, depuis plus d'un siècle, le premier prince dont les prétentions à la couronne ne furent pas contestées, grâce à la réunion sur sa tête des droits de la maison d'York et de celle de Lancaster.

Henri n'avait que dix-huit ans. Le peuple, qui n'est jamais las d'espérer, attendit tout de son règne, et personne ne devina les instincts de cruauté qui plus tard se manifestèrent en lui.

Un contemporain, qui fut ambassadeur de Venise à la cour d'Angleterre dans les premières années de ce règne, nous a laissé de Henri VIII ce portrait séduisant : « Sa Majesté a environ vingt-sept ans. C'est un monarque aussi bien fait que la nature ait pu le former, bien au-dessus de tout autre prince chrétien à cet égard, et fort supérieur au roi de France (François Ier alors à la fleur de l'âge). Il a la peau très-blanche, les membres aussi bien proportionnés qu'il est possible. Il est excellent musicien et compositeur, cavalier et lutteur admirable. Il connaît assez bien le latin, le français et l'espagnol. Les jours où il va à la chasse, il entend trois messes ; les autres jours, il en entend jusqu'à cinq. On lui chante tous les jours les vêpres dans la chambre de la reine. Il est extraordinairement passionné pour la chasse, et ne s'y livre jamais sans fatiguer huit ou dix chevaux. Il aime beaucoup à jouer à la boule, et rien n'est plus agréable que de le voir occupé à cet exercice, sa peau blanche couverte d'une belle chemise fine. Affable et débonnaire, il n'offense personne. Il dit souvent : *Je voudrais que chacun sût se contenter de sa condition ; nous nous contentons de nos îles.* Il désire beaucoup conserver la

paix. » Cependant dès cette époque, où l'âme de Henri semblait aussi belle, aussi douce que sa gracieuse personne, il était possible à l'observateur de découvrir le germe des passions et de la violence dans ce roi, et un autre contemporain disait en parlant de lui : « C'est un souverain ayant un courage royal et un cœur de prince ; et plutôt que de manquer d'obtenir la moindre partie de ce qu'il désire, il mettra en danger la moitié de son royaume. »

Henri VII ne s'y était pas trompé, et plus clairvoyant que tendre, devinant dans son second fils un caractère ambitieux, il l'avait destiné à l'état ecclésiastique, afin de lui laisser une libre carrière en dehors de la politique. L'éducation cléricale de Henri VIII eut une grande influence sur sa vie, et on ne peut douter que la réforme anglicane ne lui soit due en grande partie. Cette réforme, à son origine fut bien différente de la réforme de Luther, de celle de Zwingle et de celle de Calvin, comme on le verra par la suite.

A son avénement Henri VIII suivit les avis de son aïeule, la comtesse de Richemont. Grâce à cette femme habile, le choix des membres de son conseil fut dicté par une sagesse et une sagacité qu'on n'eût pas dû attendre d'un monarque de dix-huit ans.

La première difficulté qui se présenta à Henri fut celle de la validité de son mariage avec la veuve de son frère, Catherine d'Aragon. Cette princesse, qui avait huit ans de plus que son nouvel époux, n'était, ce semble, ni belle ni agréable, et ceci ne contribua pas peu sans doute à soulever les prétendus scrupules religieux de Henri VIII. Quoi qu'il en soit, le mariage fut conclu définitivement moins de deux mois après l'avénement du monarque, et les deux époux furent solennellement couronnés.

L'Italie continuait à être le théâtre de ces guerres désastreuses entre la France et l'Espagne, qui devaient

aboutir à la ruine totale de sa nationalité. Louis XII était occupé de ces guerres, et le conseil de Henri VIII songea à saisir cette occasion pour attaquer la France, en faisant revivre les anciennes prétentions de l'Angleterre. Mais on y renonça, et au lieu de tenter une conquête tant de fois et si inutilement entreprise, le nouveau gouvernement jeta les yeux vers les Indes, où la Grande-Bretagne devait un jour fonder de si gigantesques colonies. Cependant Henri envoya en France un ambassadeur chargé de réclamer les provinces qu'il appelait son héritage, et peu de temps après il entra dans la Ligue de Cambrai, à laquelle le pape Jules II, ennemi juré des Français, donna le nom de Sainte-Alliance. Il s'ensuivit de petites guerres sur les côtes de France, et, le 4 août 1513, eut lieu la *bataille des éperons*, où les troupes françaises furent complétement défaites. Térouane et Tournay se rendirent au monarque anglais; mais cette guerre, qui ne fut à proprement parler qu'une suite d'escarmouches, se termina sans amener aucun changement dans la situation respective des deux pays.

Pendant que Henri songeait à attaquer la France, cette puissance lui suscitait un ennemi redoutable dans la personne du roi d'Écosse. Celui-ci fit en Angleterre une irruption qui se termina par la bataille de Flodden-Field, où le comte de Surrey, commandant de l'armée anglaise, battit complétement les ennemis, et où le roi d'Écosse perdit la vie avec Alexandre Stuart, son fils, douze comtes, treize lords, quatre cents chevaliers et gentilshommes, l'évêque des Iles et les abbés de Kilwinning et d'Inchfray, qu'on trouve sans surprise parmi les combattants dans un siècle où le caractère sacerdotal s'alliait encore souvent à la profession des armes.

La mort de Jacques IV, roi d'Écosse, et l'état de langueur et d'épuisement où se trouvait toute l'Eu-

rope, amenèrent Louis XII et Henri VIII à conclure la paix (1514).

La mort d'Anne de Bretagne, qui, veuve de Charles VIII, avait épousé Louis XII, permit bientôt de cimenter cette paix par le mariage du roi de France avec Marie Tudor, sœur de Henri VIII, jeune fille de quatorze ans, à laquelle on donna pour époux un vieillard de cinquante-trois ans.

L'an 1513, Henri, qui dans les premières années de son règne avait fait punir deux ministres de son père, Dudley et Empson, que la rumeur publique accusait de malversations et de concussions, avait nommé pour premier ministre Wolsey, qui avait déjà rempli des fonctions publiques sous Henri VII. Né de parents pauvres et de rang obscur, cet homme célèbre était entré de bonne heure dans les rangs du clergé. Souple et pliant vis-à-vis des grands, il était insolent pour la multitude en même temps qu'il montrait de la bonté et de la générosité à ceux qu'il considérait comme ses serviteurs.

Son avancement fut rapide. Évêque de Tournay en 1513, il devint évêque de Lincoln en 1514, et la même année le vit archevêque d'York. Créé cardinal en 1515, il succéda bientôt à l'archevêque Warham dans la place de chancelier; enfin, en 1519, nommé légat du pape, il fut investi de pouvoirs extraordinaires.

Wolsey tint les sceaux d'une main ferme. La première occasion où il eut à déployer le système de rigueur qui caractérise l'administration des rois de la maison de Tudor, fut une révolte du peuple de Londres, qui demandait qu'on chassât les ouvriers étrangers dont l'habileté supérieure excitait sa jalousie. Quelques étrangers avaient été tués par les insurgés, qui avaient aussi incendié plusieurs de leurs maisons. On fit marcher la force armée contre les révoltés, et on leur fit trois cents prisonniers, dont quinze, qu'on

considéra comme les chefs de la révolte, furent mis à mort. Les autres furent obligés de se rendre à Westminster, en chemise et la corde au cou, pour demander pardon au roi.

Livré tout entier à ses plaisirs, Henri laissait l'adminstration à Wolsey, et il se contentait de déployer une pompe extravagante dans des fêtes dont la plus célèbre est sa fameuse entrevue avec François Ier, où les deux monarques étalèrent à l'envi l'un de l'autre le luxe onéreux qui fit donner au théâtre de leurs folies le nom de *Champ du drap d'or.*

Bientôt la couronne impériale d'Allemagne devint vacante, et Henri VIII, François Ier et Charles V se portèrent candidats. Le dernier ayant été élu, apaisa le mécontentement du roi d'Angleterre par une visite d'apparat qu'il lui fit à Douvres.

Jusqu'ici, le règne de Henri VIII ne présente rien de remarquable : rien n'annonce encore les sanglantes tragédies qui ont rendu son nom à jamais célèbre et odieux. Le premier pas dans cette carrière de crime fut le meurtre juridique du duc de Buckingham, exécution qu'on doit peut-être attribuer au cardinal Wolsey, alors tout-puissant.

Édouard Stafford, duc de Buckingham, descendait en ligne directe du roi Édouard III, et jamais plus nobles qualités n'accompagnèrent une aussi illustre naissance. Buckingham n'aimait pas le cardinal, et quelques propos qu'il avait tenus furent reportés au ministre par un officier nommé Knivett, que le duc avait récemment chassé de sa maison. Il n'y avait pas lieu à susciter un procès à Buckingham; mais le misérable qui l'avait trahi poussa plus loin ses accusations. Cité à comparaître devant la cour du grand intendant, Buckingham se vit accusé : d'avoir, dans des vues d'ambition, consulté un moine sur les événements futurs; d'avoir déclaré que tout ce que faisait

Henri était injuste ; d'avoir dit que, s'il eût été envoyé à la Tour dans une circonstance où il en avait couru le danger, il aurait poignardé le roi ; enfin, d'avoir prétendu que, si le roi mourait, il aurait, lui, duc de Buckingham, le gouvernement du pays.

Le duc avoua qu'il avait consulté le moine sur les choses à venir ; quant au reste, il se défendit victorieusement, ce qui ne l'empêcha pas d'être condamné à la mort des traîtres, sans obtenir d'autre grâce que celle d'être décapité au lieu d'être pendu. Le supplice de Buckingham fit détester Wolsey, dont l'administration était déjà fort loin d'être populaire.

On le savait ambitieux ; on le disait débauché ; on accusait son avidité, que pourtant nul ne pouvait taxer d'avarice, puisqu'il employait ses richesses à s'entourer d'un luxe royal et à fonder de magnifiques établissements littéraires et religieux.

Pendant sept ans, le cardinal avait évité d'assembler le parlement, essayant de lever de l'argent par des emprunts forcés et des dons gratuits. Ces moyens illégaux produisant peu, il se vit enfin obligé, l'an 1523, de convoquer les deux chambres, qui ne manquèrent pas d'exprimer leur mécontentement de son administration. Cependant Wolsey conserva son pouvoir quelque temps encore.

La réforme religieuse fermentait par toute l'Europe. Luther et ses disciples la répandaient en Allemagne ; Zwingle et Calvin convertissaient la Suisse et une partie de la France. L'Angleterre, l'une des premières, avait reçu la réforme des mains de Wickliffe, et les semences que le curé de Lutterworth avait déposées dans son sein n'avaient jamais été complètement étouffées. Cependant Wolsey tenait pour la doctrine de Rome ; et d'abord Henri VIII fit un livre intitulé : *Des sept sacrements*, dans lequel il combattait Luther, et qui lui valut du pape le surnom de *défenseur de la foi*. Une

circonstance tout à fait étrangère à la doctrine religieuse sépara Henri de la communion romaine, et cet événement fut dû à l'une des passions changeantes qui signalèrent la dernière moitié de son règne et firent de lui un monstre de cruauté.

Depuis dix-huit ans, Henri était uni à Catherine d'Aragon, dont il avait eu trois enfants, quand tout-à-coup il se rappela ses anciens scrupules sur la validité de son mariage. Une des femmes de la reine, Anne Boleyn, avait touché le cœur du roi, qui avait résolu d'en faire son épouse.

Il essaya de faire prononcer, par l'autorité religieuse, la nullité de son premier mariage; mais le pape refusa de révoquer la dispense accordée par son prédécesseur. Un théologien de Cambridge, Cranmer, qui dans la suite fut le véritable promoteur de la réforme en Angleterre, suggéra alors l'idée de soumettre aux universités cette simple question : s'il pouvait jamais être permis à un homme d'épouser la veuve de son frère. Les universités, que plusieurs écrivains, entre autres le grand Bossuet, ont accusées de s'être laissé corrompre par l'or anglais, se prononcèrent pour la négative.

Fort de cette décision, Henri assembla une cour devant laquelle ses avocats et ceux de la reine devaient plaider contradictoirement pour les deux parties. Henri VIII était tout-puissant, le divorce fut prononcé, et son union avec Anne Boleyn, qui avait été conclue secrètement avant l'énoncé de la sentence, fut célébrée publiquement, ainsi que le couronnement de la nouvelle reine.

La reine répudiée, à laquelle on ne donnait plus officiellement que le titre de princesse douairière de Galles, était tante de l'empereur Charles-Quint, et ce puissant monarque n'était pas homme à souffrir patiemment l'insulte qui lui était faite. Le pape était com-

plétement dans sa main, l'affaire fut évoquée devant la cour de Rome.

Wolsey avait conservé des intelligences avec le pape; Henri le soupçonna, et sa disgrâce fut certaine. Accusé de pratiques secrètes avec Rome, la cour, qu'on convoqua pour le juger, le déclara hors de la protection des lois, et prononça que ses biens de toute nature étaient confisqués, et sa personne à la merci du roi. Traité d'abord avec indulgence, le cardinal se vit bientôt arrêté pour crime de haute trahison, puis conduit au château de Sheffield, et plus tard à l'abbaye de Leicester, où il mourut le 30 novembre 1530. Ses dernières paroles furent : « Si j'avais servi Dieu avec « autant de soin que j'ai servi le roi, il ne m'aurait « pas abandonné dans ma vieillesse. » L'homme qui, pendant de longues années, avait gouverné l'Angleterre en maître, mourut presque seul. Parmi les membres du ministère qui remplaça celui de Wolsey, on distingue Thomas Morus, le premier chancelier laïque qu'ait eu l'Angleterre, et Thomas Cromwell, serviteur fidèle de Wolsey, qui le légua au roi.

La réforme de Luther ranima le zèle des lollards, et bientôt le protestantisme eut en Angleterre de nombreux sectateurs. Henri, qui se disait ennemi juré des réformateurs, prit les titres de protecteur du clergé et chef suprême de l'Église d'Angleterre ; mais sa rupture avec le saint-siége devenait plus imminente de jour en jour, et il devait être le premier grand monarque qui romprait les liens de la communion chrétienne.

CHAPITRE II.

Rupture de Henri VIII avec le saint-siége. — Exclusion de la princesse Marie. — Mort de Thomas Morus. — Procès et mort d'Anne Boleyn. — Jane Seymour. — Naissance d'Édouard. — Poursuites contre les hérétiques. — Thomas Cromwell. — Insurrections. — Règlements religieux. — Catherine Howard. — Catherine Parr. — Mort de Henri VIII. — Édouard VI. — Réforme religieuse. — Guerre d'Écosse. — Sommerset. — Mort d'Édouard. — Jane Grey. — Marie. — Mort de Northumberland. — Mariage de Marie avec Philippe II. — Insurrection de Wyatt. — Mort de Jane Grey. — Persécutions religieuses. — Guerre de France. — Perte de Calais. — Mort de la reine Marie.

De 1534 *à* 1558.

Nous sommes désormais arrivés à une époque bien tranchée de la vie de Henri VIII. Le gracieux monarque, ami des plaisirs, dont nous avons tracé le portrait en commençant, va disparaître, et à sa place nous aurons un farouche tyran, avide jusqu'à la démence de sang et de voluptés, une sorte de monstre égoïste et furieux, dont le monde civilisé n'avait plus offert d'exemple depuis la chute de Rome.

A cette dernière période de la vie de Henri VIII se rattache la réforme religieuse officielle et légalement proclamée en Angleterre, réforme qui, du temps de ce monarque, ne fut à proprement parler, qu'un schisme et non une hérésie.

Par divers statuts rendus en 1533 et 1534, l'Église d'Angleterre, soustraite à l'obéissance du siége de Rome, se trouva séparée de la communion des autres églises de l'Occident. Les appels à Rome furent interdits; le clergé reconnut qu'il ne pouvait adopter

aucune constitution sans l'assentiment du roi; l'élection et la consécration des prélats furent considérées comme des mesures purement domestiques; toutes les contributions pécuniaires imposées par l'*évêque de Rome, appelé le pape*, furent abolies; tout pouvoir légal pour accorder des permissions et des dispenses fut transféré du pape à l'archevêque de Canterbury; enfin l'Angleterre ne reconnut plus d'autre supérieur spirituel que son roi.

Un statut qui suivit ceux-ci, déclara la fille de Catherine d'Aragon inhabile à succéder à son père, et transporta ce droit aux enfants de Henri et d'Anne Boleyn. La malheureuse mère vit ainsi s'évanouir la seule espérance qu'elle eût conservée; et cette femme, que tous les historiens s'accordent à nous montrer comme aussi noble que bonne, vit récompenser, par cette horrible ingratitude, l'amour dont elle avait entouré, pendant dix-huit ans, son indigne époux. Le casuiste Henri ne voulait pas vivre en état d'adultère; mais un divorce légal, quelque impie et injuste qu'il pût être aux yeux de Dieu, suffisait à rassurer sa conscience. Thomas Morus s'attira l'animadversion du roi en refusant d'appuyer son divorce.

Le clergé anglais, qui n'avait fait presque aucune résistance, eut bientôt lieu de se repentir de sa complaisance. La carrière sanguinaire de Henri VIII commençait, et il allait se montrer barbare au nom de la religion comme au nom de l'amour. Une malheureuse religieuse extatique, Élisabeth Barton, que le peuple avait surnommée *la sainte fille de Kent*, fut exécutée pour crime d'hérésie et de haute trahison. L'acte de condamnation porte qu'elle avait déclaré savoir par révélation divine, « que Dieu était courroucé contre « le roi, et que s'il exécutait son projet de divorce « et de séparation, et qu'il se remariât, il ne serait « plus roi de ce royaume; que le Tout-Puissant ne

« permettrait pas qu'il régnât une heure de plus, et « qu'il périrait de mort misérable. » Ce meurtre judiciaire fut suivi de celui de Fisher, évêque de Rochester, coupable d'avoir ajouté foi aux visions de cette fille. Mais une plus illustre victime devait tomber sous les coups du tyran, et la postérité a frappé d'une éternelle réprobation le royal meurtrier de Thomas Morus.

Thomas Morus, chancelier d'Angleterre, était aussi respectable par ses vertus qu'admirable par son génie. C'est un des philosophes dont l'humanité s'enorgueillit. Attaché à la communion romaine, il fut jeté en prison pour avoir refusé de prêter serment au statut relatif à la succession, dont le préambule lui semblait attentatoire à la foi catholique. La défense de Morus fut aussi noble que belle, et avec une douceur et une fermeté toutes chrétiennes, il repoussa les témoignages calomnieux basés sur de prétendues conversations confidentielles que quelques hommes avaient l'infamie de venir révéler aux juges. Mais, comme Morus ne voulut abandonner aucune de ses croyances, et qu'au contraire il profita de cette occasion solennelle pour les professer publiquement, il fut condamné au supplice des traîtres, commué en celui de la décapitation, qu'il subit avec la plus grande fermeté, le 7 juillet 1535.

Fisher et Élisabeth Barton avaient été condamnés comme *hérétiques* et coupables de haute trahison; Morus périt comme eux, accusé d'être *catholique* et coupable de haute trahison. C'est ici le lieu d'examiner quelle était cette doctrine dont Henri faisait ainsi une hache à deux tranchants, en nous éclairant à la fois des lumières de Gilbert Burnet, historien de la réforme en Angleterre, et de celles de son illustre adversaire, le grand Bossuet.

Lorsque Henri VIII commença la réforme, il semble

n'avoir d'abord songé qu'à contraindre la cour de Rome, en l'effrayant par des menaces de séparation, à le satisfaire dans l'importante question du divorce. Au fond du cœur ce monarque était catholique, et toute sa vie il crut au dogme catholique; de telle sorte qu'il mourut bien plutôt dans cette communion, que dans la communion protestante.

Une fois séparé du saint-siége, et déclaré chef suprême de l'Angleterre, au spirituel comme au temporel, Henri dressa des articles de foi qui, contrairement au principe protestant, furent obligatoires dans toute l'étendue du royaume. Dans ces articles, on trouve que la confession et l'absolution du prêtre, choses instituées par Jésus-Christ, sont nécessaires; que dans l'eucharistie on reçoit véritablement le corps du Sauveur sous la forme et la figure du pain; qu'il est permis d'honorer les images des saints, de leur faire fumer de l'encens, de ployer le genou devant elles, de leur faire des offrandes, et de leur rendre hommage en considérant ce culte comme un honneur relatif, qui va à Dieu et non à l'image. Toutefois on crut nécessaire de faire subir une épuration au calendrier. Plusieurs saints furent retranchés de la hiérarchie céleste, et entre autres Thomas Becket, que le despote Henri trouva sans doute trop démocratique et de mauvais exemple. Les cérémonies de l'eau bénite, du pain béni, de la bénédiction des fonts baptismaux, de l'exorcisme dans le baptême, de la distribution des cendres au commencement du carême, de la bénédiction des rameaux au dimanche de ce nom, et en général toutes les cérémonies catholiques furent conservées.

La coutume de prier pour les morts, et particulièrement de faire dire des messes pour le repos de leurs âmes, est également maintenue par le statut de 1536, dans lequel, nous devons le remarquer, il n'est fait

aucune mention ni de la confirmation, ni de l'extrême-onction, ni de l'ordre, ni du mariage, sacrements auxquels Henri ne changea rien.

Dans un autre acte de 1539, connu sous le nom de *Déclaration des six articles*, Henri établit la transsubstantiation, la communion sous une seule espèce (l'une des grandes différences de l'Église catholique et des Églises protestantes), le célibat des prêtres, avec la peine de mort contre ceux qui y contreviendraient; l'obligation de garder les vœux; les messes particulières, et enfin la nécessité de la confession auriculaire. Ces articles furent publiés par l'autorité du roi et du parlement, et leur infraction dut entraîner la peine de mort pour ceux qui les combattraient opiniâtrément, la prison pour les autres.

Mais comme chaque pas dans la réforme coïncide presque toujours avec une passion de Henri, nous suivrons ses progrès en même temps que nous retracerons la vie de ce prince, durant laquelle nous le verrons châtier d'une main égale, sinon juste, et les catholiques qui refusent de se soumettre à sa suprématie, et les hérétiques qui rejettent les six articles au nom de la liberté protestante. Du reste cette prétendue réforme concordait assez bien avec le catholicisme pour qu'on pût se servir du même rituel, auquel on fit à peine subir quelques retranchements insignifiants.

Les crimes vont désormais se succéder dans la vie de Henri VIII, et la première grande victime qui se présente après Morus est la propre femme du roi, cette Anne Boleyn, pour laquelle il avait répudié l'irréprochable Catherine. La mort naturelle de la reine répudiée, qui arriva en 1536, semblait assurer à la jeune épouse de Henri la tranquille jouissance d'un rang qu'elle occupait depuis quatre ans, lorsqu'une horrible tempête éclata dans le sein du roi. L'orage

fut-il suscité par une véritable jalousie? cette jalousie fut-elle un masque dont l'habile Henri se servit pour cacher un nouvel amour? Cette question reste encore aujourd'hui sans solution. Quoi qu'il en soit, la malheureuse Anne se vit accusée d'adultère et conduite prisonnière à la Tour, où elle dut être mise en jugement. En entrant dans le lieu de sa détention, elle se jeta à genoux et murmura cette courte et touchante prière : « O mon Dieu! secourez-moi, vous qui savez « que je suis innocente de ce dont on m'accuse. » On plaça près de la prisonnière des femmes chargées d'épier les convulsions de sa douleur, et sur le témoignage de ces misérables, les cris d'un cœur blessé lui furent imputés à crime. Elle se vit interrogée sans respect par des hommes qui, quelques jours auparavant, l'auraient servie à genoux, et leur manque d'égards dut lui montrer que le procès qu'on lui intentait n'était qu'une vaine formalité, et que sa condamnation était prononcée d'avance. Enfin elle fut déclarée coupable de haute trahison, ainsi que son frère, le comte de Rochefort, Henri Norris, gentilhomme de sa garde-robe, Francis Weston et William Bereton, tous deux gentilshommes de la chambre privée, et Mark Smeaton, musicien. Tous nièrent qu'ils fussent coupables, à l'exception de Smeaton, que probablement on gagna par une promesse de pardon.

Trente-six heures environ après s'être entendu lire sa sentence, et pendant l'exécution de son frère, Anne Boleyn fut obligée de subir un jugement qui annulait son mariage et déclarait illégitime sa fille Élisabeth.

C'était la dernière goutte du calice d'amertume que devait boire la malheureuse reine. A partir de ce moment, elle montra le plus grand calme, et attendit avec tranquillité la mort que son barbare époux la condamnait à subir. Lorsqu'elle fut montée sur l'échafaud,

elle adressa à ceux qui l'entouraient une courte allocution, attestant à la fois son innocence, la paix de son âme, et aussi la crainte qu'elle éprouvait de compromettre plus encore les droits de sa fille, en irritant son cruel époux. Elle ôta elle-même son chapeau et sa collerette, et répétant plusieurs fois : « Jésus-Christ, « je te prie de recevoir mon âme, » elle s'agenouilla, et reçut le coup fatal. Anne Boleyn était, dit-on, secrètement attachée au luthéranisme comme le furent toutes les femmes de Henri VIII, Catherine d'Aragon et Catherine Howard exceptées. La première était fermement attachée au dogme catholique; la seconde, tout adonnée aux plaisirs, ne se souciait guère d'aucune religion, et se soumettait à celle de son époux.

Henri VIII porta un seul jour, en blanc, le deuil d'Anne Boleyn. Ses noces avec Jane Seymour, dont depuis longtemps il était amoureux, amour qui probablement fit tout le crime de la reine Anne, furent publiquement célébrées le 22 mai 1536, trois jours seulement après la sanglante exécution de cette princesse. La nouvelle reine jouit peu de temps d'un trône dont un cadavre était le marchepied, et elle mourut un an et demi après son mariage, en donnant le jour à un fils qui fut depuis Édouard VI.

Comme nous l'avons dit précédemment, Henri s'était séparé de l'Église romaine sans repousser sa doctrine; aussi fit-il poursuivre avec la plus grande rigueur les luthériens et les autres hérétiques. Thomas Cromwell, qui, d'ancien secrétaire de Wolsey, était devenu premier ministre, fut élevé à la dignité de vice-gérant du roi, pour l'administration de la justice dans les causes ecclésiastiques. Son pouvoir était immense, et le premier essai qu'il en fit fut la suppression progressive de différentes classes de maisons religieuses et la saisie de leurs biens, qui formaient alors une grande partie des propriétés territoriales du

royaume. On ne peut nier que les couvents, jadis asile de la religion et des lettres, ne fussent devenus au XVIe siècle de véritables repaires de la mollesse et de l'oisiveté, et si quelques ordres avaient échappé à des vices si éloignés de leur institution, c'était à leur pauvreté qu'ils avaient dû cet avantage. On n'osa pas d'abord frapper les plus riches pourtant, et un acte du parlement prononça la dissolution de toutes les maisons de religieux des deux sexes dont le revenu n'atteignait pas 200 livres (environ 5,000 francs de notre monnaie). Par le même acte, le parlement accorda au roi la confiscation des biens de toutes ces maisons.

Elles s'élevaient à trois cent soixante-seize. Le nombre des religieux qu'elles contenaient était probablement de six à sept mille; ce qui représentait un nombre à peu près égal de serviteurs, ouvriers et fermiers. 100,000 livres sterling (plus de 2,500,000 fr., c'est-à-dire, environ 30,000,000 de nos jours) entrèrent immédiatement dans les coffres de l'État par cette confiscation, qui produisit en outre 30,000 livres sterling (1,500,000 francs environ) de revenu annuel.

Le mécontentement passa des moines au peuple, et Cromwell trouva une forte opposition, lorsqu'il obligea les curés à proclamer « que le pouvoir usurpé de l'évê-« que de Rome n'était pas fondé sur la loi de Dieu, à « s'abstenir de vanter la puissance des reliques, des ima-« ges et des pèlerinages, et enfin à exhorter le peuple « à apprendre aux enfants l'Oraison dominicale, le « Credo et les dix commandements de Dieu en anglais. »

L'insurrection éclata dans la province de Lincoln où avaient eu lieu les premières persécutions religieuses; mais le corps des insurgés, qui se montait à vingt mille hommes, se dissipa sans avoir fait presque aucune résistance. D'autres révoltes éclatèrent dans le Cumberland, le Westmoreland et le comté de Lan-

caster, et les révoltés donnèrent à leur entreprise le nom de « Pèlerinage de la grâce. » Des prêtres marchaient avec les insurgés qui disaient s'être soulevés pour l'amour de Dieu, la conservation de la personne du roi, l'épuration de la noblesse et l'expulsion des mauvais conseillers. Ils prenaient pour signe de ralliement la croix de Jésus-Christ. Plusieurs places fortes tombèrent entre leurs mains, et le roi fut obligé de marcher en personne contre eux. Enfin l'insurrection s'éteignit autant par l'inhabileté de ses chefs que par les mesures vigoureuses du roi et du vice-gérant; et les confiscations de biens ecclésiastiques recommencèrent avec une nouvelle rigueur.

A quelque temps de là, le ministre Cromwell fut accusé de haute trahison et d'hérésie en plein parlement. On refusa d'entendre sa défense, ce qui donne lieu de suspecter la vérité des motifs sur lesquels on basa son accusation. L'exécution de Cromwell suivit de près son jugement; et le peuple manifesta la plus grande joie de la chute d'un homme qu'ils détestait.

Après la mort de Jane Seymour, le monarque anglais resta veuf pendant plus de deux ans. Au bout de ce temps il épousa la princesse Anne de Clèves. On dit que, trompé sur sa beauté par un portrait d'Holbein qu'il avait reçu, Henri ne put réprimer l'aversion que la vue de cette princesse lui inspira, et qu'il l'exprima dans les termes les plus grossiers. Au bout de quelques mois, ne pouvant vaincre sa répugnance, il fit annuler son mariage par un parlement servile. La princesse, qui semble avoir consenti à cet acte, vécut encore seize ans en Angleterre, où elle recevait de la munificence de son époux une pension annuelle de 3,000 livres sterling (75,000 francs) représentant environ un million de nos jours.

Henri n'avait guère de doutes sur la validité de ses mariages ou sur la fidélité de ses femmes que lors-

qu'une nouvelle passion lui faisait désirer de s'en défaire. Cette fois, ses yeux s'étaient tournés vers lady Catherine Howard, parente de la malheureuse Anne Boleyn, et il l'épousa le 8 août 1540, quinze jours environ après la rupture de son mariage avec Anne de Clèves. Peu de temps après avoir conclu cette union, Henri reçut de tels renseignements sur la vie dissolue qu'avait menée Catherine avant son mariage, qu'il ordonna une enquête sur sa conduite. Les preuves furent foudroyantes, et la reine fut exécutée à la Tour, le 14 février 1541, six mois après son mariage. Avant de mourir, elle avoua elle-même une foule de faits honteux, et la vérité des accusations dont elle fut chargée n'a jamais été révoquée en doute.

Cette nouvelle exécution rendit redoutable l'union d'un roi qui faisait punir par la main du bourreau la femme qui avait le malheur de ne plus lui plaire, aussi bien que celle qui s'écartait de la fidélité conjugale. On raconte qu'après la mort de Catherine, Henri faisant la cour à une dame anglaise et lui déclarant qu'il voulait l'épouser, celle-ci lui répondit : « Sire, si j'avais deux têtes, je ne refuserais peut-être pas, mais je n'en ai qu'une et je tiens à la garder. »

La cruauté de Henri ne se bornait pas à ses épouses, elle semblait devenue une véritable monomanie comme chez plusieurs empereurs romains, et les catholiques et les protestants qu'il faisait mourir sous les plus frivoles prétextes ne suffisaient pas à éteindre sa soif de sang. On le vit faire exécuter, sous le prétexte qu'ils avaient voulu lui enlever la couronne, les derniers descendants d'Édouard IV. La vénérable Marguerite Plantagenet fut accusée de cet étrange crime d'avoir reçu une lettre de son fils exilé, Richard Pole, dont l'éloignement ne suffisait pas à calmer les inquiétudes de l'ombrageux monarque. Cette noble femme plus qu'octogénaire fut détenue deux années entières

à la Tour et enfin décapitée (1541). Au moment de subir le dernier supplice elle refusa de placer sa tête sur le billot, disant que « l'échafaud était la punition des traîtres et qu'elle ne l'était pas. » On l'y plaça malgré elle. Elle fit ou parut faire un léger mouvement comme pour protester contre une exécution qui avait lieu sans qu'on lui eût fait son procès, et l'exécuteur, irrité d'une résistance sur laquelle il n'avait pas compté, lui porta plusieurs coups qui couvrirent de sang ses cheveux gris avant de lui ôter tout à fait la vie.

Ce ne fut que deux ans et demi après la mort de Catherine Howard que Henri épousa Catherine Parr, veuve de lord Latimer. C'était une femme vertueuse et instruite, qui, au fond du cœur, était assez disposée à embrasser la réforme. Elle eut la présomption d'entrer en controverse avec un maître impérieux, et Henri ordonna de préparer contre elle un acte d'accusation. Ayant appris cette nouvelle, et connaissant son implacable époux, la reine s'évanouit plusieurs fois de suite. Henri alla la visiter, et après s'être informé de sa santé : « Kate (abréviation de Catherine), « lui dit-il, vous êtes un docteur. — Non, sire, ré- « pondit-elle, je voulais seulement vous distraire de « vos souffrances, en vous fournissant l'occasion de « faire un argument, car vous y brillez toujours. — « Est-il bien vrai, mon cœur? reprit Henri; en ce cas, « nous sommes encore amis. » Et, grâce à son stratagème, Catherine échappa à la vengeance du monarque théologien, qu'elle ne se hasarda plus à provoquer.

L'an 1543, Henri conclut un traité d'alliance avec Charles V. Les hostilités contre la France commencèrent peu de temps après. Boulogne fut pris par les Anglais, et l'Empereur ne tarda pas à conclure, avec François Ier, une paix séparée. Enfin la guerre se termina par un traité entre les deux rois, et la France

racheta Boulogne moyennant 2,000,000 de couronnes (environ 12,000,000 fr.), payables en huit ans.

Le reste de la vie de Henri fut un tissu d'atrocités contre les luthériens, contre les catholiques et contre les grands qui lui portaient ombrage. Parmi ses victimes nous ne pouvons nous dispenser de citer le comte de Surrey, le plus grand poëte de l'Angleterre d'alors, qui fut décapité six jours avant la mort du roi. Henri VIII mourut de maladie le 27 janvier 1547, dans la cinquante-cinquième année de son âge et la trente-huitième de son règne. Plusieurs sentences de mort étaient signées et sur le point d'être exécutées; les victimes qu'elles désignaient échappèrent au supplice par la mort du tyran. Luther, qu'il avait combattu avec acharnement dans plusieurs ouvrages, et, qui maintes fois, lui avait répondu en luttant avec lui d'invectives et de grossièreté, était mort à Eisleben, onze mois avant son royal adversaire.

De six femmes que Henri avait consécutivement épousées, et dont deux (Anne de Clèves et Catherine Parr) lui survécurent, il laissait trois enfants, qui tous trois portèrent la couronne d'Angleterre, et moururent sans postérité : Édouard, fils de Jane Seymour, qui succéda à son père sous le nom d'Édouard VI; Marie, fille de Catherine d'Aragon, et Élisabeth, fille d'Anne Boleyn.

Comme nous l'avons vu, Henri avait précédemment fait déclarer l'illégitimité de ses deux filles; dans son testament, et sans s'inquiéter de cette inconséquence, il les désigna successivement pour héritières de leur frère, au cas où celui-ci mourrait sans enfants. Il nomma ensuite pour succéder à celles-ci, à défaut d'héritiers naturels, les enfants et les héritiers de sa plus jeune sœur, Marie, veuve de Louis XII, duchesse de Brandon, à l'exclusion des enfants de sa sœur Marguerite, veuve du roi d'Écosse Jacques IV,

désormais remariée aussi au comte d'Angus. De cette sœur de Henri VIII sortirent et Jacques V, père de la malheureuse Marie Stuart, et la mère de Henri Darnley, époux de Marie Stuart.

Henri VIII avait donc désigné pour lui succéder son fils unique, Édouard, issu de son mariage avec Jane Seymour. Le parlement confirma les dispositions du testament royal, et le jeune Édouard monta sur le trône. Par le même acte, le feu roi avait nommé quinze exécuteurs testamentaires qui devaient former la régence. L'un d'eux, lord Hertfort, oncle maternel du roi, fut créé duc de Sommerset, et prit le titre de gouverneur de Sa Majesté, lord-protecteur de ses royaumes et lieutenant général de ses armées.

Du règne d'Édouard VI date véritablement, en Angleterre, la réforme protestante, qui ne sut jamais s'y établir parfaitement et uniquement, comme nous le ferons voir dans notre récit. Cette réforme fut particulièrement l'ouvrage de Cranmer, que nous avons eu déjà occasion de mentionner sous le règne de Henri VIII, et qui, luthérien au fond du cœur, s'était en apparence soumis à l'anglicanisme du roi, avec une faiblesse, pour ne rien dire de plus, tout à fait indigne d'un apôtre.

Édouard était un enfant aimable, plein d'intelligence et de vivacité, dont les flatteurs exagérèrent les bonnes qualités dans d'absurdes panégyriques. On pouvait espérer un heureux règne, si le jeune prince ne voyait pas ses vertus se changer en vices sous l'haleine empestée d'une basse adulation. Quand il fut proclamé roi, le 31 janvier 1547, il n'avait guère que neuf ans; on pouvait tout espérer de l'avenir, comme aussi tout craindre des troubles, inséparables d'une régence dont le danger s'augmentait des dissensions religieuses qu'amenait fatalement la réforme.

Le conseil de régence commença à gouverner en

employant une douceur inconnue au dernier règne. Les prisonniers pour cause politique ou religieuse furent mis en liberté, les exilés furent rappelés. Cependant on résolut de poursuivre, ou plutôt de commencer l'œuvre de la réforme. Tous les évêques durent recevoir de nouveau leurs évêchés des mains du roi, et ne les reçurent que sous promesse de soumission à son autorité; les offices du rite catholique ou anglican furent remplacés par des lectures publiques d'homélies rédigées par Cranmer, et on exigea, en outre, que dans chaque église d'Angleterre il fût prêché des sermons contre l'autorité du pape et le culte des images. Les images, jusque-là vénérées par le peuple, furent détruites comme prêtant à l'idolâtrie; et on plaça dans chaque église la Bible, et le commentaire d'Érasme sur les Évangiles.

Le parlement, dissous par le seul fait de la mort de Henri VIII, et assemblé de nouveau le 4 novembre 1547, commença sa session par des bills en faveur de la réforme religieuse. On rentra peu à peu dans les limites de la monarchie constitutionnelle en abrogeant plusieurs des lois promulguées par Henri, et on abolit du même coup toutes les lois de ce prince relatives à des délits qu'il qualifiait de crimes de haute trahison. Édouard ordonna que la communion serait reçue sous les deux espèces, signe distinctif des églises protestantes; que les évêques seraient formellement nommés par le roi, au nom duquel devaient se faire toutes les procédures des cours ecclésiastiques. On rapporta les statuts contre les lollards et tous les actes en matière de religion portés sous le règne de Henri VIII, à l'exception de celui relatif à la suprématie du pape.

Dans la session suivante, on établit l'uniformité du culte, et on arrêta la liturgie qui, après avoir subi divers changements sous Élisabeth, sous Jacques Ier

et sous Charles II, devint à peu de chose près celle d'aujourd'hui. On fit pour l'observation des jours de jeûne et du carême, un statut dont l'infraction entraîna la peine de dix shillings d'amende et de dix jours d'emprisonnement. Cette loi fut immédiatement suivie d'une autre qui abolit le célibat des prêtres. Le divorce fut permis pour cause d'adultère, avec liberté à la partie innocente de se remarier; mais la sentence d'une cour fut déclarée nécessaire pour la dissolution du mariage.

Bien que la régence se montrât constamment douce et tolérante, un grand nombre de rassemblements tumultueux nécessitèrent une nouvelle loi qu'on appela *riot-act* (loi des émeutes). La révolte fermentait sourdement. Le protestantisme avait mené de l'examen des choses religieuses à celui des choses politiques. Un grand nombre de réformes furent tentées dans l'administration, et le peuple se souleva contre elles comme il s'était soulevé contre les réformes religieuses.

Bientôt on entreprit contre l'Écosse une guerre injuste, où il ne s'agissait de rien moins que de réunir ce royaume à l'Angleterre. Le protecteur s'était mis lui-même à la tête de l'armée, quand des cabales soulevées contre lui dans le conseil l'obligèrent à revenir en Angleterre.

Sommerset faiblit; il enhardit ainsi les rebelles, et des émeutes qui éclatèrent dans différents comtés à la fois firent craindre une insurrection générale. Plusieurs troupes de révoltés, soulevées au nom du catholicisme, se rallièrent autour de la princesse Marie, catholique zélée, qui, pourtant, ne semble pas avoir songé à la couronne du vivant de son frère.

La plupart des grands détestaient Sommerset, et ses collègues au conseil de régence, jaloux de son autorité, désiraient ardemment sa chute. Circonvenu par

eux, le jeune roi retira à Sommerset les pouvoirs qu'il lui avait accordés, et le lord-protecteur fut conduit prisonnier à la Tour. On lui fit son procès, et il n'obtint sa liberté qu'en payant une énorme amende qui fut suivie de la confiscation de tous ses biens meubles et de la perte de ses places. Sommerset fut remplacé, dans l'exercice de la suprême puissance, par lord Warwick, qui lui permit de reprendre sa place dans le conseil. Cette apparence de retour de faveur fut le signal de la perte de Sommerset, qui, le 17 octobre 1551, fut de nouveau conduit à la Tour avec la duchesse son épouse. Mis en jugement et accusé de haute trahison et de félonie, il fut acquitté sur le premier chef, ce qui ne l'empêcha pas d'avoir la tête tranchée, comme félon, à Tower-Hill, le 22 janvier 1552.

Des ordonnances défendirent la célébration de la messe, et la princesse Marie ne fut pas elle-même à l'abri des persécutions qu'on exerça contre les catholiques; mais on doit bien remarquer qu'alors la tolérance étant regardée comme une faiblesse condamnable, le gouvernement d'Édouard ne fut coupable que d'une erreur commune à tout son siècle.

A partir du règne de Henri VIII, et jusqu'à celui de Guillaume III, le protestantisme et le catholicisme, aux prises sur le sol anglais, s'y livrent une guerre à mort. Durant cette période, il devient fort difficile d'asseoir un jugement sur les personnages historiques, car les auteurs, contemporains ou autres, les jugeant de leur point de vue, s'attachent non à trouver la vérité, mais à émettre des arguments en faveur de la religion à laquelle ils sont attachés; et trop souvent ils faussent les faits pour arriver à ce résultat. Presque tous protestants, la plupart des écrivains anglais doivent être consultés avec une défiance infinie en ce qui concerne ce laps de deux siècles environ.

L'an 1552, on commença à concevoir des inquiétudes sur la santé du jeune roi. Les plus habiles médecins furent appelés, ils désespèrent de sauver sa vie, et les protestants, qui craignaient de se voir gouvernés par la catholique Marie, songèrent à assurer à Édouard un successeur protestant.

D'après le principe du droit héréditaire, la couronne devait appartenir d'abord aux descendants de Henri VIII, ensuite à ceux de Marguerite Tudor, reine d'Écosse, et enfin à ceux de Marie Tudor, reine de France. Sous tous les rapports, les droits d'Édouard étaient incontestables; mais Marie et Élisabeth pouvaient être considérées comme exclues du trône par l'annulation successive des mariages de Henri avec Catherine d'Aragon et Anne Boleyn. De plus, Henri VIII avait jadis désigné, pour succéder à Édouard dans le cas où celui-ci mourrait sans postérité, les enfants de sa sœur Marie, qui, après la mort de Louis XII, avait épousé le duc de Suffolk. Cette dernière disposition, qu'il avait depuis révoquée, donnait la couronne d'Angleterre à Jane Grey, petite-fille de la princesse Marie. Jane, qui avait été élevée avec Édouard, fut appelée par lui à lui succéder. Quand le testament du jeune roi fut signé, les protestants crurent n'avoir plus rien à appréhender de l'avenir; et ce fut avec regret, mais sans terreur, qu'ils virent mourir ce prince le 6 juillet 1553, à l'âge de 16 ans. La maladie qui l'enleva fut une phthisie pulmonaire; cependant, on accusa vaguement l'ambitieux duc de Northumberland de l'avoir fait empoisonner après s'être assuré la couronne pour la femme de son fils. Ce qui est certain, c'est que le duc cacha la mort du roi, afin d'avoir le temps de prendre les mesures nécessaires à l'exécution de son testament.

Mariée depuis peu de temps à Guilford Dudley, fils de Northumberland, Jane était loin de désirer les

honneurs auxquels elle se voyait appelée. C'était une femme religieuse, douce, bonne, fort adonnée à l'étude, chez laquelle les pensées ambitieuses trouvaient peu de place. Lorsqu'elle apprit la nouvelle de la mort d'Édouard et celle de son élévation au trône, elle perdit connaissance, et parut aussi affectée de l'une que de l'autre; quand elle revint à elle, elle fit valoir, d'une manière simple et naturelle, la préférence qu'on devait accorder aux deux princesses Marie et Élisabeth. Enfin on eut grand'peine à lui faire accepter la couronne que lui léguait son parent, et ce fut presque malgré elle que Jane Grey fut proclamée reine deux jours après la mort d'Édouard.

Marie fut proclamée reine en même temps que Jane, et les Anglais se rangèrent bientôt sous l'une ou l'autre bannière, selon la religion qu'ils professaient; mais le plus grand nombre passa du côté de Marie. On en vint aux mains, et les partisans de celle-ci s'emparèrent de la Tour. Jane Grey s'échappa pour rentrer au monastère de Sion, sa retraite chérie, après un règne de dix jours. Au moment de sa chute, son père, le duc de Suffolk, l'ayant exhortée à quitter la royauté avec courage, elle lui répondit : « Cet ordre m'est plus agréable que celui qui m'a « forcée contre ma volonté à m'élever à un rang « auquel je n'ai point de droits, et pour lequel je ne « me sens pas née. Je me suis fait violence pour vous « obéir ainsi qu'à ma mère; aujourd'hui j'agis libre- « ment, et c'est de mon propre gré que je renonce à « la royauté. »

Marie fit son entrée à Londres le 3 août 1553, accompagnée de sa sœur Élisabeth. La première mesure de son gouvernement fut la mise en liberté des personnes de son parti, et de quelques autres prisonniers détenus à la Tour; après quoi le duc de Northumberland fut mis en jugement avec quelques seigneurs

accusés de haute trahison. Tous furent condamnés à mort, et exécutés le 22 août de la même année. Les évêques catholiques furent rétablis dans leurs siéges, et plusieurs prélats protestants, parmi lesquels on doit citer Cranmer, archevêque de Canterbury, furent envoyés à la Tour en attendant leur jugement.

Cependant, Marie adressa au peuple anglais une proclamation dans laquelle elle déclara qu'elle ne pouvait cacher sa religion, mais qu'elle n'avait dessein de contraindre aucun de ses sujets à s'y conformer, jusqu'à ce que, d'un consentement commun, on donnât d'autres ordres à ce sujet. Un parlement déclara la validité du premier mariage de Henri VIII, et le testament de ce roi fut annulé en ce qui regardait la succession au trône. On révoqua aussi les lois religieuses d'Édouard VI, et il fut ordonné qu'on pratiquerait le service divin usité en Angleterre pendant la dernière année du règne de Henri VIII. Tout cela n'était qu'une préparation à la réunion complète avec Rome, qui devait avoir lieu plus tard.

Les catholiques désiraient ardemment voir Marie contracter une union qui éloignât du trône la protestante Élisabeth ; on chercha longtemps un époux pour la reine, et son choix se porta sur son cousin Philippe, infant d'Espagne, fils de Charles V, et son héritier présomptif. Cette alliance était un pas décisif vers l'Église romaine ; aussi apporta-t-on la plus grande prudence dans les négociations qui la précédèrent, afin de ne pas indisposer la partie protestante de la nation. Cependant le bruit du mariage projeté s'étant répandu, la chambre des communes présenta à la reine une adresse dans laquelle elle la priait de préférer pour époux un Anglais à un étranger. Marie, irritée, répondit d'une manière hautaine ; et, peu de temps après, elle épousa Philippe, au grand mécontentement de la plupart de ses sujets. Il s'ensuivit une révolte, dont les

chefs furent sir Thomas Wyatt, le duc de Suffolk et sir Peter Carew. Les conspirateurs, auxquels le roi de France avait promis des secours, devaient retarder l'insurrection jusqu'à l'arrivée de Philippe. Leurs projets ayant été découverts, ils prirent les armes trois mois plus tôt qu'ils n'avaient résolu de le faire. Pendant quelque temps, ils marchèrent de succès en succès, et une partie des troupes royales se débanda et passa de leur côté; mais, après avoir combattu dans les provinces, les insurgés furent défaits à Londres, où Wyatt fut fait prisonnier.

Pendant cette insurrection, Jane Grey et son époux furent jugés et déclarés coupables de haute trahison. Le 12 novembre 1553, lord Guilford fut exécuté à Tower-Hill. Des fenêtres de sa prison, sa malheureuse femme le vit passer la porte de la Tour pour se rendre à l'échafaud, et elle vit également rapporter son cadavre ensanglanté. Le 12 février 1554, Jane monta sur l'échafaud avec un courage stoïque. Avant de mourir, elle écrivit à son père et à sa sœur des lettres admirables de calme et d'élévation d'âme. Jane avait à peine dix-sept ans. Peu de temps après, on exécuta aussi le lord Suffolk et Wyatt.

La bonne intelligence n'avait pas duré longtemps entre Marie et Élisabeth; la dernière avait obtenu avec peine la permission de se retirer dans sa maison d'Ashridge, dont sa sœur la fit arracher après la défaite des révoltés. Une partie du conseil insista sur la nécessité de faire mourir cette jeune princesse, dont le seul crime était de professer une religion différente de celle de la reine. Conduite prisonnière à la Tour, Élisabeth fut interrogée sur une conspiration où elle n'avait trempé en aucune façon, puis confinée au château de Woodstock, sous la garde de sir Henri Bedington, qui se montra geôlier sévère.

Peu de temps après le mariage de Marie avec Phi-

lippe, on assembla un parlement qui fut chargé de rétablir la religion catholique, et l'Angleterre fut solennellement réconciliée avec le saint-siége, dont Marie reconnut la suprématie.

La situation d'Élisabeth devenait plus difficile de jour en jour : sa sœur, désespérée de n'avoir pas d'enfants, voulait l'exclure de sa succession, et si les protestants tournaient les yeux vers elle, les catholiques lui opposaient la jeune princesse d'Écosse, Marie Stuart qu'on avait un moment songé à marier au roi Édouard, et qui avait été envoyée en France, où elle avait épousé le dauphin François II.

L'histoire des persécutions religieuses forme presque toute celle du règne de Marie, qui remit en vigueur les statuts de Richard II, de Henri IV et de Henri V contre les hérétiques.

Le 28 janvier 1555, une commission s'assembla pour juger les protestants. Hooper, évêque de Glocester, et Rogers, ecclésiastique du comté d'Essex, furent ses premières victimes.

Les bornes de cet ouvrage ne nous permettant pas de faire mention des nombreuses exécutions qui suivirent celles d'Hooper et de Rogers, nous nous bornerons à citer encore celle du premier patriarche de l'Église protestante d'Angleterre, Cranmer. Il croyait avoir désarmé Marie par des demandes de pardon, lorsque, sans avertissement, on se saisit de lui et on le livra aux flammes. Au moment de mourir, il adressa ces paroles à ceux qui assistaient à son supplice : « Ce qui trouble « ma conscience plus que toute autre chose que j'aie « pu dire ou faire dans le cours de ma vie, c'est d'avoir « publié des écrits contraires à la vérité. Je les rétracte « et les désavoue en ce moment, comme ayant été « tracés par ma main, par crainte de la mort, et pour « sauver ma vie s'il était possible. Ce désaveu com- « prend tout ce que j'ai écrit et signé depuis ma dégra-

« dation, attendu qu'il s'y trouve beaucoup de choses « fausses. Et parce que ma main a péché en écrivant ce « qui n'était pas dicté par mon cœur, je la brûlerai la « première quand je serai livré aux flammes. » Cranmer ne démentit plus cette fermeté, et mourut avec le plus grand courage.

Des prélats catholiques exercèrent leur influence avec succès pour empêcher l'effusion du sang dans neuf évêchés et pour y mettre des bornes dans cinq autres; cependant le total des victimes de cette persécution, qui dura trois ans et demi, peut être évalué à quatre cents environ, parmi lesquelles on compte soixante femmes et quarante enfants.

L'an 1555, Philippe succéda sur le trône d'Espagne à son père Charles-Quint, qui se retira au monastère de Saint-Just. A partir de ce moment, Marie régna seule, et l'Angleterre ne dut plus, aux inspirations de Philippe, qu'une guerre injuste contre la France. Cette expédition fut commencée avec vigueur par les armées combinées d'Espagne et d'Angleterre, sous le commandement de Philibert, duc de Savoie, le général le plus renommé de son temps. Le fait le plus important de cette guerre est la célèbre bataille de Saint-Quentin, livrée le 10 août 1557, et dans laquelle les Français furent défaits. A la nouvelle de ce désastre, le roi de France assembla une armée qui, sous les ordres du duc de Guise, se disposa à venger la défaite de Saint-Quentin, et à enlever aux Anglais la possession de Calais, seule place qu'ils conservassent en France. Le duc de Guise se rendit maître des avant-postes, et bientôt il vit la citadelle évacuée par la garnison anglaise, qui, ayant placé plusieurs barils de poudre sous le château, espérait le faire sauter. Mais l'humidité s'étant communiquée aux poudres, le projet des Anglais échoua, et ils furent obligés d'accepter une honteuse capitulation.

La perte de la dernière place que les Anglais possédassent en France fut pour Marie un sujet de profonde douleur ; et, lorsque, peu de temps après, elle se vit près de mourir, elle disait à ceux qui l'entouraient : « Si vous ouvrez mon corps, vous trouverez « le mot *Calais* écrit sur mon cœur. »

Marie expira à Londres le 17 novembre 1558, à l'âge de quarante-trois ans, dont elle en avait régné six. Les malheurs de sa jeunesse aigrirent son caractère naturellement âpre et sauvage, et sans doute aidés du sombre fanatisme d'un époux qu'elle aima de la plus vive tendresse, ils la conduisirent aux actes sanguinaires dont son règne présente le triste spectacle.

CHAPITRE III.

Élisabeth. — William Cecil. — Le protestantisme est déclaré religion de l'État à l'exclusion des autres cultes. — Paix avec la France et l'Écosse. — Prétendants à la main d'Élisabeth. — Guerre en France. — Affaires d'Écosse. — Captivité de Marie Stuart. — Mort de Norfolk et de Northumberland. — Mort de Marie Stuart. — Élisabeth soutient les protestants de France et des Pays-Bas. — Voyage de Drake. — L'invincible Armada. — Le comte d'Essex. — Mort d'Élisabeth.

De 1558 *à* 1603.

Le règne d'Élisabeth est, sans contredit, l'une des plus brillantes périodes de l'histoire d'Angleterre. Heureusement douée des qualités qui forment les grands princes, cette femme extraordinaire sut faire tourner au profit de son esprit et de son caractère les adversités de sa jeunesse. Cependant, on peut dire que s'il exista jamais une personne dont la conduite parût alternativement gouvernée par deux âmes diffé-

rentes, ce fut certainement cette princesse. Douée d'une sagesse, d'une magnanimité, d'un courage, qui la plaçaient au-dessus de presque tous les monarques ses contemporains, on la vit à de certains moments, soumise à de funestes influences, tombant au dessous de la faiblesse et des misères de la femme, se laisser dominer par de viles et misérables passions.

Quelque opinion que, selon la religion à laquelle ils se rattachaient, les divers partis qui s'agitaient en Angleterre conservassent sur la légitimité de la naissance d'Élisabeth, le parlement la déclara reine le 17 novembre 1558, et les paroles des hérauts chargés d'annoncer son élection au peuple furent reçues avec des acclamations de joie.

Élisabeth apprit cette nouvelle dans la résidence d'Hatfield, que sa sœur lui avait assignée pour prison. Son premier mouvement fut de se jeter à genoux en prononçant ce verset de l'Écriture : « C'est l'œuvre du Seigneur, et elle est merveilleuse à nos yeux ! » et, le même jour, elle s'occupa d'affaires d'État.

Quelques amis lui avaient été fidèles dans le malheur, et parmi eux on doit citer sir William Cecil, qui fut nommé secrétaire d'État, et dont elle suivit les avis pour la nomination de son conseil. Cecil était un homme habile ; il avait été secrétaire d'Édouard VI, et une partie de la bonne administration qui distingue le règne d'Élisabeth doit lui être attribuée. Il est plus connu dans l'histoire sous le titre de lord Burleigh que lui conféra sa souveraine ; nous le lui donnerons dans notre récit. On conserva les plus habiles des conseillers catholiques de Marie, et on leur adjoignit huit nouveaux collègues qui furent choisis dans les rangs des protestants.

Lorsqu'elle monta sur le trône, Élisabeth avait seulement 25 ans. Dans la solitude, son âme s'était élevée par la méditation, son esprit s'était nourri des plus fortes

études. Histoire, philosophie, politique, éloquence, poésie, musique, rien ne lui était resté étranger. Le grec, le latin, le français, l'italien lui étaient aussi familiers que l'anglais, et elle avait une teinture de plusieurs autres langues. A toutes ces qualités de l'esprit, elle joignait un extérieur agréable et majestueux, et une beauté remarquable. Cette fatale beauté doit être remarquée par l'historien, car la vanité qu'elle inspirait à la reine eut une immense influence sur toute sa vie.

Élisabeth était protestante. Après quelques précautions, elle déclara publiquement sa religion destinée à devenir la religion de l'État. Un parlement fut convoqué à l'effet de régler les choses du culte. L'Angleterre passa de nouveau du catholicisme à la réforme, non à la réforme de Luther, mais à une sorte de moyen terme entre les deux religions, qui est ce qu'on nomme la religion anglicane ou épiscopale. On fit revivre la plupart des actes de Henri VIII contre l'autorité du pape, et l'on y ajouta ceux d'Édouard VI en faveur du culte réformé. Enfin on abolit l'usage public du catholicisme et de tous les cultes dissidents. Ajoutons que toutes ces réformes se firent graduellement, sans violence, et que d'abord Élisabeth s'abstint de prendre le titre de *chef de l'Église*, qui eût pu paraître inconvenant dans une femme. Les prêtres et les évêques catholiques furent traités avec douceur, et un seul, Bonner, fut mis en prison. Mais celui-là s'était montré, sous Marie, le plus cruel des persécuteurs de la réforme, et la haine publique, qui l'accusait de la plupart des sanglantes exécutions du règne de Marie, trouva trop doux le châtiment qui lui était infligé. Les dix premières années du règne d'Élisabeth donnèrent l'exemple d'une tolérance qui était bien loin des habitudes de son siècle. Cette tolérance le catholique Thomas Morus l'avait prêchée dans ses écrits

et l'intelligente Élisabeth était digne de la comprendre et de la mettre en pratique. Nous verrons plus tard comment de fatales passions ramenèrent en Angleterre les bûchers et les échafauds.

Lorsqu'elle eut réglé à l'intérieur les choses de religion, Élisabeth songea à s'assurer la paix au dehors, c'est-à-dire, avec la France et avec l'Écosse. D'abord la reine d'Angleterre demanda la restitution de Calais; et comme on ne put l'obtenir, il fut arrêté que le roi de France en conserverait la possession pendant huit années. A l'expiration de ce délai elle devait être rendue à Élisabeth, à laquelle, en cas de non-exécution du traité, on payerait un dédit de 500,000 couronnes (8,000,000 environ). Il était évident que Calais ne serait jamais rendue, et cet article n'était qu'une satisfaction donnée aux préjugés toujours persistants des Anglais contre la France. La paix avec l'Écosse, qui fut conclue par le même traité, signé à Cateau-Cambrésis (1559), n'empêcha pas le ministre Cecil de fomenter la révolte au sein de ce dernier royaume, qu'il désirait réunir à l'Angleterre.

La couronne d'Écosse était désormais sur la tête d'une jeune femme de dix-huit ans, Marie Stuart, à jamais célèbre par ses malheurs et sa beauté. Marie avait été dauphine, puis reine de France. Henri II et ses oncles maternels, les ambitieux Guise, lui avaient imprudemment fait prendre le titre de reine d'Angleterre. Marie était catholique, les catholiques anglais l'opposaient à la reine; et lorsque des jalousies de femme vinrent se mêler à ces motifs d'irritation, on put prédire la perte de la plus faible des deux rivales.

La nation anglaise désirait vivement le mariage de sa reine, à laquelle le parlement adressa plusieurs requêtes à ce sujet; mais la fière Élisabeth redoutait de se donner un maître, et si elle ne refusa pas formel-

lement de se soumettre aux désirs de la nation, ses réponses furent toujours évasives.

De bonne heure elle marqua sa prédilection pour le célibat. On l'entendit dire : « Je veux qu'il n'y ait ici qu'une maîtresse, et point de maître. » Mais avec circonspection, avec coquetterie peut-être, elle évita toute sa vie de renoncer positivement ou du moins officiellement au mariage ; elle répondit à différentes adresses par lesquelles le parlement l'engageait à se marier : « Depuis que j'ai atteint l'âge de discrétion, j'ai eu le bonheur de donner la préférence au genre de vie que je mène à présent ; cependant, dans une pareille affaire, je ne prendrai jamais aucune détermination qui puisse être préjudiciable au royaume. Pourtant, je désirais qu'on gravât sur ma tombe : « *Ici repose Élisabeth qui vécut et mourut vierge.* » Plus tard elle répond à une semblable adresse : « Si l'on s'imagine que je n'ai jamais songé au mariage, on se trompe ; il est possible que par la suite je m'y détermine, et surtout à cause de votre demande. » Toutes les adresses du parlement, soit à ce sujet, soit pour l'engager à régler l'ordre de succession, n'obtinrent jamais d'elle que de semblables réponses dilatoires, et il en fut de même pour tous les prétendants qui recherchèrent sa main.

Le premier de tous fut Philippe II, roi d'Espagne, veuf de la reine Marie ; après lui vint le duc d'Anjou, qui fut depuis Henri III, roi de France ; puis Charles d'Autriche, fils de l'empereur Ferdinand ; le roi de Suède, Éric ; Adolphe, duc de Holstein ; le comte d'Arran, dont le père était héritier présomptif de la couronne d'Écosse, et le duc d'Alençon.

Ce ne furent pas seulement les princes étrangers qui prétendirent à la main d'Élisabeth, quelques Anglais osèrent élever les yeux jusqu'à leur souveraine. Le premier de tous fut William Pickering, et

le plus fameux fut Robert Dudley, plus connu sous le nom de comte de Leicester. Devenu favori de la reine, il eut sur elle une puissante influence, et commença la liste des favoris dont le dernier fut le malheureux Essex.

Mais toutes ces misérables intrigues, dans lesquelles la coquetterie féminine fut égalée et peut-être surpassée par la bassesse de vulgaires ambitieux, doivent céder la place à des tableaux plus dignes de l'histoire, où il ne s'agit plus de vanités mesquines et personnelles, mais bien des intérêts des peuples et de ceux de la religion.

La sûreté du gouvernement d'Élisabeth dépendait de l'établissement du protestantisme en Angleterre, et le protestantisme ne pouvait avoir dans ce pays qu'une existence précaire, s'il était opprimé et détruit dans les contrées voisines. On le voit donc, l'appui qu'Élisabeth prêta aux calvinistes de France et aux presbytériens d'Écosse, comme nous le verrons plus au long dans le chapitre où nous traiterons particulièrement de l'histoire de ce pays, n'était, à proprement parler, qu'une précaution de sûreté personnelle, et coïncidait parfaitement avec les mesures qu'elle prenait dans le parlement.

Les Français étaient alors divisés en catholiques et en protestants, et les derniers avaient su se rendre redoutables, bien qu'ils ne formassent que la centième partie de la population.

Élisabeth, alliée du roi Charles IX par le traité de Cateau-Cambrésis, soutint en secret les protestants rebelles, auxquels elle promit 100,000 couronnes, et envoya un renfort de six mille soldats, en stipulant qu'on lui remettrait le Havre comme caution de l'argent qu'elle promettait, et de la restitution de Calais. Le Havre fut effectivement remis par le prince de Condé à la reine d'Angleterre (1562). Il resta

trois années entre les mains de cette princesse, à laquelle il fut enlevé par les armes du duc de Montmorency, assisté du même prince de Condé, désormais réconcilié avec le roi de France. La partie du traité relative à Calais ne fut jamais exécutée.

Rouen fut également remis aux Anglais; mais ils ne gardèrent que peu de temps cette ville, dont l'armée française, commandée par le duc de Guise, vint faire le siége. Les Anglais furent obligés de capituler. Une foule de combats suivirent, et dans tous ces combats les troupes anglaises servirent d'auxiliaires aux rebelles français.

Pour fournir aux protestants de France l'argent qu'elle leur avait promis, la reine d'Angleterre fut obligée d'assembler un parlement qui, après lui avoir accordé des subsides, promulgua une loi portant les peines les plus graves contre les catholiques. Une assemblée ecclésiastique, qui fut convoquée dans le même temps, eut mission de rédiger le symbole de croyance nationale, dont le corps de doctrines rédigé par Cranmer et publié sous le règne d'Édouard VI forma la base.

Peu de temps après la reddition du Havre, Élisabeth conclut un traité de paix avec la France, et le duc d'Anjou, âgé de quatorze ans seulement, fut proposé comme époux à la reine d'Angleterre qui avait plus du double de son âge. Cette proposition, à laquelle on revint plusieurs fois, n'eut aucune suite.

Cependant la reine d'Écosse, mariée à Henri Darnley, venait de donner le jour à un fils (1568), et la jalouse Élisabeth, qui accepta d'être marraine de cet enfant, sentit amèrement l'infériorité que cette circonstance lui donnait vis-à-vis de sa rivale. On dit qu'en apprenant cette nouvelle elle s'écria : « Voilà que la reine d'Écosse vient de mettre au monde un beau garçon, et moi je suis un arbre stérile! » Peut-être

eut-elle à cette heure le désir d'avoir elle-même un fils; mais l'impatience du parlement, qui insista d'une manière véritablement inconvenante pour qu'elle se mariât ou désignât son successeur, vint la confirmer plus fortement que jamais dans ses idées de célibat et de liberté.

Le mécontentement de la nation éclata, les obligations de la reine furent discutées avec une liberté d'expression qui alarma la cour et les partisans du pouvoir absolu. Le manque d'argent forçant Élisabeth à convoquer un parlement, la chambre des communes refusa de voter aucun subside avant que la reine eût déclaré sa volonté de se marier ou désigné son successeur. Élisabeth était révoltée de se voir ainsi faire la loi; mais, comme les chambres tenaient bon, elle employa le moyen dilatoire de promettre qu'elle se choisirait un époux, après quoi le subside fut voté et le parlement dissous.

De terribles événements qui se passaient en Écosse, et dont le récit détaillé trouvera naturellement place ailleurs, devaient attirer et attiraient en réalité toute l'attention de la reine d'Angleterre, dont les agents fomentaient la discorde dans un royaume qu'elle convoitait.

Darnley, époux de la reine d'Écosse, périt de mort violente par l'explosion d'une mine creusée sous une maison qu'il habitait; et, comme le meurtre fut commis par des seigneurs amis de Marie, parmi lesquels se trouvait le comte Bothwell, qu'elle épousa trois mois après, la malheureuse reine fut accusée d'avoir consenti à la mort de son époux. Les lords écossais se révoltèrent contre Marie, ils l'arrêtèrent, et bientôt elle fut envoyée prisonnière au château de Lochleven. Le lord Murray, son frère naturel, qui était à la tête du parti protestant, fut nommé régent du royaume, pour le fils mineur de Marie et de Darnley.

Quoique depuis longtemps Élisabeth fît secrètement cause commune avec le parti vainqueur, elle manifesta alors un vif ressentiment de l'outrage fait à Marie, outrage qui, suivant elle, atteignit toutes les têtes couronnées. Elle envoya un ambassadeur en Écosse pour exiger la mise en liberté de la reine; mais lorsque cette malheureuse princesse, forcée de signer elle-même son abdication, chercha un refuge dans les États de celle qui s'intitulait *sa bonne sœur*, elle y trouva une dure prison qui ne devait avoir d'autre terme que l'échafaud.

D'abord la reine d'Angleterre parut assez bien disposée en faveur de la malheureuse qui s'en remettait à sa générosité, quoiqu'elle refusât de la voir avant que celle-ci fût justifiée des crimes dont on l'accusait; mais Marie déclinant la compétence du conseil auquel il lui fut ordonné de présenter son apologie, Élisabeth déclara qu'elle ne pouvait se mêler en rien de cette affaire. Cependant les lords ennemis de la reine d'Écosse furent reçus favorablement, et, au mépris du droit des gens, celle qui était venue chercher avec confiance un asile en Angleterre fut faite prisonnière, et traitée, non en reine, mais en criminelle.

La captivité de la reine catholique d'Écosse laissait en des mains amies, celles du protestant Murray, la puissance souveraine de ce pays. C'était une importante victoire pour Élisabeth, qui ne se dissimulait pas que l'Écosse catholique ôtait à l'Angleterre tous les avantages de sa position insulaire, dans la grande guerre que se livraient alors les deux communions chrétiennes.

A dater de la captivité de Marie Stuart (1569), Élisabeth abandonna la voie de tolérance religieuse qu'elle avait jusque là suivie. Les complots catholiques, dont la reine prisonnière fut le prétexte, ne contribuèrent pas peu, sans doute, aux déplorables

et fanatiques rigueurs qui depuis lors souillèrent son règne. La reine d'Angleterre commença par donner aux membres de l'ancienne religion une marque de son déplaisir, en excluant de la cour tous les catholiques, qui se virent également repoussés du barreau. Bientôt on poursuivit rigoureusement les personnes accusées d'avoir exercé publiquement le culte proscrit. Les protestants dissidents, particulièrement les anabaptistes, les calvinistes et les puritains, dont les doctrines égalitaires et républicaines effarouchaient la despotique Élisabeth, furent également persécutés, par cette raison peut-être, que prévoyant la lutte à mort qui allait s'engager entre les deux communions, elle visait à l'unité de doctrine, chimère irréalisable dans le camp protestant.

D'abord la persécution se borna à des emprisonnements de peu de durée, et depuis dix années, le sang anglais n'avait coulé ni sur l'échafaud, ni sur le champ de bataille, soit dans une guerre politique, soit dans une guerre religieuse, lorsque éclata, en 1569, une révolte à la fois civile et religieuse.

Les comtes de Northumberland et de Westmoreland, les plus puissants et les plus indépendants de tous les barons d'Angleterre, se soulevèrent au nom du catholicisme opprimé. En apprenant cette nouvelle, Élisabeth qui savait que le pape tenait prête une bulle d'excommunication, que l'Espagne allait armer contre elle, et que la France songait à faire sortir de prison la reine d'Écosse, pour la mettre sur le trône d'Angleterre, ne perdit pas courage. Elle somma les seigneurs rebelles de se rendre à sa cour, en vertu de leur serment d'allégeance. Ceux-ci refusèrent, et à la tête de 9,000 hommes, se mirent en marche, faisant porter devant eux des emblèmes catholiques. Arrivés près d'York, ils y rencontrèrent une armée royale conduite par le comte de Sussex. Reculant alors, ils

furent poursuivis jusqu'aux frontières d'Écosse, où l'armée catholique fut abandonnée lâchement par ses chefs Northumberland et Westmoreland, qui se réfugièrent en Écosse.

Soixante-six catholiques furent exécutés en un seul jour à Durham, et des exécutions semblables eurent lieu sur divers points du royaume. Northumberland trouva une prison au lieu de l'asile qu'il avait été chercher en Écosse, et après une longue captivité il fut livré au gouvernement anglais, et exécuté à York. Westmoreland, après avoir échappé à bien des embûches, alla mourir en Flandre, à la tête d'un régiment espagnol.

Mais ces actes de rigueur ne découragèrent pas les seigneurs catholiques, et l'année qui suivit cette défaite, Léonard Dacres, à la tête d'environ trois mille hommes, attaqua l'armée royale qui restait campée près des frontières d'Écosse. Le parti catholique, qui semblait fatalement destiné à être toujours vaincu en Angleterre, le fut encore cette fois. Léonard Dacres se réfugia en Écosse, comme l'avaient fait Westmoreland et Northumberland; et de nouvelles exécutions ramenèrent momentanément la tranquillité. Tous ces mouvements catholiques se faisaient, au nom de la reine d'Écosse, qui sans doute en ignora une bonne partie. Elle fut ainsi mise en avant et compromise par d'imprudents amis, qui, en prétendant la sauver, ne faisaient que hâter sa perte. Elisabeth s'habitua à regarder sa prisonnière comme une dangereuse rivale, et peu à peu sa haine s'envenima de façon à ne pouvoir plus être apaisée que par la mort de celle qu'elle redoutait. La reine captive était douée des charmes les plus séduisants, et c'est à eux qu'on doit attribuer la plus grande partie des conspirations qui se succédèrent, dans le but de lui rendre la couronne et la liberté. Elle avait dans le conseil et dans le parlement

des ennemis puissants, dont le plus redoutable était peut-être le lord Burleigh. Ils poursuivirent sa mort avec acharnement.

La trahison du duc de Norfolk, fils de l'illustre poëte Surrey, vint augmenter la haine d'Élisabeth. Séduit par l'espoir d'un mariage avec la reine d'Écosse, captivé peut-être par le charme irrésistible auquel nul n'échappait, Norfolk trahit véritablement la reine d'Angleterre pour Marie, dans une mission dont la première l'avait chargé. Prisonnier pendant quelques mois, il reçut sa grâce sous cette condition, de ne jamais songer à se marier sans la permission d'Élisabeth. Accusé de nouveau de trahison un an après son élargissement, il fut mis en jugement. On prouva facilement qu'il avait entretenu des relations avec des ennemis de l'État, soit au dedans, soit au dehors de l'Angleterre. Après avoir révoqué deux fois la sentence qui le condamnait à mort, Élisabeth la signa enfin, et le 8 juin 1572 le malheureux Norfolk monta sur l'échafaud, où par sa mort coula le premier sang noble qui eût été versé sous la fille de Henri VIII.

Après cette exécution, le sort de la reine d'Écosse s'aggrava de jour en jour. On diminua le nombre de ses domestiques, on réduisit la dépense de sa table, aucun étranger ne put être admis en sa présence sans une permission d'Élisabeth, et sa correspondance fut interceptée. Ces douleurs, jointes à la privation d'air et d'exercice, détruisaient la santé de la royale prisonnière, sans que rien pût diminuer, d'un côté, les craintes de la reine d'Angleterre, de l'autre, les espérances des partisans de la reine d'Écosse, qui formaient chaque jour de nouveaux plans pour sa délivrance.

Un parlement qui s'assembla en 1571 fournit le premier exemple remarquable d'une vigoureuse résistance opposée par la chambre des communes au

pouvoir envahissant de la couronne. La religion, le grand mobile de tous les événements importants de ce siècle, fut le motif de cette résistance. Un puritain, nommé Strickland, fit une motion tendant à réformer les abus qui s'étaient introduits dans la répartition des bénéfices ecclésiastiques. Mandé devant le conseil privé, le vieillard y fut réprimandé. On lui défendit de siéger de nouveau dans la chambre jusqu'à ce qu'il en eût reçu la permission de la reine, permission que celle-ci eut la prudence d'accorder en apprenant que la chambre avait fermement résolu d'exiger son retour. Ce parlement discuta longuement une véritable réforme parlementaire, par laquelle, selon un auteur contemporain, « on voulait que des hommes de « tous les états et de tous les rangs arrivassent dans la « chambre des communes, et fussent choisis librement, « afin qu'on ne manquât pas d'hommes savants et en « état d'énoncer leur opinion. »

Nous avons tâché jusqu'ici de suivre pas à pas la marche d'Élisabeth. Nous allons voir de plus en plus grandir son énergie et sa politique ; mais nous allons voir aussi le mauvais génie dont nous avons parlé en commençant prendre chaque jour plus de force, et la pousser à des actes déplorables.

La reine d'Angleterre se trouvait en réalité à la tête de l'union protestante en Europe, lorsqu'eût lieu en France l'horrible massacre de la Saint-Barthélemy. A cette époque, Élisabeth était en paix avec Charles IX, avec lequel elle avait conclu un traité d'alliance défensive. Le maréchal de Montmorency était à Londres pour obtenir la ratification solennelle de ce traité, et aussi pour renouer les négociations déjà rompues maintes fois du mariage de la reine avec le duc d'Anjou. Le comte de Lincoln, grand amiral d'Angleterre, était passé en France pour obtenir de Charles IX la même ratification. Par ce traité le roi de France ac-

cordait la paix à ses sujets protestants, et les deux souverains en avaient à peine juré l'observation sur l'Évangile, qu'Élisabeth, qui peut-être en secret poussait à la révolte les huguenots de France, apprit l'affreux massacre du 24 août 1572.

L'impression que cet événement produisit en Angleterre est difficile à concevoir. L'alliance avec la France fut regardée avec horreur. L'ambassadeur de France, de la Motte Fénelon, se rendit à Woodstock avec des lettres de créance de son maître, dont il était chargé d'expliquer la conduite à la reine d'Angleterre. Il trouva celle-ci entourée de toute sa cour, vêtue, comme elle, du deuil le plus rigoureux; chacun s'écarta avec horreur sur son passage; pas un mot, pas un coup d'œil ami ne vint l'encourager pendant qu'il s'avançait vers la reine, entre deux lignes de dames et de seigneurs. Cette sombre contenance ne changea pas quand, selon ses instructions, il dit que Charles avait été dans la nécessité de prévenir, par un massacre, une conspiration tramée par les huguenots, l'amiral à leur tête, contre sa propre vie, celle de la reine-mère et de son frère, ce que Charles IX s'engageait à prouver par une enquête judiciaire. La cour entendit avec dégoût cette justification, que sans doute le noble ambassadeur ne prononça lui-même qu'en rougissant. Quant à Élisabeth, elle l'écouta avec calme, répondit qu'elle espérait que le monarque français produirait la justification promise, que jusque-là elle s'abstenait de le juger. La Motte Fénelon la crut favorablement disposée: il se trompait, ce semble; car Élisabeth reçut ensuite trois lettres du roi de France sans daigner lui répondre.

L'ambassadeur d'Angleterre à Paris avait, il est vrai, depuis la justification présentée par Fénelon, écrit que, « d'après le langage et la conduite de Charles après le massacre, il lui semblait incontestablement prouvé

que la Saint-Barthélemy avait eu lieu par l'ordre du roi de France, quoi qu'en eût pu dire son ambassadeur. » Le peuple d'Angleterre s'était d'ailleurs énergiquement prononcé contre la France. Dans toute la nation s'était répandue une sourde crainte que les catholiques d'Angleterre ne se portassent à de semblables excès; et les politiques parlèrent *de trancher sur-le-champ la tête à la reine d'Écosse*, prisonnière, au nom de laquelle se ralliaient les conspirateurs catholiques. Aussi vainement Marie et son fils négocièrent pour obtenir une liberté qui lui avait été injustement ravie. La méfiance d'Élisabeth et les démarches imprudentes des catholiques ruinèrent les espérances de la malheureuse reine, dont le complot de Babington devait achever la perte.

Cependant la reine de France étant accouchée d'une fille quelques jours après la Saint-Barthélemy, Charles IX invita la reine d'Angleterre à être marraine de cette enfant, et celle-ci, qui à aucun prix ne voulait rompre l'alliance avec la France, accepta cet honneur, et la princesse reçut son nom. Ceci n'empêcha pas Élisabeth de soutenir en secret les protestants révoltés enfermés à la Rochelle. Des quêtes pour leur envoyer des secours furent faites dans les églises d'Angleterre, des particuliers offrirent des dons volontaires, des villes s'imposèrent, trois mille hommes s'enrôlèrent pour aller au secours du protestantisme en France. Lorsque l'ambassadeur de Charles IX se plaignit, la reine lui répondit que non-seulement elle n'était pour rien dans ces choses, mais qu'encore elle les ignorait parfaitement. En même temps, par ses soins, l'évêque de Londres et le comte d'Essex lui présentaient des remontrances sur ce qu'elle regardait de sang-froid la ruine du protestantisme en France et dans les Pays-Bas. Ils la suppliaient de permettre du moins à ses sujets d'aider leurs

co-religionnaires. Elle refusa pour la forme et de manière à ce que les pétitionnaires comprissent parfaitement qu'elle serait charmée qu'ils envoyassent des secours.

En même temps, Élisabeth renouait des négociations de mariage avec un prince français, le duc d'Alençon, le dernier des fils de Catherine de Médicis. Ce projet de mariage traînait en des longueurs interminables, lorsqu'en 1582, le prince à peine âgé de vingt-huit ans vint visiter la reine d'Angleterre, qui en avait près de cinquante; et rien ne peut excuser ou même expliquer l'extravagante coquetterie qu'elle déploya avec lui. Après avoir donné à son jeune fiancé les marques de l'amour le plus insensé, tout à coup, au moment où l'on devait le moins s'y attendre, Élisabeth rompit ce mariage, et le duc repartit pour la France, où les regrets de la reine semblèrent le suivre. Ce brusque changement de conduite fut dû, dit-on, à Robert Dudley, comte de Leicester, qui n'avait pu voir ce projet d'union sans trembler pour sa puissance.

Au milieu de toutes ces intrigues, on semblait oublier dans sa prison la malheureuse Marie Stuart. Une bulle de pape, qui déliait de leur serment de fidélité envers le régent les sujets de la reine d'Écosse, vint redonner courage au parti catholique. Des fanatiques conspirèrent contre la vie de la reine d'Angleterre, et les persécutions religieuses, qui recommencèrent avec fureur, eurent un prétexte sinon une excuse, puisqu'il ne peut jamais y en avoir à la persécution. La conspiration de Babington, dans laquelle il ne s'agissait pas seulement de rendre la liberté à Marie, mais bien d'assassiner Élisabeth, amena la mort de la reine prisonnière. Burleigh tenait les fils de la conspiration; il n'essaya pas de l'étouffer à sa naissance, comme il lui aurait été facile de le faire; il voulut que le complot devînt évident aussi bien qu'impardonnable, et

lorsqu'il fut découvert, les conjurés furent arrêtés et punis de mort au nombre de quatorze.

Les conspirateurs, dont le but principal était le rétablissement de la religion catholique, avaient écrit à la reine captive, mais il n'a jamais été prouvé qu'elle les eût encouragés. On n'en saisit pas moins cette occasion de la perdre. Une commission fut nommée pour la juger, et les commissaires se rendirent au château de Fotheringay, prison de la malheureuse Marie. Elle refusa d'abord de reconnaître leur autorité, mais consentit enfin à se défendre.

Le procès qu'on intentait à Marie reposait sur plusieurs chefs d'accusation, parmi lesquels nous ne citerons que la conspiration avec les traîtres et les étrangers, pour l'invasion du royaume et la mort de la reine. Les seules preuves étaient des copies de lettres écrites, soit par Marie, soit par ses prétendus complices. Les seuls témoins à charge, Nau et Curle, deux de ses officiers avec lesquels on évita de la confronter, malgré toutes ses réclamations.

Marie se défendit avec adresse, courage et dignité, ce qui n'empêcha pas les commissaires de la déclarer coupable de plusieurs complots, tendant au préjudice, et à la destruction de la personne de la reine. Ils ajoutèrent que cette sentence n'attentait en rien au droit ou à l'honneur de Jacques, roi d'Écosse, et qu'il conserverait toujours les mêmes dignités, le même rang et le même droit que si elle n'avait pas été prononcée.

La malheureuse reine était désormais condamnée, mais il fallait encore la signature de sa rivale. Élisabeth craignant de voir retomber sur sa tête l'odieux d'une injuste condamnation, différait de jour en jour de signer l'arrêt fatal. Le parlement lui présenta une pétition dans laquelle il sollicitait la prompte exécution de Marie, et la reine demanda quelque temps pour délibérer. Il était évident qu'Élisabeth désirait un évé-

nement dont elle n'osait prendre la responsabilité. On insinua aux gardiens de la reine d'Écosse qu'ils pourraient abréger la vie de leur prisonnière, et, sur leur refus, la reine d'Angleterre se décida à signer la sentence qu'elle remit au secrétaire d'État Davison, en lui disant de décider lui-même la manière dont il en disposerait. Effrayé d'une telle responsabilité, Davison donna la sentence à lord Burleigh qui, ennemi juré de Marie, et peut-être persuadé que de sa mort dépendait le salut de l'État, se hâta de la faire exécuter.

Le 7 février 1587 le comte de Shrewsbury lut à Marie la sentence qui la condamnait à avoir la tête tranchée. Elle l'écouta avec calme; mais quand il l'exhorta à abjurer la foi catholique et à recevoir les secours spirituels d'un prêtre protestant, elle s'y refusa et réclama l'assistance de son propre chapelain, qu'on ne voulut point lui accorder.

L'exécution était fixée pour le lendemain, à huit heures du matin. Au point du jour, Marie assembla les gens de sa maison, elle leur lut son testament leur partagea son argent et ses vêtements; après quoi, elle leur dit adieu et pria un moment avec eux. A l'heure fixée, elle se rendit à l'échafaud que l'on avait dressé dans la grande salle du château: sa démarche était ferme et assurée, et, jusqu'au dernier moment, sa grâce et sa majesté ne l'abandonnèrent pas. Elle harangua les assistants, pria longtemps en latin, et prononça enfin en anglais ces paroles qu'elle adressa au crucifix qu'elle tenait à la main: « Ainsi que tes bras, « ô mon Dieu! furent étendus sur la croix, reçois-moi « dans ceux de ta miséricorde et pardonne-moi mes « péchés. » Regardant ensuite la hache qui devait lui trancher la tête; elle dit en soupirant: « Ah! que j'aime- « rais bien mieux que ce fût avec une épée à la fran- « çaise! » dernier et touchant souvenir du pays où elle

avait été heureuse. Une de ses femmes lui banda les yeux, et les bourreaux la conduisirent vers le billot, où elle s'agenouilla en répétant plusieurs fois d'une voix ferme : « Seigneur, je remets mon esprit entre vos « mains ! »

Troublé par les sanglots des assistants, l'exécuteur manqua son coup, et la tête ne fut séparée du tronc qu'après trois coups de hache successifs. Lorsque ensuite, prenant cette tête, il la montra aux spectateurs, en criant, suivant l'usage : « Vive la reine Élisabeth ! » le ministre protestant, dont Marie avait refusé l'assistance, répondit : « Ainsi périssent tous ses ennemis ; » et le comte de Kent ajouta : « Ainsi périssent « tous les ennemis de l'Évangile ! » Pas une autre voix ne s'éleva ; l'esprit de parti avait fait place à la pitié, et il n'était personne qui pût penser qu'une si longue captivité et une telle mort ne suffissent à expier toutes les fautes de Marie, quelles qu'eussent pu être ces fautes, que nous exposerons dans toute leur sincérité et sans chercher à les diminuer, quand nous nous occuperons des affaires d'Écosse. Du reste, ce n'était pas pour ces fautes que Marie recevait la mort, mais bien pour le crime involontaire d'avoir, du fond de sa prison, inspiré des craintes et de la jalousie à la puissante reine d'Angleterre, qui ne pouvait lui pardonner ni son charme séducteur ni la sympathie qu'elle inspirait.

Ce fut véritablement pour ces motifs que Marie Stuart, reine d'Écosse et reine douairière de France, périt ainsi dans la quarante-cinquième année de son âge. Sa merveilleuse beauté et les charmes de sa personne contribuèrent peut-être plus qu'aucune autre cause à sa funeste destinée, en allumant la haine d'Élisabeth, aussi jalouse de ses avantages de femme que de la puissance royale qu'elle exerça avec tant de gloire.

Après la mort de la reine d'Écosse, Élisabeth affecta la plus profonde douleur de cet événement. Elle bannit de sa présence ceux de ses conseillers qui avaient poursuivi le plus activement la perte de Marie. Elle écrivit au roi d'Écosse pour lui exprimer ses regrets, et l'égoïste Jacques Ier, qui craignait plus que tout au monde de perdre ses droits à la couronne d'Angleterre, feignit de se laisser prendre à une comédie qui ne trompait personne. En même temps, Élisabeth redoubla de rigueur contre les catholiques et contre les protestants dissidents. Dès 1575, un ancien bill par lequel les hérétiques étaient condamnés au feu avait été remis en vigueur, et ses premières victimes avaient été deux malheureux anabaptistes qui furent brûlés à Smithfield, aux applaudissements d'une populace féroce. Les catholiques, les puritains, et généralement tous ceux qui professaient un culte dissident, furent poursuivis avec une atroce rigueur. Les exécutions se succédèrent avec rapidité; il n'y eut sorte de vexations qu'on ne fit subir à ceux qui échappèrent à la mort, et ces persécutions une fois commencées durèrent jusqu'à la fin de la vie d'une femme que ses longues souffrances, sous le règne de sa sœur Marie, auraient dû porter à la douceur pour les dissidences religieuses. L'intolérance amena des conspirations; et la reine, qui soupçonnait tous ses sujets catholiques, se vit détestée par eux. Lorsqu'une fois on en est venu aux partis extrêmes, il est difficile de rentrer dans les voies de la douceur, et les souverains devraient se rappeler sans cesse que le moyen le plus sûr aussi bien que le plus noble d'abattre leurs ennemis est la clémence, et non une rigueur qui ne fait que les animer de plus en plus.

Mais Philippe II, roi d'Espagne, allait essayer de venger à la fois, la liberté des mers dès cette époque violée par l'Angleterre, et le catholicisme outragé, dont il s'était fait le champion.

Pour bien faire comprendre la conduite du roi d'Espagne en cette occasion, il nous faut reprendre les choses de plus haut.

Les progrès du commerce avaient été immenses sous le règne d'Élisabeth, et ces progrès ne furent pas entièrement dus aux belles et récentes découvertes de Colomb et de Vasco de Gama, mais bien aussi à la protection éclairée dont Élisabeth entoura les négociants.

Après les découvertes dont nous venons de parler, les Anglais ne tardèrent pas à prendre le goût des voyages maritimes de long cours. Un habile marin, Drake, fut nommé amiral-général d'Angleterre, et se mit en mer, l'an 1557, avec cinq bâtiments sur lesquels il devait faire le tour du monde. Ce vaste projet fut exécuté dans l'espace de trois années, et, pendant son exécution, Drake eut plusieurs fois l'occasion de combattre les Espagnols, sur lesquels il remporta d'immenses avantages. En 1578, l'amiral ravagea les côtes du Pérou. D'abord Élisabeth par crainte de se brouiller avec le roi d'Espagne, et peut-être aussi par esprit de justice, fit indemniser les négociants qui avaient souffert des déprédations de son amiral. Mais ayant appris que le roi d'Espagne avait saisi les sommes envoyées pour cet objet, elle cessa ses envois, et regardant comme inévitable une rupture avec l'Espagne, elle fit attaquer de nouveau les colonies américaines de cette puissance, en 1585. L'année suivante, Drake insulta Lisbonne et les côtes d'Espagne : il détruisit à Cadix une flotte entière de bâtiments de transport, chargés de vivres et de munitions. Pour venger tant d'outrages, Philippe résolut d'envahir l'Angleterre. Il fit équiper la plus formidable flotte qu'eût encore vue l'Océan, *l'Invincible Armada*, qui se composait de cent cinquante-deux vaisseaux de guerre portant vingt-deux mille marins et trente-deux mille soldats de terre.

Jamais Élisabeth ne fut plus grande qu'en face de cet immense péril. L'Angleterre tout entière trembla, elle seule ne s'effraya pas. Par son ordre on établit un conseil militaire pour la défense du royaume; tous les hommes de dix-huit à soixante ans furent enrôlés; on renforça la marine; enfin on se prépara à faire une vigoureuse résistance. On sait comment l'*Invincible Armada* fut dispersée par les tempêtes. La main de Dieu préserva l'Angleterre d'un péril auquel tous les efforts du pays n'auraient peut-être pas suffi à la soustraire.

La dispersion de l'invincible *Armada* eut lieu l'an 1588, et ce revers, qui ruina la marine espagnole, encouragea les Anglais à de nouvelles expéditions. L'enthousiasme du succès fut tel, qu'un parlement, assemblé en 1589, accorda à la fois à la reine un secours de deux subsides et deux quinzièmes, ce qui ne s'était jamais vu. Il est vrai qu'il était de notoriété publique qu'Élisabeth avait épuisé ses finances pour la défense commune. De plus, le peuple anglais ne rêvait plus que guerre contre l'Espagne. Les expéditions de Drake et de Hawkins contre l'Amérique (1595), et celle du comte d'Essex contre Cadix (1596), assurèrent définitivement la supériorité maritime de l'Angleterre sur l'Espagne.

Mais ce nom du comte d'Essex que nous venons de prononcer nous ramène tout naturellement à ces intrigues de palais qui furent si communes et parfois si honteuses sous le règne d'Élisabeth, intrigues que l'historien ne peut négliger complétement, puisqu'une des causes du malheur des peuples est l'influence des favoris, dont les caprices sont le plus souvent la raison de la conduite des souverains. Leicester, rentré en grâce, était mort peu de temps après la dispersion de *l'Armada*, et le comte d'Essex, son beau-fils, était destiné à succéder à sa faveur. L'esprit, la jeunesse,

l'adresse du comte captivèrent la reine; elle en fit son grand écuyer, et elle lui prodigua publiquement, même du vivant de Leicester, les marques de sa faveur. Essex se montra peu reconnaissant de l'affection d'Élisabeth; il lui désobéit en plusieurs occasions, et, véritable enfant gâté, sa liaison avec sa souveraine ne fut qu'une longue suite de caprices qui amenaient sans cesse entre eux des brouilleries et des raccommodements. Essex avait été introduit dans le conseil. Un jour, une discussion s'étant élevée pour le gouvernement de l'Irlande, il se conduisit avec un tel manque de respect, que la fière souveraine, hors d'elle-même, lui donna un soufflet. Une réconciliation apparente qui arriva à quelque temps de là ne tint pas contre de nouveaux mécontentements, après lesquels Élisabeth exila son favori de la cour, en lui défendant de sortir de sa maison.

Ennuyé de cette prison, Essex essaya de la révolte. Il comptait sur l'affection du peuple de Londres, qui ne répondit pas à son attente; enfin, après avoir tiré l'épée, il fut forcé de se rendre à discrétion. Vingt-quatre pairs nommés pour lui faire son procès le condamnèrent à être écartelé après avoir eu la tête tranchée. Élisabeth fit surseoir à l'exécution, dans l'espérance que le condamné demanderait sa grâce. Le comte resta muet, et le 25 février 1601, il fut décapité, dans la trente-troisième année de son âge.

A partir de l'exécution du comte d'Essex, Élisabeth fut plongée dans une sombre mélancolie qui devait se terminer par sa mort. Elle ne s'occupa plus guère du gouvernement, qui roula presqu'en entier sur Cecil, fils du lord Burleigh, auquel il avait succédé. Cecil s'était tourné vers le roi d'Écosse, héritier présomptif de la couronne d'Angleterre, et depuis longtemps il entretenait avec lui des relations secrètes.

Le parlement ne cessait de tourmenter la reine

pour en obtenir le redressement de différents abus, et pour qu'elle consentît enfin à fixer l'ordre de succession. L'Irlande s'était montrée mal soumise pendant tout le cours de ce règne; on y voyait chaque jour s'accroître l'esprit de révolte; tout semblait se réunir pour accabler de douleur les dernières années d'un règne si brillant. Élisabeth ne put enfin se dissimuler qu'elle avait vécu trop longtemps, et que toute sa cour, et peut-être toute l'Angleterre, désiraient sa mort comme un affranchissement.

Atteinte d'un rhume, au mois de janvier 1603, elle quitta Westminster pour se rendre à Richemont, malgré les avis de ses médecins. La mort de la comtesse de Nottingham, son amie, vint encore accroître sa tristesse. On dit que cette dame se trouvant sur son lit de mort, fit appeler Élisabeth pour lui remettre un anneau que le comte d'Essex l'avait chargée de donner à la reine après sa condamnation, message dont le comte de Nottingham, ennemi d'Essex, avait interdit à sa femme de s'acquitter. Or, cet anneau, la reine l'avait, dit-on, jadis donné à son favori, en lui promettant que quelle que pût être à l'avenir sa colère contre lui, il l'apaiserait en le lui présentant. Élisabeth attendit, elle avait espéré que le comte lui enverrait ce gage qu'elle n'avait pas oublié; elle prit pour de l'entêtement, peut-être pour un fol orgueil qui ne voulait lui rien devoir, le silence du comte, et, l'âme profondément blessée, elle signa l'arrêt de mort de celui pour lequel elle sentit, à ce moment suprême, se réveiller toute son ancienne affection. Frappée mortellement par l'aveu de la comtesse de Nottingham, elle lui répondit durement : « Dieu peut vous pardonner; mais pour moi je ne le pourrai jamais; » et emportant l'anneau, elle alla s'enfermer dans son palais, où on la vit avec terreur se livrer à toutes les angoisses du plus affreux désespoir. Refu-

sant presque toute nourriture, repoussant avec horreur les remèdes qui lui étaient prescrits, elle appelait la mort à grands cris; elle ne parla plus guère, et, lorsqu'elle le fit, elle sembla choisir de préférence les plus tristes sujets de conversation. Cet état dura plus de deux mois, au bout desquels elle demeura quelques heures comme morte. Dès qu'elle eut repris connaissance, elle fit apporter des coussins qu'on étendit sur le plancher. Elle s'y assit, frappée de l'idée que, si elle se couchait dans un lit, elle ne se relèverait plus. Elle resta ainsi pendant dix jours, et l'on eut toutes les peines du monde à arracher d'elle quelques mots sur son successeur. Enfin elle désigna son cousin le roi d'Écosse, et mourut quelques heures après.

Les lords du conseil firent immédiatement proclamer que Jacques VI, roi d'Écosse, était désormais souverain de l'Angleterre, tant par son droit de succession que par le choix de la feue reine.

Élisabeth peut être comptée parmi les plus grands monarques qu'ait eus l'Angleterre. La tranquillité qu'elle maintint dans ses États, durant un règne de plus d'un demi-siècle et dans un temps où les nations voisines étaient en proie à la guerre civile, atteste la sagesse et la vigueur de son gouvernement. L'accroissement de la puissance maritime et commerciale du royaume fut immense sous ce règne et de nombreux encouragements furent donnés aux sciences, aux lettres et aux arts. Nous ne voyons guère d'autres reproches sérieux à adresser à cette femme vraiment grande que la mort de Marie Stuart, sa faiblesse pour ses favoris et les persécutions religieuses. Encore celle-ci doivent-elles être en partie attribuées à l'erreur de son temps, puisqu'on les voit se répéter, dans presque tous les États de l'Europe, soit contre les catholiques, soit contre les protestants, selon le culte professé par le souverain.

CHAPITRE IV.

Écosse.

De 1487 *à* 1603.

Après la bataille de Sauchie-Burn (1487) on fut assez longtemps sans savoir en Écosse quel avait été le sort du roi. Ceux qui l'avaient tué avaient emporté son corps, et on ne sut jamais où il avait été enterré.

Henri VII, roi d'Angleterre, avait un système de politique tout pacifique. Après avoir rétabli la trêve avec l'Écosse, il chercha par une alliance entre les deux familles royales à changer cette trêve en une paix solide. Il proposa donc un mariage entre le nouveau roi d'Écosse Jacques IV et sa fille, et ne perdit pas l'espérance qu'il avait conçue, en voyant la répugnance des barons écossais toujours défiants des propositions qui venaient des anciens ennemis de leur pays.

La concorde régnait plus qu'elle ne l'avait fait depuis longtemps, entre la noblesse et le jeune roi, amoureux comme elle de la splendeur, des jeux et des travaux de la chevalerie. Ce fut sans doute par suite de ses idées romanesques que Jacques IV soutint l'aventureuse tentative de Perkins Warbeck (1498), auquel il donna en mariage une de ses parentes, la douce Catherine Gordon, *la Rose blanche d'Écosse*. Désireux de figurer dans l'histoire entouré de brillants paladins comme Charlemagne, ou présidant comme Arthur à une nouvelle Table-Ronde, Jacques IV institua l'ordre de Saint-André et prit pour signe le chardon, qui depuis a été l'emblème national de l'Écosse.

Malgré le désir de paix des deux rois d'Écosse et d'Angleterre, et particulièrement du dernier, des troubles perpétuels, qui s'élevaient entre les habitants des frontières, semblaient à chaque instant devoir renouveler la guerre entre les deux pays. En 1503, on conclut enfin un traité par lequel le roi d'Écosse épousait la princesse Marguerite, fille de Henri VII, et la paix fut signée entre les deux nations. Aux termes de ce traité, l'Écosse renonçait complétement à la ville de Berwick. Le mariage, célébré avec magnificence, donna lieu à de brillants tournois. Ces fêtes furent suivies de sages actes d'administration, et de lois qui prouvent que les législateurs écossais de ce temps étaient véritablement éclairés.

Jacques IV eut l'ambition qui s'emparait alors de la plupart des rois de l'Europe, d'avoir une formidable marine. Quelques succès maritimes lui donnèrent l'ambition insensée de posséder le plus grand vaisseau qui fût alors au monde, et il fit mettre en construction le Grand Michel qui épuisa, dit-on, la plupart des forêts du comté de Fife, et qui, selon un chroniqueur, « fut un poids qui pesa sur toute l'Écosse avant qu'on pût le lancer en mer. » La longueur de cet énorme galion était de 240 pieds, sa largeur de 36; ses flancs avaient 10 pieds d'épaisseur. Son équipage était composé de 300 matelots, et il pouvait porter à bord 1,000 soldats. Cette vanité du roi d'Écosse amena, avec d'autres griefs, une rupture avec l'Angleterre (1511), dont le nouveau monarque, Henri VIII, se blessa de cette étrange supériorité.

Jacques se prépara à entrer en Angleterre (1513), et, ayant rassemblé une puissante armée qu'il fit approvisionner pour quarante jours, il prit successivement les châteaux de Norham, Wark, Étal et Ford. Il s'arrêta dans cette dernière résidence, séduit par les charmes de la châtelaine qu'il avait faite prison-

nière : ses troupes ne tardèrent pas à se débander, et lorsqu'il fut forcé d'accepter le combat, il perdit la fatale bataille de Flodden-Field (1513), où l'Écosse vit périr, avec son roi, la fleur de sa noblesse et 10,000 soldats. Le corps de Jacques IV fut emporté par les Anglais, et la bataille de Flodden-Field resta écrite en caractères de sang dans les annales de la nation écossaise.

En apprenant cette fatale défaite, l'Écosse s'attendit à voir les Anglais mettre le siége devant Édimbourg. Les commissaires qu'avant son départ Jacques IV avait chargés du gouvernement de l'Écosse, donnèrent en cette occasion un mémorable exemple de résolution. Une proclamation annonçant comme un bruit dont la certitude était loin d'être avérée, la défaite de Flodden-Field, enjoignit aux femmes de se rendre à l'église, en s'abstenant de lamentations. Les hommes valides furent appelés à prendre les armes et à se tenir prêts, au premier son de la grosse cloche, à se ranger sous les ordres des magistrats pour défendre la ville.

Jacques IV laissait pour lui succéder un enfant d'un an et demi. Un conseil national décerna la régence à la reine Marguerite, sœur du roi d'Angleterre, ce qui n'empêcha pas ce prince, qui se trouvait alors en France, de faire continuer la guerre.

La reine s'étant remariée au comte d'Angus peu de temps après la mort de son époux, fut remplacée à la tête de la régence par le duc d'Albany, fils de ce frère de Jacques III, que celui-ci avait proscrit, comme nous l'avons dit en son lieu.

Le nouveau régent avait été élevé à la cour voluptueuse de François Ier, dont il était un des favoris; il avait les qualités d'un courtisan plutôt que celles d'un militaire et d'un homme d'État, que semblait requérir absolument la situation. Il ne fut jamais populaire en Écosse, et le jeune frère du roi, confié à sa garde

comme celui-ci, étant mort en bas âge, on répandit le bruit qu'il l'avait empoisonné. Une lutte acharnée s'engagea entre le duc d'Albany et la princesse Marguerite, qui prétendait ressaisir la régence. Cette lutte se termina par la fuite du duc, qui abandonna son pupille alors dans sa treizième année (1523). Marguerite, depuis longtemps brouillée avec son époux, avec lequel elle ne tarda pas à divorcer, fut nommée présidente du conseil de régence, vain titre qui ne lui donnait presque aucun pouvoir.

Cependant le comte d'Angus sut par les attentions les plus délicates s'attirer l'affection du jeune prince; de telle sorte que lorsque celui-ci eut atteint sa majorité, le comte fut chef du gouvernement. Or, Angus, qui était d'une branche collatérale de l'antique famille de Douglas, ne s'occupa, une fois arrivé au pouvoir, que de l'agrandissement de sa famille; de telle sorte qu'on vit encore une fois s'élever au-dessus de toute la noblesse d'Écosse ces Douglas qui jadis avaient fait trembler la royauté.

Les nobles se soulevèrent contre la domination du comte, qui ne les laissait pas approcher du jeune roi. Celui-ci se fatigua enfin de ne voir autour de lui que des Douglas, dont tous les soins pour l'amuser et le distraire n'empêchèrent pas qu'il ne comprît qu'il était en réalité leur captif, et il leur échappa par ruse. Profitant d'une grande chasse, il se déguisa en valet de pied, trompa ses gardiens, et se réfugia au château de Stirling (1528). S'y croyant à peine en sûreté même après les protestations de fidélité du commandant, il ne voulut s'endormir qu'après avoir fait mettre sous son oreiller les clefs du château.

Les Douglas se rendirent à Stirling, le comte d'Angus à leur tête; mais quand le roi apprit leur arrivée, il fit publier solennellement une proclamation qui leur défendait d'approcher de six milles de sa per-

sonne, sous peine de haute trahison. Dans sa colère, Jacques jura que « tant qu'il vivrait et qu'il régnerait, aucun Douglas ne trouverait grâce ou protection devant lui. »

Un parlement qui fut convoqué somma le comte d'Angus, ses parents et ses adhérents, de comparaître devant le roi. Les Douglas, comprenant que leur condamnation était prononcée d'avance, refusèrent de se rendre à l'appel, et se réfugièrent en Angleterre. Vainement Henri VIII intercéda par la suite en leur faveur; ils ne purent rentrer dans leur pays natal qu'après la mort de Jacques V. Cependant un ancien historien qui n'était pas ami des Douglas dit : « Je ne vois pas que le comte d'Angus, ou aucun membre de sa famille ait manqué à Sa Majesté en aucun point. Ils étaient avides, avares, et ils opprimaient leurs voisins; mais ils furent toujours fidèles et utiles au roi dans toutes ses affaires, et mirent souvent leurs personnes en danger pour lui. »

La bataille de Flodden-Field, en réduisant le nombre des membres de l'aristocratie écossaise, avait augmenté la puissance de la couronne. Jacques put sans danger s'entourer de la petite noblesse, choisir ses conseillers dans le clergé et tenir à distance les membres de la haute noblesse, habituée à regarder comme lui appartenant exclusivement et de droit les places de favoris et de conseillers du monarque.

Sous le règne de Jacques V, l'administration de la justice fut équitable et sévère. Les brigandages des habitants des frontières et des montagnes furent réprimés et la paix régna dans le royaume, de telle sorte que, selon un ancien chroniqueur « une touffe de jonc suffisait à protéger une vache. » L'Écosse dévastée depuis tant de siècles par les maraudeurs, qui s'y étaient maintenus à la faveur des guerres civiles, n'était pas habituée à un semblable état, qui ne devait durer que bien peu de temps.

En 1536, un traité de mariage conclu entre le roi d'Écosse et Marie de Bourbon conduisit Jacques en France. Peu satisfait de la princesse qui lui était destinée, il rompit ce projet d'union, et épousa Madeleine, fille de François Ier (1436). Cette princesse mourut peu de temps après son arrivée en Écosse. Trois ans plus tard, Jacques épousait Marie de Guise, duchesse douairière de Longueville. Cependant l'orage s'amoncelait sur le roi d'Écosse. Il avait refusé la main de la princesse Marie, fille de Henri VIII, et ce monarque poursuivant, comme son père, la réunion des deux couronnes, n'avait pas vu sans courroux le mariage du roi d'Écosse avec une autre.

L'année 1539 fut témoin de poursuites judiciaires dont on regrette de voir le règne de Jacques souillé, et qui furent probablement dues à l'archevêque David Beaton, son ministre. La comtesse de Glamis fut brûlée vive, pour le crime imaginaire d'avoir voulu attenter à la vie du roi par des pratiques de sorcellerie, et cet horrible supplice fut aussi infligé à des hérétiques. Le plus fameux de ces malheureux fut Patrice Hamilton, qui le premier introduisit en Écosse la réforme de Luther.

En 1539, Henri VIII, qui avait établi en Angleterre sa réforme bâtarde, envoya vers le roi d'Écosse, sir Ralph Sadler, chargé d'engager son neveu à éloigner de son conseil les prêtres catholiques, et nommément le cardinal Beaton, à confisquer les biens ecclésiastiques, enfin à opérer dans ses États une réforme semblable à celle de l'Angleterre, pour laquelle il craignait beaucoup, non sans raison, le voisinage d'un État catholique. Jacques déclina les demandes de Henri, et Sadler rapporta à celui-ci que le roi d'Écosse se voyait obligé d'employer les membres du clergé dans son administration, attendu l'ignorance et l'incapacité de la noblesse du pays.

En 1540, Jacques V fit avec une flotte considérable et un corps de troupes le tour des côtes d'Écosse. Il en reconnut personnellement les îles, les ports, les caps, les courants et les marées. Il prit en otage dans les Hébrides les chefs les plus turbulents, pour s'assurer la tranquillité de leurs clans, et ce voyage fut du meilleur effet. Mais l'année suivante, le roi d'Écosse se vit enlever à peu de jours l'un de l'autre deux fils qu'il avait eus de Marie de Guise. Les protestants ne manquèrent pas de voir dans ce malheur domestique la main de Dieu, qui s'appesantissait sur un prince persécuteur de la foi, tandis que les catholiques, qui y virent également une punition, prétendirent qu'elle était infligée à Jacques pour sa tiédeur à soutenir la vraie religion. La reine fut particulièrement de cet avis, et il semble que le roi le partagea, car après ce malheur on le vit redoubler de rigueur contre l'hérésie.

Henri VIII, qui avait de grandes prétentions à l'éloquence, voulut essayer de convertir lui-même son neveu à la réforme, et en conséquence lui assigna à York un rendez-vous, où tous deux devaient discuter le difficile point de la religion. Jacques ne se présenta pas à York, et Henri, se sentant personnellement offensé, résolut de châtier son neveu. En 1542, une armée anglaise entra en Écosse. Les commencements de la campagne furent heureux pour le parti national, mais le désordre et la dissension s'introduisirent dans son sein, et l'armée fut honteusement défaite à Solway. Jacques était en marche pour se mettre à la tête de ses troupes, quand il apprit cette fatale défaite. Frappé d'une douleur mortelle, il se retira à Édimbourg, où il ne tarda pas à être atteint de la maladie qui devait amener sa mort. Quelques instants avant d'expirer on vint lui dire que la reine, qui se trouvait alors à Linlithgow, venait d'accoucher d'une fille. Le roi reçut

cette nouvelle avec une sorte de stupeur, puis s'écria : « Que la volonté de Dieu se fasse! La couronne est venue dans ma famille par une fille, elle s'en ira avec une autre. » Ce furent les dernières paroles de Jacques V, qui, après les avoir prononcées, fit un signe d'adieu à ceux qui l'entouraient, et rendit l'âme (1542). Il avait alors trente et un ans à peine.

La princesse qui venait de naître sous de si tristes auspices était la malheureuse Marie Stuart, dont le fils, devenant roi d'Angleterre, devait perdre pour toujours l'indépendance écossaise, en réalisant cette alliance des deux pays, depuis si longtemps voulue par l'Angleterre, et à laquelle Jacques V s'était opposé avec tant d'énergie. Par la mort de Jacques V, l'Écosse retombait dans une de ces minorités dont elle semblait ne pouvoir sortir. Le gouvernement du royaume fut réclamé par le cardinal David Beaton, qui produisit un testament du roi, vrai ou supposé; mais les nobles élurent le comte d'Arran gouverneur du royaume, et la reine douairière fut déclarée régente.

On songea d'abord à s'assurer la paix avec l'Angleterre, et Henri y mit pour condition le mariage de la jeune reine avec son propre fils Édouard, âgé d'environ cinq ans. Le parlement d'Écosse n'osa repousser absolument cette offre; mais il refusa de confier la jeune reine à Henri VIII, qui demandait à être chargé de son éducation. Henri avait du reste un puissant adversaire dans le cardinal Beaton, chef du parti catholique et français en Écosse. Toute la haine de la noblesse n'avait pu réduire à l'impuissance ce prélat, entre les bras duquel le comte d'Arran, qui avait besoin de ses talents, finit par se jeter. Sous l'influence du cardinal, le chef du gouvernement ne tarda pas à rompre avec l'Angleterre, et à se déclarer pour le parti français. Ce changement politique fut suivi d'un changement religieux. Jusque-là partisan

des doctrines de la réforme, le régent adopta, à partir de ce moment, les mesures les plus rigoureuses pour en arrêter les progrès.

La guerre avec l'Angleterre s'ensuivit. Les frontières de l'Écosse furent envahies (1544), et certains chefs nationaux n'eurent pas honte de s'allier avec les ennemis du pays, dans l'œuvre de dévastation. Après avoir remporté quelques avantages, l'armée anglaise, battue à Ancram-Moor (1545), fut enfin obligée de se retirer. Henri s'était, par sa violence, aliéné tous les nobles qui s'étaient déclarés pour le parti anglais.

Cependant le cardinal Beaton redoublait de rigueur envers les hérétiques. Un prédicateur protestant, généralement aimé et estimé, Georges Wisheart, fut exécuté par son ordre, et sous ses yeux, en 1545. En allant au supplice, l'hérétique aperçut le prélat et dit à haute voix, à ceux qui l'entouraient, en le leur désignant : « Vous voyez cet homme orgueil-« leux : je vous dis qu'avant peu il sera précipité du « haut de ces remparts avec autant de honte et « d'ignominie qu'il y est maintenant assis avec pompe « et avec fierté. » Peu de temps après, le cardinal fut effectivement assassiné par un Écossais, le Maître de Rothes, dont il s'était attiré l'inimitié.

La mort du primat ne fut d'aucune utilité au roi d'Angleterre, dont il s'était montré l'ennemi le plus acharné; et le parti anglais était complétement abattu en Écosse, quand mourut Henri VIII (1547). Cependant le duc de Sommerset, régent d'Angleterre pour le roi Édouard, parut en Écosse à la tête d'une armée de 70,000 hommes, avec laquelle il mit en déroute l'armée écossaise à Pinkie. Cette bataille, dans laquelle les Écossais laissèrent 10,000 hommes sur le champ de bataille, n'eut pas, pour l'Angleterre, tous les résultats qu'elle semblait pouvoir s'en promettre.

Après cette défaite, Henri II, roi de France, qui

depuis longtemps poursuivait le projet de marier le dauphin François avec la jeune reine, envoya en Écosse une armée de secours; Marie ayant été fiancée au fils de ce monarque, fut conduite en France par la flotte qui avait amené l'armée de secours (1548). La jeune reine avait alors six ans; l'époux qu'on lui destinait était plus jeune de deux années. Dix ans après ils furent solennellement unis (1558). Après la conclusion de cette alliance (1548), pour laquelle on avait acheté le consentement du comte d'Arran, qui reçut du roi de France une forte pension et le titre de duc de Châtellerault, la reine douairière traita avec le comte d'Arran, de la régence, que celui-ci lui céda moyennant une augmentation de la pension que lui payait la France, de grands honneurs pour lui et sa famille, et la reconnaissance publique de ses droits comme héritier présomptif de la couronne d'Écosse, au cas où la jeune reine mourrait sans enfants.

Une fois investie de la régence, la reine mère déploya autant de fermeté que de prudence. Aidée de troupes françaises, elle repoussa les Anglais, qui, après la bataille de Pinkie, s'étaient établis sur plusieurs points de l'Écosse. Par malheur, il y avait alors des ferments de discorde que sa main n'était pas assez puissante pour étouffer. L'Écosse se déclarait presque toute pour la réforme, et la reine mère, nièce des Guise, était catholique zélée. Elle résolut d'extirper le protestantisme, dont les membres s'étaient réunis en une sorte d'association ou de ligue, qui s'intitulait *la Congrégation*. La régente était poussée par ses frères, le duc de Guise et le cardinal de Lorraine. Ses premières tentatives coïncidèrent avec la mort de la reine d'Angleterre, Marie (1559); elles furent le premier sujet d'inimitié entre Marie Stuart et Élisabeth, dont les catholiques niaient la légitimité.

Sous le vain prétexte de l'insulte faite par des protestants à quelques images de saints, plusieurs prédicateurs protestants, innocents de ces outrages, furent sommés de comparaître devant la reine et les évêques. Ils comparurent, mais entourés d'hommes d'armes, et Marie de Guise fut obligée de les leurrer de belles paroles et de recourir à la prière pour empêcher le massacre des prêtres catholiques. Après ce malheureux commencement d'hostilités, John Knox, l'un des plus ardents promoteurs de la réforme en Écosse, nous dit que : « il y eut un déchaînement soudain contre les catholiques; on abattit les croix, on arracha les surplis des prêtres, leurs bonnets carrés, leurs aumusses et leurs calottes; les frères gris avaient la bouche béante, les frères noirs haletaient, les prêtres fuyaient essoufflés, et heureux celui qui arrivait le premier à la maison; car jamais cette ville n'avait vu la génération de l'Antechrist, exposée à une bagarre si soudaine. » Cette grossière caricature de Knox montre mieux que ne pourraient le faire nos paroles, l'animosité des protestants contre les catholiques. Après cette émeute populaire, les principaux membres de la congrégation formèrent une association pour défendre leurs ministres et maintenir pour tous le droit d'entendre et de prêcher l'Évangile.

Le zèle avec lequel les princes de la maison de Lorraine continuaient à presser leur sœur d'adopter des mesures de répression contre les protestants embarrassa de plus en plus le gouvernement de cette princesse, et bientôt il y eut en Écosse non-seulement deux partis, mais deux armées : celle de la reine, composée d'un petit nombre d'Écossais et de troupes françaises; celle de la congrégation, appuyée et soldée secrètement par la reine d'Angleterre. Il s'ensuivit une guerre qui dura, avec des succès divers, jusqu'à la mort de la régente (1560). On dit que sur son lit de mort cette princesse fit mander le prieur de

Saint-André et quelques lords de la congrégation, et qu'ayant déploré les erreurs de son gouvernement, elle finit par insister auprès d'eux sur la nécessité qu'il y avait pour l'Écosse à ce qu'ils restassent fidèles à sa fille. Pressée par eux d'entendre les exhortations d'un ministre protestant, elle refusa avec une fermeté respectueuse, et déclara qu'elle mourait comme elle avait vécu, dans la foi catholique.

La mort de Marie de Guise fut suivie du traité d'Édimbourg, entre l'Angleterre et la France, traité par lequel François II et Marie Stuart reconnaissaient de la manière la plus complète les droits d'Élisabeth à la couronne d'Angleterre.

Un parlement assemblé en 1560 déclara le protestantisme presbytérien religion de l'État. Le culte romain, si longtemps culte de l'Écosse et de toute l'Europe, fut déclaré idolâtrique, et on menaça de peines temporelles ceux qui persévéreraient dans la religion de leurs pères. Ajoutons que les membres du parlement adoptèrent d'autant plus volontiers la réforme qu'elle devait amener la confiscation des biens du clergé, qu'ils comptaient bien se partager. Ce fait est attesté même par les auteurs protestants. La nouvelle église n'eut presque aucune part à cette curée.

Marie Stuart perdit bientôt son époux le roi François II (1560). Elle n'avait pas d'enfants et rien ne semblait la retenir en France. Le prieur de Saint-André, James Stuart, frère naturel de la reine, fut envoyé à Paris pour négocier le retour de sa sœur, à laquelle les catholiques d'Écosse dépêchèrent secrètement un ambassadeur de leur côté.

En 1561, la jeune reine douairière de France mit à la voile pour son royaume d'Écosse. Elle se sentit déchirée en quittant le pays où sa jeunesse s'était écoulée si doucement. De tristes pressentiments l'assaillaient : la reine d'Angleterre lui avait refusé un

sauf-conduit ; en quittant les côtes de France elle fut témoin du naufrage d'un navire : « Quel augure ! » s'écria-t-elle. Enfin elle débarqua heureusement à Leith, après quatre jours de traversée. Un brouillard l'avait dérobée, dit-on, aux croiseurs anglais, qui peut-être, du reste, avaient ordre de ne pas la prendre.

Les Écossais accourus sur le rivage accueillirent avec les plus vives acclamations leur reine de dix-neuf ans dont la noblesse et la beauté les frappèrent. Celle-ci ne put réprimer une sorte de terreur, de dégoût pour le pays sauvage qu'elle était appelée à gouverner, et elle fut plus frappée de la grossièreté et du ridicule des Écossais que de leur cordialité. Habituée qu'elle était au luxe de la cour de France, elle pleura de dépit de se voir conduite à Holyrood sur de méchantes haridelles, pauvrement harnachées ; et ces larmes, qui n'échappèrent pas à ceux qui étaient venus au-devant d'elle avec amour, semèrent dès l'origine la défiance entre la jeune souveraine et ses sujets, qui d'ailleurs n'oubliaient pas qu'elle était catholique.

On donna à Marie Stuart des fêtes dans lesquelles la religion qu'elle professait était outragée. Cependant le prieur de Saint-André avait promis à sa sœur, en l'allant chercher en France, qu'elle aurait le libre exercice de sa religion, et il l'avait fait malgré les recommandations des prédicateurs protestants, qui, à son départ, l'avaient averti que « permettre l'importation d'une seule messe dans le royaume d'Écosse, serait une mesure plus fatale que d'y amener une armée de dix mille hommes. »

Le dimanche qui suivit l'arrivée de la reine on eut les plus grandes peines à empêcher les réformateurs de troubler violemment la messe que Marie fit célébrer dans sa chapelle particulière, et peu de jours après elle eut à subir la première des sévères et fanatiques remontrances que John Knox ne lui épargna

pas. Marie frappée au cœur pleura sous les coups du farouche apôtre qui oubliait qu'on ne quitte pas une croyance comme on quitte un habit.

La jeune reine se conduisit d'abord avec une sagesse qui lui attira une certaine popularité, et les puritains seuls lui reprochèrent de se livrer, après avoir expédié les affaires d'État, aux plaisirs de la chasse, du bal et des concerts. Son frère, le prieur de Saint-André, qui partageait avec sa sœur les plaisirs comme les soins de l'État, ne tarda pas à être dans ses bonnes grâces. Elle le créa comte de Mar, puis de Murray; et c'est sous le titre de comte de Murray que nous désignerons désormais ce personnage, qui joua un rôle si important. Cette faveur, toute naturelle qu'elle fût, souleva plusieurs des barons contre la jeune souveraine; elle amena la bataille de Corrichie (1562), où l'armée royale, commandée par le comte de Murray, remporta la victoire.

Cependant, les Écossais manifestaient le désir de voir leur jeune reine se marier. Les prétendants ne manquèrent pas, et dès l'abord Marie eut à choisir entre l'archiduc Charles, troisième fils de l'empereur d'Allemagne, don Carlos, infant d'Espagne, et François duc d'Anjou, frère de son premier mari. Mais ces trois princes étaient catholiques, et, sentant la nécessité de ménager les préjugés de ses sujets, Marie résolut de consulter sur le choix d'un époux la reine protestante d'Angleterre.

Élisabeth n'était disposée à favoriser aucun mariage. Elle répondit qu'elle préférerait, pour la reine d'Écosse, le célibat; mais qu'enfin, s'il lui fallait se déclarer pour quelqu'un, elle désignerait Robert Dudley, comte de Leicester, auquel, elle-même, n'hésiterait pas à donner sa main, si elle n'eût pris la résolution de vivre et de mourir dans le célibat.

Marie aimait et cultivait la littérature et les beaux-

arts; elle se plaisait à réunir autour d'elle une société polie, et bientôt elle montra une faveur particulière à un musicien piémontais, venu en Écosse à la suite de l'ambassade de Piémont, dont il quitta le service pour entrer à celui de la reine. Rizzio connaissait à fond plusieurs langues; et comme la reine, qu'on avait obligée de renvoyer ses serviteurs français, se trouvait fort embarrassée pour les remplacer, elle fit du Piémontais son secrétaire particulier. Elle le reçut familièrement comme un homme sans conséquence; et la noblesse d'Écosse ne tarda pas à s'offenser de ce qu'elle appelait les préférences de la reine. Rizzio se vit, d'une part, en butte à l'envie des nobles, de l'autre, accablé de présents par des gens qui avaient des grâces à solliciter. Sa vanité et sa cupidité trouvaient leur compte dans cette position, et bientôt le secrétaire intime devint arrogant.

Les choses en étaient là, quand Henri Darnley désira fixer le choix de la reine d'Écosse. Il fit des présents au favori, dont il voulait se concilier les bonnes grâces, et ceci porta au comble l'orgueil du musicien, qui se crut au faîte de la faveur lorsque sa maîtresse épousa Darnley (1565).

La reine d'Angleterre s'était déclarée contre ce mariage. Les protestants d'Écosse ne voyaient pas sans horreur leur reine catholique épouser un catholique. Enfin le comte de Murray, qui voyait dans cette union la ruine de son pouvoir, eut tout à coup des scrupules religieux, et, à partir de ce moment, on peut, sans injustice, le mettre au premier rang parmi les ennemis de sa sœur, à laquelle il refusa son consentement quand presque toute la noblesse avait accordé le sien. Une armée protestante se trouva bientôt en armes, et Marie elle-même montant à cheval, dispersa les révoltés qui étaient soutenus par la reine d'Angleterre. Mais, même après ce succès, Marie

tâcha vainement d'obtenir de son parlement la tolérance de la religion catholique en Écosse.

Le caractère à la fois faible et violent de Darnley allait amener d'affreux malheurs. En Écosse comme en Angleterre, la couronne était héréditaire aux femmes, et l'époux de la reine n'était roi que de la propre volonté de celle-ci et du consentement des états. Darnley voulait régner, recevoir *la couronne matrimoniale*, et Marie y aurait peut-être consenti si la conduite de son époux ne fût venue détruire la bonne intelligence entre eux. Darnley avait une foule de vices, parmi lesquels on doit compter l'ivrognerie et la brutalité. La jalousie vint s'y joindre, et un jour, suivi de quelques satellites, il pénétra dans l'appartement de la reine, et fit tuer sous ses yeux le musicien Rizzio, qui s'y trouvait en compagnie de plusieurs seigneurs et de plusieurs dames (1566).

La reine donna, deux mois après cet événement, le jour à un fils qui fut depuis Jacques IV.

Nous avons raconté ailleurs comment Darnley périt (1567), victime de l'explosion d'une mine creusée sous une maison où il demeurait momentanément. La reine, que la rumeur publique accusa d'avoir connu sinon ordonné ce crime, l'avait visité le soir même de l'attentat, et lui avait prodigué des marques de tendresse. On raconta en détail mille circonstances capables d'augmenter l'horreur de cet attentat, et la nation presque entière se souleva contre sa souveraine, qui ajouta de vraies fautes aux soupçons qui pesaient alors sur elle.

On accusait non sans raison, de la mort de Darnley, le comte de Bothwell, qui jouissait d'une haute faveur près de la reine. Mis en jugement, Bothwell se présenta au parlement, accompagné d'une foule d'amis armés et de soldats. Son accusateur, le comte de Lennox, père de la victime, protestant contre

cette violation des lois, se retira de la salle pour ne pas entendre prononcer l'acquittement d'un homme que chaque juge savait coupable, mais que nul n'osait condamner. Après ce jugement scandaleux, Marie traita le comte comme s'il eût été véritablement innocent.

Bientôt, dans un souper que celui-ci donna dans une taverne aux évêques et aux principaux seigneurs de son parti, il leur fit signer un écrit par lequel tous le recommandaient à la reine, en la priant de le prendre pour époux. Comme Marie ne pouvait décemment donner volontairement sa main à l'homme que la rumeur publique accusait du meurtre de son premier mari, on concerta un enlèvement; et arrêtant brusquement la reine au milieu d'une promenade à cheval, Bothwell l'emmena captive au château de Dunbar, en déclarant avec d'affreux serments qu'il l'épouserait même malgré elle. Une chose mettait le comble à tant de forfaits; Bothwell était déjà marié à lady Jane Gordon, avec laquelle, en ce moment, il plaidait en séparation. La nation attendait dans une morne stupeur le dénoûment de ces événements extraordinaires.

Au bout de douze jours, Marie fut remise en liberté par le comte de Bothwell, qu'elle fit duc d'Orkney, et auquel elle donna sa main, trois mois après la mort du malheureux Darnley. Après cette union fatale, la malheureuse reine fut exposée aux plus grossières injures de la part du misérable Bothwell, qui voulait avoir en garde le jeune roi, qui ne lui fut jamais livré. Murray avait placé le prince enfant au château d'Édimbourg sous bonne et sûre garde.

Bientôt les lords ennemis de Bothwell se confédérèrent et se réunirent en armes sous la conduite du comte de Murray. La reine leva une armée de son

côté, et les deux troupes étaient en présence et prêtes à combattre, quand les confédérés déclarèrent qu'ils étaient disposés à mettre bas les armes, si la reine consentait à éloigner Bothwell de sa personne et de ses conseils. Exilé, celui-ci se retira dans les îles d'Orkney (les Orcades), dont la reine lui avait donné la souveraineté. Expulsé de ce lieu de refuge, il mena pendant quelque temps la vie d'écumeur de mer, et fut enfin pris et enfermé, pour cause de piraterie, dans le château de Malmoé, en Norwége, où il mourut, au bout de dix ans d'emprisonnement.

Après avoir abandonné Bothwell, la reine n'en fut pas moins en butte à toutes sortes d'outrages de la part de ses sujets. On l'accabla d'insultes, soit en paroles, soit en gestes; elle vit déployer devant elle une bannière sur laquelle on avait peint Darnley assassiné, et près de lui le jeune prince, à genoux, priant le ciel de venger la mort de son père. Tandis que la multitude outrageait ainsi la reine, les lords assemblés en comité arrêtaient qu'elle serait conduite captive au château de Lochleven, où elle fut confiée à la garde de William Douglas et de sa femme. Cette dernière, mère du comte de Murray, nourrissait une haine particulière contre Marie Stuart. Prétendant, sans raison, avoir été légitimement mariée à Jacques V, elle n'avait voulu voir dans Marie de Guise que l'usurpatrice de ses droits.

Marie Stuart avait été arrêtée contrairement à des promesses sacrées, puisqu'elle n'avait mis bas les armes qu'à condition d'être traitée en souveraine. Une partie de ses nobles résolut de la rétablir sur le trône. Mais les lords de la confédération avaient arrêté sa déchéance : son fils allait être déclaré roi, et le lord Murray devait être nommé régent pendant la minorité de son neveu. Marie signa, sans même les lire, son abdication et l'acte qui déclarait son frère régent. Le par-

lement sanctionna ce changement de gouvernement (1567), et la reine déchue dut rester prisonnière à Lochleven.

Les talents du régent comme homme d'État étaient incontestables. Une sévère équité pouvait sans doute lui reprocher d'avoir fait jouer mainte machine, pour arriver à la suprême puissance où il était désormais; la religion semblait avoir été pour lui un moyen; enfin son ingratitude envers sa sœur était incontestable. Mais en politique, le succès semble justifier tout; la grande question était donc, en ce moment, pour lui, de mener à bon port la barque de l'État sur la mer semée d'écueils où il se trouvait.

Marie captive ne songeait, comme tous les prisonniers, qu'à une chose : recouvrer la liberté. Plusieurs de ses plans échouèrent; mais enfin elle s'échappa de Lochleven, et en sortant de prison elle se trouva à la tête d'un petit corps de troupes. Le dessein des seigneurs de son parti était de la déposer dans l'imprenable forteresse de Dumbarton, et ensuite de livrer bataille au régent. L'actif Murray ne leur laissa pas le temps d'accomplir ce projet. Bientôt les deux armées se trouvèrent en présence, et la bataille de Langside mit en déroute l'armée de la reine. Marie elle-même fit soixante milles en fuyant, et ne s'arrêta qu'à l'abbaye de Dundrennan, dans le Galloway, où elle prit la fatale décision de demander un asile à la reine d'Angleterre, de se confier à la foi de celle qui la haïssait déjà mortellement. La coupable mais généreuse Marie ne pouvait comprendre que l'asile qu'on lui accorderait serait une prison dont elle ne sortirait même pas pour marcher à l'échafaud. Le reste de la triste vie de la reine d'Écosse se rattachant à l'histoire d'Angleterre, a dû trouver place dans une autre partie de notre récit, mais il nous reste à nous occuper de ce qui se passa pendant le règne de Jacques VI.

Ce prince n'avait guère plus d'un an lorsque, par l'abdication de sa mère, il monta sur le trône d'Écosse. Son oncle, le régent Murray, s'entoura des membres les plus habiles du parti protestant, Morton, Lindsay, Lethington, Maitland, le Machiavel de l'Écosse. Mais tous ces hommes réunis n'étaient pas de trop pour lutter contre Élisabeth et son astucieux ministre, lord Burleigh.

Comme la reine d'Angleterre avait refusé de voir celle qu'elle appelait *sa bonne sœur* avant que Marie se fût disculpée des crimes qui lui étaient imputés, on nomma une commission d'enquête qui dut siéger à York. Devant cette cour, présidée par le duc de Norfolk, se présentèrent comme accusateurs, le régent Murray, les lords Morton et Lindsay, l'évêque des Orcades et le secrétaire d'État Maitland. L'évêque de Ross, les lords Boyd, Herries, et d'autres seigneurs, s'y portèrent défenseurs de la reine.

Les commissaires anglais demandèrent d'abord que le régent rendît hommage à la reine d'Angleterre, comme suzeraine d'Écosse, et la chose semblait naturelle, puisqu'il consentait à se présenter comme plaideur devant une cour anglaise. Lethington répondit pour Murray : « Que l'Angleterre restitue à l'Écosse le Cumberland, le Northumberland et la ville de Berwick, et l'hommage sera rendu. Quant au royaume et à la couronne d'Écosse, leur indépendance est plus certaine que ne l'était naguère celle de l'Angleterre même, quand elle payait à Rome le denier de Saint-Pierre. »

On passa outre; et comme Murray, accusé de rébellion contre sa souveraine, hésitait à se justifier en chargeant lui-même sa sœur, Élisabeth le fit menacer secrètement de lui retirer sa protection, s'il ne le faisait. Le régent intimidé, sentant que désormais il n'y avait plus de réconciliation possible entre lui et la reine d'Écosse, accusa Marie Stuart de complicité

dans le meurtre de son mari, et d'avoir formé un complot contre les jours du prince son fils, actuellement régnant. Pour preuve de ce qu'il avançait, Murray produisit une cassette contenant des lettres, des poésies et diverses pièces qui établissaient la preuve du commerce criminel de la reine avec Bothwell. Tout donne lieu de penser que la plupart, sinon toutes les pièces contenues dans cette cassette, étaient apocryphes. Marie les déclara telles, en ajoutant que, dans son royaume, il se trouvait bien des personnes capables de contrefaire son écriture. Le secrétaire d'État Maitland possédait, dit-on, ce talent au suprême degré.

De toute la suite de cet étrange procès, où, des deux côtés, on plaida avec une égale mauvaise foi, il nous semble résulter que Marie connut les projets des conspirateurs contre Darnley, et qu'elle le laissa tomber dans le piége; que la scène de l'enlèvement de la reine par Bothwell fut une comédie concertée entre eux pour justifier une union révoltante. Quant aux complots de Marie contre son fils, ils sont purement imaginaires, et le bon sens et la nature en repoussent également l'idée.

L'enquête se termina favorablement pour Marie, Élisabeth ayant avoué qu'elle ne voyait pas de fondement aux accusations dont la reine d'Écosse avait été l'objet. Cependant, contre le droit des gens, contre les lois de l'hospitalité, et en dépit des protestations d'amitié qu'elle avait reçues de la reine d'Angleterre, Marie continua à être traitée en captive, et Élisabeth ne sembla s'inquiéter, en aucune façon, de justifier le droit qu'elle avait de la retenir prisonnière : il lui suffisait d'en avoir le pouvoir. Marie fut transférée du château de Bolton à celui de Tutbury. Elle passa de là à Vinkfield, à Sheffield, à Buxton, revint à Sheffield, puis à Tutbury et enfin à Fotheringay, où elle fut décapitée (1587).

Et maintenant nous devons retourner en Écosse, et voir ce qui s'y passa après le procès d'York. Les seigneurs attachés au parti de la reine ne tardèrent pas à reprendre les armes, et vaincus encore ils n'en continuèrent pas moins à conserver une attitude menaçante. Tel était l'état des choses lorsque Murray fut tué, en 1568, par Hamilton de Bothwellhaugh, qui, partisan de la reine, avait de plus une injure personnelle à venger sur le régent.

Les protestants regrettèrent vivement Murray, qu'ils nommèrent *le bon régent*, et Élisabeth s'écria, dit-on, qu'elle perdait l'ami le plus sûr qu'elle eût au monde. En Écosse les deux partis recommencèrent la guerre et les amis de Marie eurent encore une fois le dessous.

Le comte de Lennox, père du malheureux Darnley, nommé régent, dut gouverner au nom de son petit-fils l'Écosse, qui continua d'être divisée en deux factions. De fréquentes rencontres eurent lieu entre les deux partis, et le nouveau régent fut tué (1571) à Stirling au milieu d'une bagarre.

A la place du comte de Lennox, les protestants élevèrent à la régence John, comte de Mar. Juste, modéré, bon patriote, le nouveau régent s'efforça de rétablir la paix entre les deux partis. Le chagrin qu'il éprouva en reconnaissant combien étaient vains tous ses efforts, causa sa mort, qui eut lieu en 1572.

Le successeur du comte de Mar fut James, comte de Morton, dont le principal titre aux yeux de ceux qui l'élevèrent à ce haut rang, fut la haine qu'il n'avait cessé de manifester contre la malheureuse reine. Morton était ambitieux, cupide, cruel et hypocrite; mais en même temps il était brave, fier et plein d'habileté politique. Devenu régent d'Écosse, il ne tarda pas à se montrer le serviteur dévoué de la reine d'Angleterre. Celle-ci le soutint en toute occasion contre les

lords toujours soulevés pour la cause de Marie; et l'Écosse fut inondée de sang jusqu'au traité de Perth (1573), par lequel les principaux seigneurs du parti de la reine se soumirent à l'autorité du roi et à celle du régent, et reconnurent l'illégalité de tout ce qu'ils avaient fait au nom de Marie. Les partisans de la reine adhérèrent généralement à cette capitulation, et la bannière de cette princesse fut abattue par toute l'Écosse, à l'exception du château d'Édimbourg, où un partisan de Marie, Grainge de Kircaldy, se défendit avec une héroïque valeur. Le reine d'Angleterre envoya au régent des troupes et de l'artillerie pour soumettre cette forteresse, qui ne se rendit qu'après que le commandant eut épuisé toutes ses munitions et ses provisions. Le régent fit mettre à mort l'héroïque Kircaldy, le dernier Écossais qui ait reconnu pour souveraine l'infortunée prisonnière.

Morton ne tarda pas à voir s'élever contre lui de nombreux ennemis, et ces ennemis n'eurent pas grand' peine à persuader à Jacques, âgé de douze ans à peine, qu'il était capable de tenir lui-même les rênes du gouvernement. Le 12 mars 1578, Jacques fit savoir au régent, qui s'était retiré au château de Lochleven, qu'il avait dessein de lui ôter la régence et de lui demander compte de la manière dont il en avait rempli les fonctions. Morton ne fit aucune résistance, et une proclamation royale annonça que Jacques VI prenait en ses propres mains le gouvernement de l'État. Le régent, fort d'une amnistie pleine et entière, se retira tranquillement dans son château de Dalkeith, que le peuple désigna bientôt par le nom de *caverne du lion.* Tout le monde pensait que le vieux lion ne tarderait pas à s'élancer de son fort et à épouvanter le royaume. Effectivement, la même année, Morton, s'emparant de la personne du roi qu'il mena au château de Stirling, se retrouva à la tête du gouvernement. Le parti

opposé au régent fut aussitôt en armes. A la veille de combattre, on conclut un arrangement qui laissait la puissance à Morton, en la faisant partager à d'autres seigneurs. Cet arrangement n'eut guère de durée; et le régent, renversé par d'audacieux favoris, se vit obligé de répondre de la part qu'il avait eue dans la mort de lord Henri Darnley, père du roi. Vainement il argua de l'amnistie qu'il avait jadis obtenue, et qui s'étendait, non-seulement aux actes de la régence, mais encore aux actes antérieurs à cette régence : il fût mis en arrestation, jusqu'à ce que son procès fut instruit dans les formes. Morton, déclaré complice du meurtre de Darnley, quoique probablement il ne fût coupable que de non-révélation, fut exécuté publiquement, en 1581.

A la mort du comte de Morton, le roi d'Écosse était dans sa quinzième année. Déjà il manifestait le penchant au favoritisme qui marqua toute sa carrière, et comblait de dons le jeune duc de Lennox, et James Stuart, comte d'Arran.

Jacques était complétement dépourvu de courage personnel aussi bien que d'avantages extérieurs. Sa timidité était extrême, et l'excellente éducation qu'il reçut du savant Buchanan, qui fut depuis précepteur de notre Montaigne, ne put jamais combattre les vices constitutifs de l'esprit de ce prince.

Dès qu'il commença à réfléchir, il se dit qu'il ne tenait pas la couronne de son droit, mais bien de la volonté de sa noblesse, qui l'avait choisi surtout en haine de sa mère. Il s'ensuivit que, fortement jaloux de ses priviléges comme roi, il prit cependant constamment garde de ne pas exercer son pouvoir de manière à provoquer la résistance. Heureux son fils, s'il eût eu la même prudence, la même timidité!

Indolent, et plus amoureux de la vaine montre que de l'exercice réel du pouvoir, Jacques remit le gouver-

nement entre les mains des comtes de Lennox et d'Arran. Le premier était un homme franc, libéral, plein de bonnes dispositions; par malheur il n'entendait rien aux affaires et, de plus, on l'accusait d'être fortement attaché à la France, où il avait été élevé. Quant au comte d'Arran, ambitieux au plus haut degré, audacieux, entreprenant, dépravé et sans scrupules, il avait l'art de faire adopter toutes ses vues au roi et au comte de Lennox. Les deux favoris portèrent naturellement ombrage à la noblesse, qui résolut de les éloigner du roi, alors même que, pour arriver à ce but, il faudrait recourir à la violence, ce qui eut lieu en effet.

Le jeune roi, obligé de se soumettre à d'audacieux conspirateurs, vit jeter en prison le comte d'Arran et exiler le comte de Lennox, sans presque oser intercéder en leur faveur. A peu de temps de là, Jacques signa une amnistie, où il reconnaissait que la conspiration tramée contre ses favoris était un bon et loyal service rendu à sa personne. Mais dès lors Jacques VI était imbu de ce principe, que le pouvoir de dissimuler était essentiel à l'art de régner, et il s'occupait des moyens de sortir des mains des seigneurs qui s'étaient emparés de lui et lui avaient enlevé ses favoris. Il y réussit au bout de quelque temps, et se réfugia au château de Saint-André (1583), dont l'archevêque et le commandant lui étaient tout dévoués. Une fois en sûreté, il fit une proclamation contre les barons, et rappela à la tête des affaires son ancien favori le comte d'Arran. Lennox était mort dans l'exil.

Jacques s'abandonna plus complétement que jamais aux conseils de son favori, et la guerre civile recommença. Le parlement, le gardien naturel de la liberté, vit ses priviléges restreints par l'établissement d'un comité, dont les membres, nommés les *lords des articles*, choisissaient et discutaient préalablement les af-

faires qui devaient lui être soumises. Ajoutons que, durant tout le cours de la guerre civile, quand un parti triomphait, il convoquait un parlement composé de ses seuls amis, et que les membres du parti opposé avaient grand soin de n'y pas paraître. Ceci avait pour conséquence d'anéantir le pouvoir de la représentation nationale.

Cependant Élisabeth continuait ses intrigues en Écosse, et en 1584 le comte d'Arran prit avec cette princesse des engagements secrets, dans lesquels, selon le désir de la reine d'Angleterre, il s'engageait à empêcher de se marier avant trois années le roi, alors âgé de dix-huit ans, auquel Élisabeth promettait de donner la main d'une princesse du sang royal d'Angleterre. Les diplomates qui avaient mené cette affaire dirent à la reine qu'il y avait peu à se fier aux promesses du comte d'Arran, et l'habile princesse résolut d'envoyer à Jacques, comme ambassadeur, un jeune homme nommé Wotton, qui, selon un chroniqueur, « venait, non pour ennuyer Sa Majesté d'objets politiques, d'affaires fatigantes et parsemées d'épines, mais pour partager avec le roi les plaisirs des courses à cheval, de la chasse au tir et à l'oiseau, et l'entretenir de propos légers et joyeux, étant un grand voyageur qui avait vu différentes cours. » Wotton était en effet envoyé à la cour d'Écosse pour se substituer au comte d'Arran dans la faveur de Jacques.

Vainement Melvil avertit le roi qu'il avait vu l'ambassadeur anglais à Paris, sous le déguisement d'un page irlandais, servant d'intermédiaire pour transmettre au connétable de France des propositions pour la surprise de Calais; Jacques n'en tint compte, et Wotton ne tarda pas à devenir son favori.

On se demande avec étonnement comment, une fois arrivé à l'adolescence, le roi d'Écosse n'insista pas auprès de la reine d'Angleterre pour faire rendre la liberté,

ou du moins pour adoucir la captivité de sa mère. Mais il ne paraît pas que ce monarque égoïste ait eu jamais la moindre tendresse pour la malheureuse Marie, des cimes de laquelle il fut sans doute d'autant plus facilement convaincu, que ces crimes lui avaient frayé le chemin au trône. La pauvre captive lui ayant, à l'époque de sa majorité, envoyé des vêtements qu'elle-même avait brodés, et quelques-uns des bijoux qui lui étaient restés, vit son présent refusé, sous prétexte que l'adresse n'était pas correcte. Marie n'accusa jamais de cette dureté un fils qu'elle aimait, et elle l'attribua aux conseillers de ce monarque, qui peut-être n'entendit jamais parler de cet envoi de sa mère.

Mais quelle que fût l'insensibilité de Jacques, quel que fût son désir de se maintenir en bonne intelligence avec la reine d'Angleterre, de laquelle il attendait une seconde couronne, il s'émut en apprenant que la hache était suspendue sur la tête de sa mère. Il fit déclarer à Élisabeth, que si Marie Stuart était mise à mort par suite de l'injuste poursuite qu'on avait dirigée contre elle, la nature et l'honneur lui imposeraient le devoir de la venger. Mais Élisabeth ayant manifesté un grand courroux, en entendant un langage auquel elle n'était pas accoutumée, Jacques se refroidit tout à coup, et la reine d'Angleterre comprit que, quoi qu'il arrivât, elle n'avait rien à craindre de son côté. Cependant le fils reparut encore, mais ce ne fut qu'à de rares intervalles, et Élisabeth avait bien jugé le politique sans cœur auquel elle avait affaire.

Du reste, pendant tout ce temps, Jacques s'occupait de frivoles disputes avec son clergé; et plus d'une fois ces disputes roulèrent sur la façon dont on devait prier pour la reine prisonnière.

En apprenant la mort de sa mère, le roi d'Écosse sembla ne respirer que guerre et vengeance. Il refusa de voir l'envoyé d'Élisabeth; mais au bout de

quelque temps tout ce beau feu s'éteignit, et il feignit de croire vraie la comédie que joua la reine d'Angleterre. Jacques ne voulait à aucun prix perdre ses droits à la couronne qu'il attendait d'elle. De même qu'Élisabeth avait sacrifié son secrétaire Davison, Jacques sacrifia l'homme qu'il avait chargé de négocier, et celui-ci fut condamné au bannissement. La reine d'Angleterre promit de faire reconnaître par le parlement les droits du roi d'Écosse à la couronne, et de lui donner en attendant un duché et un revenu en Angleterre (1587). Ces promesses révoltantes étaient le prix du sang de la malheureuse Marie.

Le comte d'Arran, rentré en faveur, s'efforça par tous les moyens d'empêcher, comme il l'avait promis à Élisabeth, le mariage du roi d'Écosse. Ce mariage eut lieu pourtant, et en 1590 Jacques épousa la princesse Anne de Danemark, qui bientôt donna le jour à deux fils. Le reste du règne de Jacques en Écosse fut rempli de troubles religieux, et le royaume fut aussi mis en feu par cette noblesse éternellement remuante, dont nous avons eu tant de fois l'occasion de parler. Élisabeth fomenta toutes ces discordes, dans lesquelles elle croyait voir sa sûreté.

Pendant les dernières années de la vie d'Élisabeth, Jacques s'occupa activement de se frayer les voies au trône d'Angleterre; il y entretint un agent depuis 1599. Les deux nations prévoyaient son avénement avec satisfaction. L'Écosse se croyait destinée à exercer une sorte de suprématie sous un roi né dans son sein; l'Angleterre se réjouissait de passer du gouvernement d'une femme sous celui d'un prince qu'on disait bon, sage, libéral et éclairé. Tous les hommes d'État, le fils de Cecil, lord Burleigh à leur tête, se tournaient du côté de l'Écosse. Les catholiques manifestaient aussi de vives sympathies pour le fils de Marie Stuart. Un faible parti se prononçait seul contre Jacques. Le plus

distingué des membres de ce parti fut le célèbre Walter Raleigh, que plus tard le roi punit cruellement de l'opposition qu'il lui avait faite. Quant à la reine, elle continua jusqu'à la fin de refuser de se déclarer. Près de mourir, elle dit enfin, « qu'elle ne voulait avoir qu'un roi pour successeur, et que le roi d'Écosse porterait sa couronne. » Après quoi elle expira (1603).

Trois jours après cet événement, Jacques fut salué roi d'Angleterre par un envoyé de Burleigh, et bientôt il reçut une ambassade solennelle qui l'informa qu'à la mort de la reine il avait été proclamé roi, aux applaudissements du peuple anglais.

Jacques, arrivé au comble de ses vœux, se prépara à se rendre immédiatement à Londres. Il fit à ses sujets les adieux les plus affectueux et leur promit de revenir souvent les visiter. Le 4 avril 1603, il partit pour prendre possession de son nouveau royaume. Comme le cortége royal s'avançait, un convoi funèbre obstrua le passage. Le roi descendit de cheval, s'assit sur une pierre, et triste, la tête découverte, il attendit pour reprendre sa marche que le cortége mortuaire fût passé. Celui qu'on portait en terre en ce moment était le vieux lord Seton, l'un des plus fidèles partisans de la reine Marie.

Une tradition populaire rapporte un autre incident du départ de Jacques pour l'Angleterre : tandis que les gentilshommes et le peuple accouraient de toutes parts pour voir le cortége du roi et l'escorter à quelques milles de distance, un vieillard, au lieu d'étaler le brillant costume et les habits de fête qu'avaient pris tous les autres, se montra en grand deuil. On lui demanda pourquoi il avait pris des vêtements qui convenaient si peu à une circonstance si joyeuse. « Je connais cette route d'Angleterre, répondit-il, et je l'ai suivie, dans mon temps, comme nous le faisons

aujourd'hui, sous la bannière royale, et j'étais alors aussi bien monté et équipé que l'exigeaient mon rang et ma fortune : mais nous allions faire une guerre honorable à nos ennemis nationaux. A présent, quand nous allons céder notre roi à l'Angleterre, quand nous allons accorder à un peuple dont les armes n'ont jamais pu nous conquérir, le droit de régner sur nous comme sur une province, je viens, pleurant la perte de l'indépendance de mon pays, sous le costume qui convient à celui qui suit les funérailles de sa mère. » Le vieillard avait raison ; malgré les réserves du parlement, malgré les subtiles distinctions qui furent faites, du jour où Jacques put s'intituler *roi de la Grande-Bretagne*, titre qu'aucun souverain anglais n'avait porté, il n'y eut plus d'Écosse indépendante, quoique l'incorporation définitive des deux royaumes n'ait eut lieu qu'un siècle plus tard. A partir de l'avénement de Jacques au trône d'Angleterre, il n'y a plus d'histoire d'Écosse.

CHAPITRE V.

Irlande.

De 1485 *à* 1603.

Les droits mal assurés de chacun des rois qui, depuis Henri IV, étaient montés tour à tour sur le trône d'Angleterre où ils ne furent véritablement rois que d'une faction, leur rendaient si redoutable toute sorte d'opposition, que la faible Irlande elle-même leur semblait à ménager. Henri VII le sentit mieux qu'aucun autre. Comme nous l'avons dit en son lieu,

ce prince craignait les prétentions de la maison d'York; et sachant que l'Irlande était très-affectionnée à cette maison, il traita d'abord ce pays avec une grande douceur.

Ces ménagements encouragèrent la faction yorkiste, et lorsque éclata le complot de Lambert Symnel, l'Irlande fut le premier théâtre des opérations du prétendant. A l'arrivée du faux Warwick à Dublin, le peuple se déclara pour lui; le lord-député et le conseil d'État le proclamèrent roi, et on le couronna solennellement d'une couronne empruntée à une image de la Vierge, l'Irlande n'ayant plus depuis longtemps de couronne royale. Deux mille hommes de troupes que la duchesse de Bourgogne envoya au prétendant débarquèrent en Irlande.

En faisant toutes ces démonstrations, les chefs du complot, dont le seul but était de renverser Henri VII, avaient espéré attirer ce prince en Irlande et pendant son absence soulever l'Angleterre. Ils furent déçus dans leur espérance. Nous avons dit ailleurs quel fut le dénoûment de la ridicule expédition de Symnel, pour lequel s'était prononcée presque toute la colonie, et entre autres le lord-député, comte de Kildare, et la plupart des évêques. La ville de Waterford, qui avait refusé de reconnaître Symnel, fut officiellement remerciée par le roi. Ceux qui s'étaient déclarés pour l'imposteur reçurent des lettres de grâce et durent prêter un nouveau serment d'obéissance; un seul fut excepté : ce fut un ecclésiastique, Keating, prieur de Kilmainham, particulièrement redoutable par son audace et son humeur turbulente.

Kildare refusa de prêter serment dans les termes qui lui étaient dictés, et n'en resta pas moins à la tête de la colonie, où son activité le rendait nécessaire. Pendant tout ce temps les indigènes firent sur le territoire anglais quelques tentatives bientôt avortées par le

désaccord qui se mit entre les différents chefs. On a conservé le singulier défi d'un prince de l'antique famille souveraine des O'Nyell à un autre chef, et la non moins singulière réponse de celui-ci. « Payez-moi le tribut ou bien..... » Tel était le message d'O'Nyell. « Je ne vous dois aucun tribut, et si..... » Telle fut la réponse. Le meurtre d'O'Nyell fut le dénoûment de cette querelle.

Les nouvelles prétentions d'un second prétendant, Perkins Warbeck, rallumèrent la guerre entre l'Irlande et la métropole. Henri, informé que Warbeck voulait commencer ses opérations en Irlande, nomma lord-député Walter, archevêque de Dublin.

Warbeck, arrivé à Corke, reçut des honneurs royaux, et envoya des lettres aux comtes de Kildare et de Desmond, en leur demandant leur appui. Desmond, agissant comme s'il eût été absolument indépendant de la couronne d'Angleterre, se déclara ouvertement en faveur du prétendant; mais Kildare ne répondit que d'une manière ambiguë au message de l'aventurier. Ces premières tentatives de Warbeck n'eurent du reste aucune suite. Le prétendant comptait peu sur un pays que ravageaient à la fois une maladie épidémique, la famine et les dissensions intestines. De plus, il n'avait pas fait appel aux Irlandais indigènes, mais seulement aux habitants du *Pale*, et la colonie anglaise semblait toucher à sa perte. Son territoire se trouvait restreint à la moitié environ des districts de Dublin, Meath, Kildare, Wexford et Uriel, et dans cette étendue même le peuple avait adopté les habits et l'idiome irlandais.

Henri fit venir Walter en Angleterre, pour savoir par lui quel était au juste l'état de la colonie; puis il envoya pour le remplacer sir Édouard Poynings, chargé de remettre sous la loi anglaise tout le territoire du *Pale*, et d'établir, sur des bases solides, le

pouvoir des Anglais en Irlande. Le nouveau gouverneur arrivait avec mille hommes de troupes; il était suivi d'un lord chancelier, d'un lord trésorier, d'un juge civil, d'un juge criminel, en un mot, de tout ce qui constitue un gouvernement régulier. Ses efforts militaires furent malheureux; il réussit mieux dans ses tentatives de législation.

Réformer les abus, empêcher les Anglais d'abandonner les mœurs de leurs ancêtres, assurer la prérogative royale, régulariser pour l'avenir les assemblées du parlement, régler l'impôt : tels furent les objets dont s'occupa un parlement qu'il assembla en 1495, et dont les lois apportèrent quelque soulagement aux maux de la colonie. Quant à l'Irlande indigène, ce parlement ne fit guère que confirmer les statuts de Kilkenny, déjà renouvelés maintes fois. N'oublions pas de mentionner qu'il cassa plusieurs actes des parlements précédents, et en particulier de celui qui avait été convoqué par Symnel. Deux actes de ce parlement sont particulièrement remarquables. Le premier porte que tous les décrets qui, depuis peu, avaient été faits en Angleterre, auraient force de loi en Irlande. Le second, qui fut appelé la *loi de Poynings,* interdisait aux Anglais d'Irlande de convoquer aucun parlement, sans avoir préalablement mis sous les yeux de Sa Majesté les motifs de la convocation. Cet acte, d'abord favorable au peuple, qu'il garantit pendant un certain temps des exactions et de la rapacité des gouverneurs, devint par la suite très-nuisible à l'Irlande. Mais le gouverneur allait de nouveau être obligé à reprendre les armes.

Warbeck était débarqué dans le Munster, où le comte de Desmond ne tarda pas à se joindre à lui, à la tête d'un corps de troupes. Repoussé avec vigueur, Warbeck se retira en Écosse, et le lord-député retourna triomphant vers son maître. Le prédécesseur

de Poynings, le comte de Kildare, attendait en prison que le roi d'Angleterre voulût bien se décider à faire commencer son procès.

On le commença enfin, et la noble audace du comte amena son acquittement. Sommé de choisir un défenseur, Kildare, avec une liberté inconnue à la cour des Tudor, s'empara de la main du roi, en disant : « Oui, je choisirai un défenseur, et des plus habiles du royaume. Ce sera vous, sire ; et vous-même me défendrez contre les misérables qui m'accusent. » Cet appel fait à son jugement et à son équité toucha le prince. Il reconnut dans Kildare, dont la fermeté ne se démentit pas un moment, l'homme propre à l'accomplissement de ses desseins ; et lorsque les accusateurs du comte finirent en déclarant que « toute l'Irlande ne pouvait parvenir à gouverner ce comte, » le roi répondit : « Hé bien ! ce comte gouvernera toute l'Irlande. »

Rétabli dans ses biens et ses honneurs, le comte de Kildare ne tarda pas à faire amnistier, par son crédit, le comte de Desmond et tous les barons d'Irlande qui avaient pris part à l'affaire de Warbeck. Deux seuls furent exceptés : l'un d'eux fut pendu à Tyburn avec le prétendant ; l'autre fut proscrit et inhumainement massacré. Quant au comte de Kildare, qui tint encore pendant dix-sept années les rênes du gouvernement qui ne lui échappèrent qu'à sa mort (1513), il obtint le respect des Irlandais et sut maintenir dans la soumission les Anglais d'Irlande, dont la plupart avaient, en dépit des statuts, adopté les mœurs des indigènes.

A la mort de ce gouverneur, Henri VIII était parvenu depuis quatre années au trône d'Angleterre. Tout occupé de plaisirs, le jeune monarque ne songeait guère à la malheureuse Irlande, et la colonie serait retombée dans l'état de décadence dont l'avait tirée le comte de Kildare, si le fils de ce seigneur, qui

avait hérité de ses grands talents aussi bien que de son nom, ne se fût emparé du gouvernement. Henri VIII, enchanté de n'être pas obligé de s'occuper d'affaires, le confirma dans sa qualité de gouverneur.

Quand Wolsey arriva au ministère, il ne put, habitué à voir tout plier devant lui, s'accommoder de l'orgueil du comte de Kildare; le gouverneur d'Irlande fut sommé de venir en Angleterre rendre compte de sa conduite. Sorti victorieux de l'instruction qu'on dirigea contre lui, il n'en fut pas moins destitué de sa charge, qui fut remise au comte de Surrey.

L'influence du nouveau gouverneur sur les chefs irlandais fut bien inférieure à celle du comte de Kildare, qui, au bout de deux années, fut de nouveau nommé lord-député d'Irlande. On pensait que lui seul pouvait mettre fin aux continuelles divisions qui jetaient la colonie anglaise dans un véritable danger. Les chefs irlandais avaient recommencé la guerre à la faveur des dissensions des Anglais.

La sympathie du comte de Kildare pour les Irlandais indigènes le perdit; on représenta à Henri VIII que le rayon de la colonie n'avait plus qu'environ vingt milles (sept lieues) d'étendue où on eût conservé les mœurs, le costume et la langue de l'Angleterre. Kildare, sommé de venir rendre compte de sa conduite (1534), fut enfermé à la Tour, où il dut attendre son jugement. Il avait laissé l'administration de l'Irlande à son fils. Ce jeune homme, doué de talents qui semblaient héréditaires dans sa famille, ayant reçu la fausse nouvelle que son père avait été mis à mort en Angleterre, leva l'étendard de la révolte. Suivi d'une troupe armée, il se présenta au milieu du conseil du royaume assemblé à Dublin, résigna ses pouvoirs de lord-député, et se déclara l'ennemi du roi d'Angleterre. Vainement l'archevêque d'Armagh, qui siégeait dans le conseil, le prenant par la

main, le supplia, dans les termes les plus pressants, de ne pas se plonger avec sa famille dans un abîme sans fond; la voix du prélat fut étouffée par les chants d'un barde irlandais, qui, dans sa langue nationale, appelait le héros à venger la mort de son père. Le jeune homme commença sa carrière de révolte et de dévastation.

Maintes scènes de violences suivirent, au milieu desquelles Kildare ne tarda pas à savoir que son père n'avait pas été exécuté, comme on le lui avait dit, mais était mort de douleur en apprenant sa révolte. Mais désormais le comte s'était trop avancé pour reculer; il continua la guerre qu'il avait commencée. Elle dura avec des succès divers jusqu'à l'année 1538, où, après avoir été défait à Bellohac, Kildare se réfugia en France.

Une nouvelle source de malheurs plus grands que tous ceux qu'elle avait jusqu'alors éprouvés, venait de surgir pour la malheureuse Irlande. Le fanatisme religieux allait consommer son asservissement politique; et ce que quatre cents ans n'avaient pu faire, un siècle allait l'achever par la main de trois grands despotes : Henri VIII, Élisabeth et Cromwell.

L'Angleterre protestante devait, comme nous l'avons dit, vouloir que l'Écosse et surtout l'Irlande le devinssent : de là dépendait sa sûreté. Si l'Angleterre n'imposait pas à l'Irlande le culte réformé, ne devait-elle pas craindre que l'Irlande, aidée des grandes puissances continentales, ne songeât à rétablir le catholicisme en Angleterre? Mais il était impossible que l'Irlande, la monarchique Irlande, le pays des antiques traditions, devînt protestante; et comme une bulle du pape l'avait donnée à l'Angleterre, elle dut songer plus que jamais à recouvrer son indépendance, en voyant Henri VIII rompre les liens qui l'attachaient au saint-siége.

Dès l'origine de la réforme d'Henri VIII, ce prince songea à l'établir en Irlande, et l'an 1534, le monarque anglais voulut obliger *l'île sainte* à renoncer à la suprématie du saint-siége. Henri trouvant des résistances auxquelles il ne s'était pas attendu, fit arrêter l'archevêque primat d'Armagh, coupable d'avoir lancé l'excommunication contre tous les Irlandais qui se soumettraient à sa suprématie spirituelle. Du reste, l'Irlande anglaise aussi bien qu'indigène repoussa presque unanimement les prétentions du roi d'Angleterre. L'évêque de Dublin s'étant montré dès l'abord le champion de la réforme, la primatie d'Irlande dut être transférée par Henri VIII d'Armagh à Dublin. Le prélat dépossédé s'adressa alors au pape, et on put craindre que le chef de la catholicité ne dépouillât, par une bulle, l'Angleterre du royaume que jadis une bulle lui avait octroyé.

L'évêque de Dublin conseilla de faire établir, par acte du parlement, la foi nouvelle : en conséquence, un parlement tenu à Dublin statua qu'à l'avenir le roi d'Angleterre serait chef suprême de l'Irlande au spirituel comme au temporel. Ce parlement déclara, en outre, qu'à l'avenir les appels en cour de Rome seraient absolument interdits ; que le clergé payerait au roi la taxe des premiers fruits, au lieu de la payer au pape ; enfin il adjugea au roi le vingtième de tous les revenus ecclésiastiques.

En 1537, Henri supprima un certain nombre de monastères. Un nouveau parlement assemblé cette même année vit la chambre des lords rejeter l'impôt du vingtième, qu'avait voté la chambre des communes. Ce nouveau parlement fut prorogé. Enfin Henri, craignant de pousser les choses à l'extrême, se contenta d'exiger le serment pur et simple de suprématie à la personne du roi, qui fut prêté d'autant plus facilement qu'aucun prêtre, anglais ou indigène, ne comprit bien la portée de ce serment.

Lorsque, dans la suite, Henri VIII essaya de faire adopter à l'Irlande son symbole de foi, les deux races se réunirent pour la défense de leurs antiques croyances, et des insurrections éclatèrent sur tous les points de l'Irlande.

Ces insurrections se calmèrent d'elles-mêmes ; et on adopta pour l'Irlande une sorte de tolérance religieuse, fort différente du fanatisme persécuteur qu'on employait en Angleterre : on s'occupa surtout de réaliser dans ce pays des améliorations politiques et matérielles, et jamais, depuis la conquête de Henri II, la puissance anglaise n'avait paru aussi solidement établie en Irlande qu'elle sembla l'être dans les dernières années de la vie de Henri VIII. Remarquons qu'en 1541, un acte du parlement d'Irlande donna au roi Henri VIII, pour passer après lui à ses successeurs, le titre de *roi* d'Irlande, au lieu de celui de *seigneur* que jusqu'à ce prince les monarques anglais avaient porté. Ce bill, qui passa à l'unanimité dans les deux chambres du parlement, fut reçu avec acclamation par la population du *Pale*. Les chefs irlandais montrèrent aussi plus de soumission pendant quelques années ; mais cette soumission était plus apparente que réelle, et la tranquillité dont jouit momentanément l'Irlande ne sembla qu'une halte, une trêve pour se préparer à de nouveaux combats.

L'homme sous lequel s'était accomplie la soumission au roi, la plus complète dont l'Irlande eût encore donné l'exemple, le lord Grey, nommé gouverneur, en 1535, fut rappelé à Londres en 1539. Poursuivi par des ennemis que lui avait faits son zèle à servir le roi, il fut abandonné par l'ingrat monarque, et décapité au moment où Henri recueillait les fruits de son administration.

Par les soins de lord Grey, les indigènes et les Anglais semblaient se disputer à qui présenterait le plus

tôt son hommage, à qui donnerait au roi les plus fortes preuves de loyauté. Quelques chefs indigènes reçurent des titres : les O'Nyell, les O'Brien, etc., furent créés comtes de Tyrone, de Clanricarde, etc. Mais on négligea l'occasion qui se présentait d'incorporer véritablement l'Irlande à l'Angleterre, en repoussant les pétitions de quelques tribus qui demandaient à être admises au nombre des sujets de Sa Majesté et à voir ériger leur territoire en comtés anglais.

Lorsque Édouard VI monta sur le trône (1547), quelques chefs indigènes, O'Moore et O'Connor, prirent les armes et répandirent la terreur dans le Leinster. Défaits par le gouverneur sir Édouard Bellingham, ils furent envoyés prisonniers à Londres, où le premier mourut. Mais le conseil de régence d'Édouard méditait d'importants changements dans le culte, et il était décidé à étendre ces changements à l'Irlande. Sir Anthony Saint-Léger, nommé gouverneur à la place de Bellingham, fut chargé de ce soin (1550).

Une proclamation royale qui fut immédiatement adressée au clergé lui enjoignit d'accepter la nouvelle liturgie en langue anglaise. Mais, avant de publier cette liturgie, on la soumit à l'examen d'une assemblée ecclésiastique. Une faible partie des prélats siégeant dans cette assemblée donna son consentement, les autres protestèrent en se retirant. On passa outre, et la nouvelle liturgie fut lue publiquement dans la cathédrale de Dublin le jour de Pâques 1551. La haine que les Irlandais avaient manifestée pour la réforme religieuse fut bientôt augmentée par les procédés des commissaires chargés d'enlever les objets servant au culte proscrit. Tout ce que les églises possédaient de précieux, reliques, vases sacrés, pierreries, etc., devint leur proie, et ils mirent en vente sans pudeur ces objets révérés de tous. L'évêque d'Armagh ayant essayé de s'opposer à leurs profanations, fut privé par lettres patentes de

la primatie dévolue à son siége épiscopal depuis les jours de l'apôtre Patrice; cette primatie fut transférée définitivement au siége de Dublin, dont l'archevêque s'était montré plus accommodant. Le prélat dépossédé se réfugia sur le continent, et son siége fut donné à un ecclésiastique anglais. Un autre Anglais, John Bale, fut dans le même temps nommé évêque d'Ossory. Le caractère violent et impérieux de ce prélat, son extrême aversion pour le catholicisme, amenèrent des scènes de violence dont il faillit être victime : cinq de ses domestiques furent massacrés par la populace, sans que l'administration pût trouver assez de force pour punir les meurtriers.

Marie détruisit en Irlande tout ce que son père et son frère y avaient fait pour l'établissement du protestantisme. Les ecclésiastiques qui s'étaient signalés par leur zèle anticatholique, ceux qui s'étaient mariés, prirent la fuite, ou furent chassés, et un parlement assemblé en 1556 confirma le rétablissement de l'Église dans son premier état. Toutefois, pour éviter de graves perturbations, on retint les terres qui avaient été vendues à des laïques. Ajoutons que pendant que l'Angleterre était le théâtre des odieuses rigueurs de Marie contre les protestants, l'Irlande, que la reine savait sincèrement et profondément catholique, n'eut à subir aucunes rigueurs, alors même que, fidèle à l'esprit de l'Évangile, elle offrait un généreux asile aux protestants persécutés.

Mais si la persécution religieuse ne s'étendit pas à l'Irlande, cette terre malheureuse fut pourtant bien loin d'être tranquille sous le règne de Marie. Une insurrection qui éclata dans les districts de Leix et d'O'Fally, coûta la vie à presque tous leurs habitants. Ces deux cantons, réunis à la couronne par acte du parlement, devinrent provinces anglaises. Le nom du comté Leix fut changé en celui de *Queen's County*

(comté de la reine), et sa principale forteresse porta le nom de *Maryborough*. La flatterie s'étendit de la reine à son époux : le nom du comté d'O'Fally fut changé en celui de *King's County* (le comté du roi), sa ville principale fut appelée *Philippstown*.

Marie mourut en 1558, et l'avénement de la protestante Élisabeth promit à l'Irlande d'affreux malheurs. Un parlement fut convoqué en janvier 1560. Dans ce parlement, la chambre des communes, composée seulement des députés envoyés par les villes et les cantons soumis à l'autorité royale, et soigneusement choisis, fit des lois selon les vues du gouvernement. Mais ces lois, il fallait arriver à leur exécution; là était le point difficile; et la chambre des lords offrit une résistance telle, qu'on fut obligé de dissoudre le parlement.

Les évêques durent désormais être nommés par la couronne, au lieu de l'être par les chapitres. Les prêtres catholiques furent chassés, et on leur substitua des prêtres protestants, qui, ne trouvant pas de fidèles, abandonnèrent bientôt leurs églises. Aux termes de la loi, le service divin devait être célébré en anglais, et les Irlandais n'entendaient ni ne parlaient cette langue; ils étaient d'ailleurs, comme tous les catholiques, habitués à prier en latin.

Cependant, les dix premières années du règne d'Élisabeth furent, en Irlande comme en Angleterre, pures de toute persécution religieuse; mais quoique la malheureuse Érin fût dans une sorte de paix relative, on y vit de temps à autre éclater des insurrections locales. A la suite d'une de ces insurrections, un chef indigène, O'Nial, de l'antique famille des rois de l'Ulster, se rendit à Londres pour rendre hommage à la reine. Il y parut escorté d'une troupe d'Irlandais, revêtus comme lui de l'antique costume national, qui fut un objet d'étonnement pour le peuple anglais. O'Nial

fut bien reçu par la reine, dont il se montra l'ami jusqu'au jour où, se croyant en force et levant de nouveau l'étendard de la révolte, il se déclara le défenseur de la foi catholique, envoya des ambassadeurs au pape et au roi d'Espagne, pour leur demander des secours, et attaqua la colonie anglaise avec toutes les forces qu'il put réunir. Dans ce soulèvement, O'Niaï brûla l'église d'Armagh où le culte hérétique avait été exercé, détruisit plusieurs châteaux et ravagea le pays. Vaincu enfin et fugitif, il fut assassiné en trahison. D'autres troubles qui éclatèrent simultanément en Irlande furent également réprimés.

Mais la tranquillité qui suivit n'était qu'apparente; les lois n'étaient pas exécutées, ou l'étaient violemment. Le roi d'Espagne ne cessait de fomenter la révolte au nom du catholicisme. Le gouverneur anglais avait su, par sa cruauté et sa rapacité, s'attirer la haine de toute l'Irlande.

Sir John Perrot fut appelé à le remplacer en 1583. Le nouveau lord-député, qu'on disait frère naturel d'Élisabeth, était un homme sévère, mais juste, qui, sans distinction d'Anglais ou d'Irlandais, punissait tous ceux qu'il trouvait coupables. Durant l'administration de sir John, un des plus puissants et des plus redoutables barons de la colonie anglaise, le dernier comte de Desmond, qui, comme ses prédécesseurs, vivait dans un état d'indépendance presque complète, fut condamné comme rebelle par le parlement. Ses terres furent divisées et données à des colons anglais (1586), qui durent y établir une famille anglaise par deux cent quarante acres de terrain. Il fut sévèrement interdit aux nouveaux colons d'admettre parmi eux aucun individu d'origine irlandaise; mais il était aussi difficile à la couronne de rendre cette condition obligatoire qu'il l'était aux donataires de l'observer. Les terres mises en culture par les nouveaux colons ne s'élevaient

pas à une moitié du comté; et parmi les cultivateurs, il se trouvait un nombre considérable d'anciens habitants, qui, plutôt que d'abandonner le lieu de leur naissance, avaient consenti à tenir des étrangers les terres de leurs ancêtres.

Les indigènes voyaient avec étonnement leur gouverneur punir les insultes qui leur étaient faites comme il eût puni des insultes faites à des Anglais, et ils n'avaient pas tardé à s'attacher sincèrement à lui. Cet attachement devait contribuer à sa perte.

Le caractère de Perrot était juste, mais violent et emporté, ses paroles étaient peu mesurées. La reine, tout occupée de secourir les protestants des Pays-Bas, refusa au lord-député la somme de cinquante mille livres sterling que celui-ci demandait pendant trois années, pour amener l'Irlande à un état de soumission complète. Irrité, Perrot, qui en ce moment avait déjà à lutter contre le parlement irlandais, laissa échapper quelques paroles assez vives sur sa souveraine et sur son chancelier Hatton. Ces paroles furent rapportées à la reine; on calomnia le lord-député près d'elle; on supposa des lettres qui firent une impression fâcheuse, laquelle ne s'effaça plus de l'esprit de la souveraine, alors même qu'elle en eut reconnu la fausseté. Enfin Élisabeth fut amenée à douter de la loyauté de son délégué. Ainsi prévenue, au lieu de s'occuper de lui envoyer les secours qu'il demandait, soit en hommes, soit en argent, on fit sortir à plusieurs reprises des troupes d'Irlande pour les envoyer dans les Pays-Bas, quoique le Munster fût menacé d'une invasion espagnole. On refusa l'offre que fit sir John, d'user de son influence sur les chefs irlandais de diverses provinces pour les engager à servir la reine, enfin, il n'y eut sortes de dégoûts dont on n'accablât cet homme, qu'on n'osait pas rappeler, mais qu'on voulait obliger à se démettre de sa charge.

Effectivement, sir John Perrot, qui, seul parmi les nombreux gouverneurs que l'Irlande avait vus se succéder depuis plus de quatre cents ans, semblait avoir compris ce qu'il fallait à ce malheureux pays, fut obligé de donner sa démission. Bientôt, accusé de haute trahison, il dut comparaître devant une cour de justice, siégeant à Westminster-Hall. Les preuves qu'on fournit contre l'ancien gouverneur ne méritaient aucun crédit; les hommes qui témoignaient contre lui étaient des misérables, et reconnus publiquement comme tels; mais, malgré son innocence, Perrot fut condamné, et expira prisonnier à la Tour, peut-être empoisonné, peut-être de la douleur que lui causa ce jugement inique.

Le successeur de sir John, sir William Fitz William, n'était pas assez habile pour maintenir en Irlande la tranquillité qu'y avait établie le dernier gouverneur. D'ailleurs les circonstances devenaient de plus en plus difficiles. Philippe II, au nom du catholicisme et de la liberté des mers, avait mis sur pied l'*invincible Armada*. Dans la dispersion de cette flotte fameuse qui, *envoyée contre des hommes*, avait été détruite par *les tempêtes* (1588), dix-sept vaisseaux ennemis, portant plus de cinq mille hommes, furent poussés sur les côtes d'Irlande. Ils furent bien reçus par un peuple naturellement hospitalier, et qui de plus, en cette circonstance, accueillait des coreligionnaires. Les Espagnols reconnaissants promirent, en retour de l'hospitalité qu'ils avaient reçue, de revenir avec des forces considérables pour secourir les Irlandais contre la reine d'Angleterre, qui voulait alors établir l'hérésie en Irlande par la force des armes.

En apprenant ces nouvelles, la colère d'Élisabeth n'eut plus de bornes. Depuis longtemps déjà elle ne pouvait plus entendre parler de l'Irlande sans une irritation profonde; cependant elle temporisa encore.

Cette faiblesse, qui n'était pas de la clémence, amena une foule de rébellions qui se succédaient les unes aux autres, et, réprimées, punies parfois par la main du bourreau, ne faisaient qu'enfanter de nouvelles révoltes, alimentées par l'or et les promesses de l'Espagne.

Le chef le plus redoutable parmi les indigènes était O'Nial, seigneur de l'Ulster, dont nous avons déjà parlé. Depuis longtemps il harcelait l'armée anglaise, lorsque la bataille de Blackwater (14 août 1598), qu'il gagna, vint exalter au plus haut point les espérances du parti national. Les Anglais avaient perdu dans cette désastreuse affaire 1500 hommes, leur artillerie, leurs munitions et la forteresse de Blackwater. O'Nial fut célébré comme le sauveur de son pays; toute la population indigène se leva en armes pour reconquérir l'antique indépendance, et bon nombre de colons anglais se préparèrent de leur côté à secouer le joug de la métropole.

Elisabeth ne tarda pas à apprendre que le roi d'Espagne se disposait à secourir l'Irlande, et convaincue enfin qu'il fallait agir avec vigueur, elle donna une armée de 20,000 hommes et ses pleins pouvoirs à son favori, Robert Devereux, comte d'Essex, qui fut nommé lord-lieutenant en Irlande.

Ceux qui ne connaissaient pas l'état de l'Irlande pensaient que vingt mille soldats étaient bien plus qu'il n'en fallait pour réduire les insurgés. Cependant ceux-ci ne s'effrayèrent pas de cet extraordinaire déploiement de forces. Le comte eut à peine posé le pied en Irlande, qu'il apprit que sur plusieurs points du royaume les indigènes avaient rassemblé des forces plus considérables que les siennes, et que leurs soldats, plus robustes et mieux exercés au maniement des armes, avaient en outre l'avantage de combattre sur un sol parfaitement connu, et qui, pour eux, était la patrie. Parti avec un plan tout fait et que lui-même avait en grande partie dicté, le comte d'Essex se vit obligé de

le modifier. De plus, il commit l'imprudence de choisir pour chef de sa cavalerie un homme disgracié par la reine. Celle-ci exprima son mécontentement, mais le favori marchait à sa perte avec l'aveuglement le plus complet.

La guerre qu'il fit en Irlande fut des plus malheureuses. Au lieu de concentrer ses forces sur un seul point et d'écraser le principal chef de la rébellion, Tyrone, comme Élisabeth le lui avait commandé, le comte dispersa son armée, qui se vit décimée chaque jour. Des renforts qui lui furent envoyés d'Angleterre furent également sacrifiés; et la reine, se lassant enfin de tant de fautes, soupçonnant peut-être dans son favori le désir de se faire roi d'Irlande, lui intima l'ordre formel de combattre le comte de Tyrone.

Essex se mit en marche; mais au lieu de combattre O'Nial, il eut avec lui une entrevue particulière, dans laquelle ils convinrent d'un armistice renouvelable toutes les six semaines, jusqu'au jour où la reine aurait répondu aux propositions que le lord-lieutenant se chargeait de lui transmettre de la part de Tyrone. Les plus importantes de ces demandes étaient : que le culte catholique fût toléré; que le gouverneur en chef fût un comte, revêtu du titre de vice-roi; que les principaux officiers de l'État et les juges fussent nés dans le pays; que les O'Nial, les O'Donnel, les Desmond et leurs partisans fussent intégralement remis en possession des terres que leurs ancêtres avaient possédées dans les deux derniers siècles; enfin, que la moitié de l'armée irlandaise fût composée d'indigènes.

En recevant ces propositions hardies, au lieu de la soumission sur laquelle elle avait cru pouvoir compter, Élisabeth, outrée de colère, songeait à rappeler son favori pour le mettre en jugement, quand Essex apparut à ses yeux, non pour se justifier, il ne semblait pas croire qu'il en fût besoin, mais pour exposer à sa sou-

veraine l'état véritable de l'Irlande. Nous avons raconté ailleurs la fin du comte d'Essex, dont nous n'avons plus à nous occuper ici.

Essex fut remplacé en Irlande par le comte d'Ormond (1599), et à son arrivée celui-ci trouva O'Nial animé d'un nouveau courage. Il venait de recevoir du roi d'Espagne de l'argent, des munitions et la promesse d'une invasion en Angleterre; du pape, un panache consacré. Le nouveau lord-lieutenant trouva, d'ailleurs, l'administration dans la plus grande faiblesse, les troupes réduites de 22,000 à 15,000 hommes, malades, disséminées; de telle sorte qu'il se trouva fort heureux de conclure avec les rebelles une trêve d'un mois. Tyrone profita de cet intervalle pour publier un manifeste dans lequel il exhortait tous les Irlandais à s'armer pour la religion catholique; ajoutant qu'une princesse frappée d'excommunication pour cause d'hérésie par le souverain pontife n'avait aucun droit à l'obéissance de ses sujets. Il écrivit en même temps au pape une lettre dans laquelle il lui demandait ses secours et se déclarait le fidèle serviteur du saint-siége. En réponse à cette lettre, le pape promulgua une bulle qui accordait au prince irlandais et aux confédérés les indulgences dont jouirent jadis les croisés de la terre sainte.

Sur ces entrefaites, la reine nomma lord-député en Irlande lord Mountjoy, qui arriva à Dublin au mois de février 1600, porteur des instructions auxquelles Essex avait négligé de se conformer. Il marcha immédiatement vers O'Nial, mais celui-ci, prévenu par des chefs de l'armée royale, prit la fuite, et lord Mountjoy ne put le rencontrer. Ainsi, à son arrivée, le lord-député avait à combattre un ennemi armé et la trahison dans son propre camp. Cependant il pressa ses opérations, et elles furent toutes si bien calculées, qu'au milieu de l'année 1602 les Espagnols furent obligés

de quitter l'Irlande. La province si longtemps rebelle de Munster était enfin soumise; et l'île sembla bientôt l'être tout entière dans la personne de Tyrone qui offrit de se rendre à des conditions honorables. La reine exigea qu'il se rendît sans condition, et on recommença une guerre désespérée qui ne portait profit à personne. Vainement le lord Mountjoy et tout le conseil d'Angleterre suppliaient la reine de conclure la paix : cette princesse ne s'était pas encore décidée, lorsque Mountjoy, ayant appris qu'Élisabeth allait mourir, prit sur lui de signer un traité (1603). Tyrone fit sa soumission à genoux, renonça à son titre de roi souverain, promit de ne reconnaître plus la suzeraineté d'aucun prince étranger, ce qui semblait impliquer le pape, et enfin sollicita de la clémence de la reine d'Angleterre la restitution de ses droits et de ses honneurs, dont il se reconnaissait déchu.

Peu de jours après, Tyrone et le lord Mountjoy, qui se trouvaient ensemble à Dublin, y reçurent la nouvelle de la mort d'Élisabeth. A cette nouvelle le chef irlandais fondit en larmes; mais ces larmes, on ne put les attribuer à la douleur que lui causait cette mort, mais bien au dépit de s'être sitôt soumis. Telle fut la fin de la guerre d'Irlande sous le règne d'Élisabeth. L'île fut domptée plutôt que soumise. En moins de dix années cette guerre avait coûté 86,000,000 à l'Angleterre. Elle dut se terminer sans qu'Élisabeth eût atteint le but qu'elle avait eu particulièrement en vue : faire adopter le culte anglican à l'Irlande. Ce pays, resté catholique, n'oublia jamais qu'on avait voulu le convertir en employant la guerre et la famine, de telle sorte que la plus grande partie de la population avait été anéantie, et toute la contrée changée en un affreux désert. Un écrivain contemporain, Holingshed, nous dit : « L'Irlande, qui auparavant était riche, fer-« tile, très-peuplée, chargée de riches pâturages, de

« moissons, de bestiaux, est maintenant déserte et sté-
« rile. Elle ne produit plus aucun fruit : plus de blés
« dans les champs, plus de bestiaux dans les pâturages,
« plus d'oiseaux dans les airs, plus de poissons dans
« les rivières ; en un mot, la malédiction du ciel est si
« grande sur cette contrée que qui la parcourrait d'un
« bout à l'autre rencontrerait à peine un homme, une
« femme, un enfant. »

Et Spenser ajoute à ce témoignage le plus sombre tableau qu'il se puisse imaginer, et ce tableau horrible, qu'il a tout simplement intitulé : *Vue de l'Irlande*, il l'écrivit vers 1596, c'est-à-dire au commencement de la lutte, alors que l'île n'avait pas encore subi toutes les horreurs de la guerre.

CHAPITRE VI.

Littérature, beaux-arts.

De 1485 *à* 1603.

Le laps de cent dix-huit années, pendant lequel la famille de Tudor régna sur l'Angleterre, offre dans ce pays le plus beau développement littéraire, le plus puissant, le plus original. Shakspeare, qui vécut à la cour d'Élisabeth, suffirait à immortaliser un siècle; et avant et après Shakspeare, que de noms dignes d'admiration !

L'ère qu'on peut véritablement appeler moderne commence en Angleterre vers le temps de Henri VII. La plus puissante de ses manifestations fut le protestantisme, qui devait faire sentir son influence dans

les lettres aussi bien que dans la constitution politique.

A l'avénement de Henri VII, l'Angleterre, fatiguée de la guerre des deux Roses, semblait sommeiller, et c'est à peine si, sous le règne de ce prince, elle retrouva assez de force pour s'occuper un peu d'améliorations politiques. Les lettres furent donc presque complétement négligées.

La littérature du moyen âge, ce qu'on nomme la littérature catholique, n'existait plus, et jamais son développement n'avait été très-brillant en Angleterre. La suppression des couvents, que nous avons signalée sous le règne de Henri VIII, et qui continua sous Édouard VI, n'enleva presque rien aux lettres et aux arts; car, comme nous l'avons dit, depuis longtemps les couvents n'étaient plus l'asile de l'étude.

Le réveil de la littérature commença par la scolastique religieuse, et Henri VIII lui-même écrivit, en latin et en anglais, plusieurs livres de polémique et de théologie. Outre ses compositions théologiques, ce prince a laissé un grand nombre de pièces de vers. Son règne nous présente le comte de Surrey (1512 — 1547) qui, comme nous l'avons dit, mourut sur l'échafaud à 29 ans. On lui doit des poésies anglaises jetées dans le cadre italien, et dont la forme est empruntée surtout à Pétrarque.

A côté du noble Surrey, que certains critiques appellent le premier poëte *classique* de l'Angleterre, on doit citer Wyatt (m. 1541), qui traduisit Horace et donna avec Surrey le premier exemple de *vers blancs* (non rimés) dans la poésie anglaise. Le comte de Rochefort, frère d'Anne Boleyn, qui fut décapité (1536) comme Surrey, était poëte aussi. Mais ce n'est guère qu'au règne d'Élisabeth que renaît véritablement la poésie anglaise, qui semblait morte depuis Chaucer, et c'est Spenser qui rouvre son temple par un poëme chevaleresque et allégorique : *la Reine des fées* (*The Fai-*

rie queen), dont la forme est calquée sur le poëme de l'Arioste.

Spenser (1550—1598), né pauvre, fut élevé à Cambridge par charité. Protégé par le comte de Leicester, il fut créé *poëte-lauréat* par Élisabeth, dignité singulière dont le dernier titulaire vient de mourir dans la personne de Southey. Secrétaire du lord Grey, gouverneur d'Irlande, Spenser, après avoir vu assassiner son fils dans ce pays, revint en Angleterre, où il mourut de douleur et de misère. A son séjour en Irlande est dû l'ouvrage éminemment remarquable qu'il a intitulé : *Vue de l'Irlande*. Cet ouvrage, écrit en forme de dialogue, fut composé en 1592, six ans avant la mort du poëte.

Mais l'Angleterre allait voir apparaître le plus grand génie des temps modernes peut-être, l'immortel Shakspeare (1564—1616), dont la véritable supériorité, longtemps contestée, est aujourd'hui reconnue par toutes les nations civilisées.

Né dans une échoppe de boucher ou de marchand de laine à Strafford-sur-Avon, Shakspeare fut, à ce qu'on croit, obligé de quitter sa ville natale par suite de quelques délits de chasse. Il se rendit à Londres, et, pendant un certain temps, garda à la porte des théâtres les chevaux des gentilshommes qui venaient au spectacle. Devenu acteur, son génie se révéla, et il composa ces beaux drames qu'aujourd'hui l'Angleterre oppose avec orgueil à ce qu'ont produit en ce genre et la Grèce, et la France, et la vieille Espagne, et la jeune Allemagne. Mais pour se faire l'idée de ce que peut, pour une littérature, le génie d'un seul homme, voyons un peu ce qu'avait produit le théâtre anglais, et où en était ce théâtre que Shakspeare allait élever si haut.

L'art dramatique avait commencé en Angleterre, comme dans le reste de l'Europe chrétienne, par les mi-

racles et les mystères qui régnèrent du XIIe au XVIe siècle, sans autre partage que les *moralités* qu'on voit apparaître au XVe siècle. Les *intermèdes* de J. Heywood (1521) peuvent être signalés comme quelque chose d'intermédiaire entre les moralités et le drame moderne.

On ne sait trop à quelle époque les mystères cessèrent d'être joués en Angleterre. Il y eut encore des *moralités* représentées devant la reine Élisabeth, et même sous le règne de son successeur. Mais dès le règne d'Élisabeth ce genre de spectacle était délaissé pour des drames plus réguliers.

Quelque temps avant Shakspeare était apparu le véritable drame anglais. Dès ses commencements il fut divisé en comédie et en tragédie. Le premier échantillon de comédie anglaise est de N. Udall, et porte le titre de *Ralph Royster Doyster*. On croit que cette pièce fut écrite sous le règne de Henri VIII, et qu'elle remonte à l'an 1551. En 1566, on voit paraître *l'Aiguille de Gammer Gurton*, de J. Still. Cinq années auparavant (1561), s'était montrée la première tragédie anglaise, *Ferrex et Porrex*, écrite par Sackville et Norton, en vers blancs. Cette pièce fut jouée devant Élisabeth. *Damon et Pythias* (1566), qui lui est fort inférieure, est écrite en vers rimés, et offre le mélange du tragique et du comique.

De nombreux drames de tous genres suivirent ces premiers essais, et plusieurs théâtres furent établis à Londres. Le plus fameux et le plus populaire des auteurs dramatiques de cette époque est Christophe-Marlowe (1562-1592), le précurseur de Shakspeare. Nous citerons de Marlow, *Tamburlain*, *la Vie et la mort du docteur Faust*, et *le Juif de Malte*.

Outre son théâtre, composé de trente-cinq pièces, dont une douzaine au moins sont d'incomparables chefs-d'œuvre, et dont le reste est encore parsemé

de traits de génie, éclatant de poésie et charmant de fantaisie, Shakspeare a laissé des *sonnets* justement admirés, un petit poëme de *Vénus et Adonis*, moins naïf sans doute que celui de notre la Fontaine, mais tout charmant aussi et plein des grâces coquettes de la renaissance; un autre poëme de *Lucrèce*, et deux petites pièces mélancoliques : *les Plaintes d'un amant* et *le Pèlerin*. On croit que Shakspeare avait écrit des ouvrages en prose, qui ont été perdus.

Après Shakspeare, le premier des dramatistes anglais, et peut-être des dramatistes modernes, le mouvement dont il avait donné l'impulsion se continua, mais en s'affaiblissant, comme nous aurons occasion de le voir, sous les Stuarts.

Dans les genres inférieurs de la poésie, on voit fleurir sous le règne d'Élisabeth, Philip Sydney, poëte courtisan, auquel on doit une satire, ou plutôt une utopie, dans le genre de celle de Morus, qu'il intitula *Arcadia* (l'Arcadie), et Walter Raleigh, auteur de jolies poésies, mais plus connu comme prosateur. Poëte, courtisan, soldat, marin, Raleigh, qui fut décapité sous Jacques Ier, écrivit en latin une *Histoire du monde*. La veille du jour où cet homme remarquable périt de la main du bourreau, il composa un morceau qu'il intitula *Pèlerinage*, qui tire un grand intérêt de cette circonstance.

Remarquons que trois des poëtes que nous venons de citer, Spenser, Ph. Sydney et Shakspeare, furent mis presque sur le même rang pendant leur vie. On parle encore beaucoup aujourd'hui de Spenser, qu'on ne lit plus guère; Sydney est totalement oublié; l'immortel génie de Shakspeare semble, à mesure que ce grand homme s'éloigne davantage de nous, briller d'un éclat plus vif et plus pur.

Nous retrouverons plus tard plusieurs poëtes dramatiques contemporains de Shakspeare, qui eurent

leur plus beau développement sous les Stuarts; maintenant nous passerons à la prose, non sans mentionner encore l'auteur dramatique John Lylly, auquel l'Angleterre dut *l'Euphuisme*, langage ridicule et pédantesque que rappelle celui des *Précieuses*, tant moqué par Molière.

Sous le règne de Henri VIII, Thomas Wilson écrivit, sous le titre de *l'Art de la Rhétorique*, le premier ouvrage didactique connu en Angleterre. Roger Ascham, précepteur de la reine Élisabeth, publia le *Texophilus* et un traité sur l'enseignement des langues : *Le maître d'école.*

Édouard VI, qui mourut à seize ans, est compté parmi les écrivains de l'Angleterre, pour un journal écrit de sa main, où il tenait note de tout ce qui lui arrivait jour par jour. — On a de Marie qui lui succéda un recueil de lettres assez médiocres en anglais et en latin. — Élisabeth a laissé de faibles écrits en vers et en prose. Du reste, pendant le règne des Tudors, les intelligences étaient tournées à la controverse religieuse, qui produisit une foule d'ouvrages, aujourd'hui justement oubliés.

Thomas Morus (1480—1525), dont nous avons vu le supplice sous le règne de Henri VIII, fut à la fois philosophe, poëte et prosateur. La plupart de ses ouvrages sont écrits en latin. Les plus fameux sont : l'*Utopie*, l'*Histoire d'Édouard V et de Richard III.* — On a de John Leland, ministre protestant, l'*Itinéraire*, livre d'archéologie d'un haut intérêt.

Les traducteurs abondent ; les plus remarquables sont : le lord Berners, traducteur de notre Froissart, et John Bellenden, qui mit en anglais l'histoire de Boèce et celle de Tite-Live.

Un des meilleurs prosateurs du temps d'Élisabeth est sans contredit R. Hooker (1554-1600), dont le livre des Lois de la constitution ecclésiastique est

un ouvrage de la plus grande érudition et d'une haute éloquence.

L'illustre philosophe Bacon, dont l'intelligence fut sublime et le caractère plein de bassesses, appartient plus au règne de Jacques Ier qu'à celui d'Élisabeth; aussi nous réservons-nous de mentionner ailleurs les divers écrits de cet homme illustre.

Puttenham composa, en 1590, un livre didactique de l'*Art de la poésie.*

William Camden (1551-1623) a laissé en latin une bonne description de la Grande-Bretagne et les *Annales du règne d'Élisabeth.*

Le règne de cette femme illustre est peut-être la plus belle période de la littérature anglaise; mais la poésie y domine la prose qu'elle écrase. Les noms de Spenser et surtout de Shakspeare y rayonnent d'une telle lumière, que tout auprès d'eux semble obscur.

Sous les Tudors, l'éloquence était emphatique, précieuse, pédantesque.

L'Angleterre doit citer avec orgueil le xve et le xvie siècle comme des époques éminemment littéraires, non-seulement pour les grands noms qu'offre son histoire, mais encore pour le grand nombre d'établissements savants dont ce pays fut doté à cette époque.

L'Écosse, qui allait perdre sa nationalité, produisit encore quelques poésies remarquables, mais elles appartiennent presque toutes aux commencements de l'époque des Tudors, et les noms de la plupart de leurs auteurs ont dû être mentionnés dans notre dernière revue.

Jacques V aimait et cultivait les lettres; on lui attribue des ballades et d'autres petites pièces, qui se distinguent par une versification facile. On trouve ces divers morceaux dans un recueil de poëmes écossais, intitulé l'*Evergreen.*

La malheureuse Marie Stuart fut poëte aussi, et on

a conservé d'elle quelques pièces véritablement charmantes.

Les soins d'une royauté, qui n'était pas un vain titre pour Élisabeth, remplissaient toute sa vie; et ce n'était pas dans un simple but d'amusement que chaque année elle voyageait dans les différentes parties de son royaume. Elle en voyait ainsi les villes importantes, connaissait mieux ses sujets, et se faisait mieux connaître d'eux. On a dit aussi qu'elle poursuivait de cette façon le but machiavélique de l'affaiblissement de sa noblesse, et que les longues visites qu'elle faisait aux riches lords de sa cour dans leurs châteaux, où, à l'envi l'un de l'autre, ils la fêtaient de la façon la plus splendide, servaient le projet bien arrêté d'amoindrir leur pouvoir en diminuant leur fortune. Ces fêtes magnifiques, aussi bien que celles qu'elle donnait à sa cour, contribuèrent aux immenses progrès que firent les lettres et les beaux-arts sous le règne de cette princesse, le plus brillant qu'ait vu l'Angleterre.

Le poëte Gascoyne, qui brilla du temps de cette reine, serait aujourd'hui parfaitement oublié, s'il n'eût laissé la description des magnifiques fêtes allégoriques que Leicester donna à Élisabeth, dans le séjour qu'elle fit à son château de Kenilworth.

Il n'est pas sans intérêt, ce nous semble, de savoir quel était l'état matériel du théâtre en Angleterre au temps de Shakspeare. De jeunes garçons remplissaient encore les rôles de femmes. Les acteurs, quel que fût leur rôle, ne se distinguaient du reste des spectateurs que par les plumes dont ils ornaient leurs chapeaux, et les nœuds de ruban qu'ils portaient à leurs souliers.

Il n'y avait point de musique dans les entr'actes.

La plupart du temps, les pièces se jouaient dans une cour d'auberge, et les fenêtres de cette auberge servaient tout naturellement de loges.

Quant aux moyens d'illusion, il suffit d'ouvrir

Shakspeare pour se convaincre de leur imperfection. Qu'on lise, par exemple, le fameux prologue d'Henri V, ou bien le songe d'une Nuit d'été. Cette dernière pièce nous apprend que dans la tragédie de Pyrame et Thisbé un homme enduit de plâtre figurait la muraille interposée entre les deux amants, et que l'écartement des doigts de cet homme représentait la crevasse. Un comparse avec une lanterne était le clair de lune. Sans aucun changement de scène on supposait un jardin rempli de fleurs, un écueil contre lequel se brisait un navire, un champ de bataille où quatre hommes représentaient deux armées. Tout le reste était à l'avenant.

A l'avénement des Tudors, finit en Angleterre, dans l'architecture, le genre gothique, qui fait place au style de la renaissance, qui a dans ce pays un caractère particulier. Les monuments les plus fameux dans le style dit *des Tudors* sont le palais de Richemont, érigé par Henri VII; celui de Hampton-Court ; l'abbaye de Westminster, et particulièrement dans cette abbaye, la chapelle dite de Henri VII.

Un des traits distinctifs de l'architecture des Tudors, est l'innombrable quantité de fenêtres destinées à éclairer les édifices. Quelquefois elles se multiplient au point de compromettre la solidité. Du reste, le style des Tudors s'amalgama bientôt avec le style italien du XVIIe siècle, dans un mélange singulier qui n'a rien de véritablement beau, de véritablement grand.

Jusqu'au XVIIe siècle, presque toutes les maisons particulières étaient construites en bois, aussi ne reste-t-il guère de monuments d'architecture domestique de cette époque.

La sculpture, qui en Italie et en France brillait du plus vif éclat, ne jeta au XVIe siècle qu'une faible clarté en Angleterre. Un seul sculpteur a laissé quelques ouvrages dignes d'être cités dans ce pays à cette époque :

ce fut l'Italien Pietro Torregiani, celui-là même qui, dans une querelle particulière, défigura Michel-Ange. Appelé en Angleterre, il y fit le tombeau de Henri VII, œuvre véritablement remarquable. La tombe de la mère de ce prince, Marguerite, comtesse de Richemont, est probablement du même artiste.

N'oublions pas de mentionner aussi une statue sans nom d'auteur qu'on voit sur un tombeau de l'abbaye de Westminster, celui de lady Élisabeth Russel. L'attitude, l'expression de la tête, le mouvement du corps et l'agencement des draperies, font de cette statue un morceau véritablement capital.

Comme la sculpture, la peinture ne fut guère cultivée à cette époque en Angleterre que par des artistes étrangers. Les plus célèbres furent Hans Holbein et Mabuse, le premier Allemand, le second Flamand d'origine. Holbein fut le peintre de prédilection de Henri VIII, dont il a laissé le portrait, ainsi que celui de plusieurs des femmes de ce monarque. On cite de Henri ce mot à un grand seigneur qui, croyant avoir à se plaindre du peintre, avait osé le menacer : « Rappelez-vous qu'avec sept paysans je peux faire sept seigneurs comme vous ; tandis qu'avec tous les seigneurs de ma cour, je ne pourrais pas faire un seul Holbein. » Aux noms justement célèbres de Holbein et de Mabuse, qui composèrent en Angleterre la plus grande partie de leurs ouvrages, on peut ajouter ceux de Toto de Nunziata, Gérard Horneband, Johannes Corvus, Gerberius Fleccius, Théodore Bernardi et Lucas Cornélius, tous étrangers à l'Angleterre. Le dernier enseigna, dit-on, à Holbein l'art de la miniature et celui de l'aquarelle.

Élisabeth rendit, en 1667, une ordonnance interdisant aux peintres d'un mérite douteux de faire son portrait : « Une pareille occupation ne devant appartenir qu'aux peintres les plus distingués, » coquetterie

qu'on dirait féminine, si la reine d'Angleterre n'en eût reçu l'exemple d'Alexandre le Grand. Du reste, les nombreux portraits d'Élisabeth ne donnent une haute idée, ni du talent des artistes qui les ont faits, ni de la beauté de la reine. Le costume de ces portraits étale uniformément un luxe du plus mauvais goût. Sous le règne d'Élisabeth, le portrait devint une chose de mode; chacun voulut avoir le sien, et il en est resté un nombre infini qui, la plupart, médiocres sous le rapport de l'art, semblent du moins offrir un grand caractère de ressemblance. On cite à cette époque les noms de deux portraitistes nationaux, Nicolas Hilliard, et Olivier, son élève.

L'Écosse n'avait alors, ni de meilleurs peintres, ni de meilleurs sculpteurs que l'Angleterre; et comme ce royaume était moins riche, moins civilisé, il était, sous ce rapport, plutôt en arrière qu'en avant de son voisin. Marie Stuart voulut y apporter les arts aussi bien que les mœurs de la France; mais cette malheureuse reine resta trop peu de temps sur le trône, pour pouvoir faire rien en ce genre pour son pays.

Henri VII et Henri VIII aimèrent tous deux la musique. Le dernier a composé quelques pièces de musique sacrée, et aussi des morceaux de musique profane, qui, les uns et les autres, dénotent que ce monarque connaissait assez bien le contre-point.

La réformation changea complétement la musique d'église en Angleterre. Cette musique, extrêmement surchargée d'ornements et de roulades, fut ramenée à une noble simplicité.

Marbeck arrangea le premier le service divin pour l'Église réformée d'Angleterre. Ses compositions étaient à une seule voix. Après lui vinrent d'autres compositeurs: Sternhold, Hopkins, etc., qui arrangèrent les psaumes à une ou plusieurs voix. On parla

un moment de supprimer l'orgue dans les temples; cette proposition n'eut pas de suite. Mais la musique chorale, et la musique en partie, disparurent peu à peu des églises anglicanes.

Pendant la première partie du règne d'Élisabeth, la musique vocale fut assez insignifiante. En 1588, la publication d'une collection de madrigaux, traduits de l'italien avec accompagnement d'épinette par Bird, donna une nouvelle impulsion au goût du public.

Le livre de musique, connu sous le nom de *Livre d'épinette* de la reine Élisabeth, qu'on a conservé, montre que la musique de cette époque était sèche, quoique très-ornée, et fort savante.

Le luth et l'épinette étaient les principaux instruments de la musique de chambre. Le violon était à peine connu en Angleterre; mais on s'y servait de la viole. Il semble qu'alors les oreilles ne fussent pas fort délicates; car au dîner de la reine, on entendait une musique composée de douze trompettes et deux timballes, accompagnées de fifres, de cornets et de tambours, qui faisaient résonner la salle pendant une demi-heure. Pourtant l'Angleterre possédait, à cette époque, de bons chanteurs et d'habiles instrumentistes. Pour recruter les musiciens du souverain, on faisait une sorte de *presse*, fort arbitraire, et les parents étaient exposés à voir enlever de leurs bras, pour devenir choristes de la chapelle royale, ceux de leurs enfants qui avaient de la voix.

C'est sous Élisabeth qu'on commença à introduire la musique dans les représentations dramatiques.

LIVRE HUITIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

Avénement des Stuarts. — Situation des partis à l'époque de cet avénement. — Jacques Ier arrive à Londres. — Politique étrangère du roi d'Angleterre. — Conspiration de Raleigh. — Conférence d'Hampton-Court. — Mésintelligence du roi et du parlement. — Conspiration des poudres. — Favoris de Jacques, Rochester et Buckingham. — Le chancelier Bacon. — Projet de mariage du prince de Galles avec l'infante d'Espagne et avec la princesse française Marie-Henriette. — Mort du roi.

De 1603 *à* 1625.

Pour la troisième fois depuis deux siècles l'Angleterre voyait un changement de dynastie; mais celui-ci arrivait pacifiquement et d'une manière toute naturelle. L'avénement du premier des Stuarts au trône d'Angleterre, qui sembla s'accomplir du consentement unanime de la nation, ne permettait guère de deviner les terribles commotions qui devaient le suivre. Comme nous l'avons dit, les différents partis qui s'agitaient en Angleterre trouvèrent presque tous quelque raison de se rallier au nouveau roi; mais avant de passer outre, il nous faut dire ici quels étaient ces partis.

Longuement et cruellement persécutés sous Élisabeth, les catholiques n'avaient pas vu se refroidir leur zèle, et ils espéraient que justice leur serait enfin

rendue ; qu'ils obtiendraient sous le fils de Marie Stuart l'égalité avec les protestants, sinon la supériorité sur eux. Les puritains qui, de leur côté, s'attaquaient à l'Église épiscopale établie, crurent aussi trouver des sympathies dans un prince élevé dans le presbytérianisme. La chambre des communes, lasse du long abaissement où elle avait vécu sous les Tudors, semblait vouloir relever sa tête longtemps courbée et se réjouissait de la puissance que lui donnait, vis-à-vis du nouveau roi, le peu de solidité des droits de celui-ci, auquel on se promettait de rappeler au besoin que sous les règnes précédents la ligne écossaise avait été exclue de la couronne. Les lords, qui pour la plupart avaient voulu la mort de Marie Stuart, ne se sentaient pas fort bien disposés en faveur d'un roi qui pouvait leur reprocher d'avoir les mains teintes du sang de sa mère; enfin le clergé anglican épiscopal ne se voyait pas sans inquiétude soumis à la suprématie d'un prince élevé dans le sein du presbytérianisme. L'avénement de Jacques Ier eut donc plutôt les apparences de la popularité qu'une popularité véritable.

Lorsque Jacques arriva dans son nouveau royaume, le peu de grâce de sa personne indisposa ses sujets, qui ne tardèrent pas à comprendre que leur roi serait toujours un étranger parmi eux. On ne tarda pas davantage à s'apercevoir que le nouveau souverain haïssait le travail, et généralement tout ce qui, dans l'exercice de la royauté, n'était pas splendeur, jeux et divertissements. Sa femme, la reine Anne, partageait son goût pour la dépense et la dissipation. Tous deux furent bientôt l'objet du mépris des gens sérieux, habitués à voir Élisabeth s'occuper activement des affaires, ne se livrer aux plaisirs que lorsqu'elle avait accompli les plus graves devoirs de la royauté, et savoir encore diriger les divertissements de sa cour,

de façon à ce qu'ils concourussent à la gloire de l'Angleterre, sa pensée constante.

Les premiers actes de Jacques décelèrent son antipathie pour la reine défunte que le peuple anglais révérait ; ils montrèrent également sa partialité pour les Écossais, anciens ennemis de l'Angleterre. On remarqua que parmi les personnes auxquelles le roi conféra l'ordre de chevalerie ou des titres héréditaires avec une profusion inaccoutumée, la plupart étaient indignes de cet honneur ; enfin la précipitation avec laquelle il ordonna l'exécution d'un coupable fit craindre un règne tyrannique.

Cependant Cecil restait ministre, quoiqu'il eût pour ennemis les courtisans du nouveau roi, jadis disgraciés par Élisabeth. Ceux-ci ourdirent une conspiration pour le renverser, et des catholiques et des puritains (secte protestante dissidente répandue surtout en Écosse) se réunirent à eux. La conjuration, formée de deux complots dans lesquels il ne s'agissait de rien moins que de s'emparer de la personne du roi pour l'obliger à renvoyer ses ministres, fut découverte par ces derniers. On arrêta les conspirateurs et on leur fit leur procès.

Parmi eux se trouvaient Walter Raleigh, l'un des hommes les plus généralement estimés de l'Angleterre, et les lords Grey et Cobham. Ils avaient voulu, ou du moins ils furent accusés d'avoir voulu mettre sur la tête d'Arabella Stuart, dont, au point de vue de la légitimité, les droits étaient égaux à ceux de Jacques, la couronne d'Angleterre ; Raleigh nia tout et se défendit d'une manière triomphante. Tous trois furent condamnés avec plusieurs autres accusés. Raleigh et le lord Cobham, après avoir été longtemps détenus à la Tour, où mourut le lord Grey, obtinrent enfin leur grâce du roi. Plus tard nous verrons périr d'une manière malheureuse ce même Walter Raleigh.

Cette conspiration redoubla la défiance que les catholiques et les puritains inspiraient au nouveau monarque. Chaque jour, ceux-ci l'accablaient, mais vainement, de pétitions pour obtenir la tolérance de leurs cultes proscrits parÉlisabeth. Enfin une conférence fut indiquée à Hampton-Court, et le roi, qui se piquait de théologie, y argumenta lui-même contre les puritains. Dans cette conférence, qui n'eut aucun résultat, Jacques se montra zélé défenseur de la religion anglicane, qui fut de nouveau déclarée religion de l'État.

Peu de temps après l'assemblée de Hampton-Court, le parlement fut convoqué. Au lieu de la soumission qu'en avait attendue le roi, cette assemblée manifesta une puissante opposition, et, dès l'abord, exprima son mécontentement de ce que Jacques avait réglé seul des matières qu'elle considérait comme de son ressort. Les murmures des catholiques et des puritains provoquèrent des mesures qu'ils qualifièrent du nom de persécutions; quatre-vingts catholiques environ, ayant à leur tête Robert Catesby, homme d'une naissance illustre, songèrent à se défaire d'un seul coup du roi, de la famille royale et des représentants de la nation.

D'abord ils commencèrent à creuser une mine sous le palais de Westminster; puis, trouvant une cave à louer sous la salle même des séances du parlement, les conjurés s'en emparèrent et y placèrent trente-six barils de poudre, auxquels l'un d'eux devait mettre le feu au moment même où le parlement y serait réuni pour son ouverture. Tout avait été conduit avec le plus grand secret, et cet horrible complot aurait eu sa pleine exécution si le lord Mounteagle, membre du parlement, ne se fût trouvé, par hasard, beau-frère d'un des conjurés. Une lettre anonyme fut écrite à ce gentilhomme pour l'engager à ne pas se rendre au parlement le jour de l'ouverture de la session. Lord Mounteagle porta la lettre au secrétaire d'État; on

conçut des soupçons, et comme il restait plusieurs jours avant l'ouverture de la session, tout fut découvert. Quelques-uns des conspirateurs, dont on s'empara, furent mis en jugement, condamnés et exécutés. Tous moururent avec courage (1606), en professant le plus inviolable attachement au catholicisme.

Un jésuite, accusé d'avoir trempé dans ce complot, le père Garnet, qui ne s'avoua coupable que de non-révélation, fut mis à mort. Deux autres jésuites, plus fortement compromis, parvinrent à s'échapper.

Après la découverte du *complot des poudres*, les catholiques se virent plus que jamais en butte à la haine de la nation. Pour satisfaire cette injuste haine, qui rendait des innocents responsables du crime de quelques insensés, on persécuta, on rechercha les catholiques et on sacrifia plusieurs victimes. Le comte de Northumberland, les lords Stourton, Mordaunt et Montaigu, furent arrêtés et condamnés comme ayant pris part à la conspiration des poudres. Il ne s'éleva presque aucunes charges contre eux, et les trois derniers furent condamnés pour ce seul fait d'avoir exprimé le dessein de s'absenter du parlement le jour de l'ouverture, d'où on concluait qu'ils avaient eu connaissance de la conspiration.

Le parlement, qui avait échappé par hasard à une destruction totale, s'assembla le 21 janvier 1606, au lieu du 5 novembre 1605, jour où devait éclater la conspiration. Ses premiers actes furent inspirés par la terreur qu'échappé au danger il en ressentait encore. Des lois éloignèrent de la cour toutes les personnes qui ne se conformeraient pas à la religion de l'État. Les catholiques furent exclus des professions de médecin, de chirurgien et d'avocat. Ils ne purent être juges, ni remplir aucunes fonctions dans les cours de justice ou les corporations. La loi les déclara incapables d'administrer les biens des mineurs, d'être exécuteurs testa-

mentaires, etc. En cas de mariage, les époux catholiques n'avaient rien à prétendre aux biens du survivant. Tout catholique qui refusait de faire baptiser son enfant par un ministre protestant, payait, pour chaque mois de retard, une amende de cent livres sterling (2,500 fr.). Une amende de vingt mille francs était également imposée à ceux qui refusaient d'enterrer leurs morts dans le cimetière de leur paroisse. Les maîtres payaient une amende pour chaque domestique catholique qu'ils avaient à leur service; on en payait une pour chaque convive catholique qu'on recevait à sa table; enfin les fidèles du culte proscrit se trouvaient en réalité dans la position de personnes excommuniées.

Mais malgré la conformité apparente des sentiments du roi et des membres du parlement, Jacques voyait sans cesse repousser ses demandes de subsides. De plus, il était évident qu'il ne faisait aucun progrès dans l'estime et l'affection de ses sujets. Son inapplication aux affaires et son amour de la dissipation provoquaient des remontrances et des plaintes qui ne l'empêchaient pas de passer presque tout son temps à la chasse, à la table ou à des combats de coqs, pour lesquels il était passionné.

La reine Anne de Danemark, son épouse, n'était pas plus populaire; elle était, comme lui, livrée tout entière aux plaisirs, et la cour, influencée comme toujours par l'exemple du souverain, présentait le plus honteux tableau de désordres et de débauche. Les yeux des Anglais se tournaient vers Henri, prince de Galles, qui, à peine entré dans l'adolescence, annonçait les plus heureuses qualités.

Cependant le monarque, qui ne semblait occupé que de choses frivoles, avait à cœur de réunir en un seul royaume l'Angleterre et l'Écosse. Mais, en formant ce dessein vraiment politique et dont lui-même ne

comprenait probablement pas toute la portée, Jacques ignorait la force du préjugé national, et le mot d'*union* fut accueilli avec une égale horreur par les Anglais et par les Écossais. Les premiers le considérèrent comme un appel fait à leurs pauvres voisins de venir fondre sur le territoire anglais; tandis que les seconds y attachèrent l'idée d'une sujétion que leur fierté repoussait.

Les parlements des deux pays se trouvèrent donc également opposés à ce projet, et tout ce qu'on en put obtenir fut le rappel des lois hostiles et l'abolition des douanes et des tribunaux établis sur les frontières. La naturalisation des Anglais et des Écossais dans les deux pays ne put être arrachée au parlement d'Angleterre, et, pour l'établir, Jacques fut obligé de recourir à une décision des cours de justice.

Peu de temps après l'adoption de cette importante mesure, Jacques avait pris le titre de *roi de la Grande-Bretagne* (1604), et non plus de roi d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande.

De nouveaux différends qui éclatèrent en 1607, entre le roi et son parlement, amenèrent la prorogation de cette assemblée, qui ne fut réunie qu'en 1610.

Dans l'intervalle des deux sessions eut lieu une de ces insurrections plus fréquentes en Angleterre qu'ailleurs, et dont le soulèvement tout récent des *rébeccaïtes* peut servir à donner une idée. Les insurgés, qui s'intitulaient *niveleurs*, brisaient les haies, démolissaient les murs et comblaient les fossés, mais sans commettre aucun vol, aucune violence sur les personnes. Sans chef d'abord, ils mirent bientôt à leur tête un nommé Reynolds, qu'ils surnommèrent le Capitaine Poche, espèce de fanatique ignorant, qui se disait à l'épreuve du fer et des balles. Attaqués par des troupes armées, après avoir refusé de se rendre,

les insurgés furent complétement défaits. Leur chef, fait prisonnier, fut pendu et écartelé, et la révolte sembla étouffée. Mais les *niveleurs* et plusieurs sectes politico-religieuses sortant de celle-ci devaient reparaître à la révolution qui allait emporter dans son cours le malheureux fils de Jacques Ier.

Les dépenses excessives du roi et de la reine avaient épuisé le trésor. Le ministre Cecil ne savait comment faire face à des dettes énormes; et Jacques, qui avait prorogé le parlement pendant deux années successives, se vit obligé de le convoquer en 1610. D'abord Cecil proposa de nouvelles lois de finances; puis il demanda un secours immédiat de 600,000 livres sterling (15,000,000 de fr. environ), et une addition annuelle de 200,000 livres (environ 5,000,000 de fr.) au revenu du roi; enfin il exhorta le parlement à faire connaître ses griefs, et il promit que la libéralité de Jacques serait mesurée à celle qu'on montrerait à son égard. Toutes les mesures du ministre échouèrent, et le parlement fut dissous le 31 décembre 1610. On eut recours aux emprunts et à la vente d'une portion des terres de la couronne. Cecil mourut accablé de chagrin, et sa mort fut suivie de celle du prince Henri, héritier présomptif du trône, qui fut enlevé par une fièvre maligne, dans la dix-neuvième année de son âge. Il ne restait au roi que deux enfants, Charles, son fils puîné, et la princesse Élisabeth, qui épousa Frédéric, comte palatin du Rhin, lequel, par la suite, devint roi de Bohême.

Nous avons vu, sous la reine Élisabeth, l'Angleterre gouvernée par les caprices des favoris; la hideuse plaie du favoritisme ne devait pas disparaître à sa mort. Le premier mignon de Jacques avait été John Ramsay, que le prince avait amené avec lui d'Écosse et créé vicomte d'Haddington. James Hay, autre Écossais, partagea cette faveur, et Jacques donnait à pleines mains

l'or de la nation à ces favoris, d'autant plus odieux à l'Angleterre qu'ils n'étaient pas nés dans son sein.

Ces deux mignons de Jacques ne purent voir des Anglais partager avec eux l'affection de leur maître; des scènes scandaleuses eurent lieu entre le comte de Montgommery, courtisan anglais, et le lord Haddington. Mais un autre favori allait les faire oublier tous au capricieux et méprisable monarque. Ce nouveau personnage, Robert Carr, était Écossais. Il dut sa fortune à une chute qu'il fit dans un tournoi. La pitié du roi devint de l'affection, et le favori fut créé successivement baron Branspeth, vicomte Rochester, chevalier de la Jarretière, et enfin comte de Sommerset. Toutes les grâces passèrent par les mains de cet ignoble personnage, qui, avide d'argent, favorisa les Anglais aux dépens des Écossais, par ce seul motif que les premiers étant plus riches, payaient plus chèrement son intervention. Tous ces favoris amenaient la crise dont le fils de Jacques devait être la victime.

La vente des terres et les emprunts auxquels on avait eu recours n'étaient que de faibles palliatifs à la gêne. Un nouveau parlement fut convoqué l'an 1614. Il fit, dès l'abord, éclater son mécontentement. Jacques lui ordonna impérieusement de voter des subsides, et cinq membres de l'opposition furent envoyés à la Tour, sans que le parlement se laissât fléchir. Pour se procurer de l'argent, on eut recours à divers expédients, et, entre autres, à la vente des charges. Parmi les charges vendues se trouvait celle d'échanson, qui fut achetée par George Villiers. Heureusement doué de grâces extérieures, ce jeune homme attira l'attention du roi; il devint bientôt favori, et son élévation amena la disgrâce du comte de Sommerset, qui, accusé des crimes les plus odieux, fut condamné presque sans preuves.

Au milieu de toutes ces intrigues, ce n'est pas sans

honte et sans douleur qu'on trouve le nom de François Bacon, l'un des esprits les plus éminents dont s'honore l'Angleterre, mais dont le caractère fut, on doit le dire, bien au-dessous de son intelligence. L'an 1617, Bacon, qui depuis longtemps était aux affaires, reçut les sceaux et le titre de chancelier. Cette place fut pour lui une source de richesses ; il se permit ou il laissa faire en son nom le plus honteux trafic de la justice et des grâces. Il fut enfin accusé et condamné par le parlement, comme nous aurons occasion de le raconter.

L'Irlande fermentait sourdement ; sa population était catholique ; on voulait la soumettre au culte anglican. Le sang coula en plusieurs rencontres ; mais les malheureux Irlandais étaient trop faibles et en trop petit nombre pour obtenir le libre exercice de leur culte. Une partie du pays fut dépeuplée par les émigrations, comme nous le dirons plus en détail, et on résolut d'envoyer dans l'Ulster des colons anglais entre lesquels on partagea le territoire. Ce fut l'occasion de la création des *baronnets*, dont on institua le titre pour faire de l'argent. Deux cents de ces titres qu'on mit en vente ne produisirent pas les sommes qu'on en avait attendues.

Si on se le rappelle, Jacques en quittant l'Écosse avait promis à ses sujets de ce royaume de revenir bientôt les visiter. Cependant quatorze années s'étaient écoulées depuis qu'il était parvenu au trône d'Angleterre, lorsqu'il accomplit cette promesse, que l'embarras de ses finances l'avait jusque-là empêché de remplir. L'objet principal de cette visite, qui semblait toute d'affection, était de soumettre l'Écosse au culte anglican. La chose n'était pas sans difficulté. Le parlement, que le roi de la Grande-Bretagne convoqua, l'assemblée ecclésiastique qu'il rassembla ensuite, ne se soumirent qu'après une longue résistance, qui lais-

sait prévoir les dissensions qui allaient suivre et faire couler des flots de sang.

Bacon, lord chancelier, avait tout naturellement été investi du pouvoir souverain au départ de Jacques pour l'Écosse. Au retour du roi, Bacon allait tomber sous les coups du favori qu'il avait imprudemment offensé; auparavant, avilissant son génie, on le vit aider Buckingham dans les basses vengeances que celui-ci exerçait contre les comtes de Suffolk et de Sommerset. Mais une plus intéressante victime allait périr, prise dans toutes ces ténébreuses intrigues.

Walter Raleigh avait, on se le rappelle, été mis à la Tour après le double complot qui avait éclaté au commencement du règne de Jacques. Il en sortit au bout de quatorze années, pour faire un voyage de long cours, sur une flotte armée à ses frais, avec laquelle il avait promis à Jacques de lui rapporter de l'or du nouveau monde. Raleigh avait été trompé dans ses espérances, et comme de plus il avait inquiété les Espagnols, avec lesquels Jacques était en amitié, il se vit remis en prison à son retour. On lui fit son procès, et il fut exécuté au mois d'octobre 1618. Jacques sacrifiait lâchement à l'Espagne et à Buckingham un des hommes les plus éminents de son royaume. L'habile Raleigh allait lui manquer, au moment où, pour soutenir son gendre l'électeur palatin, devenu roi de Bohême, le roi d'Angleterre allait s'engager dans la *guerre de trente ans*, pour laquelle il n'avait ni armée, ni généraux. Il se trouvait de plus en face d'un parlement hostile, qui ne lui accordait des subsides qu'à regret, et toujours en y mettant des conditions.

Ce parlement, qu'on voyait poursuivre avec la dernière rigueur la cour et ses agents (car un des traits caractéristiques de la période des Stuarts est l'opposition constante du parlement à ces princes), mit Bacon en accusation. Attaqué par la chambre des com-

munes, le chancelier se vit convaincu de vénalité et de malversation. Le jugement prononcé contre lui porte que « Francis Bacon, lord Verulam, vicomte de Saint-Alban, payera une amende de 40,000 livres sterling (plus d'un million), qu'il sera détenu prisonnier à la Tour autant qu'il plaira au roi. Il est en outre déclaré incapable de remplir aucun office public ou de siéger dans le parlement. » Ce jugement sévère n'était que juste, il est triste de le reconnaître. Jacques fit remise de l'amende, que le chancelier n'était pas en état de payer, il le dispensa également de la prison, et Bacon se retira dans sa maison de campagne, où il mourut en 1626.

Pour obvier au manque d'argent dont nous avons précédemment parlé, Jacques songea à marier le prince royal. Il tourna les yeux vers l'infante d'Espagne, dont il destinait la dot à couvrir ses plus pressants besoins. On tint d'abord la négociation secrète; mais le bruit s'en étant répandu, les communes adressèrent au roi une pétition dans laquelle elles le suppliaient d'abandonner tout projet d'alliance avec une cour catholique. On n'en conclut pas moins un traité secret qui assurait ce mariage, et, sur les instances du roi d'Espagne, les catholiques d'Angleterre jouirent d'un peu plus de liberté.

Bientôt on apprit que le prince de Galles et le duc de Buckingham étaient arrivés en Espagne, où l'impudence et la maladresse des deux coureurs d'aventures faillirent rompre mille fois le mariage projeté. En traversant la France, Charles devint amoureux de Marie-Henriette, la plus jeune des filles de Henri IV, et peu de temps après son retour en Angleterre, Jacques, rompant avec l'Espagne, envoya demander pour son fils la main de cette princesse. Elle lui fut accordée; mais on stipula que le mariage se ferait en France, et que le contrat serait ratifié en Angleterre sans au-

cune cérémonie religieuse. A l'insu du parlement, la princesse et sa suite obtinrent le libre exercice de leur religion; enfin, les enfants furent confiés à la surveillance de leur mère jusqu'à l'âge de treize ans.

Ce mariage devait se conclure immédiatement, et Buckingham avait reçu l'ordre d'amener en Angleterre la jeune princesse, que le duc de Chevreuse épousait au nom de Charles, lorsque Jacques mourut le 6 avril 1625, après quatorze jours de maladie, dans la cinquante-neuvième année de son âge et la vingt-troisième de son règne.

Si Jacques eût été destiné à la vie privée, c'eût été peut-être un homme comme tant d'autres qu'on appelle honnêtes, assez instruit, quoique prodigue et débauché; mais il manquait essentiellement des qualités nécessaires à un roi, et ne fut qu'un pédant vaniteux et bavard. Ses prodigalités et son incurie accélérèrent la marche de la révolution qui se préparait.

Le mariage de Charles avec Marie-Henriette devait hâter beaucoup cette révolution. C'était, au point de vue de la politique, une faute immense de donner à l'Angleterre protestante une reine catholique. Jacques eût dû se rappeler tout ce que la différence de religion de sa mère et de ses sujets avait apporté de troubles à l'Écosse, de malheurs à Marie Stuart.

CHAPITRE II.

Charles Ier. — Commencements de la révolution. — Premier parlement. — Second parlement. — Accusation de Buckingham. — Troisième parlement. — Bill des droits. — Assassinat de Buckingham. — Strafford. — Laud. — Poursuites contre les pamphlétaires. — Hampden. — État de l'Écosse. — *Court-Parlement.* — Guerre d'Écosse. — Cinquième parlement. — La chambre des communes s'empare du gouvernement. — Exécution de Strafford. — Insurrection d'Irlande. — Cavaliers et Têtes-rondes. — Le parlement s'ajourne. — Commencement de la guerre civile. — Bataille d'Edge-Hill. — Bataille de Newbury. — Bataille de Marston-Moor. — Fairfax. — Bataille de Naseby. — Le roi se réfugie au camp des Écossais. — Enlèvement du roi. — Charles Ier à l'île de Wight. — Expulsion de cent quarante-trois membres de la chambre des communes. — Mort du roi.

De 1625 *à* 1649.

Charles Ier, né à Dumferline en Écossse, en 1600, était dans sa vingt-cinquième année lorsqu'il monta sur le trône. Le premier acte de son règne fut son mariage avec la princesse Henriette-Marie. Buckingham, qui, de favori de Jacques Ier, était devenu favori de son successeur, alla chercher la reine à Paris, et Charles vint la recevoir à Douvres, à la tête de la noblesse anglaise. Mais pour faire bien comprendre les événements qui vont suivre, il nous faut d'abord exposer l'état de l'Angleterre au moment où Charles monta sur le trône.

C'était le temps où, sur le continent, la royauté absolue s'élevait de tous côtés sur les ruines de la féodalité; mais c'était aussi le temps où la bourgeoisie commençait à acquérir une importance qui devait s'accroître chaque jour. En Angleterre, sous l'influence de la constitution, cette révolution prit un caractère

particulier, et la bourgeoisie, s'y élevant à côté de la féodalité plutôt que sur ses ruines, y devait fouler aux pieds une royauté sans appui. Charles avait été de bonne heure frappé de l'éclat qui entourait les souverains du continent. Il désirait se voir, comme eux, placé haut au-dessus de tous ses sujets. Il voulut saisir le pouvoir absolu au moment même où la nation, fatiguée d'un règne sans éclat et mesquinement tracassier, songeait à restreindre la prérogative royale.

L'état du pays était prospère, le commerce et l'industrie se développaient rapidement. Les prodigalités du roi et de ses courtisans avaient rendu la couronne et les nobles débiteurs de la bourgeoisie, entre les mains de laquelle se trouvaient presque tous les capitaux. Mais qu'étaient ces richesses sans la certitude de les conserver, sans une place dans l'État pour les représentants de ceux qui les possédaient? En droit, la chambre des communes occupait bien cette place; mais elle ne la possédait pas en fait, et, jusque-là, elle n'avait pas cherché à la conquérir. Le temps était venu où les communes allaient prendre leur rang; car elles étaient désormais plus intelligentes de ce que voulait la nation, elles étaient plus la nation que le roi et les lords.

Dès qu'il fut roi, Charles convoqua un parlement, et les deux pouvoirs se trouvèrent en présence, sans que ni le monarque, ni les représentants du peuple, ni ceux de l'aristocratie se fussent bien nettement expliqué leurs prétentions respectives.

A l'ouverture de la session, la chambre des communes porta ses regards sur le gouvernement tout entier. Ce fut d'abord la religion dont elle s'occupa, et elle ne demanda rien moins que l'extinction du culte catholique, que Charles avait promis de tolérer en épousant une princesse de cette communion. Vint ensuite le vote des subsides; la chambre n'accorda pas la

moitié de la somme que demandait le roi. Bientôt, sous prétexte d'une épidémie qui régnait à Londres, le parlement fut ajourné pour se réunir à Oxford. La résistance des communes fut à Oxford ce qu'elle avait été à Londres, et Charles qui, pendant quelque temps, l'avait supportée avec patience, dans l'espoir d'obtenir les subsides qui lui étaient nécessaires, Charles s'indignant, dit qu'il saurait bien gouverner seul, et le parlement fut dissous.

Six mois après (1526), un nouveau parlement devint nécessaire. Allant plus loin que le premier, il accusa le duc de Buckingham, ministre et favori du roi. L'attaque fut violente. On ne put convaincre le favori d'aucun crime; néanmoins les poursuites continuèrent. Charles, espérant y mettre fin, fit emprisonner deux des membres les plus violents de la chambre des communes. Cette assemblée déclara qu'elle ne s'occuperait de rien avant qu'ils fussent remis en liberté. Les deux prisonniers sortirent de la Tour; mais la dissolution du parlement suivit de près sa victoire. Dans tout ce débat, la chambre haute s'était montrée le fidèle auxiliaire des communes, et Charles put voir que, dans la voie où il entrait, il ne devait compter que sur la cour; faible et misérable appui, derrière lequel ne se range jamais le peuple.

Buckingham continua à gouverner pourtant, et, pour se venger de Richelieu qui lui interdisait l'entrée de Paris, où il avait affiché une vive passion pour la reine, femme de Louis XIII, il fit déclarer la guerre à la France, sous prétexte de secourir les protestants de la Rochelle (1627). L'expédition échoua, et le mécontentement public fut à son comble.

Alors un troisième parlement (1628) fut convoqué. Quelques mesures dictées au roi par la prudence avaient fait espérer qu'il allait enfin entrer dans une meilleure voie de gouvernement; mais ces espérances

furent bientôt détruites, et l'irritation ne fit que s'accroître. Le parlement devenait plus populaire de jour en jour, et, parmi les membres de l'opposition, on trouve le nom de sir Thomas Wentworth, depuis lord Strafford, qui paya de sa tête le coupable abandon du parti de la liberté.

Le premier acte de cette assemblée fut le bill des droits, déclarant qu'on ne pouvait arrêter ou emprisonner un homme libre, à moins d'exprimer le motif légal de son arrestation; que tout homme libre avait le droit incontestable de jouir de l'entière et absolue propriété de ses biens, et que le roi ni ses ministres ne pouvaient établir d'impôt d'aucun genre, sans le consentement général donné par acte du parlement. Charles refusa de sanctionner ce bill, et les communes arrêtèrent qu'une remontrance serait adressée au roi. Enfin, après une lutte violente, le *bill des droits* reçut la sanction royale, et les communes votèrent les subsides.

Une nouvelle remontrance contre le duc de Buckingham suivit de près, et le roi mécontent prorogea le parlement. Deux mois après, le duc de Buckingham, qui préparait une seconde expédition contre la France, mourait assassiné (1628) par un fanatique nommé Felton, dans le chapeau duquel on trouva l'écrit suivant :

« Celui-là est honteusement lâche et ne mérite pas « le nom d'un gentilhomme ou d'un soldat, qui n'est « pas disposé à sacrifier sa vie pour l'honneur de « son Dieu, de son roi et de son pays. Que personne « ne me loue pour l'avoir fait; mais que plutôt tous « s'accusent eux-mêmes, comme ayant été la cause de « ce que j'ai fait; car si Dieu ne nous eût pas rendus « sans cœur, en punition de nos péchés, il (le duc de « Buckingham) n'aurait pas été si longtemps impuni.

« JOHN FELTON. »

Charles, indigné de la joie que le peuple témoigna de la mort du duc, entra plus que jamais dans son système de gouvernement absolu. Il combla de faveurs des hommes odieux au parlement, et dans le sein même de cette assemblée, il détacha du parti populaire le plus éloquent de ses orateurs, Thomas Wentworth, dont nous avons parlé précédemment, qui fut créé baron et nommé membre du conseil.

Ce troisième parlement fut encore dissous, et Charles entra pleinement dans la carrière du despotisme, sans prévoir les affreuses conséquences qui devaient s'ensuivre. Après cette dissolution, on poursuivit plusieurs membres du parlement qui s'étaient fortement signalés dans l'opposition : quelques-uns furent mis en prison et se virent jugés et condamnés pour leurs discours.

Charles n'entendait plus de plaintes, et il aurait pu croire régner tranquillement, si une lutte ne s'était élevée entre les ministres et la cour. La reine voulait une part dans le gouvernement; la cour se groupa autour d'elle, tandis que le roi et ses conseillers lui résistaient. Parmi les conseillers haïs de la cour, on doit citer Thomas Wentworth, alors comte de Strafford, et l'archevêque Laud; le premier, ambitieux et passionné, mais habile administrateur; le second homme médiocre complétement dévoué au roi; tous deux également sévères dans leurs mœurs, doués tous deux d'une inflexible volonté.

Strafford eut le gouvernement de l'Irlande, et Laud se vit premier ministre en Angleterre. Leur gouvernement arbitraire, tyrannique et se refusant à toute espèce de responsabilité, déplut également au peuple et à la cour, par des motifs différents. Des mécontentements se soulevèrent de tous côtés, et le bruit s'en répandant déconsidéra le gouvernement anglais aux yeux des nations étrangères. Les imprudences de

Laud, provoquées par le roi, vinrent augmenter l'irritation.

Du protestantisme étaient sorties une foule de sectes, toutes ennemies du catholicisme dont l'épiscopat se rapprochait plus qu'aucune autre. Laud résolut d'amener toute l'Angleterre à ce dernier culte, et il le tenta avec la violence qui le caractérisait. Tout le clergé dut se soumettre à une liturgie assez semblable, dans sa forme, à la liturgie romaine, et les non-conformistes furent poursuivis. Une multitude de prêtres furent chassés de leurs cures, et de riches familles les ayant pris pour chapelains ou pour précepteurs, la persécution vint les chercher même dans cet asile. Ce fut le signal d'une immense émigration. Les exilés emportaient avec eux leurs richesses et leur industrie. Un ordre du conseil interdit ces émigrations. Au moment de l'interdiction, huit navires prêts à partir étaient à l'ancre dans la Tamise, et sur l'un de ces navires étaient déjà montés Pym, Haslerig, Hampden et Cromwell, qui jouèrent un si grand rôle dans la révolution.

En 1636, l'Angleterre était inondée de pamphlets dans lesquels on signalait la faveur accordée aux papistes, les désordres des gens de cour, et surtout la tyrannie de Laud et des évêques. Un jurisconsulte, un théologien et un médecin, Payne, Burton et Bastwick, furent traduits en même temps devant la Chambre étoilée, pour y répondre de divers écrits de ce genre. On leur refusa les moyens de se défendre; on les traita de la manière la plus insultante; enfin ils furent condamnés au pilori, à avoir les oreilles coupées et à payer 5,000 livres sterling d'amende (120,000 francs environ). Tous trois subirent leur supplice avec le plus grand courage. Le peuple les considéra comme des martyrs de sa cause. A quelques mois de là, les mêmes scènes se renouvelèrent à l'exécution du pamphlétaire

Lilburne. Lié derrière une charrette et fouetté par le bourreau, Lilburne ne cessa d'exhorter la foule, et quand, pour le faire taire, on le bâillonna, il tira de sa poche des pamphlets qu'il jeta au peuple, et ne finit que quand on lui eut lié les mains.

La noblesse de campagne et la haute bourgeoisie n'étaient pas moins irritées que le peuple. Un gentilhomme du comté de Buckingham, John Hampden, celui-là même que nous avons vu sur le point de s'embarquer pour l'Amérique avec Cromwell, donna le signal de la révolte. C'était un homme riche, de mœurs graves et simples et d'une grande sagesse, qui avait été membre de l'opposition parlementaire. Le roi levait, sous le nom de *taxe des vaisseaux*, un impôt illégal qui n'avait pas été voté par le parlement. Hampden avait été imposé, pour sa part, à la faible somme de vingt schellings (25 francs environ); il refusa de payer, fut jeté en prison, et enfin traduit en justice, et condamné. Mais l'exemple était donné, de tous côtés on refusa l'impôt.

En même temps la révolte éclatait en Écosse, à l'occasion de la nouvelle liturgie, et elle y éclatait violente et populaire (1640). Une armée y fut envoyée, et la guerre se termina par le traité de Berwick; mais le royaume entier était en feu. Charles sentit le danger; Strafford fut rappelé pour l'aider de ses conseils. A peine de retour d'Irlande, il devint le but des attaques des courtisans, en même temps qu'il était haï du peuple, qui le regardait comme poussant le roi aux mesures les plus extrêmes.

Les embarras augmentant de jour en jour, un nouveau parlement fut convoqué en 1640, et d'abord le roi voulut l'occuper des affaires d'Écosse; mais la chambre des communes, qui songeait à des intérêts plus généraux, n'y vit qu'un incident sans importance, et refusa de s'en occuper. On n'avait pas assemblé de

parlement depuis onze ans; mais rien ne semblait changé à l'ouverture de celui-ci; l'esprit d'opposition était le même. Charles demandait qu'on votât d'abord les subsides dont il avait besoin; le parlement exigeait préalablement le redressement des griefs. On discuta avec aigreur des deux côtés, et enfin le roi, désespérant de rien obtenir, prononça, après trois semaines, la dissolution de ce quatrième parlement, qui porta le nom de *Court Parlement*. Les conséquences de ce nouvel acte de despotisme étaient incalculables; les courtisans sages le sentirent; et les meneurs de l'opposition parlementaire en comprirent l'importance. Charles s'inquiéta quelques instants, quelques instants il se repentit, puis il continua de marcher dans la route dangereuse qu'il avait prise. Il entra dans une voie d'arbitraire et d'oppression pour se procurer l'argent qu'on ne pouvait obtenir légalement. Après quoi Strafford, le plus violent, quoique l'un des plus estimables des conseillers du roi, partit avec son maître pour soumettre les rebelles d'Écosse. Mais l'armée était mécontente; elle avait de fortes sympathies pour les Écossais, et, au premier engagement qui eut lieu à Newburn (1640), elle se laissa vaincre et se débanda.

Strafford voulait la guerre, et de tous côtés il arrivait des pétitions pour la paix. De tous côtés aussi on parlait de la nécessité de réunir un parlement, et Charles lui-même sentait cette nécessité. On procéda donc aux élections. Elles furent presque partout dans le sens de l'opposition, et l'ouverture du nouveau parlement fut fixée au 3 novembre 1640.

La dissolution du dernier parlement avait aigri tous les esprits; et lorsqu'on ouvrit celui-ci, il n'y avait plus guère d'espoir de conciliation. On commença par l'exposé des griefs; et bientôt, passant des choses aux hommes, la chambre des communes porta un acte d'accusation contre Strafford, qui fut conduit à

la Tour. L'accusation de Strafford fut suivie presque immédiatement de celles de Laud, de lord Finch, garde du sceau, et du secrétaire d'État Windebank; mais Strafford seul fut poursuivi avec ardeur.

La chambre prit possession du gouvernement; elle vota des subsides, que durent administrer des commissaires pris dans son sein; puis elle emprunta de l'argent en son nom, lorsque de nouvelles sommes devinrent nécessaires. Les condamnations de Payne, de Burton, de Bastwick et de Lilburne furent déclarées illégales, et tous quatre furent remis en liberté. On proposa un bill qui prescrivait de trois en trois ans au moins la convocation des parlements, en leur donnant le droit de s'assembler d'eux-mêmes, si le roi ne les convoquait pas. Ce bill statuait, en outre, que nul parlement ne pouvait être dissous ni ajourné sans l'aveu des deux chambres, et qu'aux chambres seules appartenait le droit de choisir leur orateur (*président*). Après l'adoption de ce bill, le parlement demanda l'abolition de tous les tribunaux d'exception. On n'osa pas repousser ces propositions.

La perte de Strafford était résolue; son procès fut porté devant la chambre des lords, devenue cour de justice. La chambre des communes, qui l'avait accusé, voulut y assister tout entière, et avec elle se présentèrent les commissaires d'Écosse et d'Irlande, également accusateurs. Quatre-vingts pairs étaient présents comme juges; les évêques s'étaient récusés. Le roi et la reine assistèrent au procès dans une tribune fermée.

Strafford fut calme et noble. Pendant dix-sept jours, il discuta seul contre treize accusateurs les faits qui lui étaient imputés. On en prouva un grand nombre; mais aucun ne constituait, à proprement parler, le fait de haute trahison. Quelque temps les juges semblèrent ébranlés. Le roi tâcha de sauver son ministre et son ami, il tenta même de le faire évader; tout fut inutile.

Les communes voulaient la mort de Strafford, elles étaient toutes-puissantes. Trente-quatre des lords juges s'abstinrent; mais, parmi ceux qui restaient, vingt-six contre dix-neuf prononcèrent la condamnation, à laquelle il ne manqua plus que l'adhésion du roi. Charles avait promis à Strafford que, tant qu'il serait roi, on ne toucherait pas à un cheveu de sa tête; il hésita à accepter le déshonneur de la perte de son ami; mais enfin il signa le bill, et Strafford monta sur l'échafaud (1641). Ses dernières paroles furent calmes et chrétiennes, et sa tête tomba sous la hache du bourreau, qui la montra au peuple en criant, selon l'usage : « Dieu sauve le roi! » Mais cette tête en tombant avait ébranlé la couronne du roi d'Angleterre, qui à son tour devait un jour monter sur l'échafaud où, pour avoir voulu défendre trop bien la prérogative royale, périssait Strafford.

Effrayé de l'accroissement de puissance du parlement, Charles tourna les yeux vers l'Écosse. Il y fit un voyage pendant lequel il réussit à soulever une faction royaliste. Du reste, ce fut en Écosse et en Irlande que se conserva le plus longtemps l'attachement aux Stuarts sortis du premier de ces pays.

Une violente insurrection catholique éclata en Irlande. Charles n'avait peut-être participé en rien à cette révolte, qui avait été sourdement encouragée par la reine. Le parlement irrité adressa au roi une remontrance qui semblait un appel au peuple.

Cependant le parti royal reprit un peu de force; quelques membres des chambres étaient royalistes, quoique amis de la liberté, et à leur tête marchaient lord Falkland, Colepepper et Hyde, depuis duc de Clarendon. Charles résolut de se les attacher. Falkland fut nommé secrétaire d'État, Colepepper devint chancelier de l'Échiquier; Hyde refusa toute charge, dans l'espoir de mieux servir le roi en conservant son indépendance.

Des émeutes éclataient à chaque instant, et il s'ensuivait des rixes violentes entre les partisans de la cour et ceux du parlement, qui furent bientôt distingués par les noms de *Cavaliers* et de *Têtes-rondes*. Le nom de *Cavaliers* que prirent les royalistes s'explique de soi et n'a pas besoin de commentaire; celui de *Têtes-rondes* fut donné à une certaine faction de la chambre, les indépendants, qui, au lieu des cheveux longs et bouclés alors à la mode parmi les courtisans, et même dans toutes les classes aisées, portaient les cheveux absolument rasés, d'où leur vint leur nom de *têtes-rondes*. Cette faction ne tarda pas à acquérir une grande puissance dans la révolution, dont elle devait s'emparer par les mains de Cromwell.

Le roi attribuait tout le mal aux meneurs du parti parlementaire dans les deux chambres, et un jour le procureur général accusa en son nom lord Kimbolton, Hampden, Pym, Hollis, Strade et Haslerig, qu'il voulait faire mettre en jugement. Les communes déclarèrent qu'elles ne souffriraient pas cette violation de leurs priviléges, et, lorsqu'un héraut d'armes se présenta pour réclamer, au nom du roi, les cinq membres accusés de haute trahison, aucun d'eux ne quitta sa place, et l'orateur enjoignit au héraut de se retirer.

Le lendemain, le roi vint en personne pour arrêter les accusés, que la chambre força à sortir peu de temps avant son entrée. Charles monte au fauteuil du président, il réclame les cinq membres absents, et il termine son discours en demandant qu'ils lui soient envoyés à l'instant même où ils rentreront dans la salle. Lorsque le roi fut parti, la chambre arrêta qu'après une si énorme violation de ses priviléges elle ne pouvait siéger, avant qu'une réparation lui fût faite; et elle s'ajourna pour six jours, en nommant un comité qui devait la remplacer. Pendant tout ce temps, les membres réclamés par le roi se montraient librement par la ville aux applaudissements du peuple.

Charles résolut alors de s'éloigner de Londres, et, méditant la guerre civile, il se retira à Hampton-Court (1642), où il fut suivi par la cour et les cavaliers. La reine, emportant avec elle les joyaux de la couronne, partit pour la Hollande, d'où elle devait solliciter le secours des rois du continent et expédier aux royalistes des armes et des munitions.

Le roi quitta Hampton-Court pour Windsor, et, après quelques pourparlers avec le parlement, il se dirigea sur York. Deux armées furent alors mises sur pied : l'armée parlementaire, formée de milices, c'est-à-dire des enfants du peuple, et toute dévouée à la cause parlementaire; et l'armée royaliste, composée de cavaliers et de quelques volontaires dont la téméraire bravoure était bien loin de compenser l'incurable indiscipline. Des dons patriotiques furent offerts au parlement. Quelques dons volontaires de peu de valeur furent également envoyés au roi; toute la force, tout l'élan étaient du côté des parlementaires.

Le 23 août 1642, Charles appela officiellement ses sujets aux armes en plantant son étendard à Nottingham, d'où il partit pour se rendre dans les comtés de l'ouest, qui montraient le plus de zèle pour sa cause.

Le comte d'Essex avait été mis à la tête de l'armée parlementaire, forte de 15,000 hommes environ; l'armée royaliste en comptait 12,000, commandés par le lord Lindsay. La première rencontre eut lieu à Edge-Hill (1642), il y périt environ 6,000 hommes, et le succès fut douteux. La bataille d'Edge-Hill fut suivie du combat de Brentford, qui fut tout à l'avantage du parti royaliste. Cependant la guerre semblait languir; mais le royaume se couvrait de confédérations guerrières autorisées par le roi ou par le parlement; et les parents, les voisins, les amis, se trouvaient engagés sous des drapeaux opposés.

La reine revint en Angleterre (1643); et comme son

retour donna une impulsion plus vive au parti royal, le parlement s'inquiéta et il tenta de traiter avec le roi. On l'avait essayé vainement bien des fois depuis le commencement de la guerre; la négociation échoua encore, il n'était déjà plus temps de négocier. Cependant on commença à soupçonner le comte d'Essex, général en chef de l'armée parlementaire. Cromwell, l'un de ses lieutenants, membre du parlement, longtemps sans éclat, s'était fait un parti puissant dans l'armée. Il se trouva à la tête de quatorze escadrons de volontaires qui, levés par lui, formaient l'élite de l'armée; cette troupe, qui resta toujours particulièrement attachée à son chef, fut nommée par la suite *les côtes de fer de Cromwell.*

Cependant l'armée royaliste marchait de succès en succès; et le peuple s'irritant, demandait à grands cris la paix, que le parlement ne pouvait acheter qu'en abandonnant les libertés qu'il avait conquises. Il repoussa avec fermeté les demandes du peuple, dont le sang coula sous les coups de ceux qui s'étaient levés en son nom.

Bientôt les royalistes mirent le siége devant Glocester. Ils furent obligés de le lever; mais les deux armées se retrouvèrent en présence à Newbury (1643), où, pour la première fois depuis la guerre civile, les parlementaires, sous les ordres d'Essex, remportèrent une victoire véritable qui fut le signal des défaites successives et continues du roi. Dans cette journée, l'armée royale perdit lord Falkland, l'honneur du parti, toujours patriote, quoique proscrit à Londres; toujours respecté du peuple, quoique ministre à Oxford.

Essex représentait le parti presbytérien, et ce parti se considéra comme triomphant en sa personne. Il touchait pourtant à sa décadence. Les *indépendants* allaient s'emparer de la révolution.

La discorde éclatait au sein du parti royaliste. La

cour avait été transportée d'York à Oxford, et là se continuaient, au milieu de la guerre civile, les petites intrigues de White-Hall. Charles voulant opposer un parlement au parlement de Londres, appela les deux chambres à se réunir à Oxford pour aviser avec lui aux besoins de l'Angleterre. Quarante-trois pairs et cent dix-huit députés des communes se rendirent à son appel, et la session fut ouverte avec les formalités d'usage (1644).

Le jour même où le parlement d'Oxford devait se réunir, un appel nominal eut lieu à Westminster; vingt-deux lords seulement siégeaient dans la chambre haute; mais deux cent quatre-vingts membres répondirent à l'appel dans la chambre des communes. Le parlement d'Oxford tenta vainement une conciliation, la guerre éclata de nouveau. L'armée parlementaire, dont les forces totales s'élevaient à plus de cinquante mille hommes, fut divisée en plusieurs corps commandés par Essex, Fairfax, lord Manchester, Cromwell et Waller.

Il restait peu de villes fidèles au roi, et parmi celles-ci les plus importantes étaient Oxford et York. Toutes les forces des parlementaires furent réunies pour s'en emparer, et, en 1644, Charles fut bloqué dans la première de ces villes dont il avait fait sa capitale. Le roi s'échappa avec son fils aîné, en laissant dans la place son second fils, le duc d'York, et toute sa cour. Il rejoignit l'armée royaliste du nord, à laquelle sa présence redonna de la vigueur et qui remporta plusieurs avantages.

Depuis longtemps les deux partis se rencontraient dans une foule de petites affaires sans résultat décisif, lorsque, le 2 juillet (1644), ils se trouvèrent en présence à Marston-Moor, où se donna la plus importante bataille qui eût encore été livrée. Une partie des troupes parlementaires prit d'abord la fuite, et l'ar-

mée était sur le point de se débander complétement, lorsque Cromwell, qui commandait une division, fondit sur les royalistes, les mit en déroute, et resta maître du champ de bataille. Cette victoire donna une nouvelle force au parti des indépendants, dont Cromwell était le chef dans le parlement et dans l'armée.

La ville d'York capitula quinze jours après la bataille de Marston-Moor, sans que ces deux échecs successifs décourageassent les royalistes. Ils remportèrent dans l'ouest des avantages qui désolèrent Essex, et lui firent prendre le parti extrême d'abandonner son armée à un de ses officiers et d'aller demander au parlement d'être mis en jugement. On lui répondit en lui conférant de nouveau le commandement; mais le général, découragé, ne partit pas. Son armée, commandée par lord Manchester, fit, en son absence, des prodiges de valeur.

Cependant le parti des indépendants acquérait, chaque jour, de nouvelles forces, et la mésintelligence éclata entre ce parti et les presbytériens. Désormais l'armée devait jouer le premier rôle, et la puissance allait passer du parlement aux soldats de Cromwell, des presbytériens aux indépendants. Les premiers cherchaient encore à obtenir la paix par des négociations avec le roi; les seconds voulaient la guerre, par laquelle seule ils espéraient obtenir toutes les conséquences de la révolution.

Le commandement général fut confié à lord Fairfax, quoique Essex conservât son titre, qu'il ne perdit qu'en donnant volontairement sa démission. Or Fairfax était ami de Cromwell, qui semblait lui-même avoir dicté ce choix. Essex avait à peine donné sa démission, que le nouveau général quitta Londres pour organiser l'armée qu'il devait commander. Cromwell conservait son commandement, et ce fut lui qui ouvrit la campagne.

Cependant les royalistes faisaient des progrès, et la ville de Leicester était tombée en leur pouvoir. Le parlement s'inquiétait vivement, lorsque les deux armées se trouvèrent en présence à Naseby (1647) près de Northampton. D'abord les *cavaliers* s'élancèrent sur les *têtes-rondes* avec leur impétuosité accoutumée; mais ils avaient affaire aux *côtes de fer* de Cromwell, et leur déroute fut complète. Charles, qui commandait son armée, essaya vainement de la rallier; lui-même fut obligé de fuir en abandonnant son artillerie, ses munitions, ses bagages, plus de cent drapeaux, parmi lesquels se trouvait son propre étendard, environ cinq mille hommes et tous les papiers de son cabinet. Ces papiers furent la partie la plus importante de l'immense butin qui tomba au pouvoir des parlementaires. Ils montraient que jamais Charles n'avait voulu la paix, qu'il ne regardait aucune de ses promesses comme obligatoire, et qu'au fond il prétendait au pouvoir absolu. Le parlement fit publier ces documents, qui excitèrent au plus haut point la colère du peuple.

Il n'y avait plus, à proprement parler, d'armée royaliste; mais le pays était ravagé par des corps de partisans, dont le chef le plus brillant était le marquis de Montrose, qui, à la tête de quelques cavaliers, soutenait bravement, en Écosse, le parti du monarque fugitif. Après avoir vainement essayé de rejoindre Montrose, Charles rentra à Oxford qui lui était toujours dévouée. Bristol était aussi en son pouvoir, et son neveu, le prince Ruppert, qui y commandait, lui avait assuré qu'il y tiendrait quatre mois si aucune sédition ne s'y élevait. Les parlementaires assiégèrent la place, et le prince la leur rendit presque sans résistance. A ce coup, Charles regarda autour de lui avec terreur. Tout lui manquait à la fois, et il résolut de se retirer à Newark, où il entra (1646) suivi des débris

de son armée, c'est-à-dire, de trois ou quatre cents cavaliers, et accompagné de son valet de chambre, l'unique conseiller qui lui restât.

Après un court séjour à Newark, le roi revint à Oxford, où il retrouva son conseil et sa cour, vains simulacres qui ne servaient qu'à lui cacher l'étendue de son malheur. A son tour, il essaya de négocier avec le parlement, mais il était trop tard; les indépendants étaient maîtres de cette assemblée, et ils voulaient l'abolition de la royauté. Après avoir vainement tenté de traiter avec les Irlandais, Charles quitta secrètement Oxford, et se rendit au camp des Écossais presbytériens.

On sut bientôt à Londres que le roi avait quitté Oxford; on craignit, un moment, qu'il ne songeât à rentrer dans la capitale, et le parlement porta une loi qui condamnait à mort ceux qui le recevraient. Enfin on apprit qu'il était au camp des Écossais, et les communes votèrent qu'aux deux chambres seules il appartenait de disposer de sa personne. Le 30 janvier 1647, le roi, livré par les Écossais, fut remis entre les mains des commissaires délégués par le parlement, qui le conduisirent au château de Holmby.

La guerre civile semblait finie désormais; les communes votèrent que l'armée serait licenciée, sauf les régiments qu'exigeaient la guerre d'Irlande, le service des garnisons et la police du royaume. Le licenciement de l'armée frappait le parti des indépendants. Cromwell le sentit; il fomenta les mécontentements, et l'armée adressa au parlement des pétitions qui pouvaient passer pour des remontrances. Cromwell prévoyait ou plutôt préparait tout. Les communes repoussèrent avec énergie les pétitions, et, au milieu d'une séance orageuse, le futur protecteur, se penchant vers Ludlow, lui dit: « Ces gens-là n'auront « pas de repos que l'armée ne les ait mis dehors par

« les oreilles ; » prédiction que lui-même devait se charger d'accomplir. Dès ce moment, la lutte ne fut plus entre le roi et le parlement, mais bien entre le parlement et l'armée. Cette dernière devait triompher.

Le parti de l'armée était, à proprement parler, le parti de Cromwell. Celui-ci résolut de s'emparer de la personne du roi, qui pouvait être utile à ses desseins, et Charles fut enlevé aux commissaires, qui le gardaient à Holmby, par un simple cornette nommé Joyce.

Le parlement devint furieux en apprenant cette nouvelle; mais il n'y avait plus moyen d'ôter le pouvoir aux indépendants; l'armée allait devenir toute-puissante. La lutte continua plus acharnée que jamais. A Londres même, les presbytériens furent vaincus dans le sein du parlement, et les clameurs de la populace chassèrent une partie des membres de la chambre des communes. Le parti royaliste était complétement abattu, et il était facile de prévoir le triomphe des républicains, lorsque, le 8 août 1647, l'armée entra à Londres.

Le roi était toujours prisonnier, et sa perte était résolue, quoique Cromwell feignît de vouloir le sauver. On le fit engager sous main à s'enfuir de Hampton-Court, où il avait promis de rester à la disposition du parlement. Charles crut ces perfides conseils, il s'échappa et se réfugia dans l'île de Wight, dont le gouverneur Hammond était la créature de Cromwell. Une faction militaire, connue sous le nom d'*agitateurs*, menaçait de dépasser les indépendants des rangs desquels elle était sortie; Cromwell sut habilement la réduire à l'impuissance. Les agitateurs voulaient qu'on fît le procès du roi; Cromwell le voulait également, mais seulement lorsqu'il serait sûr de la condamnation; jusque-là, il feignait de croire à la possibilité d'un accommodement. Pendant que le par-

lement négociait avec Charles, on fut informé que ce prince cherchait à traiter secrètement avec les Écossais. Cette mauvaise foi aliéna complétement le parlement, qui vota qu'à l'avenir il n'aurait plus aucune relation avec le roi. Une vive protestation s'éleva de toutes parts; l'esprit royaliste sembla se ranimer, et quelques tentatives furent faites pour arracher Charles à sa prison, en même temps que des révoltes partielles éclataient sur différents points de l'Angleterre. La guerre civile se ralluma plus vive que jamais, et Fairfax partit avec un corps d'armée pour réduire les insurgés de l'est et des environs de Londres. Cromwell fut chargé de pacifier l'ouest, et le général Lambert dut soumettre le nord. L'une des premières opérations de la campagne fut la prise de Colchester, qui s'était déclarée pour le roi.

Depuis quelque temps, les Écossais avaient complétement rompu avec le parlement; ils entrèrent à main armée en Angleterre. Cromwell, qui marcha contre eux, les battit dans trois batailles successives, à Preston, à Wigan et à Warington, après quoi il entra en Écosse.

Pendant ce temps, le parlement essayait encore de traiter avec le roi, et quinze commissaires furent envoyés, à cet effet, dans l'île de Wight. Charles feignait de vouloir conclure; mais il songeait à la fuite, et il écrivait à un de ses amis que « cette nouvelle né« gociation serait dérisoire comme les autres, et que « rien n'était changé dans ses desseins. » Le parlement se doutait de toutes ces perfidies; il temporisait cependant, lorsque, pour la seconde fois, le roi fut enlevé par l'armée et conduit au château de Hurst. Les presbytériens se plaignirent de l'enlèvement de Charles; mais désormais l'armée était maîtresse. Un jour, au moment où le parlement allait s'assembler, la cour de Westminster fut remplie de soldats, et cent qua-

rante-trois membres des communes se virent violemment expulsés, « du droit de l'épée, » comme le dit Fairfax. A partir de ce jour, tout céda, tout se tut, et le parti républicain triompha sans opposition.

Le roi fut transféré de Hurst à Windsor; et les communes, votant qu'il serait traduit en justice, chargèrent un comité de préparer son accusation, et instituèrent une haute cour pour le juger. La chambre des lords s'opposa vainement au procès; on passa outre, et la haute cour de justice instituée au nom des communes seules, et formée de cent trente-cinq membres, dut se rassembler sans retard, et se réunit, en effet, sous la présidence de John Bradshaw.

La division ne tarda pas à éclater au sein de cette haute cour, et, comme quelques membres manifestaient la crainte que le peuple ne tentât de sauver le roi, Cromwell s'écria : « Personne ne remuera; je vous « dis que nous lui couperons la tête avec la couronne « dessus. » Charles espérait encore pourtant, quand le vendredi, 19 janvier 1649, il fut transféré de Windsor à Londres, où il se vit entouré de gardes dans son palais de Saint-James. Le lendemain, le malheureux roi fut conduit devant la haute cour, dont soixante-neuf membres seulement étaient présents. Lorsqu'il se fut assis à la barre où on lui avait préparé un fauteuil, Bradshaw se leva et prononça les paroles suivantes : « Charles Stuart, roi d'Angleterre, les com« munes d'Angleterre assemblées en parlement, pro« fondément pénétrées du sentiment des maux qu'on « a fait tomber sur cette nation, et dont vous êtes con« sidéré comme le principal auteur, ont résolu de « poursuivre le crime du sang. Dans cette intention, « elles ont institué cette haute cour de justice devant « laquelle vous comparaissez aujourd'hui. Vous allez « entendre les charges qui pèsent sur vous. » Après ces paroles, le procureur général lut l'acte d'accusation.

Le roi l'écouta avec calme, se contentant de sourire lorsque les mots « Charles Stuart, tyran, traître et meurtrier, » furent prononcés.

Le monarque ayant discuté longtemps la compétence de ses juges, la cour s'ajourna au lundi, et, lorsqu'elle se fut retirée, on emmena le prisonnier. Au moment où il descendait l'escalier, quelques voix firent entendre le cri de : « Justice ! justice ! » d'autres disaient : « Dieu sauve le roi ! Dieu sauve Votre Majesté ! »

Pendant plusieurs séances, Charles continua à décliner la compétence de ses juges. On passa outre ; trente-deux témoins furent entendus, et, le 25 janvier 1649, on vota, presque sans discussion, la condamnation du roi comme tyran, traître, meurtrier et ennemi du pays. Quand il fallut signer l'ordre d'exécution, on eut grand'peine à rassembler les commissaires. Le parlement semblait consterné ; mais Cromwell, bruyant et hardi, se livrait à des accès de bouffonnerie, et, après avoir signé, il barbouilla d'encre le visage de son voisin. On recueillit enfin cinquante-neuf signatures, dont quelques-unes étaient illisibles.

L'échafaud avait été dressé dans la cour de White-Hall. Charles y monta le 9 février 1649. Deux hommes masqués remplissaient l'office du bourreau, et l'on dit que l'un d'eux était lord Stair, qui avait sollicité cette charge comme une faveur, pour venger une injure personnelle. Charles fut calme et ferme jusqu'au dernier moment ; lui-même donna le signal, et, quand l'exécuteur montra sa tête au peuple en s'écriant : « Voilà la tête d'un traître ! » la foule resta muette ; elle était presque indifférente.

Lorsque le corps de Charles fut renfermé dans le cercueil, Cromwell le voulut voir, comme pour s'assurer que la tête était bien séparée du tronc. Après l'avoir considéré quelque temps sans émotion apparente, il dit enfin : « C'était là un corps bien

« constitué et qui promettait une longue vie. » Le cercueil resta exposé à White-Hall sept jours, après lesquels il fut porté à Windsor. Les mots Charles roi et le millésime furent seuls gravés sur le tombeau.

Le jour même de la mort de Charles, la chambre des communes fit publier une ordonnance déclarant traître quiconque proclamerait pour successeur du roi « Charles Stuart, son fils, communément appelé le « prince de Galles, ou toute autre personne, à quelque « titre que ce fût. » La chambre des lords fut formellement abolie le 16 février. Le 17, on adopta un acte conçu en ces termes : « Il a été prouvé par l'expé- « rience, et cette chambre déclare que l'office de roi « est, dans ce pays, inutile, onéreux et dangereux « pour la liberté, la sûreté et le bien du peuple ; en « conséquence, il est aboli dès ce jour. » Après la promulgation de cette loi, les républicains datèrent de l'an premier de la liberté rétablie par la bénédiction de Dieu.

CHAPITRE III.

Cromwell. — Pacification de l'Irlande. — Charles II au camp écossais. — Guerre d'Écosse. — Bataille de Worcester. — Acte de navigation. Cromwell ferme le parlement. — Parlement Barebone. — Protectorat. — Réunion de l'Écosse à l'Angleterre. — Nouveau parlement. — Sa dissolution. — Alliance avec la France. — Guerre avec l'Espagne. — Cromwell n'ose se faire roi. — Institution d'une seconde chambre. — Dissolution du parlement. — Mort de Cromwell. — L'armée force Richard Cromwell à donner sa démission. — *Rump-Parliament.* — Lambert. — Monk. — Restauration.

De 1649 *à* 1660.

Un cri d'effroi retentit dans l'Europe monarchique à la nouvelle de la mort du roi d'Angleterre; et, pour

augmenter encore la douleur et la pitié, on répandit un livre intitulé *Eikon Basilikè* (Image du roi), qu'on attribua à Charles Ier, et qui contenait les réflexions que lui avaient inspirées sa captivité et la révolution. Considéré du point de vue royaliste, l'Eikon, qui avait été composé par l'évêque Gaudin, est un beau livre. L'effet qu'il produisit fut prodigieux. Le grand Milton, un des secrétaires d'État de la république, fut chargé de répondre au livre du roi mort. Il le combattit dans un long pamphlet qu'il intitula l'*Iconoclaste* (le briseur d'images), où il s'attacha à détruire l'effet de cet écrit de Charles Ier.

L'Écosse et l'Irlande proclamèrent roi le jeune Charles II, en même temps que le parlement érigeait l'Angleterre en république. Le parlement, abhorré des royalistes, était, en outre, suspect à beaucoup de républicains. La presse n'était pas libre, et la chaire, qui était devenue une sorte de tribune politique, ne conserva pas longtemps son indépendance. L'armée était toujours puissante ; mais il s'y était formé un parti dont les membres se nommaient *levellers* (niveleurs), et qui, partant d'un principe religieux comme tous les partis ou plutôt toutes les sectes de cette époque, voulait soumettre la société au niveau de l'égalité.

Cromwell, qui prêtait encore son appui au parlement, persécuta les niveleurs, qu'il appelait des factieux, et ceux-ci, loin d'établir la chimérique égalité qu'ils avaient rêvée, ne purent obtenir la tolérance pour eux-mêmes.

Lorsque les mécontentements du dedans furent un peu calmés, on songea à pacifier l'Irlande et l'Écosse, où des troupes en armes soutenaient la royauté de Charles II. Cromwell fut envoyé en Irlande, muni du titre de gouverneur et de pleins pouvoirs civils et militaires : la pompe qui l'entoura à son départ put faire deviner le maître futur de l'Angleterre.

Ce n'est pas ici le lieu de raconter cette terrible campagne de Cromwell en Irlande; elle trouvera naturellement place dans une autre partie de cet ouvrage. Il nous suffit de dire que l'Irlande fut à peu près soumise après deux campagnes de neuf mois. Avant de retourner en Angleterre, où le parlement le rappelait, Cromwell régla l'administration du pays qu'il venait de conquérir et délégua, pour y commander à sa place, son gendre Ireton.

La conquête de l'Irlande obligeant le prétendant à renoncer aux espérances qu'il avait fondées sur ce pays, il les concentra toutes sur l'Écosse, où l'étendard royaliste était levé par Montross, brillant chef de partisans. Cet officier fut pris par les troupes presbytériennes écossaises qui lui firent son procès. Il fut condamné à être pendu, puis coupé par quartiers qui durent être cloués aux quatre principales villes du royaume. Montross subit son supplice avec calme, et, jusqu'au dernier moment, il protesta de son attachement à la cause royale.

Malgré cette exécution, les presbytériens d'Écosse soutenaient le parti du jeune roi. Ils lui dirent que le supplice de Montross avait été nécessaire au triomphe de sa cause, et le dénûment de Charles II était tel, qu'il se vit réduit à traiter avec les meurtriers de son ami. Pour ne lui épargner aucun dégoût, on le força d'adhérer entièrement à l'Église presbytérienne. Il fut contraint d'entendre des prédications remplies d'injures contre les péchés de son père et l'idolâtrie de sa mère. Ce fut au prix de ces humiliations que le jeune monarque dut acheter la protection des Écossais.

Effrayé du rapprochement du prétendant et des Écossais, le parlement songea à leur opposer Cromwell, et c'est alors qu'il le fit revenir d'Irlande. Le retour du conquérant fut un véritable triomphe. Il entra dans Londres aux acclamations de la foule, et

vint loger à White-Hall qu'on avait préparé pour le recevoir.

On résolut de prévenir l'invasion des Écossais en les attaquant, et le général victorieux eut le commandement de cette expédition. Sorti d'une secte religieuse, parvenu au pouvoir par elle, Cromwell affectait la plus grande piété, et ses discours étaient une sorte de pathos mystique dont l'entortillement hypocrite servait à cacher ses projets ambitieux. Arrivé sur la frontière des deux royaumes, il promit à ses soldats, dans un discours qui les remplit d'un enthousiasme que nous avons peine à concevoir aujourd'hui, les bénédictions du Seigneur pour la cause duquel ils combattaient.

Cependant l'armée écossaise, forte de trente-six mille hommes, et ayant à sa tête un chef expérimenté, avait résolu d'éviter un combat décisif. Ceci ne faisait nullement le compte de Cromwell habitué à vaincre, pour ainsi dire, en courant. L'armée anglaise manquait de vivres, et elle se trouvait dans le plus grand péril, lorsque, le 13 septembre 1650, le général parvint à forcer les Écossais à une bataille qui fut donnée près de la ville de Dunbar. Le succès se décida en moins d'une heure, et les Écossais, mis en fuite et poursuivis à plusieurs milles de distance, laissèrent sur le champ de bataille leurs bagages, leur artillerie, trois mille morts et deux cents drapeaux que Cromwell envoya au parlement.

Il s'empara ensuite de Leith et d'Édimbourg, où, contrairement à ce qui avait eu lieu en Irlande, il montra une grande modération dans l'exercice de la victoire. Le parlement vota des secours et des récompenses à l'armée victorieuse, et Cromwell s'établit à Édimbourg, où il tâcha de se concilier le peuple.

Cependant, loin de ruiner les espérances du prétendant, la défaite de Dunbar l'avait rendu plus roi

que jamais en Écosse, en abattant l'orgueil des presbytériens, et il fut couronné à Scone le 11 janvier 1651, six jours après la reddition d'Édimbourg. Une grave maladie de Cromwell fit espérer au jeune prince qu'il serait bientôt débarrassé de ce dangereux ennemi; mais le général se rétablit, et la guerre recommença avec une nouvelle vigueur.

Charles II avait pris le commandement de l'armée écossaise. C'était un faible adversaire pour le victorieux Cromwell qui ne l'appelait pas autrement que *le jeune homme;* mais le roi avait de l'audace. Il résolut de marcher sur Londres, et Cromwell n'en fut informé que lorsque déjà Charles avait sur lui l'avantage d'un jour de marche. Il lui fallut encore prendre des mesures pour assurer la tranquillité de l'Écosse; et il ne put se mettre en route que trois jours après le départ du prince.

Cependant celui-ci avançait rapidement dans le royaume, et partout, sur son passage, son armée le proclamait roi. Il marcha ainsi dix-huit jours sans obstacle, et sa première rencontre avec un détachement des troupes parlementaires fut toute à son avantage. Pourtant son armée ne grossissait pas, et le découragement commençait à s'introduire parmi ses soldats, lorsqu'il arriva à Worcester, ville pleine de ses partisans, où son armée put se refaire, et dans laquelle il se fortifia.

Cromwell arrivait à marches forcées à la tête de ses troupes dont le nombre s'augmentait de jour en jour. Il marcha sur Worcester, et, le jour anniversaire de la victoire de Dunbar, il livra à l'armée royale une nouvelle bataille dans laquelle celle-ci fut complétement défaite. La forteresse fut emportée d'assaut, et la garnison, qui avait refusé de se rendre, fut passée au fil de l'épée.

Après cette défaite, Charles erra longtemps à l'aven-

ture, ne devant son salut qu'à la discrétion de ceux auxquels il se confiait, tandis que l'heureux Cromwell, comblé des éloges du parlement, recevait de cette assemblée les plus serviles témoignages de reconnaissance.

Cromwell avait laissé le commandement de l'Écosse à Monk, l'un de ses lieutenants, qui se rendit bientôt maître du château de Stirling, de la ville de Dundee, et de toutes les basses terres d'Écosse, ne laissant aux royalistes d'autre refuge que les montagnes, dont les habitants ne tardèrent pas à se soumettre au parlement, aussi bien que ceux des îles Shetland, Jersey et Scilly. Une femme, dont le mari avait payé de sa tête son attachement à Charles II, la comtesse de Derby, qui était Française et du sang de la Trémouille, essaya vainement de défendre pour le roi fugitif l'île de Man.

Deux objets occupaient surtout le parlement : retarder autant que possible l'époque de sa dissolution, et augmenter la puissance maritime de l'Angleterre. Cromwell désirait se défaire de cette assemblée, et déjà il osait parler d'introduire quelque chose de monarchique dans la constitution. Pendant ces dissensions intestines, la guerre était sur le point d'éclater entre la Hollande et l'Angleterre, qui se disputaient l'empire des mers.

Le parlement publia le fameux *acte de navigation* qui a fait la grandeur maritime de la Grande-Bretagne, acte par lequel le commerce d'Amérique, d'Afrique et d'Asie était dévolu à la seule Angleterre, tandis que les autres peuples de l'Europe ne pouvaient transporter sur leurs vaisseaux que les produits de leur sol et de leur industrie. Les Provinces-Unies réclamèrent vainement contre cet acte; et des deux côtés on se prépara à la guerre. La flotte hollandaise était commandée par l'amiral Tromp, que de nombreux succès avaient

rendu célèbre. L'amiral Blake, qui était à la tête de celle des Anglais, était encore presque inconnu, quand il débuta par un succès qui assurait l'exécution de l'acte de navigation.

Cromwell, qui avait reçu de nouveaux honneurs et une dotation du parlement, commençait à déployer une douceur qu'il croyait utile à ses vues. Il se rapprochait de ses anciens ennemis les presbytériens, et il affectait de protéger les royalistes en même temps qu'il fomentait, au sein de l'armée, l'irritation contre le parlement, dont il enviait la puissance. On ne peut douter qu'il ne songeât dès lors à s'emparer du pouvoir souverain. La résistance qu'il trouva dans les parlementaires et dans le clergé le détermina à ne se servir que de l'armée : chaque jour ses officiers adressèrent au parlement des pétitions dans lesquelles ils engageaient cette assemblée à se séparer.

La chambre des communes, qui désormais formait à elle seule tout le parlement, se sentant ainsi attaquée, s'occupait lentement de régler par un bill et la forme de l'assemblée qui devait lui succéder et les prochaines élections. Cromwell s'impatientait de tant de lenteurs ; enfin, il commanda quelques compagnies de grenadiers, à la tête desquelles il se rendit à Westminster au moment même où le parlement était assemblé. Ayant distribué ses soldats près de la porte, il entra brusquement dans la salle, et fit signe au major Harrisson de s'approcher. « Le temps est venu, lui dit-il, « le parlement est assez mûr pour être dissous. » Et, sans prendre garde aux objections que lui faisait son interlocuteur, il s'adresse à l'assemblée elle-même, l'accuse de vouloir s'éterniser dans le pouvoir, et la traite d'instrument indigne que le Seigneur a rejeté. Enfin, hors de lui, il s'élance au milieu de la salle en disant : « Allez, allez, je mettrai fin à votre babil. » Puis courant çà et là en frappant du pied : « Vous

« n'êtes plus un parlement, s'écrie-t-il, et je terminerai « vos séances. Qu'on les fasse entrer. » A ces mots, les soldats envahissent la salle, et ils en expulsent l'assemblée dont Cromwell injurie chaque membre à mesure qu'il passe devant lui. L'orateur fut violemment arraché de son fauteuil, et lorsque la salle fut vide, Cromwell en fit fermer les portes. Le lendemain, on trouva écrit sur la porte de la chambre : « Maison « à louer non meublée; » pasquinade digne de ce burlesque coup d'État.

La chute du parlement fut indifférente à la nation. Cromwell devint seul maître du gouvernement. Mais trouvant dans l'armée plus de résistance qu'il ne s'y était attendu, il érigea un conseil d'État auquel il reporta toute l'autorité dont jouissait le conseil des officiers. Après ces actes arbitraires, Cromwell convoqua un parlement dont les membres furent désignés par lui.

La nouvelle assemblée fut, dès son origine, vouée au ridicule, et elle reçut le surnom de parlement Barebone, qui lui vint d'un artisan fanatique qui en faisait partie. Selon l'usage des puritains d'ajouter à leur nom, soit une phrase mystique, soit un verset entier de la Bible, cet artisan nommé Barebone se faisait appeler : *Si Christ n'était pas mort pour vous, vous seriez damné, Barebone;* et le peuple l'appelait *damné* Barebone. Le général pensait que ce parlement lui serait servilement dévoué; il en fut autrement, et à peine installé, il revendiqua chaudement les droits du peuple. Cromwell se fatiguant bientôt de cette assemblée, lui fit insinuer qu'elle devait se démettre volontairement de ses fonctions. Le stratagème réussit, et l'assemblée remit ses pouvoirs entre les mains de Cromwell. Le même jour, une réunion d'officiers décida que le général était élu protecteur des trois royaumes, et Cromwell prit solennellement possession de l'autorité,

en couvrant de quelques apparences républicaines un pouvoir plus étendu que celui des anciens rois.

Ce changement ne trouva point d'obstacles. Le protecteur établit à Londres le siége de son pouvoir, et les trois royaumes se soumirent. Les États de l'Europe, monarchiques pour la plupart, ne manifestèrent aucune répugnance à reconnaître le pouvoir du régicide.

Cromwell termina glorieusement la guerre maritime avec la Hollande, en concluant un traité dans lequel les Provinces-Unies reconnaissaient la supériorité du pavillon britannique. Ce ne fut pas le seul acte utile et glorieux du protectorat de Cromwell. Il réunit définitivement l'Écosse à l'Angleterre, et la première perdit son parlement en acquérant le droit d'envoyer trente députés au parlement de Westminster.

Cromwell exerça un pouvoir dictatorial pendant les six mois qui précédèrent la convocation du nouveau parlement, et, dans cet intervalle, il s'affermit par des alliances avec les cours étrangères au dehors et par la vigueur de son gouvernement au dedans. Ce parlement, qui, grâce à une nouvelle loi d'élection, avait une origine plus populaire que tous ceux qui l'avaient précédé, fut ouvert avec des formes royales, le 13 septembre 1654.

L'opposition de cette assemblée aux vues despotiques du protecteur se manifesta dès les premières séances. On examina le pouvoir même de Cromwell, et les principes qui avaient commencé la guerre civile reparurent plus puissants que jamais. Cromwell défendit et expliqua sa puissance dans un des longs discours sous lesquels il avait coutume de déguiser ses desseins. Il finit par arracher à la majorité une sorte de reconnaissance de son pouvoir. Lorsqu'une fois ce pas fut franchi, le protecteur obtint une foule de choses indispensables au maintien de son autorité,

parmi lesquelles on doit citer une liste civile de 200,000 livres sterling (5,000,000 de francs environ) et la possession de tous les domaines royaux. La discorde entre le parlement et le protecteur éclata de nouveau, lorsque l'assemblée refusa de reconnaître l'hérédité du protectorat. Peu de temps après, Cromwell lui annonça sa dissolution dans un discours plein de colère.

Cette dissolution augmenta la hardiesse et l'indignation des républicains sincères que Cromwell redoutait et qui lui furent toujours opposés. Plusieurs furent arrêtés et emprisonnés, ainsi que des royalistes, qui, au dire du protecteur, conspiraient contre sa vie. Alors on imposa tous les royalistes pour un dixième de leur revenu; les catholiques durent être désarmés; l'espionnage le plus odieux s'introduisit au sein des familles, et le despotisme ne connut plus de bornes.

Le pouvoir du protecteur était respecté au dehors, et les deux plus puissantes monarchies de l'Europe, la France et l'Espagne, se disputaient son alliance exclusive. Il choisit la France, aimant mieux s'appuyer sur un pouvoir que venaient de retremper les guerres civiles dont il avait triomphé, que sur la vieille monarchie de Charles-Quint, croulante de toutes parts.

L'alliance avec la France fut le signal de la guerre avec l'Espagne, et une flotte anglaise s'empara de la Jamaïque, après avoir vainement tenté de prendre Hispaniola. La conquête de la Jamaïque fut suivie de la capture des galions chargés d'or que l'Espagne recevait tous les ans de ses possessions du nouveau monde.

Cromwell avait trouvé les parlements peu soumis à son autorité; mais l'impossibilité de se procurer des subsides sans eux l'obligea d'y recourir encore. Le 27 septembre 1656, il ouvrit en personne un nouveau parlement qui, après quelques épurations, sembla dis-

posé à vivre en bonne intelligence avec le protecteur.

Celui-ci trouvait trop vagues et trop limités les droits et la puissance que lui donnait ce titre. Il désirait l'échanger contre celui de roi, et il crut que le parlement l'aiderait dans l'exécution de ce dessein. D'abord d'obscurs orateurs demandèrent que le protecteur fût prié de prendre le titre de roi, et Cromwell, recommençant la comédie jadis jouée à Rome par César, Cromwell, qui, en secret, les avait poussés à cette démarche, les traita publiquement de fous. A quelque temps de là, on proposa dans la chambre un nouveau plan de constitution qui statuait l'établissement de deux chambres, dont l'une conserverait le nom de chambre des communes, tandis que la seconde serait appelée *l'autre chambre;* toutes deux devaient posséder la puissance législative et la partager avec une personne portant le titre de roi.

Après l'adoption de ce bill, qui avait rencontré une forte opposition, le parlement fit demander au protecteur une audience pour une communication importante. Dans cette audience, la royauté fut offerte à Cromwell. Celui-ci éluda toute réponse en disant, dans son langage mystique, qu'il lui fallait d'abord *chercher le Seigneur*. On lui fit de nouvelles instances, et les pourparlers durèrent longtemps. Enfin, soit par crainte, soit par suite de l'opposition violente des républicains et même de plusieurs membres de sa famille, soit enfin par l'influence des pétitions qui furent présentées au parlement, Cromwell déclara formellement qu'il ne pouvait se charger du gouvernement avec le nom de roi. Le parlement lui confirma le titre de protecteur. La cérémonie de son installation se fit avec une pompe fort semblable à un couronnement; et pendant cette cérémonie, Richard, fils aîné de Cromwell, fut constamment près de lui, comme l'héritier désigné du protectorat.

La seconde chambre fut inaugurée, à l'ouverture du parlement (1657), selon les formes employées jadis pour la chambre des lords. A défaut du titre de roi qu'il n'osait prendre, Cromwell, s'entourant d'institutions monarchiques, cherchait à former une nouvelle aristocratie.

Il rencontra une vive opposition dans la chambre des communes, où se trouvaient encore beaucoup de républicains. Elle voulut d'abord méconnaître l'existence de l'autre chambre; puis, allant plus loin, elle examina plusieurs actes émanés du protecteur. Cette hardiesse alluma la colère de Cromwell, qui se décida à dissoudre encore ce parlement à peine assemblé.

Cette violence excita de grands murmures, même parmi les amis de Cromwell. Ranimant l'espoir des factieux, elle appela le poignard des assassins sur le protecteur, qui, chaque jour, eut à redouter quelque conspiration, républicaine ou royaliste. Ses terreurs devinrent extrêmes. Il ne sortait jamais sans être couvert d'armes offensives et défensives. Chaque nuit, il faisait dresser son lit dans une nouvelle chambre, de peur de trahison. Jamais pourtant le pouvoir du protecteur n'avait été mieux affermi à l'étranger. La France venait de lui livrer Dunkerque pour prix des secours qu'il lui avait prêtés dans sa guerre contre l'Espagne. Dominant complétement la Hollande, il se faisait médiateur entre elle et le Portugal; il intervenait dans les différends de la Suède et de l'électeur de Brandebourg; enfin l'Italie catholique, le redoutant comme le plus ardent champion du protestantisme, craignait qu'il ne portât jusqu'à Rome ses armes victorieuses.

Mais, au milieu de tant de prospérités, le protecteur était livré aux plus cruelles contrariétés dans son administration et dans sa famille. Tous les parlements se montraient également indociles, et il ne se sentait pas assez fort pour supprimer une institution

qu'il haïssait et à laquelle la nécessité d'obtenir des subsides le ramenait malgré lui. En butte à la haine de tous les partis et de toutes les sectes, il ne se sentait d'autre appui que l'armée, qui, ayant conscience de sa force, se montrait, de jour en jour, plus factieuse et plus exigeante. Il prévoyait les changements qui auraient lieu après lui, et il sentait que lui seul empêchait le retour des Stuarts. Tendrement attaché à sa famille, mille chagrins qui lui vinrent de ce côté ne contribuèrent pas peu, sans doute, à abréger le cours de sa vie. Il avait vu sa mère mourir victime des terreurs que lui inspirait son élévation. Persuadée que des assassins menaçaient à chaque instant la vie de son fils, la malheureuse femme n'entendait pas la détonation d'une arme à feu sans s'écrier : « Mon fils est mort! On « a tué mon fils! » Une des filles du protecteur, lady Cleypole, mourut de chagrin de n'avoir pu sauver une des nombreuses victimes de son père, auquel elle n'épargna pas les reproches dans les derniers jours de sa vie. Son fils Richard, beaucoup moins occupé d'affaires que de plaisirs, semblait tenir fort peu à l'héritage du protectorat; enfin, toute la famille de Cromwell le désolait, soit par son incurie, soit par une opposition républicaine et même royaliste.

Le protecteur succombant à tant de douleurs, fut saisi d'une fièvre violente. Il mourut après quatorze jours de maladie, le 13 septembre 1658, à l'âge de cinquante-neuf ans. Ses funérailles eurent tout le luxe des obsèques des anciens rois. Au pied du lit mortuaire, on lisait cette inscription qui résumait la vie du protecteur : *Olivier Cromwell, lord-protecteur d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande, né à Huntington, du nom de Williams de Glamorgan, changé par le roi Henri VIII au nom de Cromwell, fut élevé à Cambridge, ensuite à l'école de Lincoln. Au commencement des guerres, capitaine d'une compagnie de chevaux levée*

à ses dépens, et fait, par le parlement, commandant en chef, il réduisit l'Irlande et le pays de Galles, renversa l'armée du duc Hamilton, l'armée de l'Église à Dumbar, réduisit toute l'Écosse, défit l'armée de Charles Stuart à Worcester. Il avait deux fils, lord Richard, protecteur à la place de son père; lord Henri, maintenant lord-lieutenant d'Irlande, et quatre filles, lady Bridget, mariée d'abord à lord Ireton, ensuite au lieutenant général Fleetwood; lady Élisabeth, mariée à lord Cleypole; lady Marie, mariée au lord Falconbridge; lady Francis, mariée à l'honorable Robert Rich, petit-fils du très-honorable comte de Warwick. Il fut déclaré lord-protecteur d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande, le 16 *décembre* 1653. *Il mourut le* 3 *septembre* 1658, *après une maladie de quatorze jours, d'une fièvre, avec grande assurance et sérénité d'âme, en paix dans son lit. Né le* 15 *avril* 1599. *Dunkerque en Flandre se rendit à lui le* 20 *juin* 1658. Le corps fut enterré à Westminster, dans la chapelle de Henri VII.

Le lendemain de la mort de Cromwell, Richard prit paisiblement possession de l'autorité et fut proclamé, sans opposition, protecteur de la république d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande. L'installation du nouveau protecteur se fit avec les mêmes cérémonies que celle de son père. Son frère Henri, gouverneur de l'Irlande, lui assurait la tranquillité de ce pays: le général Monk gouvernait l'Écosse en son nom. Les puissances étrangères amies de son père le reconnurent sans difficulté. Au bout de quatre mois, le conseil jugea nécessaire de convoquer un parlement, et cette assemblée reconnut aussi le nouveau protecteur. Mais Richard mécontenta bientôt tout le monde : l'armée, en ne lui montrant pas les égards qu'elle avait coutume de recevoir de son père; les fanatiques, par des plaisanteries irréligieuses; les gens sensés, par son in-

croyable légèreté. Impatienté des remontrances du parlement, il s'avisa de le dissoudre, et cet acte acheva de le dépopulariser.

C'était par les militaires que Richard avait consommé la dissolution du parlement. Cette circonstance rendit à l'armée son ancienne prépondérance, et elle s'en servit bientôt contre lui. Le protecteur était tombé dans un tel mépris, que les chefs militaires, continuant à tout faire en son nom, le laissèrent habiter White-Hall pendant deux mois, au bout desquels, se rappelant qu'il devait donner sa démission, ils la lui demandèrent et l'obtinrent sans difficulté.

Personne n'osant s'emparer du pouvoir, les chefs militaires résolurent de rappeler les restes du Long Parlement, qui se réunirent au nombre de quarante environ. A peine rassemblés, ces débris retrouvant leur ancienne énergie, s'occupèrent de remettre sous le joug civil l'armée, habituée depuis si longtemps à n'être justiciable que d'elle-même. On établit ensuite une sorte de république, et le parlement déclara que la nation serait gouvernée sans roi, sans chef unique et sans chambre des lords.

Ce parlement, se voyant menacé du retour du prétendant contre lequel il ne savait sur quoi s'appuyer, nomma pour chef de l'armée Lambert, un des généraux de Cromwell. Mécontent de son élu, il abolit bientôt la dignité de général en chef, et mit à la tête de l'armée sept commissaires, tous parlementaires zélés. En apprenant qu'il était destitué par le parlement, Lambert voulut faire ce qu'avait fait autrefois Cromwell; il entra à Westminster à la tête de ses soldats, et quoique de lui à Cromwell il y eût toute la différence qui sépare le génie de l'intrigue, il réussit un moment à remettre encore une fois la nation sous le joug militaire.

Cependant un autre général épiait l'occasion de

prendre sa place; c'était ce Monk auquel le protecteur avait confié l'Écosse. Déjà, peut-être, Monk entrevoyait l'espoir de rétablir la monarchie. Quoiqu'il continuât de protester de son attachement à la cause républicaine, il s'opposait aux empiétements de Lambert et professait la volonté de rétablir le parlement dans son indépendance. Cette assemblée reprit ses séances au milieu des divisions de l'armée, et Monk, entrant sur le territoire anglais, se mit complétement à sa disposition. Un moment ce général se vit maître de Londres, des républicains lui offrirent la place de Cromwell : il la refusa au nom de la liberté, mais son véritable motif était le désir de rétablir Charles II sur le trône.

Cependant le parlement ne pouvait se dissimuler la renaissance de l'esprit royaliste, ou, du moins, le discrédit dans lequel il était lui-même tombé. Perdant chaque jour de sa popularité, il se voyait en butte au mépris; on lui avait donné l'ignoble surnom de *Rump* (croupion), et des feux de joie allumés dans les rues servaient à brûler des croupions d'animaux, par allusion au parlement.

Monk se servit habilement des haines et des sympathies. Il devint tout-puissant sans affecter la toute-puissance. Enfin il obtint que le parlement prononçât lui-même sa dissolution et la convocation d'une nouvelle assemblée destinée à le remplacer.

Les élections furent généralement royalistes, et, lorsque la nouvelle chambre des communes se réunit, le 25 avril 1660, il était facile de prévoir le prochain retour de Charles II. Ce prince fut effectivement rappelé par le parlement, et, le 29 mai de la même année, il entra à Londres sans exciter ni haine ni enthousiasme. La nation anglaise semblait presque étrangère à cette révolution qu'elle ne sentait ni radicale, ni populaire, et dans laquelle il s'agissait seulement de faire changer le pouvoir de mains : elle n'avait plus, ou plutôt elle

n'avait jamais eu ni haine ni amour pour les Stuarts; elle avait été presque également indifférente à l'égard de Cromwell, et les parlements qui s'étaient succédé ne l'avaient qu'imparfaitement représentée. Tout se passait entre quelques hommes : il y avait des républicains et des royalistes; mais l'Angleterre n'était ni républicaine ni royaliste.

CHAPITRE IV.

Restauration. — Amnistie. — Procès des régicides. — Persécution des non-conformistes écossais. — Acte d'uniformité. — Ministère de la *Cabale*. — Charles II est pensionné par le roi de France. — Le *Test*. — Complot papiste. — Les whigs et les torys. — Complot de Rye-House. — Russel et Sidney. — Mort de Charles II. — Jacques II. — Réaction catholique. — Sharp. — Affaire des évêques. — Mécontentement du peuple. — Le prince d'Orange. — Fuite de Jacques. — Guillaume et Marie. — Déchéance de Jacques II. — Déclaration des droits.

De 1660 *à* 1688.

Charles II avait trente ans lorsque le parlement lui rendit la couronne (1660). Il avait été élevé loin du royaume qu'il était appelé à gouverner, et ne connaissait pas plus l'Angleterre que l'Angleterre ne le connaissait. Nous avons dit comment, ayant pris le titre de roi à la mort de son père, il avait fait une campagne malheureuse en Angleterre.

Le retour de Charles fut précédé d'un acte connu sous le nom de *déclaration de Breda*, par lequel il promettait l'oubli du passé et le pardon des injures. Les communes acceptèrent ce pardon, en remercièrent le roi au nom de l'Angleterre, et y joignirent une loi d'exception contre les juges de Charles Ier,

et contre quelques-uns des hommes les plus marquants du parti républicain.

Les premiers actes du règne de Charles II prouvèrent qu'il n'acceptait pas la révolution, et il fut facile de prévoir qu'il ferait tout ce qui serait en lui pour ressaisir le pouvoir tel que l'avaient exercé les Tudors.

En exécution du prétendu acte d'amnistie, vingt-neuf régicides furent livrés à une commission qui les condamna à mort. Pendant le procès et jusque sur l'échafaud, ils ne cessèrent de protester que ce qu'on leur reprochait comme un crime était un acte de justice nationale, et, forts de cette conviction, ils subirent la mort avec l'enthousiasme du martyre. Dix régicides périrent ainsi, et on sursit à l'exécution des autres, en considération de ce qu'ils s'étaient livrés eux-mêmes. Les cadavres de Cromwell, d'Ireton et de Bradshaw furent insultés de la manière la plus brutale; puis des républicains non régicides subirent la mort comme ennemis de la monarchie.

Après les proscriptions, vint le gaspillage des finances. Charles était homme de plaisir avant tout, et le parlement lui livra l'argent du peuple avec la plus honteuse profusion. On exigea la restitution des biens de la couronne et de ceux de certains cavaliers, qui avaient été confisqués, et dont la république avait fait des dons nationaux. On rétablit l'épiscopat, le rit protestant le plus rapproché du catholicisme, et ce fut le commencement de la réaction religieuse, qui, plus que toute autre cause, devait amener l'expulsion définitive des Stuarts. Des hommes recommandables par leurs vertus privées, tous royalistes, et anglicans zélés, furent mis à la tête du gouvernement. Hyde, comte de Clarendon, homme intègre, dont déjà nous avons eu l'occasion de mentionner le nom, fut nommé chancelier d'Angleterre. Sa fille avait épousé le frère du roi.

Les non-conformistes d'Écosse portèrent le poids des vengeances religieuses que Charles n'osait pas faire tomber sur les Anglais dissidents, et une sanglante persécution commença par l'exécution du respectable duc d'Argyle

Une conférence religieuse entre les presbytériens et les anglicans eut lieu à la Savoy. On ne put s'entendre sur aucun point, et les règlements religieux furent soumis à un parlement. Ce parlement vota l'*acte d'uniformité,* par lequel il était ordonné à tous les ministres du culte de se conformer au rit anglican, et de renouveler leur serment au roi, comme chef de l'Église. En vertu de l'acte d'uniformité, on persécuta les anabaptistes, les millénaires, les presbytériens et les protestants dissidents, aussi bien que les catholiques. Ces derniers avaient à la cour de puissants protecteurs; la reine mère et la reine elle-même étaient catholiques, et le roi aimait cette religion pour laquelle son frère, le duc d'York, se prononçait ouvertement.

Ce penchant de la cour pour le catholicisme amena le désaccord entre elle et les ministres, et suscita une puissante opposition dans le parlement. Charles publia une déclaration dite d'indulgence, qui tolérait l'exercice privé des cultes dissidents, et le parlement répondit par de nouvelles lois contre les non-conformistes. Les ministres s'efforcèrent vainement de maintenir la bonne intelligence entre le roi et le parlement; ils n'en purent venir à bout, et succombèrent sous les attaques de ces deux puissances qu'ils s'étaient aliénées (1668).

Sous ce ministère, qu'on peut accuser de faiblesse, Charles II, pour se procurer de l'argent, vendit Dunkerque à Louis XIV, et entreprit, à l'instigation de ce prince, une guerre contre la Hollande, qui n'apporta que honte et malheur à l'Angleterre. La peste de Londres (1665), l'incendie de Londres (1666), vinrent

accabler l'Angleterre, qui conclut enfin la paix avec la Hollande (1667).

Le ministère anglican avait duré huit ans; il fut remplacé par un cabinet mixte, dont l'acte le plus important fut un traité d'alliance entre l'Angleterre, la Hollande et la Suède. L'éminent diplomate William Temple en fut le principal négociateur. Au bout de quelque temps, ce ministère, qui semblait vouloir relever l'Angleterre de l'état d'avilissement où elle était tombée, céda la place à une nouvelle administration composée de mauvais sujets, compagnons de débauches de Charles II, hommes sans principes et contre-révolutionnaires ardents. Les membres de ce nouveau gouvernement (1670), auquel on donna le nom de *ministère de la Cabale*, parce que les initiales de leurs noms formaient le mot anglais *cabal*, furent Clifford, qui dut son élévation à la protection du duc d'York, et à son attachement au catholicisme; Ashley Cooper, révolutionnaire rallié, tour à tour traître aux deux partis, et dont Charles lui-même disait qu'il était le plus faible et le plus vicieux des hommes de son siècle; Buckingham, fameux par sa légèreté, ses folles dépenses, ses débauches et son ambition; Arlington, dont le seul titre était d'avoir pris part, comme royaliste, à la guerre civile; enfin Lauderdale, homme sans conscience et sans dignité, dont toute la politique consistait à avancer sa fortune en s'assurant la faveur du roi.

Charles lui-même ne songeait qu'à se procurer de l'argent, et en lui en fournissant Louis XIV poursuivait activement deux buts: le convertir à la religion catholique, l'avoir pour allié dans la guerre qu'il faisait à la Hollande. Pour auxiliaires, dans ces deux desseins, le roi de France avait le duc d'York, secrètement catholique lui-même, et la propre femme du roi d'Angleterre, Catherine de Bragance; pour le

second, il trouva un moment un appui dans le parlement, qui voyait dans la Hollande une puissante rivale maritime. Louis XIV envoya en Angleterre, pour traiter de ces importantes affaires, la duchesse d'Orléans, sa belle-sœur; et Henriette amena son frère à un traité d'alliance qui le déshonorait, et le mettait dans une position tout à fait dépendante de la France, en lui assurant une pension annuelle de 200,000 livres (5,000,000 de francs environ), qui devait suppléer au manque de subsides.

Le parlement qui s'ouvrit au commencement de 1673 fit éclater une haine violente contre les catholiques. Les personnes de cette religion furent déclarées inhabiles à remplir aucun emploi, et tous les fonctionnaires publics durent prêter un serment (*test*) ainsi conçu : « Je confesse qu'il ne se fait pas de transsubs-« tantiation dans le sacrement de la cène du Seigneur, « ni avant ni après la consécration faite par quelque « personne que ce puisse être. » Ce bill, qui fut mis immédiatement en vigueur, força plusieurs catholiques à se démettre de leurs charges, et, parmi ceux-ci, le duc d'York, héritier présomptif de la couronne, qui refusa de prêter ce serment comme grand amiral du royaume. Le parlement imposa au roi la paix avec la Hollande (1674); Marie, nièce du roi, dut être donnée en mariage au prince d'Orange, qu'elle épousa effectivement en 1677. L'opposition du parlement amena la chute du ministère de la cabale (1674).

Ces nombreux triomphes n'apaisèrent pas l'opposition parlementaire, et un grand nombre d'anciens partisans de la cour désertaient déjà le parti du roi, lorsque la découverte d'un complot papiste vint augmenter encore les forces de l'opposition. Un nommé Titus Oates déclara que les catholiques avaient formé le dessein de tuer le roi pour lui substituer le duc d'York, qui, selon le dénonciateur, avait promis au

pape de rétablir le catholicisme en Angleterre. Les jésuites jouaient un grand rôle dans ce complot, dont la réalité ne fut jamais bien avérée, mais qui souleva d'indignation toute l'Angleterre protestante et compromit une foule de personnes. Bientôt, comme pour redoubler la terreur et la conviction, le juge Godefrey, qui avait reçu la déposition d'Oates, mourut assassiné, sans qu'on connût la main qui avait porté le coup.

De puissants personnages furent accusés par Bedlow, dénonciateur à la suite de Titus Oates, et ses accusations furent suivies d'exécutions d'autant plus horribles, que ceux qui en furent les victimes n'étaient pas coupables, même aux yeux de leurs juges, qui les condamnèrent pour satisfaire une multitude irritée.

Dans le même temps, le parlement découvrit l'alliance secrète de Charles avec le roi de France, et il s'indigna avec justice de voir le monarque de l'Angleterre recourir à un prince étranger, pour en obtenir des subsides qu'il ne devait recevoir que de ses sujets représentés par le parlement. Les ministres, responsables de tout, selon la constitution anglaise, furent immédiatement mis en accusation par la chambre des communes. Charles, irrité, prononça la dissolution du parlement (1680). Un nouveau ministère remplaça celui qui portait la peine de l'infamie du roi, et celui-ci espéra vainement plus de docilité d'un nouveau parlement.

A son ouverture (1681), cette assemblée promulgua plusieurs bills d'une haute importance, parmi lesquels on doit citer l'exclusion du duc d'York de la succession à la couronne, l'ordre de rechercher les membres du parlement qui s'étaient vendus à la cour, l'expulsion des membres salariés à raison de quelques fonctions, le licenciement des troupes régulières; enfin un bill en faveur de la liberté individuelle, qui est la

fameuse loi de *l'habeas corpus*. Des discussions qui s'élevèrent entre les deux chambres pour le bill d'exclusion, fournirent au roi l'occasion de dissoudre encore le parlement. L'opposition ne fit que s'accroître par cette dissolution, et l'esprit républicain recouvra, dans la chambre basse, des forces qu'il avait momentanément perdues. De nouveaux parlements furent assemblés et dissous; l'irritation augmenta de jour en jour, et la royauté perdit en affection ce qu'elle semblait gagner en puissance.

C'est au milieu de ces luttes que les qualifications de *Whigs* et de *Torys*, qui se sont conservées jusqu'à nous, commencèrent à être appliquées aux opposants parlementaires et aux amis de la cour. Toutes deux voulaient dire *brigands*, la première dans l'idiome écossais, et la seconde dans le dialecte irlandais; toutes deux furent d'abord une injure que s'adressèrent les partis, et qu'oubliant le sens primitif, ils acceptèrent et bientôt s'attribuèrent eux-mêmes.

Cependant le parti de la cour sembla reprendre faveur pendant quelque temps. Le duc d'York, retiré en Écosse, reçut la permission de rentrer en Angleterre, et la contre-révolution dont il était le chef reprit une nouvelle vigueur. On sévit contre les révolutionnaires, et chaque jour amena de nouvelles atteintes à la liberté. Les tribunaux, vendus au pouvoir, condamnaient tout ce qu'on leur livrait; être accusé, c'était être coupable.

De telles rigueurs devaient amener des conspirations. Les ennemis du catholicisme et les amis de la liberté, désespérant également du roi et du duc d'York, songèrent à donner la couronne au duc de Monmouth, fils naturel de Charles II. Quelques hommes obscurs résolurent de tuer le roi et le duc d'York; et, à cet effet, ils se mirent en embuscade dans un lieu appelé *Rye-House*, où les deux princes devaient passer

en se rendant à une partie de chasse. Un événement inattendu fit échouer leur plan, et, la trahison ayant révélé cette conspiration, on arrêta, sur de simples soupçons, les lords Russel, Howard et Algernoon-Sydney, le député écossais Baillie, Hampden, petit-fils du fameux révolutionnaire de ce nom, et le comte d'Essex, tous membres du parti républicain, qui furent envoyés prisonniers à la Tour, sans que probablement aucun d'eux eût trempé dans le complot.

On leur fit leur procès, et ils furent condamnés. Russel et Sydney montèrent sur l'échafaud; Essex échappa au même sort en s'empoisonnant dans sa prison; Hampden dut payer une amende qui équivalait à une sentence d'emprisonnement perpétuel, puisqu'il était incapable de la fournir. Baillie fut exécuté à Édimbourg; enfin le lord Howard acheta son pardon par de lâches révélations, qui furent peut-être des mensonges.

C'était à l'influence du duc d'York qu'étaient dues ces exécutions que le peuple vit avec indifférence, sans paraître s'apercevoir que ceux qui les subissaient périssaient victimes de sa cause. Le duc voulut compléter la contre-révolution, en rétablissant le culte public du catholicisme; mais il rencontra dans le roi une opposition à laquelle il ne s'était pas attendu. Dans une discussion qui s'éleva entre les deux frères à ce sujet, Charles dit au duc d'York: « Vous pouvez, si bon vous semble, recommencer vos courses « sur le continent; quant à moi, je me sens trop « vieux, et je veux rester ici. »

La division entre les deux frères remplit la cour d'intrigues, qui avaient pour but, les unes, d'assurer la couronne au duc d'York, après la mort de Charles; les autres de la placer sur la tête du duc de Monmouth. Tout à coup, le roi, qui semblait jouir d'une excellente santé, fut pris d'un mal étrange auquel il succomba en quelques jours.

Les évêques anglicans et les prêtres catholiques l'obsédèrent à ses derniers moments. On ne sait pas positivement dans laquelle de ces religions il mourut, quoiqu'il y ait de fortes présomptions en faveur du catholicisme. L'ouverture du cadavre fournit, dit-on, des indices de poison, et le duc d'York et les papistes se virent accusés, sans autre motif que l'intérêt qu'ils avaient à la mort de Charles. Celui-ci s'était enfin décidé à les abandonner et à se réconcilier avec son parlement. A l'époque de sa mort (16 février 1685), Charles II était âgé de cinquante-cinq ans, dont il avait régné vingt-cinq.

Il n'eut jamais d'enfants de sa femme Catherine de Bragance. Il laissa plusieurs fils naturels, dont le plus connu fut le duc de Monmouth.

Le duc d'York fut proclamé roi d'Angleterre, sous le nom de Jacques II, sans qu'aucune opposition se manifestât. Les Anglais craignaient la contre-révolution et l'invasion du catholicisme; mais un profond découragement était entré dans tous les cœurs, et chacun attendait avec anxiété les manifestations du nouveau roi.

Jacques, qui parut sentir la gravité de sa position, tint ce discours au conseil assemblé : « On m'a fait « passer pour un homme entièrement dans les prin- « cipes du pouvoir arbitraire; c'est une calomnie. Je « ferai mes efforts pour conserver le gouvernement, « tant dans l'Église que dans l'État, tel qu'il est « établi par les lois. Je sais que les principes de l'É- « glise anglicane sont favorables à la monarchie, et « que les membres de cette Église se sont toujours « montrés bons et fidèles sujets; c'est pourquoi je « prendrai toujours soin de la défendre et de la sou- « tenir. Je sais aussi que les lois d'Angleterre sont suf- « fisantes pour rendre le roi un aussi puissant monar- « que que je puisse souhaiter de l'être, et comme je n'ai

« pas l'intention de me départir des justes droits et « prérogatives de la couronne, aussi n'envahirai-je ja- « mais les priviléges de mes sujets. » La nation espéra; mais toutes ces belles promesses n'étaient que de vaines paroles dont les premiers actes de l'administration de Jacques démontrèrent la fausseté.

On commença par la réhabilitation des condamnés pour le complot papiste. Cette réhabilitation, qui n'était peut-être qu'un acte de justice, fut suivie des poursuites les plus violentes contre leurs dénonciateurs, que la nation s'était, depuis longtemps, habituée à considérer comme ses sauveurs. Oates fut mis au pilori, fouetté plusieurs jours de suite, promené par la ville, et ce supplice dut être renouvelé chaque année à l'anniversaire de la dénonciation du complot.

Néanmoins malgré ces alarmants symptômes le parlement se montrait favorable au nouveau roi, et, non content de voter une énorme liste civile, il sanctionnait d'illégales levées d'impôts que Jacques s'était permises avant de l'assembler.

Mais quelque sûr que ce prince se crût de son pouvoir, il avait de bonne heure résolu de s'assurer l'appui du roi de France; et dès le lendemain de son avénement, il fit appeler l'ambassadeur de Louis XIV, et lui exprima dans les termes les plus forts son attachement pour le *grand* roi. Sans doute ses protestations d'attachement personnel furent secrètement accompagnées de la promesse de travailler au rétablissement du catholicisme en Angleterre. Ce qui est certain, c'est que Jacques assista solennellement à la messe, comme s'il eût été le chef d'un pays catholique. Au point de vue politique, c'était une haute imprudence, à laquelle le roi fut peut-être poussé par sa seconde femme, Marie d'Este.

Le duc de Monmouth osa tenter d'opérer une réaction au nom de la cause protestante. Il échoua;

et paya de sa tête une ambition qui n'était justifiée ni par de grandes qualités personnelles, ni par un noble amour de la patrie et de la liberté. Quelques complices du duc périrent comme lui sur l'échafaud, et le ministre de la justice, ou plutôt des vengeances de Jacques, fut un juge à jamais célèbre par sa cruauté, l'horrible Jeffryes, dont le nom sert encore aujourd'hui à flétrir les magistrats prévaricateurs qui se font les instruments d'un parti.

Le parlement avait été prorogé. Lorsqu'il se rouvrit, Jacques annonça le dessein de conserver sur pied l'armée qu'il avait levée pour s'opposer à la rébellion de Monmouth. De plus il manifesta la prétention de dispenser du *test* (serment) imposé aux fonctionnaires sous le précédent règne. Le parlement s'opposa vivement à l'abolition du *test*, et la division éclata entre lui et le roi. Après avoir vainement employé la menace et la séduction pour obtenir ce qu'il voulait; après avoir osé dire à une assemblée qui se rappelait qu'un parlement avait fait tomber la tête de Charles Ier : « Songez que le meilleur moyen de m'engager « à vous assembler souvent, est de vous montrer tou- « jours empressés à remplir mes désirs, » Jacques porta sous une autre forme la question du test à la cour du banc du roi, qui, après une longue discussion, promulgua la loi qu'il sollicitait.

Cette décision d'une cour souveraine enhardit Jacques. Les catholiques furent introduits dans tous les emplois. Il se fit de nombreuses abjurations qui furent des titres de faveur, tandis que la population protestante, émue de ce que produisait en France la révocation de l'édit de Nantes, enveloppait tous les catholiques dans une haine commune.

Un incident inattendu vint encore augmenter l'irritation. Le docteur Sharp, l'un des prédicateurs protestants les plus goûtés de la foule, reçut un jour, au

moment où il descendait de la chaire, un billet contenant une sorte de défi sur un point de controverse. Remontant immédiatement en chaire, le docteur lut le billet anonyme, et il improvisa une réponse qui fut jugée séditieuse. L'évêque de Londres, qui reçut l'ordre de suspendre Sharp, refusa de le faire, en alléguant qu'il fallait le jugement d'une cour ecclésiastique. Le prélat fut alors envoyé lui-même devant une cour de justice présidée par Jeffryes, et ce tribunal le suspendit de ses fonctions.

De ce moment la guerre fut déclarée entre le roi et l'Église anglicane. Un ministre protestant prêcha aux troupes royales la révolte contre un prince qui menaçait ouvertement de renverser le culte anglican; il fut mis au pilori et fouetté publiquement. En même temps Jacques, comme pour ne laisser aucun doute sur ses intentions, envoya à Rome un ambassadeur chargé d'exprimer au pape le désir du roi d'Angleterre de réconcilier ses trois royaumes au saint-siége. Le pape répondit en envoyant un nonce, et sans s'inquiéter de l'irritation que manifestait le parlement, Jacques le reçut avec le cérémonial usité dans les cours catholiques. Ceci était hautement impolitique; aussi ne fut-ce plus seulement le clergé et le parlement qui manifestèrent leur mécontentement par des actes d'opposition. L'université de Cambridge et celle d'Oxford refusèrent d'admettre dans leur sein des catholiques présentés par le roi, elles qu'on avait vues recevoir des musulmans.

A cette époque, c'est-à-dire un an environ après l'avénement de Jacques II, le parti catholique prévalait dans le ministère, dans le conseil privé, dans l'administration et dans les rangs élevés de l'armée. L'Écosse était gouvernée par des seigneurs catholiques, et, de toute la Grande-Bretagne, l'Irlande respirait seule, après une oppression qui semblait désormais devoir retomber sur ses anciens ennemis.

Une seule espérance soutenait les protestants : l'héritière directe de Jacques, sa fille Marie, petite-fille du chancelier Hyde, zélée protestante, avait épousé le prince d'Orange, stathouder de Hollande, que les réformés de tous les pays considéraient comme leur plus ferme appui. Mais cette circonstance qui faisait leur espoir était la terreur des catholiques, et ces derniers songèrent à exclure de la succession, et la princesse d'Orange, et Anne, sa sœur, protestante comme elle et épouse du prince George de Danemark.

Cependant le roi, qui n'avait pas d'autres enfants, hésitait à exclure ses filles du trône, peut-être aussi ne savait-il à qui donner la couronne, lorsque, après avoir parlé vaguement d'un héritier *que le ciel saurait bien susciter*, on annonça la naissance d'un prince de Galles. Les protestants le considérèrent comme un enfant supposé, tandis que les catholiques soutenaient la légitimité de sa naissance. Cet incident ruinait les espérances des premiers, déjà exaspérés de voir tous les emplois envahis par les catholiques, et surtout par les jésuites.

Après avoir vainement cherché à obtenir un parlement conforme à ses vues, Jacques résolut de s'emparer du pouvoir absolu. Il commença par promulguer une loi de tolérance, que les évêques et les autres membres du clergé devaient lire en chaire. Il avait compté sur une soumission qu'il ne trouva pas, et une assemblée tenue à Londres, chez l'archevêque de Canterbury, déclarant l'ordonnance illégale, arrêta que le clergé n'obéirait pas à l'ordre qui lui avait été donné. En conséquence, les évêques présentèrent au roi une requête, dans laquelle ils déclaraient qu'ils ne refusaient de publier l'ordonnance, ni par insubordination ni par haine contre les non-conformistes, mais bien parce qu'au parlement seul il appartenait de faire ou de réformer les lois.

Les évêques signataires de la requête furent mis en accusation, et, lorsqu'on apprit qu'ils allaient être conduits à la Tour, le peuple exaspéré fit entendre des cris menaçants contre le roi et contre les catholiques.

L'affaire des évêques arriva à peu près en même temps que la naissance du prince de Galles, et, six jours après cette naissance, ils furent mis en liberté sous caution et reconduits chez eux aux acclamations du peuple. Cités à comparaître de nouveau à quelque temps de là, ils furent acquittés par un jury, et ce jugement dut montrer au roi et au parti catholique qu'ils ne disposaient plus des tribunaux.

Fière de cet avantage, la nation songea à le poursuivre ; elle en était arrivée à croire l'insurrection légitime, et alors, comme en 1640, les hommes de la haute noblesse et du parlement se firent les chefs du peuple. Ils résolurent d'arrêter la contre-révolution en changeant de roi. Le prince d'Orange fut appelé à reconquérir à la fois la couronne qu'on enlevait à sa femme et les libertés nationales. Une députation des seigneurs protestants se rendit donc auprès de Guillaume, pour le supplier, au nom de l'Angleterre, de prendre une part active aux affaires de ce pays. Le prince montra d'abord peu d'empressement, et il se contenta de promettre qu'il ferait tout ce qui serait en lui pour empêcher le roi de changer la religion établie. A l'époque de la naissance du prince de Galles, Guillaume avait envoyé complimenter son beau-père, sans paraître douter de l'authenticité de cette naissance ; il ne voulait pas arguer des droits de sa femme, et il prétendait faire de sa cause celle du protestantisme.

Toutefois, et en attendant le moment favorable pour opérer une descente en Angleterre, il faisait son possible pour que les opprimés et les mécontents de ce pays, le considérant comme leur appui, espérassent

en lui pour les sauver; et il attendait, des meneurs de son parti, une invitation qu'il pût présenter à l'Europe comme l'appel de la nation anglaise.

Jacques, qui semblait frappé d'aveuglement, ignora longtemps les menées du prince, et celui-ci avait préparé la flotte qui devait le conduire dans le royaume de son beau-père, sans que le roi se doutât que c'était contre lui que cette flotte allait agir. L'intérêt de Louis XIV, aussi bien que son désir, était que les Stuarts conservassent le trône d'Angleterre; il sut les préparatifs du prince d'Orange, il en devina le but, et il fit avertir Jacques II de se tenir sur ses gardes. Le roi d'Angleterre ne put croire au danger; il refusa l'armée que le roi de France lui proposait; il négligea même de se préparer à la défense, et, lorsqu'il lui fut impossible de se méprendre sur le but de son gendre, il se disposa, non à combattre, mais à fuir sur Portsmouth, d'où il espérait passer facilement en France.

Cependant Guillaume était prêt. Un grand nombre d'Anglais étaient réunis autour de lui; mais ils appartenaient à différents partis, et, même avant le succès, la discorde éclatait parmi eux. Cependant le prince avait fait ses conventions de manière à ce qu'il n'y eût plus de motifs de discussion après la victoire. Il ne voulait pas tenir la couronne des droits de sa femme, ce qui l'aurait mis, en Angleterre, dans la position d'un simple gentilhomme, et il avait été arrêté, du consentement de la princesse elle-même, qu'ils seraient proclamés roi et reine.

D'abord, la flotte de Guillaume fut dispersée par une tempête que les protestants qualifièrent de *coup de vent papiste*. Mais le prince ne se laissa pas décourager; il retourna en Hollande, répara ses avaries, et repartant immédiatement, il entra, le 15 novembre, dans la baie de Torbay, où il débarqua. Jacques avait

rassemblé ses forces sur un autre point, et ce ne fut qu'au bout de quelques jours qu'il les dirigea du côté où se trouvait son rival. Les troupes royales furent battues ; mais le peuple ne se passionnait pour aucun des deux champions ; il haïssait Jacques sans aimer le prince d'Orange, et le seul cri qu'il fît entendre était : Un parlement libre!

D'abord, le prince d'Orange sembla vouloir entrer en arrangement au nom de la nation ; mais Jacques s'enfuit au milieu des négociations, en laissant l'ordre de licencier ses troupes. Comme nous l'avons dit, il se rendait en France, où la reine était déjà arrivée avec le prince de Galles.

Londres resta quelques jours sans chefs, et la populace dévasta les chapelles catholiques, sans qu'aucune effusion de sang s'ensuivît. On envoya vers le prince d'Orange pour l'engager à se mettre à la tête du gouvernement, jusqu'à ce qu'on eût convoqué un parlement libre, et Guillaume se dirigea sur Londres en s'arrêtant à Windsor. Le peu d'empressement du prince avait indisposé le peuple, et Jacques ayant inopinément reparu à Londres, on lui montra une sorte d'affection, qui ne l'empêcha pas de se retirer à la première notification de son gendre.

Alors on songea à élire un nouveau parlement, qui se réunit le 22 janvier 1649, et dont le premier acte fut la promulgation des déclarations suivantes : « Le « roi Jacques ayant tâché de renverser la constitution « du royaume, en violant le contrat originel entre le « roi et le peuple; ayant, par le conseil des jésuites et « autres méchantes gens, violé les lois fondamentales, « et s'étant retiré hors du royaume, a abdiqué le « gouvernement et, par là, le trône est devenu va- « cant.

« L'expérience a appris qu'un royaume protestant « ne saurait s'accorder avec le gouvernement d'un roi

« papiste. » En vertu de cette déclaration, la couronne fut offerte à Guillaume et à la princesse Marie, qui durent accepter les conditions suivantes :

« Le prétendu pouvoir de suspendre l'exécution des « lois par l'autorité royale, sans le consentement du « parlement, est contraire aux lois. — Le prétendu « pouvoir de dispenser des lois ou de l'exécution des « lois par l'autorité royale, comme il a été usurpé et « exercé en dernier lieu, est contraire aux lois. — L'é- « rection d'une cour ecclésiastique, ou de toute autre « cour, est contraire aux lois. — Toute levée d'argent « pour l'usage de la couronne, sous prétexte de préro- « gative royale, sans qu'elle ait été accordée par le par- « lement, ou pour un plus long temps, ou d'une autre « manière qu'elle n'a été accordée, est contraire aux « lois. — C'est un droit des sujets de présenter des re- « quêtes au roi, et tous emprisonnements et toutes « poursuites à ce sujet sont contraires aux lois. — « Lever ou entretenir une armée dans le royaume en « temps de paix, sans le consentement du parlement, « est une chose contraire aux lois. — Les sujets qui « sont protestants peuvent avoir des armes pour leur « défense, selon leur condition et de la manière que « les lois le permettent. — Les élections des députés « au parlement doivent être libres. — Les discours faits « ou tenus dans les débats du parlement ne doivent « être recherchés ou examinés dans aucune cour ni « dans aucun lieu que dans le parlement même. — On « ne doit point exiger des cautionnements excessifs, ni « imposer des amendes exorbitantes, ni infliger des « peines trop rudes. — Les jurés doivent être choisis « sans partialité. Ceux qui sont choisis pour jurés dans « les procès de haute trahison doivent être membres « des communautés. — Toutes concessions ou pro- « messes de donner les confiscations des biens des « personnes accusées, avant leur conviction, sont con-

« traires aux lois et nulles. — Pour trouver un remède à « tous ces griefs, pour corriger, pour fortifier les lois et « pour les maintenir, il est nécessaire de tenir fréquem- « ment des parlements. »

Cette déclaration qui fut la fin de la contre-révolution anglaise, remit la nation dans la voie du progrès constitutionnel. Elle clôt le règne du dernier des Stuarts et la période de l'histoire d'Angleterre à laquelle ces malheureux princes donnent leur nom.

De l'avénement de Jacques Ier à la chute de son petit-fils Jacques II, quatre-vingt-cinq années se sont écoulées ; quatre-vingt-cinq années pendant lesquelles la malheureuse Irlande souffrit et espéra ; pendant lesquelles aussi les lettres et les beaux-arts produisirent mainte œuvre remarquable, comme nous aurons occasion de le faire voir dans notre prochain chapitre.

CHAPITRE V.

Irlande. — Littérature. — Beaux-arts.

De 1603 *à* 1688.

Nous n'avons pas besoin, nous le croyons du moins, de rappeler ici que les guerres intestines qui continuèrent à désoler l'Irlande pendant tout le règne d'Élisabeth, empêchèrent cette princesse de réaliser son dessein de convertir ce pays au protestantisme. Il était nécessaire à l'Angleterre de changer la religion de l'île conquise ; l'Irlande ne pouvait ni ne voulait cesser d'être catholique ; la lutte dut donc continuer sous le successeur protestant d'Élisabeth ; et cette lutte était

désormais envenimée de mille efforts tentés en vain du côté de l'Angleterre, de mille douleurs, de mille injustices subies du côté de l'Irlande. Catholicisme et liberté étaient devenus synonymes pour les Irlandais opprimés. Habitués à regarder le pape comme leur souverain étranger, ils se sentirent plus disposés encore à le considérer comme tel, quand, dans la personne de Henri VIII, le monarque anglais, leur oppresseur, se sépara du saint-siége. Ils en appelèrent au pape dans toutes leurs discussions avec le souverain, et le saint-père leur envoya maintes fois des secours pécuniaires et militaires. Il va sans dire qu'il les encouragea à secouer le joug de l'hérétique Angleterre. Cependant la majorité des Irlandais ou indigènes ou anglais était restée fidèle à Élisabeth.

Quand Jacques Ier monta sur le trône à la mort de cette princesse, l'Irlande conçut, comme les catholiques d'Angleterre, l'espérance que le fils de Marie Stuart ne pouvait, du moins, se montrer persécuteur pour un culte qui avait coûté la vie à sa mère. De plus, le nouveau roi n'était ni Anglo-Normand, ni Saxon ; les généalogies des bardes le faisaient remonter à Fergus, ce chef milésien irlandais qui, dans le VIe siècle, s'était, comme nous l'avons dit, établi en Écosse. Les Irlandais regardèrent son avénement comme une faveur du ciel.

Le catholicisme, comprimé sous Élisabeth, se releva donc de toute sa hauteur à l'avénement de Jacques, et le culte, qu'on n'avait guère pratiqué qu'en cachette, fut solennellement rétabli à Cork, à Waterford, à Limerick, à Cashel, etc. Le lord-député Mountjoy voulut s'opposer à ces manifestations, mais on lui répondit avec le ton du défi ; et les choses allèrent si loin, qu'il se vit obligé de faire marcher contre *les rebelles irlandais* une armée composée d'indigènes et d'anciens colons qui se considéraient comme indigènes. Mount-

joy apaisa ces troubles à grand'peine, et quand le pays lui sembla pacifié, il quitta l'Irlande, emmenant avec lui en Angleterre Tyrone et les principaux chefs de la révolte.

Les Irlandais ne tardèrent pas à s'apercevoir qu'ils s'étaient totalement mépris sur les sympathies et sur les intentions du roi Jacques. S'ils apprirent que celui-ci avait gracieusement reçu le comte de Tyrone, auquel il avait restitué ses anciens honneurs, et les autres chefs, dont l'un, O'Donnell, avait été créé comte de Tyrconnel, ils surent aussi que, loin d'être catholique, le nouveau monarque, comme Élisabeth, leur déniait absolument le libre exercice de leur religion. Deux ans après son avénement, Jacques ordonna aux prêtres catholiques de quitter l'Irlande (1605), et les magistrats et les principaux citoyens de Dublin reçurent l'ordre de paraître aux cérémonies du culte réformé, sous peine d'amende, ou même d'emprisonnement. Ceci amena de vives réclamations, et les pétitionnaires virent leur député, sir Patrick Barnewell, emprisonné à la Tour.

Cependant, comme nous l'avons dit, Jacques n'était ni fanatique, ni même bien sincèrement croyant, et, dans toutes ces dissidences religieuses, il vit surtout le parti qu'il en pouvait tirer sous le rapport pécuniaire. Il créa une *commission des grâces*, c'est-à-dire une commission chargée de vendre les grâces; suspendit à prix d'argent la levée des amendes pour absence à l'église, la demande du serment pour mise en possession des terres, et plusieurs choses également injustes et vexatoires; il abolit quelques vieilles coutumes indigènes, et enfin, selon un usage féodal, engagea les propriétaires de terres à remettre à la couronne leurs titres défectueux, qu'il promettait de légaliser et de leur rendre avec de meilleures conditions. Les Irlandais ne virent pas le piége; ils remirent

leurs titres; et peu de ces titres étaient valides. La plupart d'entre eux ne purent subir l'examen, et retournèrent à la couronne. Jacques les redonna en fief, tantôt à leurs premiers possesseurs indigènes, tantôt à de nouveaux seigneurs, sans qu'il en résultât ni un grand bien pour l'Irlande, ni un enrichissement notable pour la couronne, ce qu'on avait espéré surtout.

Cependant les comtes de Tyrone et de Tyrconnel revinrent en Irlande, et bientôt le premier noua avec l'Espagne des intelligences qui ne tardèrent pas à être connues du monarque anglais, lequel résolut la perte de cet homme dangereux. Il tâcha de l'attirer en Angleterre sous divers prétextes; mais Tyrone, qui devina qu'on voulait se défaire de lui, s'embarqua pour la France (1606) avec Tyrconnel et trente autres personnes de marque. De France, les fugitifs passèrent à Bruxelles, où se tenait alors une cour espagnole.

Jacques réclama leur extradition en les calomniant. Il les peignit aux puissances étrangères comme des gens de basse naissance et de mœurs corrompues. Il répandit qu'ils voulaient faire des *vêpres siciliennes* sur tous les Anglais alors en Irlande, pour rétablir la religion catholique dans cette île, et qu'ils s'efforçaient d'attirer une armée étrangère dans le royaume pour y fomenter la guerre civile. Mais le roi de France et celui d'Espagne traitèrent les exilés avec honneur, comme des hommes souffrant pour la plus noble des causes, celle de la religion et de la liberté. Plusieurs d'entre eux furent admis dans l'armée espagnole du Brabant. Tyrone se rendit à Rome, où il vécut quelque temps d'une pension que lui faisait le pape.

Jacques sévit contre les complices réels ou supposés des fugitifs. Plusieurs furent arrêtés dans l'Ulster, d'autres envoyés en Angleterre; enfin, trois gentilshommes, parmi lesquels se trouvait le fils aîné de Tyrone, furent enfermés au château de Dublin.

Mais un nouveau chef, O'Dogherty, ne tarda pas à rallumer l'insurrection en Irlande (1608). Il défit les royalistes dans plusieurs rencontres, et les tint en échec pendant plus de deux mois. Un coup de fusil tiré par hasard par un soldat anglais débarrassa Jacques de ce redoutable adversaire, après la mort duquel les insurgés, se séparant immédiatement, mirent fin à la révolte.

Des proscriptions et des confiscations suivirent cette tentative avortée ; et la presque totalité des comtés du nord, ceux de Cavan, Fermanagh, Armagh, Derry, Tyrone et Tyrconnel, revinrent à la couronne. Jacques résolut de les coloniser ; et n'ignorant pas combien avaient été infructueuses les tentatives de colonisation d'Élisabeth, il fit travailler sur d'autres plans. Mais quoi qu'il fît, il ne put qu'à grand'peine réussir à coloniser imparfaitement quelques parties du territoire confisqué. Ce fut cette colonisation qui fournit le prétexte de créer les baronnets dont nous avons précédemment parlé. Ces baronnets, qui devaient tenir un rang intermédiaire entre les barons et les simples chevaliers, étaient des espèces de chefs féodaux, destinés à contenir les indigènes et les colons ; il en fut créé deux cents, tous Irlandais. Les sommes qu'ils payèrent se montèrent à environ 5,500,000 francs, qui, sortis d'Irlande, n'y revinrent jamais.

En 1613, on tint un parlement dont l'objet avoué était d'établir de nouvelles lois et d'obtenir un nouveau subside, mais dont le but réel était d'appliquer à l'Irlande le code oppressif sous lequel gémissaient les catholiques d'Angleterre. Quand ce parlement fut assemblé, il y avait vingt-sept années que l'Irlande n'avait vu de parlement et dix-sept nouveaux comtés anglais avaient été créés sur son territoire.

Les protestants obtinrent la majorité dans cette session; mais les catholiques leur reprochèrent amère-

ment les pratiques auxquelles ils s'étaient livrés pour obtenir ce résultat. Les choses allèrent si loin, que le lord-député crut devoir prononcer une prorogation.

Les catholiques présentèrent leurs griefs, dont les plus remarquables sont : que, depuis les derniers statuts, on ne leur permet pas d'envoyer leurs enfants étudier dans les universités étrangères ; que tous les catholiques de noble naissance sont exclus des emplois, des honneurs, et de toute magistrature, dans leurs comtés respectifs; que les citoyens catholiques sont éloignés de toutes les charges dans les différentes corporations ; que les avocats catholiques n'ont pas la permission de plaider dans les cours de justice, et que les personnes des classes inférieures qui professent cette religion sont réduites au dernier degré de misère par les amendes, les excommunications et les autres châtiments dont on les accable. Ils concluaient en disant que, puisque maintenant on devait être convaincu que la persécution ne pouvait leur faire abandonner leur culte, on voulût bien les traiter à l'avenir avec plus de douceur. Deux députés furent envoyés en Angleterre aux frais des pétitionnaires ; mais cette démarche n'eut aucun résultat. Jacques, après avoir longuement discuté avec les envoyés, les réprimanda sévèrement et finit par les congédier, en les chargeant de recommander aux Irlandais d'être plus soumis à l'avenir.

Ces envoyés étaient à peine de retour en Irlande, qu'une nouvelle proclamation vint donner aux prêtres catholiques le choix entre le bannissement et l'abjuration. Mais des avis secrets prescrivaient l'indulgence au lord-député, et quand le parlement s'assembla de nouveau (1615), les deux partis semblèrent animés également d'un esprit de tolérance et de conciliation. A l'unanimité, ce parlement reconnut les droits de Jacques à la couronne, confirma le bill de

proscription de Tyrone et de ses frères d'exil, ratifia la colonisation de l'Ulster, abolit tous les statuts qui établissaient des distinctions entre les Irlandais des deux races; enfin accorda volontairement à la couronne un subside considérable.

Le lord Chichester était alors lord-député, et avait succédé à lord Mountjoy. Il fut remplacé par Olivier Saint-John (1618), qui fut remplacé à son tour par le lord Falkland, sous le gouvernement duquel (1623) il fut enjoint à tous les ecclésiastiques catholiques de quitter le royaume dans l'espace de cinquante jours, sous les peines les plus sévères. Ces mesures, dont on ne put obtenir l'exécution, ne servirent qu'à irriter les esprits en montrant aux catholiques les dispositions hostiles du gouvernement à leur égard.

Désespérant de vaincre la résistance, Jacques songea à coloniser l'Irlande qu'il ne pouvait convertir. On confisqua encore de nombreuses terres, et on colonisa les bords de la mer entre Dublin et Waterford, les comtés de Leitrim et de Longford, le comté du Roi, le comté de la Reine, et le Westmeath. Les habitants du Leinster, du Connaught, du comté de Clare n'échappèrent qu'au prix d'une amende énorme à la rapacité du souverain.

A la mort de Jacques, les indigènes, dépouillés de leurs propriétés, ou même chassés du lieu de leur naissance, conservaient un ressentiment profond des maux qu'ils avaient soufferts. Ceux qui avaient été à l'abri des exactions, n'en détestaient pas moins un gouvernement dont à chaque instant ils pouvaient subir l'injustice. Jacques avait semé la haine, la méfiance, l'esprit de vengeance en Irlande; son successeur devait y moissonner la discorde et la rébellion. D'ailleurs, comme nous l'avons vu, Charles Ier n'avait ni l'esprit de justice, ni la haute intelligence qu'il eût fallu pour pacifier l'Irlande, au degré d'irritation où elle était alors arrivée.

Ce fut d'abord des exactions pécuniaires qu'il fit subir à ce malheureux pays; les Irlandais obtinrent quelque tolérance religieuse et le redressement de certains griefs moyennant 120,000 liv. (3,024,000 f.). Mais quand Charles eut une fois cet argent, il ne songea plus qu'à violer ses promesses, et à continuer le système de confiscation et de colonisation de son père. On fit l'honneur à Falkland, lord-député d'Irlande, de le juger incapable d'accomplir ce qu'on se proposait; on le rappela, et il fut remplacé par le vicomte Thomas Wentworth (*Strafford*), qui déjà avait fait ses preuves de despotisme en Écosse.

Quand Wentworth arriva à Dublin (1633), il était profondément imbu de cette idée, que l'Irlande étant un pays conquis, ses habitants ne devaient ce qu'ils possédaient qu'à la bonté du vainqueur, et qu'on pouvait modifier, sinon retirer tout à fait les concessions faites par les rois anglais. Pour faire sentir aux Irlandais la distance qui les séparait du représentant de leur souverain, il ordonna qu'on observât à sa cour le cérémonial de la cour d'Angleterre, et s'entoura d'une garde, usage tout à fait inconnu jusqu'à lui.

Le nouveau lord-député s'était engagé à lever pour le roi un revenu permanent; en conséquence, au bout de quelque temps il réunit un parlement. La plupart des membres de cette assemblée ayant été désignés, sinon nommés, par lui, il se croyait certain d'en obtenir tout ce qu'il voudrait. En ouvrant le parlement, Wentworth manifesta l'intention de tenir deux sessions, une pour l'avantage du roi, l'autre pour celui du peuple. Dans la première, il obtint des subsides considérables qu'on vota par acclamation, dans l'espoir d'obtenir d'immenses améliorations dans la seconde session. Mais dans cette seconde session, toutes les demandes des Irlandais n'obtinrent que des réponses dilatoires ou évasives, et les députés s'aperçurent

bientôt qu'ils s'étaient laissé prendre à des promesses qu'on n'avait jamais eu l'intention de tenir.

De ce moment, quoique par la terreur Wentworth obtînt encore la majorité, l'harmonie fit place à la discorde. Les tentatives de l'archevêque Laud vinrent tout perdre. En Irlande comme en Écosse, comme en Angleterre, ce prélat s'était donné pour but d'établir uniformément le culte épiscopal, et de rapprocher autant que possible ce culte des formes catholiques. Il aliéna le clergé protestant, sans se concilier le clergé catholique, qui comprenait bien que sous cette vaine forme subsistait la différence profonde et invétérée qui le séparait des églises protestantes. Cependant, comme quelques ministres des deux communions se soumirent, Wentworth s'écria : « Maintenant, je puis « dire que le roi est aussi absolu ici que puisse l'être « aucun prince de l'univers, et il le sera toujours, si « d'un autre côté on ne gâte point ses affaires. » Son succès l'encourageant à poursuivre ce qu'il appelait l'amélioration de l'état de l'Irlande, il continua une sorte de persécution légale des catholiques, et, persuadé que si les classes élevées embrassaient le protestantisme, le peuple suivrait, il rétablit un ancien statut oppressif dit *loi des pupilles*. Par ce statut, un enfant orphelin, héritier de terres, était élevé dans la foi protestante quel que fût le culte de sa famille, et le fils majeur ne pouvait obtenir l'investiture des terres de son père, à la mort de celui-ci, sans prêter le serment de suprématie. Ceci était une violation ouverte des promesses faites en 1628 par le roi; mais ni Charles Ier ni son ministre ne s'inquiétaient d'enfreindre leur parole, quand cette infraction devait les mener à leurs fins.

D'autres injustices, d'autres exactions accompagnèrent celles-ci, qui n'étaient que le commencement du plan de spoliation qu'on s'était tracé, plan qui

n'allait à rien moins qu'à dépouiller complétement les Irlandais indigènes ou anciens colons.

Les inimitiés personnelles de Wentworth furent un autre sujet de malheur pour les Irlandais. Hautain, impatient, soupçonneux, la plus légère résistance à son autorité amenait infailliblement la perte de celui qui s'en était rendu coupable. De déplorables violences auxquelles le lord-lieutenant se livrait sous les plus frivoles prétextes, soulevaient contre lui des haines que rien ne pouvait plus calmer. On le vit une fois donner publiquement des coups de canne à un lieutenant de l'armée, et le lord-chancelier Mountnorris ayant exprimé quelque étonnement de ce que ce lieutenant, son parent, ne tirait pas vengeance d'un tel outrage, fut poursuivi par le lord-député, à raison du propos qu'il avait tenu. Wentworth se porta à la fois accusateur et juge, et le lord Mountnorris fut condamné à mort. Satisfait d'avoir humilié son ennemi, le lord-député se joignit ensuite à la cour pour recommander à la clémence du roi le lord-chancelier, qui obtint sa grâce. Mais ce procès réunit tout le monde contre Wentworth. Il fut accusé au sein du parlement anglais, et quoique Charles l'assurât toujours de sa protection, il crut devoir se rendre en Angleterre, et prononça devant le roi et son conseil une apologie de sa conduite en Irlande. Dans cette apologie, Wentworth se vantait d'avoir, durant son administration, amélioré l'état du clergé, discipliné l'armée, augmenté le revenu, purifié les cours de justice, purgé les mers des pirates qui les infestaient, et encouragé la culture du lin et la fabrication des toiles. Venant ensuite aux accusations dont on le chargeait, il disait que la sévérité qu'il avait déployée était nécessaire dans un pays où l'autorité royale était méprisée, et qu'il avait dû punir quelques hommes pour assurer au roi l'obéissance de tous. Charles applaudit

à la fermeté du lord-député, qui retourna triomphant en Irlande (1636), d'où le roi ne devait pas tarder à le rappeler pour le mettre à la tête des affaires en Angleterre, en le créant comte de Strafford. Nous avons dit ailleurs comment Strafford paya de sa vie son dévouement aux projets du monarque.

En apprenant que le ministre qui était resté lord-député d'Irlande, était décrété d'accusation en Angleterre, le parlement irlandais envoya des députés pour présenter au roi des remontrances sur les maux dont il avait frappé l'île, et aussi pour prier le parlement d'Angleterre de s'unir à celui d'Irlande à l'effet d'obtenir justice pour ce dernier pays.

En quittant l'Irlande, Strafford avait chargé du gouvernement, Wandesford, et du commandement de l'armée le comte d'Ormond. Le premier mourut bientôt, et le parlement d'Angleterre, déjà tout-puissant, envoya pour le remplacer deux puritains, William Parsons et John Borlase, hommes de parti tous deux, tous deux de médiocre capacité, dont les mesures violentes et intempestives ne tardèrent pas à pousser les Irlandais à la révolte. Elle fermenta longtemps sourdement, sans que les gouverneurs, bien informés pourtant, prissent aucune mesure pour l'étouffer.

Le chef de la rébellion fut Roger Moore de Ballynagh, homme d'ancienne naissance, doué de toutes les qualités d'un chef de parti. Moore était réduit à de minces possessions, faible reste du vaste domaine jadis confisqué à ses ancêtres pour en doter des colons anglais. Il avait voyagé sur le continent, et à son retour il était devenu l'idole des Irlandais indigènes, qui le célébraient dans leurs chants et disaient proverbialement qu'*ils avaient mis leur confiance en Dieu, en la Vierge et en Roger Moore.* Moore exhortant les indigènes à prendre les armes pour défendre leurs

droits, fomenta l'insurrection sur plusieurs points de l'Irlande, et réunit bientôt de nombreux confédérés, entre autres divers seigneurs du *Pale*. Mais malgré son habileté et ses efforts, Moore ne put rendre général le soulèvement qui devait éclater le 23 octobre 1641.

Le complot fut découvert par hasard la veille même de son exécution. Deux des confédérés, Mac Mahon et Mac-Guire, furent emprisonnés à Dublin, d'où ils furent transférés à Londres. Ils y furent pendus en 1645. Moore et les autres chefs s'échappèrent.

A la nouvelle de cette conspiration, la terreur s'empara des Anglais établis en Irlande. Elle n'eut plus de bornes lorsqu'ils apprirent que l'insurrection avait éclaté dans le nord. Bon nombre de colons s'embarquèrent. Les Anglo-Irlandais catholiques, appelés devant le conseil, se déclarèrent contre la révolte, et demandèrent des armes pour concourir à la défense commune. On ne leur en délivra qu'en petite quantité, sous prétexte qu'il y en avait fort peu, mais en réalité parce que l'administration craignait tout ce qui était catholique.

Cependant les insurgés du nord déployèrent une telle activité, que dans l'espace de huit jours ils furent en possession des contrées de Tyrone, Monaghan, Longford, Leitrim, Fermanagh, Cavan, Donegal et Derry. De plus ils étaient maîtres des provinces d'Armagh et de Down, à l'exception de quelques villes et de quelques forteresses. Dans certains comtés l'insurrection eut des formes légales; dans d'autres, les révoltés prétendirent agir par l'autorité de la reine d'Angleterre; ailleurs ils disaient que c'était par ordre du parlement, ou par celui du roi.

Vaincus à plusieurs reprises, les insurgés ne perdirent pas courage; ils continuèrent la guerre, qui devint véritablement atroce de part et d'autre. Les protestants se virent massacrés en masse par les re-

belles, auxquels de leur côté ils ne firent point de quartier. Des prisonniers furent brûlés vifs dans des châteaux où on les avait enfermés, d'autres noyés en masse lorsqu'ils embarrassaient la marche des vainqueurs. On vit, chose horrible! des femmes, des enfants, massacrer avec cruauté des ennemis désarmés, sans défense; et ceci se répétait des deux parts en d'horribles représailles qui semblaient ne devoir point avoir de terme.

Les gouverneurs dépêchèrent enfin des députés au roi pour l'avertir de l'état où se trouvait l'île, et celui-ci les renvoya au parlement. Charles au fond n'était pas effrayé de ce qui se passait alors en Irlande, où il espérait trouver un asile et des secours, quand éclaterait en Angleterre la guerre civile qu'il prévoyait, qu'il fomentait.

Le parlement, après de longs délais, songea enfin à traiter avec les rebelles; mais ceux-ci étaient orgueillis de leurs succès, et leurs prétentions rendirent la chose plus difficile qu'on ne s'y était attendu. Le parlement d'Angleterre leva, pour les frais de la campagne, des sommes énormes, dont l'hypothèque avouée fut les biens des catholiques. Et pendant que la guerre continuait ainsi, les Anglais et les Irlandais souffraient toutes les angoisses de la famine sur un sol jadis fertile, alors dévasté par eux.

Les choses en étaient là quand, en 1642, Charles demanda aux Irlandais de lui envoyer des secours contre le parlement d'Angleterre. Le comte d'Ormond qu'il venait de créer marquis et qui, dans le commandement général de l'armée d'Irlande, s'était personnellement distingué par sa loyauté et sa modération autant que par son courage, reçut des pleins-pouvoirs pour traiter en son nom.

Les catholiques insurgés assemblèrent alors une sorte de parlement à Kilkenny, et ce parlement ins-

titua un gouvernement insurrectionnel, établit des tribunaux, et nomma pour la direction de la guerre quatre généraux, dont chacun eut le gouvernement d'une des provinces insurgées d'Ulster, de Leinster, de Munster et de Connaught. Ces quatre généraux étaient des hommes de mérite et d'expérience, qui, après avoir longtemps fait la guerre sur le continent dans les armées des princes étrangers, étaient revenus offrir leurs secours à leurs compatriotes.

Les chefs insurgés, pour éviter que leurs règlements ne ressemblassent à une usurpation de l'autorité souveraine, envoyèrent au roi l'explication de leur conduite, en protestant de leur dévouement immuable à sa personne. Charles informa secrètement le marquis d'Ormond de son désir d'employer une partie de l'armée d'Irlande en Angleterre; et à cet effet il lui ordonna de conclure un armistice avec les insurgés (1643). Mais ceux-ci montrèrent tant de hauteur, que tout ce que put obtenir le gouverneur anglais fut une suspension d'armes d'un mois. Le roi qui, à quelque prix que ce fût, voulait la paix avec l'Irlande, manifesta son mécontentement au marquis d'Ormond. Quand les négociations se renouèrent, Charles lui ordonna de conclure la paix quoi qu'il en pût coûter, pourvu qu'elle assurât les personnes et les propriétés des protestants, et le plein exercice de l'autorité royale dans l'île. Les Irlandais demandèrent la liberté religieuse, le rappel de la Loi Poynings, l'institution parlementaire de leurs anciens états, et une amnistie générale, avec cette exception, qu'une enquête serait faite sur tous les actes de violence et d'effusion de sang non conformes aux usages reconnus de la guerre, et amènerait la punition de tous les coupables sans distinction de parti ou de religion. On refusa d'abord ces conditions; mais bientôt Charles envoya le lord Glamorgan, chargé de négo-

cier un traité secret, dans lequel il accorderait tout ce qu'on demandait, à cette condition que les insurgés se montreraient de facile accommodement sur le traité public, dont il fallait obtenir la ratification du parlement. Il voulait retirer les troupes d'Irlande, pour les employer dans la guerre qu'il livrait aux parlementaires. Le traité fut conclu à Kilkenny (1645); et quoique le roi désavouât publiquement le lord Glamorgan, dont le parlement avait connu les menées, le traité secret n'en fut pas moins tenu comme bon et valide par les insurgés irlandais.

A partir de ce moment, le roi attendit des secours d'Irlande. Il dut bientôt perdre toute espérance. Le comte d'Ormond, placé dans cette alternative de trahir le roi ou le parlement, soit en défendant Dublin contre les Irlandais révoltés devenus troupes royalistes, soit en livrant à ceux-ci la ville qui lui avait été confiée, se détermina, tout en se déclarant pour le parti royal, à remettre au parlement, avec l'épée, emblème de sa charge, le château de Dublin et toutes les forteresses occupées par ses troupes (1647). Mais de plus grands, de plus affreux malheurs allaient fondre sur l'Irlande après la mort de Charles Ier, auquel ce pays resta fidèle. Il le fut également à ses fils, dans lesquels il vit les défenseurs du catholicisme dans ce nord protestant dont la catholique Irlande se trouvait faire partie.

Peu de temps avant le jour où le marquis d'Ormond donna sa démission, le pape avait envoyé en Irlande un nonce qui, après avoir fait son entrée solennelle à Kilkenny, avait ostensiblement affecté le pouvoir suprême. C'en eût été assez sans doute pour allumer la haine des parlementaires; mais bien d'autres motifs vinrent se joindre à ce motif d'irritation, et la guerre ne tarda pas à se ranimer avec fureur.

L'administration du nonce fut marquée par des dé-

sastres tels, qu'il fut bientôt totalement déconsidéré comme chef. L'armée catholique du Leinster, que commandait le lord Preston, fut complétement défaite à Dunganhill (1647) par le gouverneur de Dublin, Jones. L'armée du Munster, commandée par le chef indigène Taafe, fut également mise en déroute à Clontarf (1647) par le lord Inchinquin. Le nonce se réjouissait imprudemment de ces défaites, qui abaissaient des chefs dont il craignait la puissance ; mais on les lui attribua, et il se vit obligé de se démettre du commandement. Un nouveau conseil insurrectionnel fut établi (1648), et le premier acte de ce conseil fut d'envoyer à la reine et au prince de Galles une députation chargée de demander des secours en hommes et en argent, et de supplier le prince de venir résider en Irlande, ou de nommer à sa place un gouverneur catholique. Pendant le temps de cette ambassade, contre toute attente, le lord Inchinquin se déclara, avec son armée, en faveur du roi contre le parlement, et proposa un armistice aux confédérés catholiques, amis de la cause royale. Un traité s'ensuivit, malgré les efforts du nonce qui, s'échappant de Kilkenny et se rendant à Maryborough, condamna le traité, excommunia ses partisans, et mit en interdit les villes où il serait admis. Ceci compliqua la guerre civile, déjà si acharnée en Irlande. Les insurgés se scindèrent en deux partis. Le nonce avait, par ses imprudences, attiré de nouveaux malheurs sur l'Irlande, qu'il quitta en 1649, peu de temps après l'exécution de Charles Ier.

Après cette exécution, la cause royale continua d'être prédominante en Irlande. Le lord Inchinquin, les régiments écossais et la grande masse des catholiques avaient proclamé roi Charles II ; et les commandants parlementaires se trouvaient pour ainsi dire confinés dans les limites de leurs garnisons respectives, quand le Long-Parlement offrit à Cromwell la

charge de lord-lieutenant d'Irlande. Cromwell l'accepta après quinze jours d'hésitation. Ses préparatifs furent si considérables, ses demandes si nombreuses, que les choses traînant en longueur, le parlement se vit obligé de prendre des mesures provisoires pour la conservation des places qui lui étaient encore soumises. Parmi ces mesures, on doit remarquer une tentative de rapprochement entre les indépendants et les catholiques.

Cromwell, nommé lord-lieutenant d'Irlande pour trois années, et investi pendant ce temps de pleins pouvoirs civils et militaires, hésitait pourtant à se compromettre dans une expédition dangereuse. Peut-être aussi craignait-il de laisser en ce moment le véritable théâtre de son ambition, l'Angleterre, et il ne partit que certain de se trouver à la tête d'une armée de soixante mille hommes, abondamment fournie de munitions de guerre et de bouche, et pourvu d'une somme de 100,000 livres (plus de 2,500,000 fr.) comptant.

Cromwell partit dans un carrosse attelé de six chevaux, et accompagné des principaux dignitaires de l'État (1649). Cette pompe annonçait le prochain maître de la république d'Angleterre.

L'armée d'expédition fut retenue quelques jours à Milford-Haven, et Cromwell y apprit que l'armée royaliste d'Irlande, commandée par le comte d'Ormond, avait été défaite par le général parlementaire Jones. Or Cromwell voulait dès lors revenir roi de l'Irlande; il lui fallait d'immenses succès dans ce pays; tous ceux qu'y remportaient les autres généraux lui semblaient un vol qui lui était fait. Il se hâta donc de partir, et après quinze jours accordés à ses soldats pour se reposer de leurs fatigues, il vint mettre le siége devant Drogheda. La place n'était pas forte, et quoiqu'elle fût bien défendue, elle fut prise en quelques jours.

On avait promis de faire quartier; mais Cromwell viola sa promesse; il ordonna ou permit un massacre général, et pendant cinq jours le sang inonda les rues de Drogheda. Ce ne furent pas seulement les soldats qui périrent, mille bourgeois furent massacrés à la fois dans la cathédrale où ils avaient cru trouver un asile assuré. En rendant compte au parlement de cette affreuse boucherie, Cromwell dit: « Je crois que nous avons passé au fil de l'épée tous les défenseurs de cette ville.... Dieu nous a fait une grâce vraiment miraculeuse.» Trois mille cinq cent cinquante victimes périrent dans cet horrible sac, au rapport d'un des officiers de Cromwell.

Des villes voisines effrayées se rendirent presque sans résistance, et elles furent traitées avec douceur, tandis que la riche cité de Wexford, qui se défendit pendant quelque temps, subit le sort de Drogheda. Ce second acte de cruauté, en augmentant la terreur, hâta la soumission de l'Irlande, qui fut à peu près complète après deux campagnes de neuf mois.

Cromwell fut rappelé au mois de mai 1650 : les parlementaires, effrayés de la descente du prétendant en Écosse, voulaient lui opposer le plus fameux comme le plus habile de leurs généraux. Mais aujourd'hui encore, le souvenir du passage de Cromwell en Irlande est resté dans la mémoire des Irlandais, et on montre à l'étranger les lieux où passa, où sévit ce terrible convertisseur. Il n'eut pourtant pas l'initiative des vengeances meurtrières en ce pays. Avant lui, plus d'un massacre en masse avait été commis, soit par les protestants, soit par les catholiques. Ayons le courage de le dire, en mettant de côté toute crainte d'être accusée de justifier les individus en leur ôtant la responsabilité de leurs actes : les crimes de ces temps désastreux appartiennent moins à quelques hommes qu'à l'époque où ces hommes vécurent. Cromwell ne

fut pas le moteur des vengeances de l'Angleterre en Irlande, il n'en fut que l'agent, mais l'agent énergique, impitoyable d'un gouvernement qui avait juré la perte de ce pays catholique et royaliste, de cette Irlande, qui, on doit le reconnaître, menaçait la sûreté de la république protestante d'Angleterre.

En quittant l'Irlande, Cromwell avait laissé le commandement en chef à son gendre Ireton, qui continua la carrière victorieuse de son prédécesseur. La tâche lui fut rendue facile par la discorde qui s'introduisit entre les catholiques. Ils obligèrent le marquis d'Ormond d'abandonner la lieutenance du royaume, qu'il remit au marquis de Clanricard, homme d'une faible santé et de mœurs paisibles, qui, semblant impropre à remplir le poste auquel il se voyait appelé, y déploya pourtant la plus haute habileté.

Ireton mourut en 1650, emporté par une maladie pestilentielle qui ravageait alors l'Irlande. Lambert fut nommé lord-député à sa place, et bientôt remplacé par Fleetwood, qui, ayant épousé la veuve d'Ireton, se trouvait gendre de Cromwell. Fleetwood n'eut point de collègue dans le commandement de l'armée; mais, pour l'administration civile, on lui adjoignit quatre commissaires (1652), chargés « de faire observer autant que possible les lois de l'Angleterre dans l'administration de la justice et dans l'exercice du gouvernement, de travailler à répandre l'Évangile et à établir l'esprit de la vraie religion et de la vraie sainteté. » Ces commissaires s'occupèrent en effet de faire rendre la justice, à leur manière, en excluant les catholiques, comme accusateurs, et en les poursuivant rigoureusement comme accusés. Plusieurs centaines de personnes furent condamnées à mort et exécutées sans qu'on eût presque examiné les charges. D'autres, en grande quantité, durent s'expatrier. Quarante à cinquante mille hommes en état de porter les armes disparurent

ainsi de l'Irlande; puis, quand on ne sut plus que faire des femmes et des enfants de ceux qui étaient partis, de ceux qu'avaient enlevés la famine ou des maladies pestilentielles, de ceux enfin qui, chassés de leurs demeures ou privés de leurs emplois, étaient réduits à une extrême détresse, on les rassembla en masse, et, les entassant sur des vaisseaux, on les transporta en Amérique, en ayant soin de les remplacer en Irlande par des colons anglais et écossais. Après cette déportation qui frappa 100,000 personnes, les Irlandais catholiques se trouvaient encore en Irlande dans la proportion de huit à un.

Cromwell, désespérant de vaincre ou de convertir la population catholique d'Irlande, résolut de la séparer complétement de la population protestante. En conséquence, il assigna pour résidence aux catholiques la province de Connaught, à laquelle il joignit le comté de Clare.

« Alors tous ceux que la guerre avait ruinés, tout ce qui, par sa pauvreté même, avait échappé aux haines, aux persécutions, toute la misère irlandaise, en un mot, fut refoulée avec ses haillons ou se précipita sur le Connaught. Cette vile population était cependant ce qu'il y avait de plus noble en Irlande : elle emportait avec elle la foi religieuse de ses pères et l'amour de la patrie. Tout l'avenir de l'Irlande était là. Une fois entrés en Connaught, les catholiques y furent parqués comme un bétail; il leur fut interdit, sous peine de mort, de dépasser les limites qui leur étaient fixées. Leur borne au sud était la rive droite du Shannon; tout Irlandais trouvé sur la rive gauche pouvait être tué par qui que ce fût, sans qu'il y eût matière à procès. Cette rive droite du Shannon où l'Irlande était emprisonnée à jamais, c'était ce fameux comté de Clare, qui, il y a dix ans, envoya le premier un catholique au parlement. Il sort quelquefois des grandes iniquités de singulières expiations.

« Alors quand les pauvres Irlandais, dans l'excès de leur détresse, mourant de faim, eux, leurs femmes et leurs enfants, levaient la main au ciel et imploraient la pitié de leurs persécuteurs, Cromwell et ses saints leur répondaient : *Go to hell or to Connaught.* « Va au diable ou en Connaught [1]. »

Aux termes de l'acte qui ordonnait cette espèce de déportation elle devait avoir lieu avant le 1er mai 1654. On ne sait pas exactement le nombre des catholiques qui s'y soumirent; mais il fut considérable, à en juger par l'étendue des terres qui leur furent assignées, et qui, selon la loi, devaient, pour chacun, équivaloir au tiers de ses anciens biens confisqués. Un grand nombre de catholiques irlandais refusèrent cette prétendue grâce. Ils se retirèrent dans les marais et dans des lieux inaccessibles, où, formant de petits corps armés, ils vécurent de déprédations exercées sur ceux qui occupaient leurs terres. Pour obvier à leurs ravages, tous les Irlandais catholiques furent mis hors la loi, et en dehors des limites qui leur étaient assignées, chacun put les tuer impunément.

Jamais aucune nation ne fut soumise à un esclavage à la fois plus inique et plus odieux. Cependant, on doit le dire, Cromwell, malgré toutes ces rigueurs, est peut-être, avant notre temps, le seul homme qui ait compris l'avenir de l'Irlande. Le premier, il sentit le besoin, la nécessité de l'unir politiquement à l'Angleterre. Il réalisa l'union parlementaire des deux pays, puisque sous son gouvernement, trente membres irlandais siégèrent dans le parlement d'Angleterre. Ajoutons que le fils puîné du *protecteur*, Henri Cromwell, fut le gouverneur le plus probe qu'ait eu l'Irlande, et qu'en quittant son gouvernement Henri, qui avait vécu dans ce pays avec la plus grande sim-

[1] M. G. de Beaumont, l'*Irlande sociale, politique et religieuse.*

plicité, fut obligé de demander de l'argent pour effectuer son retour en Angleterre.

A la Restauration, les catholiques crurent pouvoir tout espérer de princes dont l'attachement au catholicisme était un fait avéré; ils se trompèrent dans leurs espérances. Le culte catholique fut proscrit en Irlande par Charles II, comme il l'avait été par tous les prédécesseurs de ce prince depuis Henri VIII. Les nouveaux possesseurs de terres, la plupart soldats de Cromwell, et républicains exaltés, furent maintenus dans leur propriété, à l'exception de ceux qui avaient pris personnellement part à la mort de Charles Ier, ou de ceux qui avaient été mis en possession de biens appartenant à l'Église, lesquels biens furent restitués à l'Église épiscopale. Pourtant Charles II prétendait, en se conduisant ainsi, ne pas dénier la justice à ses sujets irlandais; et, comme il reconnaissait que beaucoup d'entre eux avaient été injustement privés de leurs biens, il établit un tribunal nommé Cour des réclamations (*Court of claims*), où chacun put, en prouvant son innocence, rentrer dans ses terres, avec cette restriction que, lorsque ces terres seraient entre les mains des protestants (ce qui était toujours le cas), le catholique absous devrait, pour rentrer dans sa propriété, attendre que le protestant, possesseur actuel, fût convenablement indemnisé. Et en même temps, on exécutait rigoureusement en Irlande les lois contre les catholiques; on y suspendait la liberté individuelle, et, de peur que les Irlandais ne vinssent demander justice au roi en Angleterre, Charles leur défendait absolument de sortir d'Irlande, et fit mettre en prison ceux qui osèrent venir à Londres pour se plaindre.

Beaucoup d'Irlandais se présentèrent à la cour des réclamations, et quoique ce tribunal fût composé de juges ennemis, les droits étaient tellement évidents, la

dépossession tellement inique, que bon nombre de catholiques renvoyés absous durent être remis en possession de leurs biens. Ceci porta l'alarme dans le camp protestant, et la cour des réclamations fut sommée de suspendre ses séances. On craignait qu'elle ne rendît de trop nombreuses déclarations d'innocence, et trois mille Irlandais qui se disposaient à se présenter devant cette cour, apprirent un beau jour que leur requête ne serait même pas examinée.

Pour sanctionner ces nouvelles et nombreuses injustices, on crut devoir convoquer un parlement irlandais. Ce parlement se trouva tout naturellement composé de protestants possesseurs de terres; et de peur que quelque catholique ne se glissât parmi eux, il fut arrêté qu'aucun membre ne pourrait siéger dans le sein de la chambre des communes sans avoir prêté le serment de suprématie spirituelle, et qu'avant de commencer les opérations, la chambre haute recevrait tout entière des mains de l'évêque d'Armagh, son président, la communion suivant le rit anglican.

Du reste, Charles II était complétement dominé par le parti protestant, et il ne dépendait pas de lui d'agir autrement qu'il ne le fit en cette circonstance. Ses sympathies bien connues pour le catholicisme, qu'il eût voulu rétablir en Angleterre, mettaient constamment en défiance ses sujets protestants; s'il eût tenté de le restaurer dans un des trois royaumes, il lui fût arrivé ce qui arriva plus tard à son frère Jacques II, et Charles, on le sait, *ne voulait pas recommencer ses voyages sur le continent.* Ajoutons que de tout temps la destinée de la population irlandaise a fort peu touché les rois d'Angleterre, qui ne pensèrent guère à l'Irlande que lorsqu'ils eurent besoin d'elle. Pour les Stuarts en particulier, ce malheureux pays ne fut jamais qu'une ressource. Dans leurs jours de ruine, ils lui demandèrent des soldats et de l'or, qu'elle leur donna en

échange de trompeuses promesses d'une éternelle amitié; quand ils furent remontés sur le trône, ils l'accablèrent du plus lourd despotisme.

Charles II fut amené fatalement à opprimer l'Irlande pour se faire pardonner ses sympathies catholiques. Mais ce qu'on doit lui reprocher, ce à quoi rien ne pouvait l'obliger, ce qu'il fit pourtant, ce fut de prendre sa part des confiscations faites sur les catholiques d'Irlande, d'en faire des donations considérables à ses favoris, et notamment au marquis d'Ormond, qui reçut ainsi environ 1,800,000 fr. de rentes. Le duc d'York, depuis Jacques II, eut aussi une riche part des dépouilles.

A l'avénement de ce dernier tout disait aux catholiques d'Irlande d'espérer, et il y eut une réaction d'autant plus violente que ceux-là même qui la faisaient sentaient qu'elle devait durer peu. On parla vaguement d'un massacre en masse des protestants; et ceux-ci, qui comprenaient la haine qu'ils avaient dû inspirer, se réfugièrent soit en Angleterre, soit dans les places fortes qu'ils possédaient en Irlande. Du reste l'idée de ce massacre n'exista jamais que dans l'imagination de quelques alarmistes. On doit dire cependant que, dès le commencement du règne de Jacques, des bandes catholiques avaient parcouru le pays en armes, et que le prince, au moment de sa chute, avait donné à l'Irlande pour gouverneur, un catholique, Talbot, comte de Tyrconnel.

Lorsque Charles II mourut, la réaction catholique dont l'Angleterre avait horreur et que désirait l'Irlande, avait commencé sourdement dans ce dernier pays. Jacques songea d'abord à la compléter en Angleterre, et il ne s'occupa que plus tard de l'étendre à l'Irlande, la seule partie de la Grande-Bretagne où les catholiques se trouvassent en majorité. Mais dès les commencements de son règne, les Anglais établis

en Irlande dans le temps de la république tremblèrent pour leurs propriétés, sinon pour leurs personnes, et les Irlandais indigènes ou colons primitifs catholiques espérèrent et se réjouirent de l'avenir qu'ils prévoyaient.

Le duc d'Ormond fut rappelé, et Jacques ordonna le licenciement des milices irlandaises. Or ces milices se composaient principalement de colons anglais auxquels on avait accordé le privilége du port d'armes, et ceux-ci se considérèrent comme livrés sans défense aux Irlandais indigènes. Le bruit d'un massacre prémédité de toute la population protestante se répandit; et beaucoup de ces colons, vendant leurs propriétés à vil prix, quittèrent précipitamment l'île.

Lord Clarendon, nommé lord-député d'Irlande, reçut en partant les instructions suivantes : 1° qu'il devait toujours avoir présent à l'esprit que l'Irlande était un pays conquis et la traiter en conséquence, quoiqu'il dût aussi songer à récompenser plusieurs Irlandais qui, après avoir rendu à la couronne d'importants services, n'en avaient pas moins été dépossédés. 2° Que la majorité du peuple irlandais étant catholique et le roi étant catholique, la volonté de celui-ci était que les catholiques d'Irlande jouissent de toute liberté dans l'exercice de leur culte, qu'on les relevât de toutes les incapacités légales auxquelles ils avaient été assujettis. 3° Que l'armée étant pleine d'individus imbus de principes dangereux, le roi se réservait de nommer lui-même aux emplois militaires. Ces instructions, qui pouvaient n'être considérées que comme justes, n'avaient pas été dictées par une tolérance fort éloignée de l'esprit du roi, mais bien par un esprit de réaction violent et aveugle.

Quelque temps après l'arrivée du nouveau député, trois avocats catholiques furent créés juges; d'autres catholiques devinrent membres du conseil privé, shé-

rifs, etc. Enfin on préleva sur les revenus de deux évêchés vacants une somme qui dut être distribuée annuellement entre douze prélats catholiques. Clarendon voyant le danger, n'exécutait qu'à contre-cœur les ordres du souverain, et Jacques confia à un agent plus intime la charge importante et difficile de la réforme de l'armée. Cet homme fut Richard Talbot, comte de Tyrconnel, catholique zélé, homme brave, généreux et dévoué à la personne du roi, auquel il était attaché dès l'enfance, mais en même temps colère, impétueux, plein d'orgueil, tout à fait impropre à remplir la mission dont on le chargeait, si on eût voulu que cette mission s'accomplît pacifiquement.

Tyrconnel exécuta sa commission avec la dernière violence. Tout officier soupçonné de nourrir des principes révolutionnaires fut destitué, et sous prétexte de vieillesse ou de manque de taille, le quart des soldats furent renvoyés dans leurs foyers. En récompense de ses services il ne tarda pas à réclamer la place de lord-député, qu'il obtint malgré les remontrances du parti modéré catholique, et de la reine elle-même qu'effrayait sa violence. Le nouveau lord-député était chargé par le roi de ménager le parti irlandais, afin que l'Irlande pût offrir à Jacques un asile assuré dans le cas où le monarque serait renversé du trône d'Angleterre. Mais le lord-député poursuivait un autre but : il voulait conquérir l'indépendance de son pays natal, au cas où Jacques, mourant sans héritiers mâles, le prince et la princesse d'Orange, protestants ardents tous deux, hériteraient de la couronne d'Angleterre.

Pour arriver à l'exécution de ces desseins, Tyrconnel porta toute son attention vers les cours de justice et les différentes magistratures. Il les épura violemment de protestants, puis songea à assembler un parlement pour obtenir la réintégration des anciens possesseurs dans tous les biens jadis confisqués. Ceci

eût amené immanquablement la séparation de l'Irlande et de l'Angleterre; Jacques s'y refusa, et il allait rappeler le lord-député, lorsque le prince d'Orange débarqua en Angleterre.

Littérature, beaux-arts, *de* 1660 *à* 1689. — Pendant la période des Stuarts, qui embrassa la république et ne dura pas moins de quatre-vingt-cinq ans, les lettres et les beaux-arts continuèrent, avec des vicissitudes diverses, leurs progrès dans la Grande-Bretagne.

Jacques Ier, qui était, comme nous l'avons dit, pédant et théologien, s'occupa personnellement de littérature, et on lui doit plusieurs ouvrages, parmi lesquels nous citerons le *Basilicon Doron* ou *Don du roi*, livre de politique où Jacques expose, comme il les conçoit, les droits et les devoirs des rois, un volumineux ouvrage sur la sorcellerie et la démonologie et des écrits de controverse religieuse. Jacques fut aussi poëte, mais non de premier ou même de second ordre; et s'il n'eût été roi, son nom ne trouverait pas place ici.

Shakspeare continua d'écrire sous ce prince, et onze de ses drames, parmi lesquels *Le roi Lear*, *Macbeth* et *Othello*, furent représentés pour la première fois sous le règne de Jacques.

La Bible, traduite déjà sous Henri VIII, fut retraduite sous Jacques par quarante-sept savants.

Nous citerons parmi les poëtes de cette époque, Samuel Daniel qui composa des écrits demi-dramatiques intitulés *Masques*, dialogues en vers dont Milton nous a laissé un curieux échantillon dans le *Mask of Comus;* Michel Drayton, dont le *Polybion*, poëme en trente chants, n'est guère qu'une description de la Grande-Bretagne; Joseph Hall, le premier des satiristes anglais de son temps; Suckling, poëte charmant, plein de grâce et de naïveté; John Donne, le

premier en date des poëtes métaphysiciens, qui ont depuis lors abondé en Angleterre.

Après Shakspeare, on voit briller dans le genre dramatique, durant la période que nous venons de parcourir, John Webster, dont *la duchesse de Malfy* est une œuvre véritablement remarquable; Ben Johnson, ami et camarade de théâtre de Shakspeare, dont le chef-d'œuvre est peut-être la comédie : *Chacun dans son humeur;* Francis Beaumont et John Fletcher qui écrivirent ensemble cinquante-deux compositions dramatiques, comédies ou tragédies; Massinger, dont la jolie comédie, *Nouvelle manière de payer de vieilles dettes*, qu'on joue encore aujourd'hui, a trop fait oublier les trente-sept autres pièces qui forment son théâtre.

Le règne de Charles Ier nous donne Cowley, poëte national, qui prouve son patriotisme surtout en attaquant la France; le noble Falkland, qui fut tué à la bataille de Naseby, dont il reste quelques vers et quelques discours; enfin Butler, auteur de la fameuse satire en vers d'*Hudibras*.

A la fin du règne de Charles Ier, le drame tomba complétement avec la cour qui avait protégé les représentations dramatiques. Le théâtre fut regardé comme une œuvre du diable par les puritains qui s'emparèrent de la révolution, et on ne trouve guère qui soit digne d'être cité pendant la république et durant la restauration que William Davenant, lequel se prétendait fils de Shakspeare, et n'hérita certes pas de son admirable génie dramatique.

Mais la grande gloire poétique de cette époque, c'est Milton, dont l'admirable *Paradis perdu*, méconnu de ses contemporains, place son nom dans la littérature anglaise immédiatement après le grand nom de Shakspeare. Milton, qui écrivait également en latin, en italien et en anglais, débuta à dix-neuf ans dans la carrière des lettres, où tout enfant il s'était essayé; sa première

publication fut le *Masque de Comus* dont nous avons parlé et qui reste le chef-d'œuvre du genre. A vingt-quatre ans, Milton se jetant dans la carrière politique, publia l'*Areopagitica*, le plus éloquent plaidoyer qui peut-être ait jamais été fait en faveur de la liberté de la presse, le *Traité du divorce*, l'*Iconoclaste*, et une foule d'autres écrits polémiques dans lesquels on retrouve des éclairs de son mâle génie. Devenu vieux et aveugle, il dictait à ses filles son *Paradis perdu* et son *Paradis reconquis*. Le premier fut vendu à grand'-peine 5 liv. sterling (125 fr. environ) à un libraire, et n'eut qu'une seule édition du vivant de son auteur.

Le protectorat vit éclore une foule de pamphlets, parmi lesquels il n'est guère resté que ceux de Milton, dont nous avons cité les principaux, et ceux d'Harrington, qui composa en outre l'*Oceana*, plan de république idéale comme on en a tant imaginé depuis Platon. Citons cependant encore le *Killing no murder* (tuer n'est pas assassiner), pamphlet du temps de Cromwell, après la publication duquel on ne vit plus, dit-on, sourire le protecteur contre lequel cet écrit était dirigé.

N'oublions pas un homme d'un génie véritablement original, le chaudronnier, l'anabaptiste Bunyan, qui fut en Angleterre le premier de ces prolétaires littérateurs depuis si nombreux dans ce pays. Un roman ascétique de Bunyan, *Le progrès du pélerin*, est une des œuvres les plus remarquables de la littérature anglaise. Nous citerons encore parmi les ouvrages de Bunyan : *La guerre sainte*, et *La grâce abonde chez les plus grands pécheurs*.

Le nom de Waller montre que la guerre civile n'avait pas éteint toute poésie au temps de la révolution.

Thomas Hobbes (1588-1679), y représente la philosophie matérialiste et sceptique; son *Leviathan* est le plus fameux de ses ouvrages.

Enfin ce temps nous montre aussi le célèbre Harvey,

qui, par sa découverte de la circulation du sang, devait changer complétement la science médicale.

Le fanatisme religieux, qui avait si puissamment contribué à la révolution, disparut complétement au retour des Stuarts. Le sombre mysticisme de Cromwell et des indépendants fit place à l'amour effréné des plaisirs. L'hypocrisie fut remplacée par l'irréligion, comme si un vice devait toujours tenir la place d'un autre vice. La littérature se corrompit avec les mœurs, et elle perdit toute originalité par une servile imitation des chefs-d'œuvre français. Les théâtres qui, pour la plupart, avaient été fermés sous le protectorat, furent rouverts; mais Shakspeare était oublié, et ses drames avaient cédé la place à une foule de compositions extravagantes, justement oubliées aujourd'hui. Les noms d'Otway et de Dryden sont les seuls de ce temps qui méritent l'attention et les éloges des amis de l'art. L'œuvre la plus remarquable du premier est sa tragédie de *Venise sauvée*, que les critiques placent immédiatement après les chefs-d'œuvre de Shakspeare.

Le poëte de la restauration ne pouvait être ni Shakspeare, ni Milton; à cette époque corrompue, de si nobles génies ne pouvaient convenir. Dryden, tour à tour panégyriste de Cromwell, de Charles II et de Jacques II, fut le génie dominateur de la cour des deux derniers Stuarts. Il fut *poëte lauréat*, et comme tel, composa de nombreuses odes où la forme l'emporte de beaucoup sur la pensée. Comme versificateur et maître parfait du langage, Dryden n'a pas de rival en Angleterre; en France, son analogue serait peut-être J. B. Rousseau.

A côté de Dryden, brillent Roscommon, élégant traducteur d'Horace, et Rochester, le plus mauvais sujet des poëtes de cour.

Parmi les prosateurs de ce temps, nous devons citer l'illustre philosophe Francis Bacon, dont l'ouvrage in-

titulé *Profits et avantages de la science*, et le *Novum organum*, doivent faire oublier les honteuses turpitudes; Burton, dont l'*Anatomie de la mélancolie* est un charmant ouvrage qui vivra tant que vivra la langue anglaise; lord Herbert de Cherbury, dont on a une bonne histoire de Henri VIII; William Temple, diplomate et historien distingué; le philosophe Locke, dont l'*Essai sur l'entendement humain*, le traité *de la Tolérance*, celui de l'*Éducation*, et les deux traités sur le gouvernement civil, ont eu la plus grande influence sur la philosophie française du XVIIIe siècle; Edward Hyde, comte de Clarendon, dont l'*Histoire de la rébellion* est, sans contredit, un des meilleurs ouvrages historiques que possède l'Angleterre.

L'éloquence de la chaire ne fut jamais plus florissante en Angleterre qu'à l'époque que nous venons de parcourir. Nous citerons : Tillotson, dont les discours, chefs-d'œuvre d'élégance et de correction, manquent parfois de précision; Sillingfleet et Sherlock, moins élégants, mais plus élevés; South, le plus spirituel des prédicateurs anglais; enfin, Samuel Clarke, qui a, au plus haut degré, les qualités de l'école anglaise, bon sens, raison, logique, élégance, mais aussi les défauts de cette école, sécheresse et dureté.

Les beaux-arts trouvèrent un protecteur passionné, sinon éclairé, dans la personne de Jacques Ier. Le règne de ce prince nous présente, en architecture, le nom d'Inigo Jones, architecte du palais de White-Hall, pour lequel il avait donné des dessins fort supérieurs à ce qui a été exécuté. Les édifices les plus connus de cet architecte sont : la galerie de Sommerset-House, et la maison royale de Greenwich.

Charles Ier eut, au suprême degré, le goût des beaux-arts qu'il cultiva lui-même. Son palais fut rempli de chefs-d'œuvre, presque tous dus au ciseau ou au pinceau d'artistes étrangers, car ce n'est que plus tard que l'Angleterre devait produire elle-même des peintres

distingués. Van-Dyck vécut à la cour et dans l'intimité de ce monarque, dont il nous a laissé d'admirables portraits. Charles voulut aussi avoir Rubens à sa cour, mais il ne put jamais parvenir à l'y fixer; tout ce qu'il en put obtenir, fut un admirable plafond de la *Salle du banquet* à White-Hall, qui représente l'*Apothéose de Jacques Ier*, et qu'on y admire encore aujourd'hui. Charles avait formé une magnifique collection de tableaux. Il avait acheté les célèbres cartons de Raphaël, la galerie du duc de Mantoue, et il projetait la fondation d'une académie des beaux-arts, quand éclata la tempête politique.

Le Long Parlement, qui considérait les beaux-arts, plus encore peut-être que la littérature, comme l'œuvre de Satan, fit vendre tous les tableaux et toutes les statues qui décoraient le palais de White-Hall. L'ordonnance exceptait de cette vente toutes les peintures représentant la seconde personne de la sainte Trinité et la vierge Marie, qui furent condamnées au feu sans rémission. Fairfax et Cromwell, qui tous deux aimaient les beaux-arts, eurent grand'peine, malgré toute leur puissance, à sauver quelques-uns des tableaux ainsi proscrits.

Le peintre favori de Cromwell fut le Flamand Lely, qui a laissé plusieurs portraits de cet homme extraordinaire. Quelques peintres nationaux se firent aussi remarquer sous le protectorat. Citons William Dobson et Robert Walker, qui, tous deux, avaient eu Van-Dyck pour maître. On doit à Walker un bon portrait de Cromwell. Remarquons ici que la plupart des portraits du protecteur ne sont autres que des portraits de Charles Ier, auquel on se contentait de changer la tête, en donnant à Cromwell une taille élevée et une tournure élégante, dont la nature était fort loin de l'avoir doué.

L'art ne fut pas plus véritablement aimé et cultivé, sous les deux derniers Stuarts, que les lettres; et au milieu de pâles imitateurs des écoles alors si floris-

santes en France, on ne trouve véritablement de noms dignes d'être cités que ceux de Lely et de Keller, qui tous deux étaient étrangers. Sous Charles II, on vit pourtant briller deux sculpteurs : Gibbons qui travaillait surtout en bois, et Cibber auquel on doit deux terribles statues de *la Démence*, placées dans le vestibule de l'hôpital des fous de Bedsam.

La gravure, pour laquelle les Anglais sont encore célèbres aujourd'hui, se développa de bonne heure en Angleterre, où nous la voyons briller dès le règne de Henri VIII.

Quant à la musique, florissante à la cour des deux premiers Stuarts, elle se vit proscrite par les membres du Long Parlement. Cromwell ne la releva point de cet anathème, et elle dut attendre la restauration des Stuarts pour reparaître; mais alors elle reparut avec éclat : on rétablit la chapelle-musique du roi ; des concerts publics furent fréquemment en usage ; enfin, on fonda à Londres l'opéra italien, dont l'idée première fut conçue, dit-on, chez la duchesse Hortense de Mazarin, où se rendaient régulièrement les brillants courtisans de la cour de Charles II.

Parmi les compositeurs de ce temps, les Anglais citent avec orgueil Purcell, Humphrey et Gibbons, qui tous trois moururent jeunes. On attribue à un certain John Bull la composition du fameux air national *God save the king*, qui prit naissance au milieu des guerres civiles, et que quelques auteurs français croient être un *Domine, salvum fac regem* de Lulli, chanté d'abord par les jeunes filles de Saint-Cyr devant Louis XIV, et transporté par quelques courtisans fidèles de Jacques II, en Angleterre, où les orangistes, frappés de sa beauté, s'en emparèrent. Cette petite anecdote n'est peut-être pas moins curieuse que l'attribution du chant national des Anglais à John Bull.

LIVRE NEUVIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

Guillaume III et Marie. — Opposition du parlement et du clergé. — Troubles d'Écosse. — Guerre d'Irlande. — Bataille de la Boyne. — Pacification de l'Irlande. — Guerre continentale. — Nouveaux troubles en Écosse. — Massacre de Glencoe. — Expédition de Jacques II. —Mort de Marie. — Paix de Ryswick. — Mort de Guillaume III. — Anne. — Penchant de la reine pour les torys. — La duchesse de Marlborough. — Guerre de la succession. — Réunion de l'Écosse à l'Angleterre. — Conséquences de la disgrâce de la duchesse de Marlborough. — Sacheverel. — Mort de la reine Anne.

De 1689 *à* 1714.

Le règne de Guillaume III et de la princesse Marie ouvre en Angleterre l'ère de la liberté constitutionnelle régulièrement organisée.

Le parlement, qui avait décerné la couronne au prince d'Orange, n'avait d'abord porté que le nom de *convention;* il reprit celui de parlement dès que Guillaume fut roi, et, presque immédiatement, il manifesta une violente opposition à la politique de ce prince. Le clergé ne se montrait pas plus favorable au nouveau souverain, et lorsqu'on exigea des prêtres le serment de fidélité, quatre cents ecclésiastiques le refusèrent. Il n'y avait pas moins de huit évêques parmi les réfractaires, à la tête desquels se montrait

le primat lui-même; tous considéraient Guillaume comme un usurpateur, ce fut du moins le motif dont ils arguèrent. Mais Guillaume était calviniste, et cette considération, dont le clergé épiscopal anglican ne parla pas, entra probablement pour beaucoup dans son refus. Les sectes protestantes n'ont pas, on le sait, moins de haine pour les cultes réformés dissidents que pour le catholicisme.

L'Écosse soutenait le parti des Stuarts, et elle était devenue le foyer des intrigues des jacobites (c'est le nom qu'on donna aux partisans du roi Jacques). Une convention (*covenant*) s'y était assemblée après la fuite du dernier roi, et Guillaume fut obligé d'envoyer une armée contre les rebelles qui refusaient de reconnaître son autorité. Édimbourg fut forcée de capituler, et sa capitulation amena la soumission de toute l'Écosse.

Le jacobite Tyrconel avait aussi levé en Irlande le drapeau des Stuarts, qu'une population catholique aimait de toute sa haine contre les protestants. Jacques s'y rendit lui-même avec une petite armée, et vint mettre le siége devant Londonderry, la seule place qui tînt pour le roi Guillaume. Londonderry résista vaillamment, et le roi d'Angleterre ayant envoyé des troupes pour la secourir, les jacobites furent obligés de lever le siége.

Cet échec ne découragea pas Jacques. Soutenu par Louis XIV, il s'établit en Irlande, où il convoqua bientôt un parlement qui reconnut pleinement les droits du roi déchu. Agissant en assemblée souveraine, ce parlement passa un bill qui, proscrivant un grand nombre de protestants, les dépouillait tous en masse de leurs biens en faveur de leurs héritiers catholiques.

Guillaume, sentant combien il était urgent de chasser Jacques de l'Irlande, se mit lui-même à la tête d'une expédition composée de troupes anglaises et

hollandaises. Les deux armées se rencontrèrent sur les bords de la rivière de Boyne (1690), où Jacques s'était campé en attendant son ennemi. La victoire resta quelque temps indécise, mais elle se déclara enfin pour Guillaume; et Jacques retourna en France. Louis XIV lui assigna pour résidence le château de Saint-Germain, où il fut traité avec magnificence.

A son entrée à Dublin, Guillaume fit publier une proclamation qui garantissait le pardon à tous ceux qui, rendant les armes, rentreraient dans leurs foyers. Cette promesse produisit peu d'effet sur une population entièrement dominée par le clergé catholique, ami de Jacques, et des troupes françaises ayant été envoyées pour secourir les Irlandais, la guerre continua pendant quelque temps encore.

Obligé de retourner en Angleterre, Guillaume confia le commandement de son armée au célèbre Marlborough qui le laissa lui-même peu de temps après au comte d'Athlone. Par la force des armes et par des promesses de pardon, celui-ci parvint à amener une pacification que compléta le traité de Limerick (1691). Par ce traité, les Irlandais devaient prêter serment de fidélité au roi Guillaume et à la reine Marie. Douze mille hommes qui refusèrent de prêter ce serment, passèrent en France, préférant l'exil à ce qu'ils considéraient comme un lâche parjure.

Ces événements, sur lesquels nous nous étendrons davantage, en traitant particulièrement de l'Irlande, n'avaient pas détourné du continent l'attention de Guillaume. La Hollande, dont il était stathouder et qui le chérissait, lui semblait bien plus à lui que l'Angleterre, qui le voyait avec défiance, à cause de son origine étrangère et de ses manières froides et rudes. Le parlement aussi le tourmentait sans cesse; et lorsqu'il usait de son privilége de dissolution, les nouvelles élections lui envoyaient un parlement plus

indocile. Enfin, le monarque disait avec justesse qu'il n'était que stathouder en Angleterre, tandis qu'il était véritablement roi en Hollande.

Or, les Pays-Bas étant alors en guerre avec la France, Marlborough fut envoyé sur le continent avec onze mille soldats anglais. La nation et le parlement murmurèrent de voir prodiguer le sang et l'argent de l'Angleterre dans une guerre qui lui était étrangère; mais Guillaume ne tint aucun compte de ces plaintes, et il partit lui-même pour la Hollande, en laissant le gouvernement de la Grande-Bretagne à la reine Marie, à laquelle il avait déjà été confié pendant l'expédition d'Irlande.

Les armes de Louis XIV furent presque constamment victorieuses, malgré l'habileté de Marlborough et de Guillaume. Ce mauvais succès acheva de mécontenter les Anglais, et de nouveaux troubles, qui éclatèrent dans la haute Écosse, portèrent le mécontentement à son comble. On essaya de gagner les montagnards par des sacrifices d'argent. Le comte de Breadalbane, auquel on confia 16,000 livres sterling (400,000 francs environ) destinées à cet usage, voulut, dit-on, s'en approprier une partie. Macdonald, le plus influent des chefs de clan et l'ennemi particulier du comte, refusa d'abord de se soumettre pour la faible somme qu'il lui offrait. Il s'y décida pourtant et résolut de prêter à Guillaume le serment d'allégeance qu'on exigeait de tous les chefs écossais. Un délai avait été fixé pour cette prestation de serment, et ce ne fut que le dernier jour que Macdonald se décida. Il n'arriva que fort tard à Inverary où siégeait l'autorité compétente; il s'était trompé de route, et les magistrats, ayant égard à cette circonstance, reçurent son serment et celui des hommes qui l'avaient accompagné. Tous retournèrent dans leurs montagnes, où ils se crurent certains de n'être plus inquiétés.

Cependant Breadalbane, pour se venger, représenta à Guillaume le chef écossais comme un ennemi acharné du gouvernement, dont il était utile de faire un exemple. Il demanda, en conséquence, que Macdonald de Glencoe fût passé par les armes avec toute sa tribu. Guillaume signa l'ordre fatal, et, au mois de février 1692, un certain capitaine Campbell se rendit dans la vallée de Glencoe, y surprit les Macdonald pendant la nuit, égorgea tous les mâles du clan, mit le feu aux maisons, et se retira. Il emportait avec lui les meubles et les bestiaux, et laissait au milieu de la neige les femmes et les enfants qui, restés ainsi sans abri et sans nourriture, moururent de froid et de faim. Cet horrible massacre, où périrent 40 personnes (1691), accrut la haine des montagnards pour Guillaume, en même temps qu'il couvrait son nom d'une tache ineffaçable. Il l'avait permis, trompé par Breadalbane; mais enfin il l'avait permis.

En 1692, Louis XIV, profitant d'une nouvelle absence du roi d'Angleterre, essaya encore de rétablir sur le trône la famille des Stuarts; mais la flotte française fut battue à la Hogue par les flottes combinées d'Angleterre et de Hollande, commandées par l'amiral Russel, et Jacques dut renoncer à rentrer dans un pays où l'amour de quelques-uns de ses anciens sujets le rappelait moins que leur antipathie pour leur nouveau souverain. Chaque jour, la guerre entre Louis XIV et Guillaume prenait davantage le caractère d'une lutte personnelle dans laquelle les hommes et l'argent des nations étaient sacrifiés à la haine de leurs souverains respectifs. Pour se venger de la défaite de la Hogue, Louis XIV s'empara de Namur et de Steinkerque, que Guillaume vit prendre presque sous ses yeux.

C'était le parti whig qui avait porté Guillaume sur le trône; il n'existait plus de parti républicain, et la

lutte était désormais entre les whigs et les torys. Guillaume détestait les premiers, auxquels il imputait toutes les contrariétés qu'il éprouvait dans le parlement. Peu à peu ils furent destitués des places qu'ils avaient d'abord occupées, et remplacés par des torys qui, désirant que leurs principes triomphassent, s'inquiétaient peu que ce fût par Jacques ou par Guillaume.

Le roi et la reine violaient souvent la constitution; on observait mal la loi de l'*habeas corpus*, si chère aux Anglais. Le duc de Marlborough, adoré de la nation qu'il avait couverte de gloire, ayant encouru la disgrâce de Guillaume par ses défaites en Hollande, était illégalement détenu, ainsi que plusieurs membres de la chambre haute. Le parlement mécontent revendiqua avec force ses priviléges, et Guillaume se vit obligé de rendre la liberté aux lords prisonniers. Les chambres poursuivirent leurs investigations; il fut prouvé que quelques membres des communes s'étaient vendus à la cour. Ils furent expulsés, et on proposa une loi par laquelle l'exercice de tout emploi conféré par le gouvernement était interdit aux membres des chambres.

Guillaume se voyait contrarié dans tout ce qu'il voulait faire par un parlement aussi jaloux de ses priviléges que lui-même l'était de la puissance; il en était profondément attristé, lorsqu'un chagrin domestique, la mort de la reine Marie, qui arriva le 28 décembre 1694, vint compliquer ses embarras et augmenter sa tristesse. Pendant le temps où cette princesse, douée d'une âme élevée et d'un esprit éclairé, avait gouverné seule l'Angleterre, elle avait su se rendre chère à ses sujets en agissant avec sagesse et fermeté, mais aussi avec une douceur inconnue à son époux, dont sa mort ébranla un instant le trône. C'était à cause de Marie que la nation avait élu Guillaume, qui cependant était petit-fils de Charles Ier par sa mère.

Jacques espéra que les Anglais le préféreraient à un prince qu'ils n'aimaient pas. Louis XIV promit une escadre et des troupes pour une nouvelle descente; des armées jacobites furent secrètement levées en Angleterre, et enfin quelques hommes formèrent le dessein d'assassiner le roi Guillaume. Le complot fut révélé par trois des conspirateurs, et le parlement se rapprocha du roi, sentant bien qu'entre celui-ci et son beau-père, il ne s'agissait pas seulement d'un choix de personnes, mais bien aussi de principes radicaux. Jacques, c'était le pouvoir héréditaire et absolu, le catholicisme, odieux à la nation, et malgré toutes ses promesses, l'inévitable retour des abus dont l'Angleterre poursuivait le redressement; Guillaume, c'était l'élu du peuple, le représentant de la cause protestante, l'homme qui, malgré quelques fautes, était l'ami sincère de la liberté; le seul enfin avec lequel on pût espérer le progrès constitutionnel sans de trop vives commotions.

Cependant le prince d'Orange était reconnu roi d'Angleterre par toutes les puissances européennes, moins la France. La Suède s'interposa amicalement, et la paix fut signée à Ryswick, le 20 septembre 1697. Le traité stipulait : 1° que la France reconnaissait le roi Guillaume III sans restriction ni réserve; 2° que la liberté de commerce entre les deux nations était rétablie; 3° que des commissaires se réuniraient à Londres pour régler les prétentions des deux couronnes sur diverses parties de territoire situées en Amérique; 4° que Guillaume payerait à Marie d'Este, femme de Jacques, une pension de 50,000 livres sterling (1,200,000 francs).

Lorsque Guillaume revint en Angleterre, après la paix de Ryswick, il fut accueilli par les acclamations de joie de la nation, heureuse d'être débarrassée d'une guerre qui la ruinait. Le parlement ne se laissant pas

éblouir, comme le peuple, par une paix qu'il avait également désirée, attaqua le ministère, refusa de voter le maintien d'une armée permanente, régla la liste civile, et fut enfin dissous par Guillaume irrité, qui espéra qu'un nouveau parlement se montrerait plus traitable. Il n'en fut rien : la nouvelle assemblée exigea le renvoi des troupes étrangères, blâma les dons que le roi avait faits à plusieurs favoris, et Guillaume prorogea ce parlement qu'il n'osait dissoudre.

Pendant tous ces débats, le roi Jacques mourait à Saint-Germain, et Louis XIV, qui reprenait une attitude hostile par suite des affaires de la succession d'Espagne, reconnut pour héritier du monarque exilé et traita comme roi d'Angleterre le prince de Galles, que les jacobites appelèrent Jacques III, tandis que le reste de l'Angleterre lui donnait simplement le nom de *Prétendant*.

A la nouvelle de la reconnaissance de Jacques III par Louis XIV, l'ambassadeur français reçut l'ordre de quitter l'Angleterre. La ville de Londres manifesta son horreur pour un prince qui faisait appuyer ses prétentions par le bourreau des protestants ; car c'est ainsi qu'elle considérait Louis XIV depuis la révocation de l'édit de Nantes ; enfin Jacques III fut déclaré coupable de haute trahison.

On se préparait à la guerre que la succession à la couronne d'Espagne allait allumer, et à laquelle toute l'Europe devait prendre part, quand, au moment même où cette guerre était sur le point d'éclater, au moment où Guillaume semblait réconcilié avec la nation et avec le parlement, il mourut des suites d'une chute de cheval, à l'âge de cinquante-deux ans, dont il avait régné treize. L'Angleterre avait gagné beaucoup en liberté durant le cours de son règne ; mais on doit le reconnaître, elle dut ses glorieuses conquêtes à l'infatigable persévérance du parlement, et aux cir-

constances, bien plus qu'à la volonté de Guillaume.

Guillaume et Marie ne laissaient point d'enfants ; et comme on avait exclu la ligne catholique de la succession à la couronne, la seconde fille de Jacques II, Anne, épouse du prince de Danemark, succéda à Guillaume III. Cette princesse étant elle-même sans enfants, un acte de 1701 avait ainsi réglé l'ordre de la succession : Anne, princesse de Danemark, puis après elle l'électrice Sophie et ses descendants protestants. Cette princesse Sophie, fille de la reine de Bohême, électrice palatine, et petite-fille de Jacques Ier, avait épousé le duc électeur de Hanovre, prince protestant de la maison de Brunswick. La duchesse de Savoie, qui était petite-fille de Charles Ier, protesta vainement contre une loi qui la frustrait de ses droits au trône d'Angleterre ; elle fut repoussée comme catholique, aussi bien que ses héritiers. Selon l'ancien usage, le mari de la reine Anne ne fut que son premier sujet, et non associé à la royauté, comme l'avait été Guillaume III.

Tous les partis virent avec joie ce nouveau règne. Appelée au trône par une loi de succession promulguée en 1689, Anne semblait, par son avénement, consacrer encore les principes de la révolution. Les whigs furent donc pour elle. D'un autre côté, on la savait tendrement attachée à sa famille, et les jacobites espérèrent qu'elle désignerait le prince de Galles pour lui succéder. Enfin, les torys virent avec joie l'avénement d'une princesse qu'ils savaient secrètement dévouée à leurs principes.

Les premières paroles que la nouvelle reine adressa à son parlement furent une assurance de maintenir la religion et la succession protestante, aussi bien que toutes les lois établies. Elle ajouta à ses promesses ces paroles qui achevèrent de lui gagner les esprits : « Comme je me sens un cœur tout anglais, soyez sûrs

« qu'il n'y a rien de ce qui peut contribuer au bonheur « et à la gloire de l'Angleterre que vous ne deviez at- « tendre de moi, et que vous me trouverez toujours « religieuse observatrice de ma parole. »

L'avénement de la reine Anne fut le signal du triomphe des torys, parmi lesquels elle choisit ses ministres; et c'est ici le lieu de définir nettement le parti whig et et le parti tory, dont nous avons déjà parlé plusieurs fois, parce que ces dénominations remontent à quelques années, mais n'acquirent une véritable importance qu'à l'époque où nous sommes arrivés.

Avant tout, le *tory* voulait soutenir l'Église établie, dont il préférait les intérêts à ceux de la couronne, lorsqu'ils se trouvaient en opposition : en conséquence, il était toujours prêt à persécuter les non-conformistes. Il voulait aussi maintenir la constitution, et n'était aucunement partisan du pouvoir absolu. Ce n'était pas un jacobite; il acceptait la révolution, il l'aimait dans ce qu'elle avait d'accompli, mais sans vouloir pousser plus loin ses conséquences; en un mot, il était conservateur et ennemi juré de toute innovation, de tout changement.

Le whig, qu'on doit bien se garder de confondre avec le républicain, voulait le progrès de la constitution, qu'il soutenait au nom de la nation et de l'humanité. Les intérêts du peuple, ou, pour mieux dire, ceux de l'aristocratie et de la bourgeoisie passaient pour lui avant ceux de la royauté. Il aimait la liberté de la presse et la liberté d'examen, que détestait le tory. Il voulait améliorer et augmenter les conquêtes déjà faites, tandis que le tory s'en tenait strictement à leur conservation.

Comme nous l'avons dit précédemment, les affections de la reine étaient toutes pour les torys; mais le parti whig avait près d'elle un auxiliaire puissant dans la personne de Sarah Jennings, duchesse de Marlbo-

rough, qui gouvernait Anne depuis sa jeunesse, et dont les caprices furent souvent la raison de la conduite de la reine. Non contente de contribuer à la fortune de son mari, la favorite aspirait à tout diriger dans l'État, et comme Marlborough appartenait au parti whig, la reine, malgré ses sentiments personnels, fut entraînée, par sa faiblesse pour sa favorite, à une foule d'actes dictés par un esprit politique opposé au sien.

Guillaume avait laissé l'Angleterre engagée dans la guerre de la succession, et les whigs voulaient cette guerre, que les torys repoussaient de toutes leurs forces. La reine Anne désirait n'y prendre aucune part; mais Marlborough pouvait s'y couvrir de gloire, la toute-puissante duchesse la fit vouloir à sa royale amie, et le commandement de l'armée des Pays-Bas fut donné au mari de la favorite.

Cette guerre fut d'abord désastreuse pour la France et pour l'Espagne; Marlborough prit Venloo, Ruremonde, Liége et presque toute la Gueldre espagnole. L'amiral Rook s'empara des galions qui rapportaient l'or des Indes, et de dix vaisseaux de guerre; et ces désastres furent loin d'être compensés par quelques avantages que Vendôme et Villars remportèrent en Italie.

La guerre de la succession ne dura pas moins de onze années, pendant lesquelles chaque printemps voyait recommencer une campagne. Celle de 1704 fut fatale à la France, qui, à cette époque, était privée des hommes de guerre qu'elle eût pu opposer à Eugène et à Marlborough, les deux plus grands capitaines de ce temps. La bataille de Blenheim fut pour elle un véritable désastre. Les armes anglaises n'étaient pas moins heureuses sur d'autres points, et l'amiral Rook s'empara de Gibraltar, qu'on peut considérer comme la clef de la Méditerranée.

Cependant une grande question s'agitait au dedans de l'Angleterre. La réunion de l'Écosse n'était pas complète, et si les deux couronnes reposaient sur la tête du même souverain, les deux pays n'étaient pas soumis au même régime administratif. La lutte fut longue; mais elle se termina le 1er mai 1707 par un acte d'union portant : qu'à la mort de la reine Anne (elle n'avait pu conserver un seul enfant sur neuf dont elle avait été mère), les deux royaumes passeraient à sa sœur, la princesse Sophie, femme de l'électeur de Hanovre, et à ses héritiers directs et protestants; que tous les priviléges de commerce appartiendraient également à l'Angleterre et à l'Écosse, qu'il n'y aurait qu'un grand sceau et une même monnaie pour les deux pays; que les poids et mesures seraient les mêmes; que l'Église épiscopale et l'Église presbytérienne seraient établies pour toujours dans les deux royaumes; que le royaume-uni serait représenté par un seul parlement appelé parlement de la Grande-Bretagne; que le nombre des membres écossais de ce parlement serait de seize pour la chambre des lords, et de quarante-cinq pour celle des communes; que les deux pays seraient assujettis aux mêmes droits pour l'importation et l'exportation; enfin, que les impôts seraient répartis à raison d'un quarantième environ pour l'Écosse. Aux termes de l'acte d'union qu'ils maudirent, les Écossais conservaient le culte presbytérien, leurs anciennes formes judiciaires et leurs antiques lois; mais au lieu de leur parlement indépendant, ils durent envoyer au parlement d'Angleterre quarante-cinq membres pour la chambre des communes et seize membres pour la chambre des lords.

Pendant qu'on s'occupait de ce traité, la guerre continuait toujours. Les armes françaises étaient également malheureuses en Flandre et en Piémont; et l'Angleterre osa envoyer à Toulon une flotte qui essaya

de s'emparer de cette ville, comme l'amiral Rook s'était emparé de Gibraltar.

Vainement Louis XIV sollicita la paix ; la duchesse de Marlborough était toujours favorite, et la guerre faisait la grandeur de son époux. A défaut de la paix, le roi de France voulant faire une diversion résolut d'envoyer en Écosse le fils de Jacques II, avec une armée ; mais la flotte du prétendant, qui se faisait désormais appeler le chevalier de Saint-Georges, ayant rencontré une résistance à laquelle elle ne s'était pas attendue, fut obligée de rentrer à Dunkerque, et la France ne retira aucun profit de cette expédition.

La campagne recommença plus meurtrière que jamais ; Oudenarde et Lille furent prises aux Français, Minorque et la Sardaigne aux Espagnols ; Louis XIV demanda encore la paix, mais les conditions qu'on lui proposa furent humiliantes, il les rejeta. Quand la guerre recommença, la France obtint enfin quelques avantages qui replacèrent et affermirent la couronne d'Espagne sur la tête de Philippe V.

De misérables intrigues allaient changer la face de l'Angleterre et de toute l'Europe. La duchesse de Marlborough devenait à charge à la reine, qu'elle avait fatiguée de ses exigences ; mais il fallait une favorite à la faible souveraine, et son affection se porta sur lady Masham, sa dame d'atour. Un jour, à la toilette d'Anne, l'ancienne favorite renversa volontairement une jatte d'eau sur la robe de sa rivale ; elle avait déjà, à quelque temps de là, refusé à la reine une paire de gants que celle-ci désirait. Cette insolence la perdit, et sa disgrâce fut le signal de la chute des whigs, qu'elle seule soutenait au pouvoir.

La perte du crédit de Marlborough suivit de près la disgrâce de sa femme. On oublia ses victoires, on l'accusa d'avarice et d'ambition, vices que sa gloire avait fait longtemps oublier ; et ce ne fut pas seule-

ment la cour qui outragea le grand homme, mais bien aussi le parlement et le peuple qui, quelques années auparavant, faisaient une ovation de son retour après chaque campagne.

Comme on ne pouvait se passer de Marlborough tant que durerait la guerre, on résolut de conclure la paix : elle fut signée, à Utrecht, en 1713, et la bataille de Denain, gagnée par Villars, ne contribua pas peu à en amener la conclusion.

La nécessité de suivre le fil des misérables intrigues qui devaient amener cet immense résultat nous a fait négliger des événements importants qu'il nous faut reprendre maintenant. Du temps même où les whigs étaient au pouvoir, où les avait appelés le crédit de lady Marlborough, le peuple penchait pour les torys.

La question religieuse s'agitait toujours, et c'était elle, surtout, qui divisait les deux partis.

Un certain docteur Sacheverel prêcha et fit imprimer deux sermons dans lesquels, déclamant contre la tolérance religieuse, il proclamait la religion en péril. Le parlement lui intenta un procès qui finit par sa condamnation. Le peuple manifesta son mécontentement de ce verdict par des cris et des émeutes. Les questions les plus graves furent soulevées dans les deux chambres, et le parti whig, qui semblait triompher par la condamnation du docteur, perdit en ce jour toute sa popularité, qui passa aux torys, défenseurs de Sacheverel.

Cependant la reine haïssait son héritier présomptif, l'électeur de Hanovre. On dit qu'elle songea un moment à désigner pour son successeur son frère, le prince de Galles, contre lequel, pourtant, sa sûreté personnelle l'avait forcée de faire une proclamation. Quoi qu'il en soit, et peut-être par suite des chagrins que lui donnaient les intrigues qui s'agitaient autour d'elle, Anne fut atteinte d'une maladie à laquelle elle

succomba le 1er août 1714, dans la cinquantième année de son âge et la treizième de son règne. Cette princesse est appelée *la bonne reine Anne* par le peuple anglais, qui conserve encore aujourd'hui une grande vénération pour sa mémoire. L'historien, plus sévère que le peuple, doit dire que sa bonté ne fut que de la faiblesse, que cette princesse fut sous tous les rapports médiocrement douée de la nature, et il peut, sans injustice, lui refuser les talents nécessaires pour gouverner. Anne fut constamment maîtrisée par ses favorites, et le plus grand éclat de son règne fut dû à Marlborough, qu'elle disgracia avec autant d'injustice que de légèreté, sacrifiant un grand homme à un misérable ressentiment.

CHAPITRE II.

Avénement de la famille de Hanovre. — Georges Ier. — Lutte des whigs et des torys. — Tentatives des jacobites. — Compagnie de la mer du Sud. — Mort de Georges Ier. — Georges II. — Walpole. — Émeute à Édimbourg. — Guerre avec l'Espagne. — Le commodore Anson. — Désastres maritimes. — Chute de Walpole. — Guerre européenne. — Bataille de Dettingen. — Guerre avec la France. — Succès de Charles-Édouard. — Bataille de Culloden-Field. — Traité d'Aix-la-Chapelle. — Guerres dans les deux Indes. — Mort de Georges II. — Georges III. — Pitt, lord Chatam. — Traité de Paris. — Guerre d'Amérique. — Wilkes. — L'Amérique décline l'autorité de l'Angleterre. — Washington. — Les États-Unis se constituent en république fédérative. — La Fayette. — La France reconnaît la république des États-Unis, et lui envoie des secours. — L'Angleterre reconnaît l'indépendance des États-Unis. — Aliénation mentale de Georges III. — William Pitt.

De 1714 *à* 1789.

La mort de la reine, qui arriva plus tôt qu'on ne s'y était attendu, ruina les espérances des jacobites.

Malgré les sympathies d'Anne pour le parti tory, la force des choses avait ramené les whigs au pouvoir, et ceux-ci firent immédiatement proclamer roi Georges Ier, électeur de Hanovre. Ce prince avait alors cinquante-quatre ans, et il jouissait d'une brillante réputation politique et militaire.

Peu de temps après l'avénement du nouveau roi, les torys, qui d'abord l'avaient vu avec plaisir, tant parce qu'ils espéraient une part du pouvoir que parce qu'il les préservait du danger de voir tomber la couronne dans des mains catholiques, les torys, disons-nous, devinrent ennemis de Georges en le voyant choisir exclusivement ses ministres parmi les whigs.

De violents symptômes de mécontentement éclatèrent sur plusieurs points. Les jacobites en profitèrent; le Prétendant put débarquer en Écosse avec quelque espérance de succès, et il fut proclamé roi à Castletown, sous le nom de Jacques III, l'an 1716.

Selon la coutume, le parlement avait été dissous à la mort de la reine, et l'un des premiers actes de Georges avait été la convocation d'une nouvelle assemblée. Les whigs s'y trouvèrent en majorité, et fiers de leur triomphe, ils résolurent d'écraser complétement les torys. Marlborough était revenu aux affaires, et l'ancien ministère dut rendre compte du traité d'Utrecht, qui, on se le rappelle, avait été conclu surtout pour ruiner son crédit. On mit donc en accusation les lords Bolingbroke, Ormond et Oxford. Les deux premiers, cherchant leur salut dans la fuite, se réfugièrent sur le continent, Oxford resta prisonnier à la Tour. Pendant deux ans il demanda instamment qu'on instruisît son procès, et lorsqu'au bout de ce temps l'instruction eut lieu, il se vit acquitté des lourdes charges qui pesaient sur lui, tandis qu'Ormond et Bolingbroke furent condamnés à mort par contumace.

Le peuple aimait et regrettait la reine Anne, et

il avait une vive sympathie pour les torys, qu'il considérait comme les défenseurs de la religion anglicane, que personne ne songeait à attaquer. L'accusation des anciens ministres donna lieu à quelques émeutes qui furent bientôt réprimées.

Georges et les whigs s'effrayèrent des manifestations du peuple, et la chambre vota un bill portant que, si douze personnes réunies refusaient de se séparer lorsqu'elles en seraient légalement requises, elles seraient déclarées coupables de félonie. La loi de l'*habeas corpus* fut suspendue. Comme le nom du prétendant avait été prononcé au milieu de tous ces troubles, comme il avait tenté de ressaisir la couronne, on promit 100,000 livres sterling (environ 2,550,000 francs) à celui qui le livrerait mort ou vif. De nouvelles troupes furent levées, et une loi accorda au tenancier (fermier) resté fidèle au roi Georges les terres de son seigneur, si celui-ci se soulevait contre le gouvernement.

Des tentatives n'en eurent pas moins lieu en Écosse en faveur du prétendant; mais les jacobites assiégés dans la ville de Preston, dont ils s'étaient emparés, furent obligés de se rendre à discrétion. D'autres partisans des Stuarts se levèrent sur différents points du royaume : le prince débarqua lui-même à la tête de quelques troupes, mais il fut bientôt obligé de quitter l'Angleterre, et son départ mit fin à la rébellion.

Cependant on poursuivit les hommes qui avaient assisté le prétendant. Un membre de la chambre des communes fut exclu pour avoir rempli les fonctions de général dans l'armée jacobite. Les comtes de Derventwater, de Nithsdale, de Carnwath et de Wintoun furent mis en accusation, aussi bien que les lords Widdrington, Kenmuir et Nairn. Vainement on sollicita leur grâce; le comte de Nithsdale échappa seul, grâce au dévouement de sa femme, qui, chan-

geant d'habits avec lui, resta prisonnière à sa place : exemple touchant qui, à un siècle de distance, devait être reproduit en France par madame Lavalette.

Toutes ces exécutions que l'on jugea nécessaires à la consolidation du pouvoir augmentèrent la haine du peuple pour le roi et pour les whigs. Le ministère n'osant tenter la chance de nouvelles élections, on promulgua une loi par laquelle les parlements eurent une durée de sept ans au lieu de trois, quoique le droit de dissolution restât toujours dans la main du roi.

Sur ces entrefaites, Louis XIV mourut, et cet événement vint ôter au prétendant les espérances qu'il pouvait encore conserver du côté de la France. Le régent conclut une alliance offensive et défensive avec l'Angleterre, et comme une des clauses de ce traité stipulait que la France ne donnerait asile à aucun ennemi du roi d'Angleterre, le chevalier de Saint-Georges fut obligé de se réfugier en Italie.

Le système de Law, qui, en France, ruina un grand nombre de familles, communiqua la fièvre de l'agiotage à l'Europe entière. Une des nombreuses compagnies qui s'étaient emparées du commerce à l'aide des monopoles, la Compagnie de la mer du Sud, offrit au gouvernement anglais, moyennant un privilége, d'acquitter la dette nationale, qui se montait à plus de 23,000,000 sterling (600,000,000 de francs environ), et bientôt les actions de la Compagnie montèrent de 130 livres à 400, puis à 1,000. La fureur de l'agiotage fut aussi violente qu'elle l'avait été en France; et, comme toutes les belles espérances données en appât n'avaient aucun fondement réel, elles amenèrent la ruine totale de ceux qui les avaient conçues. Tout à coup l'erreur se dissipant, les actions tombèrent à 150 livres, et même plus bas. Les banqueroutes se multiplièrent, les payements de la banque d'Angleterre elle-même se firent

avec difficulté. La fermentation devint générale, et pour y mettre un terme, on poursuivit et on punit les plus coupables d'entre les agioteurs : on confisqua les biens de la Compagnie du Sud, et on les répartit, à titre d'indemnité, entre ceux qu'avait ruinés leur confiance dans cette société.

Au milieu de tous ces embarras, les torys continuaient leurs sourdes intrigues dans lesquelles ils étaient soutenus par les membres du clergé, dont le plus grand grief contre le nouveau roi était l'établissement de la tolérance religieuse. Atterbury, évêque de Rochester, l'un des plus fougueux partisans de l'Église anglicane, fut banni, et cette sévère punition fut peut-être nécessitée par le trouble qu'apportaient dans l'État les réclamations sans cesse renaissantes d'un parti ennemi de la liberté.

Georges préférait de beaucoup son électorat de Hanovre au royaume d'Angleterre, et les exigences du régime constitutionnel qu'il se voyait forcé de subir lui paraissaient de dures lois. Il ne fut pas aimé des Anglais qu'il n'aima pas, et à l'ombre des défiances réciproques des sujets et du souverain, la nation vit établir sa liberté constitutionnelle sur de solides fondements. Georges Ier n'avait jamais pu ou n'avait pas voulu apprendre la langue anglaise : le français, qu'il parlait bien, était généralement usité à la cour, et comme son premier ministre, Robert Walpole, ignorait cette dernière langue aussi bien que l'allemand, le monarque en était réduit à employer le latin dans ses communications avec le chef du cabinet.

Georges Ier mourut à Osnabruck, le 11 juin 1727, dans la soixante-huitième année de son âge et la treizième de son règne. De Sophie Dorothée de Zell, qu'il avait épousée, il laissait deux enfants : Georges-Auguste, qui lui succéda sur le trône d'Angleterre et dans son électorat de Hanovre, et une fille mariée à

Frédéric-Guillaume, roi de Prusse. Pendant les dernières années de sa vie, ce prince agrandit son électorat de Hanovre des duchés de Brême et de Werden, qu'il enleva au roi de Suède Charles XII. Georges fut un habile politique; mais on doit lui reprocher d'avoir employé la corruption pour s'assurer la majorité parlementaire. La gloire maritime de l'Angleterre s'accrut sous son règne d'une foule d'avantages remportés dans des combats partiels dont aucun n'offre assez d'intérêt pour que nous ayons dû en faire mention; mais ce que nous n'oublierons pas de remarquer, c'est que Georges Ier fonda le magnifique hôpital des Invalides de la marine à Greenwich, dont les Invalides de Paris lui donnèrent probablement l'idée.

Le fils de Georges Ier était en Angleterre lorsque son père mourut, et il fut aussitôt proclamé roi sous le nom de Georges II. Ce prince était alors âgé de quarante-quatre ans. Sa jeunesse s'était passée, comme celle de son père, dans l'électorat de Hanovre, et comme celui-ci, il était fort peu Anglais de cœur. Il savait bien la langue anglaise; mais, comme il connaissait à peine l'état du pays qu'il était appelé à gouverner, il fut obligé de s'en rapporter entièrement à ses ministres pour les affaires intérieures. Ce fait amena la responsabilité des ministres qui, chargés de tout, durent répondre de tous les actes du gouvernement, tandis que la personne du roi restait inviolable et sacrée. Ce sont donc plutôt les ministères que les règnes qui doivent désormais compter dans l'histoire d'Angleterre, et c'est contre les ministres et non contre le roi que s'exerce l'opposition.

Robert Walpole avait été longtemps premier ministre sous Georges Ier; il avait rendu des services éminents; c'était à lui qu'on devait le rétablissement du crédit public fortement ébranlé; il était, d'ailleurs, tout dévoué à la maison de Hanovre, et Georges II

crut ne pouvoir mieux faire que de le conserver à la tête des affaires. Cependant on adressait de nombreux reproches à Walpole, et le plus grave de tous était, sans aucun doute, l'emploi de la corruption comme moyen de gouvernement. Ainsi il avait coutume d'acheter les membres du parlement, et il se vantait d'avoir la majorité dans sa bourse, et le tarif des consciences dans son portefeuille. La corruption descendit des rangs élevés aux basses classes, et l'immoralité marcha tête levée par toute l'Angleterre.

Cependant l'or de Walpole ne put empêcher la manifestation d'une forte opposition dans le parlement après l'avénement du nouveau roi. Le prince de Galles était à la tête de cette opposition qui voulait la chute du ministre, qu'elle poursuivait par toutes sortes de moyens. Ayant obtenu un premier avantage par le rejet d'un impôt, elle continua, et demanda le rappel du bill qui établissait la septennalité du parlement. Cette tentative échoua, et Walpole se vengea en faisant disgracier le prince de Galles. L'opposition n'en continua pas moins ses attaques, et elle obtint plusieurs bills qui furent des victoires contre le ministère, en raison de l'hostilité permanente qui existait entre lui et le parlement. Parmi ces bills, on doit citer celui qui abolit l'impôt sur le sel; celui qui prolongea le privilége de la Compagnie des Indes; enfin, celui qui interdit aux membres du parlement l'acceptation d'une pension du gouvernement, à quelque titre que ce fût.

Cependant les abus continuaient malgré toutes les tentatives de réforme; la corruption était profondément entrée dans la nation, et Walpole continuait de régner par elle. Un dernier refuge restait aux mécontents, et le théâtre présentait au public d'amères satires toujours vivement applaudies. Walpole résolut d'ôter cette arme à l'opposition, et un bill, qui diminua le nombre des salles de spectacle, établit que les

pièces de théâtre seraient soumises à la censure du lord chambellan.

En 1736, le prince de Galles épousa la princesse de Saxe-Gotha. En 1737, la reine mourut, et la même année la guerre éclata entre l'Angleterre et l'Espagne, à laquelle l'amiral Vernon prit la ville de Portobello sur l'isthme de Darien. La guerre européenne menaçait de toutes parts, et Walpole sentait que la paix lui était indispensable : il crut l'avoir obtenue par le traité de Vienne, signé en 1739; mais cette paix n'était qu'apparente, et la mauvaise foi de l'Espagne ne tarda pas à rallumer la guerre, comme nous aurons occasion de le dire plus tard. Au milieu de tous ces embarras, le roi songea à visiter le Hanovre.

L'opposition continua ses attaques contre le ministère, et des troubles intérieurs et extérieurs vinrent encore compliquer la situation de Walpole. L'ignoble banqueroute d'une compagnie fondée sous le nom de *Corporation charitable* compromit un grand nombre de personnes de distinction, et cette circonstance donna une preuve de plus de l'horrible corruption dans laquelle l'Angleterre était tombée. Trois membres des communes furent compromis dans cette affaire et expulsés de la chambre, qui rejeta également de son sein trois autres membres, convaincus de vol dans la vente de biens confisqués, et de faux en écriture. Une émeute éclatait dans le même temps à Édimbourg, où la populace pendait, sans autre forme de procès, Jean Porteous, commandant de la garde municipale, qui, au supplice d'un contrebandier, avait fait tirer sur le peuple. On fit punir quelques révoltés, et tout rentra dans l'ordre.

Lorsque tout parut tranquille au dedans, les communes portèrent leur attention sur les affaires extérieures. Il existait, depuis longtemps, une guerre sourde entre l'Espagne et la Grande-Bretagne, et les colonies

des deux pays avaient beaucoup souffert de cette guerre. L'Espagne ne cessait d'inquiéter le commerce de la Grande-Bretagne en Amérique. Les négociants se plaignaient en vain ; Walpole, qui craignait la guerre, fermait l'oreille à leurs plaintes, et souvent il feignait de vouloir négocier. Mais le parlement et le peuple l'emportèrent, et, malgré le désir du ministre, la guerre avec l'Espagne fut déclarée le 23 octobre 1739.

On arma deux escadres qui furent confiées au commodore Anson et à l'amiral Vernon, qui durent se réunir dans la mer du Sud pour s'emparer de l'isthme de Darien. Un ouragan sépara les vaisseaux du commodore, qui, parvenu à grand'peine à en rallier deux avec une pinque chargée de provisions, s'empara de quelques vaisseaux espagnols, dont il se reforma une sorte d'escadre. Incapable de faire la guerre avec si peu de forces, Anson songea à faire le tour du globe. Bientôt le scorbut et de nouvelles avaries le réduisirent à un seul vaisseau, avec lequel le courageux marin continua son entreprise, qu'il effectua en moins de quatre ans.

Une nouvelle flotte fut envoyée à la Jamaïque pour rejoindre l'amiral Vernon, qui, ayant opéré sa jonction avec elle, se trouva à la tête de l'armée navale la plus formidable qui eût encore paru dans ces mers. Quinze mille hommes de mer et douze mille soldats auraient dû faire repentir l'Espagne de la guerre qu'elle avait entreprise ; mais les mesures furent mal prises, la discorde éclata entre les chefs de l'expédition, et l'entreprise échoua.

Ce désastre porta au comble l'irritation contre le premier ministre, auquel on l'attribuait en partie. Le prince de Galles se porta ostensiblement son adversaire, et les élections qui eurent lieu ayant envoyé une chambre des communes plus hostile encore, Walpole fut obligé de se retirer en emportant avec lui

le titre de comte d'Oxford, que le roi lui conféra comme pour marquer d'une manière éclatante que le ministre chargé des malédictions de la nation n'avait pas encouru sa disgrâce.

Le nouveau ministère était whig, comme celui qu'avait présidé Walpole. Il eut d'abord la faveur de la nation, mais cette faveur ne se soutint pas. Walpole eut l'adresse de semer la discorde parmi les membres du cabinet, et la haine que le peuple leur porta diminua celle qu'il avait pour l'ancien ministre.

Pendant que l'Angleterre était ainsi en proie à des discordes intérieures, la mort de l'empereur d'Allemagne allumait une guerre à laquelle la Grande-Bretagne prit part comme la plupart des autres grands États de l'Europe. Charles VI était mort à Vienne en 1740, et il laissait, pour lui succéder dans ses États héréditaires, sa fille aînée, l'archiduchesse Marie-Thérèse, à laquelle la pragmatique sanction, garantie par toutes les puissances de l'Europe, assurait la tranquille jouissance de l'héritage paternel.

La guerre n'éclata pas moins à l'occasion de cette succession, et les premiers triomphes du roi de Prusse effrayèrent Georges II, qui, comme son père, préférait de beaucoup son électorat de Hanovre au royaume d'Angleterre. L'argent de la Grande-Bretagne fut encore une fois prodigué pour défendre les États héréditaires du monarque qui la gouvernait. En embrassant la cause de Marie-Thérèse, l'Angleterre s'attira l'animadversion de la France, et la lutte entre les deux vieilles rivales recommença avec fureur. D'abord, la guerre fut heureuse pour les Anglais, qui, en 1743, gagnèrent la bataille de Dettingen.

Cependant la France possédait un puissant moyen d'inquiéter l'Angleterre; elle ne manqua pas de l'employer. Le prince Charles-Édouard, fils du chevalier de Saint-Georges, fut secrètement rappelé de Rome,

où on l'avait forcé de se retirer lorsque sa présence avait été jugée nuisible aux intérêts de la France. On lui donna une flotte avec laquelle il dut envahir l'Angleterre, et cette expédition fut commandée par le comte de Saxe.

A cette nouvelle, les débats parlementaires furent interrompus ; l'horreur de l'invasion étrangère rapprocha les partis. La population entière se serra autour d'un souverain que protégeait la vieille haine contre les Stuarts. On se prépara à une vigoureuse défense : les tempêtes la rendirent inutile en repoussant la flotte française, qui fut presque totalement détruite au moment où elle entrait dans le canal.

La guerre entre la France et l'Angleterre fut des plus acharnées, et les deux nations ennemies se combattirent avec fureur sur mer et sur terre. L'Amérique, où toutes deux avaient des possessions, fut souvent le théâtre et la victime de la lutte. L'Angleterre parvint à s'y emparer de l'importante place de Louisbourg, dont la perte sembla être pour la France le signal d'une longue suite de désastres maritimes.

Les armes de l'Angleterre n'étaient pas aussi heureuses sur terre que sur mer, et en même temps que la France se couvrait de gloire à l'immortelle journée de Fontenoy, elle remportait, dans les Pays-Bas, de nombreux avantages, qui furent interrompus par une grave maladie de Louis XV.

Le prince Charles-Édouard exécuta l'audacieux dessein de descendre en Écosse (1741), où les Stuarts avaient toujours des partisans. Il se fut bientôt fait une armée de montagnards, à la tête desquels il entra dans la ville de Perth, dont il s'empara le 15 septembre et où il fut solennellement proclamé régent d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande, pour le roi son père, qui portait dans l'exil le nom de Jacques III. Poursuivant ses avantages, Charles-Édouard s'empara d'Édimbourg

le 19 du même mois, et le 2 octobre, il défit complétement l'armée royale à Preston-Pans, puis marchant vers l'Angleterre, il s'empara de Carlisle le 26 novembre, et de là il pénétra jusqu'aux villes de Manchester et de Derby, dont il se rendit également maître.

George II était sur le continent lorsque Charles-Édouard tenta son audacieuse entreprise. Les lords de la régence le supplièrent de revenir; mais son retour n'empêcha pas le prince de remporter les avantages que nous venons de signaler, et un moment, on craignit pour Londres. Mais le prétendant sentait que le peuple anglais n'avait aucune affection pour les Stuarts, et comme il ne recevait pas les secours que le roi de France lui avait promis, n'osant tenter une bataille, il résolut de rétrograder vers l'Écosse.

L'armée royale poursuivit vivement Charles-Édouard, et lui reprit plusieurs villes dont il s'était emparé. Une bataille décisive eut lieu à Culloden-Field, le 27 avril 1746, et l'armée du prétendant y fut complétement mise en déroute. Blessé lui-même, il n'échappa qu'à grand'peine à l'ennemi qui, depuis le commencement de la guerre civile, avait mis sa tête à prix. Charles-Édouard erra pendant quatre mois d'asile en asile, et l'on doit dire, à la gloire de l'humanité, que, reconnu bien des fois par des malheureux que la trahison eût enrichis à toujours, il ne se trouva pas un seul homme pour le livrer à ses ennemis. Il fut enfin recueilli par un corsaire français, qui le débarqua sur les côtes de la province de Bretagne.

Après la défaite de Charles-Édouard, on fit le procès à ses partisans. Plus de soixante chefs montèrent sur l'échafaud, et une foule de révoltés subalternes furent déportés en Amérique. Ceux qui eurent le bonheur d'échapper trouvèrent un refuge en France et en Suède; mais ils étaient en bien petit nombre, et cette

terrible défaite fut la ruine définitive du parti des Stuarts. La mort de Charles-Édouard, dernier descendant mâle de la famille exilée, vint, à quelques années de là, assurer plus solidement encore la couronne à la famille de Brunswick.

Cependant la guerre continentale durait sans grands avantages pour personne, et, comme si ce n'eût pas été assez, la France avait porté ses armes dans les Indes. Elle y était victorieuse comme elle l'était sur terre en Europe, et Madras venait de tomber entre ses mains, quand le traité d'Aix-la-Chapelle, qui fut signé le 30 avril 1748, sembla ramener la paix. Mais ce traité, mal conçu, ne devait avoir d'autre effet que d'allumer de nouvelles guerres. L'opposition parlementaire, muette tant qu'avait duré la guerre civile, se réveilla aux premières apparences de paix extérieure, et ses attaques portèrent sur le traité d'Aix-la-Chapelle, que les ministres eurent grand'peine à défendre. Sur ces entrefaites, le prince de Galles mourut, et comme la tendre jeunesse du nouveau prince de Galles et l'âge avancé du roi faisaient craindre une prochaine minorité, on se hâta de tout disposer en conséquence.

Le traité dura si peu, qu'il ne suspendit même pas les hostilités entre la France et l'Angleterre dans les deux Indes. La Louisiane et le Canada, que les Français possédaient dans le nouveau monde, avaient été liés par une chaîne de forts. Les Anglais prétendirent que la plupart de ces forts étaient construits sur un territoire neutre, et la guerre suivit leurs réclamations. Avant qu'elle eût été déclarée, l'Angleterre s'empara, au mépris du droit des gens, de plusieurs vaisseaux français. Alors, on prépara, dans les ports de la Normandie, une armée destinée à envahir l'Angleterre, dont une flotte armée partie du port de Brest dut soutenir les opérations, tandis qu'une autre flotte par-

tie de Toulon s'emparait de Minorque sous les yeux de l'amiral Byng, qui fut condamné à mort pour ne s'y être pas opposé.

On se battait aussi dans les Indes orientales. Les Français y perdirent leur puissant établissement de Chandernagor; mais ils s'emparèrent de Wisagapatam, qui mit en leur pouvoir toute la côte de Coromandel, depuis Ganjam jusqu'à Mazulipatam.

En Europe le traité d'Aix-la-Chapelle devait amener de nouvelles hostilités. Elles ne tardèrent pas à éclater, et l'histoire conservera à jamais le souvenir de la terrible guerre de Sept ans, dont nous ne nous occuperons ici que dans ce qu'elle a de relatif à l'Angleterre. Les Français avaient attaqué le Hanovre, et George II y fit promptement passer des troupes sous le commandement du duc de Cumberland, dont toute l'habileté ne put empêcher la France de s'emparer du Hanovre, qui, par la capitulation de Closter-Seven, dut rester entre ses mains jusqu'à la paix.

La guerre des deux Indes continua longtemps avec des succès divers. En Amérique, les Français perdaient Québec, la Guadeloupe et quelques-unes des Antilles; tandis que, sous Lally, ils remportaient, dans les Indes orientales, quelques avantages. Les choses en étaient là lorsque George II mourut subitement, le 25 octobre 1760, à l'âge de soixante-sept ans. Il en avait régné trente-trois au milieu de difficultés sans nombre.

George III, son petit-fils, qui lui succéda, était âgé de vingt-deux ans; il avait été élevé avec le plus grand soin, et la nation espéra tout de son règne.

A la mort de George II, le ministère était sous la direction du premier Pitt, lord Chatam. Nous le désignerons sous ce dernier titre, qui ne lui fut conféré que plus tard, pour le distinguer de son fils, le fameux William Pitt, que nous verrons aussi au mi-

nistère. Lord Chatam est, sans contredit, un des plus beaux génies politiques et des plus grands patriotes dont s'honore l'Angleterre. Il appartenait au parti whig, et, sous son ministère, la guerre continua, quoique la Grande-Bretagne succombât presque sous les charges dont elle l'accablait. Les Anglais prirent à la France, Belle-Ile, en Europe, et Pondichéry, dans l'Inde. Louis XV fit des propositions de paix; mais, comme on sut qu'en même temps il concluait secrètement, avec l'Espagne, le fameux traité connu sous le nom de *Pacte de famille*, Pitt s'opposa à la paix, et fut obligé de se retirer du ministère, où il trouvait une puissante opposition parmi ses collègues. C'est alors qu'il fut créé lord Chatam. Son successeur suivit son système, et l'Angleterre soutint, contre l'Espagne et la France réunies, une guerre qui dura deux ans, et se termina par le traité de Paris (1763).

Ce traité, qui était tout à l'avantage de l'Angleterre, statuait la démolition de Dunkerque, la restitution de Minorque et de tout ce que la France avait conquis dans le Hanovre. Cette puissance perdit, en outre, l'Acadie, la Nouvelle-Écosse, le Canada, la Louisiane, l'île du cap Breton, celles du golfe et du fleuve Saint-Laurent, la Dominique et Tabago en Amérique, le Sénégal en Afrique, sans recevoir d'autres dédommagements que Belle-Ile, la Guadeloupe, Marie-Galante, la Désirade, quelques autres possessions en Amérique, et l'île de Gorée en Afrique. En Asie, les choses furent remises dans l'état où elles étaient avant la guerre, à condition que les Français n'y enverraient pas de troupes.

Ce traité, qui fut signé en 1763, porta au plus haut point la puissance commerciale de l'Angleterre, qui, cependant, gémissait sous le poids d'une dette de 148,000,000 sterling (près de quatre milliards). L'op-

position tory, à la tête de laquelle se trouvait déjà William Pitt, fils de lord Chatam, blâma le traité de Paris, qui était venu, disait-elle, arrêter le triomphe des armes anglaises, et le lord Bute, chef du ministère, se vit obligé de donner sa démission. Il fut remplacé par lord Granville, qui, gouvernant sous son inspiration, suivit fidèlement son système.

De nouveaux impôts furent créés pour alléger le fardeau de la dette. Ils mécontentèrent le peuple, et l'Angleterre fut inondée de pamphlets et de journaux de tout genre. Un membre de la chambre des communes, John Wilkes, qui rédigeait un journal remarquable par sa violence, fut mis à la Tour, d'où il sortit bientôt en vertu de son privilége de membre du parlement.

Les ministres succédaient aux ministres sans amener aucun changement dans le système de gouvernement. Une nouvelle chambre fut élue, et Wilkes y fut renvoyé par les électeurs. La majorité était opposée au ministère; cependant elle refusa d'admettre un homme condamné précédemment comme auteur d'un libelle séditieux. Les électeurs de Middlesex, convoqués trois fois de suite à l'effet de choisir un autre député, renvoyèrent trois fois Wilkes à la chambre. Le ministère fit enfin entrer au parlement le candidat qu'il opposait à Wilkes, quoique celui-ci eût réuni 1,184 suffrages contre 296 qu'avait obtenus son concurrent.

Mais désormais l'attention du monde entier était captivée par l'insurrection américaine dont nous allons nous occuper.

Depuis le règne d'Élisabeth, qui vit fonder en Amérique la première colonie anglaise, cette jeune terre avait été l'asile des victimes des persécutions politiques et religieuses. Les réfugiés y avaient fondé de nombreuses colonies organisées d'une manière

toute démocratique, quoiqu'elles reconnussent le patronage de la mère patrie.

En 1764, lord Granville, chef du ministère, voulant alléger les charges qui pesaient sur la Grande-Bretagne, résolut d'en faire supporter une partie aux colonies d'Amérique. En conséquence, il proposa un impôt, dit *du timbre*, qui souleva dans le parlement une vive opposition, à la tête de laquelle se trouvait le vieux lord Chatam, qui prévit et prédit ce qui devait suivre. Jusqu'alors les colonies se taxaient elles-mêmes. La nouvelle d'un impôt fixé par la métropole fit éclater des troubles sérieux dans la province de Massachussets. Espérant calmer les esprits, le ministère retira l'impôt du timbre, qu'il remplaça par une taxe sur le thé. Mais ce n'était pas la loi en elle-même que les Américains avaient repoussée, c'était un principe. Ils refusèrent de se soumettre à ce nouvel impôt, et, sentant la nécessité de s'organiser pour la résistance, ils convoquèrent un congrès à New-York. Les assemblées des provinces durent y envoyer chacune un député, et ce congrès, qui fut le commencement de la Fédération ou Union américaine, dans laquelle entrèrent d'abord treize États, se vit chargé de régler la conduite que l'Amérique tiendrait dans les circonstances difficiles où la plaçait la métropole.

La guerre suivit de près, et l'autorité de la Grande-Bretagne fut annulée dans toutes les provinces de l'Union. Des milices américaines furent organisées, et les colonies insurgées comptèrent trente mille hommes de troupes. On émit un papier-monnaie destiné à remplacer l'argent qui pouvait manquer dans cette guerre, et George Washington, député de la Virginie, qui s'était distingué dans les guerres entre la France et l'Angleterre, fut appelé par le congrès au commandement général des forces militaires.

Washington vit la responsabilité qu'il assumait

sur sa tête; il calcula tous les obstacles, il prévit toutes les difficultés. Confiant en son ardent patriotisme, il accepta. Il ne croyait pas qu'il lui fût permis de refuser ses services à son pays.

Boston était au pouvoir des Anglais. Washington les chassa de cette place importante (1775), et cet avantage fut le résultat de sa première campagne. Cependant les Américains ne s'étaient pas formellement séparés de l'Angleterre. Ils essayaient encore de traiter; Franklin et un descendant de Penn furent envoyés à Londres pour solliciter le redressement des griefs; mais les ministres refusèrent obstinément d'entrer en accommodement. Les Américains eurent bientôt pris leur parti, et, le 4 juillet 1776, le congrès proclama l'indépendance de l'Amérique du Nord, qui se constitua en république fédérative formée de treize colonies du nord. Ce nouvel État prit le nom de République des États-Unis.

L'Angleterre essaya de reconquérir par les armes les riches colonies que son absurde politique lui avait fait perdre. Une armée nombreuse et bien disciplinée semblait lui assurer le succès; mais le patriotisme et l'amour de la liberté firent des prodiges, et ces prodiges furent couronnés par la victoire.

Des Français vinrent au secours des insurgés, auxquels on fournit des munitions. La Fayette, avec plusieurs de ses compatriotes, offrit ses services à ceux qui combattaient pour la liberté. Nommé major général, le jeune Français refusant cet honneur, demanda à servir comme simple volontaire sous les ordres de Washington.

On combattait sur divers points, et maintes fois les Américains furent obligés de céder aux forces supérieures des Anglais. Cependant Burgoyne, l'un des généraux anglais, se vit forcé de mettre bas les armes devant les insurgés, et son armée, forte

de dix mille hommes, fut faite prisonnière en 1777.

La France avait accueilli avec enthousiasme l'aurore de la liberté américaine. La cour elle-même était pour les insurgés, elle entraîna le roi et les ministres, et, le 6 février 1778, un traité d'alliance fut conclu entre la France et les États-Unis. La nouvelle de ce traité rallia pour un moment les partis qui déchiraient l'Angleterre; tous s'accordèrent à demander la guerre avec la France. Le vieux lord Chatam mourant vint la solliciter lui-même, en rappelant toutefois qu'il avait repoussé les injustes mesures qui avaient amené la perte de l'Amérique.

Le traité des États-Unis avec la France amena la reconnaissance de l'Espagne, et l'Angleterre effrayée tenta de négocier avec les Américains, qui, désormais, ne voulaient plus accepter d'autres conditions que la reconnaissance pure et simple de leur indépendance.

En 1780, la France envoya en Amérique le comte de Rochambeau avec une escadre de dix vaisseaux et une armée de six mille hommes destinée à servir sous les ordres de Washington. Les dernières campagnes avaient été malheureuses pour les Américains. Ce secours leur rendit le courage; mais la trahison s'introduisit dans leurs rangs, et la défection d'un de leurs généraux, Arnold, changea momentanément les plans de Washington. Cependant un nouvel adversaire, la Hollande, se déclara contre l'Angleterre; les colonies du sud, restées jusque-là fidèles à la métropole, se réunirent aux États-Unis, et des avantages décisifs furent remportés par les armées alliées. Le général Cornwallis, commandant en chef de l'armée anglaise, obligé de mettre bas les armes, se rendit à discrétion (1781); et à partir de ce moment, la Grande-Bretagne dut renoncer à ses anciennes possessions d'Amérique.

La guerre de l'Indépendance, qui avait duré sept ans, fatiguait l'Angleterre. Elle demandait la paix à

grands cris. Obligé de se retirer, le ministère présidé par lord Granville fut remplacé par un nouveau cabinet composé du marquis de Rockingham, des lords John Cavendish et Shelburne, du duc de Richemont, du général Conway, de Fox, et de Burke, tous whigs, tous opposés à la guerre américaine, à laquelle mit fin un traité qui fut signé le 3 septembre 1783. Par ce traité, l'Angleterre reconnaissait l'indépendance des États-Unis, dont on fixait les limites; elle évacuait New-York, en conservant le droit de pêche sur les côtes de Terre-Neuve et dans le golfe Saint-Laurent; elle restituait à la France ses établissements et quelques nouveaux forts sur la rivière du Sénégal, en Afrique; et dans les Indes orientales, elle lui rendait ses anciens établissements de la côte d'Orissa, Pondichéry, Carical, Mahé, et le comptoir de Surate. En outre, elle renonçait à la démolition des fortifications de Dunkerque. La Hollande dut céder Negapatnam à l'Angleterre, et l'Espagne garda les deux Florides et l'île de Minorque.

Pour réparer les pertes qu'elle venait de faire en Amérique, la Grande-Bretagne tourna les yeux vers les vastes contrées confiées à la Compagnie des Indes. Une enquête découvrit une foule d'abus, et le gouverneur de la Compagnie, Waren Hastings, dut venir à Londres pour y rendre compte de son administration. Le procès, qui dura sept ans sous différents ministères, se termina par l'acquittement de l'accusé, sans amener le redressement d'aucuns griefs.

On était généralement mécontent de la conduite privée du prince de Galles, héritier présomptif de la couronne, et le parlement s'était même permis quelques remontrances à ce sujet, lorsque George III fut tout à coup frappé d'aliénation mentale. Une régence devenait nécessaire; les divers partis tâchaient de s'en emparer. William Pitt, fils de lord Chatam, chef du

parti tory, et premier ministre, espéra gouverner sous le nom du roi malade. Les whigs, à la tête desquels se montrait Charles Fox, soutinrent que la régence appartenait de droit au prince de Galles ; et ils allaient l'emporter, lorsque le roi recouvra la santé.

CHAPITRE III.

Irlande.

De 1688 *à* 1789.

Tyrconnel fut véritablement roi en Irlande pendant les premiers mois du règne de Guillaume III en Angleterre ; mais, comme nous l'avons dit, Jacques II étant revenu dans l'île, le prince d'Orange s'y rendit lui-même, suivi d'un corps de troupes considérable, et gagna sur son adversaire la bataille de la Boyne (1690), qui fut la perte de l'Irlande aussi bien que celle du roi déchu. Le catholicisme fut encore une fois vaincu sur ce sol d'où les plus furieux efforts ne pouvaient le déraciner. Quatre mille Irlandais catholiques furent déclarés traîtres et rebelles ; leurs biens furent confisqués ; et les catholiques, qui formaient alors les quatre cinquièmes de la population, ne possédèrent plus qu'environ un onzième du sol, qui ne fut pas disséminé entre eux, mais concentré entre cinq ou six familles d'origine anglaise.

Nous avons précédemment parlé du traité de Limerick, par lequel fut terminée la campagne de Guillaume III en Irlande. Ce traité ne vint pas après une défaite complète. Trois mille Français qui s'étaient enfermés à Limerick avec l'élite de la population irlan-

daise, tinrent bon contre Guillaume, qui, obligé de retourner en Angleterre, se trouva heureux de voir ses généraux accepter une capitulation dont les Irlandais dictèrent eux-mêmes les conditions.

Les articles de cette capitulation étaient au nombre de quarante-deux. Les principales stipulations portaient : que les catholiques d'Irlande jouiraient du libre exercice de leur religion ; que le roi et la reine aviseraient à assembler le plutôt possible un parlement irlandais chargé de régler définitivement leur position, et de les rétablir dans leurs propriétés, leurs titres et leurs priviléges ; que chaque Irlandais capitulé aurait le droit d'emporter avec soi les armes qu'il jugerait convenables ; enfin, que la garnison sortirait avec les honneurs de la guerre, et que les Irlandais qui voudraient quitter leur pays, seraient non-seulement libres de le faire, en emportant tous leurs effets, mais encore devraient être transportés aux frais du gouvernement, sur des navires de l'État, partout où il leur conviendrait d'aller, l'Angleterre seule exceptée.

Un grand nombre d'Irlandais abandonnèrent ainsi leur pays natal ; douze mille d'entre eux se rendirent en France, où ils prirent du service dans l'armée. Louis XIV en forma un corps, qui subsista longtemps sous le nom de *Brigade irlandaise*.

Voyons maintenant ce qui suivit la ratification de ce traité, et comment il fut observé.

A partir du traité de Limerick, l'histoire n'a plus de guerre à enregistrer pendant près d'un siècle. Une autre sorte de persécution prend place, la persécution légale, plus mortelle et plus corruptrice mille fois que la persécution à main armée. Des parlements anglais ou irlandais semblent se réunir dans une même pensée : tuer à la fois en Irlande toute richesse et toute moralité. Pour arriver au premier but, on détruit les manufactures d'étoffes de laine et les troupeaux de

moutons qui enrichissaient l'île ; on leur substitue des manufactures de toile et la culture du lin, difficile et coûteuse dans ce pays. Pour atteindre le second but, on fit une suite de lois dont nous citerons quelques-unes, en nous contentant de traduire fidèlement les textes, plus éloquents que ne pourraient l'être nos réflexions :

« Défense à tout catholique irlandais d'assigner au-« cun douaire à une femme catholique, d'assurer à « ses filles une partie de ses biens, de disposer par « testament de ses terres qui, à sa mort, doivent être « également partagées entre tous ses fils. — Si la femme « d'un catholique se déclare protestante, elle est, par « ce seul fait, séparée de droit de son mari, que la « loi oblige à lui payer une pension. Elle a en outre « l'éducation et la tutelle des enfants, au détriment « du père catholique. — Si le fils aîné d'un catholique « se fait protestant, il est, par ce seul fait, quel que « soit son âge, possesseur des propriétés territoriales « de son père, auquel il est tenu de payer une faible « rente pour tout dédommagement. — Si tout autre « enfant que l'aîné se fait protestant, il échappe à la « domination paternelle, et a droit à une rente sur le « domaine patrimonial. — Si un catholique achète, de « ses deniers, quelque propriété territoriale, tout pro-« testant a le droit de lui enlever cette propriété et « d'en jouir sans lui payer un seul schelling de dédom-« magement. — Si un catholique acquiert une terre, « par mariage, par don ou par testament, tout pro-« testant peut s'emparer de cette terre pour en jouir.— « Si un catholique prend une ferme ou une terre quel-« conque à bail, pour un terme plus long que trente et « une années, tout protestant peut s'emparer de cette « terre et se substituer au catholique dans la jouissance « de son bail. — Si un catholique, après avoir pris, « comme la loi le lui permet, une ferme pour trente

« et un ans, retire, par son industrie, un tiers en sus « de la rente qu'il doit payer pour cette ferme, tout « protestant a droit de l'évincer et de jouir pour le « reste du bail, du bénéfice de la ferme améliorée par « le travail du catholique. — Si un catholique possède « un cheval dont la valeur excède 5 livres (125 fr.), « tout protestant a le droit de le lui prendre moyen- « nant 5 livres, valût-il trente fois cette somme. — « Si un catholique, possédant un cheval valant plus de « 5 livres, cache ce cheval à un protestant, il est, pour « ce crime, passible d'un emprisonnement de trois « mois et d'une amende représentant trois fois la va- « leur réelle du cheval. — Si un catholique ouvre une « école, la loi le punit de bannissement, quoi qu'il « enseigne, et s'il enfreint son ban, la loi le condamne « à être pendu comme félon. — Si un catholique, en- « fant ou adulte, suit en Irlande une école tenue par « un catholique, ou reçoit en particulier une éduca- « tion catholique, fût-il tout à fait en bas âge, il en- « court la perte de tous ses biens présents et à venir. — « Si un enfant catholique est envoyé à l'étranger pour « y être élevé, il subit la même peine. — Tout Irlan- « dais, convaincu d'avoir contribué de ses deniers à « faire recevoir à un enfant une éducation catholique, « encourt également la confiscation de tous ses biens. « — L'Irlandais catholique est incapable d'obtenir au- « cun grade dans l'armée ou dans la marine, ou même « d'y servir comme simple soldat, à moins qu'il n'ab- « jure sa religion. — La loi le prive également de tout « emploi civil ou politique. — Un catholique n'a droit » à aucune protection légale pour sa vie ou sa liberté. « Il ne peut faire partie d'aucune corporation. — Il est « privé de tout droit d'élection. — Les pairs catholi- « ques n'ont pas droit de siéger et de voter dans la « chambre des lords. — Le protestant, qui épouse une « femme catholique, ou dont les enfants sont élevés

« dans la foi catholique, est déchu de tous ses droits, et « soumis à la loi qui régit les catholiques. — Enseigner « la religion catholique est un acte de félonie ; con- « vertir un protestant au catholicisme est un crime « capital, un acte de haute trahison. — Tout prêtre « catholique, du simple abbé à l'archevêque, peut « être déporté; s'il enfreint son ban, la loi le déclare « coupable de haute trahison et le condamne à être « pendu, puis écartelé. »

En voyant une telle loi, on a besoin, pour croire qu'elle ait pu être exécutée au XVIIIe siècle, de se rappeler qu'aujourd'hui encore il existe, à la honte de l'humanité, un *code noir*, sous lequel gémissent les colonies, et on s'écrie involontairement avec Burke : « Voilà une horrible perfection, un système complet, « plein de cohérence et de consistance; bien digéré et « bien disposé dans toutes ses parties. Voilà une ma- « chine parfaitement conçue pour amener l'oppression, « l'appauvrissement, la dégradation d'un peuple et l'a- « vilissement de la nature humaine elle-même. Jamais « rien d'aussi atrocement parfait n'est sorti de la main « des hommes ! »

Sous cette horrible loi, qui fut en vigueur quatre-vingt-six longues années, on vit pourtant la population protestante de l'Irlande décroître en même temps que s'accroissait sa population catholique, de telle sorte, que le rapport primitif, qui était de quatre catholiques pour un protestant, ne tarda pas à devenir de sept à un. Nous n'avons, du reste, pendant longtemps, aucun fait à enregistrer. La malheureuse Irlande, comprimée jusqu'à l'étouffement, ne donnait plus signe de vie, pas même par des convulsions momentanées. La persécution religieuse s'était adoucie; mais l'oppression sociale avait augmenté d'autant.

Elle était devenue véritablement insupportable, lorsque éclata, vers 1760, l'insurrection des *White-Boys*

(les enfants blancs) ou *niveleurs*. Nous avons déjà vu, en Angleterre, une insurrection de *niveleurs*. Ceux d'Irlande prirent le nom de *White-Boys*, de l'usage qu'ils avaient adopté de recouvrir leurs vêtements d'une souquenille blanche, soit pour se déguiser, soit comme signe de ralliement. Ils étaient poussés à la révolte par le taux exorbitant des fermages, et par les exactions du clergé protestant, auquel la population catholique était tenue de payer la dîme. Ils parcouraient le pays, réunis en bandes; se constituaient redresseurs de tous les torts; levaient des taxes pour soutenir leur cause; brûlaient les maisons de leurs ennemis, qu'ils volaient rarement, mais envers lesquels ils se livraient à des excès véritablement barbares.

Les *White-Boys* s'efforcèrent d'établir, par toute l'Irlande, une vaste confédération, fondée sur un certain nombre de besoins et de sentiments communs. Cette confédération a depuis servi de base à la plupart des autres associations de même nature, formées sous des noms divers, soit en Irlande, soit en Angleterre. Les White-Boys envoyaient leurs ordres par écrit, et force était de s'y soumettre sous peine de punition. Les peines qu'ils employaient étaient la mort, des châtiments corporels, le rapt des jeunes filles riches, et la destruction des propriétés, de quelque nature qu'elles fussent.

L'insurrection des White-Boys, qui avait éclaté d'abord dans le sud de l'Irlande, se répandit dans le nord où les révoltés prirent le nom de *Oak's-Boys* (enfants du chêne) et de *Steel-Boys* (enfants d'acier). La cause de ces insurrections diverses était l'extrême misère du peuple. Elles ne purent amener l'affranchissement de l'Irlande; cet affranchissement devait être politique aussi bien que religieux et social; l'Amérique, longtemps opprimée par l'Angleterre, devait donner l'impulsion à l'Irlande (1776).

Il y avait dans la situation des deux pays une analogie de position qui frappa tous les hommes politiques de l'Angleterre et de l'Irlande. Si les colonies d'Amérique étaient moins malheureuses que l'Irlande, elles le devaient à leur éloignement de la mère patrie. Il n'y eut pas une discussion sur l'Amérique dans laquelle on ne tournât les yeux vers l'Irlande, qui, par une grâce spéciale de la Providence, donnait au parlement la plupart de ses grands orateurs : Burke, Shéridan, etc. Lorsqu'en 1772 l'Amérique proclama son indépendance, l'Irlande voulut être libre aussi, et l'exemple que venait de lui donner le nouveau monde, lui montra qu'un peuple dépendant peut devenir libre. L'Angleterre, de son côté, apprenait à ses dépens combien il est périlleux de refuser la liberté à qui peut la prendre, et la réforme des lois pénales, relatives à l'Irlande, qui eut lieu en 1778, fut due sans doute à cet enseignement salutaire.

Par cette réforme, les catholiques purent être possesseurs de terres, avec bail de 999 ans. — Le droit qu'avait le fils d'un catholique d'être mis en possession des biens de son père, en se faisant protestant, fut aboli ; et les catholiques rentrèrent dans le droit commun en matière de succession.

Des améliorations matérielles vinrent se joindre à ces premières améliorations. L'Angleterre, menacée de tous côtés, fut obligée de retirer l'armée qu'elle entretenait en Irlande. Pour ne pas laisser l'île au premier occupant, elle autorisa la création d'une *milice volontaire*, qui s'arma, s'organisa, nomma ses chefs en dehors du gouvernement, qui se vit forcé de s'en remettre à l'Irlande du soin de sa conservation. Quarante mille hommes, la plupart catholiques, furent ainsi mis sur pied en un clin d'œil, sans qu'il en eût coûté un schelling à l'Angleterre, qui dut s'effrayer de la puissante vitalité de l'Irlande, qu'elle avait crue endormie sinon morte sans retour.

En 1782, le parlement irlandais se déclare indépendant du parlement anglais, et, sur la motion d'un grand orateur, Henri Grattan, adressa au roi cette énergique protestation : « Sire, vos sujets d'Irlande « sont un peuple libre : la couronne d'Irlande est une « couronne souveraine, inséparablement unie à la cou- « ronne d'Angleterre par un lien duquel dépendent le « bonheur et l'intérêt des deux peuples ; mais le « royaume d'Irlande est un royaume distinct, ayant « son parlement à lui et sa législature propre ; et nul « au monde n'est compétent pour faire des lois qui « obligent la nation irlandaise, sinon le roi, les lords « et les communes d'Irlande. »

Cette adresse, qu'appuyaient soixante mille hommes en armes, amena l'abolition des lois qui assuraient à l'Angleterre son droit de prédominance et de suprématie législative.

Dès que le parlement irlandais eut été déclaré libre (1782), il acheva de rapporter les lois oppressives contre les catholiques, que nous avons précédemment citées. Bientôt les *volontaires*, qui avaient provoqué les actes de ce parlement, déclarèrent que la nation ne devait pas s'en tenir là ; et il fut arrêté qu'on pourvoirait à une réforme parlementaire, à une révision de la loi électorale. On organisa donc une *Convention nationale*, assemblée irrégulière, mais populaire, qui se trouva en face d'un *parlement* légalement organisé, mais exécré, méprisé de toute la nation. La *Convention nationale* fait proposer au parlement la réforme électorale ; celui-ci la rejette. Le rejet de cette réforme, où les catholiques devaient être exclus du droit commun, ne causa presque aucune sensation dans le peuple.

Du reste, le parlement d'Irlande, qui se prétendait indépendant de la couronne d'Angleterre, était en réalité l'assemblée la plus corrompue dont on se puisse faire l'idée. Les votes s'achetaient, soit par des places,

soit par des pensions, et le vice-roi était avant tout une sorte de banquier trafiquant des consciences et formant des majorités à prix d'or. C'est à l'aide de semblables menées que nous verrons l'Irlande perdre une fois encore sa liberté légale, et on sait au juste le chiffre de ce que dépensa l'Angleterre en cette circonstance.

CHAPITRE IV.

Littérature. — Beaux-Arts.

De 1689 *à* 1789.

Après la chute des Stuarts, l'Angleterre jouit d'une paix relative dont elle profita, non-seulement pour améliorer sa constitution, mais aussi pour perfectionner sa langue et sa littérature. Dans le laps de cent années que nous allons parcourir, ce n'est plus le génie pur que nous rencontrerons, mais le talent, le goût porté au plus haut point où il lui fut donné d'atteindre dans la littérature anglaise. Au lieu de Chaucer, de Shakspeare, de Milton, nous aurons Pope, Addisson, Goldsmith.

Comme nous l'avons dit, l'époque de la restauration fut marquée dans la littérature par l'imitation des maîtres français. Ce mouvement classique devait se continuer jusqu'au jour où l'Angleterrre recevrait de l'Allemagne l'impulsion romantique, que l'Allemagne elle-même avait en grande partie puisée dans l'étude de Shakspeare.

On peut distinguer en deux périodes assez distinctes les cent années que nous venons de parcourir : la

première, embrassant les règnes de Guillaume et Marie, Anne, et George Ier, s'étend jusqu'à l'année 1730; la seconde, comprenant les règnes de George II et de George III, jusqu'à la révolution française.

Les quarante premières années, particulièrement le règne de la reine Anne, ont pendant longtemps été considérées comme l'ère la plus resplendissante, comme *l'âge d'or* de la littérature anglaise. Aujourd'hui, en rendant justice à la brillante série de poëtes et de prosateurs qui forment la couronne de ce temps, on reconnaît que les derniers y sont en général supérieurs aux premiers; mais que l'absence presque générale d'originalité, d'inspiration chez les uns comme chez les autres, est imparfaitement voilée plutôt que remplacée par une correction et une élégance incontestables. Ajoutons à la louange de ces auteurs qu'ils corrigèrent l'indécence et la grossièreté de la littérature de la restauration, dont ils retinrent l'imitation française, l'admiration pour nos chefs-d'œuvre.

La seconde partie de cette période, ses soixante dernières années, produisirent en Angleterre plus d'écrivains ou d'hommes de science qu'aucune autre époque d'égale étendue n'en présente dans l'histoire de l'Angleterre. Durant ce temps le goût des lettres se répand dans toutes les classes de la société anglaise, se vulgarise pour ainsi dire. Mais cette époque, on doit le dire, fut, plus encore que celle qui l'avait précédée, dépourvue de véritables chefs-d'œuvre, si ce n'est dans un seul genre, le roman.

Parmi les poëtes nous citerons Prior, l'un des derniers représentants de l'école de la restauration, dont on regrette qu'il ait conservé la licence. Prior, qui de son temps eut une prodigieuse popularité, a écrit toutes sortes de poésies, et tous les tons, du solennel au grotesque, lui sont également familiers.

Après Prior vient Pope. Élevé loin du monde, dans la forêt de Windsor, par une mère pleine de distinction, Pope, que la nature avait fait infirme et difforme, révéla avant l'âge de douze ans son talent poétique par l'*Ode à la Solitude*. A quatorze ans il composa le poëme du *Silence*, à seize quelques *pastorales*, et le commencement d'un poëme intitulé *La Forêt de Windsor*. A vingt et un ans, frappé de l'état de langueur où était tombée la poésie, il écrivit son *Essai sur la Critique*, œuvre pleine de goût, et qui suppose de telles études, qu'on est surpris de la voir sortir des mains d'un si jeune homme. Pope n'eût-il écrit que ce seul ouvrage, on pourrait le placer hardiment à la tête des critiques excellents, aussi bien que parmi les poëtes les plus remarquables. *La Boucle de cheveux enlevée* est un charmant badinage, qui n'est pas assez dénué de toute afféterie, pas assez parfait en son genre, pour mériter d'être placé, comme on le fait trop souvent, à côté du *Lutrin* de notre Boileau. Quelques *élégies* sentimentales ajoutèrent à la gloire du poëte, gloire à laquelle ses traductions de l'Iliade et de l'Odyssée, qui sont véritablement remarquables, vinrent mettre le sceau. On regrette que Pope ait ensuite écrit la *Dunciade*, satire qui fait plus de tort à son cœur que de gloire à son esprit. Le poëme philosophique qu'il intitula *Essai sur l'homme*, a été trop vanté, ce nous semble, par Voltaire et par les écrivains du XVIIIe siècle; cependant c'est une œuvre éminente, mais plus peut-être sous le rapport de la versification que pour le mérite philosophique, qui fit à peu près son succès. Des *imitations d'Horace*, des *épîtres* morales en vers, et quelques pièces de poésie fugitive, forment le reste du bagage littéraire de Pope, qui pendant près d'un siècle a été le poëte le plus admiré de l'école anglaise.

Après Pope, se montrent Gay, dont les *fables*, fort

inférieures à celles de notre la Fontaine, n'ont pourtant jamais été égalées en Angleterre. Gay s'est aussi fait remarquer dans ce genre burlesque, qui, un moment à la mode en France au temps de Scarron, passa de là en Angleterre. Il écrivit aussi ce qu'en France nous appellerions un opéra comique : *The Beggar's Opera* (l'opéra des gueux).

L'Irlandais Swift, *le Doyen de Saint-Patrice*, est aussi compté parmi les versificateurs de cette époque. On a de lui des poésies légères, remarquables par leur gaieté et leur facilité. Quelques-unes des pièces de Swift sont dans le genre satirique. Mais c'est dans la prose que se déploya éminemment le génie de la haute raillerie chez cet homme supérieur. Ses ouvrages ont presque tous un caractère politique. Le premier, *le Conte du Tonneau*, fut composé en vue de ridiculiser les disputes entre les catholiques, les épiscopaux et les presbytériens, disputes qui coûtèrent tant de sang à la malheureuse Irlande, où Swift était né. *Les lettres du Drapier*, et d'autres pamphlets en faveur de sa patrie, avaient fait de lui l'idole de son pays, lorsque *les Voyages de Gulliver* vinrent le placer parmi les premiers écrivains de l'Angleterre. Dans les dernières années de sa vie, Swift écrivit encore plusieurs satires : *La conversation élégante*, les *Avis aux domestiques*. Ce grand moqueur des misères et des sottises humaines mourut dans un état complet d'idiotisme, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

Tous les ouvrages de Swift, même *le Conte du Tonneau* et *Gulliver*, ne furent considérés par lui que comme des pamphlets éphémères : leur perfection leur a fait prendre rang dans la littérature classique.

Parmi les poëtes de troisième ordre, la première partie de la période que nous venons de parcourir, nous présente encore Tickell, versificateur élégant et poëte sentimental, dont une jolie ballade, *Colin et Lucy*,

est restée populaire en Angleterre. Nous en dirons autant de Parnell et de son joli conte moral intitulé *l'Ermite*.

Un seul Écossais, Mackensie, cultiva à cette époque la poésie anglaise, mais il la cultiva avec bonheur. Un autre, Allan Ramsay, se servit de l'idiome écossais dans une jolie pastorale intitulée *l'Aimable Bergère*, où, sans tomber dans le vulgaire, le poëte dépeint la vie rurale, telle qu'il la voyait se passer sous ses yeux.

Soixante-dix poëtes fleurirent en Angleterre de 1730 à 1780; mais de ces soixante-dix poëtes, il en est peu qui méritent une notice particulière. Young, Thomson, Gray, Collins, Akenside, Goldsmith, qui se montrent au premier rang, sont loin d'être des poëtes de premier ordre.

Young, ministre anglican, est très-connu en France pour le poëme des *Nuits*, œuvre de mélancolie pleine de sensibilité et d'imagination, mais d'une lecture difficile et fatigante. Après *les Nuits*, on a du même auteur, *Le Jugement dernier*, *la Passion universelle*, *Résignation*, plusieurs petits poëmes de moindre importance et une tragédie, *la Vengeance*, aujourd'hui oubliée, mais qui de son temps eut un grand succès. Young commence le règne des poëtes descriptifs qui eurent un si grand succès.

Thomson eut une grande réputation en Angleterre et en France au XVIIIe siècle, et cette réputation a duré autant que celle de notre abbé Delille, qui a plus d'un rapport avec le poëte anglais. L'ouvrage le plus important de Thomson, le poëme des *Saisons*, est sans contredit plein de beautés; mais ces beautés, presque toutes du genre descriptif, ne peuvent empêcher sa lecture d'être fastidieuse, surtout dans nos traductions, où le charme d'une versification parfaite disparaît complétement pour le lecteur. Les autres poëmes de Thomson sont *la Liberté*,

le Château de l'Indolence, et les tragédies de *Sophonisbe*, d'*Agamemnon*, de *Tancrède et Sigismunde*, qu'on joue encore quelquefois. Du reste, Thomson, dépourvu des grandes qualités du poëte tragique, n'est ni pathétique, ni dramatique, mais toujours descriptif, et souvent déclamatoire.

L'*Élégie écrite dans un cimetière de campagne* assure à Gray un rang éminent parmi les poëtes lyriques, aussi bien que parmi les penseurs. *L'Adversité*, *le Printemps, les Progrès de la poésie* et *le Barde*, sont dignes de prendre rang à côté de ce chef-d'œuvre.

Avec autant d'imagination et d'harmonie, avec une versification aussi parfaite que celle de Gray, Collins lui reste pourtant inférieur, parce que sa pensée est moins noble et moins élevée. Parmi les poésies de Collins, nous citerons l'*Ode aux Passions*, l'*Ode au Soir*, l'*Ode sur les Superstitions des montagnards d'Écosse*, et les *Églogues orientales*.

Akenside publia, à l'âge de vingt-trois ans, *les Plaisirs de l'Imagination*, œuvre qui donna sur l'avenir du poëte des espérances qui ne se sont jamais complétement réalisées.

L'Irlandais Goldsmith, dont *le Ministre de Wakefield* est dans toutes les mains, a composé de charmantes poésies, toujours dans l'ordre d'idées calme, honnête et doucement rêveur de ce délicieux roman, qui suffirait à assurer à son auteur un rang éminent dans la littérature. On a aussi de Goldsmith quelques comédies inférieures à son roman et à ses poésies lyriques, et des abrégés d'histoire grecque et romaine, et d'histoire d'Angleterre, restés classiques.

L'Écossais Beattie mérite d'être placé à côté de Goldsmith pour son joli poëme du *Ménestrel*, dans lequel il a peint d'une manière vive et touchante les progrès du sentiment et de l'imagination dans un jeune poëte rustique; Beattie écrivit aussi plusieurs

ouvrages de controverse et de philosophie, qui de leur temps eurent un immense retentissement.

Après ces poëtes, qu'on peut dire de premier ordre pour l'époque où ils vécurent, viennent Somerville, dont le poëme didactique de *la Chasse* est fort estimé par les amateurs de ce genre de plaisir ; Blair, ministre presbytérien écossais, dont on a aussi d'excellents ouvrages de rhétorique et des sermons admirables. John Dyer, Matthew Green, Richard Glover, Watts, qui peut-être serait cité comme un poëte de premier ordre s'il n'eût pas dévoué la plus grande partie de sa vie à la difficile tâche d'éducateur moral des hommes, auxquels il adresse ses pieux conseils en prose et en vers depuis le berceau jusqu'à la tombe; Shenstone, Falconner, Churchil, Langhorne, Bruce, Logan, Mickle, et enfin Chatterton et Savage, dont l'affreuse destinée relève beaucoup le génie, sont les seuls des soixante-dix poëtes de cette époque qui méritent encore d'être nommés.

Parmi les dramatistes, nous citerons : Southerne, dont on joue encore quelquefois deux tragédies : *Isabelle* et *Oroonoko :*

Lillo, dont le *George Barnel* eut à son apparition un immense succès, dû en grande partie à ce qu'au lieu de prendre son héros dans les premiers rangs de la société, Lillo l'avait choisi dans la vie commune;

Rowe, dont les meilleures pièces, *La Belle Pénitente* et *Jane Shore*, composées dans le système français, sont restées au théâtre.

Addisson, l'un des plus élégants prosateurs de l'Angleterre, l'auteur du *Spectateur*, d'un *Voyage en Italie,* d'un *Essai sur les médailles* et d'un petit ouvrage de controverse, *Défense de la Religion chrétienne*, a composé dans le genre classique une irréprochable mais très-froide tragédie de *Caton*, qui eut à son apparition un immense succès. Le *Gustave Vasa* de Brooke,

le *Barberousse* de Brown, *la Fille du Grec* de l'Irlandais Murphy, qui est restée au théâtre, le *Caractatus* de Mason, drame dans le système grec, *le Joueur* d'Edward Moore, le *Douglas* du ministre écossais Home, et enfin *la Mère mystérieuse* d'Horace Walpole, sont les derniers essais tragiques que nous devions mentionner. Walpole, qui fut l'ami des encyclopédistes français du XVIIIe siècle, a composé, outre ce drame condamnable aux yeux du moraliste, un roman remarquable, *le Château d'Otrante*, et plusieurs de ces ouvrages qu'on classe sous le titre de *Mélanges :* un *Catalogue des auteurs royaux et nobles*, les *Anecdotes de la peinture en Angleterre*, l'*Histoire des dix dernières années du règne de George II*, une multitude de *lettres*, et enfin la *Réhabilitation de Richard III*, dont nous avons eu l'occasion de parler. L'originalité de Walpole, son style brillant et acéré amusent parfois, mais n'attachent jamais. Toujours on sent, en lisant cet auteur, le manque de qualités sans lesquelles il n'est point de grand écrivain : un noble cœur et une âme élevée.

La comédie n'a jamais été bien florissante en Angleterre : le Molière et même le Regnard de ce pays sont encore à naître. Cependant nous citerons Congrève, dont *le Vieux Garçon*, *le Trompeur*, *Amour pour Amour* et *le Chemin du Monde* sont considérés par les Anglais comme des comédies excellentes. Une tragédie de cet auteur, *la Fiancée en deuil*, est également restée au théâtre.

L'Irlandais Farquhar n'est guère inférieur à Congrève comme auteur comique. Ses meilleures pièces, *le Recruteur* et *le Stratagème*, ne sont pas entièrement exemptes du reproche d'immoralité qu'on est obligé d'adresser trop souvent à Farquhar, aussi bien qu'à Congrève.

A côté de ces deux maîtres de la comédie anglaise,

se place Vanburgh, dont une seule pièce, mais fort belle, *le Mari outragé*, doit être citée. Les autres ne sont qu'un amas d'indécences et de grossièretés. *Le Mari outragé* fut composé en collaboration avec l'acteur Cibber, auquel on doit plusieurs autres pièces.

La Femme jalouse et *le Mariage clandestin* de Colman sont des œuvres véritablement remarquables. — *Le Mari soupçonneux* d'Hoadly est une jolie comédie qui est restée au théâtre. On doit à une femme, mistress Centlivre, de jolies comédies, dont les principales sont : *l'Affairé* et *le Miracle ou la femme qui garde un secret.*

De la poésie passons à la prose, la plus brillante manifestation de l'époque que nous parcourons. Là nous remarquerons que si, dès le commencement du XVIIIe siècle, les doctrines sceptiques, qui plus tard devaient faire irruption en France, furent développées chez nos voisins par Thomas Chubb, Wollaston, Tindal, Bolingbroke, Shaftesbury, etc., d'autre part, en face des sceptiques, il s'éleva un monde de littérateurs chrétiens. Nous citerons les uns et les autres, sans distinction de doctrines, à mesure qu'ils se présenteront sous notre plume.

On a de l'Irlandais George Berkeley, qui fut évêque de Cloyne, *la Théorie de la Vision, les Principes de la Science humaine*, et plusieurs autres ouvrages, qui tous révèlent l'homme pieux aussi bien que le penseur et l'habile écrivain.

Les *Caractères* (Caracteristics) du comte de Shaftesbury eurent, à leur apparition, une réputation qu'ils ne justifient qu'à demi.

Les ouvrages philosophiques et politiques de Bolingbroke, l'ami de Voltaire, qui l'a beaucoup trop vanté, n'ont guère d'autre mérite qu'un style vif et brillant.

Clarke, le plus éminent des controversistes chrétiens

de ce temps, a publié, outre un grand nombre de sermons remarquables, des *Paraphrases des quatre Évangiles*, et plusieurs autres bons ouvrages de théologie. A côté de lui, se montrent William Lowth, Atterbury, l'évêque Hoadley et Leslie.

Par son *Traité de la nature humaine*, ses *Essais de morale, de politique et de littérature*, son *Histoire de la religion* et ses *Dialogues sur la religion naturelle*, l'Écossais David Hume mérite d'être classé aux premiers rangs parmi les métaphysiciens anglais, en même temps que son *Histoire d'Angleterre* lui assure une place éminente parmi les historiens.

On doit à un médecin, Hartley, un remarquable ouvrage de métaphysique, les *Observations sur l'homme, sa forme, ses devoirs et ses espérances*, et à l'Irlandais Hutcheson, un livre éminent, intitulé *Système de philosophie morale*.

La *Théorie des sentiments moraux* d'Adam Smith lui assure, parmi les philosophes, un rang aussi distingué que celui qu'il occupe parmi les économistes pour ses *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*.

Thomas Reid, l'un des fondateurs de l'École écossaise, publia, en 1764, ses *Recherches sur l'Esprit humain et les Principes du sens commun*, ouvrage remarquable, qui fut bientôt suivi des *Essais sur la puissance intellectuelle et sur la puissance active*, dans lesquels il réfute la philosophie de Locke. A son tour, Priestley réfuta Reid dans l'*Examen de la doctrine du sens commun*, et composa, sous le titre de *Recherches sur la matière et l'esprit*, un livre où, quoique prêtre anglican, il se montre assez peu chrétien sous plus d'un point.

On doit à Henri Home, lord Kames, un remarquable *Essai sur les principes de la morale et de la religion naturelle*, une *Introduction à l'art de penser*, des

Éléments de critique et des *Esquisses de l'Histoire de l'homme*, œuvres pleines de sens et d'originalité.

Parmi les théologiens, on remarque Warburton, l'éditeur de Pope, et le commentateur de Shakspeare qui, dans son âge mûr, écrivit, sous le titre de *Divine Légation de Moïse*, un livre souvent paradoxal, mais d'une science prodigieuse; Robert Lowth, dont les *Leçons sur la poésie sacrée des Juifs*, le *Commentaire du Livre d'Isaïe*, et les ouvrages de controverse, sont particulièrement remarquables.

Butler, Middleton, Waterland, Jortin, Jebb, l'évêque Newton, Doddridge, George Campbell, se montrent aussi aux premiers rangs parmi les défenseurs du christianisme.

C'est au temps de Guillaume III que commence en Angleterre la presse périodique, qui a jeté un si grand éclat dans ce pays. Ses premiers représentants sont: l'Irlandais Steele, qui fonda, en 1709, le recueil *le Babillard*, qui parut trois fois par semaine. L'ami de Steele, Addisson, l'aida dans cette tâche, et tous deux fondèrent bientôt *le Spectateur*, qui dut paraître quotidiennement, et qui, jusqu'ici, a été considéré comme le modèle du genre. Steele publia encore un écrit quotidien, *le Tuteur*, qui, supérieur au *Babillard*, reste fort au-dessous du *Spectateur*.

L'Histoire romaine, l'Histoire ecclésiastique et l'Histoire d'Angleterre, de Laurent Échard, sont les premiers ouvrages de ce genre qui aient paru en Angleterre. Il n'y avait jusque-là, dans ce pays, que des traductions ou des histoires partielles.

Après Échard, viennent l'évêque White Kennet, déjà connu par des ouvrages de controverse religieuse, lorsqu'en 1706 il composa une *Histoire complète d'Angleterre*; le jacobite Thomas Carte, dont M. Hallam a dit qu'il est le plus exact des historiens de l'Angleterre. — Nathaniel Hook, érudit comme Carte,

l'emporte sur lui pour le jugement comme pour la clarté du style.

A côté de l'historien Hume, déjà cité, se montre Robertson, sans contredit un des meilleurs historiens des temps modernes. Son *Histoire d'Écosse* et son *Histoire d'Amérique* sont de bons ouvrages; mais son chef-d'œuvre est l'*Histoire* et surtout l'*Introduction à l'Histoire de Charles-Quint.* Un autre petit ouvrage sur les relations des Européens avec l'Inde, dans l'antiquité et dans les temps modernes, est le dernier écrit de cet homme remarquable.

Mais le plus grand historien de l'Angleterre, c'est, sans comparaison, Edward Gibbon, dont l'*Histoire de la décadence et de la chute de l'empire romain* est véritablement un des chefs-d'œuvre du genre.

Après les noms des trois illustres historiens anglais Hume, Robertson et Gibbon, on cite encore Fergusson, dont on estime l'*Histoire de la république romaine*, qu'ont un peu vieillie les recherches de Niebuhr; — Smollett, pour son *Histoire d'Angleterre depuis Jules César.*

Mais le genre dans lequel n'a jamais été dépassée encore la littérature anglaise de cette période, c'est le roman. Pendant longtemps, l'Angleterre n'eut guère que des traductions des romans de la Calprenède et de mademoiselle de Scudéry, d'une part, de Scarron de l'autre, et depuis un siècle madame la Fayette avait doté la France de ses gracieux romans, quand l'Angleterre vit paraître, presque à la fois, Richardson, Fielding, Goldsmith, etc., etc.

Le beau et bon livre du pamphlétaire Daniel de Foë, *Robinson Crusoé*, doit-il être considéré comme un roman ? Nous ne le croyons pas. Mais il ne peut y avoir aucun doute à l'égard des pures et gracieuses fictions du bon Samuel Richardson, qui, libraire à Londres, composa, à l'âge de cinquante ans, *Paméla,*

premier essai, en Angleterre, d'un roman de ce genre. Huit ans plus tard parut *Clarisse*, le plus beau des romans de sentiment peut-être, si on osait le débarrasser de ses longueurs. *Grandisson*, que Richardson avait d'abord intitulé l'*Homme de bien*, supérieur à *Paméla*, mais inférieur à *Clarisse*, manque un peu d'intérêt, par la trop grande perfection du héros.

Fielding débuta dans la carrière du roman par *Joseph Andrews*, qui fut, dit-on, composé dans le but de ridiculiser *Paméla*. Vint ensuite *Tom-Jones*, roman de mœurs, incomparable chef-d'œuvre du genre. *Amélie Booth*, la dernière production remarquable de son auteur, est inférieure à *Tom-Jones*, et même à *Joseph Andrews*. Avant de faire des romans, Fielding s'était, non sans succès, essayé dans la comédie de mœurs.

L'Écossais Smollett, qu'il ne faut pas confondre avec l'historien de ce nom, composa, dans le genre de Fielding : *Roderick Random*, *Peregrine Pickle*, les *Aventures de Ferdinand comte Fathom*, les *Aventures de sir Lancelot Greaves*; enfin l'*Expédition d'Humphrey Clinker*, son chef-d'œuvre, et véritable chef-d'œuvre.

Tout le monde a lu le *Tristram Shandy* et le *Voyage sentimental* de Sterne, que tout le monde aime.

Ajoutons, aux noms de ces romanciers éminents, celui du docteur Johnson pour son joli conte oriental de *Rasselas*. Johnson, auquel l'Angleterre doit un excellent Dictionnaire, exerça, de son temps, une sorte de dictature littéraire. Outre son roman, son dictionnaire, des poésies estimées, et une collaboration active à plusieurs écrits périodiques, Johnson a laissé, sous le titre de *Vies des poëtes anglais*, un remarquable recueil de biographies.

En ajoutant les noms de lady Vortley Montaigu, dont on a un recueil de lettres remarquables et des poésies

assez faibles ; de l'Américain Franklin, l'inventeur du paratonnerre , dont les pamphlets, les discours et les mémoires décèlent un esprit éminent, aussi bien qu'un excellent homme; du comte de Chesterfield, dont les *Lettres à mon fils* sont l'ouvrage le plus connu ; enfin en mentionnant l'auteur, toujours ignoré, ou du moins controversé, des fameuses *Lettres de Junius*, nous aurons, si nous ne nous trompons, passé en revue ce que la littérature anglaise de ce temps offre de plus remarquable.

Mais il nous reste à dire quelques mots de l'éloquence.

L'éloquence de la chaire ne fut jamais plus brillante en Angleterre que durant la période que nous venons de parcourir, où parurent Clarke, Tillotson, Blair, etc., dont on a les sermons. Quant à l'éloquence politique, elle commence à naître. Pendant le règne de Guillaume III et de la reine Anne, on cite déjà quelques noms : lord Somers, J. Hott, Montaigue, Bolingbroke, Ashley, Walpole, Bathurst, Townshend, etc. Sous celui de George II, on voit paraître le savant Carteret, le véhément Argyle, l'élégant Chesterfield, l'auteur des *Lettres à mon fils*, l'émouvant Scarborough, l'irrésistible Pulteney, et le grand Pitt, le plus illustre orateur des temps modernes peut-être. Mais c'était par la révolution française seule que l'éloquence de la tribune devait acquérir, en Angleterre, son plus haut développement.

L'Angleterre a eu, dans l'époque que nous venons de parcourir, quelques architectes distingués : Christophe Wren, le plus célèbre d'entre eux, né en 1632 dans le comté de Witts, fut d'abord mathématicien, puis professeur de droit; c'est à lui qu'on doit la reconstruction de l'église Saint-Paul, telle qu'elle est aujourd'hui. Wren a été enseveli dans cette église, son chef-d'œuvre, où sur sa tombe se lit cette

épitaphe : « Sous cette pierre gît Christophe Wren, qui construisit cette église ; il vécut quatre-vingt-dix ans, non pour lui-même, mais pour le public. O toi qui cherches son monument, porte tes regards autour de toi. » Du reste, toute l'architecture de ce temps a uniformément en Angleterre le caractère romano-grec qui, à raison du climat, semble convenir moins encore à ce pays qu'à notre France.

L'architecte de la cour, au temps de la reine Anne, fut Vanbrugh, qui hérita du titre, mais non du talent de Wren, comme l'atteste le ridicule palais de Blenheim bâti aux frais de la nation pour Marlborough. D'obscurs élèves de Wren suivirent sans goût les préceptes de leur maître et, en somme, il y eut absence totale d'originalité dans l'architecture jusqu'au règne de George II.

Un grand seigneur, le lord Burlington, employa alors ses richesses à convertir son hôtel héréditaire en véritable palais; Burlington-House et une admirable villa à Cheswick attestent encore que ce seigneur fût homme de goût. Horace Walpole voulut restaurer l'architecture féodale dans son château de Strawberry, et les efforts divers de ces deux hommes donnèrent à l'Angleterre une véritable tendance architecturale.

Les sculpteurs les plus connus de ce siècle sont : Busnell, que n'ont pu illustrer quelques statues plutôt bizarres que véritablement belles, mais qu'a rendu célèbre son étrange projet de réaliser le cheval de Troie. Il en avait déjà fait la tête, et cette tête pouvait contenir dix ou douze personnes assises autour d'une table, lorsque le cheval de Troie en voie de construction fut démoli par un coup de vent.

Sous George II, l'Angleterre emprunta à la France le sculpteur Roubillac, élève de Coustou ; Rysbrac à la Flandre. Le premier a laissé une médiocre statue de l'Éloquence, et une plus médiocre statue du grand

Newton ; le second un Hercule pour lequel, après avoir fait poser tous les boxeurs de Londres, il copia sans scrupule la tête de l'Hercule Farnèse.

Nous avons dit ailleurs que Charles Ier protégea avec intelligence la peinture qu'il cultivait lui-même; mais qu'il ne put faire naître en Angleterre des artistes nationaux, et dut avoir recours au pinceau des Flamands et des Français pour décorer ses palais. Il en fut de même pendant toute la période des Stuarts, et longtemps après encore. Des artistes flamands nous ont aussi laissé les portraits des plus célèbres beautés de la cour de Guillaume III, de la reine Anne, de George Ier, et même de George II.

Cependant tous les monuments étaient intérieurement décorés de fresques ; mais ces fresques grossières étaient commandées aux artistes comme de la peinture en bâtiment, à raison de tant le pied carré. On a gardé les noms de deux étrangers et d'un Anglais fort connus, nous n'osons dire célèbres, pour ce genre de travail, Verrio, la Guerre, et sir James Thornhill, qui fut le beau-père d'Hogarth.

Hogarth est le premier des grands peintres de l'Angleterre, et c'est sans contredit un des plus directement moralistes des peintres de tous les pays. Ayant commencé par faire des caricatures et des enseignes, il s'éleva au premier rang par la suite de tableaux intitulée *le Mariage à la mode.* Hogarth fut aussi un admirable graveur : il a laissé une foule de gravures recherchées par les connaisseurs.

Après Hogarth viennent Wilson, peintre de talent sans doute, mais qui ne nous semble pas tout à fait digne du surnom de *Claude Lorrain anglais* que lui ont donné ses compatriotes ; Gainsborough, paysagiste et peintre d'animaux véritablement remarquable ; et enfin Josuah Reynolds, le plus grand peintre de l'Angleterre, célèbre surtout comme portraitiste.

L'Angleterre eut des musiciens célèbres durant les XVIIe et XVIIIe siècles. Purcell se distingua comme compositeur de musique d'église, de musique de chambre et d'opéras. Cet habile compositeur mourut jeune, aussi bien que ses contemporains Humphrey et Gibbon. Remarquons ici qu'une chaire de musique, établie à l'université de Cambridge en 1684, a subsisté jusqu'à nos jours.

L'opéra italien, établi à Londres sous Charles II, continua à y être florissant pendant tout le XVIIIe siècle. Hœndel, le grand compositeur, vécut dans ce pays, et donna véritablement aux Anglais le goût de la musique dramatique. C'est en Angleterre que furent exécutées pour la première fois la plupart des compositions de ce grand maître : *Rinaldo*, le *Pastor fido*, *Arminius*, *Teseo*, *Amadis*, *Radamiste*, *Lothaire*, *Caïus Fabricius*, *Pharamond*, etc. Ce fut sur des paroles anglaises que Hœndel composa ses fameux *Oratorios*.

A côté du théâtre italien s'élevaient d'autres scènes lyriques; et Drury-Lane et Covent-Garden donnèrent d'estimables ouvrages dans le genre que nous appelons opéra-comique. Le premier ouvrage de cette sorte fut le Beggar's Opera (l'*Opéra des Gueux*). Depuis lors on a publié une foule d'ouvrages de ce genre ; mais ils manquent généralement d'originalité et de génie; d'ailleurs la haute société anglaise, dédaignant l'opéra national, suit exclusivement l'opéra italien; le peuple n'aime que ses antiques mélodies nationales; et les compositeurs ne trouvant aucun encouragement, restent dans le vulgaire et la routine.

LIVRE DIXIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

Révolution française. — L'Angleterre entre dans la coalition contre la France. — Quiberon. — Bonaparte. — Expédition d'Égypte. — Aboukir. — Bonaparte, premier consul. — Traité d'Amiens. — Renouvellement des hostilités. — Napoléon Ier, empereur des Français. — Mort de Pitt. — Guerre d'Espagne. — Chute de Napoléon.

De 1789 *à* 1815.

La révolution française commençait à gronder : l'Angleterre semblait avoir peu à craindre de cette révolution, grâce à sa position insulaire ; mais le temps était passé où les réformes sollicitées par un pays ne devaient avoir d'effet que dans ce pays ; toutes les questions politiques étaient devenues européennes.

Le chef du ministère anglais, William Pitt, fils du premier Pitt, apppartenait, comme nous l'avons dit, au parti tory ou conservateur. Il comprit toute la portée de la révolution qui commençait ; il résolut de l'entraver de tout son pouvoir, et l'or et les soldats de l'Angleterre furent prodigués dans ce dessein.

L'opposition whig manifestait le plus vif enthousiasme pour la révolution française dont elle sentit peut-être moins la portée que ne le faisait Pitt. Le peuple anglais aimait aussi cette révolution, et la prise de la Bastille fut publiquement célébrée à Londres et

dans plusieurs villes d'Angleterre. Des émeutes éclatèrent sur divers points, et il fut facile de prévoir que le peuple anglais réclamerait bientôt les bénéfices de la liberté dont ses voisins lui donnaient l'exemple.

Pitt sentit le danger. Des pamphlets révolutionnaires qui surgissaient de toutes parts furent condamnés ; l'ambassadeur français reçut l'ordre de quitter l'Angleterre, et les forces de terre et de mer furent augmentées comme si l'on eût craint une invasion. On se disposait à envahir la France lorsqu'on jugerait le moment favorable. Enfin, en 1792, l'Angleterre, la Hollande, la Prusse, l'Autriche et l'Espagne déclarèrent solennellement la guerre à la république française, et la Convention accepta, au nom de la France, cette guerre qui devait apporter tant de gloire avec tant de maux à notre pays.

Le midi de la France était en insurrection. Toulon, livré aux Anglais par la faction royaliste (27 août 1793), fut bientôt repris par l'armée républicaine (19 décembre 1793); mais en partant les Anglais brûlèrent ce qu'ils ne pouvaient emporter. Arsenaux, chantiers, navires, tout devint la proie des flammes : de 56 vaisseaux ou frégates que renfermait Toulon, on n'en sauva que dix-huit. Ce furent les forçats qui arrêtèrent l'incendie. Nos colonies, que la république menacée de tous côtés ne pouvait défendre, tombèrent au pouvoir des Anglais qui, en peu de temps, s'emparèrent des îles Tabago et Saint-Domingue, et de tous les établissements français dans les Indes. La Corse tomba également en leur pouvoir.

Cependant l'habile Pitt jugeait que le meilleur moyen de porter le trouble dans les affaires de France était d'y fomenter la guerre civile. L'or anglais fournit des armes aux Vendéens, et la Grande-Bretagne devint l'asile naturel des émigrés, qui y machinèrent mille intrigues pour relever un trône qu'ils n'avaient pas

su défendre. Pitt, qui prenait à la solde de l'Angleterre tous les Français ennemis de la révolution, forma un corps de gentilshommes français réfugiés, et résolut de les envoyer dans la province de Bretagne qui, déjà insurgée, devait, selon eux, se soulever tout entière à leur arrivée. Ces émigrés, au nombre de huit mille environ, débarquèrent dans la baie de Quiberon, où ils reçurent un renfort de quatre à cinq mille insurgés vendéens avec lesquels ils s'emparèrent du fort de Penthièvre (1792). Mais leurs succès ne furent pas de longue durée, et le général Hoche les défit en un moment. On sait quelle fut la suite de la descente de Quiberon. Sept cent onze émigrés qui s'étaient rendus prisonniers de guerre, furent fusillés par l'ordre de la Convention.

Les émigrés prétendirent que les Anglais les avaient abandonnés, et que Pitt avait voulu se débarrasser d'eux. De terribles reproches furent adressés au ministre dans le sein même du parlement, et lorsque Pitt, rendant compte du désastre de Quiberon, dit que le sang anglais n'avait pas coulé, Shéridan lui répondit avec une noble indignation : « Non, le sang anglais n'a point coulé, « mais l'honneur anglais a coulé par tous les pores. »

L'Angleterre désirait ardemment la paix, le ministre seul voulait la guerre. La France, qui avait passé du gouvernement de la Convention à celui du Directoire, n'était plus menaçante. On tenta de négocier en 1796 ; et comme d'abord l'Angleterre demanda la restitution de la Belgique et de la Hollande conquises par la république française, celle-ci refusant, la guerre dut continuer. Le mécontentement du peuple anglais fut grand à cette nouvelle ; cependant quelques succès maritimes l'avaient calmé momentanément, lorsqu'un soulèvement éclata dans la marine. Demandant une augmentation de paye, elle refusait tout service jusqu'à ce qu'elle l'eût obtenue. On céda aux demandes des marins, et tout rentra dans l'ordre.

L'Irlande s'était aussi révoltée, et une expédition française y avait été envoyée pour soutenir les insurgés. On réprima ce nouveau soulèvement, qui se termina par la réunion complète des deux royaumes.

Cependant les premiers succès de Bonaparte faisaient prévoir le futur maître de l'Europe. Le Directoire craignit son influence, et l'expédition d'Égypte fut résolue, autant pour éloigner le général victorieux que pour s'emparer d'un pays d'où l'on espérait anéantir ou du moins diminuer la puissance de l'Angleterre dans l'Inde. Les deux anciennes rivales se retrouvèrent en présence sur la vieille terre des Pharaons, et ce fut là que commença la lutte entre Napoléon, dans lequel s'était désormais incarnée la révolution française, et l'Angleterre tory, ennemie de toute révolution.

Le 13 juillet 1798, Bonaparte débarqua à Alexandrie. Sa flotte avait échappé, comme par miracle, aux croisières anglaises, et il la laissa mouiller dans la rade d'Aboukir, où l'amiral Nelson ne tarda pas à arriver à la tête d'une puissante armée navale. Les Anglais résolurent d'attaquer notre flotte sur-le-champ. Une mauvaise manœuvre de l'amiral français leur donna des avantages dont ils surent profiter. La lutte fut terrible. Le vaisseau amiral français *l'Orient* sauta en l'air après avoir vu mourir l'amiral Brueys désespéré. Du Petit-Thouars, capitaine du *Tonnant*, reçut la mort en criant : « Équipage du *Tonnant*, ne vous rendez jamais ! » Enfin, si les Anglais obtinrent la victoire, la France conservant la gloire d'une héroïque défense, put dire une fois encore : « Tout est perdu fors l'honneur. » La flotte française ne sauva que cinq vaisseaux et deux frégates, Nelson ne put les poursuivre, tant sa flotte avait souffert.

La nouvelle de cette victoire excita le plus vif enthousiasme en Angleterre, et le roi conféra à l'amiral Nelson le titre de *baron du Nil*.

Cependant Bonaparte, ne se laissant pas décourager, résolut d'attaquer l'Angleterre dans l'Inde, où il lui suscita un puissant ennemi dans la personne de Tippoo-Saïb, sultan de Mysore. Mais ce prince périt les armes à la main; son royaume devint la proie de la Compagnie des Indes, et bientôt Bonaparte revint en France, en laissant à Kléber le commandement de l'armée d'Egypte.

A son retour en Europe, Bonaparte essaya vainement de conclure la paix avec l'Angleterre. Partout il trouva cette puissance, soit comme ennemie déclarée, soit comme alliée de ses autres ennemis. Partout il sentit le pouvoir de ses armes, partout son or était prodigué contre lui. La bataille d'Alexandrie, livrée le 8 mars 1801, fut encore un éclatant succès pour l'Angleterre; elle amena une capitulation, par suite de laquelle les soldats français durent abandonner l'Égypte et retourner dans leur pays.

Le Directoire français avait fait place au consulat, et le consulat, sauf quelques formes républicaines, c'était le gouvernement absolu de Bonaparte. Presque toute l'Europe s'était coalisée contre la France; il importait à cette puissance de détacher quelques souverains de cette terrible coalition: Bonaparte l'essaya, et il réussit d'abord auprès de l'empereur de Russie, Paul Ier.

L'Angleterre, qui tenait le premier rang parmi les puissances coalisées, s'était attribué le droit de visiter les vaisseaux des nations alliées, afin de s'assurer qu'ils ne portaient pas de munitions de guerre à ses ennemis. L'empereur de Russie refusa de se soumettre à cette humiliante formalité, et son exemple fut suivi par la Prusse. La Suède les imita, tout en restant alliée de l'Angleterre, et le Danemark se déclara neutre, ce qui n'empêcha pas une flotte anglaise de bombarder Copenhague, au mépris du droit des gens, en 1801.

Sur ces entrefaites, l'empereur de Russie mourut assassiné, et son successeur, Alexandre, s'étant soumis au droit de visite, les autres puissances suivirent son exemple.

Cependant il devenait nécessaire de terminer la guerre, Pitt lui-même le sentait; mais, reculant devant cette idée, il donna sa démission. Le ministère qui lui succéda entama des négociations avec la France, et elles se terminèrent par le traité d'Amiens, signé le 17 mars 1802.

L'ambition du premier consul inquiétait l'Angleterre. La Suisse avait été envahie; le Piémont était réuni à la France, et lorsque le parlement s'ouvrit, l'an 1802, le discours de la couronne, tout en manifestant le désir de conserver la paix, laissa entrevoir que pourtant le gouvernement anglais ne souffrirait pas de trop grands changements dans la puissance relative des États continentaux. L'Angleterre augmenta ses forces de terre et de mer. La guerre recommença le 17 mai 1803, par un embargo qui fut mis dans tous les ports de la Grande-Bretagne sur les vaisseaux portant le pavillon français. Cette mesure était injuste; le gouvernement consulaire y répondit par une injustice. Tous les Anglais alors en France furent considérés comme prisonniers de guerre. En même temps on arma dans les ports de la Manche une escadre destinée à envahir l'Angleterre.

Le retour de la guerre fut le signal de celui de Pitt au ministère, où il rentra le 12 mai 1804. Tous les moyens étaient bons à l'implacable ennemi de la France. L'Espagne vit saisir une de ses flottes, sous prétexte que l'argent qu'elle portait était destiné au gouvernement français. Des complots furent tramés contre la vie du premier consul, dont tous les ennemis trouvaient secours et protection en Angleterre.

En 1805, Bonaparte, changeant son titre de consul

contre celui d'empereur héréditaire des Français, prit le nom de Napoléon Ier. A cette occasion, le nouvel empereur écrivit au monarque anglais pour lui manifester le désir d'une alliance entre les deux nations. La réponse fut évasive, et l'empereur français, continuant le cours de ses conquêtes, se fit bientôt proclamer roi d'Italie.

Cependant l'Angleterre continuait avec succès la guerre maritime, et Nelson remporta, sur la flotte espagnole combinée avec la flotte française, l'éclatante victoire de Trafalgar qu'il paya de sa vie.

Mais Napoléon effrayait toutes les puissances européennes. La Russie et l'Autriche conclurent avec l'Angleterre, et contre lui, un traité secret qui fut bientôt connu de l'empereur. Il s'ensuivit une glorieuse campagne dont l'Allemagne fut le théâtre (1805), et qui se termina par le traité de Presbourg, qui fut tout à l'avantage de la France, mais dans lequel n'entrèrent ni l'Angleterre ni la Russie.

Pitt mourut en 1806, à l'âge de quarante-sept ans. Depuis vingt-trois années, gouvernant l'Angleterre, il s'attachait à la conduire dans une voie politique tout opposée à celle où marchait la France.

Le roi d'Angleterre était fou, et, comme nous l'avons dit précédemment, Pitt s'était seul opposé à l'empire que cette circonstance aurait dû donner au prince de Galles et aux whigs, dont ce prince était l'un des chefs. Sa mort leur rendit le pouvoir. Pourtant Fox ne put conclure la paix avec la France comme il le désirait, mais il profita de sa courte apparition au ministère pour obtenir l'abolition de la traite des noirs.

Napoléon ne voulait pas désormais entendre parler de paix. Les trônes de l'Europe devenaient l'apanage des membres de sa famille ou la récompense de ses alliés. Le Hanovre enlevé à l'Angleterre fut donné par

lui au roi de Prusse, à condition que ce monarque fermerait ses ports aux vaisseaux anglais, et qu'il interdirait dans ses États l'entrée des produits des manufactures anglaises. La Prusse ne tint pas ses engagements, et ce manque de foi attira sur elle les armes françaises. Par un décret daté de Berlin, toute relation directe ou indirecte fut interdite aux sujets respectifs de la France et de l'Angleterre; tous les Anglais trouvés dans les pays alliés ou conquis furent déclarés prisonniers de guerre; enfin les navires qui avaient touché à un port anglais quelconque furent exclus des ports de France. Tel fut le fameux blocus continental dont l'observance rigoureuse aurait amené la perte de l'Angleterre.

Cependant Napoléon avait porté ses armes en Espagne, et là encore il devait trouver sa vieille ennemie l'Angleterre. D'abord, l'or de cette puissance souleva les populations; puis elle envoya des troupes formidables en Espagne et en Portugal, et ce fut là que sir Arthur Wellesley (lord Wellington) préluda aux succès qui devaient contribuer si puissamment à amener la chute du plus grand homme de guerre des temps modernes.

L'Angleterre n'était pas tranquille pourtant. Déchirée au dedans par les partis, elle se voyait, à chaque instant, menacée de la séparation de l'Irlande. La maladie mentale du roi n'avait donné au prince de Galles, dont le parlement se défiait, qu'une puissance disputée. Enfin, l'état de la Grande-Bretagne eût été digne de pitié, si des succès maritimes presque constants ne fussent venus compenser ses autres malheurs.

Les torys toujours au pouvoir poursuivaient l'abaissement de la France par toutes sortes de moyens. La victoire qui avait si longtemps suivi les drapeaux de Napoléon semblait vouloir les abandonner. Les malheurs de la campagne de Russie furent le signal des défaites successives de l'empereur des Français, et

l'Angleterre ne négligea rien pour abattre complétement celui qu'elle redoutait.

C'était en Espagne qu'elle lui faisait la guerre ouvertement; c'était en Espagne que, malgré des prodiges de valeur, les Français étaient battus sur presque tous les points. Mais partout l'Angleterre fomentait des défections; partout elle soudoyait et alimentait les haines, et déjà, au sein même de la France, elle soulevait, au nom des Bourbons, d'anciennes sympathies et d'anciennes inimitiés.

L'Europe avait été, pendant quelque temps, l'alliée de Napoléon contre l'Angleterre; l'année 1814 la vit toute coalisée contre lui, sous le patronage de cette même Angleterre, l'ennemie la plus acharnée du héros.

L'invasion de la France fut résolue; elle s'opéra sur tous les points à la fois. Vainement le géant à demi tombé fit des prodiges; vainement les débris de ses armées victorieuses surpassèrent leurs anciennes merveilles; sa chute était résolue dans les décrets de la Providence, et, comme si toute l'Europe n'eût pas suffi pour l'assurer, la défection s'introduisit dans le sein de l'armée française, et des généraux trahirent lâchement celui qui, tant de fois, les avait conduits à la victoire. L'Angleterre déclara officiellement qu'elle voulait le rétablissement des Bourbons sur le trône de France. Le 31 mars 1814, les puissances alliées firent leur entrée à Paris, et Napoléon, abdiquant en faveur de son fils, reçut en échange de tout ce qu'il perdait, la souveraineté d'une petite île de la Méditerranée, *l'île d'Elbe.*

Un traité de paix fut alors signé par les puissances belligérantes. La France dut rentrer dans ses anciennes limites; l'Angleterre reprit le Hanovre qui eut le titre de royaume, et, de plus, elle conserva l'île de Malte, l'île de France et celles de Tabago et de Sainte-Lucie, dont elle s'était emparée pendant la guerre.

Les choses ne devaient pas rester longtemps dans cet état; Napoléon, quittant l'île d'Elbe, revint en France, attiré par les fautes des royalistes, et peut-être aussi par les instigations de l'Angleterre. Arrivé à Paris le 20 mars 1815, il redevint empereur. Mais les puissances alliées se ruèrent encore une fois sur la France, et le héros succomba dans les champs de Waterloo.

Après ce désastre, Napoléon se confia avec magnanimité à la bonne foi de l'Angleterre, qui, à la honte éternelle de ceux qui la gouvernaient, l'envoya mourir, au milieu des plus atroces douleurs, sur un rocher de l'Océan. L'ignoble Hudson Lowe, chargé de le torturer, trouvant des raffinements de cruauté dignes des temps les plus barbares, changea en une lente agonie les six années pendant lesquelles l'empereur attendit la mort.

La France subit une seconde invasion, et l'armée anglaise y laissa son contingent de garnison, qui ne fut retiré qu'en 1818.

CHAPITRE II.

La Sainte-Alliance. — Mort de George III. — George IV. — La reine Caroline. — Canning. — Canning sépare l'Angleterre de la Sainte-Alliance. — Association catholique d'Irlande. — Mort de Canning. — Abolition du test. — O'Connel. — Système électoral de l'Angleterre. — Réforme parlementaire. — Mort de George IV. — Guillaume IV. Effet de la révolution de juillet sur l'Angleterre. — Mort de Guillaume IV. — Victoire Ire.

De 1815 *à* 1837.

Après la chute de l'empereur, les grandes puissances européennes formèrent la Sainte-Alliance. Le but

de cette ligue des rois contre les peuples était d'étouffer l'esprit de liberté que la révolution française avait répandu par toute l'Europe. La Grande-Bretagne accéda à cette Sainte-Alliance ; quoique, comme la France, elle renfermât dans son sein des germes de liberté.

Cependant le malaise commercial agitait l'Angleterre jusque dans ses fondements. Il y avait encombrement de produits manufacturés ; de nombreux ateliers furent fermés, et beaucoup d'ouvriers se soulevèrent dans de menaçantes émeutes qui furent réprimées par la force, sans que le mécontentement dont on supprimait violemment les manifestations extérieures cessât de subsister au fond. Une tentative d'assassinat effraya le régent, en 1817, et une enquête qui s'ensuivit découvrit l'existence en Angleterre d'un grand nombre de clubs politiques imbus des doctrines de la révolution française. On décréta les lois les plus sévères contre ces sociétés ; mais tous ces moyens n'étaient que des palliatifs : le mécontentement ne pouvait être calmé que par la réforme des abus.

L'Irlande sollicitait cette réforme plus vivement qu'aucune autre partie de l'Angleterre, et les catholiques réclamaient leur émancipation, dont la nécessité devenait imminente, lorsque George III mourut, le 29 janvier 1820, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, dont il avait régné soixante.

La mort du roi ne changea rien à la marche des affaires, et son fils n'eut qu'à quitter le titre de régent pour prendre celui de roi, sous le nom de George IV.

L'avénement du nouveau roi amena un scandale qui révéla au public les chagrins et les turpitudes de la famille royale. Depuis sept ans, la femme de George IV, Caroline, vivait sur le continent, où elle s'était fait remarquer par sa conduite licencieuse. Apprenant qu'on n'avait pas placé son nom dans la liturgie, comme c'est l'usage pour les reines d'An-

gleterre, elle résolut de revendiquer ses droits. La cause de Caroline ne tarda pas à devenir populaire, et George IV se détermina à demander un divorce dont il avait jusqu'alors évité le scandale. La chambre des lords prononça ce divorce après de honteux débats; mais la reine avait un parti puissant dans la chambre des communes. Les ministres n'osèrent risquer un échec, le bill fut retiré, et cette affaire se termina par un arrangement entre le roi et la reine, à laquelle on accorda une liste civile de 50,000 livres sterling (1,200,000 francs environ).

La reine Caroline mourut peu de temps après cet arrangement; quelques personnes soupçonnèrent son époux de l'avoir fait empoisonner. Celui-ci apprit cet événement à Dublin, où il était venu pour essayer d'apaiser des troubles que la famine et l'oppression devaient bientôt renouveler.

Après avoir pacifié l'Irlande, George IV visita le Hanovre, puis l'Écosse, d'où il fut rappelé par le suicide de son premier ministre, lord Londonderry. Cet événement devait amener un changement complet dans le système du gouvernement anglais. Lord Londonderry appartenait au parti tory. Il fut remplacé par George Canning, qui, sans être révolutionnaire, sentait les nécessités du temps et était prêt à aider la réforme quoiqu'en ralentissant autant que possible son mouvement.

Ce fut dans les relations extérieures de l'Angleterre que se manifesta d'abord le changement de sa politique, et Canning se sépara, de fait, de la Sainte-Alliance en refusant d'intervenir en Espagne, en faveur de Ferdinand VII.

L'Angleterre était inquiète de ses colonies, où éclataient des troubles. Le nouveau ministre, ennemi de l'esclavage, mais qui ne croyait pouvoir l'abolir d'un seul coup, fit châtier avec rigueur quelques esclaves

rebelles. En même temps, il repoussait, dans l'Inde, les attaques de l'empereur des Birmans; il faisait punir, en Afrique, la tribu guerrière des Ashantees, qui harcelaient les possessions anglaises; enfin il exigeait la réparation d'une insulte faite au consul d'Angleterre par le dey d'Alger.

En 1824, Canning négocia des traités de commerce avec les nouvelles républiques de l'Amérique du Sud, qui, suivant l'exemple des États-Unis, avaient conquis leur indépendance nationale en s'affranchissant du joug de l'Espagne. Dès 1825 l'Angleterre reconnut l'indépendance de la Colombie, du Mexique et des provinces de la Plata.

Malgré la sage administration du nouveau ministre, le malaise allait s'augmentant chaque jour, et de nombreux éléments de révolte menaçaient, à chaque instant, d'éclater au sein de l'Angleterre. L'Irlande, qui réclamait la liberté religieuse, avait formé l'*association catholique*, à la tête de laquelle se trouvait Daniel O'Connel, le plus puissant et le plus énergique chef de parti qu'ait eu l'Angleterre depuis sa révolution. On essaya vainement de réprimer cette association; les principes au nom desquels elle s'était formée devaient triompher; on pouvait ajourner, mais non ravir aux catholiques la justice qui leur était due.

Canning mourut en 1827, et sa perte fut un deuil, non-seulement pour l'Angleterre, mais encore pour toute l'Europe libérale. George IV sentit la nécessité de choisir son nouveau ministère dans le parti auquel avait appartenu Canning, et rien ne fut d'abord changé dans le gouvernement de la Grande-Bretagne. Les membres du nouveau cabinet, qui avaient été choisis dans le parti whig, n'ayant pu parvenir à s'entendre, furent remplacés par un ministère tory, dans lequel restèrent quelques whigs, mais dont le chef fut le lord Wellington, l'ennemi de toutes les idées révo-

lutionnaires, l'homme qui croyait avoir vaincu la révolution en Europe en contribuant à la chute de Napoléon. Cependant la force des choses fit que Wellington dut exécuter les réformes libérales qu'avait voulues Canning; l'ennemi de la liberté, le tory, anglican jusqu'au fanatisme, dut donner la liberté religieuse à la catholique Irlande.

On se rappelle sans doute qu'en vertu d'une loi datant du règne des derniers Stuarts, loi qui avait été ratifiée à l'avénement de Guillaume III, tous les fonctionnaires publics devaient prêter un serment (*test*) impliquant la négation du dogme catholique. Cette formalité interdisait toute fonction publique aux membres de la communion romaine; et les catholiques n'étaient représentés ni dans la chambre des lords, ni dans la chambre des communes, quoique l'Irlande, dont la population était presque toute catholique, envoyât des députés au parlement.

Daniel O'Connel, avocat catholique de Dublin, élu par le comté de Clare en Irlande, en 1826, déclara à ses électeurs qu'il refuserait le serment. Ce refus de serment le fit repousser du parlement, où devait le ramener, à quelque temps de là, l'abolition de la loi de 1688.

Cependant les demandes des partisans de la réforme ne se bornaient plus à l'émancipation catholique. On appelait à grands cris la réforme parlementaire, et c'est ici le lieu d'exposer l'état d'une question que peu d'années devaient suffire à résoudre.

Le système électoral de l'Angleterre ne ressemblait en rien à celui de la France, et il s'en fallait de beaucoup que tous les membres de la chambre des communes fussent les représentants de la nation. Le nombre de ces membres était de six cent cinquante-huit. Leur élection était répartie de la manière suivante: deux cent dix-huit à la nomination de quatre-vingt-

sept pairs d'Angleterre, trente et un à celle de vingt et un pairs d'Écosse, et cinquante et un au choix de trente-six pairs d'Irlande. L'élection des cent soixante et onze autres membres se trouvait entre les mains de cent trente-quatre propriétaires de bourgs pourris d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande; à titre de propriétaire foncier, la couronne nommait elle-même seize membres. Enfin il ne restait à élire, par le peuple, que cent soixante et onze députés.

La question de la réforme de la loi d'élection se compliquait de la demande du renouvellement triennal du parlement devenu septennal depuis le ministère Walpole, du suffrage universel et du vote par scrutin, ensemble de lois qui devait constituer la réforme parlementaire.

Au milieu des orageux débats et des émeutes que soulevaient de si graves questions, George IV mourut le 26 juin 1830, dans la soixante-huitième année de son âge. Il ne laissait pas d'enfants, et Henri-Guillaume, duc de Clarence, succéda immédiatement à son frère sous le nom de Guillaume IV. Ce prince avait montré, avant son avénement, de vives sympathies pour le parti de la réforme, ce qui ne l'empêcha pas de maintenir d'abord les torys au pouvoir. Ils furent renversés moins de deux mois après par le contre-coup de la révolution de juillet, qui ébranla toute l'Europe, et particulièrement la vieille Angleterre.

Le peuple anglais accueillit avec enthousiasme la nouvelle de cette révolution; il sembla vouloir en faire une pareille, et les huées poursuivirent les ministres torys chaque fois qu'ils se montrèrent en public. Enfin lord Wellington porta lui-même sa démission au roi: celui-ci l'accepta, et il appela près de lui le lord Grey, l'un des chefs du parti whig, qu'il chargea de trouver une combinaison ministérielle qui pût con-

jurer l'orage dont la Grande-Bretagne semblait menacée.

Le ministère formé par lord Grey, whig et réformateur, présenta, le 1er mars 1831, à la chambre des communes le bill de la réforme parlementaire. Par ce bill, tout bourg qui ne contenait pas deux mille habitants dut perdre le privilége d'être représenté au parlement, ce qui privait cent soixante-huit membres de leurs siéges. La franchise électorale était en compensation accordée à vingt-sept villes qui ne la possédaient pas jusqu'alors, et le bill ajoutait deux députés aux vingt-sept qui étaient nommés par les principaux comtés. En outre, plusieurs quartiers de Londres non compris dans l'enceinte de la cité obtenaient le droit d'être représentés, qui jusqu'alors n'avait appartenu qu'à la Cité de Londres, à celle de Westminster, et au faubourg de Southwark.

Le mode d'élection devait aussi subir des modifications considérables; mais l'effet le plus important du bill de réforme était l'augmentation du chiffre des électeurs. Vingt-sept mille furent ajoutés à la liste, malgré la diminution du nombre des membres des communes, qui furent réduits à cinq cent quatre-vingt-seize.

Les torys refusèrent d'abord de voter le bill de réforme, il fut rejeté à une faible majorité. Mais le peuple s'étant soulevé, le roi se vit obligé de dissoudre le parlement et de convoquer une nouvelle assemblée. Deux mois après, la chambre des communes votait le bill, que rejetait encore à une assez forte majorité la chambre des lords.

Cette obstination irrita Londres et les provinces. L'Irlande réclama son ancien parlement et le rappel de l'acte d'union. Une révolution semblait imminente. Les chefs du parti radical qui, sortis du parti whig, l'avaient dépassé de beaucoup dans leurs désirs de

liberté, commençaient à parler de l'abolition de la pairie, et menaçaient de refuser tout subside si, par un moyen quelconque, le roi ne parvenait pas à faire passer le bill de réforme. Guillaume IV s'effraya, et une lettre particulière qu'il adressa à chacun des lords antiréformistes força ceux-ci d'abandonner leur opposition. En conséquence, le bill de réforme fut adopté le 4 juin 1832, et, le 7 du même mois, il reçut la sanction royale qui lui donnait force de loi.

L'Angleterre a obtenu la réforme parlementaire; mais ce n'est là qu'une faible partie des réformes radicales qu'elle sollicite. Aussi, depuis la promulgation de cette loi importante, les réclamations, les émeutes et les symptômes de malaise n'ont pas complétement disparu.

Guillaume IV mourut le 20 juin 1837, à l'âge de soixante-douze ans, dont il avait régné sept.

On peut interpréter d'une manière différente les actes du règne de ce prince, et la part qu'il a prise personnellement aux événements qui l'ont signalé. Sans être ami du progrès, il l'aida malgré lui. Il n'a pas marché de lui-même dans la voie qu'il a suivie; il y a été entraîné par la force des événements, et s'il a participé à de grandes choses, on peut dire, avec vérité, qu'il ne les a pas voulues.

Guillaume IV n'a pas laissé d'enfants pour lui succéder, et la couronne d'Angleterre est revenue à la princesse Victoire, sa nièce, fille de son frère puîné le duc de Kent. Son frère, le duc de Cumberland, est devenu roi de Hanovre, parce que ce dernier royaume n'est pas héréditaire aux femmes.

Le règne de la reine Victoire n'étant pas encore du domaine de l'histoire, nous arrêterons notre récit à son avénement, qui eut lieu le 20 juin 1837.

CHAPITRE III.

Irlande.

De 1789 *à* 1837.

La révolution française eut un immense retentissement en Irlande, et on peut dire qu'il n'y a pas de peuple auquel elle se soit aussi fidèlement et aussi complétement communiquée, par cette raison peut-être que, les Noirs des colonies exceptés, il n'y avait au monde aucun peuple, aucune nation, aucune race aussi durement opprimée que le peuple irlandais.

Jusqu'à la révolution française, l'Irlande réclamant une sorte de liberté féodale pour quelques-uns, excluait de cette liberté les catholiques et les prolétaires. Notre révolution lui fit comprendre qu'il y avait une liberté plus étendue, plus élevée que celle-là, et cette liberté fut réclamée par l'Irlande comme un droit naturel pour tous, sans acception de protestants ou de catholiques.

La sympathie de l'Irlande éveilla celle de la France révolutionnaire, mais en même temps elle épouvanta l'Angleterre. Des mesures d'une atroce rigueur furent prises contre les Irlandais partisans de la France; mais ces rigueurs n'empêchèrent pas l'esprit révolutionnaire de se répandre chaque jour de plus en plus en Irlande. En 1791, une société populaire, à l'instar des sociétés populaires de France, s'organisa sous le nom d'*Irlandais-Unis*. Bientôt les volontaires de Dublin se constituant en milice bourgeoise prennent le nom de *Garde nationale*. Ils adoptent un uniforme à parements verts, couleur nationale de l'Irlande, et les

boutons de cet uniforme portent la harpe irlandaise surmontée du bonnet de liberté, au lieu de l'antique couronne. On célèbre le triomphe de notre révolution; l'anniversaire de la prise de la Bastille devient une fête nationale, et dans cette fête les Irlandais déploient un drapeau sur lequel on lit : « *A notre sœur des Gaules! Elle est née le* 14 *juillet* 1789! *Hélas! nous sommes encore à l'état d'embryon!* » La France n'a pas un succès dont l'Irlande ne se réjouisse; elle n'essuie pas un revers dont celle-ci ne pleure.

Un parlement fut ouvert au milieu de cette fermentation (1792), et les premiers actes de ce parlement relevèrent les catholiques de quelques-unes des incapacités dont les frappait la loi. Ils purent s'allier dans des familles protestantes, exercer la profession d'avocat et élever leurs enfants comme bon leur semblait, soit en Irlande, soit à l'étranger. Un acte de 1793 mit les catholiques presque dans la même situation civile que les protestants, mais laissa subsister l'inégalité politique. Ils continuèrent d'être exclus de certaines fonctions au nombre de trente. Le clergé catholique resta sous l'anathème, mais on toléra qu'il reçût une rétribution provenant de contributions volontaires.

On permit à l'Irlande le commerce de l'Inde, avec certaines restrictions; on encouragea les travaux de défrichement; mais on défendit tous les rassemblements, toutes les associations, et ces rassemblements, ces associations, si le gouvernement pouvait les punir; il n'était plus désormais en son pouvoir de les empêcher. Les confédérations des *White-boys*, que le lecteur n'a pas oubliées, continuèrent à se montrer, sous différentes formes et avec différents noms, dans toutes les parties du pays.

En 1794 le parlement ordonna la levée en Irlande d'une milice sur le même pied que celle d'Angleterre.

Cette milice, qui devait être composée de seize mille hommes engagés pour quatre ans, était destinée à la défense de l'intérieur. Cette mesure amena des rassemblements séditieux qui coûtèrent la vie à plusieurs personnes. La Société des Irlandais-Unis eut aussi à subir toutes sortes de vexations, et plusieurs de ses membres, arrêtés sous divers prétextes, furent condamnés à de grosses amendes et à la prison d'une manière illégale. Enfin, plusieurs d'entre eux furent violemment incorporés dans des régiments de marine, et même déportés en vertu d'un acte du parlement, dit *acte d'insurrection* (1796). Ceci, comme on le pense bien, ne fit qu'augmenter l'exaspération. L'Irlande catholique et révolutionnaire fit appel au peuple français, lui demandant de l'aider à se débarrasser de la lourde tyrannie de l'Angleterre.

En face des sociétés révolutionnaires d'Irlande s'était organisé, sous le nom d'Orangistes, un corps ou plutôt une société protestante, tory, anglaise de sympathie, composée de grands propriétaires et de fermiers. Ce fut sur cette faction que le gouvernement anglais résolut de s'appuyer. Elle fut organisée en corps armé destiné à renforcer les troupes de ligne et la milice.

A la fin de cette même année (1796) des troupes françaises essayèrent de débarquer en Irlande dans la baie de Bantry. Des membres de la Société des Irlandais-Unis avaient sollicité du Directoire, qui gouvernait alors la France, ce secours, à l'aide duquel ils espéraient séparer l'Irlande de l'Angleterre. Les troupes françaises furent accueillies à leur débarquement par des Irlandais qui chantaient une sorte de Marseillaise, dont nous traduirons le premier couplet :

« Éveillez-vous, Hyberniens, le moment est venu ; qu'ils tremblent les tyrans, ils approchent, nos frères français. Fils d'Erin, ne faiblissez pas, chantez Ça ira,

en signe de bienvenue ; ils marchent, ils arrivent aux cris de Vive la république !... aux armes !... »

On sait le malheureux succès de l'expédition française que commandait le général Hoche ; la flotte, comme jadis l'Invincible Armada, fut détruite par les tempêtes, et les Irlandais durent s'attendre à subir de nouvelles rigueurs de la part du gouvernement anglais. Cependant ils espéraient, ils attendaient toujours des secours de la France, et, tout en les attendant, ils préparaient le plan d'une grande insurrection nationale qui devait coïncider avec le débarquement de nouvelles troupes républicaines. Cette insurrection éclata avant l'arrivée de l'armée française, et le gouvernement anglais sembla l'avoir provoquée.

Vainement dans le parlement de loyaux Irlandais avaient averti le gouvernement que l'Irlande était au comble du malheur ; que, réduite au désespoir, elle pouvait céder à des inspirations fatales, si on ne mettait enfin un terme à tant de douleurs, à tant d'injustices ; vainement de courageux écrivains signalèrent et le mal et le remède dans des journaux, dont les plus fameux furent *l'Étoile du Nord*, *la Presse* et *la Harpe d'Erin ;* le gouvernement ferma l'oreille aux discours prononcés dans le parlement ; les rédacteurs de *l'Étoile du Nord* furent jetés en prison, l'imprimerie du journal fut incendiée par un détachement de soldats qui en reçurent l'ordre de leur général. L'éditeur de *la Presse* fut également emprisonné, le recueil fut supprimé, et il en arriva de même pour *la Harpe d'Erin*.

Les Irlandais-Unis suppléèrent à ces différents journaux par des feuilles écrites à la main (1798), et pour diminuer les droits perçus par le gouvernement anglais en Irlande, le directoire insurrectionnel, qui se sentait fort de la sympathie du peuple, commanda à tous les vrais Irlandais, plus implicitement qu'il ne l'avait fait

encore, de s'abstenir totalement des liqueurs fortes que semblaient leur rendre nécessaires et l'humidité du climat et leur extrême misère, et enfin une longue habitude. La tempérance devenant une vertu patriotique, un ordre, d'une exécution si difficile en apparence, fut ponctuellement exécuté.

Cependant on fabriquait des piques, on fondait activement des balles, et le gouvernement ne tarda pas à le savoir, en voyant disparaître, furtivement enlevés, le plomb des édifices publics et celui des gouttières, et de grands arbres dans le voisinage des villes.

On fit alors des recherches minutieuses dans les lieux où l'on supposait que pouvaient être les dépôts d'armes; et pour connaître leurs détenteurs, on fit subir les plus cruelles tortures à des malheureux qui ne révélèrent rien, et montrèrent le courage des martyrs. Du reste, toute la population irlandaise s'était réunie cette fois sans acception d'origine ou de religion, et on vit, en 1798, un homme qui fut exécuté à Carikfergus, comme agent des Irlandais-Unis, marcher au supplice accompagné d'un moine catholique et de deux ministres presbytériens.

Les chefs des Irlandais-Unis attendaient le moment favorable pour lever le drapeau de l'insurrection, et l'arrivée de la flotte française, avec laquelle devait coïncider cette insurrection, lorsque la trahison les obligea de se déclarer. Un traître, nommé Reynolds, marchand de soieries à Dublin, qui s'était montré uu des plus chauds partisans de la révolution, et avait été nommé colonel des Irlandais-Unis, trésorier et représentant de l'Irlande par le Directoire exécutif, trahit lâchement ses frères pour une somme de cinq mille livres sterling (126,000 fr.) et une pension de quinze cents livres (35,800 fr.). Les révélations de Reynolds amenèrent de nombreuses arrestations, et quatre

jours après, l'insurrection éclata. Quelques milliers d'hommes armés de fusils et de piques marchèrent sur Dublin, et l'insurrection s'étendit de proche en proche. Dublin, formidablement défendue, ne tomba pas entre les mains des Irlandais-Unis; mais ils s'emparèrent de plusieurs autres villes, et battirent en diverses rencontres les troupes royales. En tête de leurs bataillons se voyait l'étendard vert, sur lequel était peinte la harpe, surmontée du bonnet de liberté, et cette devise écrite en anglais : *Liberty or death* (Liberté ou la mort), ou bien celle-ci en langue irlandaise : Eringo-bragh (Vive l'Irlande!). Les soldats portaient presque tous sur eux, en allant au combat, des livres de prières et des chansons nationales de la France révolutionnaire; et les prêtres catholiques ou protestants, dont beaucoup avaient des grades dans l'armée insurgée, s'occupaient d'amortir les haines fanatiques, en répétant sans cesse à leurs soldats : *Ce n'est point une guerre de religion.* Dans toute cette malheureuse insurrection, on doit le dire, les révolutionnaires, troupe indisciplinée, formée principalement de gens du peuple qui, ayant beaucoup souffert, pouvaient croire qu'ils avaient beaucoup à venger, eurent constamment l'avantage de l'humanité vis-à-vis des troupes anglaises. Il y eut des provinces en révolte où pas un seul *orangiste* ne fut tué; les femmes, les vieillards, les enfants furent soigneusement respectés. Loin de suivre de si nobles exemples, l'armée anglaise se livra à toutes sortes de cruautés, massacrant sans pitié les femmes, les enfants, les vieillards sans défense; livrant au bourreau tous les prisonniers qu'elle faisait, ce que les Irlandais exprimaient énergiquement en disant qu'ils *se battaient la corde au cou.*

Défaits à plusieurs reprises, les Irlandais-Unis furent enfin obligés de se disperser. Le plan d'insurrection n'avait, comme nous l'avons dit, pu être suivi à cause

de la trahison de Reynolds. Cette insurrection éclata partiellement au lieu de faire, au même moment, explosion sur toute l'île, comme l'avaient voulu les chefs, qui périrent presque tous. Les plus célèbres de ces chefs furent : Arthur O'Connor, savant distingué, membre du Directoire de l'Union, descendant de Roderic O'Connor, le dernier roi indigène de l'Irlande; lord Édouard Fitz-Gérald, issu de l'une des plus illustres familles des conquérants anglo-normands de l'Irlande; Olivier Bond, riche négociant; le docteur catholique Mac-Nevin; et Thomas Emmet, jeune avocat du plus beau talent. Plus de cinq cent mille Irlandais avaient formellement adhéré à la Société des Irlandais-Unis, où avait été organisé le plan d'insurrection.

Réprimée, éteinte dans le Sud et dans l'Est, où elle avait d'abord éclaté, l'insurrection se ralluma dans le Nord et dans l'Ouest; et les troupes françaises qu'on attendait débarquèrent enfin dans l'île, mais trop tard et trop peu nombreuses. On tenta un nouveau mouvement insurrectionnel à l'aide de ce renfort qui n'avait pas plus de 1,500 hommes, et d'abord les révolutionnaires eurent le dessus. Vaincus à la bataille de Ballinamuch, où l'armée anglaise n'avait pas moins de 30,000 hommes, les Français capitulèrent; et les malheureux insurgés, après s'être retirés dans la ville de Killala, où ils essayèrent vainement de se défendre, se réfugièrent dans les montagnes et les forêts voisines, après avoir vu massacrer un grand nombre de leurs frères. Les uns s'y maintinrent par bandes et continuèrent la guerre sous forme de brigandage; les autres essayèrent de sauver leur vie en se cachant dans des cavernes, où leurs parents leur apportaient à manger; mais des uns et des autres un grand nombre fut pris par les Anglais; et tous ceux dont ils s'emparèrent furent fusillés ou pendus.

Tout cela ne diminuait pas, on le pense bien, la

haine du peuple pour la domination anglaise, et des révoltes partielles continuèrent d'éclater jusqu'à l'année 1802, où la paix d'Amiens entre l'Angleterre et la France fut conclue, sans qu'aucune stipulation eût été faite en faveur de l'Irlande. Les Irlandais, désespérés et épuisés par tant d'efforts, semblèrent ne plus songer à reconquérir le dernier symbole d'indépendance nationale qui leur restât, leur parlement.

Et disons maintenant comment leur avait été enlevé ce parlement.

Les hommes véritablement politiques ne voyaient depuis longtemps d'autre moyen de conserver l'Irlande à l'Angleterre que d'assimiler, d'incorporer parfaitement la première à la seconde. Cette incorporation des deux royaumes devait, disaient-ils, écartant des distinctions funestes, étouffer toute jalousie nationale et délivrer pour toujours de la crainte d'une séparation. On se débarrassait de l'inconvénient d'avoir deux législations dans un seul royaume, deux gouvernements dans un même État.

On aurait eu raison en droit et en fait, si, en accomplissant cette union, on eût fait ce qui avait été fait pour l'Écosse, si on eût donné à l'Irlande des droits égaux à ceux de l'Angleterre, assimilé les Irlandais aux Anglais. Mais l'Irlande était un pays conquis, tandis que l'Écosse, réunie par l'accession d'un de ses rois au trône d'Angleterre, n'était devenue subordonnée à ce pays qu'à cause de leur importance relative. De plus, l'Irlande était catholique, et le *Test*, obligatoire pour tout fonctionnaire, était un serment protestant, qui, à l'origine, dirigé spécialement contre les catholiques, ne pouvait être prêté par eux sans sacrilége. De plus, ces *parias* de la loi anglaise n'avaient encore été relevés que d'une partie des incapacités dont les avait frappés Guillaume III. La réunion des deux parlements était donc en réalité

la spoliation du reste de leur indépendance. Mais l'Angleterre était toute-puissante; l'Irlande, abattue et presque cadavre par suite de ses insurrections récentes et des rigueurs qui les avaient suivies, l'Irlande vaincue devait être réunie.

Cependant on rencontra plus d'obstacles qu'on ne s'y était attendu. Une violente opposition se manifesta dans le parlement irlandais (1799), depuis longtemps habitué à vouloir tout ce que voulait l'Angleterre. Cette opposition fut spécialement le lot de la chambre des communes, parmi les membres de laquelle on cite : Laurent Parsons, homme justement honoré et orateur distingué; Grattan, l'un des plus grands orateurs de la tribune anglaise; lord Moïra, etc. Leur opposition fut telle, qu'après trois lectures successives du bill, la discussion fut remise à l'année suivante.

Or, le ministère anglais avait employé le laps de temps qui s'était écoulé entre les deux sessions, à corrompre les membres du parlement irlandais. Des places, des pensions, de l'argent, des pairies, des faveurs de toute sorte furent prodiguées à la chambre des communes; et comme les riches propriétaires d'Irlande, siégeant dans l'une ou l'autre chambre, se montraient généralement récalcitrants, parce qu'au nombre de leurs priviléges les plus chers, ils comptaient les *bourgs pourris*, par lesquels des députés de leur choix arrivaient à la chambre des communes, on résolut de leur payer richement chacun de ces bourgs. Ils furent tarifés uniformément au prix de quinze mille livres sterling (378,000 fr.), qu'on paya en indemnité à chaque grand propriétaire dont le vote fut ainsi acheté. Cette seule indemnité coûta trente et un millions de francs; elle ne formait qu'environ les deux tiers de la somme que dépensa l'Angleterre pour l'acte d'union. Cet acte passa le 26 mai 1806, à une majorité de cent dix-huit voix contre soixante-treize. Il sou-

leva tout ce que l'Irlande possédait encore d'esprit national, et au sein même du parlement qui venait de le voter, on entendit s'élever des voix courageuses qui demandaient que le bill fût brûlé de la main du bourreau. Les dernières insurrections dont nous avons parlé furent la suite de l'acte d'union; et on peut affirmer que jamais l'Irlande ne fut plus hostile à l'Angleterre qu'après cet acte.

« En s'adjoignant le royaume d'Irlande, l'Angleterre n'a point décrété qu'à l'avenir l'Irlande serait gouvernée par les lois et les principes de la constitution anglaise : elle n'a rien fait et ne pouvait rien faire de pareil. La constitution anglaise n'est point une charte en cent articles, qu'on expédie en toute hâte à la nation qui a urgence d'un gouvernement. Elle se compose surtout de coutumes, de traditions, de mœurs, et d'une multitude de statuts, souvent liés eux-mêmes à la coutume dont on ne saurait les dégager, soit qu'ils aient pour objet de la combattre, soit qu'ils lui viennent en aide. Or, si on peut prescrire à un peuple l'observance d'une loi, on ne lui enjoint pas une coutume; une coutume est un fait complexe, le résultat de mille faits précédents; c'est une expérience répétée si souvent, que d'usage elle devient loi; elle se consacre, mais ne s'impose pas, et fût-il possible d'en transporter les prescriptions chez un peuple où elle n'est point née, on ne pourrait lui en transmettre l'esprit. Qu'a donc fait l'Angleterre quand elle a proclamé l'union de l'Irlande? Elle a déclaré qu'à l'avenir toutes les lois nécessaires aux deux pays seraient faites par un parlement commun, où chacun enverrait ses représentants; mais en disposant pour l'avenir, elle a laissé intact le passé; et l'Irlande, unie à l'Angleterre, est demeurée en possession de ses coutumes et de ses lois, hors celle qui lui attribuait un parlement spécial.

« Ainsi, même après la loi d'union, il y a toujours

une *Irlande ;* aux termes de cet acte, les trois royaumes forment un seul empire, sous le titre de royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande. Lors de sa fusion avec l'Angleterre l'Ecosse perdit son nom; l'Irlande, en s'unissant, garda le sien : elle conserva bien plus longtemps encore ses mœurs et ses passions nationales.

« Les convulsions de 1798, dont l'union de 1800 fut le dernier épisode, sont suivies d'un long repos ; ou du moins l'ordre se rétablit en Irlande tel qu'il existait avant que la population essayât de secouer ses fers. Les protestants reprennent leurs habitudes d'oppression, que les catholiques subissent désormais en silence ; cette sorte de paix règne vingt années en Irlande.

« Cependant au moment où le pacte d'union parlementaire fut établi entre l'Irlande et l'Angleterre, celle-ci s'était engagée envers la première à abolir les incapacités politiques qui frappaient encore les catholiques irlandais. Cette abolition était promise comme un adoucissement aux rigueurs de l'acte d'union; mais cet acte étant accompli, la mesure de grâce et de générosité qui devait l'accompagner ne se réalisa point. M. Pitt, alors premier ministre, se montra, il est vrai, jaloux de tenir l'engagement pris ; mais sa volonté fut impuissante devant l'obstination de George III, qui aurait cru violer le serment protestant prêté à son couronnement, s'il eût autorisé la présentation d'un bill contenant l'émancipation des catholiques irlandais. Le premier ministre se conduisit noblement : ne pouvant tenir sa promesse, il résigna ses fonctions. L'Irlande n'en fut pas moins fondée à se plaindre d'un manque de foi ; et, avertie par ses malheurs passés, au lieu de recourir à la violence et à la révolte pour obtenir justice, elle n'employa plus pour faire valoir ses droits que les moyens légaux que lui offrait une

constitution libre. La presse et l'association furent ses deux instruments les plus considérables. Vers l'an 1810, un comité de catholiques s'organisa et prit en main la direction de tous les efforts nationaux qui tendaient à une réforme. John Keogh dirigea ce comité jusqu'au jour où O'Connell y parut, et y domina comme il devait bientôt dominer toute l'Irlande [1]. »

O'Connell! dans ce grand nom se résume, depuis trente années, toute l'histoire de l'Irlande.

Né à Dublin, d'une famille ancienne, et qui descend, dit-on, des anciens rois d'Irlande, O'Connell a été élevé en France, dans les colléges catholiques de Douai et de Saint-Omer. Destiné par sa famille à la profession d'avocat, il se distingua de bonne heure par une éloquence forte et entraînante qu'il employa presque exclusivement à la défense de ses coreligionnaires. Du barreau, O'Connell passa naturellement aux meetings [2]; il devint l'orateur chéri du peuple irlandais, et se trouva tout naturellement porté au sein de l'association catholique (1810), dont il ne tarda pas à devenir le chef.

Envoyé en 1825 devant le parlement anglais qui se livrait à une enquête sur l'état de l'Irlande, on le vit exposer avec simplicité les rigueurs qui pesaient alors sur l'Irlande catholique, et placer au premier rang les incapacités politiques dont sont frappés les membres de cette communion.

En 1828, il se présente aux électeurs du canton de Clare, réunis pour envoyer un député au parlement d'Angleterre, et le discours qu'il leur adresse peut se résumer ainsi : « La loi vous défend d'envoyer un catholique; je suis catholique, nommez-moi, et je ferai révoquer la loi qui nous frappe tous. » Deux fois le

[1] M. Gustave de Beaumont.

[2] Le mot *meeting*, qui veut dire *assemblée*, s'applique surtout aux réunions populaires ayant un but politique.

parlement anglais annule l'élection du comté de Clare, parce que le député refuse de prêter le serment protestant, deux fois le comté de Clare renvoie au parlement O'Connel, qui, en 1829, obtient le bill, dit d'*émancipation*, lequel accorde à tout catholique le droit d'entrer au parlement sans avoir à prêter aucun serment qui répugne à sa conscience.

L'émancipation politique une fois obtenue, il restait pour la pauvre Irlande bien d'autres griefs à redresser. Les efforts tentés depuis 1829 par le grand *agitateur*, le grand citoyen de l'Irlande, ne sont pas encore du domaine de l'histoire, mais bien de celui de la politique quotidienne, et pour cette raison ne peuvent trouver place ici. O'Connell, avec une ardeur égale à celle avec laquelle il poursuivit jadis le bill d'émancipation, poursuit aujourd'hui le rappel de l'union. Il est véritablement roi de l'Irlande, qui volontairement lui paye une énorme liste civile pour laquelle les plus pauvres (Dieu sait quelle est en Irlande la misère du pauvre!) sont heureux de s'imposer les plus dures privations. Il tient l'Irlande dans sa main, et jamais roi plus absolu ne fut autant aimé ni mieux obéi. De lui a dépendu de déchaîner la guerre civile sur l'Angleterre, et on doit l'admirer d'avoir tenu, comme il l'a fait, dans les limites de la plus stricte légalité, le malheureux pays qui lui a confié son avenir, et auquel cette légalité même donne une force irrésistible.

CHAPITRE IV.

Littérature. — Beaux-arts.

De 1789 *à* 1843.

Nous sommes arrivés à la dernière période de la littérature anglaise, à l'une des plus brillantes. La poésie, tout à l'heure terne et dépourvue d'originalité, va s'élever au-dessus de la prose, et Byron va venir se placer, non loin de Shakspeare et de Milton, à la tête du mouvement romantique dont nous avons parlé précédemment. Mais avant l'apparition de Byron, et après lui, bien des noms restent à citer.

A la tête des poëtes, nous nommerons d'abord, en suivant l'ordre de date, William Cowper (1731-1800), ministre protestant, dont tous les écrits portent un caractère éminemment moral et religieux. Les plus connus sont : *Les Propos de Table*, *les Progrès de l'Erreur*, *la Vérité*, *la Controverse*, *l'Espérance*, *la Charité*, *la Conversation*, *la Retraite*, *la Tâche*, son œuvre capitale ; enfin des traductions de l'Iliade et de l'Odyssée, supérieures en plus d'un point à celles de Pope, quoique beaucoup moins vantées.

L'Écossais Robert Burns (1759-1796) se présente immédiatement après Cowper. Né de parents pauvres, Burns fut laboureur dans sa jeunesse, et son éducation ne fut ni meilleure ni pire que celle des paysans, ses compagnons. Au milieu des travaux rustiques se révéla le génie de cet homme éminemment poëte, qui, inconnu de tous, vivant dans la mi-

sère, combattu par mille passions, tourmenté de mille douleurs, songea un moment à quitter la Grande-Bretagne pour l'Amérique, où il espérait des cieux plus cléments. Avant de partir, Burns eut l'idée de publier ses chants, qui n'étaient connus que des paysans ses camarades, et des villageoises dont il avait célébré la rustique beauté. Le succès fut immense; le poëte campagnard se vit fêté de tous, comme l'honneur et la gloire de la vieille Écosse. Il put espérer de meilleurs jours. Mais, au bout de quelque temps, ses espérances l'abandonnèrent, il se refit fermier, devint commis de *l'excise* (ce qu'on nomme, chez nous, *commis des droits réunis*), et mourut désespéré des misères de la vie, à l'âge de 37 ans. Burns est, sans contredit, un des premiers poëtes de la Grande-Bretagne; ses conceptions sont fortes, ses pensées neuves et profondes, son style facile et original. C'est le poëte de la liberté et de l'amour, et le *Chant de Bruce*, et plusieurs autres de ses poëmes, vivront aussi longtemps que vivra la langue anglaise.

Le ministre George Crabbe (1754-1832) pensa de bonne heure qu'il serait utile, autant qu'original, de peindre la vie rustique telle qu'elle est, et non embellie par la fiction, comme on a coutume de le faire. Les principales productions de cet auteur, dans les poëmes duquel on ne doit pas chercher un doux passe-temps, mais bien de sévères leçons, sont: *le Village*, *le journal* (*News-Paper*), *le Registre de Paroisse*, et *le Bourg*.

Un banquier de Londres, Samuel Rogers, a pris un rang honorable parmi les poëtes du XIXe siècle. *Les Plaisirs de la Mémoire*, *le Voyage de Colomb*, *Jacqueline*, *la Vie humaine*, et *l'Italie*, poëmes de peu d'étendue, sont remarquables surtout par leur grâce facile.

Campbell a composé *les Plaisirs de l'Imagination*,

les Plaisirs de l'Espérance, et *les Plaisirs de la Mémoire*. Les meilleurs ouvrages de cet auteur sont : *Lochiel et le Devin*, *le Fils d'O'Connor*, et *Gertrude de Wyoming*, l'œuvre favorite du poëte. L'Angleterre doit à Campbell deux chants nationaux : *O vous! marins de l'Angleterre*, et *le Combat de la Baltique*. Cet auteur a aussi composé plusieurs ouvrages en prose, parmi lesquels nous citerons une excellente *Vie de Pétrarque*.

Wordworth a été très-vanté en France, dans les beaux jours de l'école romantique, qui le plaçait à la tête de l'école de poésie, dite *des lacs*, des lacs du Westmoreland et du Cumberland, près desquels vivaient Wordworth, Coleridge et Southey, les principaux poëtes de cette école. Cependant, on ne connaît guère chez nous que quelques sonnets de Wordworth, qui a composé, en outre, *l'Excursion*, *la Fontaine*, *Ruth*, *Nous sommes sept*, *la Plainte de l'Indien*, *la Promenade du Soir*, les *Esquisses descriptives*, les *Ballades lyriques*, etc. Wordworth est éminemment le poëte de la nature, des nobles émotions, des sentiments profonds, et de tout ce qui élève l'âme. On ne peut guère reprocher à son style, simple, noble, vigoureux, que le défaut d'être trop détaillé.

On doit à Coleridge (1773-1834) le délicieux poëme de *Geneviève*, *le Vieux Matelot*, *Chritsabel*, admirable fragment d'un poëme non terminé; *le Feu, la Famine et le Meurtre*, esquisses qui semblent inspirées par le génie des sibylles; *le Remords*, poëme dramatique; et enfin, l'*Ode au Mont-Blanc*, le plus parfait de ses écrits, peut-être. Coleridge fut encore prosateur et critique distingué.

Southey (1774-1843) publia, à 21 ans, le poëme de *Jeanne d'Arc*, un des plus beaux monuments qui aient été élevés à la gloire de l'héroïne française. Son poëme arabe de *Thalaba* est aussi une œuvre véri-

tablement remarquable. Nous en dirons autant de *Madoc*, dont une tradition galloise fait le fond; de *Kehama*, légende indienne; de *Roderic, le dernier des Goths*, ouvrages pleins d'originalité et d'élévation. Outre ses poëmes, Southey a écrit des ouvrages en prose, qui suffiraient à le placer aux premiers rangs de la littérature : la *Biographie de Nelson*, l'*Histoire du Brésil*, *le Livre de l'Église*, *l'Histoire de la guerre de la Péninsule*, qui sont les plus célèbres, forment une brillante partie de l'œuvre immense de cet écrivain, aussi laborieux qu'admirablement doué.

C'est comme poëte que débuta d'abord Walter Scott (1771-1832), par *le Lay du dernier Ménestrel*. *Marmion*, *la Dame du Lac*, *le Lord des Iles*, *Rokeby*, *Don Roderic*, *les Fiançailles de Triermain*, et *Harold l'Indomptable*, publiés pour la plupart, lui assignaient déjà un rang élevé dans la littérature, lorsque apparut anonyme son beau roman de *Waverley*. Le succès fut immense, et on vit suivre, à peu de distance : *Guy-Mannering*, *l'Antiquaire*, *Rob-Roy*, *le Nain noir*, *les Puritains*, *la Prison d'Édimbourg*, *l'Officier de fortune*, *la Fiancée de Lamermoor*, *Ivanhoe*, *les Aventures de Nigel*, *les Contes de mon Hôte*, *le Monastère*, *l'Abbé*, *le Pirate*, *les Eaux de Saint-Ronan*, *Redgauntlet*, les *Chroniques de la Canongate*, *le Château périlleux*, *Kenilworth*, *Peveril du Pic*, *Quentin Durward*, *les Contes des Croisés*, etc.

Les romans de Walter Scott mirent à la mode et l'Écosse et le genre historique; ils firent éclore, par toute l'Europe, une foule de romans de ce genre, véritablement créé par le grand poëte.

Walter Scott est encore l'auteur d'une assez faible histoire d'Écosse en trois volumes, et d'un charmant ouvrage sur le même sujet : *l'Histoire d'Écosse, racontée par un grand-père à son petit-fils*. Nous regret-

tons d'être obligée de dire qu'il a aussi écrit, sous le titre de : *Vie de Napoléon Bonaparte*, un ouvrage qui fait également tort au génie et au caractère de son auteur. Les *Lettres de Paul à sa famille* furent écrites dans le même esprit de dénigrement contre la France. Citons aussi deux faibles essais dramatiques, *Hallidon-Hill*, et *Auchindrane*. L'*Essai biographique sur les Romanciers* est un bon morceau de critique, qui montre que Walter Scott savait bien la théorie de l'art qu'il a porté si haut.

L'Angleterre nommait, depuis longtemps, Walter Scott avec orgueil, lorsque apparut Byron (1788-1824), le plus grand poëte qu'ait eu ce pays depuis Milton. Doué d'une imagination prodigieuse, d'une intelligence puissante, d'une indomptable énergie et d'une sensibilité profonde, Byron avait éminemment les qualités et les défauts du poëte. Sa carrière littéraire commença par une œuvre de fantaisie : les *Heures d'indolence*, qui était bien loin de pouvoir faire deviner le chantre futur du doute et du désespoir. On attribue le caractère que prit, dans la suite, la poésie de Byron, aux injustes critiques de la *Revue d'Edimbourg* sur ce premier ouvrage. Le poëte répondit par une satire sanglante : *Les poëtes anglais et les critiques écossais*, puis il partit pour la Grèce. On avait presque oublié Byron, quand il reparut tout à coup. Il venait prendre son siége héréditaire à la chambre des lords, où il se signala bientôt dans les rangs des whigs, et en même temps il publiait les premiers chants de l'admirable poëme de *Child-Harold*, son chef-d'œuvre peut-être. *Le Giaour*, *le Corsaire*, *le Siége de Corinthe*, *la Fiancée d'Albydos*, *Lara*, suivirent à peu de distance. Puis vinrent *Manfred*, *Sardanapale*, *Marino Faliero*, *les Deux Foscari*, *Caïn*, *Werner*, *Mazeppa*, *Don Juan*, et d'autres chefs-d'œuvre, si nombreux et si parfaits, qu'on a peine à croire que celui qui les a

produits ait mené constamment une vie nomade et dissipée, et soit mort à l'âge de 36 ans. On sait que le grand poëte périt à Missolonghi, où il avait été porter des secours aux Grecs, qui luttaient alors pour reconquérir leur indépendance. Byron fut rapporté en Angleterre, et enterré à Newstead-Abbey, son château héréditaire. On refusa à la dépouille du poëte la royale sépulture de Wesminster, où, dans le *coin des poëtes* (*poets'corner*), le voyageur cherche vainement aujourd'hui son tombeau.

En mourant, Byron avait laissé des mémoires, qui furent confiés à son ami Thomas Moore, et qu'on croit avoir été détruits, ou du moins mutilés.

Ce même Thomas Moore, né à Dublin, en 1780, est aujourd'hui le poëte le plus célèbre de l'Angleterre. Il publia ses premiers écrits sous le nom de *Tom Little:* ce sont des essais pleins d'esprit et d'imagination, par malheur entachés de licence. *Les Mélodies irlandaises*, qui vinrent ensuite, et furent faites pour être adaptées à de vieux airs, firent de Moore le poëte national de l'Irlande. Le poëme oriental de *Lalla Rookh* est peut-être ce que cet auteur a de plus parfait. Nous citerons encore ses *Chants sacrés*, ses *Duos*, ses *Trios*, et son petit poëme des *Amours des Anges*, œuvre trop coquette pour être véritablement belle, et qu'on nous semble avoir beaucoup trop vantée. Moore a composé aussi une *Histoire d'Irlande*, qu'il n'a encore conduite que jusqu'au règne d'Élisabeth exclusivement, et qui, pour n'être pas une œuvre historique de premier ordre, n'en est pas moins la meilleure histoire d'Irlande qui ait paru jusqu'ici. Une *Vie de Shéridan*, les *Mémoires sur lord Edward-Fitzgérald*, et une *Notice sur la Vie de lord Byron*, complètent le bagage littéraire de cet écrivain.

Quelques poëtes brillent encore après Moore : Bowles, auteur de sonnets et de petits poëmes, long-

temps chers à l'Angleterre. — William Gifford, auteur de poëmes mélancoliques, et de deux satires, *la Baviade* et *la Mœviade*, qui eurent un grand succès à l'époque de leur publication. — John Wolcot, poëte humoristique, qui se donna à lui-même le surnom de *Pierre Pindare*, qui lui est resté. — Montgommery, dont la vie ressemble à un roman, et auquel on doit de charmants ouvrages. Poëte à dix ans, à quatorze, Montgommery avait déjà publié deux gros volumes de vers; à dix-huit, on le jetait en prison pour un chant sur la prise de la Bastille; et à peine sorti de captivité, il s'y voyait plongé de nouveau pour un pamphlet. Il y composa *les Plaisirs de la Prison*. Vinrent ensuite *l'Océan*, poëme; *la Famille suisse*, poëme dramatique; *les Indes occidentales*, *le Monde avant le Déluge*, *le Groenland*, *l'Ile du Pélican*, etc. Ce que les Anglais préfèrent, parmi les poëmes de Montgommery, ce sont ses traductions des Psaumes de David, qu'il a intitulés : *Chants de Sion*.

Bloomfield est un des meilleurs poëtes prolétaires de l'Angleterre. Son ouvrage le plus connu, *l'Enfant du Fermier*, est un petit poëme plein de traits charmants.

Un aimable poëte, Kirke White (1785-1806), a dû une grande célébrité à sa mort prématurée.

Après ces noms, viennent encore se placer, dans les rangs inférieurs de la poésie, ceux de Leyden, dont on a de jolies ballades et les *Scènes de l'Enfance*. — James Grahame, pour son poëme du *Sabbat*. — Lewis, dont on a des poésies dans le même ordre d'idées superstitieuses que son roman du *Moine*. — Spencer, auteur de jolies bagatelles. — Sotheby, qui, outre quelques jolies poésies originales, a doté l'Angleterre d'une bonne traduction de *l'Oberon de* Wieland, et d'une excellente traduction *d'Homère*.

N'oublions pas de mentionner encore l'Écossais John

Wilson. — James Hogg, né dans les rangs les plus infimes de la société, et d'abord berger, s'éleva à la plus haute poésie dans *le Réveil de la reine*, qui fut suivi, à peu de distance, par *les Contes dramatiques*, *les Pèlerins du Soleil*, etc. — William Tenant. — Leigh Hunt. — Percy Bysshe Shelley, le parent et l'ami de Byron. Mort à 30 ans, Shelley fut un des plus réellement inspirés et des plus malheureux des poëtes modernes. — John Keats. — Barry Cornwall, Thomas Hood, méritent encore d'être cités, aussi bien qu'Allan Cunningham, mort tout récemment. Né de parents pauvres, ce dernier, d'abord maçon, devint poëte et critique éminent.

Beaucoup de femmes se sont distinguées dans la poésie, durant l'époque que nous venons de parcourir. Nous nous contenterons d'en citer quelques-unes : mesdames Hunter; Opie; Hémans, dans le genre lyrique. On doit à la seconde de charmants romans. — Joanna Baillie est, au dire des meilleurs critiques de l'Angleterre, un poëte de premier ordre. Ses ouvrages dramatiques, qu'elle a intitulés : *Pièces sur les Passions*, lui ont fait donner par quelques enthousiastes le titre de *Shakspeare féminin*. Nommons encore Letitia Landon, Mary Howitt mistress Norton et lady Emmeline Stuart Wortley.

L'Angleterre a vu, depuis quelques années, un grand nombre d'auteurs s'essayer, sans grand succès, dans la poésie dramatique. Le *Mirandola*, de Proctor; le *Bertram*, du romancier Maturin; *l'Evadné* et *l'Apostat*, du célèbre orateur irlandais Shiel; le *Fazio*, d'Henry Milman; le *Julien*, le *Rienzi* et *les Vêpres siciliennes* de miss Mitford ont obtenu, à la représentation, d'honorables succès. Mais le premier des poëtes dramatiques de l'Angleterre est aujourd'hui l'Irlandais James Shéridan Knowles, auteur et acteur à la fois. Son *Caïus Gracchus*, son *Virginius*, qui a été joué à Paris;

la Fille du Mendiant, le *Guillaume Tell*, *le Bossu*, et *la Femme de Mantoue*, sont des productions remarquables.

L'Angleterre donne le sceptre de la comédie à l'un de ses grands orateurs, l'Irlandais Richard Brinsley Shéridan (1751-1816). *Les Rivaux*, *la Duègne*, et surtout *l'École de Médisance*, sont considérés comme des chefs-d'œuvre comiques.

Après Shéridan, brillent, dans la comédie, Cumberland; l'Irlandais O'Keefe Dibdin; G. Colman, dont le père a été mentionné comme auteur dramatique; l'acteur Reynolds; Morton, etc.

Si, de la poésie et du drame, nous passons à la prose, nous trouverons, parmi les historiens, plusieurs noms honorables : Mitford, pour sa belle *Histoire de la Grèce;* Roscoe, pour ses *Vies de Laurent de Médicis et de Léon X*; Sharon Turner, auquel on doit de précieux travaux d'érudition sur l'*Histoire d'Angleterre*, et sur l'*Histoire sainte*; Coxe, pour son *Histoire de la Maison d'Autriche*, et pour plusieurs autres ouvrages moins importants. L'*Histoire des États-Unis* et *la Calédonie* de Chalmers sont des ouvrages estimables, par malheur fort mal écrits. On a de bonnes *Histoires d'Écosse* du major Laing et de M. Tytler.

Charles Fox (1748-1806), un des plus célèbres orateurs et des plus grands hommes d'État qu'ait eus l'Angleterre, a laissé inachevée une *Histoire de la Révolution de* 1688. — Un ouvrage sur le même sujet, entrepris par sir James Mackintosh, et resté également imparfait, suffirait à attester l'esprit supérieur de cet homme éminent, dont on a aussi une *Histoire d'Angleterre* non terminée, et de précieux fragments philosophiques.

L'*Histoire d'Angleterre*, du docteur John Lingard, eut, à son apparition, un succès prodigieux qui ne s'est pas tout à fait soutenu.

M. Hallam est peut-être, aujourd'hui, le meilleur historien de l'Angleterre. Son *Histoire de l'Europe au moyen âge*, son *Histoire constitutionnelle d'Angleterre*, son *Introduction à l'Histoire de la Littérature de l'Europe, pendant le* XVe, *le* XVIe *et le* XVIIe *siècle*, sont des ouvrages d'une haute valeur.

Après Hallam, nous citerons encore, dans le genre historique, sir Francis Palgrave, le colonel Napier, James Mill, John Malcolm, John Dunlop, Archibald Alison, et enfin le célèbre pamphlétaire Cobbett, dont on a une *Histoire de la Réforme protestante.*

Dans le roman, après Walter Scott, on a vu briller madame d'Arblay, les deux miss Lee, madame Smith, le docteur John Moore. — Une actrice, mistress Inchbald, s'est fait remarquer par ses charmants romans de *Simple Histoire*, *la Nature et l'Art*, et aussi par quelques ouvrages dramatiques.

Anne Radcliffe a tenu longtemps le sceptre du terrible, et à leur apparition, ses romans, aujourd'hui trop dédaignés, furent traduits dans toutes les langues de l'Europe.

William Godwin, qui avait débuté de bonne heure, parmi les publicistes, par ses *Recherches sur les Principes de la justice politique*, et parmi les historiens par son *Histoire de la République d'Angleterre*, brille au premier rang parmi les moralistes, pour son beau roman de *Caleb Williams. Saint-Léon*, *Fleetwood*, *Mandeville*, et *Cloudesly*, qui vinrent ensuite, quoique inférieurs à *Caleb*, sont encore des œuvres remarquables.

Maria Porter, Anna Porter et Jane Porter ont toutes trois composé de bons romans.

Les jolis contes de Maria Edgeworth sont aussi populaires en France qu'en Angleterre, grâce aux élégantes traductions de mesdames Belloc et Adélaïde Montgolfier. Miss Austin, mesdames Branton, Hamil-

ton et Hannah Moore ont suivi avec bonheur miss Edgeworth.

On s'est beaucoup moqué, pendant quelque temps, de lady Morgan, à laquelle il est cependant impossible de refuser une plume élégante et facile; *Florence Maccarthy*, *le Novice de Saint-Dominique*, *Ida d'Athènes*, sont d'aimables romans, auxquels on préfère toutefois les ouvrages du même auteur sur la France et sur l'Italie.

Parmi les nombreux imitateurs de Walter Scott, on remarque John Wilson, auquel sont dus plusieurs romans écossais; le poëte berger Hogg déjà cité, mistress Johnstone, miss Corbett, MM. Logan, Horace Smith, John Banim, romancier irlandais, Hope, James Morier, James Fraser, etc.

Les Anglais ont coutume de compter parmi leurs écrivains Washington, Irving et Cooper, aussi bien que Franklin. Cependant la jeune Amérique a une littérature, et la prétention des Anglais, à confisquer cette littérature, nous paraît ressembler beaucoup à une usurpation.

Parmi les romanciers, aujourd'hui à la mode en Angleterre: Théodore Hook, le comte de Mulgrave, MM. Gore, Grattan, Lockart, etc., les seuls connus en France sont : Lytton Bulwer, Marryat et Charles Dickens, que nous nous abstiendrons de juger.

Les voyages forment, à eux seuls, une littérature en Angleterre. Les plus dignes d'être cités dans la période que nous venons de parcourir sont : les Voyages de Bruce en Afrique, ceux de Mungo Park, de Denham, de Clapperton, d'Ouelney, des frères Lander, du capitaine Ross, du capitaine Parry, du capitaine Franklin, de Coxe, de Carr, de Clarke, de Burckardt, de Buckingham, de Porter, de Carne, de Wilson et du capitaine Basil Hall. Les voyages aux États-Unis, en Suisse, en Grèce, en Espagne, en

France et en Italie, abondent; plusieurs sont dus à des dames, parmi lesquelles nous citerons seulement mistress Trollop et miss Wright.

Nous rangerons sous le titre de mélanges une foule de jolis ouvrages : les *Curiosités de la littérature*, les *Querelles des Auteurs*, les *Calamités des Auteurs*, et les *Commentaires du règne de Charles Ier*, par M. d'Israéli, qui prépare, dit-on, une histoire complète de la littérature anglaise, que personne n'est, plus que lui, en état de bien faire.

L'*Origine de la distinction des rangs*, et la *Vue historique du gouvernement anglais*, de John Millar, sont de bons ouvrages, mais plutôt bien pensés que bien écrits.

Le spirituel mais méchant Hazlitt doit trouver place ici. Ses *Caractères des pièces de Shakspeare*, ses *Leçons sur la poésie anglaise*, etc., lui assurent un rang distingué dans la littérature de son pays. On doit aussi à cet auteur une *Vie de Napoléon Bonaparte*, en quatre volumes.

Nous ne pouvons nous abstenir de mentionner quelques économistes dont les ouvrages ont pris rang dans la littérature : Malthus, Bentham, Ricardo, et miss Harriet Martinau, dont on a d'intéressants Contes populaires sur l'économie politique.

L'Angleterre a, on le sait, beaucoup plus de journaux que la France; c'est aussi le pays des encyclopédies, et généralement de tous les ouvrages collectifs. Nulle part non plus peut-être on ne s'occupe davantage, et avec plus de succès, de littérature orientale.

N'oublions pas de faire entrer dans cette revue les noms des grands orateurs que fit éclore, chez nos voisins, la révolution française.

Burke brille au premier rang. Après lui, vient Pitt, fils du lord Chatam, qui se fit remarquer parmi les torys, comme son père s'était fait remarquer parmi les whigs.

Nous avons déjà nommé deux de ses adversaires, Fox et Shéridan. Après eux, viennent l'Écossais Erskine; l'Irlandais Grattan, que nous avons eu occasion de mentionner; Curran et Flood, également Irlandais, également patriotes, également éloquents; George Canning; Huskisson; Mackintosh, l'historien; le lord Plunkett, lord Brougham, etc.

Mais le plus grand orateur du parlement d'Angleterre, c'est, sans contredit, Daniel O'Connel, que l'Irlande a surnommé *le Libérateur*.

Il nous reste encore à citer parmi les philosophes : Dugald Stewart, auquel ses *Éléments de la Philosophie de l'Esprit humain*, ses *Esquisses de Philosophie morale*, ses *Essais philosophiques*, et quelques autres ouvrages, assurent une place distinguée parmi les philosophes spiritualistes. A côté de Dugald Stewart, brillent Thomas Brown et George Combe.

Parmi les sermonnaires, et dans la pure théologie, on cite les noms de Porteus, Horsley, Priestley, Wakefield, Paley, Watson, Owen, Siméon, Sumner, Blomfield, Hall, Chalmers et Clarke.

L'Angleterre n'a guère eu de grands architectes durant l'époque que nous venons de parcourir, et les seules œuvres remarquables que ce temps ait produites sont le pont de Waterloo, l'un des plus beaux du monde, peut-être, et le fameux *Tunnel* sous la Tamise, dû à un ingénieur français, M. Brunnel.

La sculpture s'y est montrée plus féconde, et les Anglais nomment, avec un juste orgueil, Chantrey, Shœmaker et Wilton, auxquels on doit des bustes nombreux, de belles statues et des groupes charmants; Flaxmann, le sculpteur classique; Westmacot, Rossi, Barry, West, etc.

La peinture s'honore des noms de Thomas Gainsborough, admirable paysagiste; de Benjamin West, peintre d'histoire de George III; de Constable, de

Collins, de Calcott et de Lee, tous quatre paysagistes remarquables.

Wilkie, Newton, Leslie, Knight, Landseer, Collins, Inskipp et M'Clise, se sont particulièrement distingués dans le tableau de genre et de chevalet.

Lawrence fut peut-être le plus grand portraitiste de l'Europe de son temps, et il en est certainement le peintre le plus aristocratique.

Dans un autre genre, Fuseli, Suisse d'origine, Blake, Danby, Martin, ont atteint un effet prodigieux par des moyens inconnus aux maîtres de l'art qui, peut-être, les eussent dédaignés.

En musique, l'Angleterre n'a plus eu de compositeur qui mérite d'être mentionné depuis Purcell. On cultive pourtant beaucoup cet art dans la Grande-Bretagne, qui a quelques chanteurs et quelques instrumentistes distingués.

FIN.

TABLE.

Pages.

INTRODUCTION..... 1

LIVRE PREMIER.

CHAP. I. — Les Bretons avant l'invasion romaine. — Invasions de César. — Cassibelan. — Caractacus. — Boadicée. — La Grande-Bretagne, depuis César jusqu'à Agricola. — Agricola. — Division romaine de la Bretagne. — Carausius. — Alæctus. — Constance. — Christianisme. — La Bretagne secoue le joug de Rome. — *De l'an 55 avant J. C. à l'an 450 de notre ère*..... 11

CHAP. II. — Écosse, Irlande, jusqu'à l'introduction du christianisme. — Littérature, sciences et arts dans les Iles britanniques, jusqu'à l'invasion de l'Angleterre par les Saxons..... 27

CHAP. III. — Angleterre. — Vortigère. — Hengist et Horsa. — Invasions saxonnes. — Fondation des royaumes d'Est-Anglie, de Northumbrie et de Mercie. — État religieux de l'Angleterre à cette époque. — Bretwaldas. — Invasions danoises. — Les Danois s'établissent en Angleterre. — Alfred. — Édouard l'Ancien. — Athelstan. — Edmond Ier. — Edred. — Edwy. — Edgar. — Édouard le Martyr. — Ethelred II. — Edmond II. — Invasion danoise. — Les rois anglo-saxons sont remplacés par les chefs danois. — *De l'an 449 à l'an 1017*..... 48

CHAP. IV. — Monarchie danoise. — Canut, Hard-Canut, Godwin, Alfred, Édouard le Confesseur. — Les courtisans normands. — Luttes de Godwin et des Normands. — Godwin meurt, et est remplacé par son fils Harold. — *De l'an 994 à l'an 1066*..... 64

CHAP. V. — L'Écosse et l'Irlande pendant la période saxonne. — Influence du clergé catholique dans les trois royaumes. — État des lettres, des sciences et des arts. — *De l'an 547 à l'an 1066*... 73

LIVRE SECOND.

CHAP. I. — Origine des Normands. — Harold. — Invasion norwégienne. — Tostig. — Invasion normande. — Bataille d'Hastings. — Destruction de la nationalité anglo-saxonne. — 1066..... 99

CHAP. II. — Guillaume. — Edwin et Morkar. — Edgar. — Stigand.

Pages.

— Sacre de Guillaume. — Il passe en Normandie. — Soulèvement. — Retour du roi. — Concessions aux habitants de Londres. — Pacification de l'Ouest. — Conquête du Nord. — Le fils d'Harold. — Prise d'York. — Eldred. — Nouveaux soulèvements. — Soumission. — Guerre, famine, peste. — Outlaws. — Pacification générale de l'Angleterre. — *De* 1066 *à* 1071..... 109

Chap. III. — Mort d'Edwin. — Morkar. — Herward. — Les évêques saxons. — Camp d'Ély. — Despotisme du clergé normand. — Waltheof. — Révolte de Robert fils de Guillaume. — Arrestation d'Eudes, frère du conquérant. — Doomesday-book. — Assemblée générale des conquérants. — État de la population. — Retour de Guillaume en France. — Sa mort et ses funérailles. — Caractère du duc de Normandie. — Commencements du système féodal. — *De* 1071 à 1086..... 119

Chap. IV. — L'Écosse et l'Irlande pendant la conquête normande. — Commencements de l'ère normande. — Littérature et beaux-arts dans la Grande-Bretagne. — Chants saxons. — Le *Doomesday-book*, premier monument de la langue normande en Angleterre..... 130

LIVRE TROISIÈME.

Chap. I. — Guillaume II dit *le Roux* succède à son père. — Robert lui dispute la couronne. — Opposition du clergé. — Lois de chasse. — Mort de Guillaume II. — Henri Ier dit *Beauclerc*. — Bataille de Tinchebray. — Edgar Atheling. — Guillaume, fils de Robert, duc de Normandie. — Le roi de France songe à s'emparer de la Normandie. — Naufrage de la *Blanche-Nef*. — L'impératrice Mathilde. — Origine des Plantagenets. — Mort de Henri Ier. — *De* 1087 *à* 1135..... 148

Chap. II. — Le roi Étienne. — Troubles de son règne. — L'impératrice Mathilde. — Guerre civile. — Mort d'Étienne. — Mode de succession à la couronne. — Désolation de l'Angleterre pendant le règne d'Étienne. — Caractère personnel de ce prince. — Avénement de Henri II Plantagenet. — *De* 1135 *à* 1154.... 167

Chap. III. — Henri II. — Il fait hommage à Louis VII pour ses possessions françaises. — Guerres de France. — Troubles religieux d'Angleterre. — Thomas Becket. — Immunités ecclésiastiques. — Confédération contre Henri II. — Trois de ses fils en font partie. — La reine Éléonore. — Mort de Henri II. — *De* 1154 *à* 1189..... 177

Chap. IV. — Écosse. — Irlande. — Littérature, beaux-arts, etc., pendant la conquête normande..... 199

LIVRE QUATRIÈME.

Chap. I. — Les fils de Henri II. — Richard Cœur de Lion. —

Pages.

Couronnement de Richard. — Massacre des juifs. — Richard part pour la croisade. — Il quitte la Palestine. — Coup d'œil général sur les croisades. — L'évêque d'Ély. — Jean. — Philippe-Auguste. — Richard est fait prisonnier. — Il revient en Angleterre. — *De* 1189 *à* 1199 240

Chap. II. — Jean sans Terre. — Arthur. — Confiscation de la Normandie. — Excommunication. — Soumission des Gallois et des Irlandais. — Jean remet sa couronne au légat du pape. — Révolte des barons. — Grande-Charte. — Louis, fils de Philippe-Auguste, roi d'Angleterre. — Mort de Jean. — *De* 1199 *à* 1216. 255

Chap. III. — Henri III. — Le comte de Pembroke. — Hubert du Bourg. — Pierre des Roches. — Soulèvements des barons. — Simon de Montfort, comte de Leicester. — Introduction des représentants du peuple dans le parlement. — Réfugiés d'Ély. *De* 1216 *à* 1272 265

Chap. IV. — Écosse. — Irlande 274

LIVRE CINQUIÈME.

Chap. I. — Édouard Ier. — Les Gallois. — Lewellyn. — David, frère de Lewellyn. — Mort d'Alexandre III, roi d'Écosse. — Fiançailles du fils aîné d'Édouard et de la petite-fille du roi d'Écosse. — Édouard II. — Gaveston. — Guerre d'Écosse. — Exécution du comte de Lancaster. — La reine se met avec son fils à la tête du parti des barons. — Édouard II est fait prisonnier. — Il est déposé. — On l'assassine dans sa prison. — *De* 1272 *à* 1327. 286

Chap. II. — Édouard III. — Isabelle et Mortimer. — Mécontentement général. — Exécution de Mortimer. — Affaires d'Écosse. — Édouard réclame la couronne de France. — Guerre civile en Bretagne. — Bataille de Crécy. — Prise de Calais. — Le prince Noir. — Bataille de Poitiers. — Mort du prince Noir. — Mort d'Édouard III. — *De* 1327 *à* 1377 300

Chap. III. — Richard II. — Le duc de Lancaster. — Révolte des serfs. — Wat-Tyler. — Wickliffe. — Les favoris de Vère et de la Pole. — Nouvelle régence. — Le duc de Glocester. — Bannissement de Henri de Lancaster. — Son retour. — Déposition de Richard II. — *De* 1377 à 1399 319

Chap. IV. — Écosse. — Irlande. — Littérature, beaux-arts 337

LIVRE SIXIÈME.

Chap. I. — Changement de dynastie et de gouvernement. — Famille de Lancaster. — Henri IV. — Bataille de Shrewsbury. — Owen Glendower. — Mort de Henri IV. — Avénement de Henri V. — Guerres de France. — Bataille d'Azincourt. — Traité de Troyes. — Bataille de Baugé. — Mort de Henri V. — *De* 1399 *à* 1442 391

Pages.

Chap. II. — Henri VI est proclamé roi de France. — État de la France. — Bataille de Verneuil. — Jeanne d'Arc. — Siége d'Orléans. — Les Anglais sont chassés du territoire français. — Le duc de Glocester. — L'évêque de Winchester. — Éléonore Cobham. — Marguerite d'Anjou. — Mort de Glocester. — Mort du duc de Suffolk. — Familles d'York et de Lancaster. — Révolte de Jack Cade. — Le duc d'York. — Naissance du prince de Galles. — Bataille de Saint-Alban. — État des partis. — Affaire de Blore-Heath. — Affaire de Ludlow. — Parlement de Coventry. — Le duc d'York réclame la couronne. — Sa mort. — Édouard son fils. — Bataille de Mortimer-Cross. — *De* 1422 à 1461..... 400

Chap. III. — Édouard IV. — Bataille de Towuton. — Bataille d'Hexham. — Henri VI est fait prisonnier. — Élisabeth Woodville. — Warwick. — Bataille de Barnet. — Bataille de Tewkesbury. — Meurtre d'Édouard de Lancaster. — Mort de Henri VI. — Guerre de France; traité de Pecquigny. — Richemont. — Mort d'Édouard. — Édouard V. — Richard, duc de Glocester, lord-protecteur. — Exécution de Rivers et d'Hastings. — Richard III. — Meurtre des enfants d'Édouard. — Mort de Buckingham. — Richemont. — Bataille de Bosworth. — Mort de Richard. — Avénement de la maison de Tudor. — *De* 1461 *à* 1485..... 414

Chap. IV. — Écosse. — Irlande. — Littérature. — Beaux-arts.... 425

LIVRE SEPTIÈME.

Chap. I. — État général de l'Europe à l'avénement des Tudors. — Commencement de l'ère moderne. — Henri VII. — Élisabeth d'York. — Lambert Symnel. — Perkins Warbeck. — Stanley. — Bataille de Blackheath. — Mort de Perkins et du comte de Warwick. — Situation politique de l'Angleterre vis-à-vis des puissances étrangères. — Arthur, prince de Galles, épouse Catherine d'Aragon. — Il meurt. — Son frère Henri épouse sa veuve. — Mort de Henri VII. — Henri VIII. — Invasions en France. — Bataille de Flodden-Field. — Wolsey. — Révolte des ouvriers de Londres. — Champ du drap d'or. — Mort de Buckingham. — Wolsey mécontente le peuple et le parlement. — La réforme. — La reine Catherine est répudiée. — Anne Boleyn. — Procès de Wolsey. — Sa mort. — *De* 1483 à 1509..... 448

Chap. II. — Rupture de Henri VIII avec le saint-siége. — Exclusion de la princesse Marie. — Mort de Thomas Morus. — Procès et mort d'Anne Boleyn. — Jane Seymour. — Naissance d'Édouard. — Poursuites contre les hérétiques. — Thomas Cromwell. — Insurrections. — Règlements religieux. — Catherine Howard. — Catherine Parr. — Mort de Henri VIII. — Édouard VI. — Réforme religieuse. — Guerre d'Écosse. — Sommerset. — Mort d'Édouard. — Jane Grey. — Marie. — Mort

Pages.

de Northumberland. — Mariage de Marie avec Philippe II. — Insurrection de Wyatt. — Mort de Jane Grey. — Persécutions religieuses. — Guerre de France. — Perte de Calais. — Mort de la reine Marie. — *De* 1534 *à* 1558 465

Chap. III. — Élisabeth. — William Cecil. — Le protestantisme est déclaré religion de l'État à l'exclusion des autres cultes. — Paix avec la France et l'Écosse. — Prétendants à la main d'Élisabeth. — Guerre en France. — Affaires d'Écosse. — Captivité de Marie Stuart. — Mort de Norfolk et de Northumberland. — Mort de Marie Stuart. — Élisabeth soutient les protestants de France et des Pays-Bas. — Voyage de Drake. — L'invincible Armada. — Le comte d'Essex. — Mort d'Élisabeth. — *De* 1558 *à* 1603. 487

Chap. IV. — Écosse. — *De* 1487 *à* 1603 512

Chap. V. — Irlande. — *De* 1485 *à* 1603 541

Chap. VI. — Littérature. — Beaux-Arts 560

LIVRE HUITIÈME.

Chap. I. — Avénement des Stuarts. — Situation des partis à l'époque de cet avénement. — Jacques Ier arrive à Londres. — Politique étrangère du roi d'Angleterre. — Conspiration de Raleigh. — Conférence d'Hampton-Court. — Mésintelligence du roi et du parlement. — Conspiration des poudres. — Favoris de Jacques, Rochester et Buckingham. — Le chancelier Bacon. — Projet de mariage du prince de Galles avec l'infante d'Espagne et avec la princesse française Marie-Henriette. — Mort du roi. — *De* 1603 *à* 1625 572

Chap. II. — Charles Ier. — Commencements de la révolution. — Premier parlement. — Second parlement. — Accusation de Buckingham. — Troisième parlement. — Bill des droits. — Assassinat de Buckingham. — Strafford. — Laud. — Poursuites contre les pamphlétaires. — Hampden. — État de l'Écosse. — *Court-Parlement.* — Guerre d'Écosse. — Cinquième parlement. — La chambre des communes s'empare du gouvernement. — Exécution de Strafford. — Insurrection d'Irlande. — Cavaliers et Têtes-rondes. — Le parlement s'ajourne. — Commencement de la guerre civile. — Bataille d'Edge-Hill. — Bataille de New-bury. — Bataille de Marston-Moor. — Fairfax. — Bataille de Naseby. — Le roi se réfugie au camp des Écossais. — Enlèvement du roi. — Charles Ier à l'île de Wight. — Expulsion de cent quarante-trois membres de la chambre des communes. — Mort du roi. — *De* 1625 *à* 1649 585

Chap. III. — Cromwell. — Pacification de l'Irlande. — Charles II au camp écossais. — Guerre d'Écosse. — Bataille de Worcester. — Acte de navigation. — Cromwell ferme le parlement. — Parlement Barebone. — Protectorat. — Réunion de l'Écosse à l'An-

Pages

gleterre. — Nouveau parlement. — Sa dissolution. — Alliance avec la France. — Guerre avec l'Espagne. — Cromwell n'ose se faire roi. — Institution d'une seconde chambre. — Dissolution du parlement. — Mort de Cromwell. — L'armée force Richard Cromwell à donner sa démission. — *Rump-Parliament.* — Lambert. — Monk. — Restauration. — *De* 1649 *à* 1660..... 606

Chap. IV. — Restauration. — Amnistie. — Procès des régicides. — Persécution des non-conformistes écossais. — Acte d'uniformité. — Ministère de la *Cabale.* — Charles II est pensionné par le roi de France. — Le *Test.* — Complot papiste. — Les whigs et les torys. — Complot de Rye-House. — Russel et Sidney. — Mort de Charles II. — Jacques II. — Réaction catholique. — Sharp. — Affaire des évêques. — Mécontentement du peuple. — Le prince d'Orange. — Fuite de Jacques. — Guillaume et Marie. — Déchéance de Jacques II. — Déclaration des droits. — *De* 1660 *à* 1688..... 622

Chap. V. — Irlande. — Littérature. — Beaux-arts. — *De* 1606 *à* 1688..... 639

LIVRE NEUVIÈME.

Chap. I. — Guillaume III et Marie. — Opposition du parlement et du clergé. — Troubles d'Écosse. — Guerre d'Irlande. — Bataille de la Boyne. — Pacification de l'Irlande. — Guerre continentale. — Nouveaux troubles en Écosse. — Massacre de Glencoe. — Expédition de Jacques II. —Mort de Marie. — Paix de Ryswick. — Mort de Guillaume III. — Anne. — Penchant de la reine pour les torys. — La duchesse de Marlborough. — Guerre de la succession. — Réunion de l'Écosse à l'Angleterre. — Conséquences de la disgrâce de la duchesse de Marlborough. — Sacheverel. — Mort de la reine Anne..... 627

Chap. II. — Avénement de la famille de Hanovre. — Georges Ier. — Lutte des whigs et des torys. — Tentatives des jacobites. — Compagnie de la mer du Sud. — Mort de Georges Ier. — Georges II. — Walpole. — Émeute à Édimbourg. — Guerre avec l'Espagne. — Le commodore Anson. — Désastres maritimes. — Chute de Walpole. — Guerre européenne. — Bataille de Dettingen. — Guerre avec la France. — Succès de Charles-Édouard. — Bataille de Culloden-Field. — Traité d'Aix-la-Chapelle. — Guerres dans les deux Indes. — Mort de Georges II. — Georges III. — Pitt, lord Chatam. — Traité de Paris. — Guerre d'Amérique. — Wilkes. — L'Amérique décline l'autorité de l'Angleterre. — Washington. — Les États-Unis se constituent en république fédérative. — La Fayette. — La France reconnaît la république des États-Unis, et lui envoie des secours. — L'Angleterre reconnaît l'indépendance des États-Unis. — Aliénation mentale de Georges III. — William Pitt. — *De* 1714 à 1789... 686

MAY 13 1949

Pages.

CHAP. III. — Irlande. — *De* 1688 *à* 1789. 706

CHAP. IV. — Littérature. — Beaux-arts. 714

LIVRE DIXIÈME.

CHAP. I. — Révolution française. — L'Angleterre entre dans la coalition contre la France. — Quiberon. — Bonaparte. — Expédition d'Égypte. — Aboukir. — Bonaparte, premier consul. — Traité d'Amiens. — Renouvellement des hostilités. — Napoléon Ier, empereur des Français. — Mort de Pitt. — Guerre d'Espagne. — Chute de Napoléon. — *De* 1789 *à* 1815. 731

CHAP. II. — La Sainte-Alliance. — Mort de Georges III. — Georges IV. — La reine Caroline. — Canning. — Canning sépare l'Angleterre de la Sainte-Alliance. — Association catholique d'Irlande. — Mort de Canning. — Abolition du test. — O'Connel. — Système électoral de l'Angleterre. — Réforme parlementaire. — Mort de Georges IV. — Guillaume IV. — Effet de la révolution de juillet sur l'Angleterre. — Mort de Guillaume IV. — Victoire Ire. — *De* 1815 *à* 1837. 740

CHAP. III. — Irlande. — *De* 1789 *à* 1837. 748

CHAP. IV. — Littérature. — Beaux-arts. 761

FIN DE LA TABLE.

THE LIBRARY OF CONGRESS

THE LIBRARY OF CONGRESS

LIBRARY OF CONGRESS
0 021 933 906 9